IVe année. 1918. No 1.

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

1917. Réflexions et bilan de fin d'année 1

L'avenir de la Lituanie 7

Une plus grande Lituanie 13

Les Lituaniens d'Amérique 19

Faits et Documents. — Association des agriculteurs lituaniens. — La Société lituanienne des sciences. — L'enseignement scolaire en Courlande et en Lituanie. — Le Comité de secours lituanien.

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

ADMINISTRATION :

Librairie Centrale des Nationalités

Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

RÉDACTION :

Villa Messidor, Avenue de l'Elysée

LAUSANNE

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

IVe année. 1918. No 1.

PRO LITUANIA

A dater du premier numéro de Janvier 1918, nous écrirons non plus Lithuanie, Lithuanien et lithuanien, mais : Lituanie, Lituanien et lituanien sans h. Cette lettre n'a en effet absolument rien à faire dans tous ces mots (c'est l'opinion de M. Meillet, le savant professeur du Collège de France; voir *Annales des Nationalités* de 1913, Nos 5 et 6, p. 37).

Elle ne s'y est glissée qu'à l'époque de la Renaissance sous des influences étrangères et il convient d'éliminer ces vestiges une fois pour toutes et nous remercions d'avance tous nos confrères qui voudront bien se conformer à l'usage que nous voulons établir.

1917

Réflexions et bilan de fin d'année.

Nous sommes au commencement d'une année nouvelle, temps propice aux réflexions et aux bilans sur l'année écoulée en vue des décisions et orientations futures, et cela moralement et matériellement. Examinons donc, nous autres Lituaniens, qui avons travaillé à la restauration de notre patrie dans son antique indépendance, où en est notre cher pays.

Au point de vue intérieur, nous pouvons être satisfaits. Les progrès réalisés sont énormes. La Lituanie a passé de l'état de

Kauno viešoji BIBLIOTEKA
KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

« masse amorphe » à celui de « corps organisé ». Et comme ce corps est vigoureux et bien constitué, il y a tout lieu de croire, à prévisions humaines, qu'il réalisera tous les vœux de prospérité et de bonheur qu'au seuil d'une année nouvelle — la première pour lui — tous ardemment nous lui souhaitons.

C'est l'œuvre d'une année qui, à son début, ne paraissait pas devoir être aussi féconde pour nous. Les deux grands Empires belligérants aux prises sur notre sol, l'un, possesseur de « jure », l'autre, possesseur de « facto », se taisaient sur notre avenir. Et si l'organe prédestiné de l'expression régulière des sentiments populaires, la représentation nationale de l'un d'eux, la Douma, rompait le silence, c'était pour dénier aux allogènes russes, par la bouche des influents cadets, Milioukoff en tête, tout droit à l'autonomie, si modeste fût-elle (février 1917). De notre côté, nous en étions à la diversité, sinon des sentiments et des tendances, qui nous unissaient au contraire tous fortement, du moins des idées. La flamme lituanienne s'alimentait à différents foyers, celui de Lituanie, celui de Suisse, celui d'Amérique, celui de Russie, celui de Suède. Le grand œuvre de l'année 1917 a été de les fondre en un seul pour le plus grand bien de la cause lituanienne et son succès décisif, la Restauration de notre vénérable Etat lituanien, Restauration ratifiée à Berne, en novembre 1917, dans une belle harmonie d' « union sacrée ».

Maintenant que le résultat est atteint, nous n'en sommes que plus libres pour apprécier le mérite de chaque groupement, juger son activité particulière dans le grand travail d'ensemble et lui exprimer la reconnaissance qui lui est due.

Nous n'oublierons ni la générosité, ni le désintéressement de nos compatriotes d'Amérique, ni la tenacité avisée et souple de ceux de Russie, qui, en juin 1917, ont pu, vis-à-vis de la puissance qui nous importait le plus, proclamer notre but suprême à tous, l'indépendance de notre chère Lituanie, ni la persévérance courageuse de ceux de la mère-patrie qui ont su en des années de démarches parfois rebutantes et ingrates, nous préparer avec la « Taryba », le noyau de l'Etat lituanien et de ses institutions, ni enfin et surtout le zèle ardent de ceux de Suisse qui, sous l'égide éclairée du Conseil national suprême de Lituanie, ont « en marchant, prouvé le mouvement », c'est-à-dire affirmé au dehors, dans cette Helvétie que la guerre mondiale a plus que jamais fait cœur et cerveau de l'Europe, le

principe de la Lituanie souverainement autonome et, grâce à un excellent Bureau d'Informations, maintenu et propagé la pure doctrine de la complète indépendance et de la dignité lituaniennes que la conférence de Berne, complétant celle de Stockholm, devait couronner d'une sanction, maintenant efficace. La route était longue. Elle se trouvait fréquemment semée d'obstacles, voire d'écueils. Aussi, ne saurions-nous assez remercier ceux qui, moralement et matériellement, nous y ont réconfortés, amis connus et inconnus, avant tout, notre fidèle protecteur traditionnel, le Saint Siège à qui nous sommes redevables de la collecte mondiale qui, tout en nous assurant un précieux « viatique », a affirmé notre existence collective à la face de l'humanité.

Telle est la série de nos succès internes. Nous pouvons en être satisfaits et légitimement fiers.

Qu'en est-il au point de vue extérieur? Sous ce rapport également nous avons eu, il y a quelques semaines, une grande satisfaction. Il nous faut constater qu'elle vient encore de la source qui a déjà contribué à notre rassérénement interne. Au cours de l'exposé avec lequel le comte Hertling s'est présenté au Reichstag comme chancelier d'Empire, l'homme d'Etat allemand a eu pour les « libérés » russes en général, et la Lituanie en particulier, les paroles suivantes qui ont été très remarquées:

« En ce qui concerne les pays autrefois soumis au sceptre du tzar, la Pologne, la Lituanie et la Courlande, nous respectons, bien entendu, le droit de leurs peuples de disposer d'eux-mêmes. Nous souhaitons qu'ils se donnent eux-mêmes la formation politique répondant à leurs conditions d'existence et à l'orientation de leur culture. D'ailleurs, les choses sont ici encore complètement en suspens. Les nouvelles qui, il y a quelque temps, ont fait le tour de la presse et à la teneur desquelles un arrangement ferme aurait été conclu sur un point, ont devancé les faits [1]. »

Ce sont des paroles mémorables que nous ne pouvons lire qu'avec plaisir ainsi que l'approbation qu'y ont immédiatement donnée différents membres du Reichstag, entre autres MM. Scheidemann, Ledebur, Ebert. Il est seulement regrettable que les

[1] Il s'agit ici d'un prétendu accord austro-allemand plaçant la Pologne sous le sceptre des Habsbourg et la Courlande avec la Lituanie sous celui des Hohenzollern, accord dont le premier, le *Lokal-Anzeiger* de Berlin, a entretenu ses lecteurs au début de novembre.

représentants d'autre partis n'aient pas cru devoir ajouter leur adhésion à celles-là.

Depuis, nous avons eu Brest-Litovsk, mise en pratique des principes théoriquement proclamés et dont, en ce qui nous concerne, nous sommes prêts à recueillir le bénéfice du fait de notre déclaration d'indépendance vis-à-vis de la Russie qui n'en saurait prendre ombrage, eu égard à ses propres affirmations répétées sur « le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ».

Mais pourquoi ne pas le dire, ce n'est toujours que de l'Orient que nous vient la lumière? Même dans leurs déclarations les plus récentes, cependant moins absolues que les précédentes, on sent MM. Lloyd George et Vilson prisonniers de vieilles formules et, comme de vieux engagements envers les Polonais. On n'a pas, semble-t-il, renoncé à préparer aux Polonais la surprise joyeuse de la Grande Pologne — c'est-à-dire avec accès à la mer — et même de « la plus Grande Pologne » —c'est-à-dire avec accès à la mer par Danzig — dont nous serions les premières malheureuses victimes, malgré les « a contraria » bienveillants auxquels se prêtent les dernières déclarations. C'est l'Angleterre, qui délibérément, a dressé les plans, et plus résolument encore, les exécute. Elle abandonne plus ou moins, pour l'instant, la Russie aux Etats-Unis comme champ d'activité économique où elle espère voir ceux-ci se heurter à l'Allemagne en une rivalité avantageuse pour elle et jette pour elle-même son dévolu sur la « réserve » polonaise, d'aire infiniment plus modeste — alors même qu'on réaliserait la « plus Grande Pologne » — mais estime-t-elle, de rendement plus intense et surtout plus immédiat au point de vue politique. Or, actuellement, dans ces parages, c'est celui qui lui importe le plus.

L'Angleterre croit tenir en effet par la Pologne, si possible d'ores et déjà par la Grande Pologne et mieux encore par la plus Grande et, à défaut immédiat de l'une ou de l'autre, par « l'idée-force » exaspérée que non leur réalisation entretiendrait dans les cerveaux polonais, le levier qui doit lui permettre, tôt ou tard, de réaliser sans risques, sinon sans frais, ce que la fortune des armes lui a refusé, à cette heure encore, à savoir la désagrégation, jusque dans ses fondements mêmes, de la Prusse ainsi que de la vigoureuse monarchie qui, par celle-ci rayonne sur l'Allemagne et de là sur le bloc continental européen et à laquelle la Prusse sert

de support. A tout le moins, l'Angleterre espère de la Pologne le contre-poids que la Russie amorphe et impotente, revenue à sa phase « moscovite » ne saurait désormais fournir.

Ceci à la paix et par la paix, grâce à un peuple plus souple, plus agile, plus habile, aussi plus impressionnable mais d'autant plus malléable que son cousin russe grâce à un peuple, par nature comme par caractère, par caractère comme par position, foncièrement antigermain, ce que le Russe jusqu'ici n'était pas, au moins de fond et pour ces trois raisons, ayant bien plutôt motif lui, le désorganisateur-né, de vivre en bons termes avec l'instructeur-*type* — voisin auquel il paraissait emprunter — apparence d'ensemble superficielle et fort trompeuse dans les détails — aussi longtemps que le tzarisme vécut, jusqu'à l'énergique et prévoyante monarchie prussienne « de droit propre » (Kraft eigenen Rechtes). Et, en temps de guerre, que ne serait pas en droit d'attendre l'Angleterre d'une alliance avec cette Italie slave qui a de glorieuses traditions militaires et une réputation point usurpée de valeur et d'audace ?

Bismarck qui avait su toiser, peser, jauger le polonisme et trouvait que sa « réduction » à composition, sinon à merci, valait bien la passe du « Kulturkampf » avec Rome, à son gré trop polonophile, aurait admiré l'entreprise et... l'emprise.

Car emprise il y a eu, une emprise où l'on a fait délibérément litière des « grands » principes proclamés pour le dehors, tels que « liberté des peuples », « droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes », « Nationalités » et « tutti quanti » qui tous supposent l'égalité de traitement en faveur d'ayants-droit de conditions égales et d'aspirations également respectables. On a fait un choix, établi une préférence à fins individuelles et égoïstes, une préférence qui, en retour, par les immenses avantages promis, comporte une vassalité dont, obscurément mais largement, les effets se sont déjà fait sentir. Peut-être la non-formation de l'armée polonaise et l'inertie initiale des cercles officiels polonais n'ont-ils pas eu d'autre cause. Sur commande, on n'a pas voulu mettre en forme une Pologne dont les Centraux auraient pu profiter ou être tentés de profiter. Cela a été le grand triomphe de la phase d'intérêt dans laquelle on est entré après la phase prolongée d'indifférence réelle ou feinte, par jeu diplomatique à l'égard de la Russie tzariste, encore qu'on lui ait finalement imposé à la veille de sa chute comme antidote de

la proclamation du 5 novembre une déclaration en faveur de l'indépendance polonaise qui a dû infiniment coûter à sa dignité comme à sa vanité. M. Balfour comme M. Bonar Law — de première source au courant de desiderata polonais — se sont énergiquement prononcés en faveur d'une cause à l'égard de laquelle M. Lloyd George s'est tout d'abord montré beaucoup plus réservé. Mais depuis, il a été convaincu et gagné. Son discours-programme du 5 janvier 1918 le montre suffisamment.

Toujours fidèle à sa politique de contre-poids continentaux, l'Angleterre cherche actuellement à obtenir sur les bords de la Baltique, pour faire tout particulièrement pièce à la Prusse et par contre-coup à l'Allemagne, le second qu'elle a trouvé dans la Méditérannée contre la France en l'Italie après l'unité de celle-ci. Dans les deux cas, — habileté suprême — ... aux frais des... libérateurs !

« Sic vos non vobis nidificatis aves.
Sic vos non vobis vellera fertis oves.
Sic vos non vobis mellificatis apes.
Sic vos non vobis fertis aratra boves. »

En français de Voltaire, cela s'appelle « travailler pour le roi de Prusse ».

Au début du XXe siècle, l'empire d'Allemagne aurait-il lui aussi travaillé pour le roi de Prusse au sens primitif et classique du mot ? Et la nation lituanienne devrait-elle en supporter les conséquences ? Puisse l'année 1918 élucider le plus tôt possible toutes ces questions et nous éviter, à nous autres anciens Allogènes russes qui voulons l'égalité de traitement, la déconvenue de préférences qui vaudraient à des peuples désireux de vivre, émancipés et tranquilles, les surprises bruyantes, en attendant qu'elles soient sanglantes, de ce qu'on a déjà appelé le « Nouveau Balkan ».

L'avenir de la Lituanie.

Les lecteurs de Pro Lituania *liront, nous n'en doutons pas, avec tout l'intérêt qu'elle mérite, l'intéressante interview ci-dessous du vaillant chef du parti socialiste lituanien.*

La Rédaction.

La question de l'avenir de la Lituanie, dont l'histoire du développement a été relativement longue, obtient une ferme base ensuite du discours historique prononcé le 29 novembre au Reichstag par le chancelier d'empire, comte Hertling. La question devient une question d'actualité. Les premières voix qui réclamèrent une solution de la question lituanienne furent celles des cercles annexionnistes de l'Allemagne et cela eut une profonde répercussion en Lituanie. Un antagonisme prononcé entre les Lituaniens et les Allemands en fut la conséquence. Mais, plus l'influence des annexionnistes diminuait en Allemagne, plus se précisait une autre conception de l'avenir de la Lituanie qui était celle des représentants de la majorité du peuple allemand, guidés par un certain idéal.

Cette deuxième conception du sort futur de la Lituanie, qui tient compte des intérêts allemands d'une manière prévoyante, tout en étant dirigée contre des velléités de conquêtes violentes et reconnaît à chaque nation le droit d'aspirer à sa liberté politique, a trouvé sa première application publique et officielle dans la résolution pacifiste des partis de la majorité du Reichstag, le 10 juillet dernier. Ensuite, la commission principale du Reichstag, appliquant le même principe, a exprimé le vœu bien défini qu'une *administration civile* soit créée dès maintenant, en temps de guerre, *en Lituanie* pour régler la vie publique et accélérer la reconstruction du pays, dès que des organes pour l'*autonomie* auraient été constitués par la population du pays.

Notre peuple a accueilli cette nouvelle avec joie, en y voyant le premier pas du peuple allemand dans la voie d'une réelle solution de la question lituanienne, premier pas qui ne resterait pas sans être suivi d'autres. Car, pour améliorer la situation, il ne suffit pas de créer une représentation du peuple, mais *des*

facilités de travail correspondantes doivent lui être accordées. Malgré les préoccupations présentes, il faut s'inquiéter dès maintenant de la solution de l'avenir et créer un *organisme politique.*

On peut déjà dire clairement dès aujourd'hui ce que désire la Lituanie. Le gouvernement d'occupation a autorisé la convocation à Vilnius d'une conférence *lituanienne,* qui pourrait prendre position relativement à l'avenir du pays et aux questions les plus proches.

Cette conférence a eu lieu en septembre. Plus de 200 délégués de toutes les régions de la Lituanie y prirent part, représentant toutes les classes et tous les partis. Cette conférence, qui ne fut ni entravée ni influencée par personne, siégea du 18 au 23 septembre et par ses résolutions prépara une base très claire pour l'activité ultérieure du peuple lituanien.

La tâche la plus importante de la conférence de Vilnius fut son attitude concernant l'avenir de la Lituanie. Sa décision fut prise à l'unanimité. La conférence avait encore présents à l'esprit l'oppression du joug russe et les torts innombrables causés à la Lituanie, elle n'avait pas encore eu le temps d'oublier comment tout ce qui voulait croire et prospérer était brutalement foulé aux pieds.

La conférence a fort bien reconnu que le pays dévasté et ruiné par la guerre jusqu'à l'extrême, ne pourrait ressusciter de ses ruines qu'en obtenant la facilité de développer ses forces spirituelles et matérielles. C'est pourquoi la conférence résolut que la Lituanie doit être constituée en *un Etat parlementaire démocratique indépendant* dans ses frontières ethnographiques, tandis que les minorités nationales y jouiraient de la liberté de développer leur propre culture sans la moindre restriction. La conférence adopta cette résolution non seulement dans l'intérêt du pays, mais aussi en raison d'un idéal politique que le peuple lituanien nourrissait intensément depuis des dizaines d'années et pour lequel ses meilleurs patriotes sacrifièrent leur sang et leur vie.

Le fait que la résolution de la conférence fut acceptée avec enthousiasme par la population lituanienne, que les représentants des colonies lituaniennes d'Amérique, de Russie et d'autres pays d'Europe l'approuvèrent sans restriction aux conférences de Stockholm et de Berne prouve d'une manière indubi-

table que la conférence de Vilnius a exprimé le véritable mot d'ordre des Lituaniens.

Outre la définition du but politique, la conférence de Vilnius devait aussi désigner la voie suivant laquelle le peuple lituanien pourrait réaliser son idéal. Ni la conférence, ni la Lituanie en général ne doutaient que la Lituanie possède moralement le droit de mener une vie politique libre. Une nation a eu rarement à endurer pendant son asservissement politique tant de misère que nous. D'après le principe généralement reconnu que les nationalités ont le droit de disposer librement de leur sort, la Lituanie devrait être une des premières à recouvrer sa liberté. Mais, considérant froidement la situation actuelle, la conférence a songé en même temps que la Lituanie ne saurait obtenir sans appui sa liberté politique. Elle a besoin d'*amis puissants* qui protègent ses droits moraux en lui accordant une aide matérielle. La conférence fixa son choix, guidée uniquement par les intérêts de la Lituanie. Elle n'a pas oublié que rien ne peut être obtenu gratuitement dans la vie des peuples. En conséquence, la conférence décida de s'orienter définitivement vers l'*Occident* et elle rompit de ce fait avec l'Orient. La Lituanie est un pays *agricole* et ne possède jusqu'à présent aucune industrie proprement dite. Elle ne peut souhaiter des relations qu'avec un Etat dont l'économie présente un tableau tout à fait contraire.

Comme tel, c'est l'Allemagne qui entre la première en considération pour la Lituanie, parce que l'Allemagne est précisément un pays industriel et parce que, comme voisine immédiate, elle est le principal acheteur des produits agricoles du pays. Ce facteur fut la raison fondamentale de notre orientation et, selon nous, doit l'être aussi pour l'attitude de l'Allemagne. C'est cela qui influença l'attitude de la conférence. Mais, pénétrée des leçons d'un triste passé, elle déclara avec prévoyance et énergie que la Lituanie ne peut réaliser son union avec l'Allemagne et l'Occident que *par sa propré volonté*, que cela seul peut constituer à l'avenir les bases de sa vie indépendante pour éviter de nouvelles chaînes pesantes.

Pour autant que cela a pu être constaté jusqu'à présent, cette tactique a rencontré l'approbation complète des Lituaniens d'Amérique et de Russie.

Après avoir pris ces décisions concernant l'avenir de la

Lituanie, la conférence élut comme organe exécutif un Conseil d'Etat de vingt personnalités, prises dans son milieu. Ce Conseil d'Etat a été complété ensuite par cinq représentants des minorités nationales, Blancs-Ruthènes, Polonais et Juifs. Lorsqu'elle reçut la représentation provisoire du pays que le Conseil d'Etat, la conférence déclara énergiquement au Conseil d'Etat devra s'en tenir strictement aux décisions de la conférence, aussi bien pour l'expédition des affaires journalières que pour la reconstitution de l'Etat lituanien, autrement le Conseil d'Etat s'exposerait à perdre les pleins pouvoirs de la nation et l'appui de l'opinion.

Le Conseil d'Etat lituanien qui s'organise en vue d'un travail pratique et possède des lignes directives bien établies, avait, d'autre part, un grand intérêt à connaître l'*attitude de l'Allemagne* à l'égard de la question lituanienne. Le Conseil d'Etat lituanien savait parfaitement qu'il ne pourrait obtenir de réelles conditions de travail que si le gouvernement et le peuple allemands reconnaissaient dès maintenant à la Lituanie le droit de créer un organisme politique libre et d'en exercer les droits qui en découlent. Quelle serait la réponse de l'Allemagne?

L'opinion lituanienne, préoccupée de son avenir, attendait impatiente et à la fois confiante, depuis l'époque où s'est constituée la majorité actuelle du Reichstag qui s'est prononcée contre les annexions.

L'opinion lituanienne est d'avis qu'une union des intérêts lituaniens et allemands ne pourrait être que profitable aux deux parties et que cet avantage serait d'autant plus grand que les relations seraient basées sur une entente réciproque. Car, si de telles relations s'établissent un jour, elles deviendront bientôt avec le temps une nécessité vitale. La plus grande victoire ne consiste pas à asservir simplement le plus faible, mais elle appartient à celui qui s'entend à établir avec le plus faible des relations communes et une collaboration telles qu'elles ne puissent jamais donner lieu à un mécontentement.

La déclaration du chancelier allemand, faite le 29 novembre devant le Reichstag, et par laquelle il a reconnu à la Lituanie le droit de disposer librement de son sort change presque les espoirs des Lituaniens. Ce pas, approuvé par les représentants du peuple allemand, provoquera une grande joie parmi les Lituaniens et permettra aux Lituaniens de commencer prochainement à travailler à l'édification d'un Etat lituanien indépendant.

Stefan Kayris, vice-président du Conseil d'Etat lituanien, rendait difficile la collaboration avec les autres partis lituaniens. Cet attachement énergique à ses principes de parti a le plus contribué à la scission qui s'est produite en Russie.

Il était l'ennemi irréductible de l'ancien gouvernement tzariste, et celui-ci ne négligeait aucune occasion de le chicaner et de l'opprimer. Après la révolution, il a modifié son attitude à l'endroit du gouvernement russe. Il se déclare énergiquement pour le maintien des conquêtes de la révolution russe. C'est ce qui explique son attitude à la diète lituanienne de Petrograd, où il s'est prononcé en faveur d'un renforcement et du développement des idées socialistes-révolutionnaires aussi dans les autres pays, d'où résulterait naturellement l'autonomie de la Lituanie.

En Russie, on compte au nombre des leaders des socialistes populaires, les personnalités suivantes : les députés à la Douma Januszkevitch et Keinis, l'ancien député à la Douma et prédécesseur de Kerenski dans la direction du parti des trudoviki, l'avocat Bulotas, ensuite l'avocat Sleżevi, l'ingénieur Bielskićia, le comte Subaco jeune, Mme de Bortkevis, le Dr Grinius, etc.

En Amérique, ce parti ne compte guère d'adhérents organisés. Jusqu'à l'époque de l'occupation de la Lituanie, ils avaient pour organe le quotidien lituanien *Lietuvos Zinios* (Les Nouvelles lituaniennes) ; en Russie, ils éditent maintenant *Naujoji Lietuva*. Ce parti a des adhérents dans les milieux des ouvriers et des intellectuels, mais ne possède la majorité dans aucune classe. A la diète de Petrograd il était un des plus forts partis. Il a envoyé deux députés à la quatrième Douma, Januszkevitch et Keinis, qui représentent le gouvernement de Kaunas et se sont joints au trudowiki.

Le parti social-démocrate est le plus ancien en Lituanie. Sa création remonte à l'année 1896. Il ne se limite pas seulement aux Lituaniens, mais aspire à représenter les intérêts de la communauté des travailleurs. Son agitation ne se fait pas seulement en langue lituanienne, mais en blanc-russien, en Polonais et en jargon juif. Cependant, ces dernières nationalités ont fondé quelques partis socialistes ; aussi, depuis 1905, les Blancs-Russes ont l'association sociale-démocratique, les Juifs, le *Bund* et les social-démocrates polonais appartiennent pour la plupart à la social-démocratie de Pologne et de Lituanie. Toutes ces organisations travaillent habituellement d'accord.

L'influence de la social-démocratie lituanienne n'est pas bien

grande. Les ouvriers d'usine, sur qui elle pourrait s'appuyer, font défaut en Lituanie. C'est à Riga qu'elle avait réussi à s'affirmer davantage malgré la réaction de 1912, elle essaya d'y publier un organe de parti qui fut bientôt persécuté de même que ses adhérents. Temporairement, le parti social-démocratique de Lituanie a compté un grand nombre d'adhérents. C'était à l'époque des grands soulèvement politiques, pendant et aussitôt après la révolution de 1905, où, par exemple, les cinq députés à la Douma élus dans le gouvernement de Kaunas étaient des social-démocrates. Ils étaient moins élus comme représentants d'un parti déterminé qu'à titre d'adversaires les plus capables et les plus énergiques du tzarisme. Les leaders de la social-démocratie lituanienne sont l'avocat Janulaitis, de Vilnius, et l'ingénieur Stefan Kairis, de Vilnius. C'est aux Etats-Unis que le parti social-démocratique lituanien est le plus fort. Leurs organisations y sont puissantes, disposent de moyens importants dont profite aussi lapatrie et possèdent leur propre presse de parti. Leur principal organe est *Kova* (La lutte). Kapsukas, Michelson, Grigaitis, etc. en sont les principaux chefs.

Les social-démocrates lituaniens habitant la Russie se sont unis étroitement aux social-démocrates russes après la révolution. Les bolschevikis russes ont aussi des partisans parmi les Lituaniens. Des fonds russes permettent de soutenir à Petrograd un journal spécial lituanien *Naujoji Lietuva* parti social-démocratique. La *Tiésa* (Vérité) est une imitation du journal de Lenine *Pravda*.

L'attitude des social-démocrates lituaniens à l'égard de l'avenir politique de la Lituanie n'est pas toujours bien claire. Avant la guerre, leur but était une large autonomie de la Lituanie au sein d'une fédération d'Etats ; durant la guerre, ils appartenaient par moments auxpartisans les plus ardents de l'indépendance de la Lituanie; par moments ils s'y opposaient, comme ce fut par exemple le cas à la diète de Petrograd, où le rédacteur de la *Tiésa*, Rekaśius se prononça contre une autonomie de la Lituanie, malgré la protestation de ses compagnons de parti.

Les revendications territoriales de tous les partis lituaniens s'étendent sur les territoires qui constituèrent autrefois l'ancien grand-duché de Lituanie, pour autant que ces territoires sont habités par des Lituaniens.

Une plus grande Lituanie [1].

Les conditions posées par les Russes à Brest-Litovsk, relatives au droit des peuples se disposer librement d'eux-mêmes ne laissent pas d'inquiéter les milieux pangermanistes qui voient en cela une doctrine fort dangereuse pour la réalisation de leur plan d'asservissement politique et économique. Ils sont tellement aux abois qu'ils ne peuvent s'empêcher de clamer leur inquiétude dans leur presse en consacrant à la Lituanie une série d'articles de tête où leur indignation semble redoubler depuis que le régime Isenburg paraît avoir vécu avec la retraite de ce personnage néfaste dont la conduite a été sévèrement réprouvée par les représentants du Centre et les socialistes.

« La retraite du prince Isenburg du poste de chef de l'administration militaire en Lituanie, qu'il occupait depuis le 5 mars 1916, tel un projecteur met à jour les désagréments qui nous menacent aussi dans ce pays, tout spécialement la tendance de plus en plus évidente de créer une Grande-Lituanie du Pripet jusqu'à Pernau. Le très estimable neveu du défunt empereur d'Autriche a regardé de trop loin du haut de son donjon les machinations des puissants du Reichstag qui se croyaient destinés à être des précepteurs et il aurait dû savoir apprécier mieux que tout autre ce que signifiait M. Mathias Ersberger, comme membre de la société lituanienne. Si tout ce qui s'est passé là, en sous-main, et sans être un secret pour aucun naïf n'était pas si extrêmement douloureux pour le sort de la patrie allemande, et en particulier du peuple lituanien, cela pourrait être divertissant dans son comique irrésistible.

» Mais malheureusement, après cela, la situation n'est pas telle qu'on puisse donner libre cours à cette humeur et le sérieux de la situation évoquée oblige malheureusement aussi à une très grande retenue quant à la dévoiler. En définitive c'est le peuple lituanien qui reste le plus à plaindre pour n'avoir pas vu réellement dans ses frères vivant sous la domination prussienne, l'exemple le plus glorieux du progrès économique et de l'autonomie culturelle. Chaque comparaison de la prospérité écono-

[1] « Deutsche Tageszeitung », éditorial du 19 juillet 1917.

mique de nos campagnes lituaniennes de Prusse avec celle de la Lituanie ayant gémi jusqu'à présent sous le joug russe, est d'autant plus instructive que la conformation du sol et les possibilités d'économie qui en résultent, sont de nature exactement identique. Ici comme là, la majeure partie des travaux de culture du pays consistent à mélanger la marne au sol marécageux, à améliorer le sol et spécialement à drainer le sol labourable qui repose en général sur un sous-sol imperméable, c'est-à-dire à créer des conditions pour le drainage. La nature a travaillé elle-même dans ce sens sur une large base rien que par le système orographique et quand nous comparons l'état de l'agriculture en deçà et au delà d'Eydkuhnen, il saute aux yeux que les territoires ayant appartenu j'usqu'ici à la Russie, n'ont besoin que du *travail intensif allemand* pour pouvoir arriver à de semblables résultats. Les Lituaniens intelligents s'en rendent compte sans doute et le comprendraient encore mieux si on leur présentait dans une expositive en territoire occupé, une comparaison entre un jeune poulain élevé par des paysans et le petit cheval du pays avec sa descendance, ou si on lui mettait sous les yeux la production de lait d'un bon choix de vaches de race hollandaise, tachetées de noir, provenant de la Prusse Orientale, ce qui lui prouverait en attendant combien on doit encore travailler avant d'en arriver là dans le gouvernement de Kaunas.

» Il en est de même pour les forêts. Jusqu'à présent, la silviculture s'est épuisée à piller les forêts en se fiant à leur admirable faculté de croissance.

» La situation n'est pas différente dans les métiers. A ce propos il faut encore prendre en considération que leur prospérité relative jusqu'ici doit être attribuée aux artisans allemands que les princes lituaniens attirèrent dans le pays et protégèrent ensuite pour y élever le niveau de la culture. On ne pourrait pas rendre de plus mauvais service au pays qu'en le détournant complètement du voisinage instructif des paysans allemands. A cela il faut ajouter la nécessité de transformer, sous la direction allemande, en centres de culture accueillants les villes tombées en décadence par l'infection des ordures et d'ouvrir le pays plat au trafic par un réseau de voies de communications; outre que sans tout cela on ne voit aucun motif politique qui devrait déterminer l'empire allemand à se charger en général de l'avenir de la Lituanie. La Lituanie resterait donc encore purement

pour nous un glacis militaire auquel nous ne pourrions plus renoncer, pour l'existence de l'empire allemand et pour le préserver du retour des attaques de bandits de la Russie.

» En vérité, vu l'état de l'instruction en Prusse et le nombre énorme d'illettrés qui existe encore dans son pays, la population des territoires occupés a été dès le début absolument convaincue de la justesse d'une collaboration intelligente. Mais elle est de plus en plus inquiétée par des agitateurs sans conscience et remplie de fausses illusions dont la réalisation rendrait intenable la situation du pays à l'égard de l'empire allemand. Dans la plupart des cas MM. Erzberger, Gothein, Gaigalat et autres Allemands d'Empire insurgés assurent que les Lituaniens savent fort bien ce que possèdent leurs compatriotes dans l'Etat de Frédéric le Grand, mais par derrière on trame toutes sortes de plans noirs auxquels aucun homme ne songe en Allemagne. On essaie de dégoûter les Lituaniens de tout rapprochement raisonnable avec les Allemands, en leur montrant que ce plan équivaut à un désir d'oppression « pangermaniste » et l'on illusionne le peuple avec la « tradition vivante » qu'il y a six siècles la Lituanie formait un grand empire qui s'étendait de la mer Baltique à la mer Noire et avait soumis différents territoires et peuples étrangers. En janvier dernier un comité du peuple lituanien, auquel on conteste du côté lituanien le droit de s'intituler ainsi, a exigé, pour la réalisation de cette utopie, que les Lituaniens et les Lettons, comme groupe national, uni par la parenté de langue, s'unissent volontairement sur la base du principe des nationalités mis en avant pendant cette guerre, pour créer une principauté ne Grande-Lituanie, dans laquelle chaque partie posséderait son autonomie. Cette principauté de Grande-Lituanie devrait confiner à la mer Baltique, c'est-à-dire posséder aussi le port de guerre de Libau !

» Ceux qui donnent de tels conseils aux Lituaniens ne supposent pas combien ils s'offensent eux-mêmes. Car si déjà au cours de toute son histoire, la nationalité lituanienne n'a pas égalé (été à la hauteur) les Polonais, comment s'en sortirait-elle si, d'après ces vœux, elle était livrée à l'influence de la politique lettone. Ce qu'on veut appeler « intellectuels » en Lituanie ne signifie encore qu'un nombre extrêmement restreint de dirigeants tandis que les radicaux lettons (Radikalinskis?) se sont révélés pendant la révolution de 1905, non moins que dans la

guerre actuelle, des adversaires sans égards et très habiles en politique.

» La classe paysanne lituanienne du territoire occupé serait étonnée si on lui apprenait ce que lui taisent les agitateurs. Comme en 1905, pas moins de 300 (?) républiques « autonomes » ont existé dans la Courlande et la Livonie méridionale, dans lesquelles les « barons gris » ont été pillés, maltraités, et même assassinés aussi bien que les « noirs ». Maintenant encore, en Esthonie et en Livonie, les propriétaires fonciers paysans ont été ruinés par des bandes mettant tout à feu et à sang et ont été pillés par les bolchevikis du pays. Seule la protection allemande peut de nouveau établir l'ordre dans le pays.

» Il est d'autant plus regrettable que des Allemands d'Empire, tout spécialement M. Gaigalat, aient inquiété la population lituanienne des territoires occupés avec le fantôme de la « germanisation » à laquelle personne ne songe. On constate davantage une harmonie complète pour que la liberté soit concédée aux Lituaniens dans l'enseignement et dans la langue administrative, ainsi que dans toutes les branches de l'autonomie, et à ce qu'on tienne purement compte des nécessités politiques de l'empire allemand. Par contre, c'est inouï de voir M. Gaigalat écrire en parfaite méconnaissance de l'état des choses, qu'en Lituanie la lutte ne serait pas moins vive qu'en Posnanie ou en Prusse Occidentale, qu'elle revêtirait même des formes plus aiguës que dans les régions polonaises, car les Lituaniens sont formés depuis des siècles à de telles luttes et sacrifieraient tout aveuglément à leur patrimoine national.

» M. Gaigalat va jusqu'à la menace suivante :

« *Qu'on ne dise pas que le Lituanien est et sera patient, soumis et complaisant. Il l'est peut-être actuellement pendant la guerre parce qu'il voit la nécessité de supporter avec calme les pénibles circonstances actuelles. Après le rétablissement de la paix il se montrera de nouveau bien pénétré de son intérêt national et cherchera à le garantir avec une perspicacité bien nette. Il est formé à cela depuis des siècles.* »

« L'influence de semblables séditions n'est pas restée sans effet et nous en avons malheureusement encore fait l'expérience dans l'article que M. Stephan Kairys, vice-président du Conseil d'Etat lituanien, a publié dans le *Berliner Tageblatt* du 2 décembre. M. Kairys déclare que les Lituaniens, au début,

accueillirent les Allemands avec courtoisie, tandis qu'un profond antagonisme existe maintenant entre eux. Il ajoute ensuite que la Diète de Vilnius a décidé :

« *Que la Lituanie devait être constituée en un Etat parlementaire démocratique dans ses frontières ethnographiques où la liberté culturelle, sans aucune restriction, serait accordée aux minorités nationales.* »

» M. Kairys a bien affirmé qu'il est clair aux Lituaniens que leur pays n'est pas en état de se *passer de protection* pour obtenir sa liberté politique et qu'il a encore plus besoin d'amis puissants dans ce but. Que la Diète de Vilnius avait choisi ses amis en tenant compte des intérêts réels de la Lituanie sans perdre de vue « que dans la *vie des peuples rien ne se passe sans dédommagement.* »

» Nous pouvons seulement désirer que ce dernier point de vue reste décisif à l'avenir sur l'attitude du peuple lituanien qui est purement redevable de sa liberté de décisions dont il a joui jusqu'ici, à la protection que lui a accordée l'administration militaire allemande sous la direction du prince Isenburg qui vient de quitter son poste. Jusqu'à présent, sous tous les rapports, les Lituaniens ont été les obligés et suivant l'opinion de M. Kairys ont gravement perdu de vue le dédommagement nécessaire dans la vie des peuples.

» Malheureusement on ne peut aussi épargner ce reproche à M. Gaigalat lorsqu'il exige, dans ses écrits, que le *duché autonome de Courlande doit conclure une union solide avec le grand-duché de Lituanie* — sans tenir compte, à ce propos, de nos nécessités politiques allemandes.

» Par contre, c'est bien le moment de rappeler que ces deux pays ont été conquis par le glaive allemand et sont devenus de ce fait *propriété de l'empire allemand* qui exerce chez eux la suprématie politique. En conséquence, tout ce qui était autrefois dans ces territoires la *propriété de l'Etat russe est aujourd'hui la propriété de l'empire allemand* et cela ne sera pas légalement établi d'abord par un traité de paix, pas plus que la suprématie, tout traité ne pouvant être que la confirmation des faits établis par la conquête. Une déclaration d'indépendance de la *Lituanie* et de la *Courlande* ne signifierait plus leur séparation du pouvoir russe disparu, mais seulement leur séparation de

l'empire allemand et, il faut se mettre en garde contre tout effacement de cet état de choses par des discours parlementaires démocratiques! Nous avons déjà fait *trop d'expériences* avec la Pologne pour qu'il soit permis de voir se réaliser des développements semblables dans la Lituanie libérée par nous. C'est pourquoi la retraite du prince Isenburg devrait être considérée par tout le peuple allemand pour ce qu'elle est en réalité : un signal d'alarme qui éclaire les principes vers lesquels nous entraîne notre politique! »

FRITZ BLEY.

N.-B. *Cet article éditorial, de date récente (19 janvier), vient compléter les autres parus précédemment sur la Lituanie et laisse percer l'indignation des pangermanistes au sujet de la retraite d'Isenburg, leur agent zélé en Lituanie. Cet événement de « haute importance » pour les pangermanistes équivaudrait en réalité à une défaite du parti militaire.*

La « Deutsche Tageszeitung » pousse l'ironie ou la naïveté à son comble lorsqu'elle écrit que « le peuple lituanien est redevable au prince Isenburg des libertés dont il a joui jusqu'ici ». Or, ce n'est plus un secret pour personne, même pour les pangermanistes qui feignent de l'ignorer, que le « règne » du prince Isenburg en Lituanie est synonyme de « régime de terreur et d'oppression » — moins en vue de l'exploitation complète du pays au profit de l'empire allemand que de sa germanisation progressive.

Quant aux propos séditieux du Dr Gaigalat, député lituanien à la Diète de Prusse, ils se bornent à avoir évoqué les traditions glorieuses du peuple lituanien et d'avoir formulé dans l'intérêt commun de l'avenir de la nation l'unification des deux branches seules survivantes : les Lituaniens et les Lettons — depuis que les Teutoniques et leurs émules se sont chargés d'exterminer ou de germaniser les anciens Prussiens-Lituaniens après leur avoir dérobé leurs terres. L'annexion pure et simple de la Courlande faisant partie du plan pangermaniste, l'auteur de l'article en question ne peut admettre qu'un député à la Diète de Prusse ose à ce point trahir les intérêts de l'empire allemand, en réclamant l'autonomie pour ce pays. La devise du parti militaire allemand et de ses suppôts : « Diviser pour régner » ne peut s'accommoder d'une Lituanie suffisamment vaste pour pouvoir se défendre contre les empiétements de toutes sortes de ses voisins de l'ouest qui se

trouvent au point de vue économique dans une situation indépendante par la possession du port de Libau, un débouché naturel à la mer d'autant plus que Tilsitt et Memel à l'embouchure du Niémen sont détenus par la Prusse qui ne s'inquiète pas de les restituer à la Lituanie. Les pangermanistes ne doivent pas se faire d'illusions sur les sentiments des Lituaniens. Ce que réclament ces derniers, c'est une indépendance complète qui les libère de toute tutelle étrangère !

Les Lituaniens d'Amérique.

1. Les causes qui obligèrent les Lituaniens d'Amérique à quitter leur patrie.
2. Les colonies lituaniennes en Amérique.
3. L'état économique et social des Lituaniens d'Amérique, leur organisation.
4. La presse des émigrés lituaniens.
5. Leurs tendances politiques visant à la libération de leur patrie.

Les causes qui obligèrent les Lituaniens d'Amérique à quitter leur patrie.

Les trois causes principales qui forcèrent les Lituaniens (c'est-à-dire un sixième des habitants de la Lituanie) à quitter leur patrie pour s'exiler dans la libre Amérique pour y chercher leur pain, sont : 1° d'ordre économique; 2° politique; 3° religieux.

Nous exposerons tout d'abord la raison politique.

La Lituanie perdit son indépendance en 1795. Dès lors, les Lituaniens cherchèrent à reconquérir leur liberté par la révolu-

tion. Ils se soulevèrent contre leurs oppresseurs en 1831 et 1863. Mais, à deux reprises, la révolution fut réprimée. Bien qu'ayant versé beaucoup de sang, les Lituaniens n'aboutirent qu'à de faibles résultats. Après la révolution de 1863, ils perdirent même les dernières libertés dont ils avaient joui jusqu'alors.

Les Russes se vengèrent des Lituaniens en les traitant pendant des années comme des esclaves. Les chefs révolutionnaires furent punis, leurs biens confisqués. Des milliers de Lituaniens furent déportés en Sibérie ; d'autres s'enfuirent en Amérique.

Le comte Muravieff s'installa comme dictateur à Vilnius, capitale de la Lituanie ; son premier acte fut d'interdire, en 1864, l'impression des livres et journaux en langue lituanienne et en caractères latins. Sur le conseil de Mikucki, professeur à Varsovie, Kaufmann, son successeur, ainsi qu'Alexandre II, approuvèrent cet acte odieux afin de faciliter la russification de la Lituanie. Le résultat fut tout à fait contraire, cette mesure ne fit que hâter la polonisation du pays au lieu de le russifier. Dès que la révolution fut étouffée dans toute la Lituanie, Muravieff se mit en devoir d'empêcher toute manifestation nationale. Les biens qui avaient été confisqués par le gouvernement russe furent donnés aux généraux russes les plus célèbres qui s'étaient distingués pendant la révolution. Une grande partie des latifundia lituaniens, forêts et lacs furent partagés et devinrent la propriété de l'Etat russe. La soleil de la liberté disparut pour longtemps de l'horizon de la Lituanie. La vie devint insupportable. Le gouvernement russe envoya dans le pays de nombreux bureaucrates russes, ainsi que des professeurs orthodoxes dans les écoles primaires et secondaires ; ni les uns ni les autres ne connaissaient la langue lituanienne. Il fut interdit de parler lituanien dans tout établissement scolaire. La langue russe fut imposée dans les tribunaux, de sorte que les Lituaniens qui avaient recours à la justice étaient obligés de recourir à des interprètes pour se faire comprendre.

Peu à peu, tout l'aspect extérieur de la Lituanie fut russifié. Les écoles, la magistrature, la municipalité, les tribunaux, les garnisons reçurent une empreinte russe. Il fut interdit aux Lituaniens d'occuper aucune position officielle en Lituanie.

Gouverneurs, généraux, tous, jusqu'au simple « tchinovik » gendarme étaient des sujets russes. Il n'y avait plus de place en Lituanie pour les intellectuels lituaniens catholiques, qui, de ce fait, se virent obligés de quitter leur pays.

D'autre part, les généraux russes devenus propriétaires en Lituanie de terres volées aux Lituaniens, ne savaient pas les cultiver et être économes ; ils louèrent leurs propriétés pour pouvoir habiter en dehors du pays. Ceux qui prirent la place de ces généraux, gens pour la plupart avides de profits, se mirent à exploiter leurs ouvriers afin de s'enrichir en peu de temps. Ils ne se donnèrent même pas la peine de rendre leurs terres plus fertiles, et ne pouvant profiter autant qu'ils l'auraient voulu des ouvriers lituaniens, ils résolurent de faire venir des ouvriers russes pour travailler chez eux. Le gouvernement russe, qui avait une sympathie très grande pour les colonisateurs russes, fit tout son possible pour leur venir en aide. Il fonda tout d'abord deux banques, (Banque foncière pour les paysans russes), une à Vilnius et l'autre à Kaunas. Ces banques achetaient les terres des propriétaires faisant faillite, et facilitaient également la colonisation des paysans russes à qui étaient cédées les terres en question. Le paysans lituaniens ne pouvaient pas profiter des terres ainsi achetées par les banques russes ni obtenir leur appui, puisque le but de ces banques était purement et simplement d'encourager la colonisation russe en Lituanie. Le gouvernement russe interdit aux catholiques d'acheter les grandes propriétés en faillite. La situation des Lituaniens devint de plus en plus difficile. La vie était insupportable pour les pauvres ouvriers lituaniens qui ne trouvaient même plus de travail, ce qui les forçait à quitter leur pays par milliers.

La situation économique générale de la Lituanie était une autre cause de la misère des ouvriers lituaniens. Les Russes firent tout leur possible pour entraver le développement du pays au point de vue économique. Ils introduisirent une politique basée sur un système de tarif. La Lituanie étant un pays agricole, les produits du sol sont exportés. Pour ruiner l'agriculture en Lituanie, les Russes imposèrent de hautes taxes sur l'importation des céréales, du bétail, etc. entrant en Russie. Les taxes des chemins de fer étaient énormes, tandis que les

produits des terres russes importés en Lituanie étaient, au contraire, presque exempts de droits. Tel était l'état de choses en Lituanie en ce qui concerne le tarif intérieur.

Le tarif pour l'exportation et l'importation en Allemagne était encore plus défavorable. Les Allemands mirent à profit l'affaiblissement de la Russie après la guerre russo-japonaise et forcèrent le gouvernement russe à conclure des contrats économiques peu avantageux pour la Lituanie. Ensuite, pour protéger leurs propres fermiers, les Allemands frappèrent de droits élevés et de fortes taxes l'importation en Lituanie. D'autre part, pour se venger des Allemands, le gouvernement russe en fit autant pour les machines allemandes importées en Lituanie. On peut se rendre facilement compte des difficultés élevées à ce malheureux peuple! Par exemple : il fallait payer pour un cheval ordinaire une taxe de 28 rub.; pour un cheval coûtant plus de 150 rub., la taxe était de 50 jusqu'à 70 rub. Ces taxes intérieures et extérieures eurent pour résultat, cela se devine, la ruine économique et la misère des ouvriers....

Dans les dernières années précédant la guerre, la situation était devenue intolérable. Les Lituaniens se trouvaient enserrés des deux côtés et les pauvres ouvriers lituaniens se virent obligés de chercher à gagner leur pain ailleurs. Les agriculteurs, les cadets de famille s'exilèrent en masse en Amérique, afin de gagner un peu d'argent pour pouvoir payer leurs dettes.

La riche Amérique les attira. L'exode en masse commença alors et s'intensifia après la révolution russe de 1905. Le régime politico-économique fut une des causes principales de l'émigration en masse des Lituaniens. La troisième cause avait plutôt un caractère religieux. Nous avons déjà dit qu'il était interdit aux Lituaniens de posséder leur presse, leurs livres en langue lituanienne — y compris les livres de prières — de sorte que, pour échapper à la russification, le peuple préféra adopter des livres de prières polonais.

Après la révolution de 1863, le gouvernement russe confisqua toutes les terres et tous les biens des églises et expulsa du pays tous les ordres religieux. Les terres des couvents confisquées étaient vendues ou données à des Russes orthodoxes ; les églises catholiques converties en églises orthodoxes. Avec l'argent obtenu par le produit de la vente des terres, les Russes construisirent des centaines d'églises orthodoxes en Lituanie, —

pour les besoins de milliers de soldats, de professeurs et de tchinovniques russes. En outre, en vue d'un renforcement de l'orthodoxie en Lituanie, le gouvernement russe interdit les processions catholiques publiques et força le clergé à célébrer les fêtes du Tzar et à chanter un *Te Deum* pour la prospérité du Tzar. Les étudiants lituaniens furent forcés de chanter l'hymne russe pendant la sainte messe. Le gouvernement défendit aux Lituaniens catholiques d'avoir une situation quelconque dans leur patrie. Il fut interdit aux prêtres d'aider leurs confrères voisins pendant les fêtes ecclésiastiques. Les instituteurs orthodoxes des écoles primaires se moquèrent de la religion de leurs élèves catholiques, en un mot, le gouvernement russe s'efforça de supprimer tout ce qui portait l'empreinte du catholicisme en Lituanie. Deux cents églises catholiques furent confisquées et transformées en églises orthodoxes. Ce sacrilège fit couler le sang des Lituaniens qui recoururent à la force armée pour défendre leurs églises, Kraźiai, etc.

L'air était lourd en Lituanie, les Lituaniens y étouffaient, y mouraient : plus de pain, plus de liberté politique ou religieuse. Les Lituaniens se virent ainsi forcés de quitter leur pays et de chercher une patrie d'adoption plus libérale : l'Amérique.

Les colonies lituaniennes en Amérique.

Il y a à peu près cinquante ans que les premiers Lituaniens s'établirent en Amérique. Les premiers endroits où ils se fixèrent furent les suivants : Shamokin pa, Mont Carmel pa, Shenandoah pa, Mahanoy city pa, et Freeland pa. Ils étaient encore peu nombreux. Des Lituaniens m'ont raconté avoir trouvé beaucoup de forêts inexplorées en Pensylvanie. Ils racontent avoir vu des Indiens dans ces régions comme le prouvent les nombreuses villes portant des noms indiens : Tamaqua, Mahanoy, Shenandoah, etc. En ce temps-là, il n'y avait pas de grande ville en Pensylvanie. Les Lituaniens furent témoins de l'extension rapide des villes de Pensylvanie.

A cette époque, les capitalistes américains se mirent à exploiter les mines de charbon découvertes en Pensylvanie. Les Lituaniens furent des premiers à descendre dans les mines pour

extraire le charbon, et ce travail constituait leur unique occupation. La situation de nos compatriotes était fort peu enviable. Les ouvriers irlandais qui étaient plus avancés et qui connaissaient la langue anglaise furent jaloux des nouveaux venus dans lesquels ils virent des concurrents qui faisaient baisser les salaires. Pour décourager et chasser les étrangers de cette région, les ouvriers irlandais les persécutèrent par tous les moyens possibles, allant jusqu'à organiser des bandes pour battre les ouvriers lituaniens à la sortie de leur travail. Ceux-ci se défendirent contre leurs ennemis et repoussèrent les ouvriers irlandais par la force. Les Lituaniens, pour se venger des Irlandais méchants et envieux, les surnommèrent « les Cosaques ».

Le nombre des Lituaniens augmentait rapidement en Pensylvanie ; en 1885, on comptait déjà plus de 15 000 habitants, actuellement, on évalue leur nombre à 200 000 ; ils occupent en Pensylvanie les localités suivantes : Scranton, Wilkes Barre, Pittston, Kingston, Hazleton, New Philadelphia, Minersville, Girardville, Plymouth, etc. La plupart des Lituaniens habitent cette région et s'occupent de l'exploitation des mines d'anthracite qui approvisionnent le monde entier. Plusieurs d'entre eux ont des places privilégiées dans les mines, c'est-à-dire qu'ayant passé un contrat avec la compagnie, ils ont le droit d'avoir sous leurs ordres 20 à 40 ouvriers. Beaucoup de Lituaniens, nés en Amérique, ont fait des études spéciales, et, grâce à leur connaissance de la langue anglaise, ils ont obtenu de hautes situations dans les mines, telles que celles de surveillants, d'inspecteurs et même d'ingénieurs. Plus de 50 000 Lituaniens travaillent dans la région de Pittsburg où se trouvent des mines de charbon bitumineux et environ 25 000 dans les fabriques du multimillionnaire (Schwab) et d'autres entreprises. La plus grande ville de Pensylvanie, Philadelphia, compte plus de 20 000 Lituaniens. Ils travaillent en général dans les nombreux restaurants, confiseries, hôtels et théâtres de la ville.

Les nombreux cas d'accidents et de morts survenus dans les galeries des mines avaient eu une influence fâcheuse sur l'état d'esprit des Lituaniens comme sur celui des autres ouvriers. Les plus aisés quittèrent la Pensylvanie pour aller s'établir dans les villes environnantes. A Baltimore, le nombre des Lituaniens est de 15 000 ; à New-York, Brooklyn, Newrak, Elisabeth et leurs environs, on compte à peu près 80 000 Litua-

niens, selon la statistique faite par les prêtres lituaniens qui entreprennent chaque année une tournée dans ces paroisses. Les Lituaniens sont très nombreux dans les Etats suivants: Connecticut, New-Hawen, New-Britain, Bridgeport, Waterbury, etc. Le nombre total des Lituaniens dans l'Etat de Connecticut est de 70 000. Les villes d'Utica, Albany, Buffalo, Rochester, Détroit, Grand-Rapid, comptent 45 000 Lituaniens parmi leurs habitants et ces colonies sont en train de s'organiser au point de vue ecclésiastique. Mais la plus grande colonie lituanienne d'Amérique est celle de Chicago, La présence des Lituaniens à Chicago remonte à trente-cinq ans. La plus grande partie de ces Lituaniens viennent du gouvernement de Kaunas. Le trait le plus caractéristique des habitants de cette contrée, les Źemaićiai, est leur solidarité. Ils ont peu de confiance envers les étrangers; leur caractère est tel, que, s'ils aiment, ils aiment tous, s'ils haïssent, ils haïssent tous. Ce trait caractéristique de solidarité se révèle spécialement en Amérique.

Les Źemaićiai ont commencé à affluer à Chicago depuis 1885 et se sont groupés auprès des célèbres abattoirs (Stock-yard) où ils travaillent généralement. Pour apaiser leur nostalgie, ils allaient les uns chez les autres, organisaient de petites fêtes de familles et cette familiarité attira de nombreux Lituaniens à Chicago. Le nombre total des Lituaniens à Chicago et dans les environs atteint maintenant 150 000. Ils habitent presque tous dans les mêmes quartiers: Wabash Avenue 46 th.; 47 th. str. et Bridgport.

La solidarité et l'amour fraternel des Źemaićiai se manifestent principalement dans la construction de magnifiques églises qui font la gloire de Chicago. La plus belle église lituanienne d'Amérique est à Chicago; elle fut construite l'année passée seulement et a coûté aux Lituaniens $ 250 000. L'église porte le nom de Ste-Croix. Les Lituaniens de Chicago ont organisé 12 paroisses. Toutes ces paroisses possèdent à côté de leur église une école où les enfants lituaniens apprennent leur langue maternelle, l'histoire de leur pays et la littérature, ainsi que la religion catholique. L'ensemble de toutes ces paroisses atteint une valeur de 37 000 000 de dollars. On trouve des centaines de familles lituaniennes dans les Etats suivants: Wisconsin, Ohio, San-Francisco, Oklohama, Kansas et Virginia; selon une statistique faite par des prêtres, en Amérique, le nombre total des

Lituaniens appartenant à ces paroisses est de 750 000. Il y a aussi un grand nombre de Lituaniens qui n'appartiennent pas à ces paroisses, car ils sont protestants et, de ce fait, leur nombre échappe à la statistique. Il y a aussi beaucoup de Lituaniens nés en Amérique et qui habitent des endroits dépourvus d'église lituanienne. Pour cette raison, ils sont incorporés dans des paroisses polonaises, irlandaises et slovaques. En Amérique, il y a également plus de soixante petites villes comprenant de vingt à cent familles lituaniennes qui se voient dans l'obligation de fréquenter des églises étrangères. On rencontre aussi des Lituaniens au Canada. Les Lituaniens du Canada possèdent une église à Montréal. Quelques milliers de Lituaniens ont émigré aussi dans l'Amérique du Sud; avec ceux du Canada, on évalue leur nombre à 30 000. Dans toute l'Amérique, il y a à peu près un million de Lituaniens. En Lituanie même, leur nombre actuel est de cinq millions. On peut dire que le un sixième des habitants ont dû quitter leur patrie, ce qui est fort regrettable. Le grand nombre de Lituaniens en Amérique s'explique par le fait que les familles lituaniennes sont nombreuses et ont généralement de cinq à douze enfants. La seconde raison est que les Lituaniens se marient jeunes, âgés au plus de vingt-cinq ans. Il y a plus d'hommes que de femmes chez les Lituaniens d'Amérique. L'extension rapide des Lituaniens en Amérique est dûe également à ce que les Lituaniens aimaient à se grouper dans certains endroits des villes formant des quartiers entiers et obligeaient même les Allemands, les Irlandais ou les prolifiques Yankees à en partir. Les Lituaniens s'emparèrent également des églises et des écoles catholiques et protestantes de ces derniers. Aujourd'hui dans ces deux églises, les sermons et les chants ont lieu en langue lituanienne.

Situation économique des Lituaniens d'Amérique.

Pour bien s'orienter sur la situation économique des Lituaniens d'Amérique, il faut tout d'abord se rendre compte qu'il y a deux catégories d'émigrants, ceux qui s'expatrièrent de 1880 à 1890 et ceux qui y vinrent plus tard.

Comme je l'ai déjà mentionné dans mon second article, les Lituaniens se fixèrent d'abord en grande partie en Pensylvanie

et travaillèrent dans les mines de charbon. Les salaires étaient favorables pour les mineurs ce qui permit aux premiers pionniers lituaniens, après qu'ils eurent fait quelques économies, de quitter leur métier pour un autre plus agréable et plus facile. Beaucoup d'entre eux firent fortune et achetèrent des immeubles, d'autres devinrent rentiers. En Pensylvanie même plus de 24 000 familles lituaniennes possèdent leur propre maison, beaucoup les louent et prennent des pensionnaires. Les plus intelligents, les plus énergiques, fondent des magasins, des maisons de commerce pour gagner leur vie comme négociants parmi leurs compatriotes. D'après ce que j'ai pu constater, il y a, en Pensylvanie plus de 74 grands magasins lituaniens qui représentent un capital total de $ 3 700 000 et en outre, 150 petits magasins qui représentent un capital de $ 1 600 000. On trouve également plus de 645 bars (saloon keeper) et cafés-restaurants (tenant of restaurants). Leur valeur est difficile à évaluer. Les magasins et boutiques se trouvent particulièrement à Chicago, où il y a 24 maisons de commerce et 35 magasins dont la valeur approximative s'élève à $ 2 000 000. On compte à Chicago 65 cabarets et restaurants lituaniens. La cause d'un aussi petit nombre de restaurants à Chicago est due aux patentes élevées (licences) imposées à ce genre d'entreprises. Ces patentes s'élèvent jusqu'à $ 2000 par an.

Les Lituaniens habitant des villes telles que Brooklyn, Newark, Boston, Waterbury, Warelster, Baltimore et Cleveland, sont pour la plupart des commerçants. On compte dans toutes ces grandes villes plus de 60 maisons de commerce et 130 magasins évalués à une somme de $ 7 150 000. Nous laissons de côté toutes les colonies lituaniennes de moindre valeur sur lesquelles nous n'avons aucune statistique précise, mais pour donner une idée générale de la situation commerciale des Lituaniens d'Amérique, je me permets d'attirer l'attention du lecteur sur le fait qu'il y a actuellement en Amérique plus de 170 colonies lituaniennes d'au moins 200 familles chacune. Dans chaque petite ville, on compte de 3 à 5 magasins lituaniens, ce qui est agréable pour ceux qui ne connaissent pas la langue du pays et qui sont très heureux de pouvoir se servir chez leurs compatriotes. Les marchands lituaniens ont toutes les qualités commerciales des Juifs et même, dans certains endroits, tels que Shenandoahfa, Mont-Carmel, Pittston, Chicago, Waterbury, les

marchands lituaniens surpassent les Juifs. En général, ce sont ceux qui sont depuis longtemps dans le pays, et qui ont pu s'instruire et apprendre les langues anglaises et slaves.

En dehors du commerce proprement dit, les Lituaniens ont fondé, en Amérique, une quinzaine de banques, les plus grandes se trouvent à Chicago : celle d'Olsauckas & C°, Tananevycia & C° et Elius & C°; la plus importante à Pittsburg est celle sous la raison sociale d'Obiecunas & Cie, puis viennent celles de Boston, Brooklyn, New-York, Waterbury, Mahanoy City. La direction de ces dernières, ainsi que leurs capitaux, appartiennent en majorité à des Lituaniens. En dehors de toutes ces grandes institutions bancaires, les Lituaniens possèdent en Amérique trente-cinq caisses d'épargne où ils peuvent déposer leurs économies. Nous avons parlé des Lituaniens négociants et banquiers; à part ces deux métiers, nos émigrés aiment particulièrement la profession d'agent commercial. Ces agents sont recherchés par les Américains; car, ils connaissent, outre la langue anglaise, d'autres langues, telles que le russe, le polonais, l'allemand, le français, etc. Il ne faut pas oublier de mentionner ici, également, que les Lituaniens ont le privilège d'être de bons tailleurs ; ils jouent un grand rôle dans ce métier à Baltimore, Brooklyn et Chicago. Dans ces villes, on trouve des patrons tailleurs qui occupent jusqu'à soixante ouvriers. En dehors de ces grandes villes, viennent ceux de Mont-Carmel, de Shenandoah, de Boston, etc. Plus de la moitié des grandes colonies lituaniennes ont leurs pharmacies. Dernièrement, à Brocton, les Lituaniens ont fondé une grande fabrique de chaussures. Il y a treize fabriques de cigares. Presque tous ces grands industriels possèdent leurs automobiles. En tout, les Lituaniens d'Amérique, possèdent 2650 automobiles. Mais la plupart des Lituaniens, presque les deux tiers, sont des ouvriers et travaillent en Pensylvanie dans les mines; à Chicago, en général dans les abattoirs; à New-England, Worcester, Boston, dans des ateliers de mécanique; une grande partie d'entre eux, dans des fabriques d'autos et autres, à Cleveland, Détroit, Waterbury, etc. ; les autres dans des fabriques de machines à Bridgport, Newhaven.

Actuellement, les capitalistes américains travaillent à la fabrication des munitions pour les Alliés. Une grande partie des Lituaniens ont quitté la région des charbonnages et abandonné les fonderies pour se vouer à la fabrication des muni-

tions, travail moins pénible et mieux rétribué. C'est un fait que nos ouvriers gagnent davantage dans les mines de charbon, mais le travail est difficile et très dangereux ; les cas de mort sont nombreux. Je connais des ouvriers qui gagnent de 200 à 500 $ par mois en Pensylvanie, les mineurs gagnent de 3 à 7 $ par jour, tandis que dans les fabriques, les ouvriers ne gagnent que 1,50 à 4 $. Les cinq sixièmes des ouvriers lituaniens habitant les villes travaillent dans les fabriques. Ce fait est bien curieux, puisque les Lituaniens, lorsqu'ils quittèrent leur patrie, étaient en grande majorité des agriculteurs et qu'en arrivant en Amérique il ne connaissaient que la culture des terres et la vie aux champs. Si les premiers émigrés lituaniens en Amérique ne se vouèrent pas à ce genre d'occupation, le fait est bien simple, c'est qu'ils n'avaient pas l'intention de rester et n'y étaient venus que dans le but d'amasser de l'argent pour pouvoir retrouver le plus tôt possible leur pays natal, la terre de leurs ancêtres. En Amérique, on ne trouve pas plus de 1500 fermiers lituaniens dispersés dans les Etats de Connecticut, New-York, Michigan et de Pensylvanie.

En général, en Amérique, la condition des ouvriers étrangers qui ne connaissent pas la langue du pays et qui n'ont aucune notion technique est très difficile. L'exploitation de leur ignorance, de leur force, de leur santé est le but principal des capitalistes américains. Les femmes lituaniennes nées en Amérique travaillent principalement dans les fabriques de cigares, de soieries, de bonneterie, de chemises, etc. La plupart des jeunes filles n'ont pas besoin de travailler dans les fabriques ; comme elles sont beaucoup moins nombreuses que les jeunes gens, elles ont beaucoup de chances de se marier. Beaucoup d'entre elles travaillent toutefois dans les restaurants des grandes villes comme Philadelphie, New-York, Boston et Chicago.

C'est tout ce qu'on peut dire sur la situation économique des Lituaniens d'Amérique. Il est vraiment regrettable que les Américains ne se donnent pas la peine d'établir des statistiques sur les différentes nationalités.

(A suivre.)

Faits et Documents.

Association des agriculteurs lituaniens.

Sur la proposition de l'abbé Karbauskas, il vient de se fonder à Vilna, sous le nom «Association des agriculteurs lituaniens», une association des petits agriculteurs. Elle poursuit un double but: politique et économique. Dans une deuxième réunion, à laquelle prirent part environ trente agriculteurs, un comité d'organisation, comprenant l'abbé Karbauskas, l'abbé Spudas et K. Railis, a été élu. Ce comité est chargé : 1° de fonder des groupements dans les villages, paroisses et districts; 2° de convoquer des réunions d'agriculteurs là où les circonstances politiques le permettent; 3° d'élaborer le programme pour l'assemblée générale. Les groupements locaux doivent se préparer à l'assemblée constituante et élire à temps des personnes compétentes comme délégués au congrès des agriculteurs. Après le congrès, ces groupements devront subsister comme branches locales de l'association, de même que les anciens «groupements agricoles». Le but politique principal de l'association consiste à développer le sentiment de solidarité entre la population rurale et bourgeoise et de lutter pour la conquête de droits civils égaux. Dans le but d'améliorer la situation économique des agriculteurs, l'abbé Spudas propose de fonder des sociétés de banques sur le modèle de l'ancienne banque agraire de Vilna.

La Société lithuanienne des sciences.

La *Société lituanienne des sciences de Vilna* a fêté dernièrement le sixième anniversaire de sa fondation. A cette occasion, son président, le Dr J. Basanavicius publie dans *Lietuvos Aidas*, numéro 25, un court exposé de l'activité déployée jusqu'ici par la société. Nous empruntons à cet exposé les détails suivants :

La Société lituanienne des sciences fut fondée à Vilna le 7 avril 1907. Elle a pour but de poursuivre les recherches scientifiques concernant la Lituanie et le peuple lituanien, surtout les recherches anthropologiques, ethnologiques, ethnographiques, archéologiques, historiques, etc. La société possède sa propre revue : *Lietuvia Talita* (la nation litua-

nienne), dont sept volumes ont déjà parus, qui contiennent beaucoup d'exposés scientifiques importants. La bibliothèque de la société renferme 16 547 ouvrages. Les archives contiennent des manuscrits importants, entre autres ceux des évêques Valancius et Baranauskas, de l'historien lituanien Daukout et du Dr Sauerwein, grand ami des Lituaniens. Ces archives renferment en outre 9000 chansons populaires, 1000 légendes, des centaines de proverbes, énigmes, sentences magiques, etc., de toutes les régions de la Lituanie.

Le musée de la société contient d'intéressants vestiges de l'époque lituanienne préhistorique, des armes, des bijoux, des ustensiles, des monnaies, etc. La section ethnographique du musée a des beaux spécimens de l'art populaire lituanien.

Dans le but de pouvoir édifier un palais national, la société organisa une collecte qui a déjà permis d'acheter un terrain, tandis que 50 000 roubles restent encore en caisse.

En 1914, la société organisa une exposition de la presse lituanienne à Vilna.

La plupart des intellectuels lituaniens font partie de cette société, qui entretient de bonnes relations avec les autres sociétés similaires d'Europe.

L'enseignement scolaire en Courlande et en Lituanie.

L'enseignement scolaire, en Courlande et en Lituanie, a fait cette année des progrès réjouissants. On s'est surtout préoccupé de former des instituteurs indigènes. Dans une série de grandes villes, comme Libau, Mitau, Kovna, Souvalki et Mariampol, des cours ont eu lieu pour la formation des maîtres. Environ quatre cent vingt-deux instituteurs et institutrices y ont pris part. Ces cours ont bien répondu à l'attente, car un grand nombre d'instituteurs ont pu être obtenus parmi la population, de sorte qu'on peut s'attendre à un développement prospère des écoles. Les cours ont trouvé aussi un excellent accueil parmi la population, et le nombre des inscrits aux cours augmente sans cesse. L'inspection des écoles a prouvé que les services rendus par les maîtres ayant pris part aux cours se sont améliorés réellement.

Un enseignement régulier et ininterrompu, comme c'est le cas en Allemagne, n'est pas possible en raison du caractère agricole du pays occupé. Environ la moitié des écoles populaires rurales doivent fermer pendant le semestre d'été ou adopter un plan d'études restreint, car les

enfants sont employés aux travaux des champs et dans les forêts. Pendant la saison d'été, l'enseignement porte avant tout sur la culture des fruits et des légumes, et sur les travaux des champs. La plupart des écoles ont des champs d'expérimentation et des jardins modèles qui sont créés et entretenus par les enfants eux-mêmes. Les enfants s'intéressent aussi vivement à recueillir des plantes médicinales.

En beaucoup d'endroits, les communes et les propriétaires de cercles se sont réunis pour former des ligues scolaires et faciliter la création d'écoles là où l'entretien était trop onéreux pour des communes ou des propriétés isolées. Un nouveau plan d'enseignement est établi pour les écoles rurales en Courlande; ce plan tient compte des conditions particulières du pays. Au lieu des quatre classes précédentes, six classes ont été créées dans les écoles de Libau pour correspondre aux six années d'études. On a en vue d'introduire aussi le système des six classes dans les écoles populaires des autres villes. Après les vacances d'automne, l'enseignement a repris partout, et une série de nouvelles écoles ont été ouvertes.

Le Comité de secours lituanien.

La plus importante association lituanienne actuelle, le Comité de secours lituanien, a été divisée en trois sections : Vilna, Kovna et Mariampol, dans le but de faciliter la distribution des secours. Le district de Vilna embrasse tout le gouvernement de Vilna, celui de Kovna le gouvernement de Kovna, et le district de Mariampol le gouvernement de Souvalki. Ces comités de districts travaillent d'une manière autonome et créent des nouveaux sous-comités dans leurs districts. Des 300 000 mk. que le Comité de secours lituanien a reçus du commandant suprême d'Orient, le comité du district de Kovna a reçu 100 000 mk., celui de Mariampol 50 000 mk. et 150 000 mk. restent au comité central de Vilna pour les secours à distribuer à Vilna et dans les environs.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

(0, 20 R6)
Rm 37056

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 2.

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

Lituanie, Pologne et Ukraine 33
Les races en Lituanie 38
L'Etat Lituanien 42
Les Lituaniens d'Amérique 49
Faits et Documents. — Le problème polonais et lituanien. — Notification de l'indépendance de la Lituanie aux Etats belligérants et neutres. — Déclaration du Conseil National Lituanien. — A propos de la frontière polono-ukrainienne. — Une couronne royale pour la Lituanie. — Protestation lituanienne. — Les anciennes murailles de la ville de Vilnius.

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 2.

PRO LITUANIA

Lituanie, Pologne et Ukraine au lendemain des pourparlers de Brest-Litowsk.

L'histoire se répète ; c'est un éternel recommencement de faits identiques qui, à des âges différents, viennent nous donner la notion de la perpétuité dans le sein du développement politique, car les hommes changent peu, les nations supportent les fautes du passé, et la Némésis historique est là pour redresser les torts de son bras vengeur.

Puissent les Polonais profiter encore de ces enseignements, eux, dont l'histoire apparaît, à certaines heures, comme un tissu d'ignominies et de mensonges.

Les siècles implacables leur en ont apporté le châtiment, et le moment actuel leur offre encore l'occasion de méditer et sur leurs errements passés et sur leurs prétentions présentes.

Dieu nous garde d'être injustes, ou de vouloir par de simples motifs de haine nous réjouir du malheur de ce peuple à qui la nouvelle frontière de l'Ukraine vient d'enlever des territoires. Cependant, voici que la grande guerre mondiale a dressé contre la Pologne les peuples qu'elle a jadis dominés et dont elle a causé l'asservissement. L'un d'eux, l'Ukraine, vient de reconquérir son indépendance politique. L'autre, la Lituanie, aspire au même but, et va, sans doute, sous peu, recevoir la récompense de ses longues souffrances. Quand ce moment sera venu, dans la joie de notre liberté reconquise, nous dirons plus clairement aux Polonais ce que vaut la légitimité des revendications par la force. Pour le moment, nous leur signalons la première conséquence de leur mauvaise foi.

Comment osent-ils, en effet, protester raisonnablement contre l'incorporation à l'Ukraine de territoires ethnographiquement

Kauno viešoji BIBLIOTEKA KAUNO APSKRITIES

et historiquement polonais comme la moitié du gouvernement de Lublin et les trois cinquièmes du gouvernement de Siedlec, alors qu'ils sont les premiers à revendiquer à l'encontre de la Lituanie, les gouvernements de Gardinas et de Vilnius. Où est leur logique ? Ils considèrent comme une injustice que des terres possédant 32.4 % d'Ukrainiens soient détachées de la Pologne, et cependant ils veulent enlever à la Lituanie des gouvernements où ils n'accusent eux-mêmes que 5 à 10 % de Polonais ! Ils savent bien d'ailleurs de quelle race sont ces polonisants et ces polonisés, renégats de la culture lituanienne, disséminés sur les grands domaines et ne représentant en rien la volonté politique de la nation lituanienne. Comment n'ont-ils pas compris que de pareilles prétentions les laisseraient sans défenseurs le jour où ils voudraient protester avec moins de raison, par suite du pourcentage élevé d'Ukrainiens, contre les injustices qu'on commettrait à leur égard.

Vraiment, poussés par on ne sait quelle fatalité historique, qui en fait des désorganisateurs et d'insatiables affamés, ils n'ont pas encore compris que les peuples qui aspirent à l'indépendance ne sauraient tolérer leurs prétentions surannées, ni faire cas de l'impérialisme vieillot qu'ils affichent. Et pourtant, nous qui nous réveillons du cauchemar russe dont nous avons autant souffert que du cauchemar polonais, nous avons garde de retomber dans l'anarchie polonaise. Au même titre que les Ukrainiens, nous ne voulons pas donner de gages pour la reconstitution d'une grande Pologne que nous avons défendue et qui nous a trahis. Nous ne voulons pas favoriser ce vieux rêve de panpolonisme, qui ne cadre plus avec l'application moderne du principe de l'indépendance des peuples et qui se manifeste encore maintenant dans le mouvement des troupes polonaises qui, commandées par le général Musnicki, viennent de prendre Smolensk. Qu'ils le sachent ! Une partie de notre histoire, malheureusement commune, est là pour le leur prouver.

Après avoir fourni à la Pologne la dynastie des Jagellons, le grand-duché de Lituanie fut uni à lui par une union personnelle. Dans cette union, la Lituanie conservait tous ses droits. Mais les Polonais, profitant plus tard de la situation difficile de la Lituanie menacée par les Russes et de la faiblesse du roi Sigismond-Auguste, grand-duc de Lituanie, conclurent de force

une union réelle avec notre pays. La Lituanie ne gardait que son nom, ses lois, ses finances et son armée, le souverain et les chambres législatives étant communs avec la Pologne. En même temps qu'on réduisait ainsi sa souveraineté externe, on la dépouillait de ses plus belles provinces au profit de la Pologne. L'Etat lituanien ne toucherait plus désormais à la mer Noire car on lui enlevait la Podlachie, la Volhynie, la Podolie, la Kiovie. A trois reprises, dans la même année, les Polonais avaient osé dépecer la Lituanie, en lutte avec l'ennemi commun, le Moscovite.

Le crime fut commis à Lublin en 1569, avec une remarquable cruauté, au mépris des droits lituaniens confirmés par des traités antérieurs, malgré les résistances de la population et es protestations de grands seigneurs comme Radzivill. Les provinces annexées durent prêter le serment de fidélité à la Pologne sous peine de destitution ou de confiscation de biens. Malgré ces menaces, plusieurs magnats lituaniens refusèrent. Parmi ceux-ci, citons le palatin de Podlachie, Wassile Tyszkievicz qui préféra être destitué. Eustache Wolowicz, sous-chancelier de Lituanie, fut privé, pour la même raison, de ses biens viagers ainsi que Chodkievicz. Ce dernier exposa dans un long discours, devant les deux assemblées législatives polonaises, présidées par le roi lui-même, toute la douleur que causaient aux Lituaniens les méfaits des Polonais. Sa parole, s'élevant à des hauteurs prophétiques, prédit les plus grands malheurs à la Pologne, et il affirma que ce rapt serait vengé.

Cette prophétie s'est réalisée avec une précision qui ne laisse aucun doute, et qui doit édifier tous les peuples sur les injustices qu'ils commettent à l'égard des faibles. Trois fois aussi, la Pologne a été morcelée, au dix-huitième siècle et aujourd'hui, à l'heure où elle reprend un précaire semblant de vie, les territoires qu'elle a injustement arrachés à la Lituanie, par l'Union de Lublin, sont précisément ceux que les Ukrainiens lui reprennent, mais à bon droit cette fois.

Y aura-t-il encore d'autres châtiments réservés à la Pologne? La liste de ses méfaits est si considérable qu'il faudrait le croire et nous souhaitons ici que les hommes d'Etat de l'Entente, surtout ceux de France, dont le rêve est la reconstitution d'une grande Pologne, capable de contrebalancer, à la place de la Russie, l'influence germanique en Orient, comprennent le

danger que ferait courir à la paix européenne, la réalisation d'une parelile idée.

Au temps où la Pologne possédait les territoires ukrainiens ravis à la Lituanie, c'est par de véritables intrigues qu'elle a réussi à se maintenir dans ces régions. Elle a incité la petite noblesse à la rébellion contre la grande. Elle a semé la discorde dans le pays pour asseoir plus sûrement sa domination, et son incurie seule a jeté ces peuples dans les bras de la Russie, avec qui ils s'unirent pour se protéger contre les Polonais. Ils crurent trouver la tranquillité dans cette union dont les clauses devaient être loyalement respectées, et qui s'appuyait sur l'indépendance et le respect mutuel des deux peuples ukrainien et russe. Il en fut, hélas, autrement, et leur histoire devint celle des peuples allogènes de Russie sous le joug tzariste.

Aujourd'hui, ce peuple a secoué sa chaîne. Prévenu par son expérience historique contre ses deux voisins, il répudie toute sujétion, tout compromis qui renouvellerait un régime abhorré : ni Pologne, ni Russie !

Pourtant, dans le nord, il tend les bras au voisin qui vécut, avec lui, des jours heureux, qui partagea ses douleurs, sous la domination polonaise et son martyre sous le joug russe. Il regarde vers la Lituanie, qui a déjà répondu à ses avances, et qui se trouve prête à renouveler une union jadis prospère. Avec l'élan généreux qui caractérise ces peuples s'éveillant à une nouvelle vie, ils ont conscience qu'il y a pour eux tout un programme d'union économique et politique à réaliser. C'est de nouveau la liaison de la Baltique à la mer Noire et un contrepoids utile pour l'équilibre comme pour la paix européenne durable que désire l'Entente elle aussi.

Comment ne pas voir que ces deux peuples, jeunes, unis, instruits par les exemples du passé, posséderont la valeureuse énergie des peuples revenus à eux-mêmes. Tout prouve que la Lituanie reprendra le rôle historique d'avant-garde indépendante de la civilisation occidentale qui lui est assigné. Que pourra offrir la Pologne en regard des 40 millions d'hommes de l'Ukraine auxquels s'adjoindront 10 millions de Lituaniens ? Qu'est appelée à devenir la Russie dans le tourbillon qui la dévore et où elle ne conserve guère qu'un nom, symbole de sa grandeur déchue? Et quant à l'Allemagne, qui évolue elle-même vers la démocratie, n'arrive-t-elle pas au respect de la nationalité chez

autrui et la ténacité lituanienne n'a-t-elle pas contribué à la faire revenir de ses projets primitifs ?

Dès lors, d'où viendrait le danger pour l'Union lituano-ukrainienne ? On le voit, ce sera la meilleure force organisée d'Orient. Que l'on ne parle pas d'ailleurs d'une union avec la Pologne, car, par le mécontentement populaire qu'amènerait sa seule éventualité, ce serait allumer l'incendie dans ces Balkans du nord. Ce serait, en outre, préparer, par l'anarchie qui ne manquerait pas d'en résulter, une nouvelle invasion et un nouveau partage au profit des Moscovites ou des Allemands. Pourquoi, dès lors, l'Entente tarde-t-elle à reconnaître ces peuples qui sont, par essence, dans ces régions, un élément pacificateur et qui peuvent devenir, à son point de vue, l'élément pondérateur dont elle a besoin ?

Qu'elle prenne garde ! Peut-être sera-t-il trop tard quand elle s'y décidera. Une reconnaissance avisée de sa part serait la meilleure sauvegarde de ses intérêts et lui vaudrait alors qu'il en est temps encore, la sympathie de ces populations en leur accordant l'appui moral qui leur est nécessaire dans cette période si intéressante de leur développement. Que l'indifférence et le dédain dont elle les entoure au contraire à l'origine de leur indépendance ne se retournent pas contre elle, lorsqu'ils auront atteint une plus grande maturité politique ! Persister dans cette voie serait ne tenir aucun compte du principe de l'indépendance des peuples, si souvent affirmé par l'Entente et se préparer une nouvelle difficulté en Orient. Ce serait enfin amener ces peuples livrés à la politique réaliste à ne traiter qu'avec l'Allemagne, elle seule se montrant favorable à leur égard, et s'exposer à les voir, lors de la paix, tourner tous leurs regards et leurs espoirs vers cet obligeant voisin.

Puisse aussi l'Entente, et avec elle la Pologne, saisir les tournants de l'histoire, en même temps que leur valeur, et savoir mettre en pratique les principes dont ils révèlent l'existence.

Les races en Lituanie.

Il nous a paru intéressant de reproduire ici l'essentiel de la haute opinion que la science allemande, avec motifs à l'appui, a de l'« homo-lituanus », en qui l'empereur Guillaume II a déjà trouvé de la « grandezza » espagnole [1].

Peuples et races sont des concepts différents, on ne saurait se lasser de le dire et de le redire. On lit encore trop souvent les expressions « races germaniques » ou « races polonaises », ayant en vue, dans le premier cas, des peuples parlant une langue germanique et possédant une culture de même origine, tels que, par exemple, les Suédois et les Suisses, dans le second, visant la population qui en Europe parle polonais et manifeste des sentiments polonais. J'ai l'intention de montrer, au cours de ces lignes, que les Suisses sont, ethniquement parlant, tout autre chose que les Suédois, et que les Polonais ne sont, en aucune façon, de race pure.

La « race » est un concept d'histoire naturelle. Une race humaine est un groupe d'hommes se distinguant d'autres groupes par un certain nombre d'indices corporels, et transmettant ces indices à leur descendance. Ainsi, les cheveux rudes et bruns du Mongol, et sa couleur de peau jaunâtre, se transmettront à ses descendants, que ce Mongol appartienne au peuple thibétain ou au peuple chinois. Le concept « peuple » comprend en général des hommes de même langue ou de même culture, fréquemment unis par leur histoire, leur religion et leurs frontières politiques. La France est, par exemple, habitée par un peuple uni ; communauté de civilisation, de religion, de langue et d'histoire unit tous les Français. Pourtant les Français ne sont pas de même race, il n'y a qu'à comparer un blond Normand avec un Provençal petit, brun et remuant.

Il y a longtemps déjà que les races humaines ont commencé à se pénétrer les unes les autres ; les guerres et les migrations, le commerce et les communications ont hâté ces mélanges. De sorte qu'il ne faut pas nous attendre, surtout en Europe, à rencontrer une région assez étendue encore habitée par des

[1] Cf. « Pro Lithuania » de 1917, p. 279.

hommes ethniquement purs. En commençant notre brève nomenclature des races européennes par le sud de notre continent, nous trouverons dans les pays méditerranéens encore, tout d'abord, le « homo mediterraneus », type petit, aux cheveux foncés et au crâne allongé. C'est en Sicile, sans doute, qu'on rencontre cette race dans toute sa pureté. Dans l'Europe centrale, nous avons le « homo alpinus », largement représenté des Pyrénées en Ukraine, et de la Prusse jusqu'aux Apennins. Cette race a ses spécimens les plus purs dans les Alpes et dans la Forêt Noire, gens à la taille au-dessous de la moyenne, brachycéphales, aux yeux et aux cheveux bruns. Au milieu d'eux apparaît encore une race appelée « dinarique » par les anthropologues et qui produit de grands hommes bruns, ayant le « nez crochu tyrolien ». En se dirigeant du grand-duché de Bade vers l'est, on trouve cette race dans le Tyrol, en Carynthie, en Bosnie, en Albanie et en Macédoine, et même jusqu'en Asie-Mineure.

Plus nous avançons des pays alpestres vers le nord, plus nous rencontrons l'homme blond, le « homo europeus ». Grand et blond, la peau blanche et les yeux bleus, le crâne long, bien formé, et le nez droit et fort, le « homo europeus » se trouve sans contredit sur tous les continents, à pousser la charrue au Canada, se livrant à des occupations commerciales au Japon, ou exerçant son activité de chercheur sur les masses glaciales désertiques du pôle sud. Nous rencontrons déjà assez fréquemment les indices de l'« homo europeus » dans l'Italie du nord et en Suisse ; ils deviennent plus fréquents en Allemagne du Sud, et nous trouvons le type, presque dans toute sa pureté, dans certaines régions du Hanovre, du Schlesvig-Holstein et de la Scandinavie. Comme les bandes germaniques de l'époque des invasions, ainsi que, sans doute, aussi les Slaves primitifs, étaient des hommes blonds de race assez pure, il n'y a pas lieu de nous étonner que le type ethnique de l'« homo europeus » apparaisse très souvent aussi bien en France qu'en Angleterre, en Autriche qu'en Russie.

Comme race dominante et comme caste guerrière, le type blond apparut par moments dans tout le monde antique, en Italie et en Grèce, dans l'Afrique du nord et en Asie Mineure.

Une autre race enfin, que, pour plus de simplicité, j'appellerai ici la race « finnoise », a comme caractéristiques une taille

ramassée, des cheveux blonds ou bruns clairs, la nuque large et les pommettes légèrement saillantes, et se rencontre en Finlande, ainsi qu'en grande Russie, en Esthonie, en Livonie, en Courlande (les Cours), en Lituanie et en Pologne. Et finalement, en partie à l'époque historique, de vrais Mongols (Avares, Huns), sont venus d'Orient en grandes bandes, se sont fortement mélangés aux Russes, et ont exercé une influence ethnique plus ou moins intense sur les Polonais, les Lituaniens et autres peuples à l'est de l'Oder. Si nous mentionnons maintenant encore les Juifs qui apportèrent en Europe le sang des races d'Asie Mineure, nous avons esquissé à grands traits la composition ethnique de la presque totalité de notre continent.

Les règles de transmission héréditaire de Mendel nous enseignent que les indices corporels des parents ne se mêlent pas en indices intermédiaires chez les enfants, mais qu'ils sont bien plutôt transmis séparément. Par exemple, la chevelure noire de la mère ne donnera pas, avec la chevelure blond clair du père, une couleur de cheveux bruns chez les enfants, mais on trouvera bien plutôt des enfants à cheveux foncés et à cheveux blonds, comme produits concomitants d'une semblable union.

Comme d'ordinaire, les parents se différencient en plus d'un indice, les combinaisons les plus variées sont possibles. En Lituanie, on voit très souvent des blonds de haute taille, à la peau blanche, mais qui, en raison de leurs pommettes saillantes, se trouvent avoir une largeur de visage tout orientale. Les indices les plus saillants de la race blonde se sont mêlés ici aux particularités du groupe finnois.

Dans les régions de l'Allemagne limitrophes de la Lituanie, deux races sont surtout en cause, et à elles deux elles constituent la population de la Prusse orientale, d'une part, une race de dolicocéphales blonds, d'autre part, de brachycéphales alpestres ; les premiers dominant de façon tout à fait notable. On remarque peu de sang mongol dans le nord-est de l'Allemagne. La Courlande, le voisin septentrional de la Lituanie, renferme une race mélangée d'« homo europeus » et d'éléments finnois, les vieux Cours étant des membres pur sang de cette race finnoise. La Pologne montre aujourd'hui encore distinctement un mélange de dolicocéphales et de brachycéphales, ainsi un mélange de race blonde et de race alpestre, les Mongols ont en outre laissé des traces importantes de leur passage. Le carac-

tère mobile, irrésolu des Polonais, laisse aussi deviner que nous nous trouvons, chez eux, en présence d'un mélange de races qui n'est pas très heureux. Les Russes ont vraisemblablement, comme large « substratum » le Slave primitif qui, au point de vue ethnique, était extraordinairement proche de l'« homo europeus ». Venant du nord, des peuples finno-syriaques pénétrèrent avec les indices ethniques auxquels on a fait précédemment allusion.

Au sud et au sud-est, se répandit l'« homo-alpinus » (Ukraine, Galicie), tandis que d'Orient vinrent en poussées puissantes les vagues mongoliques, qui amenèrent lentement la « tartarisation » des Grands Russes.

Si nous revenons maintenant aux Lituaniens, nous reconnaîtrons qu'en dépit des Finnois et des Mongols, le type de l'« homo-europeus » y domine fortement. Et si nous nous approprions le point de vue de nombreux savants modernes, nous pouvons dire que c'est ici, en Lituanie, en Courlande et en Prusse que l'homme blond naquit dans les temps les plus reculés. C'est ici qu'est le berceau de la race que nous sommes en droit de regarder comme la plus éminente de la terre, le ferment de culture qui a fécondé toutes les autres races. « Quitte tes sandales, car le lieu où tu te trouves est terre sacrée », serait-on tenté de crier à l'Allemand qui trotte sur le sol lituanien et regarde de haut les villages modestes. Isolé des pays méditerranéens par les glaciers de l'époque glaciale des montagnes européennes, emprisonné du côté du nord par les fleuves de glace coulant de la Scandinavie, l'homme blond pauvrement pigmenté naquit ici d'une race primitive. A l'instar de son entourage animal, le lièvre blanc, le chat-huant blanc, le renard blanc et l'hermine, il perdit son pigment et ses joues laissaient transparaître la couleur de son sang clair quand, chasseur hardi, il forçait l'ours et le mammouth sans souplesse. Les glaciers reculèrent, les conditions de vie de la race septentrionale s'améliorèrent, cette race se développa et étendit son aire. De sorte que les vieux Hindous s'ébranchèrent vers le sud-est, développant dans les régions du soleil ardent une culture intellectuelle de haute valeur, et consignant les réflexions de leur sagesse en sanscrit, la langue proche parente du lituanien actuel. Les antiques Perses et plusieurs peuples caucasiques empruntèrent la même voie, les Hellènes émigrèrent en Grèce, les

Celtes vers l'ouest. Et plus tard, de ce berceau des peuples partirent les Slaves primitifs vers le sud-est et l'est, et les Germains vers l'ouest et le sud. Seuls les vieux Borusses, maintenant éteints, les Lettons, victimes d'un regrettable recul de naissances et les Lituaniens restèrent. Aussi, ne nous étonnons plus que la langue lituanienne ait tant de réminiscences, non seulement du vieil indien, mais encore du grec, du latin, du français et de l'allemand.

Toujours et partout, l'homme blond a affirmé sa valeur comme fondateur d'Etat. L'empire russe est une fondation germanique, l'Angleterre et la France, ainsi que l'Union américaine sont des états germaniques, la Rome antique et l'empire mondial espagnol étaient des créations d'encéphales germains. Aussi dès que le sang de l'« homo europeus » est refoulé par celui d'autres races plus nombreuses, lorsque la caste blonde dominante s'éteint, immédiatement la fière bâtisse s'écroule. L'Hellade et Rome se sont abîmées, la majesté espagnole a passé!...

Puisse la Lituanie nouvelle montrer qu'elle a encore en elle suffisamment de sang de la race à peau claire, puisse-t-elle surgir de la cendre des siècles passés et se montrer digne de ces vieux Lituaniens qui dominèrent autrefois de la Baltique à la Mer Noire.

Dr E. SCHEFFELT.

(Das Neue Litauen, 1918, n° 5.)

L'État lituanien et le gouvernement de Suvalkai (Suvalki).

La parole du Président Wilson, proclamant la certitude de la démocratie universelle, le droit de chaque peuple de se gouverner lui-même et la fin des temps où les monarques pouvaient se repasser les habitants d'un territoire comme une « marchandise » est un signe précurseur de temps nouveaux pour le monde. Depuis une année cette parole est devenue l'évangile du monde qui fait que tous les peuples de l'Entente s'y sont ralliés d'en-

thousiasme, que les discours de leurs hommes d'Etat ne soient plus que des variations sur ce thème et que les idées de violence, de conquête, d'annexion apparaissent désormais comme des monstruosités impossibles. Même au Reichstag allemand, cette parole a réussi à percer les murailles du temple du Culte de la Force, et il s'y trouva une forte majorité pour répudier les mêmes idées de violence, de conquête et d'annexion. Au cours d'une autre séance de la même assemblée le représentant de l'Empereur lui-même, le Chancelier d'Empire, n'osa pas désapprouver les vérités proclamées par les représentants du peuple. La révolution russe n'est que l'incarnation de la même idée. Toute conversation diplomatique devra aujourd'hui commencer par une prestation de serment solennel à ce nouveau credo. En ce moment même, les von Kühlmann, von Czernin et autres porte-parole de LL. MM. prenant contact avec ceux qui prétendent être pour l'heure les représentants du peuple russe, les premières paroles échangées sont la proclamation par ces voies disparates des idées qui sont l'espoir de tous les peuples opprimés.

Nous en prenons acte ici en ce qui nous concerne, et acceptons avec le sentiment des progrès réalisés par notre cause, la reconnaissance du fait que, se réclamant de la justice et non de la force, du droit et non de la violence, le peuple lituanien s'appuie sur les principes qui sont aujourd'hui ceux de la victoire. Que son autonomie ne soit pas reconnue, qu'on « se le repasse comme une marchandise » pour le livrer au joug de celui-ci ou à l'oppression de celui-là, autant d'impossibilités absolues : l'heure de la Lituanie aux Lituaniens et celle d'un gouvernement lituanien en Lituanie sont des réalités toutes proches, des choses qui ne tarderont pas à naître.

Et justement ensuite de l'importance du moment, nous voudrions, en jetant ici un cri d'alarme, prévenir l'opinion d'un danger possible pour notre futur Etat, sa vitalité et sa prospérité, et danger aussi, comme toute injustice, pour la paix de nos voisins et peut-être la paix générale. Il se trouve parmi nos ennemis des gens qui s'appliquent à égarer l'opinion dans le but d'amputer à leur profit notre patrie d'une de ses plus belles provinces ; ils tendent à convaincre les diplomates de répéter l'erreur néfaste si souvent commise en Europe; il s'agit ni plus ni moins de priver l'Etat lituanien actuel du gouvernement de Suvalkai, ce qui équivaut à priver la France des Alsaciens-Lorrains, l'Italie

de Trieste et Trente, la Grèce des Iles, patrie d'Homère, d'Ulysse et de Nausicaa.

Suvalkai et son gouvernement sont en effet tout cela pour nous : c'est un pays lituanien essentiellement habité par des Lituaniens, un foyer de civilisation lituanienne, c'est la patrie d'origine de quelques-uns de nos plus grands patriotes, et c'est de là qu'est parti le grand mouvement de renaissance lituanienne au XIXe siècle. L'exposé suivant n'a d'autre but que de convaincre le lecteur de la légitimité de nos revendications et pour cela il nous excusera de faire appel à l'histoire, à la géographie et à la statistique.

La Lituanie, telle que nous la revendiquons, est, abstraction faite du très grand Etat qu'elle fut au cours de temps révolus, composée de quatre provinces ou « gouvernements », pour employer la terminologie russe; ils ont pour chefs-lieux Vilnius (Vilna), Gardinas (Grodno), Kaunas (Kovna) et Suvalkai (Suvalki). C'est de ce dernier que nous voulons entretenir le lecteur, notre objet étant d'en démontrer le caractère strictement lituanien et de prévenir les erreurs que les diplomates qui auront à arrêter les conditions du traité de paix seraient tentés de commettre, sous la pression de visées ambitieuses en opposition complète avec les principes de justice et d'équité revendiqués par le Président Wilson. En ce qui concerne sa situation, le gouvernement de Suvalkai a pour limites, au Nord et à l'Est, le cours du fleuve Nemunas (Niémen) qui, de Gardinas (Grodno) jusqu'à quelques kilomètres en amont de Kaunas (Kovna), coule du Sud au Nord et de Kaunas à la frontière prussienne prend la direction Est-Ouest. La frontière occidentale du gouvernement est constituée par la frontière prussienne depuis le Nemunas jusqu'à un point situé à égale distance de Lyck, ville prussienne, et d'Augustavas, ville lituanienne. Enfin la frontière méridionale s'étend de la frontière prussienne à Gardinas sur le Némunas.

Ainsi délimité, le gouvernement de Suvalkai se décompose en cercles au nombre de sept, ayant comme villes principales Suvalkai, Augustavas, Naumiestis, Vilkaviškiai, Kalvarija, Mariampilis et Seinai. Il couvre une superficie de 18 000 km² et constitue une *région essentiellement agricole et forestière.*

Pour ce qui est de ses habitants, de leur origine et de leur

race, les documents du prince lituanien Mindaugas, qui datent du milieu du XIIIe siècle, montrent que, dès cette époque, ce territoire fut habité par des peuplades lituaniennes. Le nombre de ces dernières augmenta progressivement, de sorte qu'à l'époque du grand Royaume lituanien toute la province était de race lituanienne, à l'exception peut-être de quelques îlots slaves insignifiants sur les confins de Gardinas. Pendant l'Union lituano-polonaise, le gouvernement de Suvalkai fit partie de l'Etat lituanien et non du royaume de Pologne; c'est là un fait remarquable qu'il faut mettre en lumière en face des prétentions de l'impérialisme polonais moderne.

Survinrent les trois partages : le lien politique qui avait uni la Lituanie à la Pologne fut cause que la Lituanie dut partager le sort de la Pologne. Par le fait du troisième partage, celui de 1795, le gouvernement de Suvalkai se trouva attribué à la Prusse; tombé momentanément sous le joug prussien, il reçut la dénomination de « Nouvelle Prusse Orientale ».

Ce ne fut d'ailleurs que de courte durée; en 1807, Napoléon grand réparateur d'injustices, créa le duché de Varsovie; mais il commit une grave erreur, celle d'y englober le territoire de Suvalkai qui n'avait rien de polonais. En 1815 enfin, de par la volonté du Congrès de Vienne, tout aussi peu informé, Suvalkai devint un des gouvernements du royaume de Pologne et passa comme tel sous la domination des tzars russes.

Faut-il voir dans ces erreurs diplomatiques la source des prétentions polonaises actuelles? Ou bien encore les Polonais ambitionnent-ils le territoire de Suvalkai à cause de sa richesse agricole et forestière? ou à raison des facilités que leur donnerait l'utilisation du grand fleuve qu'est le Nemunas? Ou enfin, conscients des difficultés qu'il y aurait pour eux à revendiquer les territoires polonais de Posnanie et de Galicie, préfèrent-ils reporter leurs convoitises sur des pays où elles se heurteraient à un moindre déploiement de force pour s'y opposer, sans se soucier de violer aussi les principes de droit et de liberté dont les Polonais se réclament eux-mêmes pour rendre sympathique à l'opinion publique le projet de l'occupation des trois Polognes? Nous ne le savons et peu importe d'ailleurs; ce qui importe, c'est de prouver ici que le gouvernement lituanien de Suvalkai doit appartenir à la Lituanie et rien d'autre. La conséquence logique de cette démonstration sera, en vertu des principes pro-

clamés par des voix autorisées et exposés au commencement de cet article, que ce qui a été et continue d'être lituanien doit faire partie intégrante de l'Etat lituanien.

Après avoir esquissé à grands traits l'histoire du gouvernement de Suvalkai, histoire qui est un fragment de celle de la Lituanie, il nous faut maintenant entrer dans quelques détails, et examiner d'une part qui l'habite actuellement et d'autre part quels sont les traits caractéristiques de cette population.

En ce qui concerne le premier point, nous verrons que le pourcentage des Lituaniens habitant le gouvernement de Suvalki leur donne la grande majorité parmi la population; quant au second, il ressortira de nos arguments que le gouvernement de Suvalkai constitue la partie de la Lituanie qui a eu le plus conscience de sa nationalité aussi bien au point de vue économique et politique qu'au point de vue linguistique et artistique.

I. Le gouvernement de Suvalkai au point de vue ethnographique.

Parmi les statistiques à notre disposition il n'en est pas de source lituanienne et ce, pour des raisons évidentes : il nous faut donc recourir à des documents étrangers, qui comme tels n'ont certes pas le « défaut » de favoriser l'élément lituanien. Le recensement qui mérite le plus de retenir l'attention est celui de 1897, fait par l'Administration russe; le tableau suivant en donne les résultats cercle par cercle, et reproduit pour chaque arrondissement, tant le nombre que la proportion par rapport à la population totale des Lituaniens, des Polonisants, des Russes, des Allemands, des Juifs et des éléments variés classifiés sous la rubrique « Divers ».

Il ressort de ce tableau qu'il y avait en 1897 :

1. Sur une population totale de 582 000 habitants 304 000 Lituaniens; à propos de ce dernier chiffre il est intéressant de rappeler qu'il y a dans toute la Lituanie une population parlant lituanien de 3 500 000 habitants, soit pour le gouvernement de Suvalkai une proportion d'à peu près 10 % par rapport à la Lituanie entière.

2. La proportion des Lituaniens par rapport à la population totale du gouvernement de Suvalkai est donc de 52,24 %;

Rapports des langues dans le Gouvernement de Suvalkai (1897)	Nombre total d'habitants	Lituaniens		Lituaniens polonis.		Russes Grands Ruthènes		Allemands		Juifs		Divers	
		Nombre total	%	Nombre total	%	Nombre total	%	Nombre total	%	Nombre total	%	Nombre total	%
Cercle Suvalkai	92 910	7 878	8.48	62 076	66.81	8 088	8.70	3 974	4.28	10 468	11.27	426	0.46
Ville Suvalkai	22 648	111	0.49	8 768	38.71	5 262	23.24	670	2.95	7 454	32.99	383	1.62
Cercle Suvalkai sans ville	70 262	7 767	11.05	53 308	75.87	2 826	4.02	3 304	4.70	3 014	4.28	43	0.08
Cercle Augustowo	79 214	215	0.23	38 921	49.13	30 184	38.11	318	0.40	9 167	11.57	409	0.56
Cercle Naumiestis (Wladislawowo)	67 295	55 691	82.76	867	1.29	911	1.35	4 793	7.12	4 974	7.39	59	0.09
Cercle Vilkaviškis	76 883	52 833	68.72	2 982	3.88	2 163	2.81	12 237	15.91	6 509	8.47	159	0.21
Cercle Kalvaria	70 425	51 143	72.62	7 094	10.07	2 939	4.17	2 511	3.56	6 521	9.27	217	0.31
Cercle Mariampolis	114 262	87 971	76.98	3 312	2.90	5 205	4.56	5 691	4.98	11 806	10.33	270	0.25
Cercle Seinai (Seiny)	81 924	48 871	59.65	18 754	22.86	3 619	4.42	961	1.17	9 684	11.82	35	0.05
Dans tout le Gouvernement	582 913	304 602	52.24	134 006	22 99	53 109	9.12	30 485	5.23	59 129	10.14	1 582	0.28
Dans les villes	73 648	6 807	9.21	19 776	26.85	12 753	17.31	3 845	5.22	29 463	40.01	1 004	1.14
Dans les villes et les bourgs	509 265	297 795	58.47	114 230	22.4	40 356	7.92	26 640	5.24	29 666	5.82	578	0.15

3. Si l'on oppose non plus les Lituaniens à la population totale du gouvernement, mais si l'on exclut des chiffres les militaires en garnison dans le pays et les Juifs, la proportion entre les Lituaniens d'une part et les Polonais, Russes, Allemands et « Divers » d'autre part est de 66 %;

4. Cette proportion des Lituaniens d'une part et de *tous* les autres éléments de la population est encore plus élevée si l'on prend les arrondissements de Naumiestis, de Vilkaviškis, de Kalvaria et de Mariampilis. Dans ces arrondissements la proportion des Lituaniens par rapport à la population totale est de 82,76 %, de 68,72 %, de 72,62 % et de 76,98 % pour chacun des quatre cercles que nous venons de citer.

D'autre part, il convient de prendre en considération que cette statistique date de 1897, c'est-à-dire de 20 années déjà, et qu'elle a été établie par l'administration russe, peu sympathique à tout ce qui milite en faveur des peuples allogènes. Or, depuis 1897 non seulement du fait de l'augmentation normale de la population, la proportion des Lituaniens comparée au reste de la population, a naturellement augmenté en leur faveur, puisqu'ils étaient déjà en 1897 l'élément le plus nombreux, mais différents motifs ont contribué au même résultat, sans que des chiffres précis, faute de recensement récent, puissent être invoqués; ce résultat, tout favorable à la prédominance des Lituaniens dans le gouvernement de Suvalkai, n'en est pas moins certain et découle des faits suivants :

a) Après la Révolution russe de 1904 des libertés inconnues sous le régime antérieur furent accordées à la Lituanie; liberté de langue, d'enseignement, de réunion, d'administration, de presse et autres contribuèrent au développement naturel de l'élément lituanien en lui facilitant la lutte contre les éléments étrangers immigrés, Polonais et Russes, et d'autre part déterminèrent beaucoup d'individus appartenant à ces nationalités à quitter un pays où ils se sentaient étrangers.

b) Depuis le commencement de la guerre actuelle, environ 30 000 Juifs sur le total indiqué par la statistique de 1897 (59 129) ont dû quitter le pays de force, les Russes ayant évacué cet élément de la population pendant leur retraite; d'autre part, sur les 53 109 Russes indiqués par la statistique de 1897 environ 20 000, pour la plupart des fonctionnaires et des bureaucrates, sont partis volontairement pour fuir l'occupation allemande;

enfin la disparition du pays des garnisons et de l'élément militaire russe a également diminué notablement le chiffre de la population russe.

C'est la partie méridionale qui a le plus souffert de l'évacuation. Pour ces différents motifs la proportion de l'élément lituanien par rapport à la population totale du gouvernement actuel de Suvalkai a certainement augmenté sensiblement depuis 1897 et il n'est pas téméraire de la fixer de 75 à 80 %.

Avant de quitter ce domaine des chiffres, un point mérite encore d'être signalé, celui de l'absence presque complète d'aristocratie dans le gouvernement de Suvalkai. Cet élément ne représente ici que le 1,29 % de la population totale, et, si l'on se borne à envisager la campagne seule, abstraction faite des villes et bourgades, il est de 0,62 % seulement ; rappelons pour donner quelque valeur à ces chiffres que l'élément noble représente dans le gouvernement de Kaunas 6,80 % et dans celui de Vilnius 4,80 % de la population totale. Or, c'est un fait notoire que la noblesse, cherchant à se distinguer des autres classes sociales, a, par cela même, recherché et adopté des mœurs, un langage et des habitudes politiques anti-nationales et devint, en Lituanie, un élément polonisateur : cet élément faisant défaut dans le gouvernement de Suvalkai, cette absence explique le caractère hautement national de la population.

(A suivre.)

Les Lituaniens d'Amérique.

(Suite.)

L'état social des Lituaniens d'Amérique.

Les premiers Lituaniens arrivés en Amérique étaient peu nombreux et ils se dispersèrent dans les différentes régions. Il nous a été difficile tout d'abord de les organiser au point de vue

social, politique et intellectuel. Ce n'est qu'au bout de longues années que quelques prêtres et intellectuels lituaniens fondèrent « L'Union lituanienne d'Amérique ». Le premier pionnier du progrès de la cause lituanienne, le grand ami du peuple, l'abbé Burba, homme de grand talent, se mit à organiser les Lituaniens. Cette union fut fondée en 1886 et elle avait son siège à Plymouth, lieu de résidence de son fondateur. Le but de l'organisation était plutôt spirituel :

I. Défendre les Lituaniens contre l'influence néfaste des nouveaux milieux sociaux dans lesquels se trouvaient placés la plupart d'entre eux.

II. La protection morale et religieuse.

III. Le développement du sentiment national.

L'abbé Burba et d'autres compatriotes fondèrent sous le nom de *Tėvynė* (La patrie), un organe qui eut pour rédacteur en chef l'abbé J. Žilius.

Cette société, l'« Union lituanienne d'Amérique » n'avait pas prévu tout d'abord que, plus tard, il pourrait se trouver dans son sein des individus ennemis de la religion catholique.

Dans une assemblée générale tenue à Wilkes Barry, le parti radical s'opposa à l'exigence de la société concernant la pratique de la religion catholique. Six cents membres quittèrent l'assemblée, les autres, attachés à la religion catholique changèrent le nom de leur société et lui donnèrent celui de « Union des lituaniens catholiques romains d'Amérique », ils liquidèrent l'organe *La Patrie* et adoptèrent comme journal de leur société *Žvaigžde* (L'étoile). Dès lors, les affaires de l'« Union des catholiques romains d'Amérique » se sont beaucoup améliorées [1].

En 1907, l'union institua un Fonds national. La contribution obligatoire de chacun à ce fonds fut fixée à 10 ct. par mois que l'on versait volontairement pour la prospérité de la nation. A côté de ce but tout à fait spirituel, la société se vit obligée de créer également un autre fonds, « L'assurance sur la vie » en cas de décès, d'accidents, de maladie d'un de ses membres. L'Union, pour être reconnue par l'Etat, dut se conformer à tous les règlements imposés aux organisations analogues de bienfaisance et de secours mutuel. Actuellement, l'Union est reconnue dans tous les Etats d'Amérique et compte 155 branches.

Chaque membre est assuré par l'Union en cas de décès, de

[1] Voir Metrastis. Chicago p. 150

maladie et d'accidents. En cas de décès, les adultes reçoivent de $ 150 à 1000, les enfants de $ 25 à 125. L'assurance contre les maladies est de $ 3,50 par semaine pour membres payant 50 ct. par mois, de $ 10,50 par semaine pour les membres payant $ 1 par mois. En 1915, l'Union comptait 10 000 membres. Plus tard elle créa un fonds pour les orphelins et chaque membre verse dans ce but 5 ct. par mois. L'introduction d'une réforme dans la constitution de l'Union avait pour but d'augmenter rapidement le nombre des membres. Au début de l'année 1917, l'Union en comptait à peu près 15 000. L'état financier de cette union est bon. L'Union a acheté cette année sa propre maison pour le prix de $ 80 000. Elle a acquis une linotype pour imprimer son organe, *Garsas*, dont le rédacteur est M. J. Kaupas. Elle possède en caisse plus de $ 125 000. Le parti radical-national qui se sépara de l'Union catholique pour en fonder une autre sous le nom d'« Union lituanienne d'Amérique », a son siège à New-York et son organe *Tévyné*, dont le rédacteur est M. Raćkauckas. Cette société compte à peu près 13 000 membres et possède un capital de $ 120 000 ; son but ne diffère nullement de celui de l'autre société, sauf au point de vue religieux ; ici, chacun est libre de suivre la religion qu'il veut ; les Lituaniens juifs, protestants et libres-penseurs peuvent faire partie de cette union.

Outre ces deux sortes d'organisations, il y a également en Amérique, une organisation lituanienne socialiste qui compte plus de 2000 membres. Son but est tout à fait différent des deux précédents ; il vise la lutte des classes et l'amélioration des conditions d'existence de ses membres. Son organe officiel est *Kova* (La lutte). Cette année, l'organe socialiste avait pour rédacteur M. V. Kapsas, révolutionnaire, zimmerwaldien, internationaliste acharné. On peut déjà constater une scission dans le parti socialiste lituanien en Amérique. M. V. Kapsas a commencé à critiquer les tendances nationalistes bourgeoises dans la partie socialiste et voulut orienter le parti vers l'internationalisme. L'autre parti socialiste lituanien modéré a pour chef M. Grigaitis, rédacteur du journal *Naujienos*, de Chicago. La lutte devient acharnée, on ne sait encore lequel des deux partis socialistes l'emportera. M. Grigaitis organise à Chicago un Conseil national des ouvriers socialistes lituaniens, tandis que, de son côté, M. Vidikas, remplaçant de M. Kapsas, momentané-

Kauno viešoji

ment parti pour la Russie, s'efforce d'organiser les socialistes-révolutionnaires zimmerwaldiens. Les socialistes-nationalistes lituaniens s'efforcent d'entraîner avec eux les femmes et les enfants, sans beaucoup de succès jusqu'à maintenant. Ils ont également leur presse, mais ils n'ont publié encore que trois livres Nous verrons plus loin que les efforts des socialistes, en vue d'une propagande intense parmi les Lituaniens catholiques d'Amérique, réveillèrent l'énergie du patriotisme lituanien catholique.

Les cinq dernières années de travail des patriotes lituaniens d'Amérique ont montré leur force inépuisable et l'esprit d'organisation dans les divers domaines de la vie sociale.

On peut dire que, maintenant, il n'y a pas un seul Lituanien en Amérique qui n'appartienne pas à une ou plusieurs organisations. Il y a, en Amérique, à peu près 150 paroisses catholiques lituaniennes et presque toutes possèdent de nombreuses institutions de bienfaisance. Il y a des paroisses qui comptent jusqu'à vingt organisations de secours mutuels. On trouve, en Amérique, plus de 2000 sociétés de secours et de bienfaisance comptant en tout 250 000 membres. Ce phénomène est bien compréhensible, car les ouvriers mineurs sont exposés à toutes sortes de dangers et, à cause de cela, sont très heureux de pouvoir se faire assurer. En plus de ces nombreuses sociétés de secours, les Lituaniens catholiques ont fondé des orphelinats pour protéger la moralité et la nationalité des enfants abandonnés. L'« Union des prêtres lituaniens », dans une assemblée tenue à New York en 1910, a insisté pour qu'on prenne une décision en faveur de la protection des enfants orphelins. Mais, malgré tous leurs efforts, cette noble tâche n'a été réalisée qu'en 1915.

C'est alors que M. l'abbé Kemešis se mit au travail pour reformer une société qui prit le nom de l'« Union lituanienne R. C. de bienfaisance ». Le but de cette organisation est :

I. De secourir les enfants lituaniens abandonnés, sans distinction de religion.

II. D'ériger un orphelinat pour les enfants abandonnés.

III. De construire un hospice pour les vieillards malades.

Dix sociétés de secours mutuels, comprenant 12 000 membres, font partie de cette union. La société a acheté 10 acres de terre, pour $ 16 000, auprès d'un couvent de religieuses litua-

niennes, en vue d'ériger un orphelinat. Il est à espérer que ces immeubles pourront être construits prochainement. Ce sera une nouvelle occupation pour les sœurs de Saint-Casimir qui se chargeront de la protection et de l'éducation des orphelins. Ces beaux traits de dévouement qui unissent encore davantage nos compatriotes, font apprécier de plus en plus l'action sociale des Lituaniens d'Amérique.

Chacun sait quel fléau l'alcoolisme est pour le genre humain. L'alcool fait des victimes dans tous les pays du monde. Il déprime l'énergie, diminue les forces physiques et spirituelles de l'être humain, propage des maladies, en un mot, tue l'homme. Les Lituaniens, ayant compris les méfaits de l'alcool se sont mis à le combattre. Le grand ennemi de l'alcool, l'abbé Saurusaitis, de Waterbury, convoqua les personnes tempérantes à une réunion qui eut lieu à Waterbury, et il engagea des pourparlers en vue de fonder une ligue de tempérance. Cette société s'est développée rapidement et elle existe dans toutes les colonies lituaniennes. Elle compte maintenant à peu près 20 000 membres. Chaque membre paie une cotisation pour la propagande antialcoolique, pour les livres et pour les journaux. Son principal journal est *Tautos Rytas* qui paraît à Worcester et dont le rédacteur est l'abbé J. Jakaitis.

Chacune des nations qui n'ont pas atteint leur indépendance ont fondé des légions qui leur permettent de développer la force nationale et physique de la jeunesse afin de se défendre en cas de nécessité contre les oppresseurs et de sauvegarder leur indépendance nationale. Ces sortes de légions (Sokoly) sont nombreuses et célèbres chez les Tchèques et les Polonais. M. M.-A. Norkunas de Laurence s'est voué à une tâche analogue pour la formation de la jeunesse lituanienne. Après quelques vicissitudes, il a réussi à convoquer en assemblée, les 27-28 avril 1913, la jeunesse lituanienne. C'était un début. Il recruta pour son organisation 700 membres, pendant la première année. Cette nouvelle organisation patriotique portait le nom de « Vyćiai » et comptait déjà 3000 adhérents la deuxième année, actuellement le nombre atteint 15 000. Beaucoup d'intellectuels font partie de cette société, tels que des avocats, des docteurs et presque toute la jeunesse des étudiants catholiques. Une constitution fut élaborée dans une assemblée qui eut lieu à Chicago en 1914. Outre le développement physique la « Vyćiai » a pour but de cultiver le

sentiment patriotique, de propager l'étude de la langue maternelle, l'enseignement de la littérature, et, spécialement l'histoire de leur chère patrie, elle assume une surveillance morale sur la tempérance et la sobriété. Pour les exercices corporels la société « Vyćiai » organisa un groupe de sportsmen, de tireurs et de gymnastes. L'organisation de la «Vićiai» qui depuis le commencement de la guerre mondiale s'accroît rapidement donne beaucoup d'espoir au peuple lituanien d'Amérique. Afin de les laisser travailler en toute liberté à la défense nationale, le Conseil national suprême lituanien (dont le siège social est à Lausanne, Suisse) a adressé au président Wilson une requête tendant à transformer la « Vyćiai » en organisation militaire. Nous ne savons encore rien sur l'attitude du président Wilson au sujet de cet appel, mais nous souhaitons qu'il ne s'oppose pas à la formation de ces légions patriotes sur le sol de la libre Amérique. La jeunesse lituanienne des deux sexes fait partie de cette organisation. La « Vyćiai » possède deux organes : le *Vytis* qui paraît à Chicago en langue lituanienne et le *Booster* qui paraît à Wilkes- Baree en langue anglaise.

Les étudiants lituaniens qui fréquentent les universités et les collèges américains ont leurs clubs et leur organe est le *Moksleivis*. Leur organisation comprend 30 branches et 500 membres. Tous ces groupes d'étudiants sont animés d'un magnifique élan patriotique et cet amour du pays natal s'intensifie encore pendant la guerre. Leur désir est que la guerre finisse bientôt pour pouvoir retourner dans leur patrie qu'illuminera un jour le soleil de la liberté et de l'indépendance.

Ces dernières années les femmes se sont montrées très patriotes; pour ne pas rester en retard, elles ont conçu l'idée d'organiser une société de dames, sous la direction de Mlle Sutkaićiute et de M. Miliauckas, de Philadelphie. Cette nouvelle organisation féministe lituanienne a élaboré les statuts de sa société pendant une réunion de fédérations catholiques, à Chicago. Le cercle féministe a déjà fait preuve de beaucoup d'énergie. Il a réussi, dans un temps relativement court, à grouper autour de lui 900 membres répartis actuellement en 45 branches.

Outre ces nombreuses associations, nous trouvons encore, en Amérique, des associations de professionnels :

I. — Associations de docteurs.

II. — » d'avocats.

III. — Associations de prêtres.
IV. — » d'ouvriers.

J'ai mentionné ci-dessus que la société socialiste compte seulement 2000 membres.

Pour ne pas laisser aux socialistes une trop grande influence sur nos ouvriers, une réunion de catholiques a eu lieu dans la salle paroissiale de Ste-Croix à Chicago, afin de discuter l'organisation des forces ouvrières et de protéger les ouvriers contre la propagande socialiste de l'athéisme et de l'immoralité. L'assemblée était animée d'un esprit optimiste. L'Abbé F. Kemešis avait rédigé un projet de constitution pour cette organisation. Ce projet fut approuvé dans une deuxième réunion après avoir subi quelques modifications. L'âme de cette organisation est l'infatigable ami du peuple, l'Abbé Kemešis, qui rédige actuellement l'organe ouvrier *Darbininkas*. Cet organe paraît trois fois par semaine et compte, en ce moment, 4000 abonnés. Son tirage atteint 15 000 exemplaires. L'association catholique des ouvriers compte 5500 membres.

Toutes ces différentes sortes d'associations, dispersées à travers toutes les nombreuses colonies lituaniennes d'Amérique, forment une fédération lituanienne catholique d'Amérique comprenant plus de 300 000 membres.

* * *

Après avoir parlé des diverses organisations, il nous reste à dire quelques mots sur la presse lituanienne, les écoles et leurs tendances politiques. En Amérique, les Lituaniens forment trois partis :

I. — Le parti R. catholique.
II. — Le parti national-radical.
III. — Le parti socialiste.

Chaque parti a sa presse et, suivant le cas, ils éditent des livres religieux, scientifiques et politiques ; ils ont également leurs journaux.

Les catholiques sont à ce point de vue, les mieux organisés.

Journaux catholiques.

1. Draugas, quotidien.
2. Darbininkas, trois fois par semaine.

3.	Žvaigždé,	hebdomadaire.
4.	Garsas,	»
5.	Vytis,	bihebdomadaire.
6.	Tikyba ir Dora,	»
7.	Moteru-Dirva,	»
8.	Booster,	»
9.	Moksleivis,	»
10.	Pažanga,	mensuel.
11.	Žwirblis,	»
12.	Tautos Rytos,	»
13.	Šviesa,	»
14.	Tarka,	»
15.	The Plea for Lituania.	»
16.	Galvoćius.	»

Journaux nationalistes.

1.	Katalikas,	quotidien.
2.	Lietuva,	hebdomadaire.
3.	Ateitis,	»
4.	Saulé,	»
5.	Tevyné,	»
6.	Vienybé Lietuvninku,	»
7.	Amerikos Lietuvis,	»
8.	Darbininku Viltis,	»
9.	Dagis,	»
10.	Jaunoji Lietuva	mensuel.

Journaux socialistes

1.	Naujienos,	quotidien.
2.	Laisvé,	hebdomadaire.
3.	Kova,	»
4.	Keleivis	»
5.	Kardas,	»
6.	Naujoji Gadyné,	mensuel.

Les écoles.

Il n'est pas interdit en Amérique d'avoir des écoles privées, mais dans ce cas, l'Etat n'accorde aucune subvention, elles ne sont pas reconnues par l'Etat, et même, on entrave leur développement. D'après la loi, tout citoyen américain paye un impôt

pour l'instruction publique, mais tous ceux qui désirent envoyer leurs enfants dans des écoles privées payent deux fois cet impôt. Malgré cette différence, les Lituaniens catholiques préfèrent les écoles privées où l'éducation morale et religieuse de leurs enfants est plus soignée. Les Lituaniens ont donc fait construire dans chaque paroisse une école confessionnelle. Plus des trois quarts des paroisses lituaniennes possèdent leurs écoles. L'enseignement y est généralement donné par des sœurs lazaristes, dominicaines ou des sœurs de St-Casimir, et, dans quelques-unes seulement par des professeurs laïques. Les sœurs de Saint-Casimir, patron de la Lituanie, possèdent à Chicago la maison-mère, une propriété évaluée $ 150 000. Elles dirigent une High-School, une école pour préparer les sœurs à l'enseignement dans les écoles primaires. Les sœurs de St-Casimir sont actuellement très nombreuses et dirigent 15 écoles paroissiales. Il n'y a qu'une dizaine d'années que le couvent des sœurs de St-Casimir existe. Le fondateur est le Rev. Dr. A. Staniukynas. Les catholiques lituaniens espèrent que dans une dizaine d'années, toutes leurs écoles seront dirigées par ces sœurs.

Pour terminer mon exposé sur les Lituaniens d'Amérique, je me permettrai d'ajouter encore quelques mots sur les tendances politiques. Pour bien se rendre compte de la situation, il faut distinguer les Lituaniens déjà citoyens américains de ceux qui ne le sont pas. Les Lituaniens d'Amérique sont divisés au point de vue de leur orientation politique. Ils forment à peu près soixante clubs politiques, les uns sont républicains, les autres démocrates. Les statistiques précises nous manquent. Si les Lituaniens ont des opinions différentes sur la politique américaine, ils sont unanimes en ce qui concerne leur patrie ; les catholiques, les nationalistes, les socialistes-nationalistes ne demandent que l'indépendance de leur cher pays. Pour être juste, il faut reconnaître qu'un nombre minime de Lituaniens (à peu près 1000 personnes) professent le socialisme révolutionnaire et appartiennent au groupe zimmerwaldien. Ils ne sont nullement d'accord avec les opinions des autres partis et ils sont opposés à l'indépendance de leur patrie. Ils sont dirigés par MM. Kapsukas, Vidikas et d'autres encore ; leur organe est *Kova*.

En 1914, les catholiques ont créé un fonds national et un Conseil national pour orienter l'opinion, les journaux, les

hommes d'Etat vers la libération de la Lituanie du joug étranger. Ils ont rédigé un appel en faveur de l'indépendance de la Lituanie. Cet appel a déjà réuni plus de 250 000 signatures. Il sera envoyé au Congrès de la Paix. Les nationaux et les socialistes ont leurs fonds à eux. Les catholiques et les nationalistes ont organisé une journée lituanienne aux Etats-Unis, qui a rapporté à peu près 1 500 000 francs. En tout, on a réuni plus de deux millions pour soulager la misère de nos compatriotes. Les catholiques et les nationalistes se sont unis afin de créer une société pour la reconstitution de la Lituanie. Cette nouvelle société comprend 300 membres et tend à amasser $ 1 000 000 dans ce but. En outre, l'abbé J. Žilius jette les fondements d'une banque nationale avec un capital entièrement versé de $ 1 000 000.

Toute cette noblesse de sentiments, cette lutte constante vers la liberté, dont font sans cesse preuve les Lituaniens d'Amérique, nous donnent le ferme espoir que l'heure approche où la Lituanie libre pourra prouver au monde qu'elle est digne de recouvrer son indépendance. Dr V. Bartuška.

Faits et Documents.

Le problème polonais et lituanien.

Nous ne pouvons dissimuler notre profond étonnement de voir des organes comme le Courrier de Genève *et la* Liberté de Fribourg *accorder l'hospitalité de leurs colonnes à des jugements et rectifications de pseudo-Lituaniens comme* M. Puzina *sur la question lituanienne et s'obstiner à ne pas insérer les articles émanant des personnalités lituaniennes autorisées du Conseil suprême de Lituanie et du Bureau d'informations lituanien. Nous nous voyons forcés de nous accorder à nous-mêmes la publicité qu'on nous refuse ailleurs, et le grand public trouvera ici les mises au point émanant de Lituaniens compétents qu'il chercherait vainement dans les feuilles en question.*

Sous ce titre et sous l'initiale J. d'E., vous reproduisez dans vos colonnes du 4 courant un article dû à la plume d'un Polonais que vous qualifiez de « compétent ».

Si la compétence réside dans l'appétit « ethnique », compétence en

effet il y a. Mais alors je ne vois pas bien comment vous pourrez demain refuser l'accès de votre honorable journal à toutes les visées et billevesées pangermanistes qui voudront s'y étaler. Convient-il, en milieu chrétien, dans la quatrième année d'une guerre terrible, telle que l'humanité n'en a jamais vu de semblable, d'encourager un pareil esprit de conquête — même pacifique ! Et les vieilles iniquités ne céderont-elles, grâce à cette guerre qui y puisera sa justificatton vis-à-vis des générations futures et son rachat aux yeux des chrétiens de notre époque, que pour faire place à de nouvelles injustices plus grossières et plus criantes ?

Car, en ce qui concerne la Lituanie, c'est à cela que nous aboutissons avec les solutions du Polonais « compétent » de votre numéro du 4 janvier.

A quoi riment-elles en effet ? A faire de la Lituanie une « irredenta » de la Grande Pologne. Oh ! sans doute, on mettra des formes à l'annexion vis-à-vis du dehors et surtout, au lendemain du sort que l'on a subi soi-même pendant plus d'un siècle, l'annexion sera soigneusement déguisée..... en paroles, au début tout au moins. Mais ce bloc, si prudemment enfariné soit-il, ne nous dit rien qui vaille et avec raison. Ainsi que j'ai eu l'occasion de l'écrire dans le numéro 10 de notre *Pro Lituania :* dans l'article « l'Etat Lituanien et Mitteleuropa », auquel je vous renvoie, « Exempla docent » et « Vestigia terrent ».

« Exempla ! » — ceux de la lamentable histoire que vous connaissez. L'*Union* qui, après des déboires sans fin, nous a, en guise d'apothéose, livrés « conjugués » au knout russe !

Ce n'est pas à l'heure où l'on revient aux grandes fresques historiques à la Bossuet et à la Montesquieu, pour l'enseignement et l'édification qui s'en dégagent, où l'on se rappelle le conseil du premier, éducateur du Grand Dauphin, sur l'histoire — « Quand bien même elle serait inutile aux autres hommes, il faudrait la faire apprendre aux princes », — pour l'appliquer aux princes du jour, les peuples, encore trop menés et trop ignorants, ou, pour employer le mot d'un de vos collègues romands, « La muse de l'histoire descend de son cénacle et vient vers les foules [1] », ce n'est pas à cette heure, dis-je, que nous autres Lituaniens cultivés, ayant pleuré des larmes de sang sur un passé dont nous aussi avons subi les terribles conséquences, qu'il nous est permis de faire candidement abstraction des leçons qui se dégagent pour nous des événements écoulés !

« Qui a bu, boira », dit fort justement un proverbe français, et, comme les caractères des individus, ceux des peuples ont leurs permanences et les de Tocqueville, les Le Play, les Taine, les Renan, les Gustave Le Bon, ne l'ont pas pour nous en vain démontré !

[1] La deuxième saison olympique, ap. *Gazette de Lausanne* du 8 janvier 1917.

« Vestigia terrent », ai-je écrit. Oui, cette invasion insidieuse d'hommes et d'idées qui, au cours des siècles, a tendu à la « liquéfaction » politique, économique et mentale de notre Lituanie, et n'a échoué que devant l'exceptionnelle vigueur ethnique de notre race de terriens, patients mais tenaces, en ne laissant — malheureusement — que ces traces de polonisme que les Polonais invoquent maintenant précisément pour recommencer leur emprise et la parfaire cette fois. Nous voulons être nous-mêmes et à nous-mêmes et *exclusivement* nous-mêmes, n'en déplaise à quelques polonisés renégats de chez nous qui d'ailleurs ne tarderont pas à se rallier à un lituanisme renouvelé, intégralement conscient de sa force et de ses droits. Les Allogènes que nous renfermons dans notre sein — et auxquels nous sommes d'ailleurs prêts à reconnaître tous les droits que la science politique, la plus récente comme la mieux vérifiée par les faits, exige du « Rechtsstaat » polyethnique — ne tire pas plus à conséquence pour notre Lituanie restaurée que pour l'existence de la Pologne les quelques centaines de mille d'Allemands qui vivent dans ce pays, pour celle de la Prusse les quelques centaines de mille de Polonais établis en colonies denses dans le district industriel rhénano-westphalien, pour celle de la France les quelques centaines de mille d'Italiens vivant en Provence et pour la Suisse la nombreuse colonie française de Genève ou la non moins nombreuse colonie allemande de Zurich.

C'est sous l'empire de ces considérations que les Lituaniens réclament leur Lituanie, non pas le grand-duché historique qui, au moyen âge, s'est étendu si glorieusement — en même temps que si pacifiquement — des bords de la Baltique à ceux de la mer Noire, mais la Lituanie ethnographique comprenant, par conséquent, les territoires du bassin du Niémen et de la Duna correspondant aux divisions administratives actuelles suivantes: Gouvernements de Vilnius, de Kaunas, de Souvalkai, de Minsk, et de Vitebsk, ainsi que d'une partie de la Courlande. Notez qu'ainsi délimitée, la Lituanie est encore loin de comprendre tout ce qui lui revient au point de vue ethnographique. Nous aussi, nous avons l'équivalent d'une Posnanie, la Lituanie prussienne qui a été pour nous au plus mauvais de notre existence le « sel de notre terre » quelque chose comme la Croatie pour la Serbie et la Galicie pour la Pologne avant la libération de la Serbie et de la Pologne.

C'est vous dire que rendus à nous-mêmes nous aurons, et au-delà, la force ethnique nécessaire pour conserver Vilnius, notre capitale. Et ce ne sont pas les quelques Polonais, des Lituaniens polonisants — infiniment plus nombreux que les premiers — et les Juifs y domiciliés qui lui feront perdre son caractère de ville lituanienne et de foyer de lituanisme qu'elle n'a jamais cessé d'être et que, notre indépendance recouvrée — pour les multiples raisons sus-énoncées — elle aura plus que jamais.

Notre Lituanie ne sera pas au point de vue ethnique, comme l'avance votre Polonais « compétent », une « Belgique du Nord » (singulière perspective ouverte par un homme qui doit réprouver la division administrative germano-flamande !). Avec une majorité lituano-lettone de six millions d'hommes de même nationalité où en serait d'ailleurs la place ?

Vous le voyez, Monsieur le rédacteur en chef, nous ne réclamons que ce que, pour l'honneur et le bonheur de l'humanité et de la Société des Nations de demain, nous pouvons étreindre et faire prospérer, mais cela, nous le réclamons énergiquement sans le compromis de cet état en « zones », en éventail ethnique, qui ferait le malheur de tous.

Il serait à souhaiter que d'autres « compétents » fussent aussi modestes et dans leur modestie aussi francs et loyalement énergiques que nous le sommes.

Veuillez, Monsieur le rédacteur en chef, agréer l'assurance, etc...

Notification de l'indépendance de la Lituanie aux Etats belligérants et neutres.

Le Conseil National lituanien, d'accord avec la « Taryba » (Conseil d'Etat de Lituanie), représentant attitré en sol neutre des intérêts extérieurs de l'Etat lituanien, a l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, en la priant d'en faire part à son Gouvernement pour en tirer telles conséquences que de droit, conformes au droit national, la déclaration suivante :

La « Taryba », organe suprême de l'Etat et du peuple lituanien, de la mère-patrie comme des colonies lituaniennes de Russie et d'Amérique, proclame, sur la base, unanimement reconnue par la conscience internationale actuelle, du « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et de leur sort », ainsi qu'en invoquant la résolution de la Diète lituanienne qui a tenu ses assises à Vilnius, du 18 au 23 septembre 1917, la *restauration* d'un Etat lituanien indépendant, avec Vilnius comme capitale, ainsi que la libération de cet Etat de tous les liens, quels qu'ils soient, antérieurement contractés avec les Etats voisins ou imposés par eux.

Cette Déclaration s'appuie sur la double considération :

I. Que la Lituanie est une Nation.

II. *Que la Lituanie est redevenue un Etat.*

I. *La Lituanie est une Nation* forte et vigoureuse, capable de résister à tout, elle en a donné des preuves innombrables au cours de son glorieux passé; la force de sa vitalité se manifesta surtout au cours du siècle passé, lorsque le gouvernement impérial des tzars a cherché

en vain à l'anéantir ; malgré tous les moyens puissants dont disposait ce gouvernement, il n'a pu réussir.

II. *La Lituanie est redevenue un Etat* lors de la récente proclamation de son indépendance par la Diète de Vilnius. L'existence même de cet Etat n'a jamais été détruite, étant donnée la forte et vivante assise nationale qui subsistait et qui n'a jamais cessé de protester — même les armes à la main — contre la violence qui lui était faite.

A l'heure actuelle, après cent vingt ans de domination étrangère, la Lituanie se trouve juridiquement rendue à elle-même sous la forme d'un Etat ; elle dispose amplement des éléments essentiels constitutifs.

I. Elle est bien une association permanente d'hommes, capable de vivre avec ses propres ressources. Son existence comme Nation et son histoire sont à l'appui.

II. Elle a une existence propre qui n'attend précisément que la renaissance internationale pour devenir pleinement souveraine.

III. Elle possède un territoire bien défini, suffisant pour assurer l'indépendance et la permanence de la Société organisée.

Son étendue, comprenant les éléments suivants de l'ancien empire russe : les gouvernements de Vilnius, Kaunas (Kovna), Gardinas (Grodna), districts de Novogrodek et de Nosvich, du gouvernement de Minsk, le gouvernement de Souvalkai, et la partie septentrionale du gouvernement de Lomja, serait près de six fois celle de la Belgique.

IV. Elle manifeste et continue de manifester, bien déterminée, une volonté collective, régulièrement organisée par la Diète lituanienne à Vilnius sous une autorité suprême, celle de la « Taryba » (Conseil d'Etat), chargée de la direction de ses destinées. Cette volonté collective n'a cessé de s'affirmer au dedans comme au dehors. Au dedans vis-à-vis de son oppresseur, — et la démarche présente en est une manifestation nouvelle, — au dehors par l'initiative dont les présentes témoignent comme par les résolutions et décisions qui l'ont soit précédée, soit suivie, et qui ont recueilli les suffrages de tous les Lituaniens, ceux de la Lituanie comme ceux de l'étranger, et dont la déclaration d'indépendance ci-jointe est la mesure la plus caractéristique comme la plus décisive.

Le 25 décembre 1917, le Conseil National lituanien, représentant autorisé de la Lituanie à l'étranger, ainsi que de tous les Lituaniens séjournant à l'étranger, déclara :

Considérant :

1. Que la Lituanie a été indépendante du XIIIe siècle à la fin du XVIIIe siècle ;

2. Que la Lituanie, annexée à la Russie par force, n'a jamais

cessé de revendiquer son indépendance, même les armes à la main, en 1830, 1863, 1905.

3. Que la Lituanie a été honteusement opprimée, maltraitée pendant cent vingt ans par le gouvernement tzariste et que, après la révolution, le gouvernement provisoire lui-même n'a tenu aucun compte de ses revendications malgré notre adhésion au début de son arrivée au pouvoir. (Déclaration du 20 avril 1917.)

Considérant :

Qu'à l'heure actuelle la majeure partie de la Lituanie est occupée par les Allemands, que toute la Russie se trouvant dans une situation nouvelle créée par les derniers événements, est dans l'impossibilité de remplir ses devoirs et ses obligations envers le peuple lituanien et que, par contre, le peuple lituanien, en dépit de l'oppression qu'il a supportée pendant un siècle, n'a jamais cessé jusqu'à ce jour de satisfaire loyalement à ses obligations envers l'Etat russe, le Conseil National lituanien, dépositaire et gardien fidèle des intérêts suprêmes de la Patrie, déclare :

I. Que le peuple lituanien se considère d'ores et déjà dégagé de tous liens envers l'Etat russe ;

II. Que le peuple lituanien, invoquant le principe du droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes, proclamé par les puissances, a le droit et le devoir de prendre en mains ses destinées et de faire reconnaître son indépendance par les puissances étrangères.

Il y a là une série de faits et ce manifestations de volonté concluants et concordants qui, surtout eu égard aux circonstances dans lesquelles se débat la sociéte russe et à l'admission par tous les belligérants du « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et de leur sort », justifient la démarche que nous faisons aujourd'hui, Excellence, en vue d'obtenir la reconnaissanco de la Lituanie comme Etat indépendant, cela autant dans son intérêt que dans celui de la communauté internationale où elle ne demande qu'à figurer avec la distinction et les mérites qui ont ennobli son glorieux passé.

Nous ne doutons pas que le Gouvernement de Votre Excellence n'accueille notre demande, et dans cette attente, nous la prions d'agréer les très sincères assurances de notre haute considération.

Déclaration du Conseil National Lituanien.

Considérant que tous les belligérants ont reconnu le droit des peuples de disposer librement de leur sort, la discussion est surgie dernièrement aux pourparlers de Brest-Litovsk par qui et de quelle manière doit se manifester la volonté nationale ; considérant que cette question concerne le peuple lituanien aspirant ardemment à l'indépendance complète;

Le Conseil National lituanien croit devoir faire la déclaration suivante :

La Taryba (Conseil d'Etat de Lituanie) fut élue par les représentants de toute la Lituanie réunis à la Diète de Vilnius (1-22 septembre 1917) ; la Taryba compte parmi ses membres les chefs, les hommes les plus éminents de tous les partis et de toutes les classes du peuple lituanien ; cette Taryba fut reconnue unanimement par tous les Lituaniens de l'étranger (d'Amérique, de Russie et d'Europe occidentale), à la Conférence de Stockholm (20-25 octobre 1917) et à celle de Berne (1-10 novembre 1917), comme une légitime représentation de la Lituanie et la plus haute autorité du peuple lituanien à l'heure actuelle.

Le Conseil National déclare de sa part qu'il reconnaît la Taryba comme légitime organe du peuple lituanien et qu'il la soutiendra dans tous ses actes qui seront conformes à la volonté du peuple lituanien tendant à la restitution de son indépendance.

A propos de la frontière polono-ukrainienne.

Le Comité lituano-ukrainien nous communique la déclaration suivante :

« Les Polonais de tous les partis ont protesté avec véhémence contre la frontière polono-ukrainienne créée à Brest-Litovsk et notamment contre l'attribution à l'Ukraine du gouvernement de Cholm. A les entendre, il s'agirait là d'un pays foncièrement polonais et l'injustice commise à leur égard serait manifeste.

La vérité est que cette prétendue partie du royaume de Pologne a constitué, du XIIIe au XVIe siècle, sous le nom de Podlasie, un élément de l'Etat lituano-ukrainien. Ce pays fut arraché par la violence à l'Union de Lublin (1569) par les Polonais, et cela malgré les énergiques protestations des Lituaniens ainsi que celles du vaillant Palatin de la Podlasie, le comte Wassyl Tyskiewicz.

Cette province, peuplée en grande majorité d'Ukrainiens, fut à juste titre officiellement séparée de la Pologne en 1912, aux termes d'une loi votée par la Douma ; les tractations de Brest-Litovsk n'ont fait que sanctionner la vérité en l'attribuant à l'Ukraine.

Les Polonais usent de nouveau de leur fameuse méthode : empiéter sur les droits de leurs voisins et protester à grands cris quand ceux-ci réagissent fort légitimement.

Nous sommes tout prêts à admettre les revendications polonaises lorsqu'elles sont justes, et dans cette mesure nous leur souhaitons un plein succès. Raison de plus pour nous opposer énergiquement, ainsi

que c'est le cas par la présente déclaration, à toutes les exigences dépassant les limites de leur droit et lésant celui d'autrui.

Nous en appelons à la justice internationale, base fondamentale de la Société des Nations de demain, pour dénier, et ce, de façon définitive, aux Polonais le droit de chercher continuellement à inquiéter la Lituanie et l'Ukraine, qui sont bien décidées à ne plus être les victimes de toutes leurs audaces.

Une couronne royale pour la Lituanie.

Depuis le commencement du XVe siècle, l'histoire ne connaissait jusqu'alors autre chose du peuple lituanien que ses luttes exaspérées entre les chevaliers teutoniques et leurs voisins païens, et une alliance de la Lituanie avec l'empereur Sigismond et même l'ordre allemand. Les détails de cette alliance intéressante sont donnés par la la dissertation du prince Puzyna Svitrigaïlo de Lituanie (Fribourg 1914).

Ce fut après 1385, lorsque les magnats polonais rompirent les fiançailles de la jeune reine de Pologne Hedwige avec le duc Guillaume d'Autriche pour des raisons politiques et offrirent sa main au grand-duc païen de Lituanie Jagellon. Celui-ci, fondateur de la dynastie polonaise des Jagellons, monta sur le trône de Pologne et unit ainsi la Lituanie à la Pologne.

A cette époque, le royaume de Lituanie surpassait de beaucoup la Pologne comme étendue et même aussi comme puissance intérieure. Outre la Lituanie proprement dite, avec Vilnius pour capitale, le royaume embrassait, bien au delà des frontières polonaises, tout le territoire ruthéno-ukrainien avec la Volhynie et la Podolie, c'est-à-dire qu'il s'étendait de la mer baltique à la mer Noire, de Brest-Litovsk jusqu'au Don, jusqu'aux frontières du grand-duché de Moscou qui lui payait un tribut. Mais pressé à l'est et au sud par les Tartares, à l'ouest par l'Ordre allemand, l'alliance avec la Pologne ne pouvait être profitable à la Lituanie que si la Pologne respectait la complète indépendance de celle-ci. Cependant, après son mariage, Jagellon considéra la Lituanie, sa patrie, comme un grand-duché réuni à la couronne de Pologne non par une union personnelle, comme cela avait été stipulé dans l'acte de 1387. Son frère Skirgaïla fut nommé gouverneur, et les Polonais pénétrèrent en Lituanie, s'emparèrent de toutes les hautes fonctions et repoussèrent bientôt passablement l'élément lituanien autochtone. Mais bientôt Vytautas provoqua un soulèvement contre cet état de choses. Après son succès et après l'accord de Vytautas avec son

cousin Jagellon à Ostrovo, en 1392, par lequel Vytautas admet de partager avec lui le fardeau du royaume, Vytautas est *de facto* 1392-1430 le maître en Lituanie; toutefois Jagellon reste nominalement souverain en Lituanie, mais sans pouvoir s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. Mais Vytautas ne s'en tient pas là, il vise à une plus grande indépendance et se fait ensuite reconnaître roi par les boyards et les princes.

La défaite des Lituaniens à la bataille de Vorskla contre les Tartares et l'affaiblissement du pays offrirent au prudent roi de Pologne Jagellon l'occasion de raffermir encore le lien entre la Pologne et la Lituanie.

En 1410, les Lituaniens, alliés des Polonais, remportèrent la grande victoire de Tannenberg sur les chevaliers allemands.

Cependant, à partir de cette époque, après que le danger menaçant les deux pays eut été écarté, sous l'énergique direction de Vytautas, et grâce à la conscience nationale sans cesse croissante qui les écartait des Polonais, les Lituaniens se libérèrent à nouveau de la domination polonaise.

L'empereur d'Allemagne Sigismond, qui avait épousé la sœur d'Hedwige, Maria, héritière du trône de Hongrie, juge l'occasion propice pour faire face au danger polonais qui menaçait ses Etats en s'alliant avec la Lituanie. Il offre à Vytautas la couronne royale et tente de l'attirer pour longtemps de son côté par une alliance avec lui et avec l'Ordre. Au Congrès de Luzk, en 1429, auquel assista l'empereur Sigismond en personne, outre de nombreux princes allemands, polonais et lituaniens, le plan de l'empereur allemand était près d'aboutir. Jagellon qui, tout d'abord à Luzk n'avait fait aucune objection au couronnement de Vytautas, travailla à son retour avec un zèle extrême et son habileté coutumière à anéantir la réalisation de ce plan qui lui était si désagréable. Par différents moyens, il cherche à écarter le danger qui menace la suprématie polonaise en Lituanie par des écrits réitérés pleins de suspicion adressés à Sigismond ou à Vytautas, ou par de nombreuses entrevues avec ce dernier. Mais en vain. Les projets de Sigismond avaient déjà abouti à une alliance offensive entre l'empereur, la Bohême, la Hongrie, l'Ordre et le nouveau royaume de Lituanie. Le couronnement de Vytautas devait avoir lieu en grande solennité le 15 août 1430. Mais Jagellon ne se lassa pas de travailler pour empêcher Vytautas de faire ce dernier pas; il envoya à ce dernier ambassade sur ambassade pour décider le grand-duc de Lituanie à lui accorder une entrevue. Mais Vytautas continuait de s'y refuser. La guerre ouverte avec la Pologne semblait inévitable. Dans l'intervalle, l'envoyé de Sigismond, Czigala, porteur de la couronne, avait déjà quitté la Hongrie en juillet 1430.

La révolution eut lieu. Czigala trouva la route barrée en Pologne et fut lui-même attaqué. La couronne attendue n'arriva pas. Enfin,

le rusé Jagellon réussit à obtenir de Vytautas l'entretien si longtemps désiré. Les deux cousins se rencontrèrent à Vilnius et Jagellon se réconcilia avec Vytautas.

Dans une lettre adressée à Sigismond, celui-ci se plaint amèrement du manque de ponctualité de l'empereur et lui annonce sa réconciliation avec Jagellon ; il dissuade l'empereur de frayer une deuxième fois par les armes le chemin à son ambassade à travers la Pologne. Le 10 octobre 1430, Jagellon quitte Vilnius en compagnie de Vytautas à qui il témoigne les dehors de l'amitié ; mais en chemin, Vytautas est pris d'un malaise subit et meurt dans l'espace de quelques jours. De divers côtés, Jagellon fut accusé d'être l'auteur de ce meurtre. Il est difficile d'en donner des preuves certaines. Toutefois, par la mort soudaine de Vytautas, Jagellon était débarrassé de son plus grand et de son plus redoutable adversaire. Le plan de l'empereur Sigismond de conclure une alliance contre la Pologne avait échoué à jamais et la Lituanie était livrée désormais à la pénétration et à la colonisation polonaises.

Jagellon s'entendit ensuite à affaiblir le pouvoir grand-ducal et tout le royaume lituanien par une double candidature, par l'antagonisme lituano-ruthène et l'antagonisme entre le catholicisme romain et le catholicisme gréco-orthodoxe.

Protestation lituanienne.

Le député polonais-prussien Seyda s'est élevé, lors de la présentation des traités de Brest-Litovsk au Reichstag, contre les différentes injustices dont la Pologne aurait été victime et au nombre desquelles figurerait l'attribution de Grodno et de Bielostock, régions polonaises (!), à la Lituanie. On ne saurait trop protester contre les prétentions que traduisent de semblables propos. Les provinces de Gardinas (Grodno) et de Bielostock n'ont jamais cessé de faire partie intégrante de la Lituanie, de la fondation de cette dernière, au XIIIe siècle, comme Etat indépendant jusqu'à l'annexion russe (1795), et cette appartenance nationale a été si peu contestée par le conquérant lui-même que les deux provinces ont alors été comprises dans la province de Lituanie. L'administration allemande d'occupation n'a fait qu'enregistrer des résultats séculairement acquis et d'ailleurs conformes à la situation ethnographique la moins indubitable.

Les anciennes murailles de la ville de Vilna.

Au XVme siècle, les habitants de la rive de la Vilya eurent beaucoup à souffrir des incursions des Tartares de Crimée sous la conduite de Menjli Gerai. La ville de Vilna fut aussi menacée ; le bourgmestre et les membres du Conseil municipal s'adressèrent au roi en demandant sa protection. Il fut décidé de pourvoir la ville d'un mur dont la construction fut entreprise en 1498. Le début fut très solennel. Une procession, à laquelle toute la population prit part, eut lieu le 28 avril, avant de commencer ce grand travail. Aux endroits où la construction de tours était projetée, la procession s'arrêta et l'évêque bénit les pierres qui devaient être employées pour les fondations. Le travail, réparti en cinq lots, fut ensuite entrepris. Il progressa lentement, et l'on doit considérer comme une faveur du sort si les Tartares ne reparurent pas dans l'intervalle. C'est seulement au bout de cinq ans que la partie non protégée de la ville fut entourée d'un mur qui avait quatre portes, entre autres la célèbre porte en pointe (Ostrabrama), bien connue de tous les visiteurs de Vilna. Cette porte est un sanctuaire national des Lituaniens qui renferme le tableau de la Vierge d'Ostrabrama, visible de loin au dessus du passage. Les nouveaux murs de la ville ne furent pas construits partout en pierre : ensuite d'un édit royal, qui nous semblerait aujourd'hui patriarcal, les riches citoyens étaient seuls tenus d'employer des pierres pour la construction des murs, tandis que le bois était réservé aux pauvres. D'importants vestiges des murs subsistent encore aujourd'hui.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS
par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

[0,20 Rb]
Rm 37058

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 3

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La Lituanie et les dynasties allemandes 69
L'importance de la question lituanienne pour l'Allemagne . . . 73
Les visées pangermanistes en Lituanie 76
L'Etat Lituanien et le gouvernement de Suvalkai 83
Faits et Documents. — Démenti lituanien. La presse lituanienne en Lituanie occupée. — L'avenir de la Lituanie. — A propos du souverain de Lituanie. — Les rapports lituano-polonais. — Bibliographie : La Lituanie dans le passé et dans le présent.

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 3.

PRO LITUANIA

La Lituanie et les dynasties allemandes.

Les événements ont montré avec quel esprit de suite et quelle souple énergie l'Allemagne officielle, modifiant sa politique traditionnelle à l'égard de la Russie, avait, à Brest en Lituanie, procédé à la libération des allogènes russes que réclamaient depuis l'automne les publicistes les plus autorisés, expansionnistes pangermanistes, comme expansionnistes « honteux », à l'encombre des fidèles de la russophilie bismarckienne intégrale [1].

Finalement, l'opposition s'est trouvée tellement réduite et ce « carré de la vieille garde » lui-même s'est fait si modeste, plus à l'élégie et à l'avertissement qu'à la protestation [2], qu'à la dernière session du parti national-libéral (Berlin, 10 mars 1918), le Dr Stresemann pouvait, sans crainte de démenti ni dans l'enceinte où il parlait, ni au dehors, se livrer à la constatation suivante : « Pratiquement, nous en sommes au point qu'un traité de paix, en opposition avec la politique du 19 juillet (paix de compromis) a rencontré l'assentiment de tous les partis. » Et la discussion qui a précédé la ratification du second traité de Brest en Lituanie, n'a pas dissipé cette impression.

La Lituanie ne sera donc plus russe [3].

Et si l'on peut dire : elle sera encore moins polonaise [4]. A telle enseigne que le proclamer est un « truisme » qui, par définition

[1] Cf. Pro Lituania 1917, X, pp. 233 et seq. et XI, pp. 262 et seq., où l'on pourra constater la sûreté des informations de la « Revue » comme la perspicacité de son jugement.

[2] Cf. entre autres : *Dresdener Volkszeitung*, du 1er mars 1918. Die deutsch-russische Zukunft. *Leipziger Volkszeitung*, du 4 mars 1918. Der Friede im Osten. *Berliner Tageblatt*, du 25 février 1918 (Abend Ausgabe, du 27 février 1918 Morgen Ausgabe). *Frankfurter Zeitung*, du 8 mars 1918. Editorial (Abend Blatt). Les *Basler Nachrichten* du 18 mars contiennent un résumé succint mais excellent de toute la gamme des opinions allemandes.

[3] Cf. Pro Lituania 1917, X, p. 233 et XII, p. 329, l'importante déclaration de décembre du Conseil national lituanien proclamant la sécession de la Lituanie de la Grande Russie.

[4] Cf. Pro Lituania 1917, X, p. 233.

KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

même, se passe de la démonstration qui, il y a quelques mois encore, semblait nécessaire à l'étai de cette affirmation[1]. Tant les événements ont marché et tant les situations respectives des allogènes russes entre eux se trouvent délimitées et assurées ! La Pologne qui, la première, avait bénéficié de manifestations grosses de promesses (Déclarations de novembre 1916 et de novembre 1917) paraissant lui permettre tous les espoirs, est réduite aujourd'hui à la « portion congrue ». « Moins il y en aura, mieux cela vaudra », disait le Dr Stresemann à la réunion national-libérale précitée. Et M. Naumann, le père de « Mitteleuropa » et, à ce titre, un des tenants d'une Pologne de belle venue, dans une fort éloquente lettre[2] où il cherche à sauvegarder à l'Aigle Blanc un avenir aussi complet que possible, montre assez par les conditions qu'il y met et les restrictions qu'il y apporte, l'évolution défavorable à la Pologne qui s'est accomplie dans les milieux politiques allemands.

Il est donc permis de proclamer que la Lituanie sera à elle-même, dans un cadre qui reste à préciser.

Problème complexe s'il en fut, où la discussion dans milieux politiques, presse et opinion germaniques du régime à lui appliquer ainsi que de la question dynastique qui, en fait, lui est intimement liée, a, ces temps-ci, projeté un rayon de lumière à la clarté et sous l'angle d'incidence duquel nous voudrions maintenant l'examiner.

La Lituanie, Etat monarchique sous l'égide d'un prince allemand, telle est la solution dont, à l'heure actuelle, on parle beaucoup en Allemagne.

Pour en comprendre toute la portée ainsi que toutes les nuances, il convient de ne pas oublier que l'Allemagne est un Etat fédéral composé en grande majorité d'Etats monarchiques dont l'Etat d'ensemble a pu élaguer de leurs destinées individuelles quelques excroissances par trop « souveraines », nuisibles à l'harmonieuse ordonnance du tout, mais, grâce au fédéralisme historique qui a inspiré toutes les décisions ainsi qu'en considération de dynasties, séculaires et respectées sans aucune ligature de leur existence réelle ni interdiction de poursuivre toutes fins personnelles légitimes compatibles avec le but comme avec la prospérité de l'association.

[1] Pro Lituania, lac. cit.

[2] Cf. Die *Hilfe*, nº 9, du 28 février 1918.

Et les dynasties qui président à toutes ces destinées particulières, qui en sont en quelque sorte le cerveau et le cœur, ont toutes plus ou moins question d'appétit et question de taille de l'Etat, leurs ambitions territoriales-dynastiques, celles de la géographie, de l'économique, de l'histoire et du souvenir.

La grande « transformation de valeur », — l' « Umwertung aller Werte », de Nietzsche — qu'est la guerre mondiale pour une Allemagne qui a tenu tête à l'univers en armes, n'a pu que réveiller ou entretenir ces ambitions, en paraissant devoir les satisfaire.

Cela, surtout lorsqu'il s'agit d'Etats allemands, importants et antiques facteurs de la politique internationale, au cours de la longue période d'épanouissement européen des « Allemagnes », comme de l'apogée prolongée des « souverainetés » allemandes. D'ailleurs, la création de l'Etat fédéral ne devait constituer, dans la pensée d'aucun de ses fondateurs, une « capitis minutio », pour la Prusse qui y recueillait bien plutôt juridiquement une situation présidiale indivisible, même en fait, et *de facto* l'hégémonie en Allemagne, non plus que pour aucun des associés, même ceux ne bénéficiant pas comme les Etats du sud du statut privilégié des droits réservés (Reservatrechte), car ceux-là comme ceux-ci trouvaient dans la Constitution fédérale la mutuelle-vie, de nature à consoler de la perte de la pleine souveraineté internationale individuelle.

Mais cette « Société des Allemagnes », raccourci germanique de la Société des nations, implique un certain équilibre et voilà pourquoi le fait de l'établissement d'un prince allemand en Lituanie, pays limitrophe de l'Empire, devient une question interallemande au premier chef.

La pangermaniste *Deutsche Zeitung*[1] indique fort bien comment on en est arrivé au dernier état de la question où la maison de Saxe semble devoir recueillir tous les suffrages des Etats allemands. « La première pensée serait pour la Prusse, le membre de l'Etat fédératif dont le souverain est aussi empereur d'Allemagne. Avec son riche fonds de vastes expériences administratives, elle serait sans aucun doute, de façon remarquable, en mesure de conduire le pays lituanien à des destinées florissantes et heureuses. Mais il y a d'autres considérations dont il faut également tenir compte, celles qui font ressortir l'utilité qu'il y

[1] 23 février 1918.

aurait pour le maintien du caractère fédéral de l'Empire non seulement à fortifier à l'issue de cette guerre la puissance prussienne et à côté d'elle — par la tournure des événements à l'ouest — peut-être aussi la puissance bavaroise....., mais encore à assurer à un troisième Etat de l'Empire des avantages tangibles résultant de la crise mondiale. » Et cet Etat devrait être la Saxe.

Ainsi, la Saxe flanquée de la Lituanie — comme elle l'était de la Lituanie-Pologne à l'époque d'Auguste le Fort — pour servir de balancier à quelque éventuel dualisme bavaro-prussien d'après-guerre, en quelque sorte par ses propres moyens et ceux de son associé lituanien, en Triade « rediviva » de feu Beust !

Depuis, dans les journaux de l'Allemagne moyenne[1], dans les journaux saxons en particulier, — les socialistes toutefois exceptés — on a surtout insisté sur les avantages économiques de l'opération pour l'industrie saxonne et l'agriculture lituanienne et beaucoup moins sur l'idée d'une Union réelle ou personnelle, contre laquelle certains pangermanistes de Saxe, les *Leipziger Neueste Nachrichten* en tête[2], eux-mêmes s'élèvent au nom de l'unité fédérale et à laquelle les Lituaniens ne pourraient guère souscrire. Officiellement, ils ont d'ailleurs déjà fait entendre leurs protestations à cet égard.

Ce qui ne veut nullement dire qu'ils ne seraient pas disposés avec toute leur loyauté traditionnelle à se grouper fidèlement autour d'un prince de la maison de Wettin, jeune homme aimable, amant des muses, avec l'auréole d'une origine dans une des régions les plus anciennement policées d'Allemagne et qui, encore à l'âge où dans les filets de l'idéal l'adaptation est un jeu, viendrait à eux pour leur appartenir sans arrière-pensée ni partage et renouveler dans sa patrie d'adoption des bords du Némunas, les Philippe V, d'Espagne, les Carol de Roumanie, ou les Léopold de Belgique. Et l'économie saxonne que le blocus anglais a mise à mal, avec l'avenance de tarifs de faveur sur les chemins de fer prussiens, pourrait alors, surtout alors, ne pas avoir à le regretter.

Lituanus.

[1] Cf. *Magdeburgische Zeitung*, du 2 mars 1918. (Morgen Ausgabe.)Sachsen u. Litauen.

[2] Du 27 février 1918. Sachsen Litauen.

L'importance de la question lituanienne pour l'Allemagne.

Nous n'admettons pas l'intensité des solutions envisagées par l'article ci-dessous. Elles reposent d'ailleurs sur des données tendancieusement observées. Les Allemands ont pu réaliser bien des progrès en Lituanie mais ils les ont réalisés, en grande partie, avec les ressources lituaniennes — choses et.... gens, nos biens réquisitionnés, nos compatriotes soumis à un véritable esclavage — et ils les ont réalisés, le plus souvent, sans bourse délier. Une Lituanie rendue à elle-même aurait pu, même au lendemain de la déprimante tyrannie russe, grâce aux éminentes qualités de son peuple, se transformer d'elle-même de fond en comble. Ceci dit bien entendu sans vouloir rabaisser les mérites particuliers de la collaboration allemande ou vouloir la décliner pour l'avenir.

Si nous reproduisons néanmoins la plus grande partie de cet article dans Pro Lituania, *c'est qu'entre de nombreux articles du même genre dans l'infinie variété de la presse de tous les partis des différentes régions de l'Allemagne, il nous paraît bien caractéristique de la haute valeur politique, économique et militaire que l'on attribue dans le puissant Empire, maintenant plus que jamais à la question lituanienne.*

(La Rédaction.)

Quiconque est en Lituanie s'emporte contre le pays et... ne peut s'empêcher de l'aimer. L'énorme différence qu'il y a entre la température d'hiver et celle d'été — différence qui comporte jusqu'à 70° — l'absence presque complète de saisons de transition, du printemps et de l'automne, sont des particularités de la contrée que les Allemands éprouvent de façon d'autant plus désagréable que les moyens de défense contre les conséquences désavantageuses de la température manquaient au début à peu près complètement et que nous avons dû les créer nous-mêmes de rien. En cas de pluies abondantes, les voies de communication naturelles s'embourbent à n'en plus finir, situation obligatoire à l'automne et au printemps ; en hiver, une masse de neige que rien ne différencie couvre les étendues à perte de vue et les prive absolument de tout chemin.

La force créatrice de l'esprit d'entreprise allemande a, en une année d'occupation, ouvert ici la voie au mieux. Une somme énorme de travail et de capital a été enfouie dans le pays pour

construire des chemins de rondins soigneusement aménagés et pour les tenir sans cesse en état, pour créer des chemins de fer à voie étroite et à voie normale ou pour les compléter, pour pourvoir au drainage comme à l'apport des masses d'eau, pour remettre en culture les champs abandonnés, pour défendre contre l'emprise de la forêt sans fin les enclaves cultivables, pour réédifier les villages brûlés, pour remettre en exploitation rationnelle les forêts en coupe réglée ; pour amener dans le pays les bienfaits de la civilisation, l'électricité, la machine à vapeur et le moteur à gaz, pour installer des scieries modernes, des établissements de séchage de fruits, ainsi que des moulins, pour drainer et pour canaliser et améliorer dans les villes et dans les villages par une hygiène variée les conditions de la santé publique. La Lituanie que nos « gris » de campagne (Feldgraue) ont trouvée pendant la guerre et la Lituanie qu'ils rendront à leurs possesseurs, la paix venue, sont deux pays complètement différents.

Ce sont des « impondérables » aussi bien que des considérations tangibles qui, désormais, nous unissent intimement à la Lituanie. Il faut avoir vu et senti ces plaines gris-clair avec, dans le lointain, leurs chaînes de collines, aux reflets bleus, cette mer d'épis qui se balance et ces masses de forêts qui, sans cesse, se dressent en leur force consciente, et d'où partent de molles effluves de parfum résineux, il faut avoir contemplé sous un ciel sans nuage le miroir des lacs pour, au retour, se rendre compte de la beauté comme de la valeur de ce pays. Dans les dernières années de paix, nous nous sommes mis en Allemagne à cultiver nos landes afin d'augmenter notre production agricole ; ce qui chez nous nous a paru utile et possible ne constituera pas pour nous en sol lituanien de difficultés insurmontables. Il est clair que les forêts lituaniennes inexploitées recèlent pour nous les trésors indispensables les plus précieux. Il est tout aussi peu contestable que les forêts de Lituanie en exploitation n'étaient pas l'objet d'une mise en valeur intensive avant l'occupation du pays par les Allemands, mais qu'elles étaient bien plutôt en coupe déréglée ; qu'un autre mode de mise en valeur soit possible, c'est ce que le profane lui-même peut voir en présence des résultats de l'activité allemande, qui a cependant duré si peu de temps ; il est, d'autre part, avec quelque bonne volonté, indiscutable qu'avec un drainage

rationnel, et des engrais modernes, le sol arable peut donner un revenu suffisant aussi à des colons venant d'Allemagne. La population de l'empire allemand se trouvait, en temps de paix, forcée de faire appel à l'importation de moyens alimentaires du dehors. La guerre nous a donné l'occasion d'étendre le sol qui sert de base à notre nourriture. Il ne faut pas que la paix nous en prive.

Nous avons besoin de la Lituanie avant tout au point de vue de notre politique militaire contre la Pologne. La proclamation du 5 novembre 1916 nous a flanqués d'une Pologne indépendante qui, en raison de l'histoire, de la race et des conditions géographiques, contient en elle le germe d'oppositions contre nous. Pour que ce germe ne mûrisse pas en fruits d'inimitié ouverte, nous avons besoin de la position latérale de la Lituanie contre la Pologne comme sabot d'enrayage. M. de Siemens a fait allusion à l'utilité pour nous d'une Ukraine indépendante, vis-à-vis d'une Pologne qui le serait également. Et il a bien fait. Mais l'Ukraine est loin et, dans sa situation de grande enclave, dépendante d'influences étrangères et peut-être hostiles. La Lituanie, par contre, est en rapports géographiques immédiats avec nous. Il faut aussi qu'elle se trouve en relations politico-militaires indissolubles. Une Lituanie complètement souveraine ne pourra jamais se soustraire complètement à la pression qui résultera pour elle de sa situation entre la Pologne et la Russie ; au temps de son indépendance, avec la Pologne, elle a d'ailleurs guerroyé contre nous. En union politique indissoluble avec l'Empire allemand, une Lituanie relativement indépendante constituera pour la Pologne une grave menace pour ses derrières comme pour son flanc. Le danger que la Pologne courra du fait de la position latérale de la Lituanie, lui inspirera la crainte de mesures irréfléchies comme d'exigences excessives contre nous.

Une Lituanie économiquement agrégée à l'Allemagne par la colonisation, par l'union douanière, par une convention monétaire et, politiquement, par une convention militaire et, pour le moins, par un souverain commun, constitue pour nous un accroissement de puissance dont à Varsovie, nous n'en doutons pas, on comprendra également toute la pleine valeur [1].

[1] *Frankfurter Nachrichten*, du 18 février 1918.

Les visées pangermanistes et panpolonistes en Lituanie.

La presse pangermaniste s'efforçait de pousser le gouvernement allemand dans la voie annexioniste. Les derniers événements ont prouvé qu'il n'a pas pris en considération ces idées car, par l'acte du 23 mars, il vient de reconnaître l'indépendance complète de la Lituanie. Nous tenons néanmoins à signaler les tendances de ce parti qui n'est pas sans influence en Allemagne. *(La Rédaction.)*

La Lituanie et les visées que les pangermanistes nourrissent à son égard ont fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse de l'Entente. Ils proviennent d'une sympathie chaque jour plus vivace envers notre pays, dont nous sommes heureux de constater les effets. C'est par une meilleure connaissance de la Lituanie, par un exposé bienveillant et impartial de son histoire, de son rôle, de ses aspirations, de ses mœurs et de ses coutumes, comme la presse italienne, anglaise et française l'a fait ces derniers temps, que la volonté unanime de notre peuple vers l'indépendance complète sera vraiment soutenue.

L'Entente a raison de craindre que ces pays dont elle commence tardivement à se préoccuper ne soient la proie de l'Allemagne. Puisse-t-elle faire son profit de faits que signale le *Morning Post* du 21 décembre 1917 et, intervenant par une rapide déclaration d'indépendance, signifier clairement qu'elle n'abandonne pas ceux qui, dans l'Orient lointain, sont encore les champions de la cause qu'elle défend, — celle du droit des petites nationalités. Ces faits sont significatifs :

Les trois premières séances, dit le correspondant de *Morning Post*, de la Diète réunie à Vilnius, en septembre 1917, furent consacrées à l'exposition de plaintes unanimes contre les tyrannies, les brutalités et les cruautés dont le pouvoir militaire d'occupation s'est rendu coupable à l'égard des malheureux Lituaniens ; les orateurs donnèrent à cette occasion d'épouvantables détails. C'est le quatrième jour seulement que commença la discussion relative à l'élection du Conseil d'Etat. Les garanties que désirait la Diète, à ce sujet, et la demande d'indépendance complète qu'elle formula amenèrent le Gouverneur militaire de la Lituanie à lui signifier que le gouvernement allemand, extrêmement mécontent de cette attitude, y voyait la source d'un conflit avec les autorités d'occupation. Sur l'ordre de Berlin, il demanda alors à la Diète de consentir immédiatement à une alliance militaire permanente avec l'Allemagne, à une union économique qui rattacherait la Lituanie au Zollverein allemand et enfin à la reconnaissance du droit pour l'Allemagne au contrôle militaire des postes et des chemins de fer lituaniens. La Diète

rejeta ces injonctions et y répondit par la nomination d'un Conseil d'Etat dont le président, Dr Smetona, appartient au parti national qui offre le plus de résistance aux tentatives directes ou indirectes d'annexion de la Lituanie. Malgré tout, les Allemands demandèrent encore au Conseil d'Etat de consentir aux propositions que la Diète avait repoussées. Ils essuyèrent un second refus après lequel le député Erzberger fut envoyé en mission pour atteindre par la persuasion les mêmes buts, Ses flatteries ne produisirent aucun effet et force fut à l'autorité militaire allemande de tolérer l'activité du Conseil d'Etat tâchant d'organiser le pays. L'Allemagne n'a pourtant pas renoncé à ses visées sur la Lituanie, car elle y envoie des émissaires chargés d'organiser une sorte de mouvement populaire favorable à ses plans, mais c'est à coups de pierres qu'ils ont été reçus dans la demi-douzaine de villages où ils ont essayé de commencer leur propagande.

Ce résumé nous laisse entrevoir toute la misère de ces pays envahis. En quelque lieu qu'ils se trouvent, la méthode allemande ne varie guère. La férule allemande y est aussi dure qu'ailleurs et nous souhaitons que de pareils faits éclairent la religion de ceux qui voient, je ne sais, quelle tendance favorable au germanisme dans nos populations. Jamais dans notre histoire pourtant si abondante en heurts avec les Chevaliers toutoniques que nous arrêtâmes à Tannenberg, le danger de germanisation n'apparut plus clairement à notre peuple. Sa robuste vitalité s'y oppose comme à l'ennemi mortel destructeur de toute vie nationale. Jamais nous ne nous lasserons de crier notre haine de toute sujétion quelle qu'elle soit. Pourrait-on ne pas nous entendre ? Laissera-t-on sans secours un peuple dont le sentiment répugne à toute domination ? *Vox clamans in deserto!* Nous voulons un appui, un soutien politique, une reconnaissance à la face de l'Europe ; nous attendons les démarches favorables des gouvernements alliés qui déjoueront la sympathie intéressée dont nous entourent les Allemands.

Elle se manifeste dans leur attitude politique, dans leurs discours aussi bien que dans leur presse.

La *Tägliche Rundschau* prétend que la Lituanie fut conquise dès 1159 par les Chevaliers teutoniques et Porte-Glaives. — Le glaive allemand a donc reconquis maintenant une ancienne possession frontière allemande, la marche du Nord-Est où le sang allemand a coulé pendant des siècles ; et il y aurait encore parmi nous des personnes qui hésiteraient comme devant un sacrilège lorsque nous réclamons la réunion de ces pays à l'Allemagne ?

Comme il fallait s'y attendre, l'auteur de l'article nous dénie en outre toute unité nationale. Notre pays est un territoire fron-

tière sans cesse disputé entre deux peuples, Germains et Slaves. L'expérience de la Belgique à l'Ouest serait donc suffisante pour que l'Allemagne ne commette pas les mêmes erreurs dans l'Est à l'égard de la Lituanie :

A l'avenir de semblables questions ne doivent se régler ni à l'aide de la morale, ni à l'aide du droit, mais bien en prenant uniquement pour base l'intérêt allemand. (*Tägliche Rundschau.*)

Que resterait-il de notre indépendance si ces souhaits se réalisaient? Une expression géographique, comme on le voudrait sans doute. Mais le nom de notre peuple que les Chevaliers teutoniques pas plus que les Russes n'ont pu véritablement rayer de la carte européenne, résistera encore à ces attaques, car il s'est mesuré avec les prédécesseurs de ceux qui les dirigent actuellement. Certes, luttant contre deux forces opposées, entre l'anarchie russe dont il se détache, et le germanisme qu'il redoute, notre peuple se trouve dans une situation difficile, mais s'il se dit lituanien, il pense en lituanien et vit, comme ses aïeux, d'une civilisation lituanienne sans mélange, sur un territoire que nos pères ont défendu de toute leur âme. Il reste digne de ses aînés en prétendant qu'il a le droit de fleurir librement suivant ses tendances nationales, et il le prouve depuis trois ans. (Occupation allemande.)

Que penser alors de la Conférence faite par le Dr V. Rumcke dont *La Post* nous donne un résumé? Le Dr Rumcke y assure que les territoires occupés par l'Allemagne dans l'Ouest ne doivent pas être abandonnés, car le germanisme y trouvera un solide terrain de développement? A l'en croire, le pays serait au point de vue agricole de 100 à 150 ans en arrière sur l'Allemagne et la population y accuserait des traces sensibles de dégénérescence. Le seul élément sain y serait représenté par le germanisme qui, convenablement dirigé, pourrait donner d'excellents résultats. « L'Est et l'Ouest, dit-il, représentent pour nous des conditions vitales sur lesquelles nous devons compter. »

Il serait superflu de s'attarder à ces élucubrations. Elles procèdent d'un esprit outrancier que la folie annexionniste aveugle au point de négliger les plus claires réalités affirmées cependant par le désir de tout un peuple dirigé par ses intellectuels. Comment peut-on traiter de dégénéré un peuple qui fut privé pendant environ 40 ans de livres écrits dans sa propre langue et qui, malgré les autres tracasseries inhérentes au système de

domination russe, sut tout de même en cachette, au mépris de la Sibérie qui guettait les récalcitrants, n'avoir que 38 % d'illettrés, dans une Russie où leur nombre varie de 67 à 80 %, à côté de la Pologne où il atteint 54 %? Il s'agit bien plutôt de dégénérescence en Allemagne où sévit le « Zweikindersystem », alors qu'en Lituanie les familles ont couramment de 5 à 6 enfants.

Il est vrai qu'à propos d'une « plus grande Lituanie » la *Deutsche Tageszeitung* nous vante le bonheur de nos frères Lituaniens de Prusse et nous convie à admirer la productivité de leurs champs qui va de pair avec la liberté de culture dont ils jouissent ; seule l'intensité du travail allemand pourrait atteindre les mêmes résultats cehz nous ; bien mieux c'est aux travailleurs allemands que nous devons notre relative prospérité ! Comme conséquence on nous présente un programme de réorganisation économique, la Lituanie restant seulement, en définitive, un glacis militaire nécessaire à l'Allemagne pour se protéger contre le retour des attaques russes.

C'est tout; cela paraît bien peu à l'auteur qui soutient sans doute son sens politique peu avisé par d'incontestables qualités d'humoriste, mais c'est encore trop pour nous, car nous affirmons et défendons, quoi qu'il en dise, notre « vivante tradition » du grand empire lituanien qui, il y a 300 ans, allait de la Baltique à la mer Noire, car nous sommes les héritiers des héros qui firent grand notre pays et jamais nous ne renierons leurs enseignements.

L'auteur a beau nous promettre la liberté de notre langue dans l'enseignement et dans l'administration qui serait autonome quoique limitée par les nécessités d'Etat de l'Empire allemand. On voit déjà où il veut en venir et nous ne nous étonnons plus de son audace lorsqu'il ajoute :

Il faut pourtant se rappeler que ces territoires ont été conquis par nos armées et que, par suite, ils sont devenus *la propriété de l'Etat allemand* qui exerce sur eux tous ses droits de souveraineté. Ce n'est pas un traité de paix qui en reconnaîtra le fondement juridique ; il ne peut au contraire qu'apporter la confirmation de l'*état de fait* créé par la conquête. Une déclaration d'indépendance à l'égard de la Lituanie ne signifierait pas la disparition de la souveraineté russe qui a déjà cessé d'exister, mais bien la disparition des droits souverains de l'Empire allemand. Les événements de Pologne nous ont suffisamment appris pour que nous ne désirions pas les voir se renouveler dans la Lituanie que nous avons libérée.

C'est le bouquet, on pouvait s'y attendre ! Nous savions déjà que malgré le prétendu libéralisme prussien, il n'y a pas une seule école lituanienne en Lituanie prussienne. L'exposé de l'auteur n'est cependant pas fait pour nous allécher. Puisque en montrant les différences des deux régimes, il veut nous convaincre de l'excellence de sa thèse, *nous lui dirons que rien n'est plus beau que la liberté.* Nous préférerions une misère dorée sur nos terres libres plutôt qu'accepter la prospérité économique au prix de notre indépendance. Mais le sol de la Lituanie est aussi généreux que sa race est vigoureuse. *Nous ne laisserons pas à d'autres le soin de cultiver nos terres ni celui de diriger nos destinées. Le Lituanien n'a foi qu'en lui-même.*

La *Kölnische Zeitung*, publiant une lettre d'un Sozial-demokrat, paraît se faire volontiers l'écho de ces fables. L'auteur repousse l'annexion brutale, mais il recommande une « annexion déguisée » qui accorde une certaine autonomie pour les affaires intérieures mais qui ignore le principe de l'indépendance des nationalités, dont la reconnaissance complète n'est pas possible et qui, d'après ce singulier socialiste, acceptable en théorie, est inapplicable en pratique.

Aussi bien la *Tägliche Rundschau* se demande-t-elle ce que l'on peut attendre de Brest en Lituanie ? Cette question l'amène à déclarer que c'est une nécessité pour les Allemands de conserver une partie de la Lituanie et de la Courlande en même temps que de soumettre à la régie allemande les ports de Libau et de Riga ; les Allemands n'ont-ils pas le devoir primordial d'entraver par tous les moyens l'indépendance de ces deux pays ? Ainsi, continue cette feuille, la question qui se pose à Brest en Lituanie, la seule politique et historique et, par suite, la seule nécessaire, n'est pas de savoir si la Courlande et la Lituanie deviendront allemandes ou seront dotées de roitelets, mais bien de savoir si elles restent allemandes ou si elles retombent sous la tyrannie polonaise.

Pour nous qui n'attendions rien de Brest en Lituanie, nous n'avons pas de déconvenue. La *Post* se demandait si les peuples-frontière y étaient « le sujet ou l'objet des négociations ». En réalité, ils n'étaient ni l'un ni l'autre et l'attitude adoptée à leur égard se basait sur les nécessités du moment. On a refusé à la Lituanie le droit de prendre part aux pourparlers malgré la demande du Conseil d'Etat. Aucune des deux parties ne tenait réellement à voir les nationalités détachées de la Russie assister aux conférences préliminaires de Brest en Lituanie.

Ce point de vue gouvernemental a d'ailleurs été soutenu

avec une quasi unanimité par la presse des Empires centraux. L'*Arbeiter Zeitung* est un des rares organes qui ait le courage d'en montrer l'injustice.

En réalité, aucune des deux parties ne tenait à voir les nationalités détachées de la Russie assister aux conférences préliminaires de Brest en Lituanie. Aussi l'article de l'*Isvestia* intitulé « Le Masque est tombé », qui reproche à juste titre aux Allemands leurs méthodes en Lituanie et leur volonté de garder les pays conquis, devrait-il en même temps mentionner que nos prétendus « gouvernements bourgeois » ne nous ont guère valu plus de sympathie de la part des maximalistes. Le gouvernement maximaliste accuse lui-même cette tendance, dans une note où il reproche aux Allemands d'avoir créé une « prétendue indépendance de la Lituanie » en compensation de la déclaration d'indépendance polonaise.

Les maximalistes sont mal qualifiés pour porter une appréciation sérieuse et ils feraient mieux d'appliquer pour leur propre compte la suite dans les idées dont ils se plaignent chez les Allemands.

Certes, les questions polonaise et lituanienne sont intimement liées entre elles. Nous le savons, nous, qui avons encore à lutter contre les troublants souvenirs d'une gloire défunte, que les Polonais eux-mêmes, aidés de l'Entente, voudraient bien ressusciter à nos dépens. Pourtant, si les Alliés savaient que de déconvenues ils se réservent en favorisant à la légère le rêve suranné d'une plus grande Pologne ! s'ils savaient que de discordes sa réalisation entraînerait, ils se mettraient à l'étude approfondie de la question lituanienne. Il en résulterait immédiatement comme ligne de conduite politique future l'abandon de la croyance à ce dogme sacro-saint — la Pologne contre-poids en Orient !

Ainsi à part les menées pangermanistes, nous avons encore à souffrir des prétentions polonaises qui, jointes aux efforts de l'Entente, tendraient à réaliser à nos dépens le rêve d'une plus grande Pologne. La *Zeit* nous rapporte que le Professeur Delbrück fit, devant l'association polono-allemande, une conférence au cours de laquelle il démontra la possibilité d'une union entre la Lituanie et la Pologne, pour ne faire qu'un seul Etat de ces deux pays. De cette façon, Vilnius, vieux centre de culture polonaise (!), reviendrait à la Pologne. La *Neue Zürcher*

Zeitung nous apprend encore que tous les partis polonais de gauche ont déclaré qu'il y avait un intérêt vital pour les peuples polonais et lituanien à créer une union basée sur l'indépendance des deux nations. Nous répondons catégoriquement : « Jamais aucune de ces éventualités ne se produira. » Nous laissons la Pologne en paix et l'on ne nous accusera jamais à son égard de « panlituanisme ». Pourquoi n'en fait-elle pas autant ? Pourquoi contester sans motifs le caractère historiquement et etniquement lituanien de Vilnius, notre capitale. Leur contestons-nous Varsovie ? Pourtant les socialistes polonais, eux-mêmes, soutiennent ces tendances. On s'en rend compte par un entrefilet du *Temps* annonçant une réunion des « socialistes de Pologne et de Lituanie ». Or, jamais les socialistes lituaniens n'ont été à Varsovie ; les socialistes des deux pays ne se sont jamais réunis. C'est encore une manigance des socialistes polonais qui s'ingèrent dans les affaires lituaniennes où ils sont de trop. S'ils pouvaient seulement s'en rendre compte ! s'ils comprenaient qu'il ne convient plus d'envisager à nouveau, dans l'intérêt des deux pays, des combinaisons politiques passées !

On dirait, en vérité, que les malheurs du peuple polonais n'ont pas encore réussi à lui enseigner la sagesse.

Ces quelques précisions suffiront sans doute à indiquer au « Neuchâtelois », contrairement aux affirmations de L. B., que nous n'avons pas de sympathie pour les Polonais et que nous n'accepterons pas de nous joindre, — en restant Lituaniens, — au futur Etat de Pologne. Qu'on le sache bien ! nous repousserons unanimement les propositions les plus tentantes dans ce sens.

Malgré tout, pendant que notre peuple, en lutte aux diverses convoitises, souffre et gémit sous le joug militaire allemand qui tache d'entraver l'essor indépendant de ses facultés nationales, sa vitalité s'affirme en même temps par sa force de résistance. Pourrait-il en être autrement d'une nation à qui une grande homogénéité, un long passé de gloire, un faisceau d'aspirations communes, ont donné une originalité qui se manifeste dans tous les domaines ? *(A suivre.)*

L'État lituanien et le gouvernement de Suvalkai.

II. Considérations économiques, géographiques et stratégiques.

(*Suite.*)

Le Gouvernement de Suvalkai est tout aussi important pour la Lituanie au point de vue économique, qu'au point de vue ethnographique et historique. Ici encore, nous trouvons de fortes raisons pour réclamer un territoire qui, par le régime de la propriété, les cultures, l'élevage, les forêts, l'état de l'industrie, du commerce et les voies de communications, est profondément lituanien. Il réunit tous les caractères des autres gouvernements lituaniens que l'on ne nous conteste pas ; joint à eux, il permet de dire que la Lituanie est un pays presque exclusivement agricole et on parle aussi de lui lorsqu'on répète, comme on l'a si souvent fait ces derniers temps, qu'au point de vue économique la Lituanie est le pays des possibilités illimitées. Si la Lituanie doit devenir un jour un pays industriel, ce n'est pas dans le Gouvernement de Suvalkai qu'elle ira prendre ce qui lui manque pour cela, car, comme le reste de la Lituanie, ce gouvernement est habité par des paysans qui sont au nombre de 514 826, sur une population de 632 734[1]. Et il est impossible de soutenir que les caractères distinctifs essentiels de la Lituanie ne s'y retrouvent pas au point de vue économique.

C'est même là que le sol est le plus fertile. Les bons terrains occupent 36 %, les moyens 59 %, et les mauvais seulement 10 % de la superficie totale[2]. Il y a 47 % de terres labourables, 12,4 % de prairies, 8 % pâturages, 22,8 % forêts, 2 % bâtiments et jardins, 6,8 % à peine de terres incultivables (statistique de 1894).

Cet avantage est encore accru par la bonne répartition des terres, plus de la moitié du sol se trouvant entre les mains des paysans, 57 %, avec 65 667 fermes. On voudrait le rattacher à la Pologne, mais son régime foncier l'en écarte singulièrement,

[1] Statistique de 1909.

[2] Statistique de la Banque agraire.

car, alors que dans ce dernier pays les propriétés, très morcelées, ne peuvent pas nourrir le paysan qui les cultive, dans le Gouvernement de Suvalkai, au contraire, l'étendue moyenne des fermes paysannes est de 12 hectares, ce qui permet à chaque exploitant de vivre sur son fonds, mais difficilement, il est vrai, quand le sol est mauvais.

Moins nombreux qu'ailleurs, les grands propriétaires fonciers n'occupent que 22,5 % de la superficie totale : les domaines de l'Etat, au contraire, occupent 17 %[1] contre 6 % dans le gouvernement de Kaunas et 10,6 % de celui de Vilnius.

Il convient de remarquer que les domaines de la couronne proviennent des expropriations qui ont été opérées par le Gouvernement russe à la suite des révolutions de 1831 et de 1863, pour punir les malheureux Lituaniens. C'est l'Etat lituanien qui reprendra ces terres et les répartira aux colons, qui afflueront de l'étranger, où le gouvernement russe et sa mauvaise administration foncière les avaient contraints de se réfugier. Il accentuera ainsi davantage le caractère de la petite propriété lituanienne, en procédant, grâce à ces domaines, à une égale division des terres. Sans eux, et sans la possession du Gouvernement de Suvalkai, où trouverions-nous le sol qu'il nous faut pour installer *chez nous* ces gens de notre race que le despotisme a chassés de leur patrie ? Les autres Gouvernements n'y suffisent pas, et c'est dans ceiui de Suvalkai que les domaines de la couronne sont les plus considérables[2]. D'autre part, la mauvaise administaation des grands propriétaires fonciers a eu pour conséquence la diminution de leur nombre. Les Lituaniens ont racheté quelques-unes de leurs terres et la situation difficile dans laquelle se trouvaient les autres a encore été augmentée du fait de la guerre, qui a enlevé à ces grands propriétaires tout espoir de restauration. Ce fait montre encore la tendance au morcellement, et l'accroissement de la petite propriété qui en résultera, lorsqu'après la guerre ces domaines seront rachetés et partagés par les nouveaux colons.

Aussi bien, par suite de cette harmonieuse répartition du sol, qui équilibre les forces sociales et qui est un des traits distinc-

[1] Aschmies, Land und Leute in Litauen, Breslau. — Travaux du Comité de statistique de Varsovie, fascicule n° 21 (1905).

[2] Travail du Comité de statistique de Varsovie, n° 39 (en russe). Les majorats de Joseph Kuczkowski. Les majorats dans le royaume de Pologne, dans l'*Economiste*, 1907, Ire et IIe parties (en polonais) ; lire également dans cette revue une liste de tous les majorats.

tifs du régime de la propriété en Lituanie, l'état de l'agriculture y est-il déjà plus florissant qu'ailleurs. C'est sur ce terrain excellent que l'on a le plus poussé en Lituanie la culture intensive et les résultats, qui en ont été remarquables, donnent une certaine aisance aux paysans, notamment à ceux habitant dans le nord du gouvernement. Son rattachement à la Lituanie produira l'effet le plus salutaire sur les autres gouvernements, en les amenant à employer à leur tour la culture intensive, ainsi que des procédés de culture plus modernes.

Produisant plus de céréales panifiables qu'il ne lui en faut pour sa consommation, il peut écouler ce qui lui reste dans les gouvernements de Vilnius et de Gardinas dont la production est précisément déficitaire. Ce fait, important pour la vie économique de la Lituanie, permet de mesurer la valeur de ce gouvernement qui assure ainsi la stabilité de notre marché intérieur.

L'élevage ne le cède en rien à l'agriculture, et le gouvernement de Suvalkai contribue au bon renom du bétail lituanien, qui, avec le bétail tscherkesse, est tenu pour le meilleur en Russie. Bien que le rendement de l'élevage soit encore insuffisant eu égard à la richesse du pays ; il suffira de faciliter l'exportation et la consommation de la viande pour obtenir de meilleurs résultats. On peut juger de l'état actuel de l'élevage par la statistique suivante, qui donne pour 1911 :

Chevaux	Bêtes à corne	Moutons	Porcs
104 000	124 000	141 000	75 000

ce qui donne, par 100 habitants une moyenne de

18	21	24	14[1]

Une autre source importante de richesse est représentée par la volaille, notamment par les oies, que des quantités de wagons exportaient en Allemagne, ainsi que par les œufs, dont la valeur totale d'exportation atteignait en Lituanie 3 millions de roubles.

Le Gouvernement de Suvalkai n'est d'ailleurs pas resté étranger à l'admirable mouvement qui s'est produit en Lituanie afin d'organiser l'agriculture, et par là il a encore une fois prouvé combien il vivait économiquement aussi bien qu'intel-

[1] Aschmies, op. cit.

lectuellement avec le reste de la Lituanie. Sous la direction de personnes cultivées, il a aussi fondé des unions agricoles, des cours d'agriculture ; il a organisé des concours agricoles privés, institué des récompenses. C'est dans le gouvernement de Suvalkai, à Mariampol, que les Lituaniens ont créé une école d'agriculture, avec des terrains d'expérience. Ce mouvement s'est encore affirmé par des laiteries coopératives, des coopératives de consommation, des caisses d'épargne et de prêts. De pareilles associations agricoles, qui ont particulièrement porté leur intérêt vers l'industrie laitière, ont considérablement augmenté la production du beurre et du fromage, qui sont d'importants articles d'exportation. Comment ne verrait-on pas là le signe certain d'intérêts économiques identiques qui se manifestent par des besoins analogues ?

Le développement du commerce dans le gouvernement de Suvalkai va d'ailleurs aussi de pair avec celui des organisations bancaires et des organisations de crédit. Les nombreux marchés annuels facilitent le commerce intérieur de la Lituanie ; mais il faut pour le grand commerce des organismes mieux adaptés et la Lituanie (avec elle le gouvernement de Suvalkai), de façon générale, en est assez richement pourvue, puisque le nombre total des institutions de crédit s'y élève à 790, avec un chiffre d'affaires de 262 millions de roubles par an.

Les voies de communication entrent également en ligne de compte, malgré leur infériorité générale en Lituanie. Et à cet égard, le gouvernement de Suvalkai, si l'on considère la longueur totale, n'a que 287 km. de voies ferrées. Mais la ville de Suvalkai elle-même se trouve sur la grande ligne de Petrograd à Varsovie qui traverse le territoire lituanien reliant plusieurs grandes villes lituaniennes. De Suvalkai partent aussi les embranchements se dirigeant sur Oranai (141 km.) et sur Gardinas (32 km.). Nous espérons par un accroissement considérable du système ferroviaire et du réseau routier, réaliser plus parfaitement encore la cohésion du pays lituanien. La création et l'amélioration des voies fluviales existantes facilitera beaucoup cette œuvre. Déjà dans le gouvernement de Suvalkai se trouve le grand canal d'Augustavas, qui relie le Nemunas à la Vistule par le Bobr-Narev et qui est essentiel pour la liaison du pays lituanien indépendamment du point de vue stratégique, qui fait de lui une barrière en cas d'invasion.

De pareilles considérations jointes aux revendications historiques et ethnologiques démontrent suffisamment l'intérêt économique que présente pour la Lituanie le gouvernement de Suvalkai. Couvrant une surface de 10668 verstes carrées avec une population de 633000 habitants (statistique de 1909), ce qui donne une densité de 59,3 par verste carrée et de 52, 1 au kilomètre carré. La population est assez homogène, puisqu'il y a seulement 12,7 % de Juifs immigrés et 5,8 % d'Allemands. Par son régime agraire, la nature de ses cultures, son développement commercial, industriel et bancaire, en même temps que par les voies de communicaiion qui le relient à l'ensemble du pays, il fait bien partie de ce tout concret qui, à différents points de vue, constitue la Lituanie composée des quatre gouvernements de Vilnius, Kaunas, Gardinas et Suvalkai.

Mais le principal article d'exportation en Lituanie reste le bois, et c'est ce qui donne dans ce pays à la forêt une importance plus grande que partout ailleurs. Le gouvernement de Suvalkai est aussi très boisé, il a des forêts géantes et impénétrables, qui couvrent, comme dans les autres gouvernements, environ un quart du sol, exactement 22,8 %. Il contribue donc à donner à la Lituanie ce caractère forestier qui lui permet de chiffrer les exportations de bois s'écoulant vers l'Allemagne par le Nemunas à 30 millions de marks par an. En 1913 la valeur du bois exporté par le Gouvernement de Suvalkai atteignait 2 212 323 marks.

Ce sont aussi, annuellement, plusieurs millions de trains de bois qui se dirigent vers l'étranger et augmentent notre richesse. La mauvaise exploitation des grands propriétaires fonciers russes et de l'Etat, ce dernier détenant la presque totalité des forêts, a déjà considérablement amoindri cette importante source de revenus. Au contraire, les justes répartitions que nous ferons de ces terres aux colons qui reviendront dans leur patrie libérée auront pour résultat un soin plus grand dans l'économie des coupes. Mieux cultivées, plus sagement exploitées, les forêts seront ainsi susceptibles de nous fournir encore, sous forme de charbon de bois ou de tourbe, le combustible nécessaire à la production industrielle. Cet argument a toute sa valeur, car on nous reproche de manquer de houille, ce qui, d'après nos détracteurs, semblerait nous vouer à une existence économique précaire. La richesse du sol compensera la pauvreté du sous-sol.

Cette industrie considérable du bois est à peu près notre seule industrie. Il faut, pour la porter à son maximum et pour faciliter directement chez nous la transformation des bois (scieries, cellulose, etc.) que nous unissions tous les territoires lituaniens susceptibles de nous être utiles à ce point de vue.

Car nous tendrons de plus en plus nos efforts vers l'établissement d'une industrie adoptée aux productions de notre sol. Sans doute le nombre des commerçants n'est pas d'une façon générale très élevé en Lituanie et dans le Gouvernement de Suvalkai, en particulier, il ne s'élève qu'à 6000, mais comme les exportations portent principalement sur les produits du sol (bois, lin, céréales, etc.), l'intégration de ce gouvernement à la Lituanie nous est nécessaire pour former un tout économique. Grâce à lui, nous pourrons continuer nos exportations et les augmenter même. Sans lui, nous devrons nous contenter d'un marché fermé exclusivement lituanien.

Ces mêmes considérations s'appliquent à l'industrie proprement dite et aux fabriques. Elles sont encore plus nombreuses : 511 dans le Gouvernement de Suvalkai, occupant 4938 ouvriers et produisant 6,9 millions de roubles de marchandises par an. Ces industries sont presque toutes concentrées dans le cercle de Vilkaviškiai qui acquiert ainsi pour nous une grande valeur. Quoique le Gouvernement de Kaunas soit relativement riche en industries de diverses sortes, nous ne pourrons pas nous désintéresser de ce cercle. Il représente un accroissement très intéressant de l'industrie lituanienne et, en attendant que le développement industriel de la Lituanie soit poussé plus loin, il contribuera à nous permettre d'organiser notre production nationale de façon à réaliser un ensemble économique qui se suffise à lui-même, au lieu de nous rendre tributaires de l'étranger.

Les petits métiers n'employant pas la force mécanique dominent. Quant aux exploitations plus grandes, celles que l'on peut proprement appeler fabriques, avec une moyenne de 16 à 20 ouvriers, leur nombre, qui était en 1907 de 78, était de 87 en 1911. Pendant le même temps, le nombre des ouvriers qu'elles employaient s'est élevé de 1115 à 1638. Elles transforment principalement les produits du sol. Aussi, trouvons-nous ici, comme dans le reste de la Lituanie, principalement des moulins, des distilleries, des brasseries, des tanneries, des fabriques de cuir et des fabriques de produits alimentaires.

III. Le gouvernement de Suvalkai, foyer du mouvement nationaliste lituanien (Piémont lituanien).

Du nombre passons à la qualité. Le foyer de la Renaissance lituanienne est précisément ici, dans ce pays que l'on voudrait nous contester ; c'est ici que même sous le régime de l'oppression se sont conservées le mieux les traditions nationales et c'est d'ici également qu'est parti le signal du mouvement pour l'indépendance lituanienne.

Au point de vue juridique, nous nous trouvons en présence de lois nationales et d'un droit civil particulier, de même que dans le domaine du droit public le pays est doté d'administrations municipales autonomes ; il faut nous borner à indiquer ces ordres de fait sans entrer dans des développements qui sortiraient de notre cadre actuel ; constatons en deux mots que ce peuple a ses lois et son administration propres ; comme lui, les unes et les autres sont lituaniennes.

Au point de vue linguistique, c'est encore ici que se sont conservées les traditions nationales. Lors de l'interdiction d'imprimer des livres en langue lituanienne, c'est dans le gouvernement de Suvalkai que les ouvrages édités à l'étranger entrèrent le plus facilement, grâce à l'appui des fidèles champions de la cause nationale et à la contrebande à travers la frontière prussienne. Plus tard, lorsque cette prohibition cessa, c'est dans le gouvernement de Suvalkai que les journaux de langue lituanienne se sont le plus répandus et que florirent le plus d'associations et de cercles à tendances patriotiques et nationales.

L'élément polonais tenta bien à une époque de réagir et d'enrayer le développement de la langue du pays ; cette propagande polonaise se manifesta surtout par l'Eglise ; c'est l'évêque Strashinski, au XIXe siècle, détracteur systématique de la nation et de la langue lituaniennes, qui envoie dans les paroisses les plus incontestablement lituaniennes des prêtres polonais et défend de chanter en lituanien ; un exemple caractéristique de ces procédés polonais est fourni par le cas de Mgr Jacob Choinski qui, curé pendant 40 années d'une paroisse lituanienne, ne daigne apprendre la langue à ses ouailles ; ce sont tous les prêtres polonais s'efforçant de poloniser à tout prix les cercles de Kalvarija

et de Seinai, et les habitants qui, ignorant absolument le polonais, en sont réduits à ne plus pouvoir suivre le culte; ce sont encore de nos jours des tentatives continuelles de polonisation parmi les populations de la frontière : les éléments polonais jouissent de droits plus étendus, leurs demandes sont accueillies, et celles des Lituaniens systématiquement écartées; c'est par exemple la paroisse de Baceilai où la moitié de la population est lituanienne et où cependant aucune cérémonie n'est célébrée en lituanien ; c'est encore la cathédrale de Seinai où, bien que les 4/5 des habitants de la paroisse soient lituaniens, tous les chants religieux, tous les sermons, à l'exception d'un seul, après la Messe, sont en langue polonaise. Si nous ne craignions pas de sortir des cadres du présent exposé, nous pourrions multiplier des faits de ce genre, dénotant infailliblement de la part des éléments polonais une volonté bien arrêtée de dominer et même d'annihiler, s'ils le pouvaient, la population lituanienne là où elle se trouve en minorité, alors qu'au contraire le clergé lituanien agit dans les cas inverses, dans un esprit de respect de leurs droits vis-à-vis des éléments polonais de leurs paroisses.

Et cependant tous ces efforts audacieux et contraires à toute justice des autorités polonaises de l'Eglise n'ont abouti à rien en raison de la vitalité surprenante du peuple et de la langue lituanienne : cette dernière s'est conservée dans le gouvernement de Suvalkai dans les temps héroïques de l'oppression pour fleurir et se répandre ensuite dans tout le pays lituanien après 1905.

Parallèlement au développement de la langue lituanienne les établissements d'enseignement se multiplient et une élite intellectuelle se forme.

C'est la société « Ziburys » (La Lumière) qui s'occupe spécialement du développement de l'enseignement avec ses 60 filiales; un gymnase, 25 écoles primaires témoignent de son activité; et avant la guerre, elle avait achevé la construction d'une école d'agriculture sur un terrain de 500 ha. acquis par elle.

Elle possède 60 bibliothèques, annexées à chacune de ses filiales, des salles de lecture où les éléments populaires peuvent se réunir et où ils trouvent des journaux, des périodiques et des livres lituaniens.

Le gouvernement de Suvalkai a produit : Des savants célèbres, comme Jablonskis, Laukaitis, prof. Dr. Bućys, prof. Dr

Matalaitis et d'autres ; dans le domaine musical, des hommes comme Sasnauckas, grand compositeur, l'un des chefs de la musique nationale renaissante. C'est encore ce pays qui donna le jour au grand poète, homme de lettres et musicien, V. Kudirka, dont la réputation dépasse les limites de son pays ; aux artistes peintres et sculpteurs les plus célèbres de la Lituanie comme Rimśa, Zmuidinavitsius et Ćurlonis.

En dehors du domaine universitaire, artistique ou scientifique, ce pays a donné aussi à la Lituanie un grand nombre de patriotes, Dr Civinskas, Vailokaitis, J. Gabrys, les Frères Matulaitis, Dr V. Bartuska, Mgr Steponaitis, etc., protagonistes de l'idée nationale lituanienne, dont le leader, — homme vénéré entre tous, lutteur infatigable, martyr de sa cause, exilé pendant longtemps, mais qui recevra la juste récompense de ses inlassables efforts, conformément aux vœux unanimes de toute la Lituanie, qui salue en lui son chef, — est le patriarche Bassanavicius.

Au point de vue économique enfin, c'est encore le gouvernement de Suvalkai qui est le plus développé (c'est peut-être la raison des convoitises étrangères ?). La ville de Mariampolis est le siège de la société coopérative « Żagre », qui a des succursales dans presque toutes les villes du gouvernement et possédait avant la guerre un capital annuel de roulement de trois millions et demi de roubles. Dans le but de favoriser les progrès agricoles du pays, cette société fournissait aux paysans toutes les matières premières, instruments aratoires, engrais et autres produits dont ils avaient besoin. C'était une société essentiellement coopérative d'ailleurs, vu que les 4/5 des actions appartenaient à des agriculteurs.

Conclusion.

Dans les pages qui précèdent, nous croyons avoir familiarisé quelque peu le lecteur avec les pays de l'Europe Orientale, et d'une manière aussi succincte que possible avec une de ces régions que des esprits prévenus pensent pouvoir faire l'objet de contestations entre différents Etats existant ou devant naître.

Nous croyons avoir démontré qu'il n'en saurait être ainsi du gouvernement de Suvalkai, car la question de savoir à qui il appartient ou à quel Etat il doit être rattaché, ne se pose même pas. Il est lituanien.

Il est lituanien, et par la grande majorité de ses habitants,

et par sa langue, et par ses aspirations nationales, et par ce que ses grands hommes ont fait et souffert pour la cause lituanienne, et pour des raisons géographiques, économiques et stratégiques. Il ne saurait donc appartenir qu'à l'Etat lituanien dont il constitue une partie essentielle.

Lituanien il fut à l'heure de l'oppression étrangère : lituanien il doit être à l'heure de la reconstitution de l'Etat national lituanien. Et ce sera justice.

Dr V. Bartuska.

Faits et Documents.

Démenti lituanien.

L'Agence polonaise Centrale communique, avec un empressement excessif, *Urbi et Orbi*, une résolution du Conseil d'Etat lituanien concernant la proclamation de l'indépendance de la Lituanie.

Il s'est glissé dans ce communiqué plusieurs inexactitudes qu'il est de notre devoir de rectifier.

1° A notre connaissance, il n'est pas exact que la deuxième partie de la résolution telle qu'elle figure dans la version polonaise et relative à « l'Union (Bundesanschluss) de l'Etat lituanien avec l'Empire allemand » ait été votée par la « Taryba » (Conseil d'Etat lituanien). Seule, la première partie de la dite résolution a été adoptée.

2° Il n'est pas davantage exact qu'on ait voulu tenir secrète la résolution relative à la proclamation de l'indépendance de la Lituanie. Elle a été bien plutôt immédiatement publiée dans l'organe officiel du Conseil d'Etat *Leituvos Aidas* (N° 5 de 1918) et nous a été communiquée afin de notifications utiles à tous les Etats belligérants et neutres en vue de la reconnaissance de l'indépendance du pays.

3° Il est inexact que toutes les négociations de la « Taryba » avec le gouvernement allemand en vue de la reconnaissance de l'indépendance lituanienne aient été suspendues ; elles suivent bien leur cours et sont sur le point d'aboutir.

Le Bureau lituanien, tout en exprimant sa reconnaissance à l'Agence polonaise centrale pour la « rapidité » de ses informations et la large publicité qu'elle assure aux affaires de la Lituanie, lui demande toutefois d'y apporter à l'avenir plus d'exactitude et d'impartialité.

La presse lituanienne en Lituanie occupée.

La presse lituanienne, écrit la correspondance B., a pris dans la seconde moitié de l'année dernière, un essor remarquable. Jusqu'alors, ne paraissait que le journal *Dabartis* (le Présent) à Kaunas, édité par les autorités administratives allemandes et là aussi la revue religieuse *Ateitis* (l'Avenir). L'avenance soutenue des autorités allemandes, qui a accordé aux Lituaniens, dans la Taryba (le Conseil d'Etat), la formation d'une représentation à eux, leur a permis également d'éditer un journal complètement indépendant qui leur appartient, à savoir *Lietuvos Aidas* (Echo lituanien) qui paraît à Vilnius.

Le *Dabartis* et le *Lietuvos Aïdas* paraissent tous deux trois fois par semaine en éditions semblables et avec à peu près le même succès. Relativement au contenu, ils se complètent en ce sens que la *Dabartis* fait connaître aux Lituaniens les vues des autorités allemandes, et *Lietuvos Aïdas* celles de la Taryba ainsi que du centre national lituanien sur les questions du jour. Aucun homme politique lituanien ne peut les ignorer l'une et l'autre.

Les commencements d'un renouveau politique ont paru rendre désirable aussi la fondation de feuilles de partis. La droite, le parti catholique a fondé à Vilnius *Terynés Sargas* (Gardien de la Patrie); à Kaunas, elle publie, depuis quelques jours, la *Venybe* (Concorde). L'organe de la gauche démocratique est *Darbo Balsas* (Voix du travail) qui paraît également à Vilnius. Il a adressé son article de Nouvel-An « aux mains calleuses de Lituanie ». Avec leurs tendances éminemment de parti, ces feuilles importent peu pour le dehors. Le peuple lituanien lui-même leur accorde l'attention qu'elles méritent. Le grand intérêt que le peuple lituanien accorde, avec raison, au développement du régime scolaire, a fait naître le projet de la fondation d'une revue mensuelle pédagogique, dont on prépare la publication en ce moment.

Il paraît, depuis le mois d'octobre, à Berlin, trois fois par mois, une feuille illustrée *Das Neue Litauen* qui cherche à éveiller l'intérêt de l'opinion publique allemande pour la Lituanie. Elle est publiée par des amis et des personnes de haute compétence en matière de questions lituaniennes. Il est certain que la situation n'est pas encore celle de la presse lituanienne d'avant-guerre qui comprenait soixante-dix journaux, dont deux quotidiens, à Vilnius.

L'avenir de la Lituanie.

Entretien avec l'évêque de Kaunas.

Lors de son séjour à Berlin, Mgr. Karevićius, évêque de Kaunas, a accordé à un rédacteur du *Lokal-Anzeiger* une interview dont voici les termes essentiels. L'évêque a parlé de sa visite au grand quartier général, où il a pu saluer le maréchal de Hindenburg et le général Ludendorf, et a ajouté qu'il avait aussi rendu visite à l'archevêque de Cologne, le cardinal de Hartmann, pour le remercier des dons qui ont été recueillis en Allemagne pour la Lituanie. Il s'est exprimé en ces termes sur son séjour à Berlin : « Je suis venu ici pour exposer aux cercles dirigeants allemands que le moment était venu de procéder à la création d'un Etat lituanien indépendant, qui naturellement, chercherait à s'appuyer sur l'Allemagne. Les Lituaniens estiment qu'il serait temps de créer en Lituanie des institutions analogues à celles qui fonctionnent déjà en Pologne ; nous escompterions en conséquence une reconnaissance de la Lituanie comme Etat indépendant. Un règlement définitif de la formation de l'Etat lituanien pourrait encore demeuré réserver à l'avenir pour ne se réaliser qu'en présence de la restauration d'une situation normale. Ce que nous avons en vue, c'est un Etat monarchique, édifié sur une base chrétienne et conservatrice. Cela répondrait aussi absoulment aux idées de la grande majorité de la population lituanienne, religieuse et conservatrice. Il n'y a pour faire bande à part que certains éléments peu nombreux de la population qui ont commencé une propagande très active pour nouer avec la Russie et pour amener de cette manière la réunion de la Lituanie à ce pays. Je suis persuadé que nous arriverons avec l'Allemagne à des relations amicales qui, à l'avenir, profiteront aux deux partis. Les propositions seront soumises à l'Empereur, et il n'est pas invraisemblable que dès maintenant, au cours de négociations qui doivent avoir lieu au grand quartier général à l'occasion de la présence du Chancelier et du Secrétaire d'Etat de Kühlmann, la question lituanienne elle aussi fasse l'objet d'un échange de vues.

Litauische Armee Zeitung, Wilna, 19 février 1918.

A propos du souverain de Lituanie.

Le Bureau d'information de Lituanie, à Lausanne, est chargé, par le Conseil national lituanien, de faire la déclaration suivante :

Le bruit de l'élévation au trône de Lituanie d'un membre de la

famille royale de Saxe ainsi que de l'éventualité d'une Union personnelle entre la Lituanie et ce royaume, bruit qui fait actuellement le tour de la presse allemande, devance les événements.

Etant donné que la Lituanie aspire à une indépendance complète, seule conforme au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ainsi qu'aux multiples reconnaissances de ce principe par le gouvernement allemand, lui-même ne saurait être envisagé comme une solution acceptable au peuple lituanien.

Les rapports Lituano-Polonais.

(*Lettre de M. Wm Martin.*)

Lausanne, le 5 février 1918.

Monsieur William Martin, Rédacteur
au *Journal de Genève*, GENÈVE.

Monsieur,

I. — Vous écrivez entre autres que Vilnus est une ville polonaise ! Laissez-moi vous dire que rien n'est plus inexact. 74 000 Polonais à Vilnus ! Mais où les prend-on ? Calcule-t-on dans le nombre tous les ancêtres de ceux qui vivent encore maintenant ! Mais même alors il serait difficile d'arriver au chiffre fantastique de 74 000, car il n'y a au plus actuellement que quelques centaines de Polonais proprement dits. Ce que l'on qualifie de Polonais dans la capitale de Lituanie sont des Lituaniens plus ou moins polonisés, parlant un jargon lituano-polonais qu'un habitant de Varsovie a de la peine à comprendre et qui redeviendront Lituaniens par la fatalité des événements, entourés qu'ils sont de régions exclusivement lituaniennes. C'est l'évolution qu'on a d'ailleurs pu observer dans d'autres villes lituaniennes, telles que Kaunas, Šaulis, Mariampoliai et autres qui se sont rapidement dépolonisées pour redevenir lituaniennes.

Si cette argumentation peut vous paraître suspecte et par trop, comment dirais-je, *ad Urbem*, — je n'ose dire *ad hominem*, — j'invoquerai, en dehors de la Lituanie, un autre exemple, celui de Prague qui, de ville germanisée avec 10 % d'habitants à peine parlant tchèque qu'elle était il y a trente ans, est devenue une ville tchèque où le 10 % seulement de la population parle allemand.

Ce que Prague a mis trente ans à redevenir, Vilnus le redeviendra en quelques années, grâce à sa qualité de capitale de la Lituanie, de siège du gouvernement, de lieu de publication de grands journaux lituaniens et de centrale de toutes nos sociétés nationales et patriotiques. Ou bien croyez-vous que ce qu'une ville d'une province de la monar-

chie des Habsbourg a pu réaliser, soit impossible à une cité qui sera le cœur d'un Etat cinq à six fois grand comme la Suisse ? D'ailleurs, remarquez-le bien, Monsieur, à Varsovie, d'après les dernières statistiques, les Polonais n'y constituent que 40 % de la population ; le reste se compose de Juifs, de Lituaniens, d'Allemands, etc. Faut-il de ce fait dénier l'appartenance de Varsovie à la Pologne et l'attribuer peut-être en qualité de colonie hébraïque à l'Etat de Palestine en formation ?

II. — Vous demandez : « A qui les provinces de Cholm et de Suvalkai ? » En ce qui concerne Suvalkai, la question ne se pose pas.

La province a été de tout temps un pays foncièrement lituanien, qui a toujours fait partie intégrante de l'Etat lituanien, bien entendu aussi à l'époque de l'Union avec la Pologne.

Ce n'est qu'à Tilsit, que sous l'épée du grand dépeceur de territoires qu'était Napoléon, Suvalkai, province lituanienne, fut attribuée au Grand-Duché de Varsovie, Etat polonais, et le Congrès de Vienne, en acceptant l'autonomie de la Pologne du Congrès a laissé les choses en l'état. Mais vous savez assez le cas qu'a fait le dit Congrès des aspirations libérales, individuelles et collectives, de celles des peuples comme de celles des nationalités ?

Que signifie cent ans de rattachement administratif artificiel à un corps étranger lui-même annexé, contre des siècles de vie naturelle au sein d'un corps national souverain ?

Les Polonais ont contre eux l'ethnographie et l'histoire et je m'empresse d'ajouter aussi les convenances géographiques et économiques ; car, examinez un peu sur la carte la « monstruosité » qui résulte de l'adjonction de Souvalkai à une Pologne indépendante ?

Comment, dans de pareilles conditions géographiques, cette province pourrait-elle prospérer ? Elle serait encore plus mal en point que la Silésie prussienne, type de région naturellement riche, entravée par la mauvaise conformation de ses frontières. Les choses ne sont d'ailleurs plus en point et fort justement la province de Souvalkai a été, dès le début de l'occupation, détachée de la Pologne et attribuée à la Lituanie dont elle n'aurait jamais dû être séparée.

III. — Vous demandez encore : « A qui les territoires litigieux où les populations sont entremêlées ? » Entre la Lituanie et la Pologne, il n'y a pas plus de territoires litigieux que de populations entremêlées. Tout au plus, y a-t-il dans quelques districts de la Lituanie méridionale (gouvernement de Gardinas, Grodno) un certain pourcentage de Polonais, mais ce pourcentage de dépasse pas 5 % de la population ; il ne répond nulle part à une masse compacte, mais traduit bien plutôt la présence de propriétaires fonciers disséminés, que les statistiques indiquent comme Polonais alors qu'ils le sont plus ou moins, plutôt moins

que plus, à preuve les options croissantes en faveur de la Lituanie qui sont un fait s'imposant à tous, même à l'occupant ainsi que le démontre la décision de réunir, à dater du 1er février, en une seule unité administrative, la Lituanie dite ethnographique.

IV. — Vous écrivez : « Ils ne revendiquent pas seulement le même sol conformément au droit des peuples comme les Balkaniques, ils se recommandent aussi de l'histoire, car tous, Lituaniens, Polonais, Ukrainiens, ont successivement dominé les nations voisines. » Votre affirmation est inexacte en ce qui concerne les Lituaniens. Les territoires que nous revendiquons : Vilnius, Kaunas, Gardnas, Souvalkai, quelques parties des gouvernements de Minsk, de Novogrodeck et de Nésirz, n'ont jamais été dominés par qui que ce soit, en dehors des Lituaniens, sauf bien entendu sous le régime russe.

Ce que nous revendiquons a, dès les temps les plus reculés, où le lituanisme fait son apparition dans l'histoire et, très nettement, depuis le XIIe siècle, constitué le noyau de l'Etat lituanien, et il l'est resté jusqu'à sa chute ainsi que le prouve toute carte géographique.

Il n'y a jamais eu chez nous de domination polonaise. Il est à peine besoin de vous rappeler que l'Union, contractée par la Lituanie avec la Pologne au XVIe siècle l'a été librement et que jusqu'à la chute avec les Polonais rien dans nos relations avec eux ne s'est passé qui ait juridiquement modifié nos rapports originels de libres contractants les uns envers les autres.

La Lituanie était si bien restée elle-même que les ressortissants de l'Etat polonais « associé » ne pouvaient entrer chez nous sans passeports et ne pouvaient, chez nous, remplir d'emploi et posséder de propriété qu'à la suite d'une naturalisation préalable en bonne et due forme.

V. — Vous dites encore : « La Pologne ne peut pas vivre sans accès à la mer et elle ne peut trouver cet accès qu'à travers la Lituanie. Il se peut que la Pologne ne puisse pas se passer de l'air salin. En tout cas, il est bien inutile pour elle de chercher à venir le respirer par notre intermédiaire.

Nous n'accorderons pas le passage, ainsi qu'il résulte d'une déclaration dont veuillez trouver ci-joint le communiqué. La Pologne serait-elle d'ailleurs la seule à ne pas avoir accès à la mer ? La Suisse n'est-elle pas dans le même cas, et cela ne l'empêche pas de vivre et de bien vivre, honorée et prospère. Si la Pologne tient à tout prix à être riveraine de la Baltique, pourquoi ne tente-t-elle pas de la devenir par l'embouchure de la Vistule qui est pour elle le plus direct et dont le cours traverse des régions bien polonaises celles-là. Ou alors, s'obstine-t-elle à passer de notre côté en raison de la moindre résistance qu'elle espère y trouver ? Ce serait une grave erreur de sa part à ajouter à bien d'autres, mais qui pourrait être, celle-là, plus fatale que d'autres.

VI. — A tous ces maux et dangers, vous préconisez en terminant un remède : le fédéralisme. Je ne vous cacherai pas que nous aussi, nous envisageons le fédéralisme comme possibilité de développement et j'ajouterai même qu'il y a actuellement dans notre pays deux courants en ce sens : l'un tendant à un fédéralisme entre riverains de la Baltique, à savoir en premier lieu avec nos frères lettons, avec les Esthoniens, les Finlandais, les Suédois, en renouvellement agrandi de ce puissant Etat turano-germanique devenu ainsi lituano-turano-germanique que Gustave-Adolphe porta à son apogée et qui fut une communauté de grande valeur et de haute culture ; l'autre, tendant à un fédéralisme avec l'Ukraine (qui a déjà donné naissance à une conférence lituano-ukrainienne).

Vous le voyez, Monsieur, ou bien la fédération baltico-ponteuxinoise ou bien la grande fédération baltique qui l'une et l'autre ont leurs avantages à la lumière des traditions et des souvenirs qu'elles rappellent et qui les étayent.

Les Polonais demandent leur admission à la première. Je puis vous dire sans crainte de me tromper que ce sera en vain. La vie commune avec la Pologne a trop peu réussi aux uns et aux autres. Elle a fini par acculer les uns à des révolutions fâcheuses et mener les autres à l'abîme.

C'est par aversion pour les Polonais qu'au début du XVIIIe siècle, les Ukrainiens se sont jetés dans les bras des Russes et on sait ce qui est arrivé à la fin de ce même siècle à nous autres Lituaniens qui étions restés dans la communauté.

Cette vie à trois, pour laquelle vous vous enthousiasmez, serait le plus sûr moyen de faire de ce coin d'Europe un foyer incendiaire permanent, ce que pourrait être une confédération balkanique manquée, mais cette fois autrement dangereuse pour le repos de l'Europe et par sa situation et par les proportions des Etats qui y seraient directement impliqués.

VII. — Quoi qu'il en soit, la Lituanie est bien décidée à ne pas se laisser séduire par les rappels de l'Aigle blanc. Elle sait trop où son vol l'a menée. Elle veut s'arranger sa vie à elle, selon ses moyens et ressources, et le cas échéant avec sa voisine de l'Ukraine avec laquelle elle a été unie du XIVe au XVIIIe siècle et dont la vieille association ne lui rappelle que de bons souvenirs.

Avec elle ou sans elle, elle est bien résolue à montrer que contrairement à votre affirmation, les « petites » nations allogènes russes, rappelées à la pleine existence peuvent parfaitement la vivre.

Veuillez pardonner, Monsieur, les développements auxquels je me suis abandonné et continuer à croire à mes sentiments les plus dévoués.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

16,-Lt

LIVRES PUBLIÉS
par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

(0,30 Rb)
Rm 3706

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 4.

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La Renaissance de L'Etat lituanien 99
L'indépendance de la Lituanie et la presse mondiale 101
W.-St. Vidunas 111
Réponse à l'article de M. Bienaimé 117
Faits et Documents. — La reconnaissance de l'Indépendance de la Lituanie par le gouvernement impérial allemand. — Congrès politique des Lituaniens d'Amérique tenu à New-York les 13 et 14 mars 1913. — Protestation lituanienne contre les traités de Brest en Lituanie. — Lituaniens et Polonais. — Troupes lituaniennes sur le front oriental. — Protestation du Conseil national lituanien. — Une atteinte au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. — A propos du souverain de Lituanie. — La Lituanie et la Pologne. — A propos de la question Polono-Ukraine.

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 4.

PRO LITUANIA

La renaissance de l'Etat lituanien.

L'Etat qui, fondé par Mindaugis au XIIIme siècle, s'était, sous Gedyminas, Algirdas et Vytautas, étendu sur la plus grande partie de la Russie, de la Baltique à la Mer Noire, vient de renaître dans son noyau à une vie nouvelle.

Son cœur n'avait d'ailleurs jamais cessé de battre ; à preuve, la permanence de maintes clauses du Statut lituanien qui, supprimées en 1848 avec le Statut lui-même par Nicolas Ier, n'avaient pas cessé de survivre dans le droit coutumier de la Lituanie ethnographique et même historique (gouvernements de Chernigow et de Poltava), défiant les oukases et les ordonnances de l'autocratie.

Formellement, l'Etat lituanien avait bien disparu à la fin du XVIIIme siècle, mais, en fait, le peuple lituanien ne s'était jamais résigné au sort que les événements lui avaient fait et il le prouvait dès que les circonstances redevenaient favorables. Les armes à la main, il manifesta son existence indélébile aussi bien en 1830 qu'en 1863, en 1863 qu'en 1905.

Les événements de la guerre mondiale ont enfin permis à la Lituanie de recouvrer cette indépendance pour laquelle elle avait lutté en vain à trois reprises en soixante-quinze ans. Dès le début des hostilités, elle a multiplié les manifestations en ce sens pour, à la date du 11 décembre 1917, en Lituanie et à celle du 25 décembre, parallèlement en Suisse, se détacher complètement de la Russie.

KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

Bien que la Lituanie n'ait pas figuré aux conférences de Brest-en-Lituanie, la Grande-Russie n'en a pas moins été forcée de reconnaître l'état de choses existant et de laisser le peuple lituanien à lui-même.

Les frontières qui ont été dessinées à Brest ne constituent pas pour l'Etat nouveau un tracé définitif. Au nord, la Courlande, habitée en majeure partie par le peuple frère des Lettons, devra immanquablement chercher sous une forme ou sous une autre à s'unir avec un pays qui constitue pour elle un « hinterland » aussi indispensable que précieux. De quoi pourraient bien vivre, en effet, les ports courlandais ? Dans le cas contraire, la Lituanie pourrait légitimement réclamer accès à la mer par Libau.

La frontière orientale est insoutenable à plus d'un égard. Au point de vue ethnographique, elle laisse hors de Lituanie de nombreux éléments lituaniens ; au point de vue économique, elle prive la Lituanie d'utiles régions complémentaires, et enfin, au point de vue stratégique, elle laisse Vilnius à 37 km. de la frontière, à portée de canon d'un adversaire éventuel, et ce, d'ouvrages organisés dès le temps de paix. Et avec les progrès balistiques, que tout le monde peut constater aujourd'hui, cette double considération est d'importance capitale. Il est donc indispensable pour la prospérité comme pour la sécurité de la Lituanie que cette frontière soit rectifiée et arrondie à l'est.

La frontière méridionale résultant des tractations de Brest-en-Lituanie, ne correspond pas davantage aux conditions ethnographiques, économiques et stratégiques. La frontière naturelle de ce côté est le Pripet. Nul doute que la Commission lituano-ukrainienne de délimitation ne le reconnaisse à la mutuelle satisfaction des co-contractants et pour l'excellence de leurs rapports futurs. Quant à la frontière avec la Pologne, elle reste ce qu'elle était avant les partages (1772-1795) et correspond aux frontières des divisions administratives russes.

Du côté de l'Allemagne et de la Pologne, les fron-

tières restent ce qu'elles étaient du temps de la domination russe.

Tel quel, l'Etat lituanien dispose d'un territoire respectable et d'une population suffisante, l'un et l'autre de nature à lui assurer un développement économique intéressant.

C'est cet Etat qui a été reconnu le 23 mars 1918 par l'Allemagne et qui, demain, le sera par ses alliés ainsi que par les neutres. L'Entente aurait grand avantage à ne pas tarder avec sa reconnaissance, la Lituanie étant un élément indispensable de l'équilibre européen en général et de l'équilibre baltico-oriental en particulier.

Le progrès réalisé par la Lituanie en ces années de guerre a été énorme. Il eût été toutefois à souhaiter que sa renaissance n'ait pas été grevée de charges pécuniaires susceptibles de constituer un endettement excessif pour un jeune Etat dont les finances vont avoir tant d'obligations.

L'indépendance de la Lituanie et la presse mondiale.

Les Annales journalistiques et parlementaires conserveront longtemps le souvenir des événements et des discussions qui ont précédé, en Allemagne, la déclaration d'indépendance lituanienne. Irritée des proportions qu'ils prenaient, la *Deutsche Tageszeitung* lançait déjà un avertissement qui dissimulait mal son dépit. « Il faut enfin, disait-elle, déclarer hautement que les partis parlementaires ne sont pas appelés à diriger les négociations avec des peuples ou des groupes étrangers ; que cela est et

doit rester, avant tout, l'affaire du gouvernement, seul constitutionnellement chargé par l'empereur de représenter l'Empire allemand à l'étranger. Il faut repousser délibérément en Allemagne des immixtions que ne tolèrent même pas les gouvernements des pays parlementaires. Il en est de même pour les organisations privées et il est temps qu'on respecte dans l'Empire allemand les règles constitutionnelles. »

Cet article, tout à fait symptomatique, prouve l'importance et l'acuité de la question lituanienne en Allemagne, et si nous y ajoutons ce que disaient les *Dernières nouvelles de Munich*, nous aurons un écho de la façon délicate dont se posait là-bas le problème de la paix dans l'est et avec lui celui de la Lituanie.

« La majorité du Reichstag s'efforce de trouver avec le gouvernement un programme solide pour l'avenir des Etats limitrophes de l'est. C'est naturellement un problème infiniment difficile. Il est facile de trouver un programme, car il est existe pour cela assez de principes théoriques. Mais personne ne peut dire si leur application satisfera les populations de ces pays, si elle conviendra définitivement et pour toujours aux intérêts allemands, et ceux qui s'occupent de ce programme sont tout pénétrés de doutes sur ses conséquences futures. » « Des cercles parlementaires influents s'intéressent au progrès de la question lituanienne. Nous avons déjà indiqué qu'il y a à l'intérieur de la fraction majoritaire socialiste des courants qui ont manifesté leur mécontentement de la situation orientale en repoussant les crédits de guerre. »

Comment se présentait donc exactement cette question lituanienne qui, on peut le dire, a extrêmement préoccupé la presse allemande ? Les débats au Reichstag nous fournissent à ce sujet de plus amples informations. Leur compte-rendu sténographique serait certainement très riche en découvertes car il y avait en réalité une situation critique et le député David indiquait très nettement que l'attitude de l'Allemagne avait fait surgir des haines et des méfiances. « Le parti des politiciens militaires, disait-il, a contrecarré les vues du gouvernement. » « En Lituanie aussi, la méfiance envers l'Allemagne s'est manifestée ces derniers temps. C'est la faute du parti militaire, qui ne veut pas reconnaître l'indépendance de la Lituanie, mais en faire une colonie militaire à l'est. Elle ne permet pas à la délégation de Lituanie de venir ici ! ! » Fehrenbach, de son côté, réclamait comme garantie l'établissement d'un Etat protégé.

« C'est ainsi, ajoutait-il, que nous protégeons les petites nations sans intentions de conquêtes. » Scheidemann n'avait pas non plus négligé de présenter ses observations : « La politique de violence ne répond pas aux intérêts de l'Empire allemand. Il faut que l'on assure aux habitants de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande, un droit effectif et démocratique à disposer d'eux-mêmes », tandis que Stresemann appuyait la constitution d'une Lituanie indépendante, Ledebour déclarait que les « annexionnistes sont d'accord avec le gouvernement ».

Au bout de ces discussions, et pour en finir, le Reichstag vota les traités de paix avec la Russie et la Finlande, y compris une résolution présentée par les partis de la majorité, disant que l'on tienne compte du droit des Polonais, des Lituaniens et des habitants de la Courlande à disposer d'eux-mêmes.

Les efforts des parlementaires ne restaient d'ailleurs pas isolés, car, parallèlement à leur action, une bonne partie de la presse allemande se signalait par une grande modération à notre égard. La *Post de Munich* écrit, par exemple :

« Si la Lituanie et la Courlande veulent s'unir à l'Allemagne, elles doivent en décider elles-mêmes librement et sans être influencées. Tant que l'union n'est pas couverte par une pareille décision, elle reste une violente prise de possession. » Et cet organe montre plus loin avec beaucoup de sagesse les difficultés que causerait en Allemagne une telle union, qui, d'ailleurs, reconnaît-il, ne convient guère à ces pays. C'est encore le *Berliner Tageblatt* qui, dès le début, soutint la nécessité de reconnaître l'indépendance des peuples limitrophes, en dépit des pangermanistes et des conservateurs dont l'idée était d'annexer pour nuire à la Russie. Plein de modération, il avait déjà fait remarquer : « Il ne faut pas nier que la situation est compliquée et que chacune des solutions proposées pour l'est présente ses inconvénients. » « Mais, répond-il, ce serait une grave faute de lier à nous la Pologne, la Lituanie et les pays baltes, au point de nous empêcher tout retour en arrière. Le peuple allemand serait-il prêt à faire la guerre pour que ces pays restent en étroits rapports avec nous ? Nous ne pourrions jamais nous enthousiasmer s'il nous fallait intervenir pour décider de la possession d'un pays sur qui, avant la guerre, aucun homme compétent n'a élevé de revendications... Si la personne du kaiser est liée d'une façon quelconque à l'avenir des régions baltes, il nous est impossible de revenir en arrière... On ne pourra jamais

se lasser de répéter qu'il ne convient pas pour l'Allemagne de conclure des unions perpétuelles avec les nouveaux Etats. Comme nous qui voulons rester libre, ils ont droit de le rester... C'est notre véritable intérêt de voir la Lituanie dotée d'une vie politique indépendante. C'est également notre intérêt d'unir étroitement aux Empires centraux cet Etat et les autres par des conventions économiques. Il ne faut pas trop estimer la valeur de conventions militaires possibles. La meilleure convention militaire est inutile si elle ne s'appuie pas sur une amitié née d'une union économique. Une bonne armée créée avec notre aide peut être pour nous un malheur si la volonté du peuple nous est contraire... Nous n'avons aucun intérêt à enchaîner de force ces Etats à nos côtés ; ils doivent y rester en pleine liberté. Si l'avenir montre que cette situation ne correspond pas à leurs désirs, ils pourront alors se détacher de nous... Des rapports tels qu'ils représenteraient pour nous de très lourdes chaînes, ne sont pas une sécurité, mais bien un fardeau pour la politique allemande. »

Et ce fut, en effet, finalement, cette tendance modérée qui l'emporta. Maximilian Harden, lui-même, n'avait-il pas jeté son cri d'effroi : « De ces grandes et petites Alsaces arrachées à la Russie, on verrait, sur le flanc est de l'Allemagne, se former un nouveau Balkan ! »

Le chancelier fit, en effet, le 19 mars, devant le Reichstag, la déclaration suivante qui devait apaiser les parties et marquer la phase définitive de la question :

« En ce qui concerne la Lituanie, une résolution prévoyant une union intime avec l'empire allemand aux points de vue économique et militaire fut déjà prise l'année dernière. J'attends très prochainement une députation du Conseil national de Lituanie, qui doit de nouveau communiquer cette décision. La reconnaissance de la Lituanie comme Etat constitutionnel indépendant s'en suivrait également.

Nous attendons tranquillement le développement ultérieur de cette évolution politique. »

C'est déjà là de la « nouvelle histoire lituanienne » et nous voulons qu'elle soit exacte. La *Gazette de Cologne* verra donc qu'elle précipitait un peu trop les événements en prétendant avec le chancelier que « le traité avec la Russie ne contient aucune condition déshonorante, aucune indemnité opprimante,

aucune appropriation de force du territoire russe. De leur propre consentement, les Etats côtiers se séparèrent de la souveraineté russe et se placèrent sous la protection du puissant empire allemand. »

C'est vrai maintenant : après quelques périodes d'hésitation. Ce n'a pas toujours été le cas, car nous savons, quoi qu'en dise les *Berliner Neueste Nachrichten* que le voyage de la délégation lituanienne dont parle le chancelier a subi un retard causé par l'autorité militaire. La majorité du Reichstag a été plus forte : libéraux, socialistes et catholiques (Erzberger, Trimborn, Fehrenbach, David, Naumann, Cohn et Ledebour se sont coalisés pour forcer la main au gouvernement qui refusait de sanctionner le travail des patriotes lituaniens en déclarant l'indépendance. Leurs discours ont eu raison de l'obstination gouvernementale et ont désormais réduit à néant les prétentions pangermanistes, que nous avons signalées ici précédemment. Les Lituaniens ont vaincu ! Cela ne nous empêche point d'ailleurs de faire nos réserves en disant que l'acte d'indépendance n'a pas proclamé le principe d'une véritable « union libre », car si elle avait existé on n'aurait pas imposé aux Lituaniens, contre leur volonté, une partie des charges de la guerre.

Et nous souhaitons maintenant, puisque la question lituanienne est définitivement élucidée en Allemagne, que l'on ne nous conteste plus la réalité de notre existence nationale.

Dans ce sens, nous ferons remarquer au *Courrier de la Bourse*, de Berlin, que nous ne sommes pas « peu peuplés » et qu'il y a d'autres « petits Etats » qui le sont moins que nous puisque nous avons une population de 6 millions d'habitants, avec une densité de 50 habitants au kilomètre carré. En dépit de ses dires, nous formons une nation : 75 % de la population est lituanienne chez nous et 80 % en Courlande sont des Lettons, branche de la race lituanienne. Notre population est tout au moins aussi homogène que celle de l'Allemagne, si ce n'est plus, car il ne faut pas oublier que Berlin a été bâti en plein pays slave et que le fonds de la population est également slave dans toute la Prusse orientale (Wendes, Mazures, Poméraniens) ainsi que dans le Schleswig-Holstein et la Silésie.

* * *

De pareilles affirmations, maintenant rares en Allemagne,

sont à rapprocher de celles que nous trouvons journellement dans la presse de l'Entente et spécialement dans la presse française, qui, dans son absolutisme, méconnaît la question au détriment du rôle d'informateur impartial qu'elle doit jouer. Elle croit toujours au dogme sacro-saint de la Grande Pologne. Que de déconvenues il lui réserve ! La *Dépêche de Lyon* annonce tout de même tragiquement, à propos de Suvalkai, qu'un lambeau de chair va aller à la Lituanie ! Mais ce lambeau est à nous ! C'est notre bien ; il y a des gens de notre race ; il suffirait de jeter un coup d'œil sur l'histoire et la géographie lituanienne et sur notre mouvement, pour s'en convaincre. Et si nous sommes indépendants *c'est avec tous nos territoires* que nous saurons soustraire à l'appétit polonais.

L'*Oeuvre* prétend de même que les Allemands étendent arbitrairement le territoire lituanien vers Grodno et Vilna. La Lituanie serait un des bras de la « tenaille » qui étouffera la Pologne « coincée». C'est faux, car nous ne sommes pas les ennemis des Polonais, pour autant qu'ils ne nous contrarient pas, et si l'*Oeuvre* perçoit ailleurs des desseins antipolonais, cela ne veut point dire que nous y participions, car le mouvement lituanien n'a pas à sa base un ressentiment ethnique, mais bien un sentiment national. Loin de viser à l'affaiblissement de la Pologne, il tend simplement à *l'unification de tous les Lituaniens* et ce n'est pas comme anti-polonais que nous sommes lituaniens.

L'Idea nazionale trouve de même que le rattachement administratif de Souvalkai à la Lituanie diminue la Pologne. Parfaitement, mais le jour où Trieste sera rattachée à la Vénétie italienne, l'Autriche sera diminuée dans des conditions identiques. Hésitera-t-on, dès lors, à annexer Trieste ?

Mais pourquoi veut-on obstinément favoriser les Polonais à nos dépens ? Sans doute, parce qu'on attache plus de poids qu'il ne convient aux protestations hypocrites qu'ils lancent dès qu'on leur enlève les territoires *qu'ils n'ont aucun motif de garder* [1].

Le *Rappel* paraît mieux renseigné, bien qu'il se demande, au

[1] Qu'on lise la brochure nouvellement publiée du Dr V. Bartuska : « L'Etat lituanien et le Gouvernement de Suvalkai ». On y trouvera des faits qui, s'ils sont connus, empêcheront les traditionnels marchandages de peuples auxquels a coutume de se livrer une ignorante diplomatie.

début : « Quels sont au juste ces peuples, voisins de l'Allemagne, qui deviennent pour elle des « proies si faciles » ? Voici la réponse : « Sous un climat humide, au sud-est de la Baltique, le sol plat de la Lituanie se couvre de forêts de pins résineux, de chênes, de tilleuls, d'ormes où vivent en grande quantité des canards, des sangliers, même des ours et des loups. Mais ce sol, quoique mal cultivé (!), nourrit de belles races de chevaux, de bœufs et de moutons, porte d'amples champs de seigle, d'orge, d'avoine et de blé. Comment ces greniers d'abondance ne feraient-ils pas envie au Boche ? »

Ainsi M. Georges Beaume craint qu'un pays aussi fertile ne devienne « un pays de colonisation » allemand. Sans doute, devant un danger qui n'existe pas encore, il se plaît à reconnaître la richesse de notre pays. Pourquoi n'admettrait-il pas que ses fils amoureux de son sol y vivent indépendants et libres ? Il n'a peut-être pas confiance en cette population « hétéroclite » qui, d'après lui, habite la Lituanie et qui ne comporterait que 33 % de Lituaniens. Quel mensonge ! Nous lui prouverons quand il le voudra qu'il y a chez nous 75 % de Lituaniens et *jamais* nos compatriotes n'ont, comme il le dit, « abandonné avec entrain leur nationalité pour se déclarer tous, ou presque, Polonais ». Si c'était vrai, cela excuserait évidemment l'*Indépendance belge* qui dénie à notre Conseil d'Etat « le droit de parler au nom de la population lituanienne ». Comme ce n'est pas le cas, ce journal devrait pourtant comprendre que la situation de notre Conseil d'Etat est tout à fait différente de celle du Conseil des Flandres.

Non moins surprenante est d'ailleurs l'information du *Temps* prétendant qu'en Lituanie l'influence allemande se sert du clergé catholique ; « en Lituanie, le catholicisme des habitants est une arme contre l'orthodoxie russe ». Ces assertions fausses en elles-mêmes, tendent, en outre, à réduire le mouvement lituanien à un mouvement confessionnel. C'est au contraire un mouvement national ; à ce titre, il s'oppose à l'étranger par toutes les manifestations de notre vie nationale, le catholicisme en est une et la principale ; ce n'est pas la seule et nous avons à reprocher aux Russes des faits bien plus graves que leur orthodoxie. Un raisonnement identique s'applique au *Radical*, qui croyait aux mêmes fantaisies.

Avec de telles dispositions, il est tout naturel que la paix de

Brest, les débats au Reichstag dont nous avons parlé, et les discours du chancelier, aient sérieusement préoccupé la presse française et nous démêlons à travers l'anxiété qu'elle montre, l'intérêt qu'elle nous porte. Puissent ses craintes donner naissance à un chaud courant de sympathie, se traduisant par des actes efficaces ! Et souhaitons pour notre avenir que ses inquiétudes ne soient pas justifiées.

La *République française* craint que nous ne devenions une « principauté allemande » et la *France militaire* un « comptoir futur des gros marchands de la Mittel Europa ». On parle de la « main-mise allemande sur la Lituanie [1] ». « Elle devient une province germanique [2] ». « Elle est livrée à l'Allemagne [3] ». « Elle est sous le joug boche [4] ». « Elle est à la portée de l'ogre germanique ; pourquoi ne la happerait-il pas [5] ? » « C'est une véritable domination que l'Allemagne veut étendre sur la Lituanie » [6]. « La Lituanie, la Livonie et la Courlande ne sont plus que les glacis de la forteresse allemande » [7]. Sans aller plus loin, il nous est pourtant permis de nous demander, avec la *Libre Parole*, ce qu'il va se passer. « Des organismes embryonnaires, dit-elle, profondément divisés par des rivalités ardentes, vont se trouver placés entre la force et l'activité d'intrigues d'une masse de 70 millions d'Allemands et l'anarchie russe. » Dieu merci, les choses n'ont pas encore si mal tourné, mais le danger existe. Raison de plus pour reconnaître notre indépendance et nous prêter un appui sincère qui nous sera un précieux garant de l'avenir, car nous comptons sur la loyauté et sur la bonne volonté de chacun pour consolider notre situation. C'est la meilleure façon de créer un « équilibre de forces » durable.

Il ne faut donc point que la presse de l'Entente partage l'opinion de Kamenef, disant que les représentants de la Rada avaient acheté la paix au prix de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande, qu'ils ont livrée. La Lituanie n'a pas du tout été livrée [1]. Il existait chez nous un mouvement d'émancipation naturel. Nous avons profité des circonstances, et la première puissance avec qui nous pûmes causer est l'Allemagne qui, géographiquement, est notre voisine. A qui le tour ? Nous sommes tout disposés !

En réalité, il n'y a pas de raison sérieuse pour que l'Entente

[1] Matin. — [2] Journal du soir. — [3] La Victoire. — [4] Le Petit Journal. — [5] Le Petit Provençal. — [6] Le Conseiller Municipal. — [7] L'Evénement.

continue à ignorer le grand mouvement de désagrégation qui s'est produit en Russie. Si elle savait combien peu solide était l'ossature qui retenait les allogènes et combien grande était leur force, elle n'accuserait pas l'Allemagne de les avoir fait naître à la vie politique. Cette puissance n'a nullement été la cause, mais le fait occasionnel qui est intervenu au bon moment pour créer un état de fait répondant à notre désir. Restent les modalités d'application qui, évidemment, se ressentent momentanément de la puissance des uns et de la faiblesse des autres.

Aussi « *l'Humanité* a-t-elle tort de croire qu'en séparant la Russie de populations qui gravitent naturellement vers elle, mais qui n'ont jamais demandé à ne plus faire partie de l'Etat Russe[1], on aboutit à multiplier les occasions de conflit et à « balkaniser » toute l'Europe orientale ». C'est encore une fois méconnaître la question lituanienne depuis ses origines. L'Entente doit faire « mea culpa » et nous aider dans notre volonté, comme l'a fait l'Allemagne, car le maintien du joug russe aurait été la « véritable occasion de conflit » qu'il faut éviter. M. Deuzelle ne tarderait pas à s'apercevoir s'il était à notre place, que malgré l'incertitude de l'avenir, les Lituaniens ont lieu de se montrer assez « satisfaits de cette solution » qui, au moins, les soustrait à l'odieux régime russe, incompatible avec le maintien de tout ordre social. Et si nous ne l'avions pas acceptée, on nous aurait annexés. La belle satisfaction alors !

C'est pourquoi nous répétons les judicieux avertissements que donnait, dans la *Vérité*, M. Debierre, sénateur du Nord : « Le problème de ces temps est terrible. La situation est angoissante. Quelle est la politique du gouvernement français ? »

« Pour marcher d'un pas alerte et ferme vers la paix des peuples, les alliés doivent rassembler tout leur potentiel contre la coalition germanique. Chez nous, quelle est la politique du gouvernement ? Il apparaît que le Parlement a le devoir de le demander et le pays le droit de le savoir. L'heure est venue de fournir là-dessus des explications aux représentants du pays. M. Clemenceau traite le problème de la guerre en Vendéen. Il ne veut voir dans le formidable conflit de ces temps que le choc des deux armées et n'attend la victoire que du sort des armes. Il est à se demander s'il a bien compris le terrible

[1] Les maximalistes (Isvestia du 9 janvier) avaient déjà accusé les Alliés de trahir les allogènes. Comment prêter confiance à un pareil désarroi d'opinion ?

drame ? Le problème des destinées des peuples paraît plus complexe.

» La guerre ne doit pas être exclusivement poursuivie par des moyens militaires, mais, plus encore, par les moyens diplomatiques, économiques, dont disposent les démocraties d'Occident.

» Pour sauver son pays du désastre, il faut sans doute une armée bien équipée et intelligemment conduite, mais aussi une politique et une claire vision de l'avenir.

» Le devoir du gouvernement, c'est de fixer la politique de la France. Le pays attend là-dessus ses explications. »

Nous attendons avec confiance également que la politique de la France et celle des Alliés se fixent à notre égard.

* * *

L'Allemagne a compris la première que les pays limitrophes se désintéressaient totalement de la Russie, et les maximalistes qui nous font horreur n'étaient point de taille à nous réconcilier avec elle. De son côté, s'occupe-t-elle encore de nous ? Oui, s'il faut en croire Kamenef, qui prétend, dans le *Manchester Guardian*, que les « Bolschevikis ne regardent pas du tout la diminution de la Russie avec indifférence ». La politique maximaliste à Brest-Litovsk aurait, si elle avait été suivie d'effet, introduit chez nous les réformes sociales, « nationalisation du sol, contrôle de l'industrie, etc., et enfin la réalisation des désirs que le peuple réclame avec ardeur depuis longtemps ». A d'autres ! Nous n'avons plus rien de commun avec la Russie et notre peuple est trop sage pour attendre son salut des Bolschevikis.

Le Soviet de Petrograd paraît donc nous avoir perdus à contre-cœur, et il s'en console en pensant, dans une de ses nombreuses et vagues proclamations, que les ouvriers d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie et de Turquie « s'opposeront à ce que violence soit faite sur les peuples de la Pologne, de la Courlande et de la Lituanie ».

La protection du Soviet nous importe peu ; sa proclamation également, et il n'est plus justifié, au nom d'un vain droit de suzeraineté, à soutenir notre cause. Il nous a été aussi désagréable que le régime tsariste. Ce qu'il nous faut, c'est la liberté ; le Soviet ne nous aurait donné que la révolution sociale.

Pourtant, si l'Allemagne nous a prêté contre lui son appui, nous aimons à croire — et elle n'a pas manqué de le dire —

qu'elle y avait intérêt, et il est très probable que si les pays de l'Entente s'étaient trouvés dans la même situation géographique que l'Allemagne, ils auraient agi comme elle. Nous ne saurions donc approuver la *Gazette de Cologne* de proclamer héroïquement que « les véritables amis de l'Entente sont en Allemagne ». On ne pourra nous reprocher aucune partialité et, venus à l'existence à la faveur d'une guerre que nous n'avons pas voulue, mais dont nous avons plutôt été les malheureuses victimes, nous resterons neutres jusqu'à la fin du conflit, ne désespérant pas que, par une meilleure appréciation de ses intérêts et des nôtres, l'Entente ne nous tende la main. Nous en avons besoin et on ne peut qu'encourager des articles semblables à celui qu'a publié notre compatriote, M. de Labunovvo, dans *L'Affranchi*. Ils font connaître notre histoire et dissipent les mensonges.

N'est-ce pas, d'autre part, dans le même sens que travaillent nos 700 000 Lituaniens d'Amérique, avec le Dr Bielskis, qui s'est chargé de signaler, dans la *New-York Tribune*, les dangers d'une union polono-lituanienne ? Qu'on nous fasse donc confiance et que le prix de leurs efforts, joints aux nôtres, soit la victoire de la cause lituanienne.

W.-St. Vidunas.

A propos du 50e anniversaire de sa naissance (22 mars 1918).

On parle d'une renaissance du peuple lttuanien, contemporaine de la publication de la revue *Ausra* (L'Aurore). Cela est exact, car, à cette époque, la pensée nationale commença à chercher son expression chez un plus grand nombre de Lituaniens ; cette pensée nationale n'avait jamais totalement disparu, mais elle était resté vivante après la disparition de l'Etat lituanien chez certains esprits. Si le mouvement gagna en extension, il commença assurément à perdre en profondeur. De tous côtés, on commença à attacher une valeur aux choses extérieures ; on demanda tout d'abord que chaque Lituanien ne se serve publiquement que de sa propre langue et qu'il se reconnaisse à chaque occasion comme membre d'une nation. Dans le territoire

aujourd'hui occupé et qui était autrefois russe, des partis qui se combattirent mutuellement commencèrent à se former. En Lituanie prussienne, où l'oppression dans laquelle on tenait le peuple lituanien n'était pas aussi marquée, on organisa des sociétés et des réunions accompagnées des libations habituelles et d'applaudissements enthousiastes. C'était la meilleure façon d'en arriver à cette catégorie spéciale de patriotisme tapageur qui, jusqu'ici, n'a apporté de bonheur durable à aucune nation et qui est incompatible avec un sentiment profond.

Ce sentiment ne correspondait pas à la manière sérieuse et plus spécialement intime des Lituaniens et, à moins de causer de grands torts au jeune mouvement, il ne devait pas durer. En fait, le sens robuste des Lituaniens qui s'éveillait à la conscience nationale commença à le comprendre, et le bruit extérieur céda de plus en plus la place à un honorable effort vers la profondeur du sentiment. Ce changement ne se serait pas effectué aussi facilement sans certaines personnalités directrices qui montrèrent au peuple, par la parole et par l'exemple, la véritable voie.

Parmi ces personnalités directrices, Vidunas occupe incontestablement une place prépondérante et unique. Lorsque nous considérons, d'après leur contenu, la longue série des pièces de théâtre qu'il a écrites, nous trouvons qu'elles ont pour but, à l'exception de quelques petits vaudevilles, de rendre plus intime la vie nationale lituanienne. C'est particulièrement le cas de ses deux chefs-d'œuvre : la trilogie dramatique *Amžina Ugnis* (Le feu éternel) et la tragédie, également composée en trois parties, *Probociu Seseliai* (Les Ombres des ancêtres). Cette dernière est un tableau du sort du peuple lituanien aux différentes époques. La première partie, *Vetra* (La tempête), montre comment la portion intime du peuple lituanien lui a été enlevée par la destruction violente de la religion traditionnelle. Il y a plus encore : tous les biens des païens passent aux mains de ceux qui prêchent la nouvelle religion, ou bien ils disparaissent en flammes et en fumée. Mais nous voyons également comment nos libres ancêtres savaient mourir en vrais héros pour ce qui leur était le plus sacré, et ce fait laisse tout de même luire un rayon d'espoir sur un avenir meilleur. Ce rayon d'espérance brilla encore dans l'obscurité de la nuit où fut conduit le sort du peuple lituanien ; il ne s'éteignit pas complètement au temps de

l'esclavage. Le poète nous montre cette époque dans la deuxième partie de l'œuvre que nous avons indiquée, le drame *Ne Sau-Zmones* (Les hommes qui ne sont pas libres). Avec étonnement, ceux qui languissent dans l'esclavage le plus indigne de l'humanité écoutent alors les leçons du mystérieux Visuomis, disant qu'ils sont aussi des hommes, que c'est la volonté de Dieu, que l'homme vit en première ligne pour lui et non pas pour les autres. C'est seulement lorsqu'ils sont libres qu'ils peuvent être des hommes pour les autres — et, par amour, des frères pour leurs frères. On doit supporter ce qu'impose le sort, mais non pas ce que les mauvais désirs des hommes réclament. Ainsi de suite. Ses paroles ne sont pas prononcées en vain. Dans les veines de l'esclave bouillonne le sang héroïque des ancêtres ; avec décision il entreprend le combat contre les mauvais désirs de l'homme, car il veut devenir un homme libre.

La troisième partie, *Sventa Ugnis* (Le feu sacré), nous conduit finalement à l'époque de la renaissance du peuple lithuanien. Le poète nous montre alors par une série de figures les différents efforts qui ont été faits pour reconstruire la nation. La plupart sont condamnés d'avance à l'insuccès, ou bien ils ne peuvent pas arriver à un résultat appréciable parce qu'ils ne reposent pas sur le seul fondement véritable : beaucoup cherchent une patrie n'importe où, à l'extérieur, au lieu de la créer en eux-mêmes.

Avec plus de précision et plus de variété, Vidunas exprime cette pensée dans sa grande œuvre en prose *Musu Uždavinys* (Notre devoir), qu'il a écrite en 1910 à l'occasion du cinq centième anniversaire de la « grande bataille » (Tannenberg 1410). « Avant tout, il est nécessaire, dit-il, que chacun en son for intérieur apprécie grandement ce qui est véritablement humain, éclaire son esprit. approfondisse ses sentiments, élargisse ses aspirations, fortifie sa moralité, garde et entoure de soins l'amour et la eroyance à l'honneur, tienne éveillée sa conscience. Si l'on veut conserver pour leur propre nation de pareils hommes dont l'effort tend vers l'idéal et qui sympathisent avec d'autres nations, on doit s'élever soi-même intellectuellement et moralement aussi haut que cela est possible, et l'on doit donner à son esprit une forme lituanienne ; alors on atteindra ce qui est nécessaire à la croissance de ceux qui restent dans leur nation. »

Ainsi encore, celui qui désire ardemment sauver son peuple

de la disparition et qui s'efforce d'y réussir, doit d'abord travailler en lui-même afin d'agir sur ses compatriotes et sur son prochain en les ennoblissant. Cela doit avoir lieu par l'exemple et par la parole. Car « un peuple ne peut continuer d'exister que lorsqu'il possède la vie spirituelle et morale, qui doit être encore cultivée et fortifiée. Un homme ne ferait pas non plus cela tout seul. Plus haut il se tiendra, plus fortement rayonnera en lui la raison et fleurira la vertu, plus facilement alors il deviendra le centre de l'âme populaire à la façon d'une source à laquelle le peuple viendra puiser son rajeunissement. Et la vie du peuple qui est ainsi cultivée ne peut être détruite d'aucune manière, quoique le peuple soit encore très tracassé et très opprimé. Tant que sa vie spirituelle et son âme ne sont pas mortes, il s'élèvera toujours de nouveau, de même qu'un arbre sain dont les branches sont coupées fleurit sans cesse et nous montre toujours des pousses nouvelles et plus abondantes. Et, finalement, un tel peuple qui s'est élevé aux hauteurs spirituelles deviendra si fort, que rien au monde ne pourra lui nuire. Lorsque l'on sait tout cela, il est impossible d'hésiter pour savoir où se trouve le devoir de chaque enfant d'une nation. »

Par conséquent, il ne convient pas de craindre anxieusement que la nation ne disparaisse. Vidunas trouve que l'on se représente imparfaitement la situation lorsqu'on croit soutenir ses compatriotes en disant, suivant la banale formule, « qu'on doit soutenir son peuple et sa langue. » Il blâme fortement ceux qui traduisent et vulgarisent en Lituanie les œuvres les plus sèches et les plus bornées des littératures étrangères, afin seulement d'augmenter la « littérature » nationale. En se livrant à ce travail, ils ne sentent apparemment pas combien ils offensent ainsi leur propre nation, combien ils l'abaissent et la désorganisent. Ce n'est pas non plus par le savoir, fût-il solide, qu'un peuple peut renaître, mais bien par la vertu, que doit encore encore fortifier toute science. La vertu est proprement invincible parce que les influences extérieures ne l'atteignent pas.

Pourquoi l'homme doit-il rester fidèle à sa nation? Pourquoi ne doit-il pas abandonner la langue de ses aïeux?

Tout d'abord, d'une façon générale, parce que l'homme entre en naissant dans une nation déterminée. Il n'est pas maître de son choix. Son sang est pénétré des originalités ancestrales, et, en union intime avec le sang, la langue du peuple s'est déve-

loppée au cours des siècles. Le sang s'est façonné dans le corps, de même que les organes qui servent à exprimer les sons de la langue. L'homme qui a hérité avec le sang des originalités de ses aïeux, exprimera dans la langue de ses aïeux ses pensées, qui sont encore la conséquence de ces originalités.

L'harmonie dont l'homme a besoin pour son élévation morale existe lorsque le sang et la langue concordent. Par conséquent, celui qui sépare la langue du sang détruit cette harmonie, se met en opposition avec lui-même et pèche contre les lois naturelles. Se basant sur ces faits, tous les grands éducateurs populaires ont sans cesse exigé que chaque enfant fasse ses premières études dans sa langue maternelle. L'âme de l'homme à travers une langue étrangère est aussi méconnaissable que le visage d'une femme à travers un voile. Là où l'on impose à un peuple une langue qui lui est étrangère, la morale baisse visiblement.

Ces considérations sont vraies pour tous les peuples, pour toutes les langues, mais le Lituanien a encore des raisons particulières de respecter sa langue et de rester fidèle à sa nation.

« Lorsqu'on considère la langue lituanienne et le sang lituanien, on doit penser que là autrefois a brillé un clair rayon d'humanité. Admirable est déjà l'épanouissement de la langue, riche en toutes sortes de formes qui se trouvent réciproquement en rapports très beaux d'harmonie. Il est même possible d'y exprimer les plus fines différences de pensées et de sentiments. Sans aucun doute, l'esprit d'où est sorti la langue a été très lumineux et très clair. Et la beauté de ses sons montre que le sang d'où elle tire sa subsistance a été plein de santé florissante. »

« Dans les chansons populaires et dans les contes lituaniens pleins de sentiments tendres et profonds, on peut encore percevoir les derniers rayons d'une culture très ancienne et très élevée qui a disparu. Et maintenant encore, la langue n'est propre qu'à exprimer ce qui est profond et ce qui est élevé; c'est pourquoi, ajoute Vidunas, ceux qui croient sentir dans la langue lituanienne des imperfections qu'ils comparent à des failles dans des précieux verres à vin, pèchent contre cette langue.

Il serait trop long de reproduire toutes les pensées de ce livre important et qu'il faut lire. Sous la variété de leurs formes elles contiennent toujours le même thème vibrant : En avant ! De l'individualité véritable, marchons à la nation et, par là, marchons à l'idéal commun de l'humanité ! Il en est de même pour

les discussions de caractère philosophique dont Vidunas a composé et édité un nombre considérable ; la seule différence est que le mouvement national y est à l'arrière plan ou même y fait complètement défaut. A ce point de vue, on peut encore mentionner que Vidunas dès le début de son activité littéraire a fait paraître une revue dont le contenu était analogue et dont le titre qui était à l'origine « Šaltinis » (la Source), fut plus tard « Jaunimas » (la Jeunesse) pour devenir enfin depuis la guerre « Naujové » (la Nouvelle époque).

Vidunas a aussi d'ailleurs mis ses forces au service de sa nation d'une façon désintéressée. Vers le milieu de sa dix-neuvième année, il fonda la chorale lituanienne à Tilsit qui, à l'origine, était destinée à chanter dans les églises, mais qui plus tard, cependant, se consacra uniquement aux chansons populaires lituaniennes. C'était s'engager dans une voie épineuse. Tout d'abord on manquait totalement pour la préparation technique de la matière qui est si riche ailleurs. Cependant Vidunas n'était pas homme à se laisser effrayer par les difficultés. Avec décision il se mit à l'œuvre et quelques années après parurent ses « Lietuvos Aïdas » (Echos de Lituanie). C'était la première collection de chansons populaires lituaniennes, mises en musique que Vidunas avait publiée, aidé de quelques amis et soutenu par son frère, mort, hélas, trop tôt, qui sentait avec finesse et qui adorait les rêveries de la musique nationale. Plus tard, il publia une deuxième collection analogue de chansons sous le titre « Lietuvos Varpeliai » (La petite cloche de Lituanie).

La direction de la chorale dont il fallait d'abord rassembler les forces, la préparation des représentations (dans lesquelles on jouait aussi d'abord les œuvres théâtrales de Vidunas, qui avaient lieu au début presque sans secours compétent, son activité littéraire sans oublier sa profession (Vidunas fut jusqu'à quelques années avant la guerre professeur de langues modernes dans une école normale moyenne), tout cela représente un travail dont peut à peine se faire une idée quelqu'un qui ne l'a pas vu à l'œuvre. Le don complet de lui-même à son idéal et une volonté de fer purent seuls l'en rendre capable ; c'est là une belle preuve de sa propre conception d'après laquelle tout dépend de la volonté de l'homme. Une pareille activité dévouée devait fatalement être couronnée de succès. En foule, les Lituaniens affluèrent non seulement de Tilsit et de ses environs, mais aussi de toute la

Lituanie prussienne et même de l'étranger, aux soirées de la chorale. Plusieurs ainsi apportaient de là-bas de sérieuses impulsions et se faisaient des amis ainsi que des connaissances. Dans les dernières années qui ont précédé la guerre, il y avait des associations lituaniennes de toute sorte qui organisaient elles aussi leurs soirées et cela dans presque chaque ville lituanienne. Malgré cela chacun considérait comme son devoir élémentaire de prendre part aux fêtes de la chorale lituanienne à Tilsit lorsqu'il s'estimait lituanien actif. Ainsi cette chorale fut en quelque sorte le centre de tout le mouvement lituanien dans la Lituanie prussienne.

Il est rare que l'efficacité d'une association sur la masse ait été l'œuvre d'un seul homme supérieur. On ne peut pas en effet se représenter la chorale lituanienne sans Vidunas.

Réponse à l'article de M. Bienaimé, intitulé « Le Nouveau Royaume de Lithuanie. »

(Victoire, 10 mars 1918.)

Lettre ouverte.

Monsieur,

Il ne vous sera certainement pas désagréable d'apprendre encore une fois que vos insultes personnelles nous atteignent et que, s'adressant en outre à notre malheureux pays, si injustement dénigré par vous, elles nous édifient bien tristement sur votre mentalité.

Quoi qu'il en soit, voici les précisions et les vérités que nous soumettons à votre esprit, qui les abhorre.

Il est possible que le prince que les Allemands prétendent placer sur le trône de Gedymine et de Jagellon « ne fera pas long feu ». Mais, contrairement à ce que vous dites, ce trône n'a rien d'imaginaire, car il est soutenu par toute la réalité historique et présente d'un Etat qui, anéanti au mépris du droit des gens, veut revivre par la volonté unanime de la population.

Cette population, monsieur Bienaimé, est bien proprement lituanienne, n'en déplaise à votre lubie de la voir proprement

polonaise, et nous vous assurons que son influence est et restera prépondérante, malgré vos désirs. C'est même grâce à elle qu'il nous sera, sans doute, réservé de vous voir un jour « rager » sur notre prospérité *nationale*.

Du reste, pour tout ce qui touche à la population, à son caractère ethnique, à son réel pourcentage de polonisés (nous ne disons pas de Polonais), à l'appartenance lituanienne de Vilnius, nous maintenons, quoi que vous en disiez, ô météque de nos questions, les statistiques publiées avant que l'interdiction de l'écriture lituanienne, en 1865, ne vienne favoriser la diffusion dans les Eglises des livres polonais et, par là, de la langue polonaise. Mais il en fut tout autrement après que l'interdiction fut levée en 1905.

Vous parlez du recensement fait par les Allemands. D'abord, êtes-vous boche pour approuver leurs dires ? Et puis, ignorez-vous que le gouverneur civil d'Ober-Ost, M. de Falkenhausen, fut obligé d'en reconnaître l'inexactitude ? (séance de la Taryba, 9 janvier 1918). Il n'y a à Vilnius qu'une centaine de Polonais proprement dits. Ceux qu'on s'obstine à appeler de ce nom, ne sont que des Lituaniens plus ou moins polonisés parlant un dialecte mixte lituano-slave, mais difficile à comprendre pour un habitant de Varsovie. Ils redeviendront totalement lituaniens grâce à l'ambiance et à la force ethnique que nous possédons. Le cas s'est déjà produit pour les villes de Kaunas, Mariampol, Šauliai, et beaucoup d'autres, qui ont ainsi, en peu d'années, repris leur ancienne culture lituanienne. L'exemple de Prague, où 90 % de la population parle tchèque, contre 10 % il y a trente ans, doit vous édifier. Soutiendrez-vous que cette ville n'est pas tchèque ? N'oubliez cependant pas que « chez vous », à Varsovie, il n'y a que 40 % de Polonais. Pourquoi raisonner différemment à l'égard de Vilnius dont le grand rôle dans la vie lituanienne accentuera rapidement l'homogénéité linguistique (nous ne disons pas ethnique). Nous avons déjà un précédent lorsque les populations de Souvalkai et de Kaunas chassées par l'invasion allemande arrivèrent à Vilnius, le prolétariat de cette province s'entendit parfaitement avec elles en langue lituanienne qu'il n'avait pas oubliée, malgré l'emploi du jargon slave, mais non du polonais. Ce fait vous prouve qu'au lendemain de notre indépendance reconquise, tout le monde parlera lituanien dans le gouvernement de Vilnius.

D'ailleurs, connaissez-vous cette langue lituanienne dont vous parlez sans aucune compétence? Etes-vous Breton ou Lituanien? Non, vous n'êtes ni l'un ni l'autre, et encore moins les deux à la fois, car vous ne seriez alors ni chair ni poisson, comme on le dit dans une expression vulgaire, qui s'applique parfaitement à votre personne, et cela nous enlèverait le plaisir de vous dire ce que vous êtes *vraiment* : un bien pauvre polonisant, à l'esprit étroit. Dans le cas où cet esprit voudrait se risquer à sortir de la sphère polonaise où il tourne comme une marmotte en cage, nous vous citons pour son instruction le numéro 10 de « Pro Lituania» 1917 qui fixera ses très vagues idées sur notre vieille langue aryenne, plus riche que le polonais.

Malgré vos assertions et vos voyages en automobile qui devait être au moins polonaise, puisque tout ce qui se passe en Lituanie ou y touche est polonais à votre sens, nous vous assurons qu'on ne parle pas partout polonais chez nous, s ce n'est dans quelques villages du gouvernement de Vilnius, où les grands propriétaires ont implanté dans un but connu des colons polonais comme ouvriers agricoles. Ces grands propriétaires eux-mêmes sont des Lituaniens en grande partie polonisés, mais qui savent très bien notre langue et qui, nulle part, si ce n'est dans vos articles, ne sont considérés ni ne se considèrent comme Polonais.

Que vous vous soyez vous-même senti polonais dans notre pays, cela ne nous étonne guère; lorsqu'il le faut, vous changez de peau comme ceux dont vous vous chargez, dans un but qu'il faudrait pourtant dévoiler, de défendre les intérêts. Eux qui sont les plus grands calomniateurs de la cause lituanienne ne se gênent guère pour aller du côté où les poussent leurs intérêts immédiats. Que nous offrent les Régents de Pologne, sinon une honteuse politique de duplicité? Leur adresse au Kaiser satisfait-il votre polonisme d'occasion? Nous sommes tentés de le croire, car on en trouve d'aussi louche que le vôtre quand on y met le prix. Il conviendrait plutôt de considérer quelle fut, avant la guerre, l'action de « vos » leaders Piltz, Dmovski, Paderevski, Korvin-Milevski, piliers du régime russe, qui maintenant ont tourné casaque du côté de l'Entente.

Et ceci vous dispenserait, ô calomniateur « à la suite », de voir les nôtres dans l'ombre de l'ambassade russe à Paris. Etourdi, qui prenez Isvolski, le panrusse par excellence, pour un fédéra-

liste à tous crins, suspect de favoriser la cause lituanienne au dépens du polonisme ! Est-ce sérieux et où donc est votre probité professionnelle ? Si elle existe, citez des noms !

A l'encontre des Polonais dont l'échine souple sait s'accommoder de tous les régimes, notre politique, dans cette guerre, est droite et exempte de compromissions. Nous voulons *tous* l'indépendance politique *complète*, et Isvolski, pas plus que Bulow, Milioukof et von Hertling n'ont attiré nos regards vers l'est ou vers l'ouest. Aussi, vous défendons-nous de nous suspecter de complaisances envers l'Allemagne. Cherchez-les plutôt auprès de Studnicki, Lempicki, etc. !

Erronés dans le passé, vos renseignements sont aussi faux dans le présent. C'est en trois régions administratives que les Allemands ont divisé le pays, non en deux (gouvernements de Souvalkai et de Vilnius, gouvernement de Kaunas, et enfin le gouvernement de Grodno-Bielostock). La population des gouvernements de Souvalkai et de Kaunas n'a jamais parlé le polonais, qui ne saurait donc y avoir été « sévèrement banni par les autorités allemandes ». Quant au gouvernement de Grodno, vous savez mieux que nous qu'il n'est pas polonais mais lituanien ruthénisé, par suite de la stupide propagande du clergé polonais dans les églises même. Croyez-vous aussi que Dieu parle polonais, comme il l'assurait à nos paysans ? Vous paraissez les avoir méconnus durant vos longues randonnées dans cette auto dont le caractère propagandiste n'avait au surplus rien de démocratique. Pour tout dire, nous en voulons à votre bourgeoise auto ! Comment n'avez-vous pas compris qu'elle contribuerait à vous donner une idée fausse de ces terriens que nous sommes avec fierté. Si votre 100 HP n'avait pas brûlé la route, vous auriez saisi la signification profonde de notre mouvement essentiellement populaire, vous auriez compris que les « riches paysans » dont vous parlez avec quelque dédain, puisant aux véritables sources d'énergie terrienne, n'avaient pas besoin du stimulant russe, pas plus qu'à l'heure actuelle du stimulant allemand. Vous restez ignorant devant ce grand fait d'un peuple dont la vitalité s'affirme par une connaissance complète des intérêts lituaniens. C'est le peuple qui redevient lui-même, qui se libère des emprises étrangères. Il veut être le maître de ses destinées et de celles de son pays, car il l'habite depuis des siècles et il veut le réserver intégralement à ses descendants.

Que valent quelques propriétaires devant la volonté des paysans (oui, monsieur Bienaimé, des paysans) éternels gardiens de nos contrées ?

Ils ont jadis joué ce rôle plusieurs fois et en dépit de votre exactitude historique, ce ne sont pas les Lituaniens que les Chevaliers teutoniques auraient exterminés, mais bien les Polonais, puisque ces derniers, devant le péril, se virent forcés de s'unir avec la Lituanie, trois fois plus grande que la Pologne (Jagellon, 1385).

Nous sommes donc douloureusement peinés, Monsieur, de trouver sous votre plume, dans un organe qui soutient les droits inviolables du *peuple*, la méconnaissance du droit qu'a le nôtre de disposer de lui-même. Votre article, qui n'est ni mordant, ni satirique, ni documenté, mais qui sue la haine stupide, nous frappe parce qu'il s'élève, lamentable « élucubration », dans cette France héroïque, si unanime à défendre les nationalités opprimées. Aussi bien, votre besogne néfaste de mauvais Français et de mauvais journaliste, qui cherche à égarer l'opinion de son pays, nous rappelle-t-elle la brebis galeuse dans le troupeau sain. Nous avons heureusement de la France une idée différente de celle dont vous nous donnez la notion ; il en est de même pour la Pologne et évidemment pour la Lituanie ! Nous vous dispensons donc d'essayer de nous montrer notre pays à travers vos lunettes d'automobiliste. Rappelez-vous simplement que « Charbonnier est maître chez soi », car nous n'entendons pas qu'avec une absence de tact et un manque de loyauté envers la cause que défendent votre organe et votre pays, vous vous fassiez le détracteur incompétent d'une nation parfaitement digne de respect.

Heureusement pour la France et pour nous, le poilu, mauvais géographe, mais grand cœur, s'il ignore la Lituanie, veut cependant la libération complète de toutes les nationalités et son ardente confiance dans la victoire nous est un réconfort meilleur que votre lâche « campagne » à l'abri de votre bureau.

Le 60e anniversaire du Comte Michel Tyszkiewicz.

M. le Comte M. Tyszkiewicz a célébré ce mois-ci le soixantième anniversaire de sa naissance. Nous sommes heureux d'être en mesure d'insérer à cette occasion dans Pro Lituania *quelques notes biographiques sur l'éminent descendant d'une des plus anciennes et plus illustres familles de Lituanie, l'ami dévoué de notre cause — comme de celle des peuples opprimés et méconnus de Russie — dont la vie, toute de dignité simple et de discrète charité, s'est déroulée de façon aussi noble qu'utile.*

Souhaitons au Comte Tyszkiewicz les nombreuses années de santé que sa vigueur lui permet d'espérer, afin qu'il puisse consacrer son vaste savoir, ses remarquables aptitudes politiques, et, ce qui est mieux encore pour un homme d'Etat, sa longue et profonde expérience des hommes et des choses, cette connaissance des « temps, des lieux et des personnes » dont Richelieu faisait dépendre toute grande activité gouvernementale, au développement harmonieux des affaires publiques du nouvel Orient pacifié et régénéré. (La Rédaction.)

Le comte Michel Tyszkiewicz est né le 7 avril 1857, à Andruszowka, en Ukraine, de l'illustre famille lituanienne que les généalogistes [1] font remonter à Gedymin, grand-duc de Lituanie. Dans ses ouvrages historiques sur sa famille, le comte Tyszkiewicz a combattu cette opinion et croit qu'elle descend plutôt de la famille des Moniwid (Getgold) [2], qui a donné un gouverneur d'Oszmiana en 1387, des palatins de Kief en 1411 et de Vilnius en 1413 et en 1432. Depuis le quinzième siècle, où cette famille commença à porter le nom de Tyszkiewicz, elle compta plus de quarante grands dignitaires lituaniens et en partie ruthènes. Le palatinat de Brest-en-Lituanie y fut presque patrimonial pen-

[1] *Almanach de Gotha*, 1852.
[2] *Materyaly historyczno-genealogiczne*, Warszawa, 1911.

dant quatre générations. Elle avait le droit héréditaire de siéger à la Chambre des seigneurs de Lituanie jusqu'à l'union avec la Pologne, de mener ses propres troupes à la guerre sous sa propre bannière et comptait de nombreux vassaux nobles et même des princes parmi eux. Ses possessions immenses, le duché de Lohoysk, le comté de Berdyczew (qui à lui seul était grand comme la Savoie), Berezyna, Rozanna, Swislocz, Abele, Upita, Poniemun, Balwiezyszki, Srednik, etc., étaient situées en Ruthénie ou en Lituanie. En revanche, les Tyszkiewicz n'ont jamais possédé de territoires ni de charges en Pologne.

Le comte Michel Tyszkiewicz appartient à la branche aînée qui descend de Wasyl, palatin de Podlachie, célèbre par son opposition à l'Union de Lublin, en 1569, avec la Pologne. Son grand-père, Henri [1], colonel à l'âge de vingt-trois ans du 17me régiment des lanciers de Lituanie, offert par les Tyszkiewicz à Napoléon, en 1812, blessé et décoré au service de l'empereur; puis ayant hérité de sa mère, une princesse Lubomirska, des terres en Ukraine, il s'y établit et fut trente ans durant élu maréchal de la noblesse de Kief. Son père, Georges, avait été nonce de Samogitie [2], président de l'Ordre public en Lituanie, en 1812, tandis que son frère Thadée, général de l'Empire, devait en 1831 être élu chef du gouvernement civil de la Lituanie [3]. Il y perdit ses immenses terres de Swislocz, confisquées par la Russie et mourut en exil.

Le comte Michel fut élevé par un précepteur de grand mérite, Alexandre Wasilewski, un ardent patriote lituanien. C'est lui qui ouvrit les yeux à son élève sur le glorieux passé et le triste sort de la Lituanie et qui engagea ses parents à lui faire faire ses études à Vilnius où il passa plusieurs années et écrivit même une histoire abrégée de la Lituanie. Après un séjour d'une année à Pétersbourg et un court service militaire en Finlande, le jeune comte revint en Ukraine où il était né, et, sous l'influence de Tolstoï et Schewtchenko dont il était l'admirateur le plus ardent, il s'adonna à une grande activité philanthropique parmi ses paysans; persuadé de la justice de la cause des peuples opprimés naguère par la Pologne et alors par la Russie, il s'en-

[1] Né à Ponemune en 1790.

[2] Le père de ce dernier, Stanislas-Antoine, mort en 1801 à Balwizyszki, était castellan de Samogitie et son oncle, Antoine, évêque de Samogitie.

[3] Mort en 1854, en exil, à Paris.

thousiasma pour l'Ukraine à laquelle il devait offrir depuis la plus grande partie de ses forces et de sa vie. C'est alors (en 1888) qu'en vrai démocrate il vendit [1] sa magnifique collection d'anciennes chartes et documents de famille des seizième et dix-septième siècles pour pouvoir offrir une fondation (pour une œuvre littéraire en langue ukrainienne) à la société culturelle « Proswita », de Lemberg.

Il devait plus tard constituer une fondation à l'Université de Louvain pour l'étude de la question de l'Union religieuse et celle de la Ruthénie en général. Enfin, à l'occasion du centenaire de Schewtchenko, sans se soucier des menaces du gouverneur de Kief, il offrit 20 000 roubles à la Société ukrainienne des sciences de Kief. Il avait eu auparavant l'intention de donner une somme équivalente à ses paysans, mais l'ingratitude de ceux-ci pendant la révolution de 1905, révolution au cours de laquelle ils incendièrent dix-neuf fois ses propriétés, le décidèrent à affecter ses 50 000 francs à l'achat d'une villa en Italie pour artistes malades. Ce fut la Société des Beaux-Arts de Varsovie qui bénéficia de cette somme. Ce qui n'empêchait pas le comte Tyszkiewicz de consacrer de fortes sommes à des publications historiques et littéraires, d'élever à ses frais des jeunes gens, enfants de paysans, etc.

Mais tous ces bienfaits ne suffisaient pas encore à emplir son existence et surtout à satisfaire son activité intellectuelle de savant. Aussi écrivait-il. Il composa tout d'abord une histoire de la Ruthénie selon les auteurs polonais (3 volumes manuscrits), un *Recueil des chants populaires*, des *Notes sur l'Ukraine*, puis, sous l'empire de l'évolution de ses idées vers des tendances plus conservatrices, il écrivit *La démocratie et ses critiques en Pologne*, Cracovie 1904, œuvre très documentée, fortement conçue et magistralement écrite, *Pensées* (de différents auteurs) *sur la démocratie et la doctrine socialiste*, Paris 1906.

Sollicité par les grands propriétaires de Kief de poser sa candidature au Conseil de l'Empire russe, en 1906, il recueillit 86 voix sur 205, chiffre insuffisant pour le succès. Ce fut le candidat nationaliste polonais Seroczynski qui fut élu. Le comte Tyszkiewicz fonda alors le parti (conservateur) autonomiste (« Krajowa partya ») et la « Ligue des nobles et des propriétai-

[1] A son frère.

res». Malgré le caractère conservateur de ses organisations, il parvint à introduire dans leurs statuts des paragraphes favorables aux idées démocratiques qu'il partage. C'est ainsi qu'il obtint que les membres du parti autonomiste procéderaient à un parcellement de leurs terres en faveur des paysans du pays et que la ligue soutiendrait les droits de la langue et de la culture « locales» (le mot « ukrainien » était prohibé).

Désillusionné et désabusé par le caractère trop réactionnaire du parti dont nous parlons, il le quitta et fonda en 1909 la « Société de la paix » de Kief, la première de ce genre en Russie, où il groupa des éléments plus libéraux. Cette activité lui valut l'animosité des nationalistes polonais et russes et les dénonciations du célèbre Schtogolev. En revanche, il devint très populaire dans les cercles les plus larges du pays.

Etabli en Suisse dès le début de la grande guerre, il se consacra corps et âme à la défense des peuples opprimés de Russie et en premier lieu à l'Ukraine. Au moment où le sort de celle-ci semblait être scellé à tout jamais dans l'infortune et le deuil, où la Galicie était envahie et le métropolite Szeptycki emprisonné, il fut le premier à élever la voix en Europe pour la défense de ce malheureux pays. Plusieurs de ses articles, absolument remarquables, firent une impression profonde et furent traduits en plusieurs langues, y compris celle de valeur aussi locale que le hollandais et le catalan. Gustave le Bon, dans ses *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*, les cita élogieusement. Ils avaient paru dans le *Journal de Genève*, la *Gazette de Lausanne*, l'*Athénéum* de Londres, les *Annales des nationalités*, l'*Ukraine*, *Pro Lituania*.

Le comte Tyskiewicz y défendit ardemment, non seulement la cause de l'Ukraine, mais aussi celle de la Lituanie. En même temps, profondément ému de la détresse des fugitifs lituaniens et ukrainiens victimes des terribles mesures d'évacuation russes, il s'adonna au soulagement de leur misère et par d'éloquents appels à la charité parvint à dissiper l'atmosphère de malveillance que les Polonais, ennemis de leur cause, entretenaient envers ces malheureux. Ceux qui l'ont approché savent toutes les difficultés qu'il eut à surmonter, ainsi que les procédés dont il eut à souffrir et qui en auraient rebuté d'autres.

Champion courageux des peuples opprimés et méconnus, il s'est fait des ennemis et encore plus d'ingrats. Mais il s'est fait

aussi et c'est là sa grande consolation de nombreux amis et parmi eux cette vénérable princesse de Witgenstein, l'admirable centenaire d'Ouchy, que la mort a ravie cette année à tant d'affections et à tant d'infortunes, plusieurs membres de familles régnantes, de nombreux diplomates, des personnalités éminentes de tous les partis, — qu'il se plaisait à recevoir avec toute sa bonne grâce et toute sa courtoisie de grand seigneur, — « de grand seigneur comme il y en a peu », — avouait un de ses ennemis politiques, chauvin polonais, qui ne pouvait se défendre de lui rendre justice.

Tout dernièrement, le comte Tyszkiewicz a travaillé à la formation de la Ligue lituano-ukrainienne dont il a été élu président etqui lui rappelle les moments les plus chers de sa jeunesse comme les plus glorieux du grand passé historique de sa maison.

* * *

Outre ce titre, le comte Tyszkiewicz porte celui de président fondateur et de membre d'honneur de la Société de la paix, de Kief, de membre d'honneur de la Société de secours « Lituania », de Lausanne, de la Société des Beaux-Arts de Pologne, de la Société de la protection des élèves du Ier lycée de Kief, de la Société des étudiants malades et de la Crèche de Sainte-Hedwige, à Zakopane. Il est encore président honoraire de l'Œuvre catholique de Berdyczew, membre de la Société ukrainienne des sciences, de Kief, des sociétés historique et géographique de Varsovie, etc., grand-croix de l'Ordre de Saint-Grégoire et médaillé de la Croix-Rouge pour la guerre du Japon.

Faits et Documents.

La reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie par le Gouvernement impérial allemand.

Une Députation de la Taryba s'est présentée le 23 mars chez le Chancelier de l'Empire allemand pour demander au nom du peuple lituanien la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie par le Gouvernement impérial. La Délégation a reçu du comte Hertling la réponse suivante :

« Au nom et d'ordre de Sa Majesté l'Empereur, représentant l'Empire allemand, j'ai, Messieurs, à vous déclarer ce qui suit : « Considérant que le Conseil d'Etat lituanien, mandataire qualifié du peuple lituanien, a proclamé le 11 décembre 1917, la Restauration d'une Lituanie indépendante devant être unie à l'Empire allemand par une Union perpétuelle et par des conventions douanières, militaires, économiques et monétaires; considérant que le Conseil d'Etat lituanien a demandé à l'Empire allemand de le soutenir et de l'aider dans cette Restauration ; considérant enfin que les liens retenant la Lituanie ailleurs ont cessé d'exister : la Lituanie se trouve par la présente reconnue par l'Empire allemand *comme Etat libre et indépendant au nom de l'Empir eallemand* sur la base précitée de la déclaration de son Conseil d'Etat lituanien. L'Empire allemand est prêt à accorder à l'Etat lituanien la protection et l'appui demandés pour sa restauration et il prendra, d'accord avec les représentants du peuple lituanien, les mesures nécessaires dans ce but. Il y aura de même lieu de préciser les conditions de l'Union avec l'Empire allemand et de rédiger les conventions prévues. Le Gouvernement allemand part du principe que les conventions à conclure doivent aussi bien tenir compte des intérêts de l'Empire allemand que des intérêts lituaniens et que la Lituanie devra prendre sa part des charges de guerre allemandes, charges qui ont servi également à la libération de la Lituanie. »

Le conseil d'Etat recevra plus tard l'article formel de reconnaissance de l'indépendance du pays.

* * *

La décision du Conseil d'Etat lituanien du 11 décembre 1917, dont il est question dans cette réponse, dispose :

« Le Conseil d'Etat lituanien, reconnu comme représentant pleinement autorisé du peuple lituanien par les Lituaniens du pays et de l'étranger, proclame, en invoquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes déjà reconnu et les décisions de la Conférence lituanienne qui s'est tenue à Vilnus, du 18 au 23 septembre 1917, la reconstitution de l'Etat lituanien indépendant avec Vilnus comme capitale, et sa séparation de toutes les unions politiques ayant antérieurement existé entre la Lituanie et d'autres Etats. Pour la reconstitution de cet Etat comme pour la sauvegarde de ses intérêts lors des pourparlers de paix, le Conseil d'Etat demande la protection et l'aide de l'Empire allemand. Eu égard aux intérêts vitaux de la Lituanie qui réclament la création rapide de relations étroites et durables avec l'Empire allemand, le Conseil d'Etat est partisan d'une Union avec l'Empire allemand, Union qui trouvera sa réalisation dans des conventions militaires et économiques, et dans une communauté douanière et monétaire. »

Congrès politique des Lituaniens d'Amérique tenu à New-York les 13 et 14 mars 1918.

A la suite d'une entente entre les deux principaux partis lituaniens des catholiques et des nationaux démocrates, en vue de convoquer le 2e Congrès lituanien et de conférer sur les besoins de notre pays, un congrès fut convoqué à New-York les 13 et 14 mars. Chaque groupe de cinquante lituaniens put y nommer un délégué.

Trois mille Lituaniens se réunirent ainsi afin de discuter des questions urgentes. Ils se mirent d'accord sur les points suivants :

1° Demander aux Gouvernements alliés de reconnaître l'indépendance complète de la Lituanie.

a) Dans ce but, ils ont nommé une délégation composée du Dr Bielskis, ainsi que de Kaupas et Karuźa, et lui ont donné mission de se présenter auprès du Président Wilson pour le prier d'appuyer, dès maintenant et au Congrès général de paix, l'indépendance et la neutralité de la Lituanie.

b) Ils ont approuvé la circulaire du parti catholique qui demandait l'indépendance de la Lituanie et ont prié tous les Lituaniens en âge, des deux sexes, de souscrire à cette pétition, qui avait déjà réuni 200.000 signatures.

c) Ils ont renforcé le Conseil National lituanien d'Amérique déjà existant par les représentants du parti national démocrate.

2° Ils ont également décidé de transformer le Bureau d'Information lituanien de Washington en lui adjoignant trois nouveaux membres, qui siégeront comme précédemment à Washington, pour informer l'opinion américaine des questions intéressant la nation lituanienne.

3° Après avoir considéré l'immense misère dans laquelle se trouve notre pays par suite du conflit de deux armées et de l'occupation durant trois ans par les armées allemandes, le Congrès de New-York a décidé unanimement la constitution d'un fonds spécial, en obligeant tous les Lituaniens patriotes de verser annuellement une somme de trois dollars et plus, si leurs ressources le leur permettent.

Protestation lituanienne contre les traités de Brest en Lituanie.

1° Les traités de Brest en Lituanie entre la Quadruple alliance, l'Allemagne en particulier, d'une part, et la Grande-Russie et l'Ukraine de l'autre, ne sauraient engager le peuple lituanien, qui n'y a été ni partie, ni même représenté, en dépit de réclamations réitérées.

2° Ni la frontière orientale, ni la frontière méridionale tracées par ces traités ne sauraient répondre aux desiderata les plus légitimes du peuple lituanien s'appuyant sur d'irréfutables données ethnographiques, géographiques, historiques et économiques.

La frontière orientale Druja (Drouïa), Vidiai (Vidzy), Aśmena (Ochmiany), Mariné, Mastai (Mozty), Prudénai (Proujany) notamment, en laissant de nombreux éléments de la nation lituanienne en dehors des limites du nouvel Etat, la mutile et, à défaut de modifications indispensables, la paix de Brest en Lituanie sera le germe de conflits futurs en ce qui concerne l'Etat lituanien.

Lituaniens et Polonais.

Le député polonais-prussien Seyda s'est élevé, lors de la présentation des traités de Brest-Litowsk au Reichstag, contre les différentes injustices dont la Pologne aurait été victime, et au nombre desquelles figurerait l'attribution de Grodno et de Bielostock, régions polonaises, à la Lituanie. On ne saurait trop protester contre les prétentions que traduisent de semblables propos. Les provinces de Grodno et de Bielostock n'ont jamais cessé de faire partie intégrante de la Lituanie, de la fondation de cette dernière, au XIIIe siècle, comme Etat indépendant, jusqu'à l'annexion russe, et cette appartenance nationale a été si peu contestée par le conquérant lui-même, que les deux provinces ont alors été comprises dans la province de Lituanie. L'administration allemande d'occupation n'a fait qu'enregistrer des résultats séculairement acquis et d'ailleurs conformes à la situation ethnographique la moins indubitable.

Troupes lituaniennes sur le front oriental.

3 corps d'armée lituaniens (plus de 100 000 hommes), recrutés parmi les Lituaniens de l'armée russe, viennent de faire leur jonction sous les ordres du général Klimaitis du côté de Vitebsk avec les troupes allemandes.

La garde du front Polock (Polotsk) Berezina (150 km. à l'est de Minsk) a été confiée à l'armée lituanienne, que vont incessamment renforcer de nombreux volontaires de Lituanie.

Protestation du Conseil National lituanien.

Le Conseil national lituanien a envoyé le télégramme suivant au chancelier von Hertling, aux députés Erzberger, Naumann, Scheidemann, Westarp, et au Gouverneur Général de Lituanie et de Courlande, von Keyserlingk :

« D'après les résultats actuellement connus des pourparlers entre l'Allemagne et la Pologne, on accorderait aux Polonais un accroisse-

ment de territoire dans l'Est sous la forme d'une cession totale ou partielle des gouvernements essentiellement historiques de Grodno et de Minsk, le premier étant en totalité ethnographiquement lituanien et le second en partie. A cette occasion le Conseil National lituanien porte à votre connaissance que le peuple lituanien considère ce projet comme une menace pour son existence, qu'il proteste de toute son énergie contre une pareille convention et qu'il défendra l'intégrité de son territoire par tous les moyens se trouvant à sa disposition. »

Une atteinte au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

Une communication du *Berliner Tageblatt*, confirmée par la *Germania* se fait l'écho de pourparlers qui seraient en cours entre les puissances Centrales, l'Allemagne notamment et la Pologne, pour attribuer la région de Minsk à cette dernière, l'accès à cette région n'étant possible que par le territoire lituanien.

Il y aurait là une mutilation du peuple et du territoire lituaniens absolument contraire au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et que serait justement ce « transfert de population de gouvernants à gouvernants » stigmatisée par le Président Wilson auquel le Gouvernement allemand s'est rallié lui-même.

Les Lituaniens sont fermement décidés à s'opposer à cette mutilation par tous les moyens.

A propos du souverain de Lituanie.

Le Bureau d'Information de Lituanie est chargé par le Conseil National lituanien de faire la déclaration suivante :

« Le bruit de l'élévation au trône de Lituanie d'un membre de la famille royale de Saxe ainsi que de l'éventualité d'une Union personnelle entre la Lituanie et ce royaume, bruit qui fait actuellement le tour de la presse allemande, devance les événements.

» Etant donné que la Lituanie aspire à une indépendance complète, seule conforme au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ainsi qu'aux multiples reconnaissances de ce principe par le gouvernement allemand lui-même, ce projet ne saurait être envisagé comme une solution acceptable au peuple lituanien. »

La Lituanie et la Pologne.

En date du 26 février 1918, le Bureau polonais de Presse de Berne communique à la presse, sous le titre : « Les Polonais de la Lituanie », un *bulletin* qui appelle les observations et rectifications suivantes :

1° Le chiffre de population polonaise que le dit Bulletin veut voir dans certaines régions de Lituanie et qui, d'après lui, s'élèverait parfois à 70 % du chiffre total d'habitants, est absolument faux. Une partie de la population est simplement polonisante, victime de menées panpolonaises qu'un nouvel ordre de choses fera définitivement disparaître.

2° La civilisation polonaise, que le *Bulletin* invoque comme ciment d'aspirations polonophiles ou panpolonaises en Lituanie, est un titre des plus douteux. Les régions lituaniennes polonisantes sont les moins civilisées de Lituanie, les plus misérables et les plus arriérées, la culture polonaise, s'il y en a une, n'est rien moins que démocratique.

3° L'éventualité d'une sécession des « territoires du Sud et de l'Est de la Lituanie, y compris la capitale Vilnius, à l'Etat polonais, au cas où la Lituanie s'obstinerait à ne pas accepter l'union avec la Pologne, ne repose absolument sur rien, ni historiquement, ni ethnographiquement. Déplacée comme argument, elle est ainsi doublement ridicule comme menace, et c'est en tout cas un piètre moyen de s'attirer les sympathies voisines.

A propos de la question Polono-Ukrainienne.

Le Comité lituano-ukrainien nous communique la déclaration suivante :

« Les Polonais de tous les partis ont protesté avec véhémence contre la frontière polono-ukrainienne créée à Brest-Litowsk, et notamment contre l'attribution à l'Ukraine du gouvernement de Cholm. » A les entendre, il s'agirait d'un pays foncièrement polonais et l'injustice commise à leur égard serait manifeste.

La vérité est que cette prétendue partie du royaume de Pologne a constitué du XIIIme au XVIme siècle, sous le nom de Podlasie, un élément de l'Etat lituano-ukrainien. Ce pays fut arraché par la violence à l'Union de Lublin (1569) par les Polonais, et ce malgré les énergiques protestations des Lituaniens ainsi que celles du vaillant Palatin de la Podlasie, le Comte Wassyl Tyskiewicz.

Cette province, peuplée en grande majorité d'Ukrainiens, fut à juste titre séparée officiellement de la Pologne en 1912, aux termes d'une loi votée par la Douma ; les tractations de Brest-Litowsk n'ont fait que sanctionner la vérité en l'attribuant à l'Ukraine.

Les Polonais usent de nouveau de leur fameuse méthode : empiéter sur les droits de leurs voisins et protester à grands cris quand ceux-ci réagissent fort légitimement.

Nous sommes tout prêts à admettre les revendications polonaises lorsqu'elles sont justes et, dans cette mesure, nous leur souhaitons un plein succès. Raison de plus pour nous opposer énergiquement, ainsi que c'est le cas par la présente déclaration, à toutes les exigences dépassant les limites de leur droit et lésant celui d'autrui.

Nous en appelons à la justice internationale, base fondamentale de la Société des nations de demain, pour dénier, et ce, de facon définitive, aux Polonais le droit de chercher continuellement à inquiéter la Lituanie et l'Ukraine, qui sont bien décidées à ne plus être victimes de toutes leurs vexations.

BIBLIOGRAPHIE

W. St. Vidunas. *La Lituanie dans le passé et dans le présent.* — Atar, Genève.

L'heure n'est pas au vague sentimentalisme, ni aux conceptions philosophiques généreuses mais stériles. L'heure est à l'action. Partout dans le monde s'élèvent des voix qui proclament l'impérieuse nécessité d'agir et, dans les tréfonds sociaux ou s'élabore la conscience future des peuples à qui cette guerre donnera la liberté, les volontés se trempent pour les luttes d'aujourd'hui et de demain.

Notre grand philosophe, poète et dramaturge lituanien Vîdûnas méconnaît cette vérité dans le livre dont M. Antoine Viscont nous donne une traduction de l'Allemand « La Lituanie dans le passé et dans le présent ». C'est le plus grand reproche que nous ferons à ce livre et il est essentiel.

Malgré l'abondance des faits qu'il nous présente, nous regrettons que l'auteur, entraîné par ses tendances propres, ait considéré uniquement le point de vue statique de la Lituanie, et laissé de côté tout ce qui touche à la dynamique de notre peuple, à son développement futur, aux possibilités merveilleuses qu'il recèle. C'est un artiste qui a écrit ce livre ; ce n'est point un homme politique et nous ne craindrons pas de dire à M. Vîdûnas que l'absence d'une idée directrice synthétisant les énergies actuelles des Lituaniens, l'absence de cette foi essentielle aux grands tempéraments rabaisse considérablement la valeur de son travail. Pourquoi lancer dans le public un livre ou le ressort moral fait complètement défaut ? Assez de luttes nous attendent, assez d'erreurs à combattre se dressent devant nous, assez de détracteurs intéressés nous dénigrent sans qu'il soit nécessaire à un Lituanien, doutant de son pays, de leur donner des armes pour nous combattre. La traduction qui ne se rachète par aucune qualité d'élégance et de finesse en était même inutile. Sans doute, ces défauts s'expliquent. Une cosmogonie panthéiste qui est le système philosophique de l'auteur a, tout entière, influencé son œuvre si bien que, pour lui, la vitalité des petits peuples ne résiste guère à l'absorption progressive des grands.

Lutte-t-on contre les loi naturelles ? Ainsi va le monde. Déjà Vigny faisait dire à la Nature : « Je roule auprès de moi sans voir et sans entendre, à côté des fourmis les populations. » Il faut se résigner ; la

grande machine écrase et tout ce qui disparaît sert au bonheur futur de l'humanité. Mais le peuple lituanien qui, loin d'être un est une réalité agissante, n'a que faire de ce panthéisme scolastique. Il souffre, il faut le soulager, il veut vivre, il faut l'aider. « L'avenir du peuple, dit M. Vîdûnas, se forgera de l'action simultanée des forces en jeu. Réfléchir à cela est chose oiseuse. L'homme doit agir et lutter pour ce qu'il y a de plus élevé et de plus noble. Le reste s'en suit tout naturellement. » Ce qu'il y a de plus élevé et de plus noble pour l'auteur, c'est la langue, le caractère, l'esprit. Qu'importe la disparition de la Lituanie si l'esprit lituanien subsiste ! Ce qui est bas et vulgaire, ce dont il ne faut pas se préoccuper, c'est au contraire le bien-être matériel, la richesse, la politique, la lutte. Il dit ailleurs : « Les choses matérielles n'ont même qu'une importance secondaire. On doit estimer bien plus les forces morales, les biens de l'esprit.... »

Aussi, tâche-t-il de nous prouver que le Lituanien et la Lituanie elle-même sont bien conformes à la représentation métaphysique qu'il s'en fait. « Chaque coin respire la tranquillité, dénonce la douceur des sentiments, nous montre une vie contemplative en communauté étroite avec la nature. » Le panthéisme mystique lui fait encore dire : « C'est un trait du caractère lituanien de rechercher les rapports entre l'esprit et la nature et de s'y attarder, pensif. » — Quant au peuple lituanien « tout entier il est animé de cette pensée, que son salut se trouve dans la conservation de ses mœurs et dans la création d'une culture nationale. »

L'inexactitude de cette affirmation qui ferait croire à la passivité de notre peuple est surabondamment prouvée par les faits. Certes nous tenons à nos coutumes et à notre culture nationale, mais nous savons que le meilleur moyen d'en sauvegarder l'intégrité est d'en consacrer officiellement l'existence par la création de cette organisation collective supérieure qui est l'Etat. Et c'est pourquoi le peuple lituanien se passionne pour les institutions qui tâchent de représenter cette collectivité, c'est pourquoi après avoir unanimement voté pour l'élection de l'Assemblée nationale, il suit attentivement les actes du Conseil d'Etat, qui est son premier organe gouvernemental.

De semblables événements intéressent sans doute médiocrement l'auteur, car il les néglige encore pour une autre raison qui ne tient plus à la formation intellectuelle, mais bien au milieu dans lequel il a vécu. C'est un Lituanien de Prusse orientale qui connaît assez mal les choses de notre pays et qui, en tous cas, ne participe pas activement au grand mouvement qui, en restaurant notre Etat, veut donner à la culture lituanienne, l'occasion de s'affirmer par l'égalité qu'elle conquerra dans le monde des nations organisées.

Par système philosophique autant que par satisfaction de son état actuel, il reste donc étranger à la véritable mentalité de notre peuple

et, sans doute, une pareille attitude est faite pour rendre pessimistes ceux qui, comme lui, ne peuvent entrer dans la « terre promise » dont leurs pieds foulent déjà le seuil. Mais l'auteur n'a pas droit d'extérioriser son pessimisme ou celui du Lituanien de Prusse orientale sur nos frères de Grande Lituanie, il n'a pas droit de dire : « Chez beaucoup la réserve est devenue de la résignation surtout en ce qui a trait à la destinée de leur nationalité.... »

C'est peut-être vrai pour la plupart des Lituaniens de Prusse orientale, mais c'est faux pour la Grande Lituanie. Le tempérament mystique de l'auteur est aussi soutenu par des considérations procédant de la collectivité dans laquelle il évolue et veut continuer à être un organe contribuant à la marche du tout. Il est donc naturel qu'il soit très indulgent à l'égard de la façon dont l'Allemagne a traité ses Lituaniens de Prusse orientale et l'auteur est l'exemple vivant de l'Empire germanique sur les cerveaux malléables, à qui manque la grande théorie de l'action. Cela l'amène à dire que « la nation lituanienne a été relativement peu opprimée par les Allemands » et « qu'on n'a pas empêché les Lituaniens de cultiver leur civilisation propre ». Pourtant existe-t-il une seule école lituanienne en Prusse ? L'auteur est forcé d'avouer que « dans les milieux allemands on regarde la dénationalisation des Lituaniens comme un fait naturel », et il parle avec trop d'indulgence des « quelques excès de zèle de la part d'employés subalternes. »

En réalité, depuis 1422, époque à laquelle la Prusse acquit les pays lituaniens et qu'elle occupe encore, cette puissance n'a pas cessé de progresser au détriment de l'élément lituanien. Peut-on dire alors qu'elle le favorise ? On connaît la rigueur avec laquelle l'Allemagne traite ses éléments étrangers et, si elle tolérait la presse lituanienne, c'est parce que les tendances de cette dernière ne l'inquiétaient pas. Cela n'empêchait pas d'ailleurs la police impériale de surveiller particulièrement les Lituaniens de Russie qui se rendaient en Prusse orientale.

Faut-il dès lors s'étonner si l'auteur, tout à ses constructions idéales, ne nous apporte pas dans ce travail la rigoureuse documentation et la précision historique que nous sommes en droit d'attendre ?

Le livre commence presque par une inexactitude, M. Vîdûnas affirmant que notre pays est « grand comme environ la Suisse » et qu'il a largement 3 millions d'habitants. C'est faux puisque la Lituanie couvre 120 000 km². alors que la Suisse n'en couvre que 43 000 ; de plus la Lituanie compte environ 7 millions d'habitants ; au contraire la Suisse n'en a que 3 millions, ce qui fait disparaître l'autre point de similitude. Cette restriction s'explique, car l'auteur définissant la terre lituanienne dit qu'elle existe partout ou l'on parle lituanien. Mais il oublie que la langue essentielle pour lui, n'est pas le seul signe distinctif d'un peuple, qu'il y en a, même à côté, d'autres tout aussi importants tels que la

race, les mœurs, le folklore, la religion, l'histoire et surtout la volonté commune. L'Irlande qui a presque perdu son langage séculaire en est-elle devenue plus anglaise? Si M. Vîdûnas songeait à cela il ne dirait pas « que la forêt de Balstogé (Bialystok) ne fait plus partie de la Lituanie, car tout autour la race est restée lituanienne, dans ses apparences extérieures et même dans son langage. Et il y a en Amérique nombre de villes où l'on parle lituanien, mais que nous n'oserions jamais revendiquer comme terres lituaniennes.

Il convient également de remarquer que ce n'est pas en 1860 qu'il fut défendu aux Lituaniens d'imprimer des livres dans leur langue, mais bien en 1865. Pareille erreur de date se répète quand l'auteur place en 1833 le soulèvement polonais qui se produisit en 1831. Nous ne dirons qu'un mot du chapitre qui concerne l'histoire de la Lituanie, regrettant qu'il ne soit qu'un rapide aperçu des événements sensationnels pour notre pays. Il est cependant de moins en moins certain que la mort de Vytautas ait été occasionnée par une chute de cheval. L'hypothèse de son empoisonnement par les Polonais paraît beaucoup plus plausible.

Bien supérieurs à ce sec résumé sont au contraire les passages où l'auteur parle du type lituanien, du caractère lituanien et surtout du langage lituanien. Ces pages auxquelles nous renvoyons le lecteur nous consolent des doutes, des exagérations et des inexactitudes que nous venons de relever. Il est vrai d'écrire que « le lituanien se détourne sans mot dire et souvent avec mépris de ce qui s'est montré bas et vulgaire ». La conscience très nette qu'il a de sa dignité n'en fait point un homme fier et « il s'approche de la même façon du grand seigneur que du mendiant ». La classe ne fait pas à ses yeux une grande différence parmi les hommes.

Avec M. Vîdûnas, nous répéterons que dans l'attitude du Lituanien, il convient de voir plutôt de la réflexion et de la réserve que de la défiance, et nous lui prouverons que nous sommes fidèles aux qualités de notre race, que nous ne nous défions pas de l'avenir en répondant à la douloureuse question qu'il se pose : « La Lituanie prospérera-t-elle ou dépérira-t-elle? » par la claironnante affirmation : « Oui, la Lituanie prospérera parce que nous le voulons ! » Moïse qui avait douté, n'entra jamais dans la « Terre promise », car comme disent les Français : « Celui qui doute de son pays n'est plus digne d'en faire partie. »

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS

par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

L°, 20 Rbj

Rm 37061

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 5

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La Lituanie et le parti militaire allemand 139
La politique orientale allemande et la Lituanie 143
L'état des écoles en Lituanie avant la guerre et pendant la guerre 144
Vilnius et son trésor artistique 155
Edouard Gisevius 161
Revue de la presse. 166
Faits et Documents. — Les Lituaniens ne veulent pas de la tutelle allemande. — Président Wilson et l'indépendance de la Lituanie.

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 5.

PRO LITUANIA

La Lituanie et le parti militaire allemand.

Voilà bientôt deux mois écoulés d'indépendance, deux mois que l'on peut sans exagération qualifier d'indépendance fictive et nominale, car quelle que soit l'anxiété des patriotes lituaniens elle n'a encore permis aucun travail précis, aucune forme d'organisation nouvelle et les promesses qu'on nous a faites restent encore à réaliser.

Sans doute des influences occultes jouent encore dans le pays et en Allemagne. A distance nous percevons leurs efforts qui tendent à anéantir cette belle et généreuse activité qui bouillonne dans le cœur des Lituaniens. Et la cause de ces hésitations étonne d'autant plus que l'Allemagne ne nous avait guère habitués, avec sa politique réelle, à s'attarder dans des complications intérieures et à dévier du but lorsqu'il a été une fois nettement établi.

Certes voilà un pays jeune, ardent, qui depuis plus d'un siècle attend de s'appartenir pour se livrer à son rôle dans le concert des Etats, voici des bras qui s'offrent, une énergie que rien ne dompte qui se propose d'organiser, de cultiver, de mettre en valeur, de construire pour l'avenir et voilà qu'on laisse sans aide, dans l'éparpillement de leur impuissance ces forces qui différemment captées et sainement ordonnées contribueraient merveilleusement à l'harmonie du tout.

Et quels motifs donc arrêtent ainsi à la fois le travail efficace de régénération des Lituaniens, de même que l'aide procurée par le gouvernement allemand ? Ce ne sont pourtant pas des motifs qui nous dépassent. Nous les voyons jouer tous les jours leur rôle néfaste dans l'Allemagne qu'ils avilissent et mettent au ban des nations.

KAUNO VIEŠOJI BIBLIOTEKA

Ce sont les motifs d'annexion et de colonisation que ne dissimulent pas les pangermanistes et avec eux la clique du parti militaire. Ainsi, gens férus d'impérialisme, hobereaux et junkers, séides d'une autocratie rêvée se liguent encore les forces intelligentes qui, en Allemagne et dans notre pays, attendent du bien du nouvel ordre de choses.

Les faits sont multiples qui tous nous obligent à signaler cette attitude honteuse de rapacité qui, passant par-dessus la tête des gouvernants actuels, force la main au pouvoir responsable, seul chargé de la conduite des opérations politiques et militaires. C'est le refus de signer les conventions envisagées, dans l'espoir d'obtenir davantage sans conventions et par la force brutale. Ce sont les interdictions que l'on met au trafic postal et aux voyages, la censure et enfin, cause suprême, le refus de la part de l'autorité militaire de passer progressivement les pouvoirs à l'administration civile malgré l'espérance et même la certitude qui nous en avaient été données.

Le *Vorwœrts* nous apprend encore qu'il y eut récemment des protestations contre la façon dont étaient conduites les affaires dans l'Est.

M. Scheidemann dit : « Les événements dans les territoires occupés dans l'Est donnent à penser. La guerre ne doit pas se muer en une guerre de conquêtes. Selon tous les renseignements qui nous arrivent le militarisme agit dans les territoires d'une manière qu'on ne peut justifier, de même que c'est une grosse maladresse politique de heurter de front une population dont on attend quelque chose.

» A la demande de l'autorité militaire, on empêche les représentants des peuples de l'Est de venir à Berlin. En défendant le voyage des représentants allemands dans ces pays, on veut évidemment empêcher un échange d'idées. Les représentants de la Lituanie qui se trouvaient à Berlin, ont été priés de partir le plus tôt possible, soi-disant pour prendre part à une fête à Vilnius, fête qui n'a pas eu lieu. Maintenant on leur refuse les passeports. »

Le député Gothein dit : « Les événements dans les Etats frontières de l'Est, ne peuvent que nous remplir de confusion. »

La *Frankfurter Zeitung* assure de son côté que l'incertitude continue à régner sur le sort réservé à la Lituanie, et le Conseiller du Gouvernement Cleinwer, spécialiste des questions orientales, assure qu'il serait inutile de vouloir faire de la Lituanie

un grand Etat et que cela gênerait l'Allemagne. Aussi conseille-t-il de redonner Vilnius à la Russie.

Nous sommes obligés de répéter avec M. Hervé que l'ogre pangermaniste a : « un appétit insatiable, tout y passe. » Lituaniens, aurons-nous encore ce malheur ?

Nous pourrions le penser si nous en croyons ce que dit l'*Arbeiter Zeitung :*

« Il y a là-bas en Lituanie un réservoir inépuisable de forces productrices besogneuses que convoitent les Yunkers Prussiens pour les attirer sur leurs domaines et les rois du charbon allemand pour les faire entrer dans leurs mines. Là-bas, dans ces pays riches avec leur population croissant rapidement, l'industrie allemande trouverait des débouchés qui remplaceraient le marché qu'elle a perdu en Angleterre et au delà de l'Océan. Il y a là-bas des possibilités qui permettent au capital allemand de beaux bénéfices. »

Le régime devient évidemment intolérable. Il a conduit le commissaire extraordinaire pour la Lituanie lui-même, Comte de Kayserling, à démissionner devant les machinations sans nombre et les entraves mises à l'accomplissement de ses fonctions.

Voilà bien un geste qui en dit long dans sa simplicité résignée, dans l'abandon muet des pouvoirs sur lesquels il comptait pour faire disparaître chez nous les traces de la guerre et amener progressivement le pays à une vie meilleure ! C'est le geste d'un homme de cœur que comprennent tous les patriotes lituaniens. Il inflige à cette attitude de duplicité tout le désaveu loyal que l'on peut attendre de ceux pour qui le chemin des intrigues est une route qu'ils ne foulent point.

L'Etat militaire et pangermaniste dans l'Est allemand trouve donc encore une fois à qui parler. Souhaitons que les intrigues de la « Société lituano-allemande » rencontrent en Lituanie une opposition analogue et que les fonctionnaires consciencieux lui démontrent le danger de leurs intrigues. Nous comptons certes sur elle pour organiser la Lituanie et nous voulons bien recevoir ses conseils, mais nous n'admettrons jamais que cette Société purement privée se substitue aux droits souverains de l'Etat lituanien. Ne cherche-t-elle pas déjà à modifier la composition de la *Taryba* en y faisant entrer des éléments sur lesquels elle peut compter, puisque les membres actuels se mon-

trent trop soucieux de la dignité du pays. Malheur à nous si nous acceptions qu'une coterie puisse se mêler de nos affaires nationales et détourner nos regards du véritable intérêt de l'Etat lituanien ! Son tour serait bientôt venu de constituer chez nous le pouvoir omnipotent à qui il faut en référer pour prendre une décision. Cette Société devrait mettre à la base de ses travaux l'étude du caractère lituanien qui seule pourra lui donner les directions nécessaires à son appui si elle est de bonne foi.

Tels que nous sommes dans notre faiblesse momentanée, conquis sous le régime russe à la dure expérience des choses, nous ne laisserons pas des cliques, qu'elles soient militaires, politiques ou privées, attenter à notre indépendance nationale. Et nous savons que le gouvernement allemand n'entend pas non plus se laisser dicter ses actes. Pouvoir d'équilibre, gardien des intérêts allemands, il apprécie seul ce qui lui convient et si le flot des pangermanistes ou des annexionnistes cherchent à le submerger, nous savons qu'il résistera et qu'il tiendra ses promesses. Nous comprenons sa délicate situation et nous lui signalons le péril que lui causerait la réussite des intrigues que nous dévoilons. Faudrait-il voir de sa part un acquiescement à ses doctrines dans le discours du vice-Chancelier Von Payer devant la grande commission du Reichstag où il est ouvertement parlé d'annexions et de colonisations ? Nous ne le pensons pas, mais nous y voyons une hésitation sur la conduite à tenir. Pour nous il ne peut y en avoir et nous aiderons le gouvernement à persévérer dans son attitude favorable envers notre pays. Nous ne voulons en effet qu'une indépendance complète et si nous sommes en rapport avec l'Allemagne qui la première nous a témoigné de l'intérêt, il ne faut pas oublier que nous attendons d'autres reconnaissances imminentes. Cela prouve que les manœuvres de certains partis germanisants ou germanophiles ne sauraient nous émouvoir, ni nous donner des ordres.

Ainsi jugeons-nous nécessaire de dire au gouvernement allemand que les annexions voulues par le parti militaire, publiquement annoncées, vont créer purement une fermentation et accroître un nouvel et éternel péril.

La politique orientale allemande et la Lituanie.

A la grande Commission du Reichstag, le vice-chancelier von Payer a tenu un discours sur les questions orientales qui peut être considéré comme un changement de la politique orientale du gouvernement allemand votée et approuvée par la résolution du Reichstag du 19 juillet dernier.

Le vice-chancelier change complètement d'attitude dans ce discours et il est tout à fait clair que les Allemands, ne s'en tenant plus à la résolution du Reichstag, cherchent à organiser leur conquête et à s'assurer une solide frontière orientale. M. von Payer va même jusqu'à parler de colonisation et d'annexion.

C'est ainsi qu'il s'exprime le 7 mai au Reichstag :

Nous devons en Lituanie poursuivre les mêmes buts que dans les autres pays. Les Lituaniens doivent se créer une administration et un gouvernement à eux. Nous pouvons les soutenir dans cette œuvre, sous la seule réserve que cette indépendance se tiendra dans le cadre des conventions passées ou à passer avec le gouvernement allemand. L'édification de l'administration de ce pays, dans l'état de choses actuel, ne pourra avoir lieu que d'accord entre l'administration civile allemande et l'autorité militaire allemande. Mais il faut que nous trouvions les hommes à la hauteur de cette mission et il faut qu'ils soient intercalés dans l'organisation de l'Empire ou bien il nous faudra créer des organisations nouvelles, toutes choses exigent du temps, d'autant plus qu'il y a encore beaucoup d'autres obligations qui s'imposent à l'administration militaire allemande. Mais dans les grandes lignes, les travaux préparatoires sont terminés.

« Les Lituaniens doivent se créer un gouvernement et une administration propres. La création de l'administration de ce pays ne peut intervenir qu'ensuite d'un accord entre l'administration civile et militaire allemandes. »

Il est permis de se demander à quelle administration il est fait allusion. Les termes vagues et imprécis de cette affirmation laissent voir toute la duplicité du gouvernement impérial, qui

hésite à prendre une décision favorable à la véritable indépendance de la Lituanie.

Bien que l'Allemagne ait reconnu par acte du 23 mars dernier cette indépendance et bien qu'à cette occasion elle ait affirmé qu'on laissera s'organiser une administration propre dans ce pays, jusqu'à présent le gouvernement de Berlin a fait preuve de son mauvais vouloir et c'est lui qui a empêché le transfert des pouvoirs de l'administration militaire à l'administration civile ; c'est lui qui s'oppose à la création d'un gouvernement régulier.

Il est évident que cette attitude hésitante a pour but de continuer à tirer le plus grand profit des ressources économiques du pays en le maintenant le plus longtemps possible sous le régime allemand. Une plus grande liberté laissée aux Lituaniens serait en effet incompatible avec l'exploitation véritablement désastreuse des forêts lituaniennes qui, mises en coupes abusives, prennent le chemin de l'Allemagne, via Tilsit, Libau et Riga. Les connaisseurs disent même qu'elles ont fourni à l'Allemagne ce que la consommation lituanienne leur aurait demandé en vingt ans, et que la valeur du bois coupé atteint plusieurs milliards de marks.

Quo usque tandem !

L'état des écoles en Lituanie avant la guerre et pendant la guerre.

Le développement des écoles en Lituanie peut être divisé en deux périodes : celle qui précède la révolution de 1905 et l'autre qui va de 1905 jusqu'à la guerre mondiale. Avant 1905, les écoles avaient, en Lituanie, un caractère purement russe. Les écoles privées, avec l'enseignement en lituanien, étaient absolument interdites. La langue lituanienne était admise comme sujet d'étude dans les écoles secondaires du gouvernement de Souvalkai, tandis qu'elle était prohibée dans les autres gouvernements lituaniens : Kaunas, Vilnius, Gardinas (Grodna), Minsk, Vitebsk. Le gouvernement russe s'est toujours efforcé

d'étouffer toute manifestation de la vie nationale en Lituanie ; ce fut le cas lorsqu'il défendit, en 1864, l'impression des livres lituaniens en caractères latins. Nous verrons que le gouvernement russe cherchait tous les moyens possibles pour entraver le développement de la science en Lituanie en allouant des subventions infimes aux écoles.

D'après une statistique du gouvernement russe, les dépenses totales pour les écoles primaires du gouvernement de Vilnius s'élevaient, en 1903, à 142 166 roubles et 91 484 pour les écoles supérieures. Elles se répartissaient ainsi :

Pour le gouv. de :	Ecoles primaires :	Ecoles supérieures :
Vitebsk	239 003 roub.	21 174 roub.
Gardinas	242 166 »	79 075 »
Kaunas	192 092 »	48 354 »
Minsk	276 502 »	60 980 »
Suvalkai	63 216 »	8 563 »

Pour donner une idée exacte de l'état de l'instruction en Lituanie, je citerai ici un passage de la statistique russe de la même année. D'après cette dernière, dans tous les gouvernements de Lituanie, y compris Mohilev, il y a une école par 47 kilomètres carrés et une par 1416 habitants. Dans les dix gouvernements de Pologne, y compris le gouvernement lituanien de Souvalkai, on comptait une école par 28 km. carrés ou une par 866 habitants.

Dans ces mêmes pays, il y avait des écoles soi-disant confessionnelles dirigées par des popes russes. On en comptait une par 879 kilomètres carrés et par 26 373 habitants.

Les écoles de Lituanie, étant russes, n'avaient aucune influence sur la population. En outre, en Russie, l'instruction publique n'était pas obligatoire. Néanmoins, les Lituaniens, avides de s'instruire, envoyaient leurs enfants dans les écoles russes quand l'occasion s'en présentait ou si la ferme était peu éloignée de l'école. Le second motif qui engagea beaucoup la jeunesse lituanienne à fréquenter les écoles russes était l'utilité de la langue russe pour le service militaire.

Notre assertion nous paraît juste parce qu'on constate en Lituanie que le nombre des filles fréquentant les écoles russes est bien inférieur à celui des garçons : sur mille élèves, il n'y avait avant la révolution que deux cent dix-sept filles ; en Pologne, y compris le gouvernement lituanien de Souvalkai, on en comptait 452 sur 1000. Comme en Russie, l'école n'était pas obligatoire, il en résulta, qu'en Lituanie seulement, 596 garçons et 154 filles sur mille enfants de 8 à 11 ans fréquentaient l'école.

Un instituteur avait généralement une moyenne de 40 élèves.

L'intention du gouvernement russe était de russifier rapidement la Lituanie. Dans ce but, il avait créé, à côté des écoles gouvernementales, beaucoup d'écoles confessionnelles. Elles se trouvaient sous la protection du Synode russe. On s'étonne du grand nombre de ces écoles : dans le gouvernement de Minsk, il y en avait 79,6 %; dans le gouvernement de Gardinas 71,2 %; dans celui de Vitebsk 70; de Vilnius 64,2 %; et Souvalkai 13,8 %. La plupart des écoles synodales tendaient non seulement à la russification, mais, ce qui est pis encore, à la décatholisation de la jeunesse lituanienne. Les familles lituaniennes préféraient ne pas y envoyer leurs enfants plutôt que de les laisser schismatiser et russifier. C'est pour cette raison que les écoles synodales n'atteignirent pas leur but en Lituanie. Pendant cette triste période d'intense persécution, deux haines terribles se manifestaient : celle du diable et celle de l'école synodale. Nous donnerons ici un aperçu du nombre de garçons et filles fréquentant les écoles synodales dans les différents gouvernements lituaniens.

DANS LES ÉCOLES DU SAINT-SYNODE

Gouvernements	Grammaire		Primaire simple		Primaire supérieure	
	Enfants	Filles	Enfants	Filles	Enfants	Filles
1. Vilnius	7 811	2 303	3 958	3 425	529	98
2. Vitebsk	10 206	4 224	7 023	3 933	735	169
3. Gardinas	10 125	3 278	15 843	7 794	335	535
4. Kaunas	1 001	364	806	629	182	94
5. Minskas	26 964	4 486	11 849	3834	962	692
6. Souvalkai	185	44	147	93		

DANS LES ÉCOLES DÉPENDANT D'AUTRES DOMAINES

Gouvernements		
1. Vilnius	162	109
2. Vitebsk	174	67
3. Gardinas	—	—
4. Kaunas	18	19
5. Minskas	6	4
6. Souvalkai	—	—

Si l'on considère les sommes dérisoires dépensées par le gouvernement russe pour l'entretien des écoles, on s'explique facilement le nombre restreint des personnes sachant lire et écrire en Russie, en général, et particulièrement en Lituanie. Le gouvernement russe dépensait en Russie, pour l'instruction, 40.9 kopecks, et 20 kopecks en Pologne pour une personne.

Si l'on compare le nombre des écoles gouvernementales et celui des écoles du Saint-Synode, on peut se rendre compte de la grande importance attachée par le Saint-Synode à sa propagande schismatique et russificatrice. La même statistique donne aussi le nombre des écoles gouvernementales.

Gouvernements	Nombre d'écoles		Nombres d'étudiants			
	Pour les enfants	Pour les jeunes gens	Garçons	Filles	Etudiants âgés	
					Garçons	Filles
1. Vilnius	1 490	5	44 505	12 370	221	850
2. Vitebsk	1 633	9	41 290	15 352	159	526
3. Gardinas	2 394	3	65 088	20 437	25	142
4. Kaunas	431	6	19 375	5 761	85	375
5. Minskas.	2 607	7	79 727	17 449	456	481
6. Suvalkai	392	7	10 998	4 164	88	—
7. Courlande. . . .	564	3	23 498	17 226	199	45

ÉCOLES INFÉRIEURES POUR ENFANTS

NOMBRE TOTAL D'ÉCOLES PRIMAIRES					
Gouvernements	Grammaire	Primaire	Primaire supérieure	Confessionnelles	Ecoles supérieures
1. Vilnius	472	446	74	472	26
2. Vitebsk	644	590	21	342	31
3. Gardinas	647	984	48	699	16
4. Kaunas	71	314	34	5	7
5. Kuršas	—	514	38	—	12
6. Minskas.	1333	642	49	562	21
7. Suvalkai	22	189	6	174	1

Kauno viešoji BIBLIOTEKA

ÉCOLES INFÉRIEURES POUR ENFANTS

NOMBRE D'ÉLÈVES DES ÉCOLES COMMUNALES				
Gouvernements	Grammaire		Primaire	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1. Vilnius.	1 811	2303	20 767	6 699
2. Vitebsk.	10 206	4224	23 014	8 783
3. Gardinas.	10 125	3278	43 324	13 660
4. Kaunas.	1 001	364	14 940	4 069
5. Kuršas.	—	—	18 444	14 972
6. Minskas	26 964	4486	39 159	8 689
7. Suvalkai	185	44	6 607	2 568

ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES

Gouvernements	PUBLIQUES						Ecoles de cycle supérieur	
	Primaires supérieures		Total : Grammaire Primaire Primaire supre		Ecoles non chrétiennes			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1. Vilnius. . .	4736	1174	33 314	10 776	8629	—	2562	1534
2. Gardinas. .	3041	2453	56 490	19 391	7000	—	1598	1046
3. Kaunas . .	2107	1170	18 048	5 603	419	—	908	158
4. Kuršas. . .	3313	2151	21 757	17 123	—	—	1741	103
5. Minsk . . .	4097	2470	70 220	15 645	7848	—	1665	1804
6. Vitebskas. .	1897	300	35 117	13 307	3422	—	2751	2045
7. Suvalkai . .	710	340	7 502	2 952	—	—	?	?

DIVISION DES ÉCOLES SELON LES DIFFÉRENTS DEGRÉS

Gouvernements	Nombre d'écoles						Nombre d'élèves			
	Du Ministère de l'instruction		Du Saint Synode			D'autres domaines	Du Ministère de l'instruction publique			
	Primaire	Primaire supérieure	Grammaire	Primaire	Primaire supérieure	Primaire	Primaire		Primaire supérieure	
							Garçons	Filles	Garçons	Filles
1. Vilnius. .	285	68	472	159	6	2	16 847	3 165	4207	1676
2. Vitebsk. .	352	11	649	231	10	7	15 817	4 783	1162	131
3. Gardinas .	446	38	647	538	10	—	27 481	5 866	2706	1918
4. Kaunas. .	271	30	71	42	4	1	14 116	3 421	1925	1076
5. Kuršas . .	514	38	552	—	—	—	18 444	14 972	3313	2151
6. Minskas .	374	38	1333	267	11	1	27 304	4 851	3135	1778
7. Suvalkai .	181	6	22	8	—	—	6 460	2 475	710	340

ÉCOLES SPÉCIALES MOYENNES ET INFÉRIEURES

Gouvernements	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves	
		Garçons	Filles
1. Vilnius	19	2787	499
2. Vitebsk	14	1743	436
3. Gardinas	17	1618	267
4. Kaunas	14	670	46
5. Kuršas	13	369	95
6. Minskas.	18	2058	502
7. Suvalkai.	4	220	—

Le programme des écoles moyennes de Lituanie changeait à peu près avec chaque ministre de l'instruction publique. Les écoles classiques moyennes accordaient aux langues classiques

tantôt une place privilégiée, tantôt les relèguaient au second plan ; dans ce cas, c'étaient les sciences positives qui primaient. Ces perpétuels changements de programme étaient fort préjudiciables pour l'avancement des études. Le ministre de l'instruction publique était généralement d'origine balte. Sachant cela, le peuple russe commençait à croire qu'on allait désorganiser l'instruction publique par un système de changements successifs. Le nombre des écoles classiques étant très limité, beaucoup de Lituaniens se virent obligés de renoncer à l'enseignement classique moyen.

Après avoir considéré le nombre des écoles dans les sept gouvernements de Lituanie et les dépenses de l'Etat pour les besoins du peuple lituanien, il est facile de nous convaincre que les agissements du gouvernement russe et de sa politique étaient des plus néfastes. La domination russe ne voulait, à aucun prix, laisser au peuple la possibilité de se développer, il entravait sa vie nationale, portait constamment atteinte à la dignité nationale par les écoles anti-lituaniennes. La persécution de la langue lituanienne allait jusqu'à interdire de parler lituanien dans les bâtiments des écoles primaires et secondaires.

Au point de vue du nombre des écoles, la Lituanie occupe l'avant-dernier rang parmi les différentes provinces de la Russie, la dernière place étant occupée par la Sibérie. Si l'on pense à l'ignorance des instituteurs russes orthodoxes en matière de pédagogie, à leur manque de tact, à leur chauvinisme, à leur ivrognerie, on comprend aisément que le gouvernement russe ait pleinement atteint son but. Les instituteurs catholiques ne pouvaient pas obtenir de place en Lituanie, elles étaient toutes réservées aux Russes orthodoxes.

Nous passons maintenant aux écoles moyennes secondaires. Il ne faut pas oublier que nous donnons toujours ici des statistiques d'avant la révolution. Nous verrons plus loin que le nombre des écoles, ainsi que les conditions d'enseignement et d'instruction ont sensiblement changé après la révolution. Toutefois, ce changement et cette amélioration de l'instruction ne s'étaient pas opérées par la volonté du gouvernement russe, mais résultait de la révolution de 1905. En Lituanie, le nombre des écoles moyennes secondaires se répartissait de la manière suivante :

ÉCOLES MOYENNES SUPÉRIEURES

Gouvernements	Gymnase, instituts, lycées			Ecoles pratiques	
	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves		Nombre d'écoles	Nombre d'élèves
		Garçons	Filles		
1. Vilnius	4	1519	1253	1	618
2. Vitebsk	5	667	1839	1	443
3. Kaunas	5	975	937	1	386
4. Kuršas	6	867	1276	2	971
5. Minskas.	12	1563	1871	2	510
6. Gardinas	11	1322	2383	1	501
7. Suvalkai	3	637	269	—	—

C'est à cause du manque d'écoles de toute sorte que la Russie et la Lituanie ne purent se développer. C'est surtout l'absence d'écoles techniques qui fut le plus sensible en Lituanie.

Il ne faut pas oublier qu'il n'y avait en Russie qu'une école supérieure pour 5 441 kilomètres carrés, avec 135 602 habitants et en Pologne, y compris le gouvernement de Souvalkai, une école supérieure par 6 972 kilomètres carrés avec 662 956 habitants. Dans tout le gouvernement de Souvalkai, il n'y avait qu'une seule école supérieure ; dans celui de Vitebsk, 31 ; dans celui de Vilnius, 29.

Le petit nombre d'écoles supérieures fut cause qu'un nombre restreint d'élèves put seul les fréquenter. Par exemple, dans le gouvernement de Vilnius, sur 100 élèves qui fréquentaient les écoles inférieures, il n'y en avait que 7,2 % qui entraient dans les écoles supérieures. Sur 1000 élèves qui suivaient les cours des écoles supérieures, en 1903, on comptait 622 garçons et 378 filles. Nous pourrions citer ici les trois séminaires catholiques de Vilnius, Kaunas, Séinai, pour les jeunes gens se préparant à l'état ecclésiastique. Ces trois séminaires comptaient de 5 à 600 élèves.

Les écoles supérieures.

En Lituanie, la situation des écoles supérieures était déplorable. L'université de Vilnius, fondée par les Jésuites, au XVIe siècle, et qui avait toujours déployé une grande activité,

fut fermée par le gouvernement russe en 1834. A la place d cette université, on ouvrit à Pétrograde une académie pour le clergé lituanien. De ce fait, la jeunesse lituanienne se vit forcée de passer en Russie ou à l'étranger pour terminer ses études et se spécialiser. Chacun sait la perte que représente pour un pays l'émigration de sa jeune sse à l'étranger, dans un milieu souven hostile à ses sentiments nationaux et religieux, où elle encourt le risque de perdre les uns et les autres et souvent même de se démoraliser. C'est ce qui advint à beaucoup de jeunes gens lituaniens.

Ils cessèrent bientôt toutes relations avec leur pays, qu'il quittaient pour se rendre à Moscou, ou à Pétrograd. L'influence néfaste et la différence de milieu social orientaient leur esprit vers l'internationalisme, l'athéisme et le socialisme. Peu à peu, ils perdirent l'amour de la patrie. C'est ainsi qu'une grande partie de notre jeunesse resta en Russie. Les Lituaniens, pour en avoir fait la triste expérience, savent que la nation ne peut se développer sans l'*Alma mater* : l'université nationale. D'autre part, cette malheureuse situation laissait beaucoup de jeunes gens dans l'impossibilité de se spécialiser ; les huit universités qu'il y avait pour toute la Russie étaient souvent remplies ; de plus, le gouvernement russe faisait tout son possible pour refuser l'admission de la jeunesse lituanienne dans ses deux capitales : Moscou et Pétrograd, les forçant ainsi à étudier dans des universités de moindre importance, comme celles d'Odessa, de Kiev et de Dorpat.

Tel était l'état de choses en Lituanie avant la révolution russe. Depuis la révolution, les conditions changèrent sensiblement ; non pas que le gouvernement russe conçut des sentiments meilleurs à l'égard des peuples allogènes, mais simplement parce que la révolution même l'obligeait à adopter un autre système. Depuis la révolution, il fut permis de construire et de soutenir des écoles privées, avec l'autorisation d'enseigner la langue lituanienne.

Nous voyons alors en Lituanie se fonder des milliers d'écoles privées de différents types. Trois grandes sociétés se formèrent pour le développement de l'instruction : les sociétés de «Žiburys» dans le gouvernement de Souvalkai, de « Saule » dans le gouvernement de Kaunas, et celle de « Rytas » dans le gouvernement de Vilnius et de Gardinas.

Nous nous permettons de donner ici quelques détails sur les écoles de la société « Saule ». Les Lituaniens organisèrent, en 1905, à Kaunas, des écoles clandestines pour former les instituteurs des écoles primaires. Les Polonais, jaloux des bons résultats obtenus par ces écoles, les dénoncèrent et intervinrent auprès du gouvernement russe qui les fit fermer.

L'année suivante, le chanoine Olsauskas (Olševski) fonda à Kaunas un séminaire pédagogique avec une section reconstituée pour la formation des instituteurs lituaniens. Cette institution avait pour but de préparer la jeunesse lituanienne des deux sexes aux écoles lituaniennes qui, après la révolution, ont joui de quelque liberté quant à l'enseignement de la langue nationale.

Un an plus tard, le chanoine Olsauskas (Olsepski) créa, encore à Kaunas, une société du nom de « Saule » (le Soleil), qui compte actuellement soixante-seize succursales. Dans le gouvernement de Kaunas, l'école secondaire des filles conserva son nom de petit séminaire. D'autres écoles secondaires furent fondées à Šančiai, Slabada, Paneveys et ailleurs.

Avec la permission du gouvernement russe, la société « Saule » développa son action dans tout le gouvernement de Kaunas.

Malheureusement, les quelques libertés accordées au peuple lituanien ne furent pas de longue durée. Le gouvernement russe se ressaisit bientôt et recommença à entraver le paisible développement des écoles. Beaucoup d'entre elles furent fermées les années suivantes. La société « Saule » réussit à fonder 84 écoles enregistrées et 56 non enregistrées. Depuis la fondation de cette société intellectuelle, jusqu'au début de la guerre actuelle, 53 000 enfants furent instruits dans les écoles soutenues par elle. La guerre mondiale fut des plus néfastes pour le développement de la culture lituanienne ; elle a complètement désorganisé le travail de la société « Saule ». Toutes les écoles placées sous sa direction ont été transférées en 1915, à Voronège, où elles fonctionnent sans que le gouvernement russe s'ingère dans leurs affaires. La guerre a enseigné aux Russes à ne plus s'immiscer dans les affaires des écoles privées.

Les trois sociétés lituaniennes sus-mentionnées (Žiburys, Saule et Rytas) comptaient dans leur sphère 340 écoles primaires, deux gymnases, une école technique, une école d'agriculture, un séminaire pour la formation des instituteurs. Même en dehors de ces sociétés, le nombre des gymnases s'accrut beaucoup : il

y en avait 6 dans le gouvernement de Souvalkai, 9 dans celui de Kaunas, 12 dans celui de Vilnius et 13 dans celui de Gardinas.

Sans la guerre, la Lituanie aurait vite compensé le retard apporté dans son développement par les incessantes persécutions du gouvernement russe depuis la première révolution de 1831. L'occupation de la Lituanie par les Allemands brisa son essor culturel. Partout, les gymnases gouvernementaux furent fermés ; il ne reste, dans tout le pays, que sept gymnases privés, qui ont pu subsister grâce à la générosité de la classe aisée.

On se demande comment il se fait que la Lituanie ait un pourcentage plus faible d'illettrés que la Pologne et la Russie. D'après une statistique établie par le gouvernement russe, en 1897, il y avait en Lituanie 52 % d'habitants sachant lire et écrire, tandis qu'en Russie il n'y en avait que 39 % et en Pologne 43. En voici la raison : il y avait en Lituanie beaucoup d'écoles clandestines, dans lesquelles différents « directeurs » lituaniens ou femmes lituaniennes instruisaient la jeunesse. Le gouvernement russe proscrivait tous ceux qui se permettaient d'instruire clandestinement la jeunesse lituanienne. Cependant, le désir d'apprendre était si grand chez les Lituaniens qu'ils bravèrent toutes les lois draconiennes du gouvernement.

Si, avant la guerre, le peuple Lituanien avait acquis un degré de développement supérieur à celui de la Pologne et de la Russie, c'est grâce à son propre travail et surtout à sa persévérance inlassable en dépit de toutes les persécutions.

Dr V. Bartuška.

Vilnius et son trésor artistique.

La chaîne d'ambre.

Elle était suspendue à la vitrine d'un antiquaire dont la boutique était située là où quelques magasins, pleins de belles vieilles choses, font retrait dans l'alignement sans harmonie de la rue. A côté de porcelaines de Chine modernes, d'ivoires précieusement sculptés à plat, de flacons de paysans lituaniens, creusés dans la pierre brune et de boîtes à épices en filigrane d'argent, délicates et banales, leurs éléments en cylindres et légèrement aplatis, pendaient en rangée à un fil sans valeur et parmi eux, une perle, grosse comme un œuf de pigeon et six autres à peine plus petites assurant leur port en contrepoids tombant de la chaîne destinée à un cou de femme. Je la vis au cours de ma première promenade à travers ce vieux Vilnius, déroutant et suggestif, et elle me parut exceptionnellement belle. Sa couleur, jaune foncé, avec l'éclat adouci des vieilles choses sur chaque élément, était de la tonalité noble et pure de ce qui est naturel, couleur de miel, de résine, de cire, et jaune d'or ; opaques, sans le trouble laiteux qui rend l'ambre vulgaire, ces éléments percés cachaient derrière leur contour irrégulièrement arrondi, le vivant et fluide secret de leur évolution, avec l'aspect de la pierre moins la froideur, sa résistance moins la dureté, et pleine de distinction sans l'aristocratie quelque peu plébéienne du simple bijou ; ce doux et tendre éclat, tranchait noblement sur la transparence vitreuse de l'ambre commun, transparence qui, par trop facile, n'est pas en mesure de retenir longtemps. Alors le Juif vendeur, un jeune homme du type Israélite distingué, que l'on rencontre ici comme on le rencontrerait à Uskub, me nomma un prix inférieur à celui d'une livre de thé russe ou de cacao, inférieur à celui de trois livres de beurre et encore plus à celui de cent cigares ; je trouvai le prix raisonnable et emportai la chaîne.

Trois jours durant, trois courtes journées de début d'hiver, je parcourus la ville, levant haut les jambes et glissant parce que, d'un ciel de plomb, la neige tombait à flocons... pour fondre de jour, sans relâche, et geler le soir ; je me promenai dans une infatigable poussée, les yeux pleins de l'orgie visuelle d'hommes, de rues et d'édifices de cette agglomération humaine où, au-dessus des miséreux du peuple et des horreurs des maisons modernes se dressent le gothique septentrional et le baroque italien des églises, dans laquelle le lituanisme se mélange au judaïsme triomphant du petit bourgeois, sans se confondre, le tout dominé et mené par le gris discret de nos uniformes. On voulut me vendre beaucoup de choses mais on ne me demanda que trois fois du pain, et personne n'entreprit de me louer un être féminin à l'heure, comme un traîneau ; ce n'est plus la ville des années passées et du terrible automne dernier... Maintenant, loin de Vilnius, la chaîne d'ambre est devant moi. La forme parfaite de ses grandes perles ovales me rappelle les moments de vie intense que Vilnius m'a procuré de façon ineffaçable, de ces impressions semblables à celles que l'on doit à ses sœurs septentrionales et méridionales les plus belles, auxquelles elle a emprunté plus d'un trait, sans cependant cesser d'être cette unité qui ne peut être que Vilnius.

La perle rougeâtre.

D'un élan audacieux s'élève l'énorme faîtière rouge clair de l'église des Bernardins, sa façade tripartite de fenêtres en ogive et sa grande porte gothique. L'église Sainte-Anne à côté, ciselée et ajourée comme un ostensoir, m'oppose son rouge plus sombre, la couleur opaque d'un vin rouge généreux; ses cintres qui fusent de droite et de gauche, sont comme domptés par une poigne énergique, noués en chapiteau, et ses tuiles plus souples que ferronnerie, sont presque trop délicates pour la pierre portée et portante. Dans le mur d'enceinte se trouve, dominée par une tour moderne qui ne renie pas sa modernité et l'imitation qu'elle implique, creusée, étroite et très longue, une chapelle rouge, rien qu'un escalier de marches plates, sur lequel, baisant la dépression au milieu de chaque marche, montent à genoux à la rencontre d'un Christ sanglant martyr impériale-

ment enveloppé dans l'ironique pourpre couleur sang, pénitents et suppliants. Et maintenant, je m'avance dans la courette bordée de hauts murs, à angles droits et fermée de trois portes : je me trouve alors complètement entouré de rouge crû, moucheté de clair et de sombre qui, dans l'atmosphère terne de l'après-midi, commence à rougeoyer, montant de la neige sans lumière au ciel sans ardeurs, le baîllement rouge de la blessure à nu qui a été faite au corps de l'humanité et que la haine et le mépris de tous les imbéciles entretiennent diligemment ouverte, tandis qu'autour d'elle les Eglises de toutes les confessions s'épuisent vainement.

Mais la grand'porte de l'église des Bernardins s'ouvre et, derrière le vestibule bas, la hardiesse vertigineuse de la voûte gothique retient mon regard et l'élan de mes aspirations élargies et libérées dans le fouillis enchanteur du dôme qui aboutit dans les étroites nefs latérales aux trois genres d'arcs brisés, du style simple au bacchiaque croisé : mais l'impression ne dure que très peu de temps ; car, je puis me croire à l'intérieur d'un violon, violon qu'un maître scrupuleux, d'une conscience excessive, génératrice de surcharges, aurait brûlé en brun, laqué et poli au-dedans. Ici, tout est en bois ; bruns sombres, chauds de tons avec des reflets mats, des autels se dressent accotés à tous les piliers, entourés de colonnes en bois poli, que couronne un ciel en bois sculpté qui s'irradie en rayons de même nature ; l'autel principal est l'œuvre de Braun, des anges en bois sculpté s'élancent dans les airs, jouant de la trompette autour des adorables images aux sombres tonalités variées ; autour des piliers de la chaire s'enroule une volute brun clair, à l'éclat tempéré, et les confessionnaux massifs comme des bahuts de châteaux danois, et aussi somptueux qu'eux dans la matière première, dressent devant moi parois et plafond marquetés et madrés, couronnés de ces ornements délicieusement spontanés et discrets du premier rococo. Je demeure ravi devant cette matière aussi noble que naturelle, aux chatoiements tendres comme ceux de la soie et qui a obéi à l'artiste plus aimablement que la plus noble des pierres. J'ai, devant moi, le bois, produit embelli de la forêt lituanienne, venu à l'Eglise comme pour adorer Dieu, et par les mains de pieux artisans artistes, prenant part aux saints offices, tout en conférant, par ses couleurs sombres et claires à l'intérieur de la maison de Dieu, un peu de la vie

intime d'une vraie demeure de l'esprit. Et maintenant... un son : au-dessus et derrière moi, les tuyaux métalliques de l'orgue dans leur revêtement de bois brun, entonnent leur air ; ouatée et douce, l'âme de violon divin chante par leur canal sa cantilène et docilement toute la masse du bois la développe et la prolonge.

La perle verdâtre.

Dans l'étroite cour verte, pleine du peuple de la ruelle aux Juifs, la vieille porte à deux battants s'ouvre. Profondément surpris, je me sens englouti par la voûte claire, haute et large de la « grande école ». Autour de ses quatre gros piliers se presse la foule qui l'emplit tout entière et la remplit à rangs serrés, de sorte que j'ai de la peine à avancer. C'est aujourd'hui le premier sabbat du mois ; le grand chantre Herschmann et son chœur se font entendre. En tercets et en sextets fanatiquement purs, les voix enfantines montent, s'élèvent toujours plus haut, légères, leurs cantilènes se développent rayonnantes et douces, dominant le poids des basses qui les portent. Mais, sur elles-mêmes repose, étalée, pleine, sûre et douce dans son épanouissement, la voix de cet homme, telle une coupole légère, rejoignant en les dominant les sommets de l'édifice. Mais il se tourne vers la foule figée et muette et, de toute la force encore contenue d'un incendie qui éclate, il leur lance un sonore : « Ecoute, Israël ! » En ce moment, l'harmonie simple et douce du chœur, sa technique à lui toute de ferveur intime et l'art de son chant se trouvent totalement anéanties : cette voix est la foi matérialisée, la foi immuable, héroïque et magnifique des Juifs en leur Dieu unique et indivisible. Chacun de ces hommes, qui tous savent qu'ils doivent, sans intermédiaire, s'adresser à leur Dieu, ce Dieu qui leur est présent à chaque heure de leur vie bigarrée de prières et d'affaires (ces hommes qui, par suite, peuvent être difficilement astreints au rythme de la prière — chacun n'est-il pas seul avec Lui ?) chacun de ces Juifs reconnaît dans cette voix son tressaillement de piété la plus intense, son élan le plus sublime, la meilleure heure de l'année ; cette voix exprime à chacun, en tout recueillement et en toute pureté, ce que lui-même ressent, et c'est pour cela que ces sceptiques si vite distraits sont tout oreilles aussi longtemps

que la chantante prière parle pour eux... Demain, Herschmann donne un concert, et à ce concert, par contre, je n'irai pas.

Une perle tout couleur d'or.

La rue de l'Ostrabama resplendit de l'éclat passager d'une matinée de dimanche qu'un soleil intermittent inonde de sa clarté. Dans des niches plates, que le gel a sommairement nettoyées, les femmes en prières s'agenouillent le long du côté gauche de la rue. La porte décrit entre les maisons sa voûte haute ; la grande fenêtre, devant l'image miraculeuse de la vierge baye large ouverte, et sa parure scintille à la lumière du soleil et de nombreuses bougies ; dominant de haut la rue, sous le bleu tendre d'un firmament momentanément propice, le pourtour de la légendaire couleur marron du visage virginal et des mains jointes, étincelle et s'irradie. La messe suit son cours, un petit orgue chante sa vieille mélodie religieuse italienne, dans la tonalité de la lumière des bougies et de l'éclat de l'or qui, l'une et l'autre, tombent sur la tête des fidèles. Devant tout ce scintillement, le prêtre, en de précieux ornements violets s'agenouille ; des enfants aux blancs surplis vaporeux passent devant la fenêtre servant la messe. Les yeux de ces paysannes sont grand ouverts et boivent, jusque dans leurs âmes en extase, les rayons et l'infini qu'ils éveillent. Dans le silence de la chaussée et le chant de l'orgue, un traîneau s'approche rapidement en tintant, personne peut-être ne l'entend en dehors de moi. Il y a là un émouvant miracle qui se prolonge. La rue elle-même où des piétons continuent à passer est transformée en église. Pour les laborieux efforts de toute une semaine ou plus, le peuple emporte le souvenir de l'indicible resplendissement divin dont l'Ostro-Brama est un reflet et auquel il participera intégralement au jour de la fin libératrice, quand le Dieu de l'hostie passera la porte d'une misérable chaumière et quand la mort ouvrira toutes grandes les portes du paradis.

L'espérance.

Que de perles devant moi encore, et que de perfections sourdent encore inexprimées en moi ; la muraille jaune mat, haute comme une tour, du chœur de l'église Saint-Jean, dans laquelle deux fenêtres gothiques semblables à deux boucliers retournés gardent fraternellement un Christ en fer noir et que couronne en pinacle une faîtière en baroque musiquante et jubilante comme un passage de Mozart en septième corde. Mais tout cela pâlit devant l'image de cette ville entière, magnifique et étrange. Elle surgit de ruelles étroites et tortueuses, de maisons basses ou de modernes forteresses, de portes sculptées et peintes en bleu, d'ogives bariolées, de façades desquelles les saints en toutes couleurs vibrent au milieu de la tourmente de neige, de longs murs élevés jaune ocre et d'immenses places, parfois ouvertes à tous vents, parfois joliment circonscrites ; fréquemment des colonnades, visions esthétiques romaines, et toutes ces « cryptes » domestiques que sont ces maisons dans les rues étroites, sont criblées d'habitations humaines, ainsi que des pauvres boutiques et des magasins resplendissants dont vit aujourd'hui Vilnus, une ville qui ne souffre plus de la faim, mais qui n'est pas rassassiée, qui ne resplendit pas, mais qui ne s'éteint pas non plus en une obscurité noire ; une ville aux marchandises de prix, où le luxe est bon marché, à preuve ma jolie chaîne et où le pain blanc reste à des prix inaccessibles au malheureux — une grande ville dans la condition actuelle d'une centaine d'autres, mais qui, le long de la Nerys et de la Vileika, ses deux fleuves, git entre ses collines, semblable à une chaîne qui serait le bijou de la plaine. Ville remplie d'églises et de chapelles cachées de toute part dans les maisons sombres, cachées comme des cœurs aux battements infatigables pour le service de la religion et de Dieu — elle est toute piété, tout espérance passionnée de jours meilleurs et toute d'attentes immédiates d'exaucement ! L'époque est d'ailleurs mûre pour les décisions, Lituaniens, Juifs et Polonais voient devant eux le tournant des temps nouveaux... »

D'après Arnold Zweig, op.

(*Frankfurter Zeitung* du 10 février 1918, Morgen Blatt.)

Edouard Gisevius.

Un grand admirateur des Lituaniens.

Le professeur Breuer, concernant l'étonnante parenté linguistique gréco-lituanienne, rappelle le souvenir d'un homme qui défendait cette intéressante parenté, avec une grande chaleur, déjà dès le milieu du siècle dernier. Comme les anciens philologues, il croyait pouvoir la faire dériver de similitudes étymologiques, mais surtout de certaines similitudes mythologiques, historiques et purement sentimentales, et même, si audacieux que cela paraisse, d'analogies musicales. Ce grand admirateur des Lituaniens est le professeur Gisevius, de Tilsit, qui mérite une place d'honneur, à côté de Donalaitis et Rhesa, parmi les promoteurs de la cause lituanienne en Prusse Orientale. Sa mémoire ne doit pas être oubliée aujourd'hui.

Au début de 1840, arriva à Gumbinnen le conseiller scolaire Rettich, et celui-ci entreprit immédiatement une guerre d'extermination contre la langue lituanienne. Cette attitude souleva une vague de mécontentement dans tout le pays. Les protestations ne cessèrent de s'élever de tous côtés. Le cœur du professeur Gisevius en fut profondément affecté, et derrière le dos de son chef sévère il adressa clandestinement au roi une requête immédiate et directe : « Comme grand ami et protecteur des arts et des sciences, votre Majesté fait restaurer des forteresses et des châteaux et conserver les monuments de l'antiquité. Votre Majesté ne voudra pas permettre que tout un peuple soit anéanti, qu'on enlève aux Lituaniens leur langue et leur nationalité. » Bientôt après, un rescrit impérial du ministère des Cultes accordait un blâme sévère au fanatique Rettich, et imposait à l'avenir un régime plus doux.

La joie fut grande dans toute la Lituanie mais la fureur de Rettich n'était pas moindre, car ce dernier supposait que l'auteur de la plainte se trouvait dans son entourage.

Quand Frédéric-Guillaume IV visita le gymnase de Tilsit quel-

ques années après, il resta interdit lorsque Givesuis lui fut présenté et déclara que ce nom lui semblait connu. Le timide savant n'osa toutefois pas se faire connaître comme auteur de la pétition et se tut le cœur ému.

Avec une semblable modestie, il se dissimulait sous le pseudonyme de « Kieliauninkas » (Voyageur), lorsqu'il publia, plus tard, dans le journal provincial prussien, « les résultats » de ses actives recherches scientifiques. Il vécut très vieux dans une modeste retraite comme directeur de l'Asile des pauvres, à Tilsit, dédiant toutes ses pensées à sa chère nationalité lituanienne.

Très originale est la description que donna Otto Glagen, en 1867, dans la *Nationalzeitung*, d'une visite qu'il fit au vieux savant. Lorsqu'il eut exposé au vieillard le but de sa visite, Gisevius manifesta une joie exubérante, prit vingt fois la main de son hôte, la serrant avec effusion, et lui dit :

« Est-ce donc vrai, est-ce possible que vous êtes venu jusqu'ici rien que pour les Lituaniens, que vous voulez parler d'eux afin que le monde extérieur puisse se prendre d'intérêt pour *mes* Lituaniens. Oh, ils en sont bien dignes, mes braves Lituaniens. Je vous le jure, poursuivit-il, sur un ton solennel — ils le méritent bien. Mais je n'aurais pensé que quelqu'un s'inquiétât d'eux, et c'est pourquoi je me réjouis tant. »

En vérité, il rayonnait de joie. Ce n'est qu'avec peine qu'il put me faire de la place dans un coin du petit sofa, en écartant les livres et les dessins éparpillés. Il prit place en face de moi, sur le côté d'une chaise, se frotta les mains avec ravissement et me contempla avec des yeux pleins de sympathie. Mais il ne put garder longtemps le silence ; au bout de quelques instants il se leva avec vivacité et commença à se promener de long en large dans la chambre pour donner libre cours à son agitation. Il se mit à raconter et à démontrer sans fin, car il parlait du sujet qui lui tenait le plus à cœur. Tout ce que vous voyez ici, me dit-il, est l'œuvre de mes propres mains. J'ai moi-même tout vu, tout vécu, tout dessiné d'après nature. Depuis bientôt quarante ans, j'y ai consacré presque toutes mes vacances pour parcourir la Lituanie dans tous les sens. J'ai mangé et bu avec les Lituaniens, pris part à leurs danses, fêtes et jeux. J'ai recueilli leurs mœurs et coutumes, leurs contes et légendes. Je les connais comme personne ! »

Je m'aperçus qu'en réalité sa maison ressemblait à un musée lituanien. Outre les tableaux, il possédait tous les livres relatifs à la Lituanie et aux Lituaniens qui avaient été publiés jusqu'ici ; d'autre part, il avait constitué avec soin des herbiers, des collections de minéraux du pays, des objets et des pétrifications remarquables, des armes exhumées, des bijoux et des ustensiles ; en général, toutes les choses imaginables capables de renseigner sur la Lituanie moderne et préhistorique.

Avec une fierté naturelle, il me montre ces trésors, qui ont à ses yeux un prix inestimable, car ils constituent le résultat des recherches de ses heures de loisir et le bonheur de sa vieillesse solitaire.

« Si seulement vous étiez venu quelques semaines plus tôt, avant la réouverture des classes, ajouta-t-il. Alors, j'aurais pu vous accompagner dans votre voyage. Je vous aurais servi de guide à travers le pays ! Je suis connu dans toute la Lituanie. J'ai partout des amis pour m'accueillir, qui viennent me prendre pour les vacances ou me font savoir quand il y a une fête chez eux. Je ne me sens nullement aussi heureux et dans un cadre aussi familier que parmi mes Lituaniens, quand je suis parmi eux, il me semble être transporté aux temps d'Homère, tout comme si l'antiquité classique était ressuscitée..... Et vraiment continua-t-il, en s'animant de plus en plus, c'est un peuple classique, unique et extrêmement bien doué. Quoi que les savants puissent invoquer contre cela, je persiste à croire que non seulementl es Lituaniens proviennent d'Orient, mais se sont certainement aussi trouvés en contact avec les Grecs et les Romains. Je ne puis dire quand et comment, mais pour moi, le fait ne me laisse aucun doute, rien que d'après le costume national lituanien et différents us et coutumes de ce peuple énigmatique. Regardez seulement la conformation du visage des jeunes filles. Dans presque chaque village vous trouvez le profil classique, idéal. Est-ce que la coiffure des femmes, des femmes de Riga, ne rappelle pas les cornes d'Ammon égyptiennes, ou les tresses entrecroisées de l'époque de Trajan. Est-ce que leurs larges diadèmesne r appellent pas les bandeaux des vestales ? tandis que leurs chemises aux broderies bigarrées ont tout à fait une forme grecque ? On trouve encore parmi les Lituaniens une légende d'après laquelle ils auraient été chassés un jour de la Perse, et ont émigré dans les pays où

le soleil se couche, parce que leur dieu leur avait commandé de marcher jusqu'à ce qu'ils parviennent au rivage de la mer. Mon cher Monsieur, qu'en dites-vous ? me demanda Givesius et il me saisit énergiquement par un bouton de mon habit. Je n'ajoutai rien à cela, mais en moi-même je pensais que le vieillard, influencé par son amour illimité pour les Lituaniens, se laissait aller à des conjonctures et à des hypothèses quelque peu osées. Comme je me taisais, il continua en bonne humeur : « Quand je séjourne parmi les Lituaniens, ces pensées me reviennent à tout moment et je ne peux m'en libérer. Quand je contemple les femmes dans leurs riches atours de fête, je me figure être à la cours de Prusias de Bithynie. Lorsque j'assistai pour la première fois à un mariage, et que les jeunes filles m'offraient comme présent de bienvenue, des mouchoirs brodés, et des ceintures et jarretières également brodées, j'eus l'impression d'assister à une fête nuptiale chez les anciens romains. Et lorsqu'on ferme la porte de la cour devant la Nuotaka (jeune femme) arrivant avec son cortège lui demandant qui elle était et ce qu'elle voulait — je dus involontairement songer aux mœurs romaines, ou notamment la caja est exactement reçue de la même manière ou plutôt éconduite de la même façon... Mon cher Monsieur, dites moi si l'analogie dans le cérémonial chez les Romains et les Lituaniens est simplement le fait du hasard ?... M. Gisevius frappa triomphalement son genou avec la paume de sa main et comme je n'osais pas le contredire, il continua : Plus que tout cela nous en avons la preuve dans la musique des Lituaniens, le caractère de leurs chants dont les uns portent l'empreinte complète du genre grec ancien, en tant que leur cadence est plutôt récitative et déclamatoire que mélodieuse... Ecoutez plutôt ! Il se mit au piano et de sa voix tremblante de vieillard il chanta avec enthousiasme une daïna... « Remarquez cette cadence triste ! Elle est tout à fait dorique... Et maintenant une lydienne, ajouta-t-il en faisant une transition..... « Puis voici un genre phrygien... ensuite une ionique... et enfin une éolienne... Qu'en dites-vous, est-ce que ce ne sont pas là des preuves suffisantes et des preuves convaincantes, irréfutables ?...» Je lui répondis que malheureusement je ne comprenais pas grand'chose à la musique des anciens Grecs et comme plusieurs heures s'étaient déjà écoulées depuis mon arrivée, je voulus prendre congé, mais il s'y opposa. Il me pria de rester, ayant

encore différentes communications à me faire et prenait un plaisir extrême parce que je ne le contrariais pas. Je restai volontiers et ne devais pas le regretter. Une vieille servante nous apporta le souper, et après y avoir fait honneur, nous apportâmes nos chaises sur le balcon devant la porte. Les oiseaux voltigeaient et gazouillaient dans les arbres, devant la maison ; des barques à voiles passaient devant nous sur le Niemen très large en cet endroit ; un bateau à vapeur abordait au pont de débarquement voisin, avec des coups de sifflet aigus ; à nos pieds, des enfants se pourchassaient en riant ; des écoliers plaisantaient au bord de l'eau ; de jeunes, solides servantes, bras nus, venaient avec leurs seaux, causant et plaisantant avec des dragons à l'habit bleu, tout éperonnés, mais Gisevius ne voyait et n'entendait rien de tout cela. Il continuait son récit sur des Lituaniens et ne remarquait pas que le soleil disparaissait dans un splendide horizon de feu tandis que peu à peu les ombres de la nuit s'épaississant nous enveloppaient complètement.

Revue de la presse.

Quelques opinions allemandes sur la Lituanie.

« Cette originalité, dit la *Deutsche Warte*, apparaît clairement dans la façon de s'habiller et nulle part le costume populaire, notamment chez les femmes, ne s'est conservé aussi pur qu'en Lituanie. Les couleurs gaies qui frappent dans le costume lituanien suffisent à montrer la forte joie de vivre qui anime ce peuple. On mentionne déjà dans les vieilles chansons lituaniennes cet amour, pompeux en quelque sorte, de la couleur pour les habits masculins clairs, blancs et brillants comme en argent. On y dit aussi que les costumes féminins ressemblent à la « floraison qui pare la forêt », et on parle de tissus « bariolés comme des ailes d'oiseaux multicolores ». Les vêtements et les étoffes qui les composent, qu'elles soient de forte laine aux couleurs splendides ou de toile d'une blancheur éclatante, sont fabriqués à la maison par les femmes. L'auteur ne parle malheureusement pas suffisamment des « Galunos », cette élégante et riche parure lituanienne de brocard que les femmes portent comme une couronne sur le front.

La *Gazette du Rhin et de Westphalie* leur consacre au contraire un petit entrefilet.

Nous n'avons guère à mentionner également que des entrefilets parus dans la presse allemande à propos de la situation économique en Lituanie. A côté de la misère que la guerre a apportée à notre pays, elle lui a aussi procuré quelques avantages. On a construit des nouveaux chemins, amélioré les anciens et posé des voies ferrées. On commence à s'occuper de régulariser les cours d'eau en vue d'une navigabilité et d'une flottabilité meilleures, et le drainage donne de bons résultats qui augmenront la productivité du sol. Aussi, en vue d'éviter la spéculation exagérée des terrains, l'autorité d'occupation a-t-elle, selon le *Journal de Leipzig*, prohibé toute transaction immobilière.

Espérons que cette mesure, en empêchant des éléments étrangers d'acquérir nos propriétés, aura pour conséquence d'en réserver la possession future à des éléments exclusivement lituaniens. Par ailleurs, l'activité industrielle de notre pays va se développant sans cesse. La *Deutsche Lodzer Zeitung* annonce, en effet, qu'il y a à Kaunas, outre une importante fromagerie, une fabrique d'allumettes qui pourra arriver à produire 2 millions de boîtes par mois. Sur la voie ferrée Varsovie-Petrograd se trouve encore une fabrique de pâte à papier qui, avec une annexe de transformation à Vilnius, suffit amplement aux besoins de la Lituanie. Dans le sud du pays, il y a une usine qui emploie 200 ouvriers et qui fabrique 1000 tonneaux par jour. L'existence de grandes tuileries, la création d'une fabrique de conserves alimentaires et la production de savon en poudre montrent encore le réveil économique de notre pays.

Afin de le favoriser en facilitant les transactions, la « Caisse de prêts de l'Est » a émis en 1917 : Rb 165 393 982 (« La Post »). Dans le même ordre d'idées, la *Gazette de Cologne* dit que, d'après l'ordonnance du 17 décembre 1917, la valeur de ces roubles est fixée à 2 Mark, tandis que ces celle des roubles émis par l'Etat russe est fixée à Mk 1,50.

Il nous est donc en définitive permis de dire que l'année 1917 a été très riche en événements pour notre pays. La *Post* les résume rapidement (réunion de l'Assemblée nationale à Vilnius, élection du Conseil d'Etat, réunion de la Société des sciences lituaniennes, impression du premier journal lituanien pendant la guerre *Lietuvos Aidas*). Mais elle joint à cette énumération ce qui a été fait pour les troupes allemandes à Vilnius même. Elle nous apprend encore que le rationnement y a été mis en pratique d'après les méthodes usitées en Allemagne, que les enfants ainsi que les élèves des écoles normales lituaniennes ont été envoyés à la campagne, et à ce rappel des misères qui, avec l'occupation accablent la Lituanie, nous souhaitons que tant d'efforts, tant de souffrances, tant de deuils et tant d'enthousiasme soient couronnés par la reconnaissance d'indépendance complète de la Lituanie pour 1918.

Faits et Documents.

Les Lituaniens ne veulent pas la tutelle allemande.

Tout en prenant note de la reconnaissance de la Lituanie officiellement confirmée ces jours-ci par message impérial à la *Taryba*, le Conseil national lituanien, en qualité de gardien des intérêts suprêmes du peuple lituanien au dehors, estime de son devoir de déclarer ce qui suit :

1° Le peuple lituanien a le plus ferme désir de vivre en termes de bon voisinage et d'amitié avec tous ses voisins et en particulier avec ceux de l'ouest, mais il considère que *cela ne pourra être le cas que pour autant que ses droits souverains seront intégralement respectés.*

2° Sans entrer d'ores et déjà dans des détails de l'acte de reconnaissance, le peuple lituanien croit devoir dire qu'il ressent comme une injustice d'être contraint de participer aux charges d'une guerre qu'il n'a ni voulue, ni déclarée, ni dirigée, dans laquelle par conséquent il a dû prendre part malgré lui et dont les conséquences en se déroulant sur son territoire ont porté à sa prospérité une atteinte si profonde qu'il lui faudra de longues années de labeur acharné pour s'en remettre.

3° La reconnaissance officielle devrait se traduire sans retard en faits positifs, à commencer par l'établissement d'un gouvernement lituanien réellement indépendant, ainsi que par la transmission entre ses mains de tous les pouvoirs souverains qu'implique une indépendance véritable.

Président Wilson et l'indépendance de la Lituanie.

Le Bureau d'Information lituanien est chargé par le Conseil national lituanien d'Amérique de publier la communication suivante du Bureau du Grand Congrès lituanien d'Amérique qui vient de se tenir à New-York :

« Le Congrès national lituanien d'Amérique, représentant du million de Lituaniens émigrés aux Etats-Unis, s'est engagé par tous les moyens à sa disposition à rétablir la Lituanie dans sa souveraine indépendance et à la libérer de la domination allemande.

» Une délégation du dit Congrès, que le Président Wilson a reçue, a recueilli de lui les promesses les plus formelles d'appui effectif en vue de la reconstitution d'une Lituanie réellement indépendante, ainsi que les assurances les plus positives de représentations énergiques des intérêts lituaniens au Congrès général de la Paix pour soustraire la Lituanie à toute entreprise germanique. »

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS

par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

2, — St

Rm 141

V. N.
Ky. N.
Dato
Kehr.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 6

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La Lituanie ne veut pas devenir protectorat allemand 171
L'Etat Lituanien et le Gouvernement Gardinas (Grodno) 175
Revue de la presse. 186
Faits et Documents. — Appel à la noblesse lituanienne. — Appel des Blancs-Russiens pour l'agrégation à la Lituanie. — Communiqués du bureau lituanien . 193

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 6.

PRO LITUANIA

La Lituanie ne veut pas devenir protectorat allemand.

(*Réponse à la « Kölnische Zeitung ».*)

Sous le titre « der Staat Litauen » (l'Etat de Lituanie), le numéro 456 de la *Gazette de Cologne* (17 mai 1918, édition du soir) publie un éditorial contenant, relativement à la Lituanie, des observations auxquelles nous n'étions pas habitués dans les colonnes du grand quotidien rhénan et — ce qui est plus grave — évoquant en ce qui concerne son avenir des doutes contre lesquels on ne saurait assez s'élever. D'autant plus qu'ils inspirent de solutions qui ne tendent à rien moins qu'à revenir sur une situation acquise et à laquelle se sont publiquement et formellement obligées, à plusieurs reprises, les autorités les plus qualifiées de l'Empire, Empereur, Gouvernement Impérial et Parlement.

Aurait-on en haut lieu changé complètement d'avis et l'éditorial en question a-t-il pour but de préparer l'évolution nouvelle? Ou bien ne faut-il y voir qu'un simple procédé tactique, un « Wasserstrahl » bismarckien, le jet froid succédant au jet chaud de la douche écossaise, pour amener la souple mentalité nécessaire à l'acceptation de traités d'accession rigoureux? *Chi lo sà!*

Toujours est-il qu'il est de notre dignité — en rendant à la vérité l'hommage qui lui est dû — de s'inscrire en faux contre les développements de la lettre en question. Comme argumentation, ils n'offrent rien de bien nouveau dans leurs grandes lignes, c'est la démonstration *polonaise* bien connue de l'incapacité des Lituaniens à se gouverner eux-mêmes, et, pour le dire en passant, la constatation est assez révélatrice de l'inspiration

BIBLIOTEKA KAUNO APSKRITIES

dont les développements procèdent. Mais comme ils tendent à une fin nouvelle, le rattachement à l'Empire allemand, sous forme d'union personnelle avec la dynastie de Prusse, en tant que dynastie d'Empire — aux lieu et place de l'indépendance envisagée — il convient d'en faire la critique, en fonction même de la fin vers laquelle ils tendent et sous l'angle de laquelle ils sont d'ailleurs présentés. Ce qui implique naturellement des points de vue et des détails nouveaux.

En gros, l'argumentation de l'article est la suivante : l'Allemagne a besoin de la Lituanie pour sa sécurité et la Lituanie, en l'absence d'une classe dirigeante lituanienne et en présence de l'influence prépondérante de l'élément aristocratique polonais qui y habite, ne peut être qu'une dépendance polonaise. Seule, une union personnelle avec la dynastie impériale pourra conjurer ce danger commun à l'Allemagne et à la Lituanie. Aussi, ne nous hâtons pas d'édifier une Lituanie indépendante qui ne pourra être qu'une désillusion pour tous et, point en dernier lieu, pour les Lituaniens eux-mêmes.

Reprenons quelques-uns des termes de l'argumentation.

La Lituanie, nation paysanne (Bauernvolk), manque de « couche supérieure » (Oberschicht) à elle. Ce sera à l'Allemagne à lui en donner une qui tienne en échec l'*Oberschicht* polonaise, naturellement et foncièrement anti-lituanienne.

Mais où a-t-on vu qu'un Bauernvolk — puisque Bauernvolk il y a, d'après l'auteur de l'éditorial — soit par principe incapable de se gouverner ? Les Romains à leurs débuts n'étaient qu'un Bauernvolk. Et les Germains ont-ils été davantage ? Ils ont cependant les uns et les autres, dès le commencement, assez bien fait leur chemin de par le monde. Histoire ancienne, s'écriera-t-on ! Mais alors que dire des Suisses, et plus récemment des Boers et des Bulgares, pour ne pas parler des régions allemandes qui peuvent se réclamer plus particulièrement de populations paysannes qui en sont l'honneur et en font la prospérité, la Bavière et le Hanovre, par exemple. Pourquoi subitement ce dédain des classes paysannes qu'on s'était bien plutôt habitué dans les milieux officiels d'Allemagne à considérer comme l'une des *assises* les plus solides de l'Etat.

D'ailleurs, cette aristocratie à laquelle on tient tant, la Lituanie est en train de la recouvrer du fait des succès politiques de ses « couches... paysannes » et de ses classes urbaines, succès préparés

par de longues années de labeur éclairé et ardent dont un livre capital, *Les principaux Artisans de la Renaissance nationale lituanienne*[1], expose la belle évolution. Du fait du triomphe du lituanisme, les dépolonisations d'aristocrates sont nombreuses et elles le deviendront chaque jour davantage, jusqu'à épuisement du polonisme lituanien.

Au surplus, nombreux sont les aristocrates qui n'ont pas attendu l'apothéose pour se sentir lituaniens. Ni les Radziwill, ni les Ropp, ni les Tyszkiewicz, n'ont été des amis de la onzième heure. Ils ont bien plutôt tous, selon leurs aptitudes et leur âge, contribué de tous leurs efforts à la Restauration de la Lituanie.

C'est d'autre part une bien singulière protection que celle dont l'auteur de l'éditorial de la *Gazette de Cologne* veut faire bénéficier la Lituanie. Comme cette protection implique un règlement satisfaisant pour les Polonais de la question polonaise — ici, on voit de nouveau le bout de l'oreille — on commence par amputer la Lituanie de Vilnius et de ses provinces du Sud. Evidemment, enlevez à quelqu'un ce qu'il possède et vous le mettez à l'abri de toute convoitise, en lui simplifiant l'existence... en même temps que les moyens d'exister. Gribouille, qui se jetait à l'eau pour éviter quelques gouttes de pluie, n'avait pas mieux trouvé.

La Lituanie indépendante avec un prince à elle, fût-il allemand, serait rapidement en proie à la polonisation, poursuit l'auteur de l'article. Pouvez-vous assez imaginer les dangers d'une cour fatalement polonisante, etc.....

Fatalement polonisante! rien n'est plus improbable, après ce que nous avons exposé plus haut. Et ensuite, la perspective envisagée est-elle si flatteuse pour le représentant du « Deutschtum » placé par hyphothèse sur le trône de Lituanie? Mais, même en poussant les choses au pire, pourquoi ne pas faire entrer en ligne de compte en Lituanie le facteur lituanien qui a donné de si merveilleuses preuves de sa vigueur et de sa valeur? La victoire pour l'adversaire est faite surtout de l'impression qu'il a ou croit éprouver de notre infériorité. Pourquoi la clamer sans cesse et, surtout, la clamer sans raison? Rien n'est plus déplorable. « C'est l'opinion qui perd les batailles », disait déjà de Maistre, en ayant soin d'ajouter : « C'est l'opinion qui les gagne. » Ne perdons pas de vue la seconde partie de sa formule.

[1] Librairie Centrale des Nationalités, Lausanne 1918.

Et qu'on n'oublie pas surtout l'impression qu'un lituanisme édulcoré et... « amputé » ne pourra manquer de produire sur le polonisme en Lituanie et *hors de Lituanie*. Il y verra fatalement une « victoire », prélude de « victoires » futures, infiniment plus complètes, et le caractère imaginatif des Polonais, si détaché de la réalité, ne s'en laissera pas imposer par les clauses les plus draconienes des plus « prévoyants » traités d'accession.

La grande propriété polonaise, par le canal de la cour, empêchera l'application des lois sur l'extension de la colonisation paysanne si désirable, ajoute-t-on encore. Mais un « Bauernvolk » qu'on ne cesse de qualifier de tel comme caractéristique principale, ne comporte-t-il pas déjà par définition même, quelques paysans? En outre, un Etat qui par de semblables abus reviendrait ainsi aux temps de « Serenissimus », mériterait-il encore le nom d'Etat, mériterait-il même d'exister? D'ailleurs, à une époque de contrôle démocratique dans tous les domaines, le danger n'est-il pas plus qu'imaginaire? Les temps de la « Polnische Wirtschaft » ne sont-ils pas passés et bien passés... ailleurs qu'en Pologne.

Et ici, un aveu de l'auteur de la lettre est immédiatement à retenir. L'auteur convient qu'aujourd'hui dans les milieux officiels lituaniens, on manque d'enthousiasme pour une Union personnelle quelle qu'elle soit. Cela ne prouve-t-il pas d'une façon éclatante que les Lituaniens — qui ne veulent à aucun prix redevenir Polonais — se sentent assez forts pour être à eux-mêmes? N'y a-t-il pas là un sentiment de *fara dà se* qui ne trahit nullement une atmosphère de dépression, pas plus qu'il ne se prêtera plus tard à aucune capitulation anti-lituanienne, ouverte ou déguisée, acceptée ou tolérée, dont les Polonais puissent s'enorgueillir.

Car les Lituaniens sont vraiment de taille à se défendre... même contre les Polonais. Qu'on le demande plutôt, en aveu sincère, aux grands propriétaires fonciers polonais de Lituanie qui, en 1905, bien loin de chercher à imposer leur polonisme ou à en faire étalage, venaient humblement demander aide et protection aux chefs et dirigeants lituaniens contre l'énergie bien lituanienne des classes rurales de Lituanie[1]. Ce jour-là, en vé-

[1] Cf. Les principaux Artisans de la Renaissance nationale lituanienne.

rité, on ne remarquait pas que la Lituanie fût à ce point polonaise, polonisée, polonisante ou polonisable qu'il fallût treize ans plus tard la transformer en... Tunisie allemande!

Quant au conseil final de l'auteur de l'article : « Ne nous pressons pas » — *festina lente* — quel petit moyen par les temps héroïques que nous traversons, temps qui réclament parfois, comme c'est le cas ici, des décisions rapides dont dépend le bonheur de millions d'hommes, que de recommander la politique des bras croisés, le sabotage par inertie, ce qu'on pourrait appeler la « grève perlée », et quel moyen peu digne des engagements solennels pris par les pouvoirs les plus éminents comme par les plus augustes personnages!

Prouvez donc une fois de plus le mouvement en marchant et la parfaite viabilité de la Lituanie en vous appliquant à la rendre lituaniennement viable en toute indépendance. Elle sera alors assez bonne voisine, prête à reconnaître les services rendus ainsi qu'à entr'aide, pour qu'il ne soit pas nécessaire de la « protéger » à l'excès, au risque d'en faire une commensale boudeuse, élément de mauvais esprit comme thème inépuisable à récriminations pénibles, voire dangereuses dans la famille elle-même.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Gardinas (Grodno).

La portion occidentale de l'ancien Empire des tzars est aujourd'hui souvent comparée aux Balkans. Il y règne une telle pénétration mutuelle de Polonais, Ukrainiens, Blancs-Russiens, Lituaniens, Lettons, Juifs, etc., que la fixation des frontières ethniques y serait, dit-on, tout à fait impossible. La situation serait particulièrement embrouillée dans le Gouvernement de Vilnius et de Gardinas (Grodno). Un écrivain allemand déclare même la ville de Vilnius la plus remarquable du monde car, d'après lui, elle se trouverait sur un sol blanc-russien et serait habitée par des Polonais tout en étant considérée cependant comme la capitale de la Lituanie, et il continue en disant que les deux Gouvernements sus-nommés sont revendiqués par trois peuples, les Blancs-Russiens, les Lituaniens, les Polonais.

L'article suivant a pour but de vérifier l'exactitude des aspirations de ces trois peuples. Les facteurs essentiels pour revendiquer un territoire découlent, dans la plupart des cas, de faits historiques et ethniques.

I. *Exposition historique :*

Toute personne qui connaît l'histoire lituanienne sait que les territoires des Gouvernements actuels de Vilnius et de Gardinas appartiennent depuis les temps les plus reculés à l'Etat lituanien.

Au XIIe siècle, à l'époque où les Lituaniens vivaient encore en tribus et manquaient de toute organisation politique, le Gouvernement actuel de Gardinas, ainsi qu'une partie du Gouvernement de Vilnius se trouvèrent soumis aux Princes blancs-russiens.

Au début du XIIIe siècle, les Lituaniens s'organisèrent en Etat indépendant. Le prince Erdvilla (Erdziville) posséda de 1220-1240 tout le territoire se trouvant au sud-ouest du Nemunas, de Naugardukas (Novogrodeck) jusqu'à Suraz, Bielsk, Drohuczin et Brest; donc, précisément, tout le territoire actuel de Gardinas[1].

Le successeur de Erdvilla fut le véritable fondateur de l'Etat lituanien, le Roi Mindaugis (Mindaugt 1263), étendit ce territoire vers le sud jusqu'au fleuve Pripetis (Pripiet)[2]. Sans doute son fils Vaisilkas (Woischelk) dut céder une partie du territoire sud-ouest, y compris les villes de Vilckaviśkis (Wolkovisk), Slanimas (Slanim) à Roman Danilowitsch, prince de Galitsch, mais pour peu de temps, et, dans la suite, ces territoires reconnurent l'autorité lituanienne[3]. Après la mort du prince Roman Danilowitsch, ces pays firent retour aux Lituaniens.

Sous le grand prince Vyténis (1293-1316) et, en particulier, sous le grand prince Gediminas (1316-1349) le territoire sud-ouest est connu sous le nom de territoire Kriwitsch[4] et il est un des principaux points de soutien de l'Etat lituanien. Dovidas, le gouverneur de Gardinas et de tout le territoire occidental, était l'homme de guerre et le conseiller le plus capable du grand

[1] Stryjkowski : (Kronika 226-227 (Wars 1766), Bychowiec Narbutt Kronika 6) *Dzieje* Narodu Litewskiego IV 95-97. — [2] Ipatiewskaja Lietopis 541-544; Bychowiec 7; Antonowicz Otsherk Istorii Welik, Kniaz. Litowsk 25. — [3] Ipatiewskaja Lietopis, 551. — [4] Terra Crivitiae, Dusburg III, cap 315.

prince Gediminas. Avec ses troupes, il entreprit souvent des campagnes heureuses contre les Chevaliers teutoniques[1]. Les forteresses de Gardinas, de Jungeda, de Pista Atkraimé étaient les boulevards les plus importants de l'Etat lituanien contre les Croisés et les Masovites[2]. Le grand prince Gediminas conquit également des pays purement russes jusque vers Kief, Luck, Vladimir et Lublin et il assura alors la possession de ces pays à l'Etat lituanien. Après sa mort, le territoire sud-ouest (situé entre les fleuves Nemunas, Pripetis, Bug et Narew) échut à ses fils Monoïdas et Kariotis[3]. Dès lors, ce territoire appartint sans contestation à l'Etat lituanien ; il est même considéré comme un très ancien noyau territorial purement lituanien et non pas comme un pays conquis. Ce fait est prouvé même par les historiens polonais qui ne sont pourtant pas suspects de favoriser les Lituaniens[4].

Il n'y eut qu'une partie, dans l'ouest, en particulier les villes de Drohiczin, Mielnick et leurs environs, qui fut cédée en 1391 à Janusz, duc de Masovie, et qui revint aux Lituaniens en 1444[5]. Jusqu'au XIIIe siècle, la Lituanie ne posséda pas d'organisation solide et spéciale. Le pays était considéré comme propriété personnelle du prince et à sa mort il était partagé entre ses fils qui gouvernaient leurs possessions sous la haute direction du grand prince.

Ce n'est qu'au XVe siècle que se produisit une séparation en trois arrondissements administratifs :

a) La Voïvodie de Trakai ;

b) » de Vilnius ;

c) le « pays de Samogitie ».

a) La Voïvodie de Trakai comprenait les territoires situés à l'ouest de la ligne tracée plus haut, excepté la Samogitie ;

b) La Voïvodie de Vilnius comprenait le territoire situé à l'est du fleuve Sventoji et des villes de Vilnius, Trakai, Lida, Naujapylis (Novogrodek), Sluck ;

c) Le pays de Samogitie comprenait le gouvernement actuel de Kaunas et les territoires situés à l'ouest de la ligne Bauske, Linkava, Seduva (Schadowo), fleuve Nevezis (Niewiasza) et de

[1] Dusburg III, cap 315 und 336 . *Jeroschin* Kronik von Pruzinland (Script rer. Prussicar I 592) ; *Die ältere Hochmeisterchronik* (ibid III, 589) ; *Dlugossius* I, 985 : *Polnoje Sobranie russk. Letopisiej* V, II, 616. — [2] Dusburg III, cap. 247-344. — [3] Danillowicz Liatopinec 27. — [4] Kutrzeba Histor. Ustroju Polski i Litwa, 5-12. — [5] Kutrzeba Histor. Ustroju Litwy, 36.

la partie nord du territoire de Suvalkai jusqu'au village de Pilviskai[1].

La Voïvodie de Trakai comprenait en outre le nord du territoire situé entre la Vilija, le Pripetis, le Bug et le Narew et, au milieu, se trouvait le gouvernement actuel de Gardinas.

Cette Voïvodie géante disparut, hélas! rapidement, Déjà en 1507 la partie orientale (située entre le Nemunas et le Pripetis) se sépara et fonda, avec Naujapilis comme capitale, la Voïvodie du même nom.

Sept années plus tard, la partie sud-orientale de la Voïvodie primitive, notamment le territoire du fleuve du Pripet et du Bug, avec les villes de Bielsk, Drohiczin, Mielnik et Brasta (Brest) se sépara encore et se réunit à la Voïvodie de Pagirys (Podlasie). Cependant, elle disparut elle aussi en 1566. La partie occidentale du pays avec les villes de Bielsk, Drohiczin, Mielnik conserva son ancienne appellation (Pagirys).

La partie orientale du pays arrosé par le Pripet forma la nouvelle Voïvodie de Brasta (Brest), avec la ville de Brest comme capitale[2].

De cette façon le territoire du Gouvernement actuel de Gardinas fut partagé comme il suit entre les quatre Voïvodies. Les districts actuels de Gardinas et de Sakale (Sokolka) continuèrent à faire partie de la Voïvodie de Trokai. Les deux districts de Balstoge (Bielostok) et de Bielsk revinrent à la Voïvodie de Pagyris (Podlasie); les cercles de Brasta, Kobryn, Prudenai (Pruzany) furent incorporés à la Voïvodie de Brasta. La Voïvodie de Naujapylis reçut finalement le district de Vilkaviškis (Wolkowysk et Slanimas).

Les grandes lignes de cette séparation administrative durèrent jusqu'à la fin de l'Etat lituanien. L'Union de Lublin (1569) dont les clauses doivent être considérées comme un partage du Royaume lituanien, amena encore des changements dans les frontières occidentales.

Les Polonais réussirent alors, par des menaces et par la fourberie, à amener le faible et à demi polonisé Sigismond-Auguste, roi de Pologne et grand prince de Lituanie, non seulement à la séparation des quatre Voïvodies du sud, Kiew,

[1] Lappo, Liubavskij. Babirecki u. a.

[2] *Kutrzeba* hist. ustroju Litwy 121-122.

Braclaw, Podolie et Wolhynie, mais encore à céder à la Pologne la Voïvodie limitrophe de Pagirys.

Certainement les Lituaniens protestèrent contre cet acte honteux de leur grand prince, mais ce fut en vain, car la Lituanie, en proie déjà à l'anarchie polonaise, était trop faible pour repousser les attaques moscovites et tenir tête aux Polonais qui les menaçaient de leur déclarer la guerre dans le cas où ils n'auraient pas accepté l'Union de Lublin. C'est ainsi qu'avec la Voïvodie de Pagyris, les Polonais s'emparèrent également de deux districts du Gouvernement actuel de Gardinas (Balstoge et Bielsk à l'ouest).

Ces frontières subsistèrent jusqu'au dernier partage de l'Etat polono-lituanien en 1795. Par suite de ce partage, la partie occidentale du gouvernement de Gardinas (les districts de Sokale, Balstoge, Bielsk) et la moitié occidentale du district de Brastax revinrent à la Prusse, le reste à la Russie.

Mais ce ne fut que de courte durée. En 1807, on créa, aux dépens de la Prusse et de l'Autriche, la grande principauté de Varsovie. La Russie n'y perdit rien, bien au contraire, elle reçut encore la plus grande partie de l'ancienne Voïvodie, Pagyris, et notamment les districts actuels de Sokale (Sokolka, Balstoge), ainsi que la partie occidentale du district de Brasta. Les frontières qui furent fixées à Tilsit entre la Pologne et l'Empire russe ont subsisté jusqu'à nos jours, car le Congrès de Vienne maintint les frontières orientales qui avaient été tracées à Tilsit lors de la création du royaume de Pologne.

De cette façon, toute la Lituanie historique (y compris le gouvernement actuel de Suvalkai), devint une simple province de la Russie. Le Gouvernement russe partagea la Lituanie proprement dite en trois administrations, les gouvernements de Gardinas, Vilnius et Kaunas.

Jusqu'en 1864, elles portèrent officiellement le nom de « Lituanie». Le pays reçut ensuite la dénomination de « Provinces de l'Ouest », mais il resta, au point de vue administratif, un tout, et, à ce titre, il fut soumis à l'autorité d'un gouverneur général.

Ce rapide exposé historique montre clairement que le territoire du Gouvernement actuel de Gardinas appartint à l'Etat lituanien comme une de ses parties intégrales, sans discontinuité, depuis sa création jusqu'à sa disparition ; il n'y a qu'une

petite partie à l'ouest (Bielsk et Balstoge) qui fut occupée, de 1569 à 1798, par les Polonais et qui, de 1795 à 1807, appartint à la Prusse.

Par suite, la Lituanie, seule, peut revendiquer, comme lui appartenant, le Gouvernement de Gardinas, en s'appuyant sur l'histoire, car il ressort suffisamment du court aperçu historique que ni les aspirations des Blancs-Ruthènes ni celles des Polonais ne sont justifiées, car le gouvernement de Gardinas était lithuanien et doit rester tel.

II. *Conditions ethniques.*

Ses conditions ethniques nous prouveraient-elles le contraire?

Tous les historiens s'accordent pour déclarer, autant que peut le permettre la connaissance des conditions linguistiques et historiques, que le gouvernement actuel fut toujours habité par des tribus lituaniennes; c'est ainsi que sur le cours inférieur du Nemunas habitaient les Żemaićiai (Schamaites).

Sur le cours supérieur du fleuve se trouvaient les Aukśtaićiai et ils occupaient la partie nord du gouvernement jusque vers les villes de Sokale, Vilkavisk (Wolkowysk), Slanimas.

Les Juodvižiai (Jotvingues) habitaient le reste du territoire jusqu'aux fleuves Bobr, Naruva (Narew) et Pripetis (Pripet)[1].

Il est impossible de mettre en doute l'origine lituanienne des Juodvižiai car, sur ce point, concordent les jugements des chroniqueurs et ceux des historiens. Les Juodvižiai étaient les plus hardis et les plus guerriers de tout le peuple lituanien[2]. Bien qu'ils ne vécussent que d'agriculture, de chasse, d'élevage du bétail et des abeilles, ils entreprirent cependant très souvent des razzias sur le territoire polonais voisin et sur la Masovie.

Jusqu'au début du XIIIe siècle, ils devaient parfois payer tribut aux Princes du sud de la Russie; plus tard, ils dépendirent en quelque sorte de princes lituaniens. Mais cette dépendance n'entrava nullement la continuation de leurs razzias. Les Polonais

[1] *Antonowicz*-Monografii po istorii zapadnoji, Jugozapadnoij Rossii 8-9.
Liubawskij-Oczerk istorii Litowsko-russkago Gosudarst 8.
Narbutt Dzieje Narodu Lit. II. 171-173.
Naruszewicz Hist. Narodu Polsk IV Przyp. 115.

[2] « Gens autem Jacwingorum natione, lingua, ritu, religione et moribus magnam habebat cum Lituanis et Prutenis et Samogitiis conformitatem cultu idolorum et ipsa dedita » *Dlugossius* L. III, 394. Jaziges vero sive Jagwingi eiusdem cum Lituanios lingua eorumdemque morum et religionis fuere » *Cromerus* L. VIII, 145. — *Stryjkowski*, Kronika (1766), 181 *Narbutt* Dzieje Nar. Lit. II, 165-193 Antonowicz L. C. 8. *Liubawskij* L. C. 8.

et les Russes leur infligèrent plusieurs fois de sérieuses défaites; la plus grave qu'ils aient subie eut lieu en 1264. A cette époque, les Polonais, qui avaient rassemblé une forte armée, pénétrèrent dans le territoire des Juodviżiai. Une grande bataille fut livrée entre les fileuves Bug et Narew, dans laquelle, aux dires des chroniqueurs polonais, disparut toute l'armée des Juodviżiai; son chef Konatas (Konnat) y serait même mort[1]. Les chroniqueurs et les historiens polonais pensent que toute la peuplade des Juodviżiai aurait été détruite dans cette défaite et que le territoire qu'elle habitait serait devenu un désert que colonisèrent, peu à peu, des tribus lituaniennes ou slaves[2].

Mais cette affirmation, qui ne vient que du côté polonais et qui voudrait exagérer la victoire polonaise, manque de fondement. Les Juodviżiai n'étaient pas un peuple de nomades. Ils ne partaient pas en guerre avec leurs familles et tous leurs biens. Puisqu'ils étaient un peuple agricole sédentaire[3], ils n'envoyaient que les hommes à la guerrre; toutes les femmes, les enfants, les vieillards restaient à la maison. Bien que battu dans plusieurs combats, ce peuple n'en était pas pour cela détruit; en outre, il habitait une contrée richement boisée, très marécageuse, où l'eau était abondante et il possédait ainsi suffisamment d'abris naturels[4].

Puisque la conquête des Borusses dura presque deux siècles et exigea les plus grands efforts ainsi que l'aide de toute l'Europe[5], il est inutile de s'attarder plus longuement sur les affirmations prétentieuses des Polonais, qui prétendent avoir détruit en quelques batailles tout un peuple guerrier, bien protégé par la nature.

Si les chroniques du XIVe siècle cessent de parler des Juodviżiai, ce n'est pas difficile à expliquer, car les Juodviżiai, affaiblis par leurs défaites, et par l'extension du christianisme, abandonnèrent leurs razzias et commencèrent à mener une vie pacifique sous les grands princes lituaniens.

[1] *Miechovius* L. V. 145 ; *Bielscius* 252 ; *Stryjkovski* 181.

[2] *Stryjkowski*-Kronika (1768) 181. Narbutt L. Cit 187-190.

[3] Magistri Vincentii episcopi Cracoviensis *(Kadlubek)* Chronica Polonorum Krak. 1862 S. 201-202.

[4] *Kadlubek* Opere et loco cit.

[5] Le roi de Bohême en 1354 jeta à lui seul 60 000 croisés contre les Borusses *Dussburg* Chronicon III C. 71. Outre les Allemands, des troupes entières d'Anglais, de Français et d'Espagnols, de Danois, partirent contre la Prusse. Voir : Dussburg Vigand et les autres chroniqueurs prussiens.

Le déficit qui avait été causé dans la population par les guerres avec les Polonais et les Russes, fut compensé par les fuyards venant de la Prusse voisine[1]. Nous ne savons rien de précis sur d'autres migrations et installations dans ce territoire. Comme nous l'avons signalé plus haut, les pays de Mielnik et de Drohiczin se trouvèrent, en partie, de 1391 à 1443 sous la domination des princes de Masovie. A cette époque beaucoup de Mazures émigrèrent dans ce territoire, de telle façon qu'aujourd'hui il y a encore dans ce Gouvernement 33-34 % d'habitants qui parlent polonais. En outre, à différentes époques de l'histoire, des Ukrainiens affluèrent dans les districts de Brasta (Brest-Litowsk) et de Kobryn, ce qui fait qu'aujourd'hui il y a de 64 à 79 % d'habitants qui parlent ukrainien[2].

Après avoir donné un rapide aperçu sur les conditions ethniques dans le passé, nous devons encore apprendre à connaître les conditions actuelles. D'après le recensement russe de 1897, les habitants du Gouvernement de Gardinas se répartissent au point de vue linguistique de la façon suivante :

	Polonais.	Russes.	Ruthènes.	Blancs-russiens.	Lituaniens.	Allemands.	Juifs.	Autres.
Grodno..	5.66	6.34	—	65.69	1.42	—	19.86	1.03
Balstoge	33.93	6.97	—	26.14	—	3.58	28.36	1.02
Bielsk...	34.85	5.90	39.11	4.93	—	—	14.90	-.31
Brest-Lit.	3.89	9.93	64.38	—	—	—	20.79	1.01
Kobryn..	2.22	3.96	79.57	—	—	—	13.71	0.54
Pruzany.	1.37	3.02	6.68	75.48	—	—	12.80	0.65
Slonim..	1.55	2.17	—	80.73	—	—	15.20	0.35
Sokolka.	1.18	2.26	—	83.80	—	—	12.22	0.54
Volkovysk	2.15	2.49	—	82.38	—	—	12.37	0.61
	10.07	5.08	22.51	43.63	0.18	0.46	17.38	0.69

Nous voyons par ce tableau que, dans la partie sud du Gouvernement (arrondissements de Brasta et de Kobryn), les gens qui parlent ukrainien dominent, car ils représentent les $^2/_3$ de la population. Il y en a encore une grande partie dans le district de Bielsk où ils représentent 39 % de la population.

[1] *Dussburg* Chronicon III c, 212.
Narbutt, Dzieje Nar. Litewsk II, 181.
A. Ewald, Eroberung Preussens, Halle 1872, IV, 111.

[2] Recensement de 1897. *Krzyzanowski-Kamaniecki*, Statystyka Polski Warszawa 1915. P. 51-52.

Les habitants de langue polonaise se trouvent seulement dans les deux arrondissements qui bordent la Mazovie, ceux de Balstoge et de Bielsk et ils représentent un tiers de la population totale. Dans le reste du pays, ils ne représentent que 1 à 2 % (à Grodno 5,66 %).

Les gens qui parlent juif sont en assez forte proportion (12 à 20 % dans l'arrondissement de Balstoge et même 28 %).

La majorité de la population est désignée dans le recensement russe sous le nom de blanc-russienne ou de blanc-ruthénienne. Dans les arrondissements de Gardinas, Prudenai, Slanimas, Sakale et Wilkaviśkis, en effet ces populations forment un territoire linguistique blanc-ruthénien a peu près fermé. Dans l'arrondissement de Balstoge, la proportion est même de 26 %.

Demandons-nous donc quelle est la nationalité de cette population aux langues différentes. Nous partons du point de vue d'après lequel la langue seule ne suffit pas à indiquer une appartenance ethnique. Ainsi, par exemple, les Juifs adoptent presque partout la langue du pays qu'ils habitent, sans qu'ils cessent pour cela d'être juifs. La plupart des Irlandais parlent également anglais ; ils sont cependant ennemis des Anglais. On pourrait multiplier les exemples.

Les habitants des arrondissements sud de Brasta et de Kobryn qui parlent ukrainien et qui forment un territoire linguistique fermé touchant à l'Ukraine, sont très probablement ukrainiens. Les habitants des districts ouest de Balstoge et de Bielsk qui parlent polonais, sont, sans aucun doute, des colons mazures qui ont émigré aux XIV et XVe siècle, venant de la Mazovie.

A quel peuple appartiennent maintenant ceux que le recensement russe désigne comme parlant blanc-russien ?

Sont-ils véritablement blancs-russiens ?

Avant de répondre à cette demande, nous devons remarquer qu'il est très difficile de résoudre la question de la nationalité des blancs-russiens ; elle n'a pas encore été étudiée par la science ; aussi est-elle très discutée par les gens qui ne sont pas compétents.

Quelle est la véritable langue blanc-russienne ? Quel est le territoire des blancs-russiens ? Comment les distingue-t-on des Ukrainiens et des Russes ? Autant de questions qui ne sont pas encore éclaircies.

Certains repoussent l'existence d'un peuple spécial blanc-

russien. D'après leur opinion, les Blancs-russiens seraient de véritables Russes qui parlent simplement un dialecte spécial.

On considère, en général, comme pays blanc-russien les gouvernements de Minsk et de Mohilew. Si, d'autre part, nous rapprochons les habitants de ces gouvernements de ceux du gouvernement de Gardinas, nous ne trouvons pas entre eux beaucoup de ressemblance. Leur langue est si différente que le paysan de la région de Gardinas ou de Vilkaviškis ne comprend presque pas celui de la région de Minsk. De plus, les particularités raciques, coutumes, usages, etc., sont tout à fait différentes. En outre, les habitants du gouvernement de Gardinas ne se désignent jamais sous le nom de blanc-russiens; si on leur demande quelle est leur nationalité, ils ne donnent aucune réponse exacte (la plupart répondent qu'ils sont catholiques), ou bien ils se disent Lituaniens (« Licwiak » « Litwin boży »).

Ils ne sont pas non plus blanc-russiens d'après leur origine, car, comme nous l'avons vu plus haut, tout le territoire du gouvernement actuel de Gardinas était habité par les Juodvižiai. La prétendue disparition complète de cette tribu dont parlent les historiens polonais, est impossible à notre point de vue, car l'histoire ne nous parle pas d'un mouvement colonisateur des Blancs-russiens ou des Russes dans cette région. Aussi, devons-nous admettre que les habitants actuels du gouvernement de Gardinas sont les descendants des Juodvižiai. Mais nous nous heurtons avec cette affirmation à une grande difficulté : celle de la langue. Quoique nous ne possédions pas de vestiges de la langue des Juodvižiai, il ne peut pas y avoir de doute sur ce fait qu'ils étaient plus parents des Lituaniens que des Slaves.

La langue actuelle de la population contient certainement beaucoup de lituanien, mais il est incontestable qu'elle est d'origine slave. Comment se produisit cette slavisation? La slavisation de la Lituanie n'a pas encore été étudiée, et on aura beaucoup de peine à éclairer l'obscurité qui l'environne. Malgré tout, il est aujourd'hui certain que c'est principalement par l'Eglise que le slavisme a pénétré en Lituanie.

Le christianisme se répandit dans le pays des Juodvižiai dès le début du XIIIme siècle. Il venait du sud-est des pays russes et par suite le rite oriental dominait évidemment chez eux [1]. A

[1] Regest. Alexandri IV An I, Epist 291, p. 43 Apud *Raynald Narbutt* — Dzieje Narodu Litewsk. II, 178-185.

l'époque de l'introduction officielle du christianisme en Lituanie (1386-1417) le pays des Juodviżiai était déjà à moitié chrétien avec un rite oriental et il était soumis au métropolite de Kiew. A l'Union de Brasta en 1595, ils s'unirent à l'Eglise catholique romaine et continuèrent à faire partie de l'Union jusqu'au partage de l'Etat polono-lituanien en 1795. En 1839, l'Union de Brest fut supprimée par le tzar Nicolas I et, ainsi, avec beaucoup d'autres, les habitants du gouvernement de Gardinas qui se réclamaient du rite oriental furent de force ramenés à l'orthodoxie.

D'après le recensement russe de 1897, les conditions religieuses dans le gouvernement de Gardinas sont les suivantes :

	Catholiques romains.	Orthodoxes.	Protestants.	Juifs.	Autres.
Grodno	27.23	51.73	—	20.02	1.02
Balstoge	47.17	20.15	3.50	28.82	0.36
Bielsk	36.48	48.29	—	14.92	0.31
Brest Lit.	6.32	71.20	1.24	20.94	0.30
Kobryn	2.80	83.14	—	13.74	0.22
Pruzany	7.85	78.72	—	12.82	0.51
Slonim	10.34	74.11	—	15.25	0.30
Sokolka	69.30	18.13	—	12.22	0.35
Volkovysk	29.21	57.92	—	12.42	0.45

Cet aperçu historique et ethnique pour lequel nous n'avons employé que les meilleurs ouvrages scientifiques, montre avec toute la clarté désirable que les aspirations des Polonais sur le gouvernement de Gardinas manquent absolument de base, car ce pays (à part une petite partie à l'ouest) n'a jamais appartenu, ni historiquement, ni ethniquement aux Polonais. Les aspirations blanc-russiennes sont également insoutenables, car elles sont réfutées par l'histoire et elles ne peuvent fournir qu'une preuve très sujette à caution sur l'appartenance nationale des habitants.

Par contre, les aspirations des Lituaniens sur le gouvernement de Gardinas sont importantes et persuasives, car depuis sa fondation jusqu'à sa disparition, l'Etat lituanien posséda ce territoire et il est habité jusqu'à maintenant par les descendants d'une véritable tribu lituanienne; il est donc parfaitement inu-

tile de se demander à qui ce gouvernement doit être attribué : Il ne doit être attribué qu'à l'Etat lituanien avec lequel il a partagé en union fidèle les bons et les mauvais jours, et il doit encore lui revenir maintenant que les Lituaniens vont au-devant d'un avenir meilleur.

Revue de la presse.

Si l'avenir de notre pays ne fait aucun doute, les heures présentes ne nous donnent pas encore le droit de voir unanimement reconnues les conséquences de notre travail. II faut donc persévérer et continuer à lutter avec espoir quoique la vérité soit difficile à atteindre. Placés ici dans cette « revue » comme des juges impartiaux qui, malgré tout, sauront se souvenir des appuis et des dédains, travaillons et analysons à la clarté de notre patriotisme lituanien les documents importants de la presse durant le dernier mois.

La presse allemande recommence de nouveau à douter de notre unité ethnique et nous trouvons les affirmations les plus invraisemblables dans certains journaux. Ne citons pour exemple que la « Weimarische Landzeitung Deutschland ». Si nous n'avions toujours et si longuement insisté sur la réfutation de ces mensonges nous aurions encore de l'indulgence à l'égard de ces afflrmations. Maintenant elles ne motivent plus que notre mépris. En dépit de tous nos détracteurs, l'unification et l'indépendance lituaniennes qui vont de pair, s'accompliront, car notre Etat repose sur un fonds solidement national. Et n'en déplaise à ces feuilles, notre classe dirigeante qu'ils se plaisent à dénigrer en diminuant la valeur de sa culture et de son influence, saura conduire le peuple lituanien à des destinées dignes de ses aïeux.

Car notre peuple encore une fois est « intelligent » et c'est le mérite de cette élite intellectuelle de l'avoir politiquement et littérairement élevé à comprendre la grandeur des temps. Aussi protestons-nous contre les dires de ces feuilles qui dénient tout génie politique et toute culture aux Lituaniens. Le nombre des

illettrés y serait considérable d'après elles. Obéissent-elles donc à un mot d'ordre pour mettre une pareille ardeur à nous rabaisser ?

La « Gazette de Voss » est encore au nombre de ces détracteurs. Elle accuse chez nous 85 % d'illettrés (c'est exactement la proportion inverse !). Mais les inexactitudes de cette feuille ne s'arrêtent pas là. Elle prétend que les minorités ethniques représentent en Lituanie la moitié ou même un peu plus de la population totale, alors qu'il y a 75 % de Lituaniens. Les intellectuels y seraient représentés par une couche très faible de patriotes, incapables de diriger un Etat. Nous nous y attendions, mais nous n'étonnerons plus personne en disant que l'auteur de cet article, israélite évidemment, dénigre nos compatriotes pour comparer leur prétendue faiblesse aux vertus commerçantes et aux qualités actives de ses congénères. Nous sommes mieux placés que quiconque pour en juger. Aussi cet article ne nous intéresserait-il nullement si le parti pris et la haine confessionnelle aveugle ne lui donnaient le caractère d'un plaidoyer pro domo. Nous n'avions guère besoin de l'exemple de M. Cohen-Reuss pour nous édifier sur les menées inavouables de la Juiverie internationale qui en Lituanie cherche malheureusement déjà à entraver tout travail convenable par un faisceau d'intrigues. Non, la conscience nationale ne fait pas « totalement défaut chez les masses lituaniennes » et elles le prouveront s'il le faut ! D'ailleurs nous avons démontré notre bonne volonté en acceptant la représentation de minorités ethniques ; il est dès lors bien certain que l'Allemagne n'a pas traité uniquement avec les Lituaniens sur l'avenir du pays. Et si l'élément juif intrigant et tracassier, nous pousse à bout, qu'il sache que la Lituanie, pays qui ne connut point jusqu'à ce jour les pogroms anti-hébraïques deviendra le foyer où il couveront et d'où ils éclateront sans cesse [1].

Aussi citons-nous avec joie la « Kölnische Volkszeitung » qui montre le développement de l'instruction populaire en Lituanie et l'admirable effort qui a été fait dans tous les domaines, déjà avant 1905. Elle indique que depuis cette époque le nombre des illettrés n'est que de 15 % environ.

(1) Ces fausses affirmations proviennent de statistiques russes qui ne mentionnaient que le gens connaissant la langue russe. Nous avons déjà démenti la déclaration de Monsieur Stresemann au Reichstag ; nous renvoyons le lecteur pour plus amples détails à l'article de Monsieur Aschmies « Das Neue Litauen » N° 12.

«On fonda alors des associations populaires, un nombre incalculable d'écoles privées, de salles de lecture et de bibliothèques dans chaque village lituanien qui excitèrent l'extraordinaire intérêt de la population lituanienne. L'association culturelle « Sauśle » avait par exemple, en 1913, 65 filiales, l'association Schiburys en avait 57, l'association Ritas 37 qui toutes subventionnaient des écoles. En 1892, il n'y avait dans le Gouvernement de Kaunas que 6 écoles moyennes et 236 écoles populaires. En 1911 il y avait déjà 16 écoles moyennes et 634 écoles populaires. Si nous considérons ces faits, nous pouvons en conclure qu'il y a en Lituanie de 80-90 % de gens qui savent lire et écrire et que par conséquent il est faux de prétendre qu'il y a 80 % d'illettrés. »

Et de quel droit la « Post » prétend-elle que « le peuple lituanien n'est pas suffisamment né à une vie nationale propre et qu'il n'est pas assez concentré sur lui-même pour qu'on puisse compter d'emblée sur un solide établissement de la monarchie chez-lui » ? Elle veut encore pour nous une union personnelle avec la Prusse.

Autant de mots, autant d'erreurs. Etions-nous moins compacts et moins lituaniens sous le règne de nos grands rois Vitovt et Gedimine qui ont fait et fortifié l'État lituanien uni et respecté ?

Nous ferons le même reproche au Ministre d'Etat Saxon, le comte Vitzhum von Eckstädt, qui paraît encore vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

D'après la « Tägliche Rundschau » il a dit dans une interview qu'il est question d'établir d'étroits rapports entre la Saxe et la Lituanie qui sont de l'intérêt de la politique de l'Empire allemand pour qui la libération a fait naître des droits et des devoirs qui seront très bien remplis par l'un de ses membres. S'il faut surtout considérer les intérêts allemands, il ne faut pas non plus oublier les intérêts de la Lituanie et il ne faudrait pas exercer de pression sur elle. »

Protection singulière ! et nous espérons bien qu'il n'y aura pas de pression dans le choix de notre souverain qui peut évidemment être pris en Saxe, si, comme tout le prouve, cela nous convient. Mais après toutes les violences, ce serait la dernière, si l'on ne respectait pas la pleine liberté de notre choix. Sommes-nous si faibles que nous devions nous incliner ? Rappelons-nous

encore que nous étions un Etat fort, unifié et puissant alors que les « Allemagnes » se débattaient sans conscience nationale dans les pires difficultés intérieures et extérieures.

Ajoutons encore avec la « Magdeburger Zeitung » qu'il n'y a guère de motifs, à part les raisons confessionnelles, qui militent en faveur de cette solution et il ne faudrait pas croire que la Saxe nous ferait une grâce en nous donnant un prince. Quoi qu'il en soit, nous sommes attentifs au voyage du prince héritier de Saxe à Berlin pour conférer avec certains membres du Gouvernement au sujet du trône lituanien, comme nous l'apprend la « Frankfurter Zeitung ».

D'ailleurs les Polonais continuent de leur côté à intriguer pour nuire à la formation de notre Etat. S'ils cessaient on peut dire qu'ils cesseraient en même temps d'être polonais. Leur mécontement et leurs intrigues se manifestent sans cesse.

Une nouvelle de source indécise annonce en effet que les socialistes et les démocrates de Pologne et de Lituanie ont conclu à la nécessité pour les fugitifs de rentrer dans leur patrie « afin d'y accomplir leur devoir révolutionnaire malgré les difficultés de la situation actuelle ».

Est-ce une intrigue polonaise ou une tentative de propagande bolscheviki ? Nous ne savons que penser, vu l'origine imprécise de ce communiqué. Mais cela prouve qu'il faut nous protéger contre les menées des uns et des autres, car nous savons le danger que leur présence ferait courir à la formation déjà si difficile de l'Etat lituanien. Tout notre devoir doit être en ce moment de sauvegarder la jeunesse lituanienne qui se trouve en Russie, et notre délégué M. Ch. Olšewski a clairement indiqué le péril devant la Société lituano-allemande à Berlin.

Profitons-en pour remercier le « Fronte-Interno » de la sympathie dont il nous entoure en dévoilant et en combattant les menées polonaises. Il a consacré notamment, sous la plume de l'avocat Salvatore Sibilia, un long article historique sur notre pays en montrant les causes du dissentiment polono-lituanien dont la conclusion est à citer :

« Il est impossible dans le cadre étroit d'un article d'énumérer toutes les machinations, toutes les menaces et toutes les calomnies de ces aristocrates polonisés, mais il faut surtout noter que les jeunes Lituaniens ne combattent que cet élément néfaste, qui, après avoir renié la patrie et la langue, veut poloniser la Lituanie

et qu'ils ne sont pas au contraire hostiles aux véritables Polonais. Cette distinction nous paraît très bien caractériser la véritable nature de ce dissentiment et nous osons espérer au nom du peuple lituanien que l'élément contraire à son développement national s'effacera aujourd'hui devant l'invasion barbare, prenant en cela pour exemple l'attitude digne de la noblesse bohémienne et hongroise. »

L'indépendance lituanienne a aussi donné lieu en Allemagne à de nombreux articles historiques sur la Lituanie. Citons pour mémoire la « Kleine Presse » de Francfort et la « Berliner Volkszeitung » ainsi que des conférences faites l'une par le Comte de Kayserlingk et l'autre par le préfet de police de Neukölln, Monsieur Becherer. Nous y trouvons beaucoup de bienveillance à notre égard et une sérieuse appréciation des possibilités économiques de notre pays. Les quelques erreurs qui s'y trouvent, pouvons-nous les leur reprocher, puisque nous savons que seul un esprit imprégné d'ardent patriotisme lituanien peut voir notre pays sous son véritable jour et en particulier avoir l'exacte perception de l'unité nationale dans le sentiment de l'indépendance ?

Les journaux français de leur côté sont attentifs à toutes les tentatives d'annexion et les efforts des pangermanistes n'ont certes point disparu. Ils ont signalé le fait suivant : Le « Parti de la patrie allemande» a adopté par acclamation une résolution demandant « l'étroite annexion de la Lituanie à l'Allemagne ». Ce parti réclame même « des terres de colonisation pour les sujets de l'Empire. » Qu'on prenne garde qu'il y a là un nouveau danger. Nous le signalons dans notre éditorial et il se pourrait que de pareilles déclarations donnent un fondement à la nouvelle du « Phare de la Loire » d'après laquelle en Lituanie comme en Pologne, en Esthonie et en Finlande, «la population rurale se soulève parce qu'elle ne veut être enrôlée pour les Allemands ni dominée par eux. »

En Suisse, nous savons gré à M. Privat d'avoir montré, dans sa conférence à l'Athénée à Genève, les difficultés dans lesquelles se trouve la Taryba et les efforts de notre pays pour obtenir une indépendance réelle que les puissances centrales ne veulent lui accorder que sous conditions. Nous ne saurions cependant guère le suivre dans ses projets d'union fédérative dont les modalités et les complexités lui échappent fatalement, car seul

un profond connaisseur de nos questions orientales peut arriver à se former une idée de ce problème et prendre définitivement position à notre endroit.

La *Nouvelle gazette de Zurich*, de son côté, ne manque pas de signaler le caractère arbitraire et sans précédent de la contribution aux charges de guerre imposée à la Lituanie, car il n'en a pas été de même pour les Ukrainiens. Elle signale aussi le coup porté aux Polonais par la déclaration d'indépendance de la Lituanie. Les Polonais s'étaient habitués à considérer la Lituanie comme une portion de leur pays. Il faut évidemment qu'ils déchantent et c'est peut-être le résultat le plus clair de cet acte d'indépendance, à savoir celui d'avoir définitivement coupé les ponts entre la Pologne et nous. Les tentatives des Polonais sont désormais vaines. C'est un deuil à ajouter à d'autres. Qu'ils sachent y attacher la réflexion d'usage ! et qu'ils en méditent les conséquences comme « Paris-Balkans » médite celles de l'effondrement de la Russie qui (il s'en aperçoit maintenant !) n'était qu'une « expression géographique ». Aussi, ce journal en profite-il pour donner des conseils que nous nous empressons d'approuver.

« La France a des intérêts immenses dans ce nouveau monde en pleine formation : par ses milliards payés durant la paix et par son sang versé à profusion sur les champs de bataille, elle a bien acquis le droit d'y faire entendre sa voix, le droit d'intervenir.

« Sa diplomatie a le devoir d'intervenir auprès de tous les morceaux de la Russie brisée : elle le peut d'autant mieux que toutes ces jeunes républiques sur lesquelles la Germania tente, dès à présent, de mettre la main, se forment en invoquant en théorie, — quitte hélas, il est vrai, à ne pas les mettre en pratique, — l'inspiration de la République française, ses principes, et le grand exemple de notre Révolution ! »

Que voilà bien des phrases qui méritent d'être pesées ! Il nous serait agréable de les voir mettre en pratique à notre endroit afin que nous en finissions une bonne fois avec l'insipide question : pourquoi ne nous appuie-t-on pas, pourquoi ne s'occupe-t-on pas de nous ? Avec les paroles du sénateur Debierre, que nous signalions dernièrement, elles sont encore un exemple de la sagesse, hélas, si rare, dont sont pénétrées quelques personnalités françaises à l'égard des questions orientales.

Il est intéressant de les rapprocher de certaines appréciations du *Berliner Tageblatt*, qui représente toujours dans ces questions la tendance modérée. Il faut savoir gré à cette feuille de son esprit pondéré qu'elle accompagne d'une si juste appréciation des choses. Après avoir montré ce qu'est un Etat demi-souverain, elle signale le danger qu'il y aurait pour l'Allemagne à s'entourer de pareils Etats.

« Il serait fou celui qui érigerait des Etats indépendants et qui, dès leur naissance, voudrait en même temps les lier à lui politiquement, économiquement et militairement ! De nos jours, toute liaison juridique d'un Etat vassal à un Etat souverain n'a constitué qu'une étape dans son développement. Pourquoi donc vouloir créer artificiellement, à propos des Etats limitrophes, des relations transitoires intenables et anormales ? Doivent-ils se détacher plus tard de nous et tourner ensuite leurs sympathies vers leur voisin russe ? Il est préférable de leur donner la liberté dès le début et de leur laisser le soin de s'appuyer en pratique là où ils veulent. Il est vraisemblable que les nouveaux Etats ne chercheraient ni à droite ni à gauche un appui politique et militaire, car ils trouveraient leur protection dans la Société des Nations dont on n'a pas malheureusement suffisamment parlé chez nous ces derniers temps. »

Est-il donc si difficile de satisfaire la volonté des peuples et de prêter un appui honnête et désintéressé à ceux qui veulent secouer l'oppression séculaire et qui, fatigués des jougs divers, ont hâte de reprendre leur paisible vie nationale ? Est-il si difficile d'accorder à ces organismes en formation la certitude qu'ils sont nés à un monde meilleur et que leur jeune ardeur peut aller sans crainte vers un avenir plein d'espérance sans plus songer à un passé aboli ?

La Société des Nations serait-elle un mythe pour ces nationalités qui, auréolées d'espoir, la désirent ardemment, afin de trouver dans son sein la juste place à laquelle elles ont droit ?

Faits et Documents.

Appel à la noblesse lituanienne.

A l'heure où les couleurs vert-rouge-orange du drapeau lituanien recommencent à flotter et où le noble Chevalier de Lituanie s'élance d'un galop rapide vers l'aurore de nos destinées, il est du devoir de tout citoyen de Lituanie d'examiner en son âme et conscience l'exigence de l'heure présente.

Il est évident pour tous que l'indépendance que nous sommes unanimes à désirer ne sera un bienfait pour nous qu'autant que nous saurons nous organiser et faire preuve de maturité politique comme d'activité pratique — toutes conditions indispensables pour la formation d'un Etat qui soit bien à nous. Et là, la volonté ne suffit pas, il nous faut encore, surtout à l'heure actuelle, d'autres qualités plus importantes : nous devons tous faire litière de nos préoccupations personnelles et ne songer qu'aux intérêts du pays. Nous devons tous nous mettre au service de cette patrie qui nous a nourris et nous nourrit encore comme elle nourrira nos enfants. Je considère que tous ceux qui par leur rang et leur situation ont le plus d'influence doivent donner l'exemple et, ce disant, j'ai principalement en vue l'aristocratie et la noblesse lituaniennes.

Le rôle et l'influence de la noblesse lituanienne qui ont été considérables à l'époque où la Lituanie constituait un Etat indépendant et puissant, n'ont certes pas été depuis à l'abri de tout reproche. Bon nombre de ses représentants ont renié leur langue maternelle, se sont mis au service d'intérêts étrangers, n'appartenant plus qu'à demi, d'esprit comme de cœur, à leur propre patrie, Sans doute, avant la guerre, cette patrie n'était guère clémente aux amis de la liberté ; la Lituanie n'étant qu'un conglomérat de provinces russes, ses aspirations nationales se trouvaient naturellement entravées par tous les moyens, et le développement du pays comme de ses habitants était à l'avenant. En ce qui me concerne, je dois avouer que, contraint par mes occupations de rester à l'étranger, ce n'était jamais que la mort dans l'âme que je venais en Lituanie et ce qui augmentait mon désespoir, c'est que je ne pouvais rien faire pour ce pays, car je ne voyais réellement aucune issue à la triste situation dans laquelle il se trouvait. Aussi, à chaque retour, je laissais mes propriétés en mains mercenaires pour repartir

chaque fois, le chagrin au cœur, tout pénétré du sentiment que j'étais fils d'une terre piétinée qu'on ne laisserait pas se relever.

Mais la guerre éclata et avec elle, dans le feu et la fumée des batailles, revint l'espoir pour la Lituanie d'une renaissance à la vie nouvelle ; avec tant d'autres patriotes, je sentis alors en moi un sentiment d'amour profond pour mon pays en même temps que la volonté intense de lui consacrer toutes mes forces. Je me vois forcé de le proclamer à l'heure où la « Taryba » vient d'être élue et se met à la besogne et où les premiers symptômes de la renaissance de l'Etat lituanien commencent à se manifester. Je serais heureux par ces lignes d'amener tous les représentants de la noblesse lituanienne à s'inspirer de sentiments, de pensées et de désirs analogues pour servir aussi de toutes leurs forces le grande et noble cause de la Lituanie renaissante.

A chacun d'oublier ses préférences et ses intérêts personnels. Certes, la noblesse de notre pays s'est, au cours de l'histoire, vue en proie à des divisions. Au nord de la Lituanie, dans la région dont je suis originaire, plusieurs membres de la noblesse parlent allemand et inclinent vers l'Allemagne ; en Lituanie méridionale, une partie de la noblesse penche vers la Pologne. L'Etat lituanien n'aura pas à user de violence pour contraindre ces citoyens à renoncer à la langue adoptée comme aux habitudes prises. Nous voulons pouvoir tous nous développer librement dans un pays à nous. Mais la différence de la langue, des habitudes et même des origines, ne doit pas être un obstacle à servir la cause de la Lituanie, ni servir d'excuse à une dérobade dans les devoirs que nous avons envers elle et encore moins être un prétexte à s'insurger contre elle. Nous avons à veiller à ne pas nous montrer ingrats ou même à ne pas nous oublier au point de nous rendre coupables d'actes délictueux. Aujourd'hui, il faut que nous nous déclarions, nous autres surtout qui ne sommes pas d'origine lituanienne, mais qui sommes unis à la terre lituanienne et depuis plusieurs générations sommes hospitalièrement accueillis en Lituanie, *nous devons nous déclarer, aujourd'hui* que plusieurs générations du peuple lituanien ont labouré nos terres et nous ont nourris à la sueur de leur front. Sans doute, certains d'entre nous s'efforçaient de donner à ce peuple en échange des possibilités de développement et d'ascension. Nous avons donné comme nous avons pris, motif de plus de nous unir à la nation lituanienne par le sentiment de la sincère solidarité éprouvée.

Au moment où la Lituanie renaît à la vie nouvelle, nous devons nous trouver dans les rangs lituaniens, sans souci de la diversité d'origine, de langue et de religion. Fièrement et de bon gré nous devons proclamer notre appartenance à l'antique et glorieuse noblesse lituanienne. Nous devons participer activement à la reconstitution de notre Etat et contribuer au libre développement du peuple lituanien,

comme au maintien des belles et nobles qualités qu'il a défendues avec tant de dignité et de vaillance les sauvant ainsi pour le plus grand bien de l'humanité.

Il n'est pas à l'heure présente pour la noblesse lituanienne de devoir plus beau et plus éminent. Unissons-nous en un groupe se proposant la sauvegarde de ses justes intérêts de classe, en un élément appelé à devenir un membre vigoureux et loyal de la nation lituanienne. *A nous, Lituaniens, de marcher tous ensemble en nation forte et indivisible sous le souffle du puissant sentiment commun de l'amour de notre patrie lituanienne.*

Baronas Fridrich'as Ropp'as is Daudzgirio.

Extrait de *Lietuvos Aidas*.

Appel des Blancs-Russiens pour l'agrégation à la Lituanie.

La pangermaniste Deutsche Tageszeitung, *de Berlin, dans son numéro du 21 avril, contient l'article ci-dessous, dans lequel elle laisse passer une demande d'agrégation de la Russie-Blanche... en faveur de la Lituanie ! ! ! Nous avons eu trop fréquemment l'occasion d'être en désaccord avec l'organe berlinois pour ne pas lui exprimer notre approbation en présence de la manifestation de politique intelligente vraiment réaliste à laquelle il a donné asile dans ses colonnes.*

(La Rédaction.)

Une protestation des propriétaires et agriculteurs du gouvernement de Minsk contre la confiscation brutale et les pillages par les Comités agraires locaux qui sont là-bas à l'ordre du jour, nous donne un tableau émouvant de l'anarchie qui s'est répandue en Russie-Blanche sous le régime de terreur des Bolchéviks, immédiatement avant l'occupation consécutive à la dernière avance allemande. Cette protestation a été rédigée antérieurement à l'occupation, mais c'est maintenant seulement qu'elle nous est parvenue. Ce retard ne lui fait rien perdre de son actualité, car la situation dans les régions non occupées par les Allemands correspond, aujourd'hui encore, à la description ci-dessous. Après maints détails sur la fureur de la soldatesque, ainsi que sur celle des paysans que l'on a excités, la protestation continue en ces termes :

« Nous autres, propriétaires soussignés de la région nord-ouest de la Russie, avons vécu de longues années en paix et en bonne intelligence avec nos paysans. Le mouvement révolutionnaire de l'année 1905 a à peine effleuré notre gouvernement. Si notre peuple a réellement besoin d'un supplément de terres, nous sommes absolument disposés à con-

sentir les sacrifices indispensables. Ce n'est, en effet, pas la première fois que nous nous trouvons en présence de problèmes agraires. En 1862-1863, on concéda aux paysans des parcelles de terre, et en cela la noblesse établie dans le pays fut la première de toute la Russie à aller de sa propre initiative au devant de la réforme. Et même avant déjà, il y avait eu des cas de parcellement volontaire de la part de riches propriétaires fonciers, en faveur de paysans. Dans le gouvernement de Minsk, on ne saurait dire que le paysan ne possède que peu de terre. En raison des circonstances particulières au pays, la politique tsariste y était systématiquement orientée dans le sens d'un agrandissement et d'un développement de la propriété paysanne aux dépens de la grande propriété.

» Cela étant, la question se pose de savoir comment il se peut qu'on parle chez nous du besoin aigu de terres du paysan, besoin qu'invoquent les Comités ?

» Les Comités s'emparent violemment de nos biens, mettent nos forêts en coupe déréglée, inventorient ce que nous avons pu sauver de chédail et de matériel, de céréales et de fourrages et ils le saisissent. Ils nous enlèvent l'administration de nos biens, nous défendent de nous ravitailler avec les produits de nos propres terres, pour nous nourrir. Ils nous ont ravi nos revenus non seulement pour l'avenir, mais encore ces revenus qui nous étaient dus sur la base de conventions antérieures, ainsi que les indemnités à nous attribuées dans les années 1915 et 1916 pour forêts réquisitionnées.

» Si l'on objecte que les lois n'ont pas de force rétroactive, les représentants des Comités répondent aussitôt : « En Russie, il n'y a plus de lois ; nous autres les Comités, nous sommes les fondés de pouvoirs et les vrais représentants du peuple souverain. »

» Quelque chose d'inouï, criant vengeance au ciel, s'accomplit ainsi. Par la violence des Comités et les édits des Commissaires du peuple, nous autres propriétaires fonciers sommes définitivement chassés de nos propriétés. On nous a dépouillés de tout ce que nous possédions, ce qui avait été acquis par le travail pénible de nombreuses générations, on nous a arrachés du pays, avec lequel, pour ainsi dire, nous ne faisions qu'un. Nous nous trouvons maintenant sans moyens d'existence, avec la perspective de mener une vie malheureuse et contrainte.

» Au nom du droit, nous élevons nos voix et protestons devant l'univers entier, devant tous les peuples civilisés qui savent apprécier à leur valeur la vraie liberté et les véritables droits de l'homme.

» Nous protestons contre les actes de violence des Comités et nous en rendons leurs membres responsables. Nous déclarons illégaux, inopérants, tous actes relatifs à notre propriété confisquée.

» Nous protestons devant le gouvernement qui a permis une semblable

anarchie, qui a démoralisé l'armée et le peuple, et, par suite, doit être rendu responsable des conséquences. L'équité exige que le gouvernement futur nous dédommage de nos pertes et nous accorde réparation pour nos souffrances.

»Nous protestons devant la Constituante qui, n'importe quand et quelle que soit sa composition, sera appelée à la vie pour décider du sort de la Russie, et espérons qu'après que la question agraire aura été débattue sous tous ses aspects, dans ses détails et de façon scientifique, une solution non prévenue et juste s'en suivra.

»Nous protestons devant l'opinion publique de la Russie. Qu'elle nous juge avec sévérité, mais aussi avec équité et sans hypocrisie, nous et nos oppresseurs.

»Nous protestons devant le monde financier d'Europe et d'Amérique. Il a prêté à la Russie des milliards de roubles, garantis par la fortune de l'Etat. Une des sources les plus importantes pour l'amortissement de cette dette est constitué par nos terres, particulièrement prospères, et qui maintenant se trouvent en complet état de ruine. Un peuple qui non seulement ne reconnaît pas le droit de propriété, mais encore le piétine, se raie lui-même du nombre des nations civilisées. Tous rapports entre lui et d'autres peuples sont rendus directement impossibles au point de vue commercial et autre...»

* * *

Dans quelles circonstances angoissantes la protestation a été émise, c'est ce que la lettre de l'envoyeur, un des plus grands propriétaires de la région de Minsk, permet de reconnaître lorsqu'il dit : « Si les troupes allemandes n'avaient pas occupé notre pays, nous aurions tous péri et perdu vie et fortune. Nous espérons, à la conclusion de la paix, *être séparés de la Russie et être agrégés* A LA LITUANIE HISTORIQUE, avec accotement à l'Allemagne... Revenir à la situation antérieure serait le plus grand malheur qui pût nous arriver. »

(*Deutsche Tageszeitung* du 21 avril 1918, édition du soir.)

Démenti lituanien.

L'Agence Wolff a répandu le bruit qu'une délégation lituano-esthonienne s'est présentée au Grand Quartier Général allemand et devant le Chancelier Hertling, en lui demandant «la protection militaire de l'Empire allemand à l'égard des pays représentés par le Conseil National et le soutien dans la tentative de se séparer de la Russie».

Le Conseil National lituanien déclare que les Lituaniens n'ont pris aucune part à cette délégation et nous informe que, renseignements pris, il s'est produit une confusion avec une délégation *Letto*-Esthonienne venant de Livonie et non de Lituanie.

Les prétendants au trône de Lituanie.

Etant donnés les bruits persistants d'Union soit réelle, soit personnelle de la Lituanie avec un Etat de l'Empire allemand, ou tout au moins d'élévation d'un membre d'une famille princière allemande au trône lituanien — le nom de la Saxe se trouve particulièrement mêlé à ces diverses éventualités — le Conseil National Suprême de Lituanie se trouve amené à déclarer :

1° Que la Lituanie, prétendant à une indépendance complète, il ne saurait être question pour elle d'une Union, sous quelque forme que ce soit, avec un Etat quelconque de l'Empire voisin.

2° Que la majorité de la «Taryba», dont les aspirations monarchiques sont bien connues, n'a encore fixé son choix sur aucun membre de famille princière, mais que l'on peut d'ores et déjà ajouter que la Lituanie ne cherchera sa dynastie dans aucun des camps belligérants. Différentes candidatures des princes de maisons neutres ont déjà été envisagées.

Dr A. Viscont désavoué par le Conseil national lituanien.

Ces derniers temps, la presse suisse s'est beaucoup occupée des projets de M. l'abbé Dr Viscont en vue de grouper et de coordonner les efforts des différentes nationalités de l'ancienne République lituano-polonaise.

Le Bureau d'Information lituanien est chargé de faire connaître que M. l'abbé Dr Viscont agit de sa propre initiative et sous sa seule responsabilité, sans mandat de qui que ce soit, car il ne représente ni la Taryba ni même aucun parti politique. Il est le seul parmi les Lituaniens à défendre un point de vue dont le succès ne servirait qu'à compromettre une fois de plus l'indépendance de la Lituanie au profit de la Pologne. Ses agissement en ce sens ont déjà fait l'objet de blâmes répétés de la part des organes et congrès lituaniens compétents.

Délégation lituanienne au Palais fédéral et auprès des légations.

Une délégation lituanienne composée de MM. le Dr Bartuska, Daumantas et Gabrys s'est présentée aux différentes légations alliées et neutres de Berne, pour leur soumettre une note concernant l'établissement de l'indépendance complète de la Lituanie.

Reçue ensuite par les autorités fédérales, la délégation a trouvé auprès de M. Calonder, président de la Confédération, l'accueil le plus sympathiquement courtois, en même temps que l'expression la plus

chaleureuse du désir et de l'espoir de voir la Lituanie se constituer en Etat vraiment libre et complètement démocratique.

Les possibilités d'après guerre entre la Suisse et la Lituanie ont été également envisagées sur cette base, la Lituanie étant à même d'approvisionner la Suisse en produits alimentaires et en matières premières, la Suisse devant en échange être appelée à la faire profiter des valeurs de sa haute et séculaire culture démocratique, entre autres sous forme de missions d'instructions dans tous les domaines, comme des produits remarquables de son industrie développée.

Les Allemands ne veulent pas libérer les prisonniers lituaniens.

Malgré le traité de Brest en Lituanie, malgré la cessation de l'état de guerre entre la Lituanie et l'Allemagne, malgré la reconnaissance de l'indépendance lituanienne par l'Allemagne et malgré les promesses faites au comité « Lituania » par le général Friederich, le rapatriement des prisonniers lituaniens n'a pas encore commencé et, bien plus, l'Allemagne fait travailler chez elle les prisonniers lituaniens sous le régime le plus dur. Aucune différence n'est faite entre les prisonniers et tous, intellectuels ou prêtres, sont astreints, sans égards, aux travaux les plus accablants.

Protestation du Conseil national lituanien contre la déclaration de Versailles du 3 juin 1918.

Le Conseil national lituanien vient d'adresser le télégramme suivant aux présidents des Conseils des trois pays alliés : France, Grande-Bretagne et Italie :

« Le Conseil interallié de Versailles a publié le 3 juin une déclaration proclamant une fois de plus la nécessité de la création d'un Etat polonais indépendant et uni *avec libre accès à la mer*. Comme ce programme ne peut se réaliser à l'heure actuelle qu'au détriment de la Lituanie, dont le Conseil interallié a feint d'ignorer l'existence même, le Conseil national lituanien, gardien des intérêts suprêmes de la nation lituanienne, proteste de la façon la plus formelle contre cette violation des droits du peuple lituanien par les Etats de l'Entente qui ont affirmé à de multiples reprises « combattre pour la justice et le droit des nations de disposer d'elles-mêmes ».

De plus, le Conseil national lituanien a fait une démarche auprès des légations de France, de Grande-Bretagne et d'Italie à Berne pour s'élever énergiquement contre l'injustice de la décision prise à Versailles le 3 juin.

Ouverture de l'Université de Vilnius.

La Taryba a décidé de rouvrir, pour le semestre d'hiver 1918, l'Université de Vilnius supprimée en 1840 et qui, depuis sa fondation en 1579, avait constitué une des gloires de la Lituanie. Pour débuter, les seules facultés de théologie, des lettres, de droit et des sciences politiques seront rétablies. Celles de médecine et de sciences ne tarderont pas à l'être ultérieurement.

La Russie-Blanche demande à être rattachée à la Lituanie.

Une délégation de la grande assemblée des provinces de Minsk, Mohilew et Vitebsk, qui vient de se tenir à Minsk, est arrivée à Vilnius.

La délégation est chargée de présenter à la Taryba les vœux de la Russie-Blanche pour le développement et la prospérité de la Lituanie restaurée sur les bases du glorieux Etat de Gedyminas. Elle a ensuite mission de demander le rattachement de toutes ces provinces, qui ont fait partie intégrante de l'Etat lituanien, à la Lituanie reconstituée.

Fête de l'indépendance lituanienne.

La Taryba (Conseil d'Etat lituanien) a décidé d'organiser à Vilnius, pour la fin du mois de juin, une fête de l'indépendance lituanienne à laquelle prendront part des délégués de toutes les communes de Lituanie.

Suvalkaï ne veut pas devenir polonais.

Mgr Karas, évêque de Seinaï (gouvernement de Suvalkaï contesté par la Pologne à la Lituanie), invité par le Conseil de Régence de Varsovie à prendre rang à la Chambre des seigneurs de Pologne a catégoriquement refusé. Par lettre au journal officiel de la Taryba, *Lietuvos Aidas*, n° 58, il donne pour raison de son refus que son diocèse étant lituanien comme il l'est lui-même il n'a que faire dans une assemblée polonaise.

La province de Suvalkaï reste entièrement lituanienne.

Renseignements pris à bonne source, le Bureau d'informations lituanien déclare que la nouvelle de l'Agence « Polonia » concernant la renonciation de l'Etat lituanien aux districts méridionaux du gouvernement de Suvalkaï au profit de la Pologne est absolument dénuée

de tout fondement. Le gouvernement de Suvalkaï tout entier ayant de tout temps fait partie intégrante de l'Etat lituanien, il ne saurait être question de le séparer de la Lituanie à aucun point de vue, ni politique, ni économique, ni militaire.

Adresse de la Société lituano-allemande au Chancelier impérial.

La Société lituano-allemande animée du désir de développer les bonnes relations entre l'Allemagne et la Lituanie se permet de présenter le vœu suivant à Votre Excellence :

Notre Société a pour but d'aider pratiquement la constitution de l'Etat lituanien en laissant autant que possible de côté toute action politique.

Pour pouvoir commencer ce travail, notre Société a besoin d'avoir des relations libres avec la Lituanie et il faut qu'il lui soit possible de travailler librement dans le pays même. Les conditions nécessaire à un travail sans entrave sont également réclamées, à notre avis, par les besoins pressants de l'Etat lituanien et par tous ses habitants. Au point de vue des intérêts allemands comme des intérêts lituaniens, il ne nous paraît plus nécessaire de continuer à maintenir dans le pays une zone d'étapes, après que la guerre orientale est terminée. Les entraves à la vie de la population, ainsi qu'au trafic postal dans la langue du pays, la difficulté extraordinaire des relations entre la Lituanie et l'Allemagne — ce sont là des faits qu'il ne nous paraît pas nécessaires de maintenir. Après que l'Etat lituanien a été appelé à la vie et qu'il a été reconnu par l'Allemagne, le moment nous paraît venu de *commencer la construction pratique de l'Etat lituanien*. Notre Société a déjà pris position à cet égard dans la demande qui a été adressée à Votre Excellence le 20 février, sur le désir de l'évêque de Samogitie, en traçant le programme de la façon dont on pourrait donner un Gouvernement à la Lituanie et améliorer ainsi la situation. Et nous voyons dans le retard que l'on apporte à la création de ce gouvernement un grand danger pour le développement futur du pays, car des courants révolutionnaires venant de Russie pourraient s'abattre sur la Lituanie et il paraît nécessaire de rassembler les partis de l'ordre afin d'assurer ainsi la solidité intérieure du pays. L'exemple de l'Angleterre en Egypte où Lord Cromer commença à instituer un gouvernement national aussitôt après l'occupation du pays, prouve combien d'autres Etats ont considéré comme une pressante nécessité lorsqu'ils ont occupé de nouveaux pays, de créer rapidement un gouvernement.

A plusieurs reprises on nous a indiqué, du côté lituanien, que la question de l'évêché de Vilnius ne pourrait tarder davantage à être résolue.

Après que Vilnius a été reconnu comme la capitale définitive de la Lituanie, on ne peut plus douter qu'il faille y nommer un évêque lituanien. Aussi nous paraît-il particulièrement pressant de donner à la représentation nationale lituanienne la possibilité de pousser cette affaire auprès du nonce par tous les moyens dont elle dispose.

Dans la déclaration du 11 décembre, la « Taryba » a décidé que la Lituanie doit être unie à l'Allemagne par certaines conventions. Il nous paraît nécessaire que l'on commence à préparer ces traités de droit public.

Enfin, nous nous permettons de signaler à Votre Excellence le sort des prisonniers lituaniens. De différents côtés, particulièrement du Comité lituanien en Suisse, il nous est parvenu des plaintes disant que les prisonniers de guerre n'ont pas encore été rapatriés, et on nous a prié de nous en occuper. Puisque les prisonniers de guerre russes et même français peuvent rentrer dans leur patrie, il serait temps que les Lituaniens qui se trouvent encore en captivité allemande soient rapatriés, le plus tôt possible, car les Lituaniens peuvent précisément voir dans le fait de garder les prisonniers une preuve l'inimitié; nous sommes pourtant loin de manifester pareils sentiments, surtout après qu'ils se sont unis à nous.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS

par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 7

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La déclaration de Versailles du 3 juin 203
L'état de la presse lituanienne pendant la dernière décade précédant la guerre européenne 207
Le port de la Lituanie 212
Revue de la presse 214
Le nombre des analphabètes en Lituanie 221
Faits et documents. — Une interpellation au Reichstag. — Lettre à la « Russie libre ». 224

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. N° 7.

PRO LITUANIA

La déclaration de Versailles du 3 juin.

Les Alliés allégés, au point de vue des principes, de leur ballast tsariste, ont fini par accorder aux questions de nationalités toute l'attention qu'elles méritent. Mais hélas ! à quel « distinguos » ne se livrent-ils pas ?

Sans doute, ils ont présidé cet hiver à une réconciliation italo-serbe, mais c'est pour établir au cours de l'été 1918 — le 3 juin, à Versailles — entre la Pologne et la Lituanie, une « discrimination » injurieuse et si leur programme aboutissait, fatale pour cette dernière, en reconnaissant les aspirations de la Pologne à l'unité expansive à l'indépendance et à la mer libre, toutes perspectives qui ne peuvent se réaliser que contre la Lituanie et à ses dépens.

Car enfin, comment les auteurs de la déclaration comptent-ils faire honneur aux engagements pris et solennellement proclamés ? Evidemment pas par l'Ukraine ! Par la Prusse alors ? Mais conquérir la Posnanie et la Prusse Occidentale à l'heure où la « protectrice » des peuples slaves, la Grande-Russie, est une voisine si accommodante pour le germanisme, où selon le programme de Taft : « Les Etats-Unis doivent aller en Russie pour rétablir le front oriental... » tandis qu'en attendant l'Ouest se ressent si fâcheusement de sa disparition, n'est peut-être pas aussi simple qu'il le semble à première vue de Conférence diplomatique, même composée de Premiers, habiles à manier les mots. Et spontanément, l'Allemagne n'est nullement prête à assumer le rôle de guillotiné par persuasion qu'il lui faudrait jouer pour assurer le bonheur de tous. Elle fait même bien

KAUNO VIEŠOJI BIBLIOTEKA KAUNO APSKRITIES

plutôt état de dispositions contraires dans lesquelles se trouveraient les Polonais eux-mêmes... évidemment pas ceux qui étaient dans les coulisses à Versailles et qui, pour son renom comme pour ses intérêts, influencent l'Entente de façon si regrettable !

Non, en vérité la Prusse n'est pas près de laisser la Pologne lui passer sur le corps. Qu'on lise plutôt ce qu'écrit en parfaite connaissance de cause, le grand journal démocrate de Munich, les « Münchener Neueste Nachrichten », précisément à l'occasion de cette Déclaration de Versailles : « En ce qui concerne les Polonais, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils savent que le futur royaume de Pologne n'obtiendra en aucun cas d'accès personnel à la mer par adjonction de sol allemand. La libération de la Pologne de la domination russe est un don gratuit pour les Polonais que les puissances centrales leur ont acquis de haute lutte avec le sang de leurs peuples à elles et l'Allemagne qui, en la circonstance, a eu principalement à supporter le poids de l'effort, a, moins que tout autre, motif d'augmenter encore ce sacrifice par l'abandon de son propre territoire. Si les gouvernements des puissances centrales, d'accord avec les milieux polonais à pensée politique réaliste, ont constitué au peuple polonais les bases d'une vie nationale à lui et continueront à les lui développer, ce ne peut être qu'en tenant compte de leur devoir naturel de veiller en première ligne à leurs propres intérêts. Que le bloc de « Mitteleuropa » vienne à se réaliser au cours des entretiens annoncés des semaines et mois prochains, et alors la Pologne pourra, elle aussi, avoir accès commercial à la mer, mais sans pour cela se trouver agrandie de sol allemand, ne fût-ce que d'un mètre carré ! »

Ainsi, hors du « Mitteleuropa » point de salut, et alors, tout au plus, une solution à la Constantza, comme pour la Roumanie.

Pour réaliser le programme de Versailles en ce qui concerne la Pologne, il ne reste donc que la Lituanie.

Notons, en passant qu'en tout état de cause on table

sur elle. Car l'Allemagne réduite à merci ou simplement à composition et forcée d'abandonner ses provinces polonaises qui assureraient à la Pologne l'accès désiré à la mer, à qui fera-t-on croire qu'en pareille occurrence et à portée de pareille aubaine, les Polonais toujours obsédés de l'Union de Lublin (1569), qui, sous le couvert d'une innocente Union réelle, leur a permis d'asservir la Lituanie, oublieront les provinces lituaniennes de nature à leur permettre de réaliser leur rêve ambitieux d'une « Grande Pologne », la Pologne « unie » de leurs Panpolonais — et ils le sont tous où à peu près — et de la... malencontreuse Déclaration de Versailles?

Il n'est pas jusqu'aux Polonais eux-mêmes qui pour le moment n'éprouvent de toute l'affaire une gêne visible. Ils désavouent en termes entortillés (Déclaration du Conseil de Régence du 12 juin) en pensant sans doute au traditionnel : « Que Dieu me garde de mes amis »... pour le moment du moins. Car que le fléau de la balance paraisse s'incliner du côté de l'Entente et on les verra brandir leur vieux programme dont la Lituanie, la toute première, ferait les frais.

Les Lituaniens ne se sont abandonnés à aucune illusion. Comprenant que l'Entente leur réservait au nord le sort de victime expiatoire de toutes les fautes de sa politique orientale, leur Conseil National a télégraphiquement protesté à Paris, Londres et Rome, auprès des participants à la Conférence de Versailles, les auteurs de la singulière déclaration du 3 juin. Un ordre du jour a été pris, faisant valoir, indépendamment des raisons classiques contre la solution adoptée, l'injustice profonde d'une décision qui ignore les droits que la Lituanie puise dans toute son existence, dans un passé glorieux comme dans un présent tissé pour elle d'énormes sacrifices, consentis à la cause de l'humanité de demain, cette humanité, qui se dégage de flots de sang où le sien abonde et... ironie de la destinée! dans les rangs des Alliés! (50,000 Lituaniens combattent sur le front français sous les drapeaux étoilés des Etats-Unis).

La nouvelle justice internationale dont la fin de cette guerre doit voir l'instauration, existera-t-elle, dans la version de l'Entente, pour tous, sauf pour la Lituanie !

Nous espérons fermement que non, pour l'honneur de l'humanité comme pour le respect dû à la parole donnée, ce but de guerre primordial, maintes fois proclamé, de la libération des peuples opprimés. Est-ce donc libérer un peuple que de le tirer du Charybde d'un asservissement pour le faire retomber dans le Scylla d'une dépendance aggravée de mutilation ? Nous ne doutons pas que l'homme de grand cœur et de vaste intelligence, présidant aux destinées de la puissante et idéaliste Union américaine qui, grâce à lui, a pris en mains l'initiative d'un monde international meilleur, l'homme d'Etat éminent, le juriste perspicace et profond, aussi savant élaborateur du plan d'une nouvelle société des Nations composée de... Nations, qu'il était, il y a trente ans, critique subtil du « Congressional Government », — ne fasse rendre dans le camp des Alliés à la Lituanie, à laquelle il n'a cessé de donner tant de preuves de sympathique intérêt et de haute bienveillance, la justice qui lui est élémentairement due.

Le gouvernement du Président Wilson ne figure point parmi les signataires de la Déclaration de Versailles. C'est une abstention dont, au nom du principe des Nationalités, on ne saurait assez le remercier. Puisse son attitude donner à penser ailleurs et, mieux encore, puisse-t-il la souligner d'actifs bons offices, de nature à amener de la part de ses Alliés la reconnaissance du principe du « suum cuique », aussi pour les libérés du joug de leur ancien associé !

L'état de la presse lituanienne
pendant la dernière décade précédant la guerre européenne.

Nous avons déjà signalé à l'attention du lecteur l'influence néfaste qu'a eue sur la littérature lituanienne le décret de Mouravieff interdisant l'emploi des caractères latins dans les livres et journaux lituaniens. Cette atteinte à la vie nationale avait un caractrèe particulier, sans précédent dans l'histoire. Un proverbe dit qu'à toute chose malheur est bon. Ce fut le cas pour cette ridicule interdiction qui eut un résultat opposé à celui qu'on en attendait. Le fruit défendu est toujours séduisant. Les Lituaniens sacrifièrent donc des sommes énormes pour faciliter l'introduction clandestine, de Prusse Orientale en Lituanie, de livres en langue et en caractères lituaniens. Chacun alors s'empressa d'apprendre à lire afin de connaître le contenu de ces livres entourés de tant de mystères. Quelques traits donnés par la revue «Draugija», n° 80-90, p. 93, nous prouvent la ferme volonté des Lituaniens de se procurer à tout prix des livres dans leur langue maternelle. La police russe exerçait un service actif pour empêcher la contrebande qui se faisait entre la Lituanie et la Prusse Orientale. De 1891 à 1893, 37 718 livres furent confisqués par la police russe; de 1894 à 1896, 40 335; de 1897 à 1899, 39 024 livres. De 1900 à 1902, le nombre des livres confisqués fut de 56 182. D'après les chiffres ci-dessus mentionnés, on peut se faire une idée de l'ardent désir du peuple de posséder et de lire des livres lituaniens.

En Russie, c'est seulement pendant les dernières années précédant la Révolution que le gouvernement reconnut le tort immense qu'il avait fait aux Lituaniens, sans que pour cela la cause russe en ait bénéficié. Au contraire, presque tous les Lituaniens apprirent à lire; de plus, l'influence polonaise trouva un terrain favorable pour son champ d'action. En 1904, le gouvernement russe se vit obligé d'accorder aux Lituaniens la liberté de la presse. Il est difficile de se représenter la joie profonde qu'ils éprouvèrent alors.

Cette époque marque une nouvelle étape dans le développement de la littérature lituanienne. En peu de temps, le nombre

de journaux et de livres s'accrut dans des proportions considérables. Dans sa revue mensuelle, « Draugija » n° 89-90, p. 83), le prélat Dambrauskas s'exprime en ces termes : « L'intensité surprenante du développement de notre littérature pendant ces dix années (1904-1914) est un événement de premier ordre. Il est impossible de trouver dans l'histoire littéraire une autre période qui soit aussi active, aussi féconde en productions littéraires, aussi imprégnée d'idéalisme et aussi pleine de sacrifices. » Selon l'opinion du professeur Volteris, les Lituaniens ont édité, pendant cette dernière décade, plus de livres que durant les trois siècles précédents. Depuis le premier livre paru au XVIe siècle jusqu'en 1904, 2208 livres ont été édités en Lituanie (Lituanie proprement dite, exclusion faite de la Prusse Orientale). Pendant cette brève période d'effervescence littéraire (1904-1914) le nombre des livres édités atteignit le chiffre considérable de 2580 : ce qui représente 5 millions d'exemplaires[1].

Pendant ces dix dernières années, l'activité de la presse se manifesta surtout par l'édition d'une multitude de périodiques. Toute classe sociale, toute association, toute manifestation de la vie nationale avait son organe pour exposer ses idées. Voici le nom de quelques journaux traitant des questions agricoles : Śaltinis, Vienybe, Aušra, Viensedis, Ukininkas; ces journaux possédaient eux-mêmes différents suppléments. Les ouvriers ont aussi leurs organes spéciaux : Rygos garsas; les femmes lituaniennes « Lietuvaite »; la jeunesse et les étudiants : Pavasari, Ateiti, Vainika, Śaltineli. Deux journaux spéciaux existaient pour les instituteurs des écoles primaires : Mokytojas et Mokykla. Des livres traitant de questions spirituelles et religieuses étaient édités par les sociétés de Saint-Casimir et de Spindulys. Les revues plus spécialement destinées aux intellectuels étaient : Draugija, Vadovas, Vairas, Lietuviu Tautà.

La plupart des journaux lituaniens ont (généralement) une tendance catholique : la presse anticatholique ne trouve pas beaucoup d'écho, ses journaux ne se tirent plus qu'à 10 000 exemplaires. Les publications des socialistes n'ont elles-mêmes que peu de succès; on les voit faire faillite l'une après l'autre; ainsi : Naujoji Gadyne, Skardas, Žarija, Visuomene, Bendrija, Śviesa, Naujoji Srove, n'ont pu subsister plus de deux ans. Ce phénomène est facilement explicable : la Lituanie, étant essentiellement un pays agricole, ne possède qu'une classe ouvrière peu

[1] « Draugija », n° 89-90, p. 93, 1914.

nombreuse. D'autre part, la majorité des ouvriers des grandes villes industrielles, Kaunas, Šauliai, appartiennent aux associations catholiques. Si l'on se rappelle que la révolution russe favorisait la littérature anticatholique, on comprendra que c'est là la source de l'énergie, du dévouement, des sacrifices des catholiques visant à occuper le premier rang dans la presse. Le tableau suivant nous donnera une idée exacte du développement de la presse catholique.

Nom du Journal.	Tirage journalier.	Tirage annuel.	Prix de l'impression.
Šaltinis	7 500	400 000	25 000 roubles.
Vienybé	7 500	400 000	15 000 »
Viltis	3 000	900 000	25 000 »
Aušra	3 000	150 000	8 000 »
Rygos Garsas	3 000	250 000	11 000 »
Viensedis	3 000	70 000	3 000 »
Pavasaris	2 000	5 000	3 000 »
Ateitis	1 500	18 000	2 000 »
Spindulys	2 500	65 000	3 500 »
Lietuvaité	1 000	12 000	1 000 »
Vadovas			
Draugija	1 000	10 000	15 000 »
Vairas	1 000	10 000	15 000 »
Garnys	1 000	12 000	1 000 »
Žyburis	4 000	8 000	500 »
Le livre de l'association catholique	10 000	80 000	15 000 »
Žmoniu Krugynas	2 000	15 000	2 000 »
TOTAL	53 000	2 405 000	145 000 roubles.

Le nombre des journaux lituaniens est proportionné à l'importance de l'endroit où ils paraissent : 12 à Kaunas, 10 à Vilnius, 4 à Senai, 3 à Riga 1 à Naumiestis.

A Vilnius paraissent les journaux suivants :

1. Viltis (quotidien catholique).
2. Lietuvos Žinios (quotidien radical).
3. Vairas.
4. Mokykla.
5. Jaunimas.
6. Sveikata.
7. Zémé.
8. Lietuvos Ukininkas.

9. Aušra (hebdomadaire).
10. Lietuviu Tauta.
11. Teatras.
12. Žemdirbys (mensuel).
« Litwa » et « Lud », en langue polonaise.

Le second centre de la culture intellectuelle est Kaunas, où paraissent les journaux suivants : 1. Kauno Žinios (quotidien) ; 2. Vienybe ; 3. Garnys ; 4. Lietuvaité ; 5. Bažnytine Apžvalga ; 6. Viensedis ; 7. Draugija ; 8. Ateitis ; 9. Pavasaris ; 10. Vainikas. La ville de Seinai (gouvernement de Suvalkai) tient le troisième rang dans le mouvement intellectuel ; on y compte les quatre périodiques suivants : Šaltinis (hebdomadaire) ; 2. Vadovas ; 3. Zuburis, mensuel ; 4. Spindulys qui s'occupe plus spécialement des besoins spirituels des Lituaniens. Riga occupe la quatrième place avec ses deux journaux lituaniens : 1. Rygos Garsas ; 2. Rygo Naujienos. Enfin Naumiestis ne possède qu'un seul journal : Reformatorius, organe des Lituaniens calvinistes.

Pour compléter notre revue de la presse lituanienne pendant la décade 1904-1914, nous reproduisons un diagramme trouvé dans le n° 87, 1914 du journal « Lietuvios Žinios ».

Années	Total	Profanes		Religieux	
1904	92	61	66 %	31	34 %
1905	148	83	56 %	65	44 %
1906	217	156	72 %	61	28 %
1907	223	167	75 %	56	25 %
1908	176				
1909	159				
1910	154				
1911	186				
1912	128				
1913	72				
	1555				

Nous sommes obligés de dire que ces statistiques n'ont qu'une valeur relative. Le journal « Draugija », n° 89-90, p. 106, 1914 dit à ce propos que les nouvelles statistiques, établies en 1914, sont bien douteuses parce qu'on n'y mentionne que très peu de livres parus en Prusse Orientale, en Amérique, voire même en Lituanie. Le nombre des livres (1555) est de beaucoup inférieur à la réalité. Le professeur Voltéris donne le chiffre de 2550, plus exact déjà, mais encore inférieur. Le journal ci-des-

sus mentionné critique en ces termes la valeur du diagramme indiquant le pourcentage de livres profanes et religieux :

« Pour dire la vérité, les diagrammes ont une valeur tout à fait fictive; ils auraient eu une valeur réelle si, des deux côtés, on avait édité un nombre égal d'exemplaires. Mais il en est autrement. Le tirage des livres religieux est, en général, de 10 000 à 15 000 exemplaires, souvent même plus grand encore; tandis qu'on n'imprime guère plus de 10 000 exemplaires de livres traitant de diverses questions profanes. Il faut reconnaître qu'en Lituanie, la littérature religieuse a de tout temps été plus développée que la littérature profane. »

Cette critique est absolument justifiée. L'âme religieuse des Lituaniens, à tort ou à raison, conçoit un amour spécial pour tout ce qui concerne la religion. Ainsi dans presque toutes les familles lituaniennes, on trouve un exemplaire de la « Vie des Saints », les « Evangiles », la « Vie des saintes Geneviève, Zita, Agnès », etc. Le caractère religieux du peuple lituanien se manifeste dans le grand nombre de livres religieux produits au cours des siècles, surtout si on le compare au nombre des livres profanes. Nous ajouterons encore un nouveau diagramme pour appuyer notre assertion. C'est encore dans le même journal radical « Lietuvios Žinios » n° 87, et reproduit dans « Draugija, n° 89-90, p. 107, que nous le prenons.

Les livres lituaniens (1533 - 1903).

PROFANES			RELIGIEUX		
45	15 %		258	85 %	1533-1833
22	15 %	303	37	60 %	1834-1843
51	42 %	59	70	58 %	1844-1853
71	27 %	121	196	73 %	1854-1863
71	33 %	267	143	54 %	1864-1873
124	46 %	214	146	54 %	1874-1883
352	60 %	270	234	40 %	1884-1893
598	76 %	586	188	24 %	1894-1903
		786			

Tel fut, en Lituanie, le développement de la presse pendant ces dernières années de renaissance. Si la guerre mondiale n'était venue interrompre les progrès actifs des publications lituaniennes, on aurait obtenu des résultats fort réjouissants. La guerre a détruit cette belle évolution de l'esprit lituanien. Il ne reste jusqu'au commencement de 1918 qu'un seul journal lituanien, « Dabartis » publié par l'Etat-Major allemand. Depuis lors, grâce à la permission du pouvoir d'occupation, leur nombre s'est élevé à six.

Il faut espérer que la Lituanie rentrera bientôt en possession de sa complète liberté afin de pouvoir développer paisiblement sa culture nationale et accroître son activité créatrice dans tous les domaines pour le plus grand bien du peuple qui a si longtemps souffert de l'oppression étrangère. Dr V. Bartuška.

Le Port de la Lituanie.

Quelle que soit la situation future de la Lituanie, la question la plus importante pour elle restera toujours celle des nouvelles voies de communications et, avant tout, l'ouverture de nouvelles routes maritimes. On a déjà dit que la ville de Königsberg paraissait avoir un grand intérêt à posséder des communications faciles avec la Lituanie. Le seul inconvénient à ce projet serait le territoire polonais qui s'enfonce comme un coin entre la Lituanie et l'Ukraine, et on considère comme absolument indispensable, dans l'intérêt de la future paix économique, de faire passer hors du territoire polonais les voies ferrées ou fluviales qui conduisent en Lituanie et en Ukraine. Mais on oublie ainsi (et c'est un fait journalier) que la Lituanie possède un port à elle dans la partie qui appartient déjà à l'empire allemand et un port qui est un des meilleurs de la mer Baltique ; il s'agit de Memel. Lorsque les entraves douanières auront disparu, lorsque le réseau routier aura été construit dans la Lituanie russe et lorsque le travail qui a ainsi commencé pendant la guerre sera terminé, le champ des possibilités illimitées s'ouvrira fatalement pour la Lituanie russe, en particulier pour le gouvernement de Kaunas d'une part et pour Memel de l'autre, sans que Königsberg dont

l'intérêt économique est plus spécialement tourné vers les gouvernements de Suvalkai et de Gardinas ainsi que vers l'Ukraine, en souffre.

Si le « corridor » vers la mer dont la Lituanie, a besoin débouche à Memel, on pourra réaliser toutes les espérances que l'on nourrit là-bas depuis longtemps. Autrefois la fermeture hermétique de la frontière russe et l'absence de l'hinterland qui s'ensuivait les avaient condamnées. Les communications utilisables entre la Russie et l'Allemagne manquent encore presque totalement. Le Nemunas est certes navigable jusqu'à Kaunas pour des chalands de 300 tonnes, mais, en été, l'étiage amène les eaux à une profondeur de 50 cm. Malgré les propositions réitérées de l'Allemagne, le gouvernement tsariste n'a jamais eu le temps de s'occuper d'améliorer la navigation sur le Nemunas. La place qu'occupe Memel dans le trafic fluvial du Nemunas tient principalement aux bois et, en effet, la valeur des déchargements qui ont eu lieu à Memel en 1910 s'élève à 24,3 millions. En 1912, ils étaient montés à 28 millions et même en 1913, année où, sous l'influence de la dépression économique la situation générale du marché des bois était défavorable, ils atteignirent encore presque 23 millions, sur lesquels 19 provenaient de Russie. Il n'y avait pas du reste d'autre voie de communication directe entre la Lituanie et la Baltique. Dans ce domaine l'occupation allemande a indiqué les premières améliorations à faire en construisant des routes. Mais, avant tout, il manque, comme un coup d'œil sur la carte le montre, pour la prospérité immédiate du pays, des voies ferrées. Leur développement était infime dans la Lituanie du nord, comme dans le gouvernement de Kaunas malgré ses 40 000 km. 2 de superficie, et malgré ses habitants qui sont au nombre de 1 800 000 ; l'arrondissement de Telsze qui touchait à l'Allemagne et à la Courlande n'en possédait pas du tout. D'après les statistiques russes, il n'y avait dans le Gouvernement de Vilnius que 2, 74 km. de voies ferrées par 100 km²; dans le gouvernement de Kaunas 1,46 km., c'est-à-dire 5,77 km. pour 10 000 habitants, tandis qu'en Prusse Orientale qui est pourtant un des pays les moins favorisés, il y a 7,83 km. par 100 km² et 13,90 pour 10 000 habitants. Pour les routes, c'est encore pire : dans le gouvernement de Kaunas, 0,99 km. pour 100 km² contre 20,8 km. en Prusse Orientale. Une voie ferrée partant de Memel, c'est-à-dire de Bajohre, dans la direc-

tion orientale vers Šauliai par Telše (d'où se détachera, si possible, un embranchement vers Murawjevo) fera merveille dans ces régions.

Si, malgré les circonstances défavorables et malgré le mur de Chine qui séparait le cercle et la ville de Memel du voisin russe, l'importance économique de Memel a grandi ces dernières années, les commerçants de Memel le doivent à leur corporation très ancienne et très active.

En effet, de 1875 à 1910, le trafic maritime sur la cote allemande de la Baltique a quadruplé (4, 4 millions de tonnes à 17,4). Pour sa part, durant ces 35 années le tonnage de Memel est ainsi passé de 280 000 à 415 000.

Pour l'avenir, Memel se prépare aussi au trafic maritime et fluvial. Le port qui est extraordinairement bien placé sera élargi et le Landtag de Prusse a déjà voté 16 millions de marks dans ce but. On va construire un second bassin d'hiver de 8 m. de profondeur. A côté des ports de Libau, Windau et Riga qui, sous certaines conditions, malgré leur éloignement, pourraient concurrencer son commerce d'importation et d'exportation avec la Lituanie, Memel présente l'avantage d'avoir un port libre de glaces presque pendant tout l'hiver. On projette en outre de créer un fort brise-glace pour les quelques jours où la navigation pourrait être entravée.

Sur les 102 millions d'habitants qui peuplent l'hinterland de la Baltique, 3 millions 800 000 reviennent à Memel, provenant du Gouvernement de Kaunas (1 800 000, stat. 1910) et plus loin du Gouvernement de Vilnius qui, avec ses deux millions d'habitants est fortement intéressé à l'ouverture d'une route rapprochée et rapide vers Memel. Ce sera le premier devoir de la nouvelle administration. — Sa création est déjà commencée.

Revue de la presse.

I

Les villes lituaniennes.

Nous devons au *Journal de la dixième Armée* une série de tableaux aussi intéressants que profondément étudiés qui nous renseignent toujours d'une façon intéressante sur l'histoire ou les curiosités de notre pays. Il y a, en effet « Entre la Vilia et

la Duna » tant de souvenirs qu'ils peuvent régulièrement trouver, sous ce titre, un écho dans le *Journal de la dixième Armée*.

C'est de Vilnius, notre capitale, qu'il s'est plus particulièrement occupé ces derniers temps. Il nous parle des anciennes fêtes de la passion à Vilnius qui, durant tout le moyen âge, alliaient à l'occasion de la Semaine Sainte les mythes lituaniens aux sujets religieux. Elles disparurent rapidement à Sluzk par suite de l'introduction de la Réforme mais elles se maintinrent assez longtemps à Polock et à Vilnius où elles ne cessèrent que vers 1830 à cause de l'oppression dans laquelle le régime russe maintenait l'église catholique. Au dix--septième siècle, ces représentations furent très nombreuses et celles de Vilnius étaient renommées dans tous le pays. Elles n'avaient pourtant plus lieu dans les églises, mais bien dans les locaux de l'Université, à l'Evêché ou dans les hôtels des familles nobles telles que les Radivilas, les Pac, les Schuschka, les Trisna et les Sapieha. Et, à cette occasion, la Semaine Sainte voyait arriver de tous côtés de nombreux visiteurs. Si le temps le permettait, les représentations étaient également données en plein air sur la place Imbary où se trouve actuellement le théâtre, sur la place voisine de l'église Saint-Jean et sur la place Napoléon qui était autrefois la place de l'Evêché.

Du reste, ce même journal nous décrit longuement et avec amour dans un autre de ses numéros, la place Lukiskiai. Elle devient pittoresque lors du Grand Marché annuel pour la Saint-Casimir et au mois de mai, mais elle garde en général un aspect froid qui convient à son passé ainsi que aux mauvais jours de l'histoire lituanienne qu'elle a vus. C'était à l'origine le dernier lieu de repos des pauvres, et elle vit en 1863 l'exécution de trente-sept révolutionnaires, ardents patriotes lituaniens. Les potences étaient dressées sur l'emplacement actuel « du Sacrifice ». Elle est fermée au nord par l'église de Saint-Jacob et Philippe fondée en 1642, en bois d'abord. Cette église n'existe dans son état actuel que depuis 1727 grâce aux revenus que les moines retirèrent des pèlerins venus auprès du « Tableau miraculeux de la Mère de Dieu » qui se trouve encore maintenant dans le côté gauche de l'église.

Cette construction fut respectée par les Russes, mais il n'en fut pas toujours de même et le *Journal de la dixième Armée* nous dit un autre jour : « Lorsque Vilnius tomba sous la Russie

les ordres monastiques qui s'y trouvaient furent peu à peu dissous, leurs biens furent confisqués et une partie des bâtiments fut transformée en casernes, destination qui ne convenait ni à leur structure, ni à leur situation au milieu de la ville. » Les monastères avaient en effet rendu de meilleurs services lorsque, au cours des Sièges, ou, pendant les incendies, ils avaient abrité la population de Vilnius. Mais les Russes détruisirent les deux belles tours qui ornaient la façade de l'église attenante à la « Caserne Ignace » et qui portaient d'excellentes peintures murales du Hollandais Peter Danckert de Ry, pour en faire une salle de bal et de théâtre et pour transformer l'église elle-même en un Mess d'officiers !

Le cloître et l'église étaient une fondation des Jésuites (1622-1647) de même que la « Caserne Casimir » (1604). La « Caserne des Augustins » est l'ancien cloître des Augustins fondé en 1677, comme la « Caserne des Bernardins » est l'ancien cloître des Bernardins qui s'étaient établis à Vilnius en 1469.

Tout près de Vilnius à Antokol il y a encore deux casernes qui sont aussi deux anciens cloîtres transformés.

Ne quittons pas Vilnius sans parler de son original bourreau qui procéda pendant *trente-huit* ans à cent quatre-vingt quinze exécutions. Il s'appelait Jean-Hermann Kahlo et venait du duché d'Anhalt. Il avait peu à faire pendant la journée. Le soir, au contraire, un homme au visage complètement masqué apparaissait dans son intérieur paisible et lui demandait s'il était prêt à remplir son office. Il répondait oui et prenait son épée. On lui bandait les yeux ; il montait ensuite dans un carrosse fermé qui le transportait pendant plusieurs heures à travers les contrées les plus diverses. La voiture s'arrêtait tout à coup alors qu'il avait perdu toute direction et on l'amenait dans une salle éclairée où il voyait plusieurs hommes masqués. L'un d'eux lui posait encore la même question que précédemment. Il y répondait de la même façon et aussitôt des serviteurs sautaient sur les condamnés qui attendaient épouvantés, collés aux parois, et les lui amenaient. Il les exécutait ; on séchait le sang, on emportait les cadavres et le tout se passait sans bruit. Il était ensuite payé, on lui remettait le bandeau et il rentrait à Vilnius avec les mêmes précautions qu'à l'aller, à tel point qu'il ne sut jamais où on l'avait transporté.

Les gens qu'il exécutait, ajoute le *Journal de la cinquième*

Armée étaient des nobles qui avaient voulu exciter le peuple contre les copartageants de la Pologne.

Passant à Balstogé (Bielostock), la Post nous offre un tableau de cette ville en 1790. « La ville avec son office de poste est très bien bâtie dans un site agréable et elle a été extraordinairement embellie par le Comte Branitzki. » « Les portes de la ville, le marché et le palais du comte aux beaux jardins sont remarquables. » « Les rues principales sont pavées et sous peu toute la ville le sera. » C'était une ville charmante avec ses rues, ses allées bordées de tilleuls et sa promenade ombragée des bords de la Biely.

De son côté *Le Courrier de la Bourse de Berlin* consacre toute une étude à « la ville des rois lituaniens » Naugardukas (Novogrodek). Les Tartares[1] qu'on y rencontre tout d'abord « avertissent le visiteur qu'il se trouve sur un sol historiquement sacré et qu'il doit se tourner vers le passé ». « Elle fut fondée au dixième siècle par Saint-Vladimir. Les Lituaniens l'enlevèrent aux Russes au début du treizième siècle et le roi Mendog en fit sa capitale, construisant son château sur une colline. Lorsqu'il mourut une jolie légende raconte que sa sœur inconsolable fit jaillir de ses larmes une source aux propriétés curatives devant le château. Et, en effet, les abords du château sont riches en sources dont l'eau est excellente. Mais les Tartares brûlèrent, en 1500, le château ainsi que la ville et ce fut Vilnius qui devint la capitale de la Lituanie. Mais aujourd'hui encore, une riche campagne l'environne et cela promet une belle résurrection à l'ancienne capitale lituanienne.

Les Lituaniens y reviendront toujours comme on retourne vers les lieux où les enseignements de l'histoire apparaissent dans toute leur force.

II

La lutte pour le trône de Lituanie.

Il est clair que la question lituanienne prend en Allemagne une place de plus en plus importante. Nous avons déjà indiqué les incidents qui ont précédé et suivi la déclaration d'indépendance. Le futur souverain de Lituanie est maintenant l'objet de vifs débats, et il se produit à son sujet une série de discussions

[1] Ce sont les descendants de prisonniers tartares, faits il y a 500 ans par le grand roi lituanien Vitautas.

qui, quoique perçues à distance, n'en laissent pas moins voir l'intérêt que l'Allemagne apporte à la solution des divers projets qu'on envisage.

Le *Vorwärts* écrivait déjà, le 12 mai :

« Il existe une vive opposition parmi les Lituaniens à ce que la Lituanie devienne un Etat allemand semi-fédéral, sans les droits d'un Etat fédéral. Cette opposition demande que la Lituanie soit complètement indépendante, sous un monarque choisi en dehors des dynasties belligérantes. Une partie de l'opposition est, par ailleurs, favorable à la République. »

Quelques jours plus tard, parlant de la réussite probable de la combinaison saxonne, il disait que « le droit de libre disposition des Lituaniens est une affaire qui se traite entre dynasties allemandes. » Et il continuait, ironique : « Ce n'est plus un secret pour personne que, même les plus petites cours allemandes se trouvent dans une très grande excitation au sujet des trônes qu'elles convoitent en Orient. Des agents voyagent de tous côtés afin de gagner des sympathies pour ou contre telle solution. » Et dans l'intérêt de l'unité allemande il proposait finalement un prince turc (!)

Fort heureusement, pareille solution n'existe que dans la pensée d'un rédacteur malicieux. Et la réalité est beaucoup plus sérieuse puisqu'il semble qu'on approche de la fin.

Au cours de sa polémique avec la *Gazette populaire*, de Cologne, Erzberger a fait récemment allusion au problème lituanien. Erzberger, qui est partisan de la candidature du duc d'Urach, prince catholique, au trône de Lituanie, déclare absurde de mettre dans ce pays un monarque saxon et de gouverner ce pays à la mode de Dresde.

Le *Journal populaire de Saxe*, organe catholique de Dresde, répond à Erzberger en des termes des plus suggestifs :

« Erzberger, dit-il, n'a évidemment aucune idée du projet qu'on envisage. Nous allons l'éclairer. Dans de nombreux milieux de Saxe, d'Allemagne, de Berlin et de Lituanie, on désire une union personnelle de la Saxe avec la Lituanie, c'est-à-dire que le roi de Saxe serait en même temps duc de Lituanie. Mais, en aucun cas, le gouvernement saxon ne gouvernerait la Lituanie. Il y aurait un gouvernement lituanien, avec le roi de Saxe à sa tête. »

Le *Berliner Tageblatt*, qui relève ces déclarations du journal saxon remarque :

« On ne peut plus guère douter que la solution saxonne du problème lituanien ne soit très avancée. Espérons que le Reichstag ne sera pas placé devant le fait accompli. Nous voulons vivre avec le peuple lituanien en paix et en amitié et entretenir avec lui des relations économiques aussi étroites que possible. Pour le reste, nous voulons le laisser disposer lui-même de son sort et nous ne nous en mêlerons qu'aussi peu que possible. »

Commentant aussi ces événements, la *Bergische Arbeiterstimme* préférerait une union avec la Prusse (!)

Au demeurant, comme l'apprend la *Neue Freie Presse*, la candidature du prince d'Urach est déjà rejetée et plusieurs princes confédérés se sont prononcés pour une union intime de la Saxe à la Lituanie.

D'autre part, le correspondant berlinois des *Dernières nouvelles de Dresde* annonce que les cercles officiels se sont déclaré opposés à toute candidature spéciale au trône de Lituanie au point que la question est maintenant la suivante : « ou l'union personnelle ou rien du tout ». « Le gouvernement saxon et le roi auraient donc sous peu à décider s'ils consentent à une union personnelle. A Berlin on pense déjà que le roi et le gouvernement saxon donneront, sans nul doute, leur approbation. »

La *Post* soutient énergiquement ce point de vue de l'union personnelle, car, dit-elle, « dans aucun des nouveaux Etats on ne doit fonder une dynastie particulière allemande ou Habsbourg. » Une « personnalité » au courant des conditions lituaniennes écrit également au journal lituanien « Dabartis » que la candidature du prince d'Urach n'est pas soutenable « quoique plusieurs dirigeants lituaniens se soient prononcés en sa faveur. » Il conclut qu'il est « impossible pour la Lituanie d'avoir une maison princière spéciale » car elle serait alors exposée aux intrigues des Polonais qui anéantiraient son existence d'Etat indépendant (?). Il ne reste donc que l'union personnelle avec l'Empire ou avec un Etat confédéré.

Que pense la Saxe elle-même de cette union ? Les *Dernières nouvelles de Munich* nous disent que « les opinions sont très partagées ; une grande partie, notamment la deuxième chambre, repousse ce projet, tandis qu'une autre partie l'approuve. Il est très douteux de savoir si on trouvera une majorité suffisante. La *Gazette de Francfort* dit que « la population saxonne

accueille froidement ce projet né à la cour. La plus grande partie de la presse l'a repoussé, même les feuilles de droite. Il faut attendre l'attitude du Parlement et le gouvernement a fait sonder les différents partis, mais sans résultats encore appréciables. » C'est aussi l'opinion du *Journal de Zwickau.*

Ainsi, une grande partie de la presse allemande considère la question comme résolue. Le roi de Lituanie sera Saxon. Seule la *Gazette de Francfort,* résumant les événements en ces termes, ne paraît pas chanter encore victoire :

« Depuis quelques temps on mène dans certains journaux une propagande active en faveur d'une union personnelle de la Saxe et de la Lituanie, et on montre que la candidature du prince d'Urach, dont on parlait autrefois, n'a plus de chance. Aujourd'hui même, un journal de Berlin annonce que le ministère d'Etat saxon s'est déclaré d'une façon qualifiée et positive en faveur d'une union personnelle avec la Lituanie, de même que le roi de Saxe qui ne se refusera pas à l'offre de la représentation nationale lituanienne. Nous ne savons pas si cette nouvelle est exacte, mais toutefois il est certain que la décision de la question lituanienne n'appartient pas seulement au ministère d'Etat Saxon. La situation en Lituanie est encore tout à fait obscure. L'indépendance du pays a certainement été reconnue par l'empereur allemand, mais il n'existe pas encore d'organisation politique qui puisse faire des propositions au nom du peuple lituanien, ou qui puisse disposer du trône de Lituanie. Le pays ne possède pas encore d'administration propre. Par conséquent, avant que des démarches puissent être entreprises sur l'avenir de la Lituanie, il faudrait que ces deux conditions fussent réalisées. On dit qu'à la commission du Conseil des Etats on va s'occuper entre autres de la question lituanienne. Peut-être, cela signifie-t-il que l'on discutera de la ligne de conduite à tenir envers l'administration du pays qu'il faut organiser. Mais nous ne pouvons guère croire que l'on en soit arrivé au point de décider à qui appartiendra le trône futur, alors qu'il n'existe encore aucune opinion certaine de la volonté du pays, alors qu'on ne sait pas surtout si l'on y désire une monarchie. Toutes les nouvelles qui ont apparu durant ces derniers temps au sujet de l'union personnelle entre la Saxe et la Lituanie sont tout simplement des combinaisons ; à vrai dire, il existe, çà et là, un désir marqué pour une certaine solution, ce désir existe

même chez le roi de Saxe et chez le ministère d'Etat saxon. Le peuple saxon ne s'y intéresse guère. Les souvenirs de l'union personnelle entre la Saxe et la Pologne sont encore aujourd'hui vivants dans le pays et l'on ne pense pas que ce fut son époque la plus heureuse. Le pays n'en a, en effet, retiré aucun profit et ne comprend pas maintenant quels en seraient les avantages. Quoi qu'il en soit, la Chambre des députés de Saxe doit avant tout être consultée. »

Nous approuvons ces déclarations dans ce qu'elles ont de véritable, et nous pensons, en effet, que l'on ne disposera pas de notre sort sans nous consulter ; mais nous ferons remarquer à la *Gazette de Francfort* que les Lituaniens ont déjà manifesté leur volonté dans la question du trône de Lituanie par l'organe de leur représentant autorisé à l'étranger, le Conseil national lituanien, en ces termes :

« Le bruit de l'élévation au trône de Lituanie d'un membre de la famille royale de Saxe, ainsi que de l'éventualité d'une union personnelle entre la Lituanie et ce royaume, bruit qui fait actuellement le tour de la presse allemande, devance les événements.

» Etant donné que la Lituanie aspire à une indépendance complète, seule conforme au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, ainsi qu'aux multiples reconnaissances de ce principe par le gouvernement allemand lui-même, ce projet ne saurait être envisagé comme une solution acceptable au peuple lituanien. »

Aussi ne pouvons-nous qu'approuver le *Berliner Tageblatt* qui, avec sa modération habituelle, déclare : « Avant toute décision, il faut attendre celle que prendront les Lituaniens, dont le droit de libre disposition doit toujours être sauvegardé ».

Le nombre des analphabètes en Lituanie.

Dans un très intéressant article sur la Lituanie autonome paru dans *la Nation* du 21-27 avril 1918, il s'est glissé une erreur qu'il nous semble nécessaire de relever dans l'intérêt du peuple lituanien.

L'auteur de l'article parle des difficultés qu'offre l'institution d'une administration autonome en Lituanie en raison du fait que le 60 à 80 % de la population lituanienne est analphabète.

Une rectification s'impose. D'abord il faut constater qu'il n'existe

actuellement pas de données statistiques exactes pour trancher la question des analphabètes.

Le dernier recensement russe date de vingt ans en arrière, c'est-à-dire de 1897 ; ce recensement a donné des résultats beaucoup plus satisfaisants qu'on ne l'admet dans l'article.

Dans le gouvernement de Kaunas, d'après les constatations russes officielles, on comptait, parmi les hommes 55,71 % d'alphabètes, parmi les femmes 53,06 % ; dans le gouvernement de Suvalkai, ce nombre atteignait parmi les premiers 54,89 %, tandis que dans le gouvernement de Vilnius 34,76 des hommes et 22,98 % des femmes seulement savaient lire et écrire.

En considérant ces chiffres, on peut déduire qu'en 1897, dans la partie ouest de la Lituanie, c'est-à-dire une contrée essentiellement lituanienne, plus de la moitié de la population savait lire et écrire, tandis que dans la partie est du pays (le gouvernement de Vilnius), où le peuple était plutôt slavonisé, les trois quarts des habitants étaient analphabètes.

De plus ce recensement datant de 1897 est sujet à caution, car seulement les personnes qui savaient lire le russe furent inscrites comme alphabètes. Les Lituaniens qui parlaient seulement leur langue maternelle furent portés comme analphabètes.

En somme, ces chiffres ne donnent pas une idée exacte de la situation par le fait de la présence d'une population slave ou slavonisée, c'est-à-dire que des contrées purement lituaniennes sont en meilleure posture qu'on ne le croirait d'après les chiffres totaux de la statistique russe.

Les cercles de Disna et Wilicka (dans le gouvernement de Vilnius) en majorité habités par les russes blancs, comptaient, en 1897, respectivement 17,7 et 18,8 % d'analphabètes, tandis que les cercles prononcés lituaniens de Vladislawow et Vilkoviskias, dans le gouvernement de Suvalki, comptaient 61,16 et 65,76 % qui savaient lire et écrire.

L'époque du recensement (1897) fut extrêmement dévaforable au développement intellectuel du peuple ; la persécution de l'école, langue et littérature lituaniennes par les Russes, battait son plein. L'enseignement privé était interdit depuis 1892. Le but et la tendance des écoles publiques, dont le nombre était minime, fut, en premier lieu, la russification du peuple ; c'est pour cette raison que les parents, tenant à leurs traditions nationales, hésitaient à envoyer leurs enfants dans les écoles de l'Etat et préféraient leur donner une instruction clandestine dans la langue maternelle.

En tenant compte de ce facteur, la base du recensement russe de 1897 est bien fragile.

Malgré toutes ces persécutions, le nombre des analphabètes en Li-

tuanie était moindre que dans les autres parties de la Russie et de la Pologne : Dans le gouvernement de Varsovie, par exemple, le nombre des analphabètes atteignait 49 %, dans le gouvernement de Kalisch 62 %, dans celui de Lublin 60 %, et dans celui de Kielce 70 %, tandis que ce nombre, dans le gouvernement lituanien de Kaunas s'élevait alors seulement jusqu'à 43 % de la population.

Il est hors de doute que depuis 1897 et particulièrement depuis 1905, l'année de la renaissance lituanienne qui attribua au peuple une large liberté scolaire, le nombre des analphabètes ait diminué de beaucoup.

La presse lituanienne prit un essor considérable, des associations d'écoles privées surgirent partout, des cours du soir pour les adultes furent ouverts en grand nombre, des bibliothèques populaires et des salles de lecture furent constituées. En somme on faisait un considérable effort pour le développement du peuple en matière scolaire et intellectuelle.

Dans le gouvernement de Kaunas on comptait en 1911 16 écoles moyennes et 684 écoles primaires, tandis qu'en 1892 ce nombre fut seulement de 6 et 236.

En tenant compte de toutes les circonstances et faits mentionnés ci-dessus, on peut conclure qu'actuellement 80 % de la population lituanienne sait lire et écrire.

Le niveau du développement scolaire en Lituanie est de beaucoup plus élevé qu'en Pologne. D'après les dernières statistiques, la Roumanie compte 88 % d'analphabètes, le Portugal 78 % et l'Espagne 63 % ; même l'Autriche-Hongrie n'atteint pas un nombre plus élevé d'alphabètes que la Lituanie.

Or, en ce moment, la Lituanie étant redevenue un Etat indépendant, une de ses premières préoccupations sera la restauration de l'ancienne université de Vilnius, fermée depuis 1831, et le développement de l'enseignement primaire. De ce fait le nombre des analphabètes disparaîtra presque complètement.

Un exemple typique de ce que la culture d'un petit peuple produit de force nous est offert par la Bulgarie. Après dix ans de fondation de l'Etat bulgare (1887), 10,71 % des habitants seulement savaient lire et écrire, tandis qu'aujourd'hui le 90 % de la population est lettré.

Faits et Documents.

Une interpellation au Reichstag.

A propos de la fête de l'indépendance lituanienne.

Le député Erzberg a posé au Reichstag la question suivante :

On a déclaré aux représentants du Conseil d'Etat Lituanien (Taryba) pendant une conversation qu'ils eurent le dimanche précédant Pâques (24 mars) avec le Chancelier Impérial qu'ils devaient immédiatement retourner en Lituanie pour prendre part à la fête d'indépendance lituanienne qui aurait lieu sans faute le Jeudi-Saint ; on leur fit entendre en même temps qu'ils pourraient être de retour à Berlin à partir du 4 avril pour prendre part aux négociations entre l'Allemagne et la Lituanie. *La fête de l'indépendance lituanienne n'a pas encore eu lieu.* Par contre, on n'a pas encore permis aux représentants du Conseil d'Etat lituanien, malgré leurs demandes répétées de venir à Berlin pour conclure avec l'Allemagne les traités qu'envisage la Taryba.

Durant ces derniers temps, les représentants de la Taryba, parmi lesquels se trouvait le Président Smetona, ont soumis de nouveau aux autorités d'occupation allemandes le projet de se rendre à Munich afin d'y négocier personnellement avec la nonciature apostolique le règlement de pressantes affaires ecclésiastiques. Les demandes que firent les représentants de la Taryba pour entreprendre leur voyage à Munich ont été refusées par les autorités d'occupation allemandes.

Le Chancelier Impérial est-il prêt à donner les raisons de cette attitude ?

Le Chancelier Impérial en outre est-il prêt à donner aux représentants de la Taryba la liberté nécessaire à l'avènement de relations amicales entre l'Allemagne et la Lituanie et ainsi qu'à permettre le voyage urgent à Munich ?

Lettre à la « Russie Libre ».

Lausanne, le 1er juin 1918.

Monsieur G. Brocher,

Directeur et Rédacteur en chef de la « Russie libre »,

Lausanne.

Monsieur,

Nous sommes en possession de votre livre. Tout en vous étant reconnaissants pour les chapitres que vous avez consacrés à la Lituanie,

nous ne pouvons nous empêcher de vous faire quelques observations sur les erreurs commises dans ces chapitres.

I. En ce qui concerne les territoires habités par les Lituaniens, vous avez commis une erreur en disant qu'ils habitent seulement une grande partie du gouvernement de Vilnius et la partie nord du gouvernement de Gardinas. C'est inexact : les Lituaniens habitent le gouvernement de Vilnius et de Gardinas en majeure partie.

II. Quant aux Lituaniens de la Prusse Orientale, ils sont moins germanisés que vous ne le pensez. Le chiffre que vous indiquez, puisé dans des statistiques officielles, est inexact.

III. L'aperçu historique que vous faites contient plusieurs inexactitudes qu'il serait trop long de relever toutes ici, et nous nous permettons de vous dire en passant que nous sommes fâchés de voir que vous écrivez les noms lituaniens d'après l'orthographe russe ou polonaise, tandis que vous avez eu des spécimens de noms historiques et géographiques lituaniens rectifiés dans la « Les souffrances du peuple lituanien », citées par vous-même, page 43.

IV. En outre, vous avez commis plusieurs erreurs dans les dates chronologiques, comme par exemple : l'Union de Lublin qui fut conclue en 1569 et non en 1565.

V. Nous nous étonnons que vous vous obstiniez à employer la lettre « h » dans les mots : Lituanie, Lituaniens, tandis que, dans toutes nos éditions officielles, ces mots sont écrits sans « h » et que tous les journaux de la Suisse romande et allemande, entre autres le « Journal de Genève », ainsi que les principaux journaux français, comme le « Temps », ont adopté, sur notre demande, la seule manière exacte et correcte d'écrire ces mots.

VI. Nous sommes plus que surpris que vous vous permettiez d'émettre des jugements concernant le sort futur de la Lituanie en lui indiquant : « le seul moyen de salut, c'est l'autonomie dans la République fédérative russe », page 48. Nous ne comprenons pas sur quels documents vous vous basez pour émettre cette opinion. Tous les Lituaniens, de droite à gauche, appartenant aussi bien aux socialistes qu'aux chrétiens démocrates, sont unanimes dans leur désir ardent de conquérir *l'indépendance complète de la Lituanie*. Ce ne sont pas les quelques intellectuels lituaniens que vous dites, mais c'est le peuple tout entier qui la désire. D'ailleurs vous n'êtes pas assez naïf pour croire à l'établissement de la République fédérative russe par ces temps où le gâchis bolcheviste ne fait qu'augmenter le désordre général en Russie.

VII. Vous prétendez que la République fédérative russe, qui n'a jamais existé, a promis l'autonomie absolue à la Russie. C'est tout à fait inexact. Le gouvernement de Kerenski fut en réalité aussi impérialiste et centraliste que le gouvernement du czar, et il ne voulait faire aucune concession au peuple lituanien.

VIII. Vous prétendez que le genre de la poésie populaire « rauda » aurait existé ailleurs qu'en Lituanie et que M. Gabrys affirmant le contraire dans son essai sur la littérature lituanienne, aurait commis une erreur, mais il est bien regrettable que vous n'indiquiez pas vos sources.

IX. Nous sommes surpris de la conclusion que vous tirez de l'aperçu de la littérature lituanienne. Vous prétendez que la littérature des Lettons et des Esthoniens aurait dépassé la littérature lituanienne. Cette conclusion est des plus arbitraires, et des moins justifiées ; vous qui ne connaissez ni le lituanien ni le letton, pas plus que l'esthonien, vous vous permettez d'émettre des jugements en vous basant on ne sait sur quelle autorité. Avez-vous comparé les œuvres de notre Kudirka de Vidunas, de Maironis de Baranauskas avec celles de Rainis, d'Aspasie et de Kreuzwald. Si vous aviez pu comparer ces œuvres, et si vous étiez impartial, vous auriez pu tirer sans faute des conclusions tout à fait contraires.

X. Vous prétendez qu'un congrès lituano-ukrainien se réunit à Berne pour proclamer roi un monarque autrichien. D'où avez-vous tiré cette invention absurde ? Ne serait-ce dans les colonnes de la « Gazette de Lausanne », qui a lancé un canard qui lui a été inspiré par l'agence centrale polonaise pour discréditer le rapprochement lituano-ukrainien. Un publiciste sérieux, qui prétend écrire des ouvrages sérieux, devrait se renseigner mieux aux sources même plus d'autant, qu'il les a à portée de la main.

En espérant que la deuxième édition de votre ouvrage sera mieux et plus impartialement documentée, nous vous prions, Monsieur Brocher, d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS
par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

L°, 20 Rbj

Rm 370 76

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 8

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

Le roi Mindaugas II 227

Le nouveau « régime » en Lituanie 230

L'état économique de la Lituanie 234

L'indemnité de guerre de la Lituanie est-elle conforme avec l'indépendance réelle de la Lituanie ? 244

Faits et documents. — La question de la Lituanie devant le Reichstag. — La réponse du gouvernement polonais à la déclaration de Versailles du 3 juin. — Conception polonaise de la religion. — Protestation contre la colonisation de la Lituanie. — Le Synode du clergé lituanien. — Les candidats au trône de Lituanie. — Protestation des Lituaniens. — Les Lituaniens marchent sur Petrograd. — Le duc d'Urach élu roi de Lituanie. — La Lituanie ne veut pas être réunie à l'Allemagne. — Lesort de l'Union personnelle entre la Lituanie et l'Allemagne . . . . . 246 à 258

Le trône de Lituanie et la campagne de presse allemande . . . 259

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :

Villa Italia, Avenue du Léman

LAUSANNE

ADMINISTRATION :

Librairie Centrale des Nationalités

Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 8.

PRO LITUANIA

Le roi Mindaugas II.

Les brefs communiqués des journaux ont donné le nom de celui qui monte sur le trône à l'heure la plus critique de la Lituanie. Il nous est réservé, comme une gloire, d'inscrire en lettres capitales à cette place, où nous avons tant de fois défendu les intérêts lituaniens, le nom de celui qui personnifie désormais simplement mais totalement *l'intérêt lituanien*.

Il marque à la fois un terme et une évolution. Un terme parce qu'avec lui l'ère des tâtonnements est désormais finie, une évolution parce qu'il ouvre à notre pays les perspectives enchanteresses de l'avenir.

Il n'aura point connu les luttes, les douleurs et les espérances fécondes de la lutte pour l'indépendance. Le bien précieux que nous avons conquis, il n'en aura pas été l'artisan et cependant, grâce à nos efforts, nous lui remettons le pays à l'état où notre indomptable patriotisme a pu l'amener. Il trouve la Lituanie fière et unanime dans son sentiment national, il la trouve ardente à réaliser une indépendance que ses dirigeants ont acquise au prix de peines innombrables. Gardiens de la tradition nationale et des intérêts suprêmes du pays, nous lui offrons le trône de Lituanie avec tous les souvenirs de gloire qu'il rappelle et les perspectives sereines qu'il évoque.

A lui de poursuivre cette tâche! A lui de débarrasser

KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

le pays des influences étrangères, à lui de terminer cette œuvre sainte entre toutes de notre véritable indépendance en s'identifiant avec l'intérêt du pays. Mieux que tout autre, il est qualifié pour l'interpréter et pour le comprendre. La tâche est encore considérable, mais sa haute situation de souverain, son passé, ses relations, sa loyauté, et son amour du lituanisme le mettront à même de réaliser avec nous les meilleures de nos aspirations. Nous l'avons dit : l'heure est critique. Il faut encore lutter et nous sommes sûrs qu'il ne se trouvera pas inférieur à sa tâche.

Son nom à lui seul n'est-il pas un symbole ? Mindaugas II ! cela signifie tout un programme d'action nationale, énergique et prudente. Ce fut son ancêtre Mindaugas Ier, qui baptisé et reconnu roi par le pape Innocent IV, rassembla les divers princes épars pour fonder l'Etat lituanien. Le premier l'instaura, le second le restaure ! Le premier jetta les bases d'un Etat que ses successeurs amenèrent à sa plus grande puissance, des rives de la Baltique aux bords de la mer Noire. Entouré d'un monde d'ennemis : Russes, Polonais et Chevaliers teutoniques, il sut faire aux derniers les concessions territoriales nécessaires pour mieux lutter contre l'envahissement des premiers et, grâce à sa sagesse son règne qui dura vingt ans, assura définitivement la perennité de notre nation. Mindaugas II, dans les veines de qui coule le sang de son ancêtre, est encore environné d'ennemis. La voix de la race parlera en lui pour lui dicter l'immuable conduite héréditaire des princes lituaniens. « Bon sang ne peut mentir. » Mieux que tout autre, le sang lituanien parlant *souverainement* après des siècles de silence, saura trouver les paroles et les actes conformes à la vérité lituanienne.

Suivant les exemples de son aïeul dont la vie lui servira toujours de guide, sa foi dans les destinées du pays deviendra inébranlable et, pour nous, ouvriers de la Renaissance, nous comprenons que son avènement qui clôt une série, doive nous remplir le cœur de joie. Tant de nos fils nous trahirent au cours de notre détresse ! Tant de Lituaniens, oublieux de leur origine, passèrent dans le camp de nos oppresseurs ! Les Jagellons et les Romanoff n'étaient-ils pas de provenance purement lituanienne ? Avec eux beaucoup de princes ou de familles nobles ont servi des intérêts étrangers. Mais voici qu'aujourd'hui, le duc d'Urach, descendant fidèle de l'un de ceux que notre race a éparpillés dans le monde, revient prendre sa place au foyer de ses pères. L'ombre de nos grands rois : Gediminas, Mindaugas et Vytautas, le prend par la main et l'installe tout près des antiques forêts millénaires, où se perpétue le souvenir de nos dieux, sur les rives du Nemunas. Il y rapporte, avec les traditions ancestrales, le sens de l'ordre et de la discipline acquis par sa naissance à l'étranger, qualité qui nous aidera à nous débarrasser de l'incurie et des influences slaves. L'occident nouveau fera échec à l'orient arriéré et la Lituanie y retrouvera son parfait équilibre.

Qu'il soit donc le bienvenu chez nous ! Il renoue la chaîne des temps lituaniens, et son exemple sera suivi par d'autres, afin que nous travaillions tous ensemble et le plus nombreux possible à la grandeur de notre belle Lituanie.

Le nouveau « régime » en Lituanie.

Les événements qui se passent en Lituanie fourniront l'occasion aux futurs historiens lituaniens d'ajouter une page de plus à la honte des pangermanistes et des militaires qui s'efforcent d'annihiler toute tentative louable.

La Lituanie et l'ardeur de son peuple les gênent évidemment. Le kaiser lui-même ne jouit pas de leurs sympathies, puisqu'il a commis la « gaffe » de proclamer l'indépendance lituanienne et de la confirmer par un rescrit solennel. C'en est trop ! On va se liguer contre lui, car la liberté du peuple lituanien risque de devenir dangereuse pour l'Allemagne.

Ainsi vont les raisonnements et les actes suivent au point de ne laisser aucune trace du beau mouvement qui dans l'enthousiasme de la libération et de l'indépendance unissait les esprits.

On aurait pu, coordonnant les efforts de la population avec l'expérience des administrations allemandes, arriver rapidement à instaurer un régime qui, en Lituanie, eût satisfait les désirs de chacun.

Mais il n'en est pas ainsi, et au lieu d'allures franches, nous nous trouvons en présence de sournoises entraves qui tendent toutes à annihiler l'indépendance de la Lituanie et à forcer la volonté du kaiser. On veut nous faire peur. Hindenburg sort son fameux plan de colonisation de l'Ober-Ost, qui s'applique aussi bien à la Lituanie qu'à la Courlande[1]. La *Tägliche Rundschau* l'approuve. En même temps, on commence dans les feuilles pangermanistes une campagne destinée à faire pression sur les Lituaniens et à obtenir, par la crainte, ce qu'on n'ose pas encore leur demander brutalement[2].

[1] Voir faits et documents.

[2] Voir *Deutsche Zeitung*, 19 juin, *Tägliche Rundschau*, 30 juin : « Grosslitauen oder kleinlitauen ? » On y menace les Lituaniens d'une diminution de territoire s'ils ne se prononcent pas en faveur d'une « union personnelle » avec la Prusse ou au pis aller avec la Saxe ! On devine la pensée commune qui anime ces deux articles.

En Saxe également les intellectuels, les industriels et les commerçants présentent au gouvernement un document secret qui prétend traiter la Lituanie en pays conquis dans un but de colonisation.

C'est une conjuration générale de toutes les intrigues, de toutes les cupidités et de toutes les folies pour revenir sur un acte que l'on déplore déjà. Il y a quelque temps le commissaire civil von Kaiserling a démissionné. Nous savons maintenant pourquoi. C'est parce qu'il avait demandé de nommer des ministres lituaniens et de mettre à côté d'eux des fonctionnaires allemands pour les conseiller, mais le gouvernement a refusé, car, dit-il, l'autorité militaire doit régner en maîtresse jusqu'à la fin de la guerre.

Et pour que de pareilles initiatives ne se reproduisent pas, son successeur, M. de Falkenhausen, a été rattaché non plus au Ministère des Affaires étrangères, mais au Ministère de l'Intérieur. C'est M. Wallraf et non pas le chancelier qui a la haute main sur la Lituanie. Il n'est donc maintenant plus permis de se faire des illusions : dans les sphères dirigeantes allemandes la question lituanienne est *d'ores et déjà* traitée comme une question intérieure allemande et comme un pays à annexer purement et simplement.

En doute-t-on ? Voici l'aveu officiel :

La déclaration de M. de Kühlmann, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à la date du 24 juin dans son discours-programme au Reichstag, conçue en ces termes : « Je ne veux pas m'étendre sur les questions de l'organisation future de la Lituanie et de la Courlande qui relèvent principalement du domaine de l'*organisation intérieure*, car ces questions, sous nombre de rapports, sont aussi de la *compétence des autorités intérieures*. C'est ce qu'exprime la présence au Secrétariat de l'Intérieur d'un commissaire impérial spécial, auquel le soin de ces questions d'organisation future a été confié de façon particulière. »

La liberté et l'indépendance ne sont donc que vains mots.

Cependant dans cette angoissante situation unique, qui permet à une administration imbue de rêves annexionistes de se substituer à la direction parlementaire, nous sommes précisément soutenus par les partis majoritaires du Reichstag, où, ces derniers temps, ont retenti de cinglantes attaques contre les procédés que l'on applique en Lituanie[1].

Tour à tour les députés Gröber, David et Noske se sont élevés contre le régime inqualifiable imposé à la Lituanie, qui est certainement contraire au droit des gens. Leurs interpellations fournissent une masse abondante de preuves à la charge de l'autorité militaire allemande. Elles sont multiples et toutes révèlent des faits très graves : réquisitions, bataillons de travaux forcés[2], etc.

Nous en connaissons beaucoup d'autres que l'on n'a pas osé porter à la tribune du Parlement. Mais, pour le moment, nous traitons d'inqualifiable le procédé qui consiste à reconnaître la Lituanie et la Taryba sans donner à cette dernière conseil les moyens matériels de s'occuper des intérêts du pays. L'indemnité a été refusée à ses membres ou plutôt on leur a offert, quelle dérision! la somme de 25 marks par mois. Mais, outre cette impossibilité matérielle, ses fonctions sont imprécises et vagues et le gouvernement militaire refuse inexorablement de lui céder l'une quelconque de ses attributions, même celles qui se rapportent le moins à la sécurité militaire des troupes allemandes.

Bien mieux, et quel illogisme! lorsque les membres de la Taryba demandent à se rendre à Berlin sur l'invitation du chancelier impérial pour y discuter les conventions à conclure, la même impitoyable autorité s'oppose à leur voyage.

Aussi, qu'on le sache! les Lituaniens sont-ils prêts à se défendre, puisque dans ce dualisme inouï qui oppose une administration aux partis organisés, nous possédons la confiance de la majorité du Reichstag. Nous réglerons en

[1] Voir faits et documents.
[2] Voir faits et documents.

toute indépendance la question de notre souverain, accentuant ainsi la souveraineté nationale lituanienne, intangible et inviolable. Et le Reichstag nous soutiendra pour repousser l'union personnelle avec la Prusse ou avec la Saxe, si elle n'entre pas dans nos vues !

Ainsi la Lituanie vaincra. Elle vaincra, car de pareilles vexations ne font que rehausser dans le monde la grandeur et la justesse de sa cause. On comprend toujours davantage qu'elle est une nécessité. Les Anglais déclarent que « personne n'est prêt pour une paix qui permettrait à l'Allemagne d'annexer toute la partie nord du territoire russe. » Lord Cecil estime que la Lituanie n'est plus du domaine des affaires étrangères.

La lumière se fait. Les esprits s'éclairent et nous sommes certains que le président Wilson pensait à notre pauvre pays quand il disait dans son dernier discours sur la tombe de Washington, le 4 juillet : « D'un côté se trouvent les peuples du monde, non seulement les peuples réellement engagés, mais beaucoup d'autres encore, qui souffrent de la domination, mais ne peuvent agir, des peuples de nombreuses races répartis dans toutes les parties du monde, et parmi eux aussi les peuples de la Russie abattue, bien qu'ils soient pour le moment désorganisés et hors de tout secours. »

Il y a pourtant un moyen de nous secourir : c'est de reconnaître notre indépendance ; nous sommes persuadés que cette reconnaissance nous aiderait encore à vaincre la désorganisation et les maux qui en résultent. Ces maux ne fourniraient plus matière pour permettre de dire à ceux qui les exploitent que la Lituanie est impuissante à se protéger de certaines intrigues intérieures !

L'état économique de la Lituanie[1].

Introduction.

Une étude sur les conditions économiques de la Lituanie se heurte à quelques difficultés. La difficulté principale consiste dans ce fait que la Lituanie, considérée comme telle, n'a possédé de frontière politique certaine ni au dernier siècle, ni à l'heure actuelle, quoiqu'elle forme un tout historique, ethnographique et économique. Il n'existe pas, par conséquent, de statistique propre à la Lituanie, et il est impossible d'en établir une avec une précision satisfaisante, même en faveur du nouvel Etat lituanien, car ses frontières n'ont pas été jusqu'ici définitivement fixées. Les Lituaniens eux-mêmes désirent une Lituanie dans ses frontières ethnographiques (mais pas dans ses frontières historiques), avec certaines rectifications de frontières considérées comme nécessaires pour des motifs économiques. Il s'ensuit que les anciens gouvernements russes de Kaunas, de Vilnius, de Souvalkai et de Gardinas (ce dernier tout au moins dans sa plus grande partie) devraient appartenir essentiellement à la Lituanie et lui appartiendront en effet selon toute apparence. Les données statistiques qui sont nécessaires à une représentation exacte et précise de la situation économique et sociale d'un pays n'apparaissent pas clairement au milieu des chiffres géants extraits des statistiques russes en nombre satisfaisant et avec la précision nécessaire, car tantôt les chiffres qui se rapportent à la Lituanie sont trop dispersés et tantôt les territoires lituaniens sont comptés avec d'autres régions.

C'est surtout vrai du gouvernement de Souvalkai que les Russes réunissaient à la Pologne, à ce qu'ils appelaient le « Pays de la Vistule ». Les statistiques qui sont complètes pour ce pays laissent mieux apparaître les lacunes nombreuses qui existent pour les trois autres gouvernements. Les statistiques que nous possédons sont en outre généralement vieilles et d'autre part, par suite de la guerre, il ne nous a pas toujours été possible de nous les procurer dans les bibliothèques lointaines.

[1] Cette étude écrite d'abord par M. le Dr Purickis a été profondément remaniée à la suite de documents nouveaux ; notamment à la suite de l'apparition du Livre fondamental du Dr Skaloveit : « Die Landwirtschaft in den litauischen Gouvernements. »

Malgré tout, ce travail contribuera quelque peu à la connaissance globale de la situation économique et sociale en Lituanie, qui est encore si peu étudiée.

Les données statistiques dont nous nous sommes servis dans cette étude sont extraites en grande partie du *Manuel de statistique polonaise*, qui a été publié par MM. A. Krzyzanowski et K. Kumaniecki, en 1915[1]. On parle dans ces statistiques du territoire lituanien parce que les auteurs s'étaient fait un devoir de représenter la Pologne dans les limites de l'ancienne République polono-lituanienne. On pouvait apprécier ce procédé pour des raisons politico-nationales, mais pour des raisons économiques, on ne peut qu'être reconnaissants à MM. A. Krzyzanowski et K. Kumaniecki d'avoir réuni un ensemble de statistiques concernant la Lituanie. Puisque les données statistiques sont généralement empruntées à cet ouvrage, nous nous sommes servis du système métrique, que les auteurs emploient, ainsi que, parfois, du système monétaire autrichien. Une série de données statistiques importantes proviennent d'autres sources ainsi que du travail personnel de l'auteur.

I. GÉNÉRALITÉS

La situation économique de la Lituanie n'est pas mauvaise, elle a accès à la mer et se trouve entre la Pologne. l'Ukraine et la Grande Russie, éventuellement même la Russie Blanche et la Courlande ; elle peut ainsi entretenir des relations commerciales directes avec beaucoup de pays et elle peut se livrer à un commerce de transit d'une grande importance. En outre, elle est traversée par le puissant fleuve du Nemunas et par ses affluents comme par tout un système circulatoire ; il se relie à la Duna, qui est navigable, et peut-être même il se reliera au système de canaux masuraux polonais. La grandeur du nouvel Etat, ainsi que le chiffre de sa population ne sont pas encore connus avec précision, mais en tout cas, elles seront l'une et l'autre si considérables qu'à ce point de vue la Lituanie ne comptera pas parmi les plus petits Etats d'Europe. La nouvelle Lituanie aura une superficie de plus de 100 000 km², avec un total de 5 à 6 millions d'habitants, même si elle ne comprend

[1] Lorsque ce travail a été terminé, a paru le livre du Dr Skaloveit (*Die Landwirtschaft in den litauischen Gouvernements*) qui a pu en partie être utilisé.

pas dans la totalité les quatre gouvernements lituaniens, comme on peut s'en rendre compte par le tableau suivant :

Gouvernement :	Superficie km²	Habitants 1897	Habitants 1911	par km²
Kaunas	40 189	1 545	1 797	45
Vilnius	41 908	1 591	1 957	47
Souvalkai	12 551	583	650	52
Gardinas	38 579	1 603	1 974	51
Lituanie	133 227	5 322	6 378	48

Par là, elle dépasserait en grandeur la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Suisse, le Portugal, ainsi que les Etats balkaniques tels que la Serbie, la Grèce, la Bulgarie dans leur ancienne extension, et elle peut rivaliser en outre pour le chiffre de population avec la Norvège, la Finlande, la Roumanie et la Suède[1]. D'un point de vue tout à fait extrinsèque, cela justifie donc l'existence du nouvel Etat de Lituanie. Le territoire lituanien, auquel on peut donner, à grands traits, la forme d'un carré dont les coins seraient formés par les villes de Libau, Dunabourg, Minsk et Bialystock, jouit dans toute son étendue d'une grande uniformité de sol et de climat. D'après les recherches des géologues, les mouvements glaciaires ont définitivement fixé la physionomie du sol lituanien. Ils suivaient deux directions : venant de la région suédoise et de la région du lac Ladoga. Ces glaciers se réunissaient sur l'emplacement de la Lituanie actuelle ; ils y déposèrent des moraines, formant ainsi le sol de la Lituanie. Ce phénomène se reproduisit quelquefois, et il résulte en Lituanie, de ci de là, quelque différence de niveau.

[1] En 1900, d'après le livre de Conrad, *Handbuch der politischen Œkonomie*, vol. 4, page 71, Iéna 1910, tels étaient le chiffre de la population et la superficie des Etats suivants :

	Superficie en km²	Habitants	Habitants par km²
Belgique (1901)	29 456	6 693 810	229,0
Hollande (1899)	32 538	5 103 353	156,8
Danemark (1906)	38 455	2 588 919	66,4
Suisse (1900)	40 003	3 325 023	83,1
Serbie (1905)	48 303	2 688 747	55,7
Grèce (1907)	64 755	2 631 952	40,7
Portugal et colonies (1900)	92 158	5 423 132	58,9
Bulgarie (1905)	99 276	4 035 648	41,9
Roumanie (1899)	131 020	5 912 520	45,1
Norvège (1900)	322 304	2 231 395	6,9
Finlande (1897)	331 944	2 592 900	20,7
Suède (1900)	411 195	5 136 441	12,5

En général, toutefois, l'élévation de la Lituanie au-dessus du niveau de la mer est faible, car elle forme une plaine presque plate qui ne possède ni larges croupes ni hautes montagnes. La plupart du temps, on trouve dans la même couche des moraines composées de sable et d'argile dévoniens mélangés. On ne rencontre que rarement des couches de silurien et des couches de la période calcaire. L'argile et le sable, mélangés postérieurement à des couches de détritus organiques et végétaux, notamment à de la tourbe, forment le sol de la Lituanie actuelle.

Ce sol n'est pas aussi fertile que les « terres noires » de l'Ukraine actuelle, qui donnent un rendement abondant sans culture intensive. Il n'est pas aussi productif que les terres jaunes asiatiques, qui récompensent richement la culture intensive. Il demande surtout de la part de l'agriculteur une préparation soignée. Dans ce cas, le terrain n'est nullement mauvais. Récompensant ainsi le propriétaire suivant ses efforts, il astreint d'année en année l'agriculteur à un travail énergique. Le Lituanien, dont le sol ne recèle pas de richesse minérale, considère sans cesse que la culture de ce sol est la seule condition de son existence et de son avenir. Lorsque la chasse, la pêche, l'apiculture et le butin que l'on remportait à l'occasion des guerres entreprises contre les voisins, ne suffirent plus à satisfaire leurs besoins, les Lituaniens firent exclusivement appel à la terre de la patrie, pour y asseoir leur résistance ethnographique et économique.

Le climat de la Lituanie est considéré comme un climat maritime tempéré. L'influence de la mer Baltique est sensible dans tout le pays. C'est par elle qu'il faut expliquer le grand nombre d'orages (538-606 mm.) et de jours pluvieux (120-146). Cela explique également l'été modéré et les froids d'hiver relativement peu rigoureux. La température moyenne de l'année hésite entre + 4° et + 5° Réaumur.

L'uniformité du sol et du climat, ainsi que le manque d'accidents naturels sur tout le territoire de la Lituanie, a pour résultat l'uniformité de la faune et de la flore qui, d'autre part, ont donné à leur tour un type uniforme d'agriculture en ce qui concerne les plantes que l'on cultive et les animaux domestiques. Les céréales qui sont le plus cultivées et le plus nécessaires, telles que le seigle, l'orge, l'avoine et d'autres, donnent indistinctement un rendement satisfaisant. Les arbres fruitiers

(poiriers, pommiers, pruniers) réussissent également bien et ils sont aussi remarquables par la qualité de leurs fruits que par l'abondance de la récolte qu'ils donnent.

Les considérations qui précèdent donnent une idée de la Lituanie, qui est ainsi un pays au climat tempéré, où l'agriculture, quoiqu'elle ne soit pas très développée, l'est tout de même suffisamment dans presque tout le pays dans la mesure où cela est possible. Si l'on sort du carré formé par les villes de Libau, Dunaburg, Minsk et Bialystok, alors on trouve d'autres particularités géologiques et climatériques, en même temps que le type de l'économie locale prend évidemment un tout autre caractère.

La Lituanie manque de certains éléments nécessaires à un brillant développement de tout temps : la Lituanie ne possède presque pas de minéraux. Sa principale branche d'occupation et le soutien de toute son économie et est restera dans l'avenir son agriculture, dont le développement dans le passé s'est heurté à de très forts obstacles.

Au XIXme siècle, la Lituanie se trouva presque sans droit entre deux peuples puissants, les Russes et les Prussiens, dont la situation économique était différente. La Russie était et est encore surtout un Etat agricole dont l'industrie est faiblement développée ; l'Allemagne, par contre, dont l'étendue comparée à celle de la Russie est peu considérable, mais qui est très peuplée, présente à l'heure actuelle une supériorité industrielle au détriment de l'agriculture qui n'est pas en état de satisfaire suffisamment les besoins de tout le peuple allemand.

Par suite de sa position médiane entre deux pays dotés d'une civilisation matérielle si différente, la Lituanie — qui est un pays s'adonnant presque exclusivement à l'agriculture — est visiblement réduite à échanger les produits agricoles lituaniens contre les produits industriels. La culture du sol dans la Russie ethnographique est en moyenne plus basse que la superficie cultivée en Lituanie, et sans le droit du plus fort accompagné de toutes ses conséquences, c'est-à-dire la direction de toute la politique intérieure russe, la Lituanie aurait pû retirer un grand profit de son voisinage avec un pays industriel.

C'est ainsi que l'on peut expliquer, par exemple, le fait bizarre qui, par suite des tarifs douaniers protecteurs combinés avec les tarifs des chemins de fer russes, forçait les grandes

villes de Lituanie à consommer les céréales des gouvernements de l'intérieur de la Russie, tandis que la Lituanie, avec sa culture beaucoup plus intensive, devait vendre ses céréales à l'étranger avec des droits de douane très élevés. Ainsi les traités de commerce avec l'Allemagne, qui étaient très défavorables pour la Russie, pesèrent surtout sur la vie économique de la Lituanie. Le peuple russe, qui trouvait son profit à la politique de protection douanière de l'absolutisme russe, pouvait encore baser sa vie économique au prix de l'existence de ses frontières, comme on peut le voir par l'exemple des tarifs des chemins de fer.

Approfondissons maintenant les points principaux de l'économie lituanienne : l'agriculture, l'industrie (petits métiers) et le commerce.

L'AGRICULTURE

La Lituanie est un pays foncièrement agricole. L'agriculture y est une branche de l'économie publique beaucoup plus importante que dans n'importe quel autre pays de l'Europe occidentale. Plus de la moitié de ses habitants s'adonnent à l'agriculture (environ les $^2/_3$-$^3/_4$), alors que l'industrie et le commerce n'occupent qu'une petite partie de la population. La population urbaine et la population rurale offrent un aspect analogue. La grande majorité des gens vit à la campagne (environ les $^8/_{10}$-$^9/_{10}$) et l'on peut admettre, dans une certaine mesure, que la population des petites villes est formée par la bourgeoisie agricole. Nous consacrons donc la plus grande partie de cette étude à l'agriculture, aux qualités qui la conditionnent et aux services qu'elle rend.

La *qualité du sol* varie beaucoup en Lituanie, mais il n'existe pas à ce sujet de données statistiques précises. Il n'y a pas, comme en Prusse, d'impôt sur le revenu net du sol. Il ressort cependant de différentes données, telles que le rendement des récoltes, les diverses sortes de cultures et nos considérations personnelles, que le sol du gouvernement de Kaunas est, en général, le meilleur. On y rencontre surtout le terrain argileux.

Pourcentage des professions en Lituanie (1897).

	Agriculture et forêts	Industrie	Commerce et transport	Services domestiques et salaires journaliers	Services publics Carrières libérales	Sans profession	Autres occupations Militaires, etc.	Population rurale
Kaunas . . .	68,6	9,8	5,1 + 1,6	6,8	2,0	2,6	3,5	87,3
Vilnins . . .	73,4	8,8	4,2 + 1,9	5,2	2,1	2,1	2,3	90,7
Gardinas . .	69,0	11,3	4,9 + 1,8	4,3	2,3	1,8	4,6	82,5
Suvalkai. . .	72,3	7,0	3,6 + 1,1	6,2	2,6	2,7	4,5	86,4
Royaume de Pologne . . .	56,6	15,4	6,7 + 1,7	10,2	2,5	2,9	4,0	77,2
Prusse Orientale (1895) . . .	59,1	18,6	7,0	3,0	5,2	7,1	—	69,0
Prusse (1895) .	36,1	38,7	11,4	2,1	5,3	6,4	—	—

La partie nord du gouvernement de Kaunas, voisine de la Courlande, et les vallées formées par les cours des fleuves se font particulièrement remarquer par leur fertilité. En descendant de la frontière courlandaise vers Kaunas, la qualité du terrain diminue peu à peu, sans toutefois devenir mauvaise. Ce n'est qu'à l'extrémité orientale du gouvernement, dans la région lacustre située autour de Ezerènai (Nowo-Alexandrovsk) que le sable mouvant domine.

On peut se faire une idée de la différence des qualités de terrain par les prix établis en 1884 par le gouvernement russe dans un but de colonisation. Les meilleures parties du gouvernement de Kaunas, qui sont situées, comme nous l'avons dit, le long de la frontière courlandaise, furent évaluées à 80 roubles par desjatine[1]; les terrains moyens qui se trouvent au sud de cette frontière furent évalués de 55 à 65 roubles, et les mauvais terrrains, district de Telsiai, la plus grande partie du district de Ezevenai (Novo-Alexandrowsk) et la partie médiane du district de Panevizis furent évalués de 30 à 35 roubles par desjatine.

Naturellement, le prix des terrains a considérablement augmenté depuis. Le gouvernement de Suvalkai possède les meilleures terres lorsqu'on le considère en général. Les districts situés au nord de ce gouvernement possèdent même les meilleures terres de toute la Lituanie. C'est surtout un sol argileux, fertile et riche en chaux, qui domine ici. Sur ce sol, les céréales, le

[1] 1 desjatine = 1,09 ha.

trèfle, les petits pois et d'autres légumes réussissent merveilleusement. On trouve même, par endroits, la fertile terre noire.

Dans la partie du gouvernement qui est située au sud, il y a par contre beaucoup de sable et de terrains marécageux. Le sol est peu productif dans cette région, et la population y est considérablement plus pauvre que dans la partie située au nord. Nous ne possédons pas, comme pour le gouvernement de Kaunas, de prix moyen pour le gouvernement de Suvalkai. Dans le gouvernement de Vilnius, le sol est en général moins bon que dans les gouvernements de Kaunas et de Suvalkai. Il manque, dans ce gouvernement, l'uniformité de qualité pour de grandes étendues, comme on la rencontre dans les deux gouvernements précédents. De la terre noire fertile ou de l'argile, on passe sur une courte distance à des terrains rocailleux et stériles, à du sable ou à des marais.

Les terrains moyens, qui sont les plus répandus, sont composés de sable argileux. Les meilleures contrées, qui se trouvent surtout au nord de Vilnius, ont été estimées dans les prix moyens dont nous avons déjà parlé de 50 à 60 roubles. Les territoires sablonneux qui se trouvent au sud-ouest de Vilnius ne furent estimés qu'à 20 roubles par desjatine. C'est dans le gouvernement de Gardinas que le sol est le plus mauvais, les terrains légers dominent ici, beaucoup de sable et de pierres qui rendent en beaucoup d'endroits le défrichement difficile. On y trouve très difficilement la terre noire pure, mais on y trouve beaucoup plus souvent des marais et de la tourbe. Le meilleur terrain est situé à l'ouest de Gardinas, et il fut estimé en 1884 à 70 roubles par desjatine. Dans la partie du gouvernement qui se trouve au sud et au sud-est, les marais et le sable dominent, et le sol fut évalué, en 1884, à 10 roubles par desjatine.

On peut également juger de la qualité des terrains par la statistique qui se rapporte à la répartition des différentes sortes de cultures; malheureusement nous ne possédons à ce sujet que des données déjà vieilles. Les dernières, qui datent de 1887, ont donc aujourd'hui plus de 30 ans, et elle ne sont plus exactes qu'en partie. Les indications qu'elles nous fournissent ne permettent guère d'avoir confiance en elles, car elles varient profondément entre elles suivant les années. La superficie totale varie également suivant les années.Quoi qu'il en soit, on doit leur prêter une exactitude approximative, et l'on a ainsi un

tableau des différentes sortes de cultures, d'il y a environ 30 ans, qui peut encore être considéré comme valable aujourd'hui avec les restrictions que nous y apporterons plus bas.

Répartition des différentes sortes de cultures pour 1000 hectares (1887).

	Champs	Prairies et pâturages	Forêts	Autres terrains utilisables	Terres infertiles, chemins, etc.	Superficie totale [1]
Kaunas . . .	1443	1112	908	143	326	3932
Vilnius . . .	1557	609	1079	107	491	3843
Suvalkai . .	577	250	279	36	84	1226
Gardinas . .	1429	705	846	153	462	3595
Lituanie . . .	5006	2676	3112	439	1363	12596
Prusse Orientale (1900) .	2028	768	644	17	262	3699
Kaunas . . .	36,7	28,3	23,1	3,6	8,3	100,0
Vilnius . . .	40,5	15,9	28,1	2,7	12,8	»
Suvalkai . . .	47,1	20,4	22,8	2,9	6,8	»
Gardinas. . .	39,7	19,6	23,7	4,2	12,8	»
Lituanie (1887).	39,7	21,3	24,7	3.5	10,8	100,0
Prusse Orientale (1900) .	54,8	20.8	17,4	—	7,0	100,0
Royaume de Pologne (1909) .	56, 3	14,8	18,0	3,9	7,0	»
Danemark . .	44,2	30,9	7,9	—	17,8	»
Hollande . .	26,5	36,2	7,9	—	27,1	»
Belgique . . .	42,6	27,4	17,7	—	11,5	»
Suisse . . .	16,4	35,9	18,4	—	28,4	»

[1] La superficie totale est plus considérable d'après les dernières statistiques.

Le terrain cultivable n'est pas aussi élevé en Lituanie que dans la Prusse orientale, mais il n'est pas en quantité insuffisante, comme on peut s'en apercevoir en comparant la Lituanie aux autres Etats. Le gouvernement de Souvalkai est celui qui en possède le plus, car déjà en 1887, la moitié du pays environ était labourée. Aujourd'hui, après 30 ans, on peut admettre que la proportion du terrain cultivé a considérablement augmenté dans tous les gouvernements, et l'on ne s'éloigne pas considérablement de la réalité en prétendant qu'aujourd'hui la moitié environ du territoire lituanien se trouve en état de culture.

Les prairies et les pâturages sont particulièrement étendus dans le gouvernement de Kaunas; il dépasse à ce point de vue non seulement les trois autres gouvernements, mais il dépasse aussi considérablement la Prusse orientale. Il n'y a que les Etats qui s'occupent spécialement d'élevage, tels que le Danemark, la Hollande et la Suisse, qui dépassent à ce point de vue le gouvernement de Kaunas. Le nombre des prairies et des pâturages est singulièrement faible dans le gouvernement de Vilnius, mais cela s'explique par la sécheresse plus grande qui règne dans ce gouvernement et qui explique elle-même les énormes parties sablonneuses où l'on ne trouve guère que des conifères.

Vilnius se fait ainsi remarquer par sa richesse forestière qui est considérable. Le pourcentage des forêts pour la superficie totale y est plus élevé que dans les autres Etats occidentaux, et ce pourcentage n'est dépassé que dans quelques Etats balkaniques, ainsi que par la Suède et la Finlande. Les données de 1897 ne sont plus exactes pour le gouvernement de Kaunas. D'après de nouvelles observations, les parties boisées n'occupent plus dans ce gouvernement 908 000 hectares, mais bien 620 000 (1910). C'est un peu moins qu'en Prusse orientale. Pendant la guerre, les parties boisées ont aussi considérablement diminué.

Mais comme on n'a reboisé qu'en très peu d'endroits, les coupes ont eu pour résultat principal de transformer le pays en prairies et en terrain cultivable. Plusieurs contrées, que beaucoup de cartes désignent encore comme boisées, possèdent, au contraire, aujourd'hui des villages riches. Le gouvernement de Gardinas a une superficie boisée inférieure à celle du gouvernement de Vilnius, mais, par contre, les parties boisées y sont beaucoup plus compactes. Elles se trouvent principalement dans les districts de Slonim, Pruzani, Volkowysk et Brest-Litovsk ; au centre du gouvernement se trouve la célèbre forêt de Bialowiez, qui est connue par ses aurochs et qui, à elle seule, couvre une superficie de 100 000 hectares.

Les terrains stériles étaient déjà relativement peu nombreux dans tous les gouvernements en 1887. Ils ont encore diminué depuis. Le gouvernement de Suvalkai se trouve, à ce point de vue, dans les meilleures conditions, car déjà en 1887, il présentait le minimum qu'il est possible d'atteindre : 6,8 % de terrain stérile, chemins et, d'une façon générale, de terrains inutilisés et inutilisables.

Il est remarquable que les champs se trouvent dans une proportion de 60 à 67 % et les prairies ainsi que les pâturages dans une proportion de 55 à 62 % (c'est-à-dire en majorité) entre les mains des paysans; les forêts, au contraire, ne représentent pour eux que 2,3 à 5,2 %, c'est-à-dire que celles qui se trouvent entre leurs mains ne sont pas très considérables. La forêt en Lituanie est principalement une forêt domaniale. Dans le gouvernement de Kaunas, les deux tiers et, dans le gouvernement de Vilnius, les trois quarts des forêts appartiennent aux propriétaires domaniaux; à peu près tout le reste appartient à l'Etat. Dans le gouvernement de Gardinas, les propriétaires domaniaux et l'Etat s'en partagent la moitié chacun.

(A suivre.)

L'indemnité de guerre de la Lituanie
est-elle conforme avec l'indépendance réelle de la Lituanie ?

Nous avons de tout temps fait nos réserves sur les conditions mises par l'Allemagne à notre indépendance. Il en est une qui nous tient plus particulièrement à cœur, car sa réalisation jetterait le pays lituanien dans la détresse économique. Nous voulons parler de la contribution aux charges de guerre de l'Allemagne énoncée une première fois par le Chancelier impérial dans son discours de réception des membres de la Taryba à Berlin et confirmée encore par le rescrit du Kaiser comme compensation à la libération du pays. Nous la repoussons à cause de son illogisme et de son injustice.

Sans vouloir entrer dans des détails d'une étude de principe, il convient de remarquer que la participation aux dépenses de guerre ainsi imposée à la Lituanie est une violation du droit des gens car elle sera subie par un peuple qui ne possède pas les *moyens matériels* de se défendre. Cette convention (si elle existe !) est donc déjà viciée dans son principe par le caractère de violence qu'elle accuse et par le défaut de consentement valable chez l'une des parties puisqu'il lui est extorqué.

Ce vice capital est encore accru par le fait que le traité de Brest-Litovsk qui a consacré dans les rapports germano-russes (conformément à la déclaration précédente de la Taryba) la sépa-

ration de la Lituanie et de la Russie a *stipulé l'absence d'indemnité.* On ne voit pas comment la Lituanie qui n'a pris en tant que puissance, aucune part directe à la guerre, qui ne l'a pas pas voulue, mais qui l'a subie et qui en a été la malheureuse victime, devrait contribuer par une indemnité déguisée, dont le principe, déjà rejeté au Reichstag le 19 juillet, a été définitivement repoussé à Brest-Litovsk, au paiement de charges de guerre qui, en droit, aurait dû être demandé à la seule puissance responsable : la Russie.

Toute contribution à ces charges est donc à rejeter en vertu du principe de la *res inter alios acta.*

L'acquiescement à de pareilles conditions aurait, en outre, pour résultat d'accroître d'une façon exagérée les charges qui nous ont été imposées de fait par la guerre et, si le principe d'une contribution était accepté, la seule considération des faits suivants suffirait à en écarter l'application.

1. Les réquisitions, qui n'ont pas été payées en nature, mais bien en bons rédigés souvent de la façon la plus insolente.

2. Le déboisement sans mesure, sans précaution et sans paiement, effectué non seulement pour les besoins de la guerre, mais encore au profit de particuliers et à destination de l'Allemagne.

3. L'enrôlement forcé des hommes valides dans les *Zwangsbataillonen* contre un salaire dérisoire pour des travaux excessifs.

Il en résulte que le pays usé dans ses dernières ressources (agricoles et forestières en majorité) a encore été privé des bras nécessaires à l'entretein de son sol, qu'ainsi la Lituanie dont le territoire a été en outre *irrémédiablement dévasté par les armées d'invasion,* a été littéralement saignée à blanc.

Le paiement d'une indemnité quelconque, à part son caractère d'injustice, accentuerait définitivement la détresse du pays lui enlevant, à l'heure où les capitaux seront précisément nécessaires pour la reconstruction, toute possibilité de réveil économique futur.

BIBLIOTEKA KRUPO VIESOJI

Faits et Documents.

Par ordre de Sa Sainteté, le pape Benoît XV, Mgr A. Ratti, recteur de la bibliothèque du Vatican, nommé visiteur des affaires ecclésiastiques de la Pologne le 19 mai dernier, a quitté Rome pour Varsovie.

Les visiteurs que le Saint-Siège envoie « ad Principes septentriotrionales » ne sont pas une nouveauté dans l'histoire de l'Eglise catholique, puisque les souverains pontifes ont déjà usé d'un moyen analogue dans les moments les plus importants de la vie ecclésiastique des peuples polonais et lituanien.

C'est ainsi que le pape Honorius III envoya en 1226 comme visiteur en Livonie l'évêque de Modène, Guillaume, afin de réconcilier le Grand Maître de l'ordre teutonique des Porte-glaives avec l'archevêque de Riga. En outre, l'évêque Guillaume fut envoyé en 1243 par le pape Innocent IV, en Prusse, afin de conclure la paix entre le duc de Poméranie (prince Sviatopelk) et les Chevaliers teutoniques ; cela dans le but de maintenir dans la foi catholique les Prussiens nouvellement convertis qui étaient une race lituanienne, détruite par les Allemands[1]. Le même Pontife envoya en 1246 en Prusse l'abbé Opizzoni pour absoudre le prince Sviatopelk de l'excommunication que lui avait infligée l'évêque Guillaume.

Après avoir accompli cette mission, le visiteur Opizzoni fonda dans la Prusse les quatre évêchés de Chelmna, de Poméranie, de Varmie et de Sambie et, le 7 juillet 1249, il signa la paix entre les Chevaliers teutoniques et les Prussiens nouvellement convertis. Cette paix est très intéressante en ce qui concerne les coutumes de ce pays lituanien.

Le pape Boniface IX envoya, en 1393, l'évêque Jean de Messine en qualité de visiteur pour la Lituanie nouvellement convertie, pour qu'il se rendit compte de l'exactitude des accusations des Chevaliers teutoniques contre le roi Jagellon et contre le grand-duc Vytautas d'après lesquelles ces deux personnages s'étaient convertis pour la forme seulement à la foi chrétienne, restant en réalité avec leur peuple dans le paganisme primitif.

Deux bulles du pape Martin V, promulguées à Constance le 12 mai 1417, furent le résultat de la mission de cet évêque. Le Souverain pon-

[1] Il convient de remarquer à ce sujet que l'évêque Guillaume, homme cultivé, s'occupait d'étudier la langue lituanienne ; en 1225, il écrivit une grammaire de la langue prussienne et traduisit dans cette langue la grammaire de Donati. (Conf. Bopp François, Nesselmann Georges.)

tife, au courant de la vérité, après avoir loué la fidélité des ducs lituaniens envers la nouvelle foi, les nomma ses vicaires généraux : Jagellon pour la Pologne et Vytautas pour la Lituanie [1].

Finalement, en 1584, le pape Clément VIII envoya un jésuite, Antoine Possevino, en qualité de légat pour la Russie et pour la Lituanie. Quelques années plus tard, c'est-à-dire en 1494, il nomma l'abbé A. Comuleus, visiteur spécial pour la Lituanie, dans le but de réorganiser l'Eglise lituanienne qui se trouvait dans une fausse direction, puisque le clergé polonais qui travaillait alors en Lituanie ne connaissait pas la langue lituanienne et ne voulait pas l'apprendre, ce qui est confirmé par le rapport de Comuleus à Clément VIII en 1495 [2].

Revenant maintenant à la mission de Mgr Ratti, il est impossible de nier que le nouveau visiteur n'ait pas forcément à s'occuper également du problème de l'entretien matériel de la hiérarchie catholique en Pologne qui, à l'époque où elle dépendait de la Russie, vivait des revenus provenant du « Fonds de secours du clergé catholique » alors administré par le Collège catholique à Pétrograd.

Peu de gens savent à qui appartient exactement le *Fonds de secours* et ce qu'est cet argent. L'opinion générale des cercles polonais en Pologne et à l'étranger est que ce capital ne représente que *l'argent polonais* entre les mains du gouvernement impérial russe.

Cette opinion est affirmée dans la requête de la *Démocratie chrétienne polonaise* dont le fondateur était le baron Ropp, évêque de Vilnius, qui, ayant l'intention de ressusciter l'ancienne Pologne sur tout le territoire du Grand-duché de Lituanie, demandait au gouvernement russe, de 1905 à 1906, de lui remettre le « Fonds de secours », c'est-à-dire de l'enlever du Collège catholique de Pétrograd et de le remettre entre les mains des Polonais. Plus tard, après la chute du gouvernement impérial en Russie, *une Commission polonaise* formée à Pétro- à Pétrograd, qui s'appelait la *Commission* d'un certain Lednicki, prétendit en 1917 disposer de ce capital comme s'il était une propriété incontestable de la Pologne.

A la vérité, pourtant, *Le fonds de secours du clergé catholique*, qui se trouve auprès du Collège catholique à Pétrograd, est bien loin d'être « propriété polonaise », par suite de son origine historique, puisque, à part une toute petite partie polonaise, ce capital représente une propriété lituano-letto-ukraino-blanc-russienne.

A l'appui de cette opinion, il est bon de noter que l'ancienne Pologne était presque le seul royaume en Europe où il n'y eût ni ministère des Finances, ni quelque autre trésorerie d'Etat. Pour suppléer à cette absence, la diète lituano-polonaise décida en 1763, après la domi-

[1] Conf. Archiv. Vatic. Reg. Vatic. Martini, p. 5, vol. 348, fol. 79, 80.

[2] Conf. In nomine Domini Amen. Ad perpetuam rei memoriam. Alexander Comuleus Abbas Nonnensis.

nation malheureuse d'Auguste II et d'Auguste III, que la Pologne devait avoir une trésorerie spéciale séparée de la trésorerie lituanienne.

Lorsque, plus tard, le pape Clément XIV abolit en 1773 l'ordre des Jésuites, les capitaux de la « Province lituanienne », confisqués par le gouvernement de Pologne, malgré l'union de « Lublin », furent pris par les Polonais et restèrent à Varsovie. La Lituanie n'en recueillit pas pas un centime.

Pour se faire une idée exacte de la quantité d'argent qui se trouvait dans la « Province lituanienne » des Jésuites, il suffit de penser que les intérêts annuels de cet argent s'élevaient à cette époque à 694 562 sequins polonais[1].

L'acte illégal du gouvernement de Varsovie à l'égard des sommes des Jésuites lituaniens fut la cause des discordes continuelles qui existèrent entre la Pologne et la Lituanie.

Pour mettre fin à ces discussions et pour recouvrer finalement l'argent, d'une manière quelconque, au profit des Lituaniens, le Chanlier lituanien Chreptowic proposa, en 1775, à la « Diète » lituano-polonaise de fonder, avec l'argent des Jésuites, et au profit des deux nationalités « la Commission éducative » qui fut le premier Ministère de l'instruction publique d'Europe.

Ce projet fut approuvé, grâce à Chreptovic, mais malgré la constitution d'une commission ad hoc par la Diète et malgré la nomination du prince Massalscki, évêque de Vilna, comme président de cette commission, l'argent lituanien ne fut pas rendu à Vilnius ; au contraire, il resta en Pologne et fut un sujet de discorde entre Vilnius et Varsovie, par suite de l'envoi irrégulier des traitements aux professeurs de l'Ecole supérieure lituanienne « Schola Princeps Magni Ducatus Lituaniae » et aux maîtres des écoles lituaniennes qui dépendaient de la première.

La Confédération de Targoviza à laquelle s'unit également l'évêque Massalschi forma, afin de supprimer les disputes financières avec Varsovie, au mois d'avril 1793, une « Commission » éducative lituanienne spéciale qui demanda aux Polonais la restitution des sommes des Jésuites de la province lituanienne, mais elle fut dissoute en peu de temps par la Diète de Gardinas et cette Commission lituanienne n'aboutit à rien ; son président, l'évêque Massalscki, fut pendu par les Polonais à Varsovie, le 29 juin 1794, durant le soulèvement de Kosciuszko, après le second démembrement de la Pologne.

Après le dernier démembrement de la Pologne en 1795, cet argent lituanien resta toujours à Varsovie où il forme aujourd'hui une partie « du Fonds de secours du clergé catholique en Pologne » pour la somme totale de 365 953 roubles 29 kopecks qui sont administrés par le Collège catholique de Petrograd. Les Polonais actuels ont un droit absolu et incontestable sur cette somme si l'on en retire : 1° le capital

[1] Conf. Kun. Propolanis. Katalikiskoji lietuviu Pamokslija. Vadovas 1909.

des Jésuites de la province lituanieune dont nous avons parlé, et 2° les capitaux ecclésiastiques de la partie lituanienne du gouvernement de Suwalkai.

Le reste « du Fonds de secours du clergé catholique en Russie », qui se trouve auprès de l'administration du clergé catholique de Petrograd, forme un capital qui fut constitué par les propriétés eeclésiastiques de Lituanie et il appartient, en droit, aujourd'hui, au clergé catholique de l'ancien territoire du Grand-duché de Lituanie, c'est-à-dire à la Lituanie ethnographique d'aujourd'hui, à la Russie Blanche, à l'Ukraine, et à Letgalie des districts de Rieziza de Dvinsk, et de Luzin dans le gouvernement de Vitebsk.

Sans étudier plus longuement les détails de la confiscation des propriétés du clergé catholique dans l'ancien territoire du Grand-duché de Lituanie [1], nous retiendrons simplement notre attention sur le fait que le *Fonds de secours du clergé catholique en Russie*, créé par les décrets de l'empereur Nicolas Ier de 1832 et de 1843, se présentait, suivant le rapport du Collège catholique de Petrograd, en date du 1er janvier 1913, de la façon suivante :

1. *Fonds de secours de l'Empire*, c'est-à-dire du territoire du Grand-duché de Lituanie où s'est opérée la confiscation des propriétés de l'Eglise catholique : 4 847 133 roubles 99 kopecks.

2. *Fonds de secours du royaume de Pologne*, y compris la partie lituanienne du gouvernement de Suwalkai ainsi que l'argent de province lituanienne des Jésuites : 343 905 roubles 29 kopecks.

3. Capital de fonds [2] (fundusevyj) :

a) Conservé perpétuellement : 1 301 192 roubles.

b) » provisoirement : 157 885 roubles 89 kopecks.

4. Capital de réparation des édifices ecclésiastiques (remontnyj) : 375 250 roubles 53 kopecks.

Remarque. — Les propriétés immobilières du Collège atteignent une valeur de 1 640 400 roubles.

Les créances du Collège sont :

a) Fonds de secours de l'Empire : 405 roubles 96 kopecks.

b) Gouvernement de Samara et de Saratov : 400 roubles.

c) Royaume de Pologne : 22 048 roubles.

Pour obtenir le véritable total, il faut ajouter ces sommes aux paragraphes 1, 2 et 4. Et après l'addition ou la soustraction, suivant le cas, le *Fonds de secours* du clergé catholique en Russie se présente de la façon suivante :

a) Pour l'Empire (territoire de la Lituanie) : 8 319 268 rb. 67 k.

b) Pour le royaume de Pologne (y compris les districts lituaniens

[1] Conf. K. Propolanis : « Polskie Apostolstwo Litwie », parag. 32.

[2] Le capital conservé perpétuellement reste intangible ; on ne dépense que les intérêts ; on dépense au contraire, en cas de besoin, le capital conservé provisoirement ainsi que les intérêts.

du gouvernement de Suwalkai et l'argent de la province des Jésuites) : 365 953 roubles 29 kopecks.

En définitive, après avoir enlevé la part du « Capital de secours de l'Empire », les propriétés immobilières du Collège catholique atteignent une valeur de 1 640 000 roubles et, sans toucher à l'argent polonais, il en résulte que 6 678 866 roubles 67 kopecks appartiennent à la Lituanie ethnographique, Ukraine, Russie-Blanche et Letgalie du gouvernement de Vitebsk.

Il reste donc pour le royaume de Pologne, y compris la région lituanienne du gouvernement de Suwalkai et l'argent de la province lituanienne des Jésuites : 365 953 roubles 29 kopecks.

Il apparaît ainsi clairement jusqu'à quel point sont fondées les prétentions polonaises lorsqu'elles affirment que le *Capital de secours du clergé catholique*, administré par le Collège catholique de Pétrograd, est de propriété polonaise.

P.-S. — Les propriétés ecclésiastiques qui appartenaient au clergé uniate, de même que les propriétés des Eglises et des couvents catholiques transformés en temples orthodoxes, confisquées par le gouvernement impérial russe, sont administrées par le saint synode à Pétrograd.

Mgr. C. Propolanis.

La question de la Lituanie devant le Reichstag.

Nous présentons à nos lecteurs les débats qui ont eu lieu au Reichstag le 24 juin 1918 au sujet de la question lituanienne ; ils leur montreront toute son acuité.

Le député Gröber (centre) dit : En Lituanie, tout va très lentement. On ne parle pas de réaliser les désirs des Lituaniens. L'administration militaire traite les Lituaniens comme les supérieurs militaires traitent leurs inférieurs (*silence ! silence !*) mais *ce n'est pas ainsi qu'on gagne le cœur des Lituaniens*. Le chancelier impérial devrait veiller à ce que ces bonnes intentions ne soient pas totalement détournées de leur but (*Très juste ! à gauche et au centre*). La langue lituanienne n'est pas encore toujours respectée. Il est défendu de s'en servir dans le trafic postal avec la Lituanie. (*Silence ! silence !*) A Vilnius, on a fermé les *écoles* qui ne s'étaient pas engagées à enseigner pendant un certain nombre d'heures l'allemand. (*Cris : c'est inouï !*) L'enseignement de l'allemand a sans doute du bon, mais c'est de la mauvaise politique qu'on fait ainsi à Vilnius. (*Très juste ! à gauche et au centre.*) C'est une fausse tutelle que nous ne pouvons pas tolérer. On ne doit pas traiter ainsi un peuple qui veut vivre amicalement avec nous et l'on doit protester fortement contre de pareilles mesures autoritaires. Les *réquisitions* en Lituanie ne sont pas effectuées par les autorités lituaniennes, mais c'est uniquement l'administration allemande qui s'en charge, car on dit

qu'il est préférable de détourner sur l'administration allemande plutôt que sur les autorités locales la haine que font naître de pareilles mesures d'autorité. (*Silence ! silence !*) C'est pourtant le contraire qui est vrai. De cette façon, on ne fait pas de bonne propagande pour l'Allemagne

L'interdiction de voyager imposée aux membres de la Taryba lituanienne qui désiraient se rendre à Berlin et à Munich n'est nullement justifiée. On aurait pu leur dire qu'il ne convient pas, eu égard aux usages internationaux, de se mettre en avant tant que les traités entre la Lituanie et l'Allemagne ne sont pas arrivés à un état satisfaisant. Mais je ne comprends pas qu'on leur ait interdit de voyager et qu'on leur ait refusé leurs passeports. Ces procédés ressemblent à ceux qu'on emploie à l'égard des écoliers, et ils indiquent que l'administration locale en Lituanie est sous tutelle, situation qui, en fait, n'est pas justifiée. Aussi ne doit-on pas s'étonner si, en Lituanie, l'opinion, très marquée au début en faveur de l'Allemagne, devient de plus en plus mauvaise. (*Très juste !*)

Le député David (socialiste) : Malgré la *déclaration d'indépendance* formelle *de la Lituanie*, rien n'a été changé. Au lieu d'une administration autonome et de la volonté populaire, c'est là-bas, comme auparavant, *l'administration militaire et autocratique des étapes* qui gouverne. Il n'y a pas de raisons militaires sérieuses en faveur de ce régime ; le véritable motif est que *ces messieurs de l'administration militaire s'intéressent d'une façon décisive* à la formation *politique* de ces pays et qu'ils veulent se réserver la direction politique. (*Très juste !*) On n'a jamais *appliqué* les nombreuses décisions du Reichstag demandant la création d'une administration autonome. On a, il est vrai, nommé un commissaire civil, placé sous l'autorité du secrétaire d'Etat de l'Intérieur, mais cette nomination n'a pour but que de couvrir, *à l'extérieur*, les mesures de l'autorité militaire. Quel rapport existe-t-il, par exemple, entre *la réglementation des écoles* et la sécurité militaire ? Les *bataillons de travaux forcés*, qui étaient, paraît-il, supprimés, *existent encore* dans toute leur inaptitude et dans toute leur horreur. On a promis simplement un salaire aux travailleurs, à condition qu'ils déclarent, *sous leur signature*, qu'ils travaillent librement. (*Silence ! silence !*) C'est ainsi qu'en un tour de main on les a transformés en travailleurs libres. La grande *sympathie* que les Lituaniens nous avaient témoignée à la suite de leurs combats contre le czarisme russificateur et à cause de pressants intérêts économiques, la confiance qu'ils avaient témoignée aux troupes allemandes, sont en train de disparaître. On a semé la défiance, la mésintelligence et la haine. Les partis lituaniens, qui sont tous des partis ruraux, ont depuis longtemps demandé que leur Etat soit *démocratique*, mais la démocratie est l'*épouvantail* de l'autorité militaire allemande. C'est précisément à

Vilnius qu'a paru la fameuse *brochure sur la façon de servir* des officiers de recrutement de la 10me armée, qui s'élève contre la *démocratie mondiale* et dont il faut se représenter le manque de compréhension et la haine fanatique contre tout ce qui est démocratique pour comprendre l'écart qui existe entre l'autocratie militaire et les intellectuels lituaniens. Sous le prétexte de délibérer sur la validité des réquisitions, on convie les paysans à des réunions où ils doivent se déclarer favorables à une *union personnelle avec la Prusse*, mais on ne réussit pas avec des Lituaniens. Une partie veut la république, une partie la monarchie, mais sur le modèle du Danemark, qui est si démocratique. On veut même déjà doter la *Géorgie d'un prince allemand*, et le *Mbret de Neuvied* doit également faire une nouvelle apparition en Albanie. (*Rires.*) On paraît vouloir pousser *à l'exportation en gros des princes allemands*, mais il ne faut pas croire qu'ainsi on rehausse la valeur politique et nationale de notre Etat.

Le député comte Westarp (conservateur) : Le représentant du centre se plaint de l'état de choses en Lituanie, où l'administration militaire exerce une domination autoritaire. Je me défie des sources où les députés Gröber et David ont puisé leurs informations. On ne présente les plaintes que d'un seul côté, et sans critique. (*Cris à gauche : Au fait !*) Je parle du tableau d'ensemble. On ne peut pas en ce moment retirer de Lituanie l'administration militaire. Je ne considère pas qu'une dynastie propre soit bonne pour la Lituanie. Une pareille solution ne convient pas par suite de *l'irrédentisme polonais*, toujours possible là-bas.

Au cours des débats suivants, le secrétaire d'Etat Wallraf prit également la parole dans la séance du 26 juin, et il exposa de la façon suivante le point de vue gouvernemental :

L'*administration militaire* de la Lituanie dont on se plaint ne peut pas être remplacée en ce moment par une administration locale. La sécurité de nos troupes sur la ligne de démarcation, la dure nécessité des réquisitions, la suppression des bandes de malfaiteurs, réclament une direction énergique. D'ailleurs on a déjà fait des essais de développement futur, puisqu'on a institué dans la plupart des districts lituaniens des *Conseils de districts* qui conseillent l'administration militaire dans toutes les questions importantes et qui ont fait leurs preuves. On projette de former grâce à eux une Commission qui conseillera l'administration centrale militaire. Les *réquisitions* sont lourdes, mais elles sont indispensables si l'on veut décharger la patrie et effectuer les distributions en masse de vivres dans les villes et dans les pays qui en ont été privés par les hordes bolchevistes. Devons-nous, pour épargner davantage les pays protégés, être plus durs envers notre patrie ? (*Très bien !*) L'obligation d'apprendre la langue allemande n'est pas agréable, mais la langue allemande n'est qu'une matière d'enseignement et

elle n'est pas la langue que l'on apprend à l'école, tandis qu'à ce point de vue c'est le lituanien qui remplace le russe. Toutefois, je doute qu'il convienne à la grande importance de la langue allemande d'employer la force pour l'enseigner, et il reste à voir s'il n'est pas préférable d'employer d'autres moyens pour en répandre l'usage. Pour ce qui est de *la liberté des voyages* à l'intérieur du pays, on prévoit de nouvelles dispositions qui rendront les communications libres et sans entrave ; elles ne dépendent que de la possession des « passeports pour l'Ober-Ost », comme on les appelle. On supprimera également sous peu *l'interdiction de correspondre* en langue lituanienne. Notre but n'est pas de violenter les peuples de ces contrées, mais bien de faire régner chez eux l'ordre et la liberté, sans pourtant perdre de vue un seul moment l'intérêt allemand. (*Applaudissements.*)

Le député Noske (socialiste) : Le secrétaire d'Etat n'a pas besoin de justifier les mesures prises dans ce pays. Il est évidemment impossible d'éviter certaines rigueurs, mais on peut ne pas commettre de brutalités. (*Très juste !*)

La réponse du gouvernement polonais à la déclaration de Versailles du 3 juin.

Nous reproduisons plus bas en même temps que nous en soulignons la duplicité, la réponse du gouvernement polonais à la déclaration de Versailles du 3 juin, pourtant si favorable aux aspirations polonaises ! Nous avons protesté contre cette déclaration et nous étions dans notre droit car sa rédaction témoignait d'une méconnaissance complète de notre pays. Appartenait-il aux Polonais de donner pareille leçon aigre-douce à l'Entente. Un esprit impartial ne manquera pas de constater à cette occasion qu'ils remercient bien mal cette dernière de la sympathie qu'elle porte à leur cause. Et nous ferons remarquer que *jamais la Lituanie* n'aurait osé émettre pareille réponse que nous tenons pour insensée. Nous serions trop heureux d'un pareil appui et à l'encontre des Polonais nous sommes reconnaissants de toute sympathie qui se manifeste en notre faveur. Les Polonais ne manquent aucune occasion de dénoncer leurs ennemis comme suspects de germanophilie. Leur point de vue est adopté par plusieurs journaux suisses romands, qui cette fois après avoir lu la réponse en question, sont bien obligés de se taire poliment ! Puissent ces quelques observations frapper les hommes d'état de l'Entente, les persuader, depuis tant d'efforts vains, de la loyauté lituanienne opposée à la duplicité polonaise ! Puissent-elles aussi leur être un avertissement contre les conséquences futures d'une ingratitude qui se révèle déjà aujourd'hui !

« A la teneur d'un communiqué officiel de l'agence Havas du 4 juin,

la résolution suivante a été prise à Versailles au cours de l'entrevue des Premiers de France, de Grande-Bretagne et d'Italie :

« La fondation d'un Etat polonais, uni, indépendant et avec libre « accès à la mer, constitue une des conditions d'une paix durable et juste « ainsi que du règne du droit en Europe. »

» Sans se livrer à une appréciation de la résolution elle-même le gouvernement polonais ne peut pas ne pas faire état ni de l'époque, ni des circonstances de son adoption. Elle lui rappelle de façon trop douloureuse le moment où, les troupes russes ayant quitté le royaume de Pologne, le gouvernement russe finit par se décider à aborder la réalisation de quelques-uns des droits vainement réclamés pendant un siècle. C'est le moment où la résolution a été arrêtée et non son contenu qui lui confère son caractère véritable. Le gouvernement polonais se sait d'accord avec la nation entière en ne cessant d'aspirer à la création d'un Etat indépendant remplissant les conditions fondamentalement indispensables à un développement politique, culturel et économique, et ce n'est pas la résolution de Versailles qui le fera sortir du calme avec lequel il envisage la situation. En dépit de tous les obstacles et de toutes les difficultés, il tendra inébranlablement à la satisfaction des « desiderata » de principe de la nation qui permettront à celle-ci de concert avec les puissances centrales voisines de remplir les devoirs historiques qui l'attendent à l'Est de l'Europe. Cette considération exige une appréciation réfléchie des intérêts polonais, en la matière seuls déterminants. »

Conception polonaise de la religion.

Le journal lituanien *Dabartis* écrit :

« A l'occasion de la procession de la Fête-Dieu à Vilnius, les Polonais de cette ville se sont rendus coupables d'un abus envers la religion, que l'on doit condamner sans rémission. Puisque en temps de guerre il n'est pas permis d'organiser sans autorisation des cortèges publics de caractère politique, les Polonais ont fait de la procession de la Fête-Dieu, c'est-à-dire d'une fête destinée à célébrer un grand mystère, une manifestation politique qui, jusqu'à maintenant, était considérée comme impossible. Ils ont paré aux couleurs polonaises les rues et les maisons et cela devait servir à saluer le passage de l'Eucharistie ; au lieu d'images religieuses ils ont exposé et fait porter devant chaque groupe prenant part à la procession l'aigle polonais ; ensuite, pendant la célébration du service divin, ils ont continuellemennt chanté l'hymne national polonais : « Dieu, toi qui... » On rapporte expressément que, à l'entrée de la cathédrale, l'administrateur du diocèse, Michalkiewicz a fait une prière à laquelle les musiciens répondirent de nouveau par l'hymne national. Ainsi, l'administrateur du diocèse est responsable, en sa qua-

lité de directeur de la procession, de cet empiétement des chauvins polonais, qui est très pénible pour tout catholique. Il répondra de sa conduite devant Dieu et sa conscience. On ne protestera jamais assez énergiquement contre semblable immixtion de la religion dans la politique, suivant une habitude qui n'existe que chez les Polonais. »

Il est bon d'ajouter qu'à la suite de ces événements l'administrateur du diocèse Michalkiewicz vient d'être déporté en Allemagne. Il reçoit ainsi le juste châtiment de ses sournoises intrigues panpolonaises en même temps qu'il est mis dans l'impossibilité de nous nuire davantage. Avec lui se sentiront frappés tous les Polonais qui mêlent les questions religieuses aux questions politiques et qui, sans respect du droit des nationalités qu'il réclament pourtant pour eux-mêmes, prêchent dans toutes nos régions que Dieu est Polonais, confondant ainsi d'une façon peu biblique la mauvaise cause polonaise avec la sainte cause catholique. Il apparaît, en outre, combien il est dangereux de laisser l'administration du diocèse lituanien de Vilnius entre les mains d'un Polonais et combien est urgente la nomination d'un Lituanien au siège épiscopal de notre capitale.

Protestation contre la colonisation de la Lituanie.

Le Bureau Lituanien nous communique :

« D'après les dernières nouvelles propagées par l'Agence Wolff, le grand état-major allemand a élaboré un plan de colonisation général et systématique des territoires d'Ober-Ost (Lituanie et Courlande). Le Conseil National lituanien, gardien des intérêts suprêmes de la Lituanie indépendante, proteste contre ces mesures contraires aux intérêts vitaux du peuple lituanien, et saisit cette occasion pour déclarer que la Lituanie tient à régler elle-même sa législation sur ce point comme sur les autres, et ce d'autant plus qu'il importe autant à son avenir qu'à sa dignité. »

Le Synode du clergé lituanien.

(Télégramme spécial.)

Vilnius, le 12 juillet.

La convocation du Synode du clergé catholique lituanien à Vilnius, capitale de la Lituanie, est en préparation. Le Synode s'occupera avant tout des élections de l'archevêque de Vilnius dont le siège est vacant depuis dix ans et auquel le Saint-Siège s'obstine à ne pas nommer un prélat lituanien proposé par la Taryba (Conseil d'Etat).

Le Synode s'occupera aussi des questions religieuses qui sont pendantes depuis la suppression de l'Etat lituanien en 1795.

Les candidats au trône de Lituanie.

(Télégramme spécial.)

Vilnius, le 12 juillet.

La Taryba, réunie en séance plénière à Vilnius, le 10 juillet, décida d'adopter pour la Lituanie la forme de la monarchie constitutionnelle et démocratique. Différentes candidatures au trône de Lituanie sont envisagées; on prononce les noms de plusieurs princes régnants : des Bourbons d'Espagne, de Parme, de Wittelbach, de Bavière et de Wurtemberg.

Protestation des Lituaniens.

La Lituanie ne veut pas être annexée par l'Allemagne.

Le Conseil National lituanien nous communique la protestation suivante :

Prenant en considération :

I° Que la Lituanie par les actes divers (11 et 25 décembre 1917) de ses organes compétents (« Taryba » et Conseil National) s'est séparée de la Russie.

II° Que le traité de Brest en Lituanie par une commune reconnaissance des belligérants, — l'Allemagne aussi bien que la Russie, — a consacré cette situation.

III° Que le gouvernement allemand par divers actes a reconnu la Lituanie comme Etat libre et indépendant, à savoir :

1. Par l'acte du 23 mars 1918, signé du Chancelier de l'Empire avec le consentement du Reichstag.

2. Par l'acte solennel de l'Empereur porté officiellement à la connaissance de la « Taryba » le 4 mai.

IV° La déclaration de M. de Kühlmann, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à la date du 24 juin, dans son discours-programme au Reichstag, conçue en ces termes : « Je ne veux pas m'étendre sur les questions de l'organisation future de la Lituanie et de la Courlande qui relèvent principalement du domaine de l'organisation intérieure, car ces questions, sous nombre de rapports, sont aussi de la compétence des autorités intérieures. C'est ce qu'exprime la présence au Secrétariat de l'Intérieur d'un Commissaire Impérial spécial, auquel le soin de ces questions d'organisation future a été confié de façon particulière. »

Le Conseil National lituanien, chargé de veiller aux intérêts suprêmes de la patrie lituanienne et pouvant le faire en toute indépendance, fait remarquer que M. de Kühlmann se met ainsi en contradiction absolue avec le traité et les actes précédents, que la déclaration officielle relative à la Lituanie est d'autant plus inadmissible qu'elle

semble préjuger sous forme de fait des résultats en désaccord avec le droit des Lituaniens à l'Indépendance complète, à maintes reprises proclamé et reconnu par le Gouvernement impérial lui-même, qu'enfin le rappel à Berlin de M. de Falkenhausen sans avoir donné à la « Taryba » des pouvoirs suffisants comme le rattachement de M. de Falkenhausen au Secrétariat de l'Intérieur et non à celui des Affaires Etrangères, constituent autant d'indications de tendances annexionistes auxquelles les Lituaniens sont bien décidés à s'opposer de toutes leurs forces et par tous les moyens.

Les Lituaniens marchent sur Petrograd.

Une armée de 35,000 Lituaniens, vétérans de l'armée russe, vient sous les ordres du général Klimaitis de s'emparer de Vitebsk après avoir infligé une grave défaite aux troupes des Soviets qui se sont en vain efforcées d'arrêter l'élan des Lituaniens.

Un Te Deum solennel a été célébré dans toutes les églises catholiques et orthodoxes de la ville en l'honneur de la libération de l'antique cité des bords de la Düna. Les volontaires affluent à l'armée du général Klimaitis qui marche sur Petrograd en poursuivant l'armée bolchéviste dans sa retraite désordonnée.

Le duc d'Urach élu roi de Lituanie.

(Télégramme spécial.)

Vilnius, 17 juillet.

La Taryba a décidé d'offrir la couronne du royaume de Lituanie au duc d'Urach qui serait le descendant de l'ancienne famille royale lituanienne de Mindove.

Une délégation de la Taryba vient de faire part de la décision du Conseil d'Etat lituanien au duc d'Urach. Le duc d'Urach accepta la proposition.

En montant sur le trône ce dernier prendra le nom de Mindove II, pour marquer la continuation de l'ancienne dynastie.

La Lituanie ne veut pas être réunie à l'Allemagne.

Le comte Czernin, ancien négociateur austro-hongrois de la paix de Brest en Lituanie, vient de déclarer à la Chambre des Seigneurs d'Autriche « que la réunion de la Lituanie et de la Courlande à l'Allemagne s'est opérée sur le désir direct de ces derniers ».

Le Conseil national Lituanien croit devoir démentir cette assertion

de l'ancien ministre d'une manière la plus catégorique ; il n'existe aucun acte de la Taryba, ni d'aucun autre organe responsable du peuple lituanien exprimant le désir de la Lituanie d'être réunie à l'Allemagne.

Quant à la Courlande dont l'infime minorité (5 % de la population) notamment les barons baltes d'origine étrangère ont manifesté ce désir, malgré les protestations des Lettons, autochtones du pays, ce désir de la minorité étrangère ne peut pas être pris en considération.

Le sort de la Lituanie qui revendique sa propre indépendance ne saura être réglé qu'au Congrès de la Paix générale, d'accord commun de tous les belligérants.

Le sort de l'Union personnelle entre la Lituanie et l'Allemagne.

En juin dernier des émissaires allemands se sont rendus en Lituanie pour faire de la propagande parmi le peuple en faveur de l'Union personnelle de la Lituanie à la Prusse. Cette mission à la tête de laquelle se trouvait Ertel, gros propriétaire foncier d'origine allemande du district de Siauliai, a convoqué dans cette dernière ville une réunion sous prétexte de prendre une décision destinée à atténuer les réquisitions en Lituanie. 20,000 Lituaniens environ s'y rendirent mais, apprenant le véritable actif de cette convocation, ils se mirent à attaquer les agents pangermanistes, qui durent s'enfuir en automobile sous la protection de la gendarmerie d'Ober-Ost.

Le trône de Lituanie
et la campagne de presse allemande.

L'unanimité avec laquelle la presse allemande attaque la Lituanie à l'occasion de l'élection du duc d'Urach, montre bien qu'elle agit sous l'influence d'un mot d'ordre gouvernemental et qu'il n'y a pas place, en Allemagne, pour une opinion modérée puisque le « Vorwärts » lui-même, dans son édition du 22 juillet ne se montre pas sympathique à cette solution de la question lituanienne. Une fois de plus, ces faits confirment qu'à des degrés plus ou moins forts, la doctrine pangermaniste a pénétré partout.

On est malvenu à nous reprocher l'incompétence de la « Taryba » pour l'élection de notre souverain. Les Allemands cependant savent mieux que tout autre qu'ils exigèrent lors de la constitution de la Taryba, à la suite de la conférence de Vilnius du 17 au 22 septembre 1917, la reconnaissance de cette institution par les organisations lituaniennes de l'étranger, mettant à la base de son fonctionnement normal la condition de cette reconnaissance. Elle intervint à Stockholm en septembre et à Berne dans les premiers jours d'octobre. Grâce à elle, les Allemands, s'ils avaient été logiques et soucieux de tenir leurs promesses, auraient dû permettre à la Taryba le plein exercice de ses pouvoirs souverains. On sait qu'il n'en a pas été ainsi puisque l'histoire de la Taryba peut se résumer en une longue série de conflits entre elle et le Gouvernement allemand. Nous savons au prix de quelles menaces et sous l'influence de quelle pression elle put réaliser le programme que lui avaient tracé ses commettants. Au cours de ces événements, il arriva qu'elle put, après avoir prononcé la séparation de la Lituanie d'avec la Russie, proclamer son indépendance au prix, il est vrai, de conventions militaires, politiques, économiques et douanières à signer avec l'Allemagne.

Ces décisions pour la plupart suscitées, appuyées ou réclamées par le Gouvernement allemand, ne peuvent donc tromper ce même Gouvernement sur la qualité des pouvoirs que possède la Taryba. De quel droit l'Allemagne peut-elle donc faire écrire aujourd'hui par ses journaux que la Taryba procède de son propre mouvement à l'élection du souverain ? Comment peut-elle prétendre que cet organisme reconnu

par tous les Lituaniens est sans pouvoir ? Comment peut-elle soutenir que la Taryba n'est qu'une corporation et même une diète provinciale, alors qu'à certains moments elle lui a reconnu le droit de décider souverainement des intérêts du pays.

Elle lui aurait reconnu encore ce droit dans la signature de conventions à conclure avec elle, mais il est connu que l'Allemagne après les avoir exigées, en entrava l'étude par tous les moyens. Aussi, arrivés à ce point de débat, sommes-nous forcés de signaler la duplicité de l'Allemagne qui trouve insolent de la part de la Taryba de nommer un roi avant que ces conventions aient été conclues. Il fut une époque où l'on nous disait que la nomination du roi en faciliterait la réalisation ! Le Gouvernement allemand change donc de méthodes avec les événements. Le roi est aujourd'hui nommé, mais, parce qu'il déplaît à l'intransigeance de ce gouvernement et à son esprit absolutiste doublé d'intentions annexionnistes de reconnaître le droit de libre disposition des Lituaniens, il proclame que les intérêts allemands sont souverains; il nous reproche de n'avoir pas demandé son autorisation dans cette question. Il trouve malséant que la Taryba n'ait pas pris cette décision d'accord avec lui. Il invoque pour cela le traité de Brest-Litovsk, et les prétendues conditions qu'il nous aurait imposées.

Mais, à notre point de vue lituanien, il ne résulte du traité de Brest-Litovsk qu'un seul principe, c'est celui de la libre disposition des peuples qu'il a proclamée et dont nous entendons nous servir en toute indépendance dans l'intérêt du lituanisme triomphant.

Il triomphera et nous saurons réaliser chez nous un régime de liberté compatible avec notre souveraineté intérieure, n'en déplaise aux commentaires actuels et futurs de la « Tägliche Rundschau », de la « Gazette de l'Allemagne du Nord », du « Berliner Tageblatt » et du « Vorwärts ».

Si quelque chose nous étonne encore c'est de voir ce dernier suivre les inspirations officieuses ; sans doute M. Scheidemann est-il en quête d'un portefeuille qu'il tâche de gagner sur le dos de la Lituanie. Les uns et les autres n'empêcheront tout de même pas que nous ne stigmatisions à outrance l'inconséquence et la duplicité du gouvernement allemand et que nous lui en donnions comme preuve irréfutable l'aveu du chancelier impérial en date du 20 novembre 1917 :

« Nous respectons le droit de la Lituanie à disposer d'elle-même. Nous attendons qu'elle se soit donné *elle-même* la forme d'Etat qui convient à sa situation, à ses tendances et à sa civilisation. »

Que dira le gouvernement allemand si nous lui opposons cette autre déclaration officielle du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. de Kühlmann devant le Reichstag, qui présenta en ces termes — sans doute parce qu'alors il avait besoin de flatter les Lituaniens — la composition et la compétence de la Taryba :

« M. le Député David — et j'en suis très heureux — a montré que l'organe représentatif en Lituanie qui est le seul dont la responsabilité nous incombe puisque nous ne pouvons pas prendre de responsabilité en ce qui concerne la composition des organismes qui ont précédemment existé, est formé d'une manière véritablement normale et honorable, car on s'est efforcé, autant que possible, d'y représenter toutes les classes et toutes les tendances du peuple lituanien. Messieurs, la conclusion que j'en tire est que vous devez avoir confiance en nous, car partout où nous continuerons à travailler, nous le ferons sur le modèle et avec les principes que nous avons employés pour la constitution du corps représentatif lituanien. »

La conclusion que nous en tirons, pour notre compte, est le regret de voir l'Allemagne qui vante tant sa loyauté et sa civilisation, manquer pareillement de logique et tomber dans ce cercle vicieux qui la déshonore encore une fois.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS
par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

L0, 20Rb
Rm 37080

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 9

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

Vers la solution intégrale 263

L'élection du roi de Lituanie. La situation juridique de la Taryba au point de vue du droit public 265

L'état économique de la Lituanie (suite) 268

Revue de la Presse. — Les Allogènes de Lituanie. — Trois conférences. — Prétentions polonaises et allemandes 274

Bibliographie 281

Wilson, Patron des Lituaniens 285

Faits et documents. — Démenti lituanien. — Le rapatriement des prisonniers lituaniens. — Protestation lituanienne contre l'attribution de districts lituaniens à la Courlande. — Protestation lituanienne contre la nomination épiscopale au siège de Minsk. — Protestation lituanienne contre les convoitises réitérées des Polonais sur le gouvernement lituanien de Suwalkai. — Protestation lituanienne contre la nomination épiscopale au siège de Seinai. — La grève de journaux lituaniens. — Le Synode du clergé lituanien. — Transformation de l'administration d'Ober-Ost. — La question du rôle du trône de Lituanie. — L'Université de Vilnius. 291

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :

Villa Italia, Avenue du Léman

LAUSANNE

ADMINISTRATION :

Librairie Centrale des Nationalités

Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 9.

PRO LITUANIA

Vers la solution intégrale.

L'élection du Roi de Lituanie a provoqué une grande diversité d'opinions en Allemagne. Une certaine détente est venue depuis la publication de la note officieuse de la *Gazette de l'Allemagne du Nord.*

D'après les renseignements qui nous parviennent, le gouvernement allemand serait sur le point de céder. Mais il ne le ferait qu'au prix de la conclusion immédiate, par la Lituanie, des conventions prévues. Ce qui implique, pour le dire en passant, certaine contradiction de la part des officieux d'Allemagne, qui prétendaient la Taryba incapable d'élire un souverain et qui trouvent cependant tout naturel qu'elle figure comme co-contractante aux conventions en question.

Nous en sommes donc au système du « donnant, donnant », *do ut des*, moins juridiquement « Kuhhandel ».

Quoi qu'il en soit, d'une manière ou de l'autre, il nous faut sortir de l'intolérable impasse du provisoire à laquelle le gouvernement militaire d'Ober-Ost nous a acculé. La Lituanie est mûre, plus que mûre, pour un gouvernement à elle, et ce de l'aveu même du *Berliner Lokal Anzeiger* du 27 juin 1918 (édition du soir — « Die Lage in Balticum »).

Sinon, nous avons le conflit en permanence, par suite du manque de doigté des autorités militaires. Aujourd'hui, on ferme les écoles, demain, on interdit aux journaux de paraître, après-demain, ce seront d'autres injonctions et prohibitions. Tout récemment, le gouvernement d'Ober-Ost a exigé des journaux lituaniens la publication de la note de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, sans commentaire! La

KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

carte forcée aux dépens de la dignité lituanienne ! Et comme les journaux du pays se sont refusés à cette humiliation, il a été décidé qu'ils cesseraient de paraître aussi longtemps que la note ne serait pas publiée. La presse lituanienne est habituée à ce genre de mesures. Pendant quarante ans, elle a fait grève contre le gouvernement russe qui voulait lui imposer les caractères cyrilliques inaptes à rendre les nuances et les finesses de la langue lituanienne, et cette grève, la presse lituanienne l'a finalement vu tourner à son avantage. Espérons, du moins, que la grève d'août 1918 ne durera pas un demi-siècle.

Tandis que l'Allemagne use ainsi de mesures coercitives, l'Entente s'intéresse de plus en plus à la Lituanie. Après l'Amérique, l'Angleterre, dont le chef du Foreign Office, M. Balfour, dans son dernier discours du 9 aoüt, a mentionnné les Lituaniens à côté des autres allogènes russes souffrant des procédés de la politique allemande, qu'il a caractérisée en ces termes :

« Sans hésitation, ni pitié, l'Allemagne s'efforce par tous les moyens en son pouvoir, par la force, par des traités extorqués, d'amener ces peuples sous la domination militaire et économique allemande, de façon à en faire ses sous-ordres en matière commerciale et lui fournir des troupes dans la guerre. L'Allemagne est tellement résolue à maintenir ces pays sous son joug et à modifier à sa guise la carte de cette partie de l'Europe, qu'elle a pris bien soin de ne pas arranger cette carte d'après les frontières nationnales ethniques, mais de l'arranger de telle manière que sans son appui l'échafaudage qu'elle a édifié tomberait en pièces. Je ne puis concevoir une paix que les puissances de l'Entente puissent accepter qui laisserait cet état de choses sans y porter remède. »

On le voit, la question lituanienne devient de plus en plus une question internationale, et si l'Allemagne ne la résoud pas maintenant à la satisfaction mutuelle des co-contractants, allemand et lituanien, — il en est temps encore, — la solution viendra lors de la paix générale, qui est de nature à faire surgir d'autres combinaisons et à priver ainsi l'Allemagne des avantages qu'elle pourrait tirer encore en ce moment.

Tarde venientibus ossa !

L'élection du roi de Lituanie. La situation juridique de la Taryba au point de vue du droit public.

Par le professeur A. Woldemar, membre de la délégation lituanienne à Berlin.

Le professeur Woldemar, qui est une autorité lituanienne en matière d'histoire, a été élu membre de la Taryba. A la suite du commentaire officieux donné par la « Gazette de l'Allemagne du Nord », à propos de l'élection du roi Mindaugas II et de la vive polémique que provoqua l'acte souverain de la Taryba, le professeur Woldemar, désireux d'exposer et de justifier le point de vue lituanien, a publié dans le « Berliner Tagblatt » la réponse suivante :

La récente élection royale de Vilna a été qualifiée dans la «Gazette de l'Allemagne du Nord» d'acte dépourvu de toute validité au point de vue juridique. Comme il s'agit évidemment ici d'une manière de voir semi-officielle, reproduite également par d'autres organes, il convient d'insister quelque peu sur cette conception de l'officieux berlinois. Mais auparavant, il nous faut dissiper une méprise qui a également passé de la « Gazette de l'Allemagne du Nord » dans le surplus de la presse. On a, en effet, soutenu dans la « Gazette de l'Allemagne du Nord » qu'une partie du Conseil du *pays* lituanien s'est constitué en Conseil d'*Etat* lituanien et a élu le duc d'Urach comme roi de Lituanie. Qu'a bien pu vouloir dire le journal en parlant d'« une partie du Conseil du pays » ? Voulait-il exprimer que seulement une partie des membres de la Taryba s'est constituée en Conseil d'Etat lituanien, ou bien visait-il en se servant de ces termes, le mode d'élection adopté et son résultat? Etant donné que la Taryba, comme telle, s'est constituée en Conseil d'Etat, la première interprétation n'entre pas en ligne de compte et il ne reste plus comme interprétation possible que le journal ait parlé d'une partie du Conseil du pays, en ayant en vue le résultat électoral. Mais même dans ce cas, est-il exact de parler « d'une partie du Conseil du pays » ? On sait qu'il y a trois manières possibles

de voter : on peut exiger ou bien l'unanimité, ou bien une majorité qualifiée, ou enfin la majorité simple. Si la Taryba lituanienne, relativement au chiffre de voix requis pour la validité de l'élection, avait pris un arrangement particulier, on pourrait, suivant que le résultat du vote aurait ou non répondu au dit arrangement, parler d'un refus ou d'une acceptation de la proposition ou de l'élection, mais en aucun cas, on ne peut dire qu'il a été procédé à l'élection par une partie du corps électoral. Mais nous ne voulons pas plus longtemps nous casser la tête sur ce que la « Gazette de l'Allemagne du Nord » a eu en vue avec ce tour de phrase, et ce d'autant plus que nous savons de source sûre que le résultat du vote est formellement inattaquable.

Reste la question principale. Le résultat est-il, au point de vue du fond, à l'abri de toute objection ? La « Gazette de l'Allemagne du Nord » en doute absolument.

Elle résume ainsi sa manière de voir sur ce point dans la formule suivante : « On ne saurait reconnaître à la Lituanie dans la question de l'avènement du trône, le droit de prendre une décision autonome. » Cette manière de voir est en contradiction avec les actes constituant la base des rapports entre la Lituanie et l'Allemagne. Ces actes sont : la résolution du Conseil du pays lituanien du 11 décembre et la réponse qu'y a faite l'empereur d'Allemagne à la date du 23 mars 1918. La résolution de la Taryba se décompose en deux parties. La première proclame le rétablissement d'un Etat lituanien indépendant, la seconde offre à l'empire allemand « un rapport d'alliance perpétuelle ferme qui doit se traduire notamment par une convention militaire et une convention ferroviaire ainsi que par une communauté douanière et monétaire ». L'Allemagne a reconnu la déclaration d'indépendance de la Lituanie et accepté le rapport d'alliance sur la base indiquée. Il résulte clairement de tout ceci que la Lituanie est un Etat souverain et que sa situation à l'égard de l'Allemagne ne signifie aucune diminution de sa souveraineté. Si la conception exposée dans la presse et aux termes de laquelle la Lituanie, dans la question de la forme constitutionnelle, devrait obtenir l'assentiment de l'Allemagne, était exacte et si cette question, de même que celle de l'occupation du trône, relevaient réellement du domaine des conventions à conclure, la Lituanie se trouverait ravalée à la condition

d'Etat mi-souverain. Mais, dans ce cas, ces conventions très importantes, qui seules sont de nature à porter atteinte à la souveraineté de l'Etat, ne devraient pas être passées sous silence. Or, précisément, la plus petite allusion à ces conventions manque dans les documents en question. Par conséquent, quand la « Gazette de l'Allemagne du Nord » avance que « les conventions à conclure, et parmi elles, naturellement aussi, la question de la forme de gouvernement comme de l'occupation du trône, doivent correspondre aux intérêts allemands », elle présuppose, sans rien de plus, comme allant de soi, des conventions dont il n'a jamais été question entre la Lituanie et l'Allemagne. Peu de temps avant l'acceptation de la résolution de la Taryba, le chancelier de l'Empire allemand a déclaré à la séance du Reichstag du 29 août 1917, relativement à la Lituanie et aux autres peuples bordiers : « Nous comptons qu'ils se donneront eux-mêmes les institutions répondant à leur situation et à l'orientation de leur culture. » Le point de vue du chancelier d'Empire se trouvait donc alors quelque peu différent de celui que représente aujourd'hui la « Gazette de l'Allemagne du Nord ». Celle-ci évite, il est vrai, dans ses développements, d'avoir recours à des concepts juridiques. Elle ne dit pas que pour l'élection royale l'acquiescement du gouvernement allemand était obligatoire, elle ne parle bien plutôt que « d'une étroite prise de contact ». Pour ce qui est de celle-ci, nous l'estimons nous aussi nécessaire, l'Allemagne étant naturellement fortement intéressée à l'occupation du trône de Lituanie. Elle résulte non de considérations juridiques, mais pratiques. Par suite, si pour un motif ou pour un autre, celle-ci n'a pas lieu, cela ne modifie absolument en rien la validité juridique du fait accompli.

Pour terminer, encore quelques mots de la compétence du Conseil lituanien. La « Gazette de l'Allemagne du Nord » prétend que le « Conseil du pays », qui s'est transformé en Conseil d'Etat, n'est pas « une représentation régulière de la Lituanie », cette transformation s'étant opérée sans l'assentiment de l'Allemagne. Nous prendrons la liberté de faire remarquer ici que l'expression « transformation » est de nature à éveiller l'idée qu'il s'agirait d'une nouvelle compétence que la Taryba se serait arrogée. En réalité, il ne s'agit aucunement d'une transformation de la Taryba, mais d'un simple changement de nom. Aussi

longtemps que l'indépendance de l'Etat lituanien n'avait pas été reconnue au point de vue du droit des gens, la Taryba ne pouvait se qualifier que de « Conseil du pays »; la Lituanie reconnue comme Etat libre et indépendant, le Conseil du pays lituanien devenait, sans rien de plus, le « Conseil d'Etat lituanien ». Les concepts « Conseil du pays » et « Conseil d'Etat » n'expriment rien d'autre que la situation de l'Etat lituanien au point de vue du droit international. Le changement de dénomination ne crée donc rien de nouveau ; après, comme avant, demeure en vigueur la déclaration du manifeste impérial du 23 mars de cette année, que le Conseil du pays lituanien, maintenant Conseil d'Etat, est la « représentation reconnue du peuple lituanien ».

En fait, jusqu'à ce jour, le gouvernement allemand a aussi considéré la Taryba lituanienne comme un organe souverain de l'Etat lituanien, car il n'a pas seulement accepté sa déclaration d'indépendance, mais il l'a encore considérée comme ayant capacité et compétence pour conclure jusqu'à des conventions internationales, à savoir les conventions susdites avec lui. A s'en tenir, par contre à la manière de voir de la « Gazette de l'Allemagne du Nord », d'après laquelle, comme exposé ci-dessus, la Lituanie ne serait qu'un Etat mi-souverain, on arriverait à la solution absurde que l'Allemagne, en qualité d'Etat suzerain, aurait finalement à conclure ces conventions avec elle-même.

Pour résumer, encore une fois, tout en peu de mots, nous dirons que la Lituanie est un Etat souverain et que la titulaire de la puissance publique est la Taryba. Partant, tous les actes de cette dernière sont juridiquement à l'abri de toute objection. — Toute autre est la question de savoir si elle a politiquement bien opéré ; mais cette question n'a rien à voir avec les discussions juridiques.

L'état économique de la Lituanie. (Suite.)

Nous ne possédons pas de données analogues pour le gouvernement de Suvalkai. Nous reparlerons de ce sujet prochainement lors de la répartition des propriétés.

Proportion des diverses catégories de propriétaires par rapport à la superficie totale occupée par les différentes cultures.

1887	Champs			Prairies et pâturages			Forêts		
	Paysans %	Domaines %	Autres propriétaires [1]	Paysans %	Domaines %	Autres propriétaires	Paysans %	Domaines %	Autres propriétaires
Kaunas . . .	62,2	37,1	0,7	55,1	43,7	1,2	2,3	66,9	30,8
Vilnius . . .	60,4	38,5	1,1	61,6	35,3	3,1	5,2	73,7	21,1
Gardinas. . .	63,5	33,8	2,7	58,0	32,9	9,1	3,2	52,2	44,6

[1] Etats et associations publiques.

Eu égard au système économique la Lituanie se trouve, en ce moment, dans une période de transition. Jusqu'à ces derniers temps le système de culture des trois champs dominait. Récemment on s'efforça partout de passer au système des quatre champs et même à celui de l'alternance des produits. Cette transition est déjà opérée chez de nombreux propriétaires fonciers et chez les paysans aisés. Ce procédé est surtout répandu dans le gouvernement de Suwalkai. L'ancien système domine par contre encore dans les trois autres gouvernements. Il y a ainsi plus d'un tiers du sol labourable qui, chaque année, n'est pas ensemencé.

CULTURES

On cultive surtout, comme on le fait dans le système de culture des trois champs, les céréales. La culture des plantes potagères (à part les pommes de terre) et des plantes fourragères est par contre fortement arriérée.

Parmi les différentes céréales, c'est le seigle qui occupe la première place, il occupe 40 à 50 % des terrains cultivés. La culture du seigle est surtout répandue dans le gouvernement de Vilnius où elle occupe environ la huitième partie de tout le pays. Cependant, malgré l'étendue de la surface qu'elle occupe et par suite de la qualité du sol ainsi que de l'exploitation qui y sont moins bonnes, la production de ce gouvernement est inférieure à celle des gouvernements de Kaunas et de Gardinas. Ce dernier produit beaucoup de seigle. On cultive beaucoup le fro-

ment et l'orge dans les gouvernements de Kaunas et de Suwalkai car ils possèdent les terrains les plus propres à ces cultures. Elles y sont proportionnellement presque aussi élevées qu'en Prusse Orientale, pays qui possède pourtant des procédés de culture beaucoup plus intensive. La culture de l'avoine y est aussi considérable et elle augmente continuellement. Elle va de pair avec l'élevage des chevaux qui est particulièrement prospère dans ces deux gouvernements (Kaunas et Suwalkai). Par contre, la culture des pommes de terre occupe une plus grande étendue dans les gouvernements de Vilnius et de Gardinas et c'est également dans ces deux gouvernements que l'on trouve le plus fort rendement brut. Ce fait s'explique en partie par les nombreuses distilleries qui existent dans ces deux provinces et qui transforment en alcool une partie des pommes de terres. Pour les légumes, que l'on cultive à peu près dans la même proportion dans tous les gouvernements sauf celui de Gardinas, la culture des petits pois occupe une place spéciale. Elle réussit particulièrement sur les terrains riches en chaux des gouvernements de Kaunas et de Suwalkai. On n'y trouve cependant presque pas de sarrasin et de millet, et cela surtout dans les gouvernements de Vilnius et de Gardinas dont le sol sablonneux et peu productif est particulièrement favorable à ces cultures. La culture du lin est particulièrement considérable dans le gouvernement de Kaunas : de là on en expédie beaucoup dans les villes voisines de la Prusse Orientale et la transformation de ce produit joue dans le gouvernement un grand rôle pour l'industrie familiale. Mais, à tous points de vue, la Lituanie se trouve en retard si on la compare à la Prusse Orientale. Les terrains cultivables peuvent donc être considérablement augmentés en Lituanie. Les tableaux suivants fournissent de plus amples détails sur la Lituanie comparée à la Prusse Orientale.

Surface cultivée par 1000 ha. et en pourcentage de la surface totale en 1912.

	Froment		Seigle		Orge		Avoine		Principales céréales	
	1000 ha.	%	1000 ha.	%	1000 ha.	%	1000 ha.	%	1000 ha.	%
Kaunas.	61	1,5	436	10,9	150	3,8	240	6,0	887	22,2
Vilnius	14	0,3	521	12,4	106	2,5	221	5,3	862	20,5
Gardinas	27	0,7	437	11,2	56	1,4	203	5,2	723	18,5
Suvalkai	28	2,3	156	12,5	44	3,6	103	8,3	331	26,7
Prusse Orientale.	89	2,4	460	12,4	96	2,6	344	9,3	989	26,7

	Pommes de terre		Légumes		Cultures potagères		Lin et chanvre	
	1000 ha.	%	1000 ha.	%	1000 ha.	%	1000 ha.	%
Kaunas	89	2,2	45	1,1	2	0,5	49	1,2
Vilnius	129	3,1	46	1,1	33	0,8	23	0,5
Gardinas. . . .	131	3,4	19	0,5	31	0,8	11	0,3
Suvalkai. . . .	46	3,6	16	1,3	16	1,3	—	—
Prusse Orientale	178	4,8	122	3,3	2	0,5	1	0,0

Par 100 ha. de surface cultivée on a ensemencé en 1912

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Principales céréales	Pommes de terre	Sarrasin	Lin	Chanvre
Kaunas. . . .	5,7	40,7	14,0	22,4	82,8	8,3	0,2	4,2	4,6
Vilnius	1,3	47,7	9,7	20,2	78,9	11,8	3,0	4,2	2,1
Gardinas . . .	3,0	47,8	6,1	22,2	76,1	14,3	3,4	2,1	1,2
Suvalkai . . .	6,5	40,0	11,0	25,0	80,5	11,0	—	4,0	—
Prusse Orientale	7,6	39,4	8,2	29,5	84,7	15,3	—	—	—
Royaume de Pologne. . . .	9,5	39,6	9,6	21,1	79,8	20,4	—	—	—

LES RÉCOLTES

En Lituanie, elles sont considérablement inférieures à celles de la Prusse orientale ou même de l'Allemagne, mais elles ne sont pas inférieures à celles d'autres pays qui pratiquent une culture moins intensive tels que la Belgique, l'Italie, l'Autriche-Hongrie. Dans la Prusse orientale, comme généralement en Prusse, on pratique surtout une culture très intensive. Lorsqu'on compare surtout la Lituanie à la Prusse orientale dont le sol et les conditions climatériques sont identiques, on voit que la production agricole de la Lituanie ne représente que la moitié de la production qu'il serait possible d'atteindre. La Prusse orientale avait en 1885 à peu près le même rendement que la Lituanie en 1910. Si elle a doublé sa production durant les vingt-cinq dernières années, il faut s'attendre à ce que la Lituanie fasse, en moins de temps, les mêmes progrès grâce au développement de la science agricole et grâce à une utilisation plus considérable des machines agricoles, grâce aussi à des conditions plus favorables. L'avenir agricole de la Lituanie n'est

donc pas mauvais. Si ses récoltes sont inférieures à celles de la Prusse orientale cela tient à plusieurs causes. Il n'y avait, surtout, pas de marché pour les produits agricoles et, ce fait, entraînait l'absence de concurrence ainsi que l'impossibilité d'introduire des innovations et de faire des progrès. D'un côté, les terres noires russes concurrençaient fortement la production lituanienne et, de l'autre, des tarifs douaniers très élevés fermaient la frontière prussienne. Les droits de douane qui étaient en 1894 de 0,70 couronne autrichienne par poud russe (16 kg. 38) de froment avaient été élevés à 10,08 ; pour le seigle les droits s'étaient élevés de 0,68 à 0,96 ; pour l'avoine, de 0,54 à 0,96. D'autre part, le gouvernement russe éleva encore les droits pour les instruments agricoles importés en Lituanie. Le propriétaire foncier lituanien devait donc vendre à bas prix les produits de son travail pour payer au contraire très cher les produits de l'étranger dont il avait besoin. Ce fait grevait son budget et il ne lui restait plus beaucoup d'argent pour acheter les engrais chimiques, les machines agricoles, pour se procurer de meilleures semences, pour créer et entretenir des écoles d'agriculture. L'Etat refusait son concours. C'est par ces motifs qu'il faut surtout expliquer le faible rendement à l'hectare et le faible rendement brut comme on peut s'en rendre compte par les tableaux suivants :

Récolte de 1912 (par mille biquintaux).

	Froment	Seigle		Avoine	Pommes de terre
Kaunas	682	4 242	1 152	2 067	6 206
Vilnius	94	3 687	715	1 416	8 370
Gardinas	290	3 696	472	1 469	9 020
Suvalkai	287	1 454	460	883	3 064
Lituanie	1 353	13 089	2 799	5 835	26 600
Prusse or.	1 670	7 961	1 637	5 688	22 306

Rendement à l'hectare en 1912.

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre
Kaunas	11,2	9,8	7,7	8,6	70
Vilnius	6,7	7,1	6,7	6,4	65
Gardinas	10,7	8,5	8,4	7,2	69
Suvalkai	10,4	9,3	10,4	9,0	77
Prusse or.	18,0	16,8	17,0	17,0	13

Rendement moyen en kg. et par tête d'habitant de 1909 à 1913.

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre
Kaunas	34,7	216,0	75,9	121,6	321,6
Vilnius	5,6	180,0	37,6	76,2	397,0
Gardinas	12,3	170,0	22,2	69,3	420,0
Prusse or.	76,6	368,8	87,1	293,7	1192,3

C'est le gouvernement de Kaunas qui produit les meilleures récoltes ; après lui vient le gouvernement de Suvalkai, ensuite celui de Gardinas et enfin celui de Vilnius. Ces quatre gouvernements se trouvent considérablement en arrière si on les compare à la Prusse orientale. On dit parfois que la production de céréales panifiables ne suffit à la consommation que dans les gouvernements de Kaunas et de Suvalkai et que par contre dans les deux autres gouvernements il faut habituellement avoir recours aux pays possédant des terres noires. Mais il est difficile de dire si cela est exact. Le fait est, en tout cas, que Vilnius et d'autres grandes villes recevaient fréquemment des céréales de l'intérieur de la Russie. Mais on peut douter que ce fait soit dû à l'insuffisance de la production lituanienne. Ces villes possédaient de bonnes communications ferroviaires ; il était facile de transporter des céréales et les tarifs de chemins de fer étaient officiellement modérés pour les céréales provenant de l'intérieur de la Russie. Ces céréales pouvaient donc primer avec succès les produits lituaniens dans les villes lituaniennes mais elles ne servaient pas à combler le déficit sensible. Il faut encore ajouter que pendant l'occupation de la Lituanie, selon l'administration militaire, les produits du sol lituanien ne servaient pas seulement à nourrir la population indigène, mais servaient encore au ravitaillement de l'armée allemande qui était très nombreuse durant les premiers temps. En outre, de grandes quantités de vivres ont été exportées en Allemagne.

De plus, il est remarquable que le rendement à l'hectare sur les propriétés foncières soit généralement quelque peu supérieur au rendement des fermes paysannes. La cause de ce fait qui se manifeste aussi dans beaucoup d'autres pays est que le propriétaire foncier possède en général plus de capitaux, qu'il est plus intelligent, que par suite il emploie beaucoup de machines agricoles et sait mieux utiliser les découvertes récentes

que le paysan. Elle est dûe encore à ce fait que le paysan est forcé, en Lituanie, de cultiver moins de terrain productif que ne le fait le propriétaire foncier.

(*A suivre.*)

Revue de la Presse.

Les Allogènes de Lituanie.

Nos lecteurs trouveront plus loin des protestations de notre Conseil national contre les intrigues polonaises qui se manifestent encore malgré notre déclaration d'indépendance, car les Polonais ne peuvent se résigner à comprendre que la Lituanie leur échappe et qu'elle est appelée à une vie complètement libre. Ils prétendent ainsi rattacher le gouvernement lituanien de Suvalkai à la Pologne, et, pour le prouver, ils parviennent à faire nommer un coadjuteur polonais au siège épiscopal lituanien de Seinai; enfin, étendant leurs prétentions sur la Russie Blanche, ils font attribuer l'évéché de Minsk à un prélat polonais. Or, les Blancs-Russiens ont demandé par trois fois l'union de leur pays à la Lituanie.

La « Deutsche Tageszeitung » nous informait, en effet, dernièrement, des menées polonaises en signalant les nombreux efforts de colonisation tentés par les Polonais qui tendent à donner à la Lituanie aussi bien qu'à la Russie Blanche une « apparence extérieure polonaise ». L'argent qu'ils reçoivent dans un but charitable ne sert qu'à la polonisation afin d'exercer « une pression sur les classes pauvres de la population ». Ils attirent les enfants dans les écoles polonaises en leur donnant gratuitement le déjeuner et le dîner. Sans parler du clergé, au zèle excessif : leur action pernicieuse se manifeste aussi dans les villes, où ils détiennent la plupart des institutions publiques. Leurs noms leur procurant facile entrée auprès de l'administration allemande, ils en profitent pour la renseigner faussement sur l'état du pays, tandis que leurs nombreux émissaires parcourent les contrées, y répandant à profusion les proclamations du Conseil d'Etat de Varsovie sur l'annexion de la Lituanie et de la Russie Blanche à la Pologne.

Leurs tracts insistent sur la « mission historique » de la Pologne. Pourquoi ne veulent-ils pas comprendre qu'elle a vécu et qu'elle ne répond plus, ni aux besoins nouveaux de notre peuple, ni à la configuration future de l'Europe ? A l'heure où chaque peuple réclame sa vie indépendante, à l'heure où la danoise Islande prend la forme d'un royaume personnellement uni avec celui du Danemark, les Polonais pensent-ils pouvoir remonter ce courant et imposer aux Lituaniens une hégémonie polonaise qui serait la négation de leurs efforts ainsi que de leur existence même comme nation ? Ils cherchent des deux côtés belligérants à retirer d'un ancien état de choses historiques les plus grands profits. D'une part, ils arrachent à la trop grande bienveillance des Alliés envers eux et, par là même, à leur méconnaissance de la question, la récente « déclaration de Versailles », que l'on ne saurait trop regretter. De l'autre, ils intriguent dans le pays même et auprès de l'administration allemande pour atténuer la portée des manifestations de la conscience nationale lituanienne. Et leurs menées donnent une arme de plus aux Allemands, assurant qu'il faut annexer la Lituanie à l'Allemagne, ou, tout au moins qu'il faut y créer une très forte organisation allemande pour la protéger contre les Polonais. De plein gré, ils se font ainsi les Alliés de l'Allemagne.

Malgré tout, l'Entente leur fait crédit, poussée peut-être par cette légende que le mouvement lituanien est d'origine allemanee. Les Polonais insistent évidemment et les Alliés ne font par suite, aucun effort pour soutenir les aspirations d'un peuple victime d'abominables calomnies de la part de ses anciens oppresseurs. La presse française n'écoutait cependant pas les explications embrouillées du gouvernement russe sur la question finlandaise dont elle connaissait l'acuité et dont elle aimait à se faire le porte-parole ! Nous rendons grâce à l'énergie qu'elle démontrait ainsi, surtout eu égard aux ménagements dont elle devait entourer la Russie alliée, et nous en sommes d'autant plus peinés que nous voyons la Finlande oublier en ce moment les sympathies dont elle fut entourée. La politique officielle française n'est-elle pour rien dans cette attitude ? Nous voudrions éviter qu'il en fût de même pour notre pays que nous désirons voir en excellents rapports d'amitié avec les puissances de l'Entente, pourvu qu'elles nous comprennent et

qu'elles saisissent l'importance de notre situation géographique et stratégique en même temps que notre désir absolu de ne plus faire partie, à quelque titre que ce soit, de la Russie. Est-ce pour plaire à la Pologne ou à M. Dmowski — qui ne sont pourtant pas alliés de la France — que l'on va persister à négliger la volonté unanime d'un peuple, oubliant que son réveil à la vie peut coïncider avec les plus grands événements? L'injustice serait trop criante si on profitait de cette guerre, oubliant que la Société des Nations doit en résulter, pour changer le nom des oppresseurs et rêver d'un grand Etat massif et lourd, sans unité, au détriment des petits pays qui, comme on l'a dit, sont et seront la « conscience de l'Europe ». Dans ce cas, notre attitude serait nette et nous aurions à cela beaucoup plus de raisons que la Finlande.

Du reste, nous avons mille fois affirmé que nous n'entendions opprimer qui que ce fût, et les minorités polonaises de Lituanie seront, malgré tout, assurées de notre bienveillance pour autant qu'elles se rallieront au principe lituanien de notre Etat. Il en sera de même pour les minorités juives. La « Revue Juive » de Berlin a publié peu après notre déclaration d'indépendance quelques articles extraits de périodiques juifs paraissant à Vilnius, qui exposaient le point de vue de leurs coreligionnaires. Nous disons coreligionnaires et nous voyons en germe, dans ce mot, tout notre programme politique à l'égard des Juifs : égalité des droits, liberté de conscience, liberté de penser, liberté de la presse, liberté de réunion, liberté d'instruction, toutes les grandes libertés qui sont la raison d'être d'un Etat moderne, leur seront accordées, mais nous ne saurions tolérer qu'ils tendent à constituer un Etat dans l'Etat. A ce point de vue, il est évident que certains de leurs désiderata, tels que l'indépendance de la nation juive en tant que nation, l'autonomie financière, l'égalité de la langue juive, la propre défense des intérêts économiques, sont inadmissibles ou sujets à revision. En particulier, nous ne pourrions rester inattentifs à la prochaine réunion d'une conférence qui, rassemblant à Vilnius les délégués juifs de la Lituanie, doit discuter des intérêts de la nation juive. Nous approuverons cette conférence en ce qu'elle n'aura rien d'excessif, mais si, comme on le dit déjà, elle nomme une organisation chargée de veiller aux intérêts des Juifs et de préparer les travaux, nous veillerons, à notre tour,

à ce que cette organisation n'usurpe aucun des pouvoirs politiques que doit *seule* détenir la Taryba, car s'engager dans une autre voie signifierait de notre part une tendance funeste à la décomposition et à l'anarchie. C'est dans ces limites qu'ils se développeront sans qu'il leur soit besoin d'une large autonomie. De même qu'aux Polonais et aux Blancs-Russiens, nous avons offert aux Juifs des sièges à la Taryba. Sur ce terrain de l'égalité des droits, il leur est loisible, comme à tout autre Lituanien, de travailler au progrès commun des membres de la grande famille lituanienne, et nous les assurons déjà que toujours nous les traiterons comme des citoyens lituaniens sans distinction aucune, car leurs intérêts ne doivent pas être « particuliers », mais simplement lituaniens. Leur « indépendance » ne saurait être « spéciale » ; elle interviendra pour eux conformément à l'indépendance générale de la Lituanie et de tous les autres Lituaniens.

N'ont-ils pas déjà comme preuve l'expérience des siècles passés ? Les « Neue jüdische Monatshefte » insistent sur l'amitié des Juifs et des Lituaniens :

« Il n'existe pas, entre les Juifs et les Lituaniens, opposition économique ou culturelle. » « Il y a entre eux une communauté d'intérêts. » « Si les Lituaniens ne commencent pas, on ne voit pas pourquoi seraient troublées les traditionnelles relations amicales des Juifs et des Lituaniens. »

C'est absolument notre point de vue et nous ne manquerons pas de nous y tenir.

Nous sommes du reste très heureux de le voir confirmé dans ses grandes lignes par M. Paul Nathan, dans « Das Neue Litauen ». Suivant les déclarations de M. de Falkenhausen, qu'il rapporte, il faut laisser à l'Etat lituanien « la solution définitive de ses affaires intérieures ». Le chancelier impérial s'est exprimé de façon analogue déclarant à son tour que la question juive devait être réglée d'après « la volonté et le point de vue des habitants du pays ». Il n'y a donc aucune crainte à avoir, puisque nous venons de prouver notre bonne volonté en précisant justement ce point de vue.

Trois conférences.

L'occupation militaire allemande a évidemment amené en Lituanie une série de fonctionnaires, d'agents ou de voyageurs qui ne manquent pas à leur retour en Allemagne, de faire

connaître à leurs compatriotes les résultats de leur voyage et de leur activité.

C'est ainsi que la « Gazette de Voss » nous parle d'une conférence faite par M. Becherer, actuellement préfet de Neuköln, mais qui fut attaché pendant deux ans à l'administration de Lituanie. En même temps que la « Deutsche Zeitung » et la « Tägliche Rundschau », elle mentionne également une autre conférence faite par le capitaine Tafel, à Berlin, et, avec le « Journal de Königsberg », elle donne le compte rendu d'un exposé fait par l'ancien commissaire de Lituanie Kaiserlingk, au Club lycéen allemand sur le pays lituanien.

En général précises, favorables aux Lituaniens, ces conférences s'accordent pour déclarer que la Lituanie est un « pays d'avenir » et elles ne tarissent pas sur ses possibilités économiques. Il y a là, sans doute, un calcul intéressé, et nous y voyons souvent la Lituanie qualifiée de « grenier de l'Allemagne » ou de région capable de la ravitailler en viande. Si toutes déplorent l'insuffisance de rendement, les procédés encore extensifs de culture, la défectuosité des voies de communications, l'insuffisance ou le manque d'intellectuels lituaniens (!), c'est pour nous faire sentir combien la main puissante de l'Allemagne nous serait nécessaire. Ce sont des exagérations et, de même que notre indépendance a été conquise par nous en dépit de la Russie, de même nous saurons faire disparaître, autant que possible par nos propres moyens, les entraves que le désordre et l'oppression russe avaient mises à notre développe- avec toutes leurs conséquences. Les conférenciers voient en nous un « pays nouveau ». M. Becherer dit même qu'il peut recevoir un million de colons, car il est très peu peuplé. Mais la Lituanie restera d'abord le « vieux pays » de nos frères d'Amérique, qui y reviendront avec toute leur intelligence, leur activité, leur expérience, leur patriotisme, et, comme ils sont bien près du million, il ne restera, grâce à Dieu, que fort peu de place aux colons dont voudraient nous gratifier Hindenbourg et sa suite[1]. Nous trouverons, parmi eux, les ingénieurs et les techniciens qui nous font défaut.

Nous comprenons fort bien pourquoi la Lituanie et ses

[1] Voir d'ailleurs « Das Neue Litauen », n° 23, l'article intitulé « Siedlungsmöglichkeiten in Litauen », qui démontre péremptoirement l'impossibilité d'une pareille colonisation.

richesses inexploitées font envie aux Allemands. Elle leur a fourni, en 1917, 10 000 quintaux de beurre et 6 millions d'œufs, qui eussent vraisemblablement trouvé dans le pays même un meilleur emploi. Aussi, lorsqu'ils considèrent, comme le font les conférenciers dont nous parlons, la belle « Suisse lituanienne », l'abondance et la fraîcheur des eaux, les nombreux cours d'eau navigables et très poissonneux, leur système harmonieux, les pittoresques moulins, les richesses forestières, le tableau idyllique qu'offrent les basses maisons de bois, le climat favorable, le caractère agricole prononcé de la Lituanie et les ressources que lui procure l'élevage, ne peuvent-ils s'empêcher de proclamer la « grande importance de ce pays pour l'Allemagne ».

Ils ajoutent du reste à ces éloges des conditions géographiques de la Lituanie d'autres éloges sur le caractère et les mœurs des habitants, vantant leur modestie, leur sobriété, leur piété, mentionnant les antiques « daïnos » ainsi que le penchant du Lituanien au mysticisme ; le public salua, en effet, d'applaudissements nourris les projections cinématographiques de M. Tafel, reproduisant avec des aspects du pays la vie et les occupations de ses habitants. Que dut-il penser en entendant dire à M. Becherer qu'ils tiennent à leur point d'honneur et qu'ils sont violents ! Voilà une qualité qui indiquera aux Allemands la limite à laquelle ils doivent toujours se tenir chez nous s'ils ne veulent point encourir la juste colère de ce peuple par ailleurs patient et travailleur.

L'exposé que nous venons de faire servira également à remercier le professeur von Rümker des conseils qu'il nous donne dans le journal lituanien « Dabartis » sur la façon d'exploiter le pays et sur les transformations dont il a besoin. Malgré sa compétence toute spéciale, nous l'assurons que nous sommes en toute première ligne pour discuter des besoins du pays qui nous a vu naître et que, sans négliger sa haute autorité, nous nous garderons bien cependant d'y faire appel pour activer le développement de nos contrées. Son zèle est trop intéressé !

Prétentions polonaises et allemandes.

Aussi, rejoignant les deux paragraphes de cette revue, montrerons-nous les plans de l'Allemagne sur la Lituanie, qui s'appuient sur les aspirations polonaises pour « venir au secours

économique et politique » de notre pays, incapable, prétendent les publicistes allemands, de résister sans appui aux convoitises polonaises.

Le député Stresemann affirmait déjà au Reichstag que les « pays baltes forment un tout » et, devant le danger polonais, il concluait qu'il n'est pas possible de créer une Lituanie complètement indépendante. C'est également l'opinion du Dr Paul Ostwald : « Ces prétentions polonaises nous démontrent précisément combien le nouvel Etat lituanien est pour nous une nécessité », écrit-il dans le « Journal populaire de Berlin » Il en déduit évidemment que les « liens entre l'Allemagne et la Lituanie doivent être étroits » et il prétend que la situation économique des deux pays vient à l'appui de son affirmation, car « l'Allemagne échangera ses produits industriels contre les produits agricoles de la Lituanie » ; il déclare, en outre, que le devoir du Reichstag est de créer une Lituanie dont les intérêts économiques et nationaux soient dirigés vers l'Allemagne aux côtés de qui elle restera.

Un Saxon écrivant aux « Dernières nouvelles de Leipzig » prétend que la solution saxonne du trône lituanien offre à la Saxe en particulier des avantages analogues à ceux que le Dr Ostwald voit pour l'Allemagne en général ; il indique même un nouvel avantage, l'envoi de fonctionnaires saxons chez nous. Le même auteur soutient, quelques jours plus tard, dans le même journal, la même thèse avec de nouveaux arguments. « La Lituanie est le pont de l'Allemagne vers les pays baltes et vers l'Ukraine, dont elle constitue la seule porte d'issue immédiate. » « Il est donc clair que la solution allemande de la situation politique en Lituanie est une nécessité allemande. » « Pareille solution exclut la possibilité de voir la Lituanie se transformer en un poste avancé d'agitations anti-allemandes. » Il faut en définitive un roi saxon en Lituanie, car la Saxe, à l'étroit à l'intérieur de ses frontières, a besoin d'un « pays neuf pour améliorer les rapports tendus qui y existent entre l'agriculture et l'industrie. » Nous voilà réduits au rôle de déversoir !

La maigre consolation qui nous est ainsi offerte n'empêche cependant pas la « Tägliche Rundschau » d'approuver le Dr Dietrich Schäfer déclarant que les tentatives de polonisation en Lituanie sont dangereuses au point de rendre intenables les

pays baltes sans un solide point d'appui allemand en Lituanie. Il est inutile d'insister après cela sur les divers projets de canalisation et de régularisation de nos fleuves qu'expose le « Journal de Leipzig », tendant à relier la Mer Noire à la Baltique. Nous n'en contestons pas l'utilité, mais nous tenons avant tout à les réaliser dans notre propre intérêt, sans que des considérations étrangères puissent nous pousser à les entreprendre. Aussi, devons-nous encore une fois rendre hommage à la modération du « Berliner Tagblatt » qui se demande, sous la plume de M. Georges Cothein, « si la paix de Brest en Lituanie a tenu suffisamment compte des peuples limitrophes et si elle ne les a pas gravement lésés. » L'auteur préconise une solution dont nous ne sommes pas éloignés en disant que le mieux serait de constituer avec les pays baltiques et la Finlande une confédération neutre « dont la neutralité se trouverait sous la garantie de toutes les grandes puissances ». Ces Etats auraient ensuite la liberté de régler comme ils l'entendraient leurs rapports économiques avec la Russie ou avec toute autre puissance. Mais, comme le fait très justement remarquer M. Cothein, « ce programme exige l'abandon de plusieurs préjugés profondément enracinés ».

Malgré le programme de colonisation que propose, après tant d'autres, la « Deutsche Welt » dans deux de ses articles, ces préjugés commenceraient sûrement à disparaître si l'on écoutait ce que dit M. Max Reitzer dans le « Pester Lloyd ». Prévoyant la signature des conventions douanière, ferroviaire et monétaire, il remarque que l'extension du territoire économique de l'Allemagne ainsi réalisée n'est pas insignifiante et il se demande « quelle influence elle exercera sur le ravitaillement en céréales de cette puissance ». Mais il en arrive très vite à la conclusion que la Lituanie ne suffisant pas avant la guerre à sa propre consommation puisqu'elle faisait venir des céréales de Russie, le bilan des douanes allemandes n'en sera pas amélioré et qu'au contraire il faudra recourir à de plus fortes importations. La Lituanie n'est donc pas le facteur d'amélioration auquel on s'attendait et les empires centraux ne doivent pas compter sur elle.

Nous le leur avons déjà donné à entendre ainsi qu'aux Polonais, puisque, devant le désir de nous soustraire à leurs efforts d'asservissement combinés, nous avons poursuivi notre

pleine évolution d'indépendance en nommant un souverain qui sera le gardien de nos intérêts en présence des convoitises étrangères.

Bibliographie.

I

Tandis que la question lituanienne devient de plus en plus à l'ordre du jour, nous voyons successivement apparaître toute une littérature qui s'efforce de faire connaître au grand public l'histoire, le génie et les possibilités de ce peuple masqué jusqu'ici aux yeux du monde par le tzarisme russificateur.

Il convient de citer, avant tout, le récent ouvrage de M. Jean Pelissier sur « Les principaux artisans de la Renaissance nationale lituanienne ». C'est une admirable introduction préliminaire à toute étude sur la Lituanie. L'ardent travail de résurrection de notre peuple y est étudié avec un chapitre spécial sur les grands hommes qui y ont collaboré.

Il est impossible après l'avoir lû de douter un seul instant de la vigueur et de la sincérité de notre mouvement national.

Lorsque, grâce à leur admirable effort, l'heure de l'indépendance complète aura sonné pour ce peuple, il pourra après avoir passé momentanément d'une domination à une autre, se livrer plein d'espoir aux féconds travaux de la paix. Un livre est récemment paru (Asmis, « Land und Leute in Litauen[1] ») qui est un exposé rapide et clair de la Lituanie et de ses habitants. Cet ouvrage nous fait connaître l'histoire du peuple, sa civilisation, son économie publique et ses usages. Autant de chapitres qui sont admirablement propres à répandre la connaissance d'un pays à laquelle on aurait dû s'attacher davantage depuis longtemps.

Nous avons déjà mentionné et fait nos réserves sur le nouveau volume de notre poète national Vidunas « La Lituanie dans le passé et dans le présent » (Edition Atar, Genève) dont M. le chanoine Viscont nous a donné une traduction. Ce der-

[1] Pribastche Buchhandlung. Breslau, 1,80 (86 p.)

nier a déjà publié deux ouvrages : « La Lituanie et la guerre » et la « Lituanie religieuse ». Nous avons également fait nos réserves lors de l'apparition du premier de ces livres, mais nous en conseillons toutefois la lecture. Le second décrit l'histoire émotionnante de l'héroïsme religieux lituanien, l'histoire d'une profonde fidélité à la foi catholique (il y a à peine 20 000 protestants) réellement saisissante. Il montre au prix de quelles difficultés, en dépit des polonais, la vie religieuse a pu, malgré tout, se développer dans notre pays, et l'influence bienfaisante qu'elle a exercée dans tous les domaines, notamment dans le domaine social.

Dans une brochure intitulée : « La Lituanie, le territoire occupé et son peuple » le député lituanien à la Chambre prussienne Gaigalat montre comme découlant de l'histoire, des mœurs et de la littérature du pays l'impossibilité pour l'Allemagne d'une colonisation à laquelle on songe encore trop souvent.

Il combat en outre les écrits tendancieux des Rohrbach, Karge, Rosen, Lehmann, détracteurs systématiques de la Lituanie. Ce qui fait surtout la valeur de son livre c'est la représentation objective qu'il nous donne de l'unité du peuple lituanien au point de vue politique et économique.

La librairie du « Journal de Kaunas » a réédité en 1917 un volume fort intéressant sous le titre « Vues de Lituanie » dans lequel on trouve d'excellentes pages sur les châteaux et sur les propriétés seigneuriales en Lituanie. Mais nul encore n'a mieux traité que le Dr Skalweit de « L'agriculture dans les gouvernements lituaniens ». La Lituanie étant un pays foncièrement agricole, cet ouvrage est fondamental au point de vue économique, car aucune manifestation de l'activité agricole lituanienne n'y est laissée de côté et de nombreuses statistiques y sont un précieux adjuvant pour celui qui s'intéresse à ces questions. Nous le remercions ici tout particulièrement d'avoir posé la première pierre d'une œuvre scientifique moderne sur notre pays.

Enfin, nous mentionnerons encore les « Histoires lituaniennes[1] » par Hermann Sudermann. Avant lui, Ernest Wichert avait fait connaître à la littérature allemande le petit peuple

[1] Stuttgart et Berlin, Cottasche Buchhandlung, 1917.

lituanien (Histoires lituaniennes, librairie Reissner, Dresde, 3me édition, 1914) et son livre avait été très apprécié. Sudermann l'a suivi dans cette voie, et il lui est d'ailleurs supérieur en force poétique. Il a notamment pénétré plus profondément dans la psychologie de notre peuple. Ce qui donne une couleur spéciale au style de ses histoires, c'est qu'il parle comme un lituanien, car il se place uniquement, à l'encontre de Wichert, sur le terrain du lituanisme ; il partage les goûts des Lituaniens ainsi que leur point de vue et croit à leurs croyances. C'est son plus grand mérite, car il oblige le lecteur a considérer d'une façon purement critique ce qu'il a écrit. « Les histoires sont comme on l'a dit d'une extraordinaire force vitale, elles captent le lecteur au point qu'il oublie de les juger et qu'il s'adonne à la forte impression qui s'en dégage. »

Pareil ouvrage serait fait pour nous étonner de la part d'un Allemand si nous ne savions que Sudermann a passé toute sa jeunesse parmi les Lituaniens et l'on sera d'autant plus surpris de cette compréhension lorsqu'on aura là le livre de Rivas, « La Lituanie sous le joug allemand » qui condense mieux que tout autre les méfaits de trois ans d'occupation allemande en Lituanie, temps qui aurait dû suffire à nous connaître et à nous apprécier.

Les cahiers belges paraissaient, en effet, avoir dit le dernier mot sur les méfaits de l'occupation allemande dans les pays envahis et voici pourtant un livre qui pourrait bien s'intituler « Cahiers lituaniens », car, dans son âpreté, il contient un violent réquisitoire. C'est la cinglante réfutation du livre « Le pays d'Ober-Ost [1] » récemment publié par l'administration militaire d'Ober-Ost pour justifier ses procédés.

L'auteur a puisé aux sources véritables ; journaux, ordonnances, publications, tous les documents concourant à stigmatiser le régime allemand en Lituanie. Aussi ne saurait-on taxer l'auteur de mensonge ou d'exagération lorsqu'il flétrit les impôts, les monopoles, le déboisement, les corvées, les réquisitions, les déportations et le monstrueux plan annexioniste des Allemands. Ces faits sont « une tache de boue sur le bouclier allemand » et ils permettent à l'auteur de dresser un violent « acte d'accusation » contre ceux qui les ont provoqués.

[1] Stuttgart Deutsche Verlags-Anstalt. (6 marks), 3 cartes, 36 gravures.

Quiconque veut avoir une idée des horreurs de l'occupation allemande en Orient, trop peu connue, hélas ! doit se reporter à ce livre fondamental et unique. Personne n'a encore eu le courage de jeter à la face de l'Allemagne caporalisée et annexioniste un faisceau de vérités aussi cinglantes. Il n'y a pas de Polonais, d'Ukrainiens, de Roumains ni de Finlandais qui aient osé le faire. Le sort de la courageuse et malheureuse Lituanie était si triste et l'occupation y apporta tant de maux qu'il échoit aujourd'hui à ce pauvre pays le rare privilège de revendiquer la première place dans la souffrance. On s'en convaincra par la lecture de ce livre.

Puisqu'il a été le premier à la peine, souhaitons lui d'être le premier à l'honneur !

Wilson, Patron des Lituaniens.

Les sympathies lituaniennes du président Wilson sont connues. Depuis son avénement à la présidence il n'a cessé de témoigner le plus grand intérêt à la cause lituanienne dont il s'est fait aux Etats-Unis et chez les Alliés le grand défenseur. C'est lui qui ordonna la première journée lituanienne du 1er novembre 1916 dont le produit atteignit plusieurs millions de dollars destinés à secourir les victimes de la guerre. Recevant, le 1er mai de cette année à Washington une délégation du Conseil national lituanien d'Amérique, il lui a formellement promis tout son appui pour la constitution de l'Etat lituanien réellement *indépendant. Nous insistons pour nos lecteurs sur cette promesse d'indépendance véritable. C'est pour la tenir et nous aider à conquérir notre pleine liberté que le président Wilson envoie en Europe une commission américaine composée de Lituaniens sujets américains. On lira le commentaire aigre-doux par lequel la* Gazette de Cologne *du 20 juillet accueille cette nouvelle. Elle trouve sans doute outrecuidante l'initiative du président Wilson s'appliquant, en conformité avec les principes qu'il a proclamés, à libérer la Lituanie des chaînes dont la chargent ses nouveaux oppresseurs.*

Lorsque l'Empire du tzar blanc, allié de la France et de l'Angleterre subsistait encore, les peuples allogènes des confins

russes envoyèrent à Washington un appel bien senti, mais le grand apôtre du droit des gens et de l'humanité de la Maison-Blanche resta sourd aux plaintes émouvantes que provoquait la tyrannie moscovite. « C'était une affaire interne russe. » Cette réponse commode qu'à Paris et à Londres l'on tenait toujours à disposition, quand par exemple les Polonais faisaient des représentations, fut aussi le mot d'ordre de l'Amérique qui depuis longtemps était de mèche avec l'Angleterre et la France. Depuis que la vieille Russie, brisée par la vigueur des armes allemandes n'est plus qu'un monceau de ruines, M. Wilson suit une autre politique. Il a maintenant tout d'un coup découvert qu'il avait un cœur pour les Allogènes, dont il n'avait pas jadis entendu l'appel. Actuellement, il cherche à gagner les Lituaniens à son programme de mobiliser contre l'Allemagne sous une forme ou sous une autre la Russie effondrée. Avec la présomption qui lui est propre, il joue à l'homme tout-puissant à leur égard, appelé à décider de leurs futures destinées politiques et fait annoncer de New-York par Havas, — l'agence officielle française — ainsi qu'un de nos collaborateurs suisses nous en avise, — avec une suffisance vraiment divertissante que le Conseil international de Lituanie va se réunir à Lausanne pour examiner de quelle façon la Lituanie pourra devenir une libre nation d'Europe. Les Etats-Unis eux aussi doivent être représentés à cette assemblée par des Américains d'origine lituanienne et ces représentants américains doivent insuffler aux Lituaniens la conviction que ce n'est que par une alliance avec les puissances de l'Entente et par l'adoption des principes formulés par Wilson qu'ils peuvent arriver à se grouper en Etat. « Pour la formation d'une République lituanienne », peut-on lire dans le communiqué de Havas que nous reproduisons sommairement. Une forme de gouvernement monarchique, telle que la désire certainement une grande partie du peuple lituanien est naturellement inacceptable pour ces démocrates « en bouillon de culture », bouillon dont un destin nous garde. Mais ils peuvent se tranquilliser. Ils n'ont rien à dire en cette affaire et on ne leur demandera pas davantage leur avis.

Faits et Documents.

Démenti lituanien.

L'unanimité de la presse allemande, agissant d'après un mot d'ordre officiel de la Wilhelmstrasse, dément l'acceptation de la couronne de Lituanie par le duc d'Urach et fait valoir à ce sujet des conditions de droit public allemand.

Nous sommes autorisés à démentir à notre tour la vérité de pareilles affirmations et à déclarer que la Taryba possède le document écrit stipulant les conditions auxquelles le duc d'Urach a accepté la couronne, document formel qui ne laisse aucun doute à cet égard. Le duc d'Urach reste donc légitime roi de Lituanie par sa volonté et par celle du peuple lituanien.

Le rapatriement des prisonniers lituaniens.

Soutenant nos premières affirmations en réponse au communiqué de l'Agence Wolff, nous déclarons encore une fois qu'il est inexact que le rapatriement des prisonniers lituaniens ait commencé.

Nous ajoutons en outre en ce qui concerne leur nourriture que, d'après des documents formels, nous pouvons citer plusieurs cas de prisonniers morts de faim. Ces derniers de plus, ne peuvent communiquer ni avec leurs familles établies en Lituanie ni avec celles qui sont à l'étranger.

Les travaux pénibles auxquels ils sont astreints ne sont pas en conformité avec leurs aptitudes et leur instruction. D'ailleurs le gouvernement militaire a déjà déclaré qu'on ne peut pas les libérer avant les travaux des moissons, car ils sont considérés comme d'excellents ouvriers agricoles.

Protestation lituanienne contre l'attribution de districts lituaniens à la Courlande.

Le Conseil National lituanien, après avoir pris connaissance des mesures de délimitation entre la Lituanie et la Courlande prises par les autorités d'occupation allemandes, mesures comportant, sous prétexte de rectification de frontières, l'attribution à la Courlande de districts lituaniens, proteste contre cet acte aussi injuste qu'arbitraire et déclare que la Lituanie ne pourra jamais reconnaître ce qu'elle est

en droit de considérer comme une spoliation, contre laquelle elle se verra forcée de réclamer lors du réglement définitif des affaires européennes.

Protestation lituanienne contre la nomination épiscopale au siège de Minsk.

Le Conseil National lituanien après avoir pris connaissance de la nomination de Mgr. Lozinski à l'évêché de Minsk, considérant :

1° Que ce dernier est un nationaliste polonais.

2° Que le Conseil de Régence et le Conseil d'Etat polonais, qui ont fait acte de présentation de ce candidat au Saint-Siège, n'avaient aucune qualité pour le faire puisque, ce faisant, ils empiétaient sur les droits de la « Taryba », les représentants les plus autorisés de la Russie-Blanche ayant à trois reprises instamment demandé l'union de leur pays à la Lituanie et la Lituanie ayant agréé le principe de cette union, de sorte que si il y a lieu à présentations ecclésiastiques en Russie-Blanche, c'est à la « Taryba » lituanienne qu'il convient de les faire et nullement aux autorités polonaises, en l'occurence parfaitement incompétentes : — proteste contre cette nomination et fait savoir au saint-siège que les autorités lituaniennes la considéreront comme non-avenue à leur égard et tireront telles conséquences que de droit de cette constatation.

Protestation lituanienne contre les convoitises réitérées des Polonais sur le gouvernement lituanien de Suwalkai.

Le Conseil National lituanien, ayant eu connaissance que le Conseil d'Etat polonais, avait fait des démarches auprès des autorités d'occupation allemandes pour obtenir le détachement du gouvernement lituanien de Suwalkai de la Lituanie et son incorporation à la Pologne, déclare ces démarches parfaitement injustifiées.

1° Le dit gouvernement étant peuplé de Lituaniens ;

2° Le dit gouvernement n'ayant jamais cessé de faire partie intégrante de l'Etat lituanien et n'en ayant été détaché que par accident sous la domination napoléonienne pour être rattaché au Grand-Duché de Varsovie (1807-1815) ;

3° Le dit gouvernement faisant géographiquement et économiquement partie de la Lituanie dont, vu la configuration de ses frontières, il ne saurait être séparé sans de graves dommages pour lui-même ;

4° Sa population voulant rester lituanienne et ce, ardemment à

telle enseigne que cette province a pu être un des foyers les plus actifs de la renaissance du pays, renaissance autour de laquelle elle a joué un rôle capital, comparable à celui du Piémont dans le « Risorgimento ».

Le Conseil National lituanien proteste contre tout attentat aux droits souverains du peuple lituanien en soulignant publiquement l'impudence des convoitises polonaises sur le bien d'autrui.

Protestation lituanienne contre la nomination épiscopale au siège de Seinai.

Le Conseil National lituanien après avoir pris connaissance de la nomination de Mgr. Jalbrzykowski comme co-adjuteur de l'évêque de Seinai, considérant :

Que Seinai a de tout temps fait partie intégrante de l'Etat lituanien et que, par suite, le diocèse dont cette ville est le centre ne saurait avoir qu'un pasteur lituanien à sa tête.

Proteste contre cette nomination à un siège lituanien d'un ennemi déclaré de la nationalité lituanienne qui n'a jamais caché son hostilité profonde pour le mouvement national lituanien, qu'il a combattu par tous les moyens, même au delà de son ministère.

Le Conseil National lituanien s'élève contre cet acte et déclare que les autorités lituaniennes le considéreront comme non avenu et tireront telles conséquences que de droit de cette constatation.

La grève des journaux lituaniens.

A la suite de l'élection du duc d'Urach comme roi de Lituanie, les autorités militaires ont exigé la publication par les journaux lituaniens, en première page, de la note officieuse donnée à ce sujet par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Sur leur refus, de se prêter à répandre ces mensonges officiels, l'autorité militaire a suspendu ces journaux jusqu'à publication de la note.

La presse lituanienne, habituée à ces mesures de coercition sous le régime russe qui voulait lui imposer les caractères cyrilliques au lieu des caractères latins, a fait grève pendant quarante ans ; elle fera encore une grève aussi longue, s'il le faut, plutôt que de se plier aux commentaires mensongers de l'étranger sur une question éminemment nationale.

Le Synode du clergé lituanien.

Un Synode du clergé lituanien doit se réunir dans le courant de septembre. Il prendra position envers les deux évêques polonais récemment nommés en Lituanie par le Saint-Siège.

Le clergé lituanien a déjà, d'ailleurs, exprimé ses regrets et son mécontentement de voir le Saint-Siège mépriser en cette occasion les droits nationaux du peuple lituanien.

Transformation de l'administration d'Ober-Ost.

Berlin, 4 août.

Il y a dans le territoire d'Ober-Ost une réorganisation de l'administration en perspective. L'administration d'Ober-Ost qui comprenait jusqu'à ce jour la Lituanie et la Courlande est supprimée. La Courlande avec Riga, les îles d'Oesel, de Moon et de Dagö est soumise à un chef administratif qui doit être nouvellement nommé à Riga. Les inspections d'étape et les Kommandantur de Lituanie et Courlande sont supprimées. Les relations en Lituanie sont facilitées en ce sens que désormais les habitants ont le droit de circuler librement à l'intérieur de leur arrondissement administratif; de même la défense de la correspondance en langue lituanienne est supprimée.

Les Dernières Nouvelles de Munich *qui publient cette nouvelle oublient de dire que cette nouvelle réorganisation cache en réalité une annexion de plusieurs parties du territoire lituanien. C'est sous ce jour que nous la considérons et on comprendra qu'elle ne nous réjouisse guère.*

La question du rôle du trône de Lituanie.

Berlin, le 10 août.

La représentation du Conseil d'Etat lituanien à Berlin, fait la déclaration suivante :

« L'élection du roi a eu lieu à Vilnius, le 11 juillet, dans la séance plénière de la Taryba, à laquelle participèrent tous les membres de la Taryba. La présidence (président Dr Smetona, et vices-présidents Dr Schaulys et M. Staugatis) avait, en ce jour, mis à l'ordre de ses débats, la question de la forme de l'Etat lituanien, reconnu par l'Allemagne, libre et indépendant, ainsi que celle du chef de l'Etat; c'était à la majorité absolue à décider. Après des débats passablement longs, une importante majorité se prononça en faveur d'une monarchie constitutionnelle, héréditaire. Puis le président présenta, comme candidat au trône de Lituanie, le Duc d'Urach. Des 20 membres de la Taryba, 13 votèrent pour ce candidat, 3 s'abstinrent et les 4 représentants socialistes quittèrent la salle des séances.

Comme la conférence de Vilnius de septembre 1917, à laquelle assistèrent 220 représentants du peuple lituanien, provenant d'élections faites, dans toutes les couches de la population lituanienne, a donné le

pouvoir à la Taryba, qu'elle a, en son temps désignée et qui se compose de 20 membres, de se compléter par cooptation jusqu'à concurrence de 6 membres, l'élection du roi faite, et indépendamment d'elle, cette cooptation a eu lieu.

(Cet exposé donne, il est vrai, quelques détails, jusqu'ici inconnus, sur ce qui s'est passé, lors de l'élection, un peu précipitée du roi, mais elle ne peut rien modifier à l'attitude adoptée par le gouvernement impérial, attitude que nous avons indiquée dans l'article de notre dernier numéro du dimanche. Avant que des résolutions définitives, puissent être prises à Vilnius, sur la personne du futur souverain, il faut, tout d'abord que l'Etat de Lituanie, conformément aux prescriptions du traité de Brest, et aux conventions ultérieures, ait pris une forme précise.) (La Rédaction.)

(*Dernières Nouvelles de Munich*, du 11 août 1918, n° 402.)

L'Université de Vilnius.

La question de la fondation d'une Université lituanienne fait sans cesse des progrès. Comme l'annonce le journal Lietuvos Aidas on en étudie à l'heure actuelle les programmes et le budget. Ces derniers temps la Présidence de la Taryba a nommé une commission de trois personnes qui doit s'occuper de la fondation de l'Université. Elle est composée de M. Ytchas, de M. A. Valdemar, professeur d'Université, de Perm et de M. Birzizka, directeur du gymnase de Vilnius.

Cette commission prépare activement les programmes et le budget de l'Université. Dans ce but, le professeur Valdemar s'est rendu à Berlin. On a l'intention d'installer l'Université dans les anciens locaux universitaires de Vilnius où se trouvent déjà la bibliothèque publique ainsi que le Gymnase. On espère ouvrir l'université l'automne prochain et on s'efforce d'ouvrir tout d'abord le premier semestre des Facultés de droit et de philosophie ; la Faculté de théologie comprendra un ou deux et peut-être même trois semestres.

L'Université de Vilnius répond à une pressante nécessité. Un grand nombre de jeunes gens, qui évacués en Russie y ont terminé leurs études secondaires, ne peuvent poursuivre actuellement de plus hautes études. C'est ainsi que pendant trois ans 250 élèves ont fini leurs études au gymnase des jeunes gens et à celui des jeunes filles dirigé par M. Ytchas à Woroneze ; il y avait encore dans cette ville le Gymnase de Wilkawiskis. Les Lituaniens ont aussi continué leurs études dans des Gymnases russes. A Woroneze seulement 300 Lituaniens ont ainsi terminé leurs études secondaires. Il y en a encore 50 à Jaroslaw ; beaucoup se trouvent également dans la même situation à Petrograd, à Rostov sur le Don (où avait été transporté le collège de Mutau) à

Polanga, à Kaunas (école de commerce), à Moscou, à Saratow, à Samara et dans d'autres villes.

Ils n'entreront certainement pas tous à l'Université de Vilnius, mais sur le nombre que nous avons donné, il y en aura tout de même quelques centaines et si on ajoute les étudiants en théologie ainsi que les éléments étrangers qui connaissent le lituanien, on peut dire que l'Université de Vilnius comptera dès son ouverture plus de 300 étudiants.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

(°, 30 Rb)
Rm 37083

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 10.

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La souveraineté de la Taryba et le gouvernement allemand . . 295

Le sort de la Lituanie 300

Les desiderata lituaniens 304

Revue de la Presse. — **La presse française** *(Le Temps.)* — Le sort de la Lituanie. — Echantillons de paix allemande. — Comment l'Allemagne travaille l'opinion. — La Lituanie sous le joug allemand. — Les traités de l'Amiral Hintze. — **La presse suisse :** Le royaume de Lituanie. — Inconséquences. 311

Faits et documents. — Les projets lituaniens. — Le Conseil du pays lituanien auprès du Secrétaire d'Etat von Hintze. — Le sort des prisonniers lituaniens en Autriche-Hongrie. — Une importante conférence lituanienne. — Le sénateur Lodge et les Lituaniens. — Alliance lituano-ukrainienne. — Les travaux de la Conférence lituanienne. — Visite au Président Calonder. . . 324

PRIX DE L'ABONNEMENT : SUISSE, 10 fr. — ETRANGER, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :

Villa Italia, Avenue du Léman

LAUSANNE

ADMINISTRATION :

Librairie Centrale des Nationalités

Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. No 10.

PRO LITUANIA

La souveraineté de la Taryba et le gouvernement allemand.

La Lituanie cherche sa voie au milieu des difficultés de l'heure présente et le sort de cette valeureuse nation en butte aux exigences du pouvoir d'occupation et à une certaine hésitation qu'on ne s'explique pas du côté de l'Entente ne décourage cependant pas ceux de ses enfants qui se dévouent à lui refaire une existence indépendante. C'est là leur but et il est impossible de se méprendre sur sa portée lorsqu'on connaît l'histoire de ce pays, les récents événements qui s'y sont déroulés ainsi que la volonté de ses dirigeants.

Leur volonté fondée sur les enseignements du passé et sur les exigences du présent s'exprime en effet sans ambages : libération de tout joug quel qu'il soit, organisation du pays. Il n'y a là que des vœux très légitimes auxquels souscrivent tous les partisans du droit des peuples et du principe des nationalités. Aussi les difficultés que nous signalons ne proviennent-elles pas des tâtonnements habituels à la constitution d'un organisme nouveau, mais elles sont cependant accrues par cette hésitation caractéristique chez les gouvernements de l'Entente envers les anciens allogènes russes, quoique la Lituanie ne mérite guère la défaveur dont l'ont entourée jusqu'ici ces gouvernements. Comparer son attitude à celle de la Pologne officielle, de la Finlande et même de l'Ukraine, c'est voir que, repoussant les combinaisons hâtives proposées par l'occupant, éloignée de toutes compromissions avec lui, désireuse uniquement d'organiser

Kauno viešoji BIBLIOTEKA
KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

et de restaurer, elle ne s'est jamais accommodée de cette situation provisoire, mettant par la voie de ses représentants, toute sa confiance dans le règlement international de la question lituanienne au Congrès de la Paix.

Le strict maintien de cette attitude irréprochable lui a valu bien des ennuis qui n'ont pas eu pour conséquence d'adoucir la main du vainqueur. On se tromperait si l'on voyait dans l'un quelconque de ces actes l'influence de l'Allemagne. C'est le 27 juin 1916 que les délégués lituaniens de Lituanie, d'Amérique, de Russie et de Suisse proclamèrent à Lausanne, de leur propre volonté, l'indépendance de leur patrie. Cette déclaration fut reprise par la désirables, qui proclama le 11 décembre 1917 l'indépen-Taryba, élue en septembre 1917 avec toutes les garanties dance de la Lituanie et sa séparation d'avec la Russie. L'Allemagne avait auparavant désiré procéder elle-même à la désignation d'*hommes de confiance* qui eussent été les aveugles serviteurs de sa volonté, mais les Lituaniens refusèrent et l'Allemagne dut laisser convoquer à Vilnius les représentants des trois gouvernements de Kaunas, Vilnius et Gardinas qui procédèrent librement à l'élection de la Taryba. Aussi bien, la déclaration d'indépendance du 11 décembre renforce-t-elle singulièrement la position de la Lituanie puisque, à la différence de la Pologne, elle ne doit pas son existence aux Empires centraux, qui n'ont pas institué de toutes pièces chez elle l'analogue d'un « Conseil de régence » et d'un ministère. L'Allemagne voudrait cependant se prévaloir d'un certain droit de tutelle sur la Lituanie, mais les Lituaniens s'y opposent, car ils savent que la reconnaissance de l'occupation allemande et de ses prétendus droits serait la négation de son indépendance en même temps qu'un acte de déloyauté envers les autres belligérants. On ignore les vexations que dut subir la Lituanie pour rester fidèle à ce qu'elle considère d'ores et déjà comme le devoir international d'un Etat souverain dans la Société des nations. Des émissaires allemands parcouraient le pays tendant à fomenter un mouvement favorable à l'Allemagne; devant leur échec cette puissance s'en

prit directement à la Taryba. C'est en vain que les écoles lituaniennes furent fermées et que des entraves sans cesse croissantes furent mises à l'exercice des pouvoirs souverains de la Taryba : interdiction de la langue lituanienne dans la correspondance à l'intérieur du pays, interdicdiction de voyager, etc. Cette pression avait évidemment pour but d'amener la Lituanie à composition sous la férule du vainqueur dont le rôle aurait finalement apparu magnanime par la réunion de la Lituanie à la Prusse.

Le conflit existe maintenant à l'état aigu entre la Taryba qui réclame l'exercice des pouvoirs souverains et le gouvernement militaire d'Ober-Ost qui en refuse la cession prétendant concentrer entre ses mains toute l'administration du pays. Les exigences de la Taryba sont justifiées de même que son appellation de « Conseil d'Etat » succédant, après la proclamation du 11 décembre, à celle de « Diète provinciale » puisque, rompant avec l'Etat russe, elle devenait la seule autorité constituée. Malgré tout, l'Allemagne, admettant la légitimité de la séparation et de la proclamation d'indépendance s'obstine à dénier toute autre compétence à l'organe d'où émanent ces actes souverains qu'elle a d'ailleurs reconnus. Le gouverneur militaire von Heppe dont la vigilance n'était pas suffisante a été remplacé par von Harbou qui doit mieux brider les Lituaniens, et sous son « règne » de même que sous la direction de von Tîesler, chef de l'administration militaire, sous celle de von Gail, commissaire à Kaunas, et de Kügler à la censure, la Taryba se voit imposer la présence de gendarmes allemands à ses délibérations; elle ne doit pas contrarier les projets allemands, n'agir qu'en conformité avec eux, après avoir soumis à l'autorité militaire le programme des délibérations. Comment donner des pouvoirs aux représentants d'un pays dont l'union à la Prusse était déjà virtuellement décidée?

C'est en présence de cette grave situation intérieure que la Taryba fut amenée à procéder à la nomination d'un souverain dont la présence se faisait impérieusement sentir pour mettre un terme à ces visées ambitieuses, en défendant

la Lituanie contre les prétentions allemandes, prétentions qui étaient expliquées tout au long dans les journaux allemands ; la Taryba s'en inquiétait et nous savons d'autre part, ici, que le gouvernement allemand avait secrètement nommé toute une série de commissions composées d'une trentaine de membres, chargés d'élaborer le texte de conventions aux termes desquelles la Lituanie était tout simplement annexée à la Prusse. Il fallait faire échouer ces plans en nommant un souverain qui mît la candidature de Guillaume devant les faits accomplis et qui, du même coup, réduisît à néant toutes les combinaisons prévues pour les rapports politiques étroits que le gouvernement allemand avait conçus. Qui allait-on nommer ? Un neutre n'était pas admis par l'Allemagne. Il fallait de toute nécessité choisir un prince indépendant, de lointaine descendance lituanienne, non apanagé, qui pourrait coordonner les énergies nationales et les opposer aux intrigues de l'étranger. La Taryba n'a point hésité à choisir celui qui, dans les pénibles circonstances actuelles, était le mieux à même de remplir ce devoir national. Le gouvernement allemand y fut trompé et la note officieuse publiée à la suite de cette élection par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* n'admettait pas que la Taryba pût procéder seule à la désignation du souverain. Ainsi tombent les attaques de ceux qui croient y voir l'attribution d'un trône, concertée entre la Lituanie et l'Allemagne. Une explosion de fureur suivit, en effet, dans la presse allemande cet acte qui n'était que l'aboutissement logique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les journaux lituaniens ont refusé d'imprimer la note officieuse : la censure allemande les a suspendus et parmi eux se trouve l'organe de la Taryba. Ainsi, malgré la déclaration du Reichstag relative à la paix « sans annexion ni indemnité », malgré la prétendue application de ce principe à Brest-Litovsk, le gouvernement impérial a préparé pendant trois mois l'annexion de la Lituanie à la Prusse. Le chancelier avait pourtant déclaré au Reichstag le 29 novembre 1917 : « Nous espérons que les peuples limitrophes se donneront

eux-mêmes la forme politique qui convient à leur situation et à leurs tendances. »

Qui donc est maintenant au pouvoir en Lituanie ? En fait, c'est le gouvernement militaire ; en droit, si l'Allemagne était logique avec ses principes, ce devrait être la Taryba ; mais les suppôts de l'autorité militaire défendent « unguibus et rostro » le maintien d'un régime qui ne justifie qu'une chose : leur présence en Lituanie.

Un journaliste suisse[1] a reproché à l'Entente ses inconséquences et les Lituaniens désirent en effet qu'elle les traite avec plus de logique et de justice. Ils regrettent, par exemple, que M. Clémenceau ait répondu au Président du Conseil national polonais en lui affirmant la volonté de l'Entente de reconstituer la Pologne « historique », semblant ainsi appuyer les revendications polonaises dont les Lituaniens ont toujours souffert. Ils regrettent encore que le sénateur américain Lodge ait déclaré qu'il fallait rendre à la Russie les territoires qui lui avaient été arrachés au traité de Brest, traité qui est tout de même un fait marquant pour les Lituaniens. Mais, avant tout, ce qu'ils veulent mettre en lumière ce sont les « inconséquences » de l'Allemagne couvrant la Taryba d'éloges, y voyant la source de tous les pouvoirs lorsqu'elle peut profiter d'elle ou qu'elle espère l'amadouer, la réduisant au contraire au rôle d'organisme mesquin et prétentieux lorsqu'elle prend les décisions qu'exige l'intérêt du pays.

Les Lituaniens sont attentifs à cette duplicité ; ils savent par expérience que, malgré la déclaration d'indépendance du 23 mars 1918 et malgré les déclarations officiellement faites au Reichstag sur la question lituanienne, le gouvernement allemand n'a tenu aucun compte de ses promesses, qu'il conserve toujours l'espoir — aujourd'hui plus que jamais — de trouver dans les confins orientaux les compensations qui lui échappent à l'ouest ; ils savent aussi qu'en dépit des tergiversations allemandes la question se pose sur les champs de bataille d'une Lituanie muselée

[1] J.-El. D : *Gazette de Lausanne*, 31 août.

ou d'une Lituanie indépendante. A l'Entente de montrer que ses espoirs ne seront pas déçus, en lui indiquant d'un geste bienveillant la voie qu'elle doit suivre à l'heure où les Polonais déclarent eux-mêmes vouloir accéder à la mer par un « territoire polonais », Dantzig en l'espèce.

Le sort de la Lituanie

d'après le dernier discours de M. de Payer, vice-chancelier d'Empire.

(24 septembre 1918.)

La dernière manifestation oratoire de M. de Payer, vice-chancelier de l'Empire allemand, à la séance de la Commission principale du Reichstag du 24 septembre, jette une nouvelle lumière sur le sort que l'Allemagne semble réserver à la Lituanie.

Ce qu'envisage M. de Payer n'est ni plus ni moins qu'une annexion déguisée, ne laissant à aucun point de vue à la Lituanie la possibilité de se suffire à elle-même, et encore moins la faculté de s'appartenir ainsi qu'il convient à un Etat souverain et indépendant. Et cela, aussi peu dans le provisoire de l'occupation actuelle que dans le définitif de la libération du territoire que l'on espère être de demain.

Pour le présent, M. de Payer prétend qu'une administration civile a été établie en Lituanie : « Depuis le 1er août, dit-il, l'administration d'Ober-Ost est supprimée et à sa place a été instituée, séparément pour les Pays baltiques et la Lituanie, une administration qui, encore que soumise à la direction suprême de l'armée, n'en est pas moins organisée sur le modèle d'une admnistration civile. » Qu'est-ce à dire ? A la place de M. Heppe, « chef de l'administration d'Ober-Ost », M. le général von Harbou, « gouverneur civil de la Lituanie », celui-ci comme celui-là relevant du « commandement suprême » ! Où est le changement ? N'est-ce pas le fameux « bonnet blanc, blanc bonnet » dont s'amusait Bismarck ?

Ce n'est en tous cas pas cette « mystification » — nous ne trouvons pas d'autre mot — que la Taryba réclamait à maintes

reprises et en dernier lieu dans le mémoire remis par son Président, le Dr Smetona, lors de son dernier passage à Berlin, au chancelier lui-même, mémoire reproduit infra [1]. Ce qu'elle a réclamé, c'est bel et bien, comme c'est son droit et son devoir, un gouvernement lituanien en bonne et due règle et forme, encore que pour le présent limité dans l'utilisation de ses compétences par conciliation déférente envers l'occupation.

Nous sommes maintenant loin de compte, surtout eu égard au couronnement de l'édifice de l'administration civile, invoquée par M. de Payer pour sa justification et celle des autres, à savoir, ce commissaire impérial supérieur — « commissaire non militaire », souligne victorieusement le Rouher berlinois — préposé à la Lituanie et qu'on a rappelé de Vilnius, où là du moins il pouvait faire encore figure lituanienne, pour le rattacher à Berlin, à... l'Office de l'intérieur ! Comme si la Lituanie était un « internum » allemand et déjà un nouveau « Territoire d'Empire » !

Il est un point où nous ne contredirons pas M. de Payer dans son « Pro domo » et celui de son administration, c'est lorsqu'il croit devoir constater que « le règlement de la situation en Lituanie ne s'est malheureusement pas effectué avec la rapidité espérée. » Hélas ! Mais nous l'arrêtons aussitôt lorsqu'il nous fait envisager un avenir meilleur après la conclusion des conventions prévues entre l'Allemagne et la Lituanie et du fait même des dites conventions.

Ainsi, la Lituanie se lierait pieds et poings sous quatre rapports : militaire, douanier, monétaire et ferroviaire et, ligotée de telle sorte, elle serait libre — ô combien ! — de se choisir un gouvernement et de lui laisser à gouverner ce qui restera de champ à une activité gouvernementale proprement lituanienne, ce quadruple ligotement opéré ! A quel Lituanien digne de ce nom, M. de Payer prétend-il en imposer par cet Eden lituanien... « après la lettre... » des conventions ?

Sans doute M. de Payer n'est pas très fier de faire du définitif avec tous ces gouvernements provisoires. Déjà, relativement à la constitution commune de l'Estonie, de la Livonie et de la Courlande et aux conventions à conclure avec l'Allemagne, il avait dit : « Le règlement définitif sera ratifié par le futur

[1] Cf. Les desiderata lituaniens.

gouvernement du nouvel Etat. Au règlement provisoire, cet Etat serait représenté d'une manière qui ne correspondrait peut-être pas aux conceptions modernes de gouvernement et de représentation populaire... La question ne nous touche pas directement. Nous devons nous en tenir à la représentation qui est là. »... Même à la Taryba, dont peu après cependant M. de Payer dit « qu'elle constitue une représentation à peine suffisante de la classe paysanne lituanienne ! »

Ainsi, Allogènes russes en général et Lituaniens en particulier, traitez, tels que vous êtes provisoirement constitués, à peine de voir indéfiniment prolonger le gouvernement militaire qui persiste déjà d'ailleurs même sous le nom de gouvernement civil cher au libéral M. de Payer et qui suce le pays dont il tire toute la substance, appauvrissant la seule Lituanie jusqu'à ce jour de 10 milliards au moins, du fait de réquisitions de vivres et de matières premières de toutes catégories, ainsi que de dévastations de forêts auxquelles il a été procédé pour alimenter l'Allemagne et entretenir sa vie économique. En ce qui concerne la Lituanie tout cela sans doute pour la mieux mettre en état de supporter cette part de dette allemande qui lui a été — surtout en présence de ce pillage systématique et officiel — si injustement imposée.

Pour employer une énergique expression de tous les jours : « il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs. » Une convention qui tienne et qu'on veuille tenir ne peut être faite que par un gouvernement qui « tienne » lui-même. Ainsi, gouvernement d'abord et, après, les conventions. Il faut à la Lituanie un édifice constitutionnel en règle : représentation de la population dans toutes ses couches et nuances, Diète (Seimas) et Sénat (Taryba), ministère de compétences responsables devant cette représentation et devant la clef de voûte de tout l'édifice, le roi. C'est au gouvernement émanant du sein de ces institutions à conduire et a mener à bien les négociations. Mais ce gouvernement ne saurait exister sans le roi et la représentation populaire, puisque la Lituanie doit être une monarchie constitutionnelle. Est-il tant besoin de le dire et de le répéter à un peuple tel que le peuple allemand qui voit théoriquement dans la monarchie, la monarchie « de droit propre », la source de toute autorité dans l'Etat ? Et d'ailleurs roi et représentation nationale sont nécessaires pour la marche régulière des négo-

ciations comme pour leur ratification normale. Quelle autorité M. de Payer attend-il donc en Lituanie co-contractante de conventions conclues avec une représentation nationale de fortune? Et lui-même attribuerait-il une grande valeur à des tractations qui auraient vu le jour dans de pareilles conditions? N'aurait-on pas eu l'air de préparer quelque nouveau « chiffon de papier »?

Revenant sur un fait accompli, un fait de «Notwehr» lituanienne — « Not kennt kein Gebot » — M. de Payer estime prématurée l'élection d'un monarque avant les conventions. Après d'autres hommes d'Etat et hauts fonctionnaires allemands — sans parler de la presse officielle ou officieuse — M. de Payer a l'air d'envisager un « Do un des » « donnant, donnant ». M. de Payer s'abuse singulièrement s'il croit la Lituanie disposée à acheter son monarque au prix de concessions, d'un marché, d'un « Kuhhandel » pour tout dire, aussi attentatoire à la dignité de l'élu qu'à celle du peuple qui l'a désigné. Est-il donc tant dans l'intérêt aussi bien de l'Allemagne que de la Lituanie de tergiverser sur ce point? L'Allemagne croit-elle que l'occasion de l'élection d'un prince allemand en Lituanie soit une opération qui puisse se renouveler quotidiennement ou tout au moins « ad nutum »? Sans doute, l'Allemagne contribue largement à garnir le « Gotha », mais il n'en faut pas moins d'autres pays pour le remplir. Il y a encore des princes ailleurs que chez elle, à supposer que la Lituanie, lassée de tous ses déboires à se trouver un roi, ne se tourne pas tout simplement vers les institutions républicaines, comme le lui suggèrent, de façon si pressante, ses fils de la libre Amérique!

Pour montrer qu'il a été fait quelque chose en cette Lituanie « civilisée » au point de vue administratif, M. de Payer invoque l'institution de conseillers de districts, choisis parmi les habitants du pays. Le bon billet qu'a ici la Lituanie! En quoi consiste en effet l'innovation : Le « Kreis-Hauptmann » — nouveau proconsul à la Verrès — se voit flanquer de quelques Lituaniens « dans toutes les questions importantes », dit M. de Payer. « Questions importantes » est bien vague. Et qui est juge de l'importance? Si c'est le Kreishauptmann — Satrape — on peut être certain qu'il ne s'embarrassera guère du « frein » lituanien qu'on lui a imposé et qui fonctionne si bien... sur le papier. Et si quelque ordonnance civile a prévu les cas de colla-

boration, à qui fera-t-on croire qu'assister à la prise d'une décision par le Kreishauptmann équivaut à participer à l'élaboration de la dite décision? Le « Kreishauptmann » est bien puissant sur place — et Berlin — avec qui d'ailleurs on ne pouvait ni communiquer ni se rendre jusque dans ces derniers temps que par privilège — est bien loin! M. de Payer parle vraiment d'or quand il dit que les conseillers de district sont « à côté » du chef de l'administration du district. « A côté » — ô combien!

M. de Payer termine ses observations sur le thème Lituanie en avançant: « On ne peut certainement pas parler de l'annexion de ces pays, si nous ne pouvons pas leur accorder ce qu'ils n'ont du reste pas demandé du tout, toute liberté d'action, sans nous prendre nous-mêmes en considération. » Il se peut que les provinces baltiques, qui ont leur passé à elles et leurs aspirations particulières, n'aient pas demandé leur libération, mais tel n'est certes pas le cas de la Lituanie. Depuis qu'elle a pu manifester ses sentiments, elle n'a cessé de réclamer et de proclamer son indépendance. L'indépendance a été le souffle puissant qui a animé la diète de Vilnius de septembre 1917 et qui lui a donné sa raison d'être. La résolution que cette diète a votée à cet égard avant de se séparer a servi de base comme de motif à l'existence de la Taryba. Et depuis décembre 1917, la Taryba, mandataire fidèle de la Diète, n'a jamais faibli dans ses revendications de l'exécution de la décision fondamentalt de la Diète de Vilnius. La Lituanie n'a voulu renaître qu'à la vie libre et elle n'a jamais rien dit ni fait qui pût donner à croire que le jeune aurochs lituanien, tout aussi placide et débonnaire que ses ancêtres envers qui sait le prendre, fût devenu moins fier et prêt au joug même d'un libérateur!

Les desiderata lituaniens.

Nous donnons à nos lecteurs un extrait du mémoire remis le 17 août par le Président Smetona au Chancelier impérial. Il est d'autant plus intéressant qu'il montre la nécessité d'organiser le pays et que chacun de ses points a déjà mis la Taryba en conflit avec l'administration militaire. C'est pour faire cesser

cet état de choses précaire et dangereux pour l'avenir du pays qu'il a été rédigé. Aussi, peut-on le considérer à bien des égards comme un ultimatum adressé au gouvernement impérial pour le sommer de mettre fin à l'intolérable situation dont les Lituaniens sont victimes :

« Lorsque la Taryba proclama, le 11 décembre 1917, la restauration de l'Etat lituanien, elle pria en même temps l'Allemagne de prendre sous sa protection les intérêts lituaniens à l'occasion du traité de paix et de lui accorder son aide pour la création intérieure de l'Etat. L'Empereur allemand nous a promis l'une et l'autre le 23 mars et il a chargé Votre Excellence de prendre dans ce but, d'accord avec la Taryba, les mesures nécessaires.

Il va de soi que l'Etat lituanien doit être créé dans son ensemble avec des forces *lituaniennes* et que l'aide allemande, comme le mot l'indique, ne doit être qu'une aide et pas davantage. La Taryba n'a pas encore fait usage de la promesse du gouvernement allemand d'apporter l'aide nécessaire parce qu'à cause de la situation dans laquelle la Lituanie se trouve jusqu'à présent, elle aurait été inutilisable même pour les forces lituaniennes. Lorsque la création de l'Etat sera arrivée au point où l'aide allemande sera désirable et nécessaire, le Conseil d'Etat priera alors le gouvernement allemand de la lui accorder. C'est à ce moment seulement qu'il sera possible de préciser exactement de quelle façon et dans quelle mesure interviendra cette aide. Mais en ce qui concerne la *création de l'Etat par nos propres forces*, qui est le point primordial, il est nécessaire pour le bon résultat de ce travail que nous ne nous heurtions à aucun empêchement de la part des autorités allemandes qui considèrent jusqu'à maintenant le pays comme un territoire occupé et qui l'administrent. Il faut *s'entendre mutuellement* pour supprimer cet obstacle à la création de l'Etat. Il faut aussi s'entendre sur les questions qui traitent du moment et des mesures à prendre. Pour ces motifs, j'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence un plan de création de l'Etat lituanien. Les mesures immédiatement nécessaires sont de deux sortes : elles ont trait : 1° à la *situation internationale de la Lituanie;* 2° à sa *situation intérieure.*

La première est très précaire. La situation internationale d'un Etat n'est assurée que lorsqu'il a été reconnu par les gran-

des puissances du droit des gens. Jusqu'à maintenant, la Lituanie n'a été *reconnue que par l'Allemagne* comme un Etat libre et indépendant. Mais les rapports juridiques entre ces deux Etats n'en ont été nullement précisés. On n'a jamais, à titre d'indication, précisé la situation de la Lituanie en sa qualité de partie de l'ancienne Russie à l'égard des traités conclus entre ce pays et l'Allemagne, pour autant qu'ils ne sont pas devenus caducs par la décision de la Taryba du 11 décembre 1917. Les actes du 11 décembre 1917 et du 23 mars 1918 n'ont créé que le fondement juridique sur lequel les rapports entre l'Allemagne et la Lituanie doivent encore être construits.

Nous croyons que la continuation de rapports purement juridiques donnerait peu de résultat car il y manquerait la pratique. Il s'agit maintenant, à notre avis, de tirer des conséquences pratiques du fondement *juridique* établi. Dans ce but, il était très important pour les Lituaniens d'avoir une *représentation permanente officielle auprès du gouvernement impérial à Berlin.* Les délégués du Conseil d'Etat qui se trouvent ici ne possèdent pas le droit de représentation diplomatique. Dans l'état actuel des choses, le Conseil d'Etat, à Vilnius, se voit forcé de n'entrer en rapport avec le gouvernement impérial que par l'intermédiaire de l'administration militaire. La pratique a révélé les nombreux inconvénients de ce procédé...

En outre, la *reconnaissance de l'indépendance lituanienne par les autres puissances de la Quadruplice* serait très importante. Après que l'Allemagne s'est prononcée sur cette question il n'y a pas de doute que ses alliés n'en fassent de même. Cette reconnaissance aurait, pour nous, de très grosses conséquences, car il y a en Autriche-Hongrie et en Turquie beaucoup de prisonniers de guerre lituaniens qui, d'après le traité de Brest, doivent être rapatriés sans retard.

La *reconnaissance de la Lituanie par les Etats neutres* aurait encore des conséquences et une importance beaucoup plus grande. Au point de vue politique, il est important qu'au Congrès général de la paix la Lituanie soit reconnue par le plus grand nombre possible d'Etats. Il est inutile d'insister davantage sur ce motif.

La question se pose naturellement à ce sujet de savoir jusqu'à quel point les Etats neutres sont disposés à reconnaître l'indépendance de la Lituanie. Quoique nous ayons de bonnes raisons

de croire qu'il ne s'élèverait pas de difficultés insurmontables, il serait cependant nécessaire d'envoyer, dans ces pays, une députation chargée d'enquêter sur les conditions que ces Etats mettraient à la reconnaissance de l'Etat lituanien.

Considérant maintenant la *création intérieure de l'Etat*, nous voyons que cette question est encore plus délicate. Il faut tout d'abord préciser que, jusqu'à maintenant, on n'a encore rien entrepris qui puisse être considéré comme un léger acheminement vers la restauration de la vie politique lituanienne. L'Etat lituanien est encore traité par l'Allemagne comme un territoire occupé, administré par les autorités allemandes... Je voudrais parler maintenant des mesures qui doivent être prises pour commencer à créer l'Etat ; c'est dire qu'il s'agit de la *formation rapide d'un gouvernement lituanien*. La question n'est pas aussi simple qu'elle le paraît au premier abord. Lorsqu'un Etat qui possède ses organisations politiques est occupé militairement et que ses institutions sont remplacées par celles de l'occupant, il ne s'agit, lors de la remise des pouvoirs, que de savoir comment ces institutions vont reprendre leur activité interrompue. En Lituanie, les organisations politiques étaient russes avant la guerre. Elles se sont retirées à l'approche des Allemands. Elles ne reparaîtront plus dans le pays à la conclusion de la paix. A leur place, il faut installer des institutions politiques *lituaniennes* dont il faut auparavant créer tous les organes. Ce n'est pas tout. Il ne s'agit pas simplement de remplacer les organisations politiques russes par les lituaniennes ; il faut encore *changer la constitution* pour l'adapter à la situation nouvelle.

Pour ce qui est encore du *système administratif*, il n'est presque resté aucune trace du régime russe, car tout avait été subordonné dans le pays aux exigences de la guerre. Et précisément parce que l'administration actuelle allemande est issue de la guerre, elle ne peut rester comme futur système administratif du pays. Si, enfin, l'on songe que l'armée d'occupation allemande séjourne dans le pays pendant un temps qu'il n'est pas encore possible de déterminer, la création d'un gouvernement lituanien se présente alors comme un problème compliqué. La solution de ce problème demande beaucoup d'études préliminaires qui ont été entreprises malgré toutes les difficultés par le Conseil d'Etat lituanien et qui ont partiellement abouti à une conclusion.

La question primordiale dans la création d'un gouvernement lituanien est celle de savoir par où il faut commencer, par le sommet ou par la base. Au point de vue théorique, le procédé se présente de la manière suivante :

On commence par la base en nommant des *fonctionnaires subalternes* lituaniens qui prendraient la place des fonctionnaires allemands et qui seraient soumis à l'administration militaire allemande. C'est ainsi que l'on pourrait posséder peu à peu des fonctionnaires lituaniens subalternes et ne conserver que les chefs allemands. Cela accompli, on pourrait créer un gouvernement lituanien qui disposerait d'organisations politiques complètes.

Mais *il est impossible de réaliser* ce programme. Tout d'abord comme nous l'avons indiqué plus haut, le système administratif n'est adapté qu'à l'état de guerre ; il ne tient nullement compte de l'état de paix.

A ce point de vue, il est même plus défectueux que le système russe et il ne peut par conséquent être question de le garder. De plus, le travail commun des fonctionnaires lituaniens et des fonctionnaires allemands est impossible car les Lituaniens n'ont pas une connaissance suffisante de la langue allemande ; ce fait est particulièrement important car un fonctionnaire ne doit pas seulement parler mais aussi écrire la langue administrative. Il résulte déjà de ce simple fait que les fonctionnaires lituaniens ne pourraient agir qu'à titre de Lituaniens qui ont des chefs lituaniens, et qui sont nommés et révoqués par les autorités centrales lituaniennes. En d'autres termes, *le gouvernement lituanien doit être créé par le sommet et non par la base.* Mais, puisque les autorités allemandes ne peuvent pas quitter pour le moment le pays et être remplacées par les autorités lituaniennes, puisqu'en outre les autorités lituaniennes ne peuvent pas être soumises aux autorités allemandes, il ne reste plus qu'un moyen : la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire l'*attribution totale de certaines matières administratives à la compétence lituanienne,* le maintien des autres entre les mains des autorités allemandes jusqu'au moment où on accordera aussi ces matières à la compétence du gouvernement lituanien.

Il n'est pas nécessaire d'étudier à fond quels sont les domaines que l'on pourrait céder maintenant déjà au gouvernement lituanien ou quels sont ceux dont on peut réserver certaines

sections à la conclusion d'accords postérieurs. Malgré cette séparation des pouvoirs le *gouvernement central doit être déjà maintenant constitué* car il doit se préoccuper de la création des organes qui manquent afin que les fonctionnaires nécessaires se trouvent à sa disposition lorsque le jour viendra où il prendra entre ses mains les autres matières. Le gouvernement central ne peut être qu'un *Conseil des Ministres* nommé et révoqué par le Conseil d'Etat en sa qualité de détenteur des droits de souveraineté lituanienne jusqu'à l'arrivée dans le pays du roi lituanien élu qui, en montant sur le trône, entrera en possession des pouvoirs souverains, actuellement détenus par le Conseil d'Etat.

En même temps que l'installation du gouvernement lituanien se présentent deux autres questions : ce sont celle des *frontières du pays* et celle des *sources de revenus*. Il est, pour le moment, facile de répondre à la première car la fixation définitive des frontières n'est pas encore possible. Les puissances de l'Entente ont protesté contre le traité de Brest de sorte que tout le problème des Etats limitrophes se trouvera encore soumis à discussion si la guerre se termine pour elles sans que l'Allemagne puisse leur dicter ses conditions. Les frontières pourront être définitivement tracées après qu'un accord sera intervenu au cours de ces conversations. C'est pourquoi, on pourrait considérer comme domaine provisoire de l'Etat lituanien tout le territoire maintenant soumis à l'administration militaire. Sur ce territoire le Conseil des Ministres lituanien pourrait organiser les services qui lui auraient été cédés.

L'autre question est celle du *budget de l'Etat* lituanien. Comment trouver les ressources nécessaires pour couvrir les besoins? Il n'est pas facile de répondre tout de suite à cette question. On pourrait évidemment couvrir dans une certaine mesure les besoins grâce aux impôts perçus sur le pays. Les Polonais ont même reçu l'année dernière 38 millions de marks des autorités allemandes et 12 millions des autorités autrichiennes. Les Lituaniens n'ont pour ainsi dire encore rien touché des impôts perçus sur le pays et c'est surtout à l'aide de ressources privées qu'ils ont travaillé.

Il n'est donc que juste de mettre à la disposition de l'Etat lituanien, pour la création de l'Etat, une partie des perceptions levées sur le pays. Il est évident que ce procédé serait encore

largement insuffisant. Les Polonais n'ont affecté qu'aux écoles les fonds ainsi mis à leur disposition et ils ont couvert les autres besoins grâce aux revenus provenant d'autres sources. On doit procéder de même en Lituanie et la question reste donc entière de savoir de quelle façon on se procurera les ressources nécessaires. Une source de revenus pourrait résulter du *droit d'émission de la banque d'Etat lituanienne.* Mais il ne faudrait user de ce procédé qu'avec la plus grande précaution. Peut-être serait-il plus simple de prendre en considération l'*appui financier allemand* ou bien d'émettre un *emprunt intérieur* qui pourrait, à certaines conditions, avoir du succès. Mais comme je l'ai déjà dit, la question financière est trop délicate pour que j'en parle davantage. La question de savoir d'où proviendront les ressources nécessaires ne peut se poser qu'après avoir réglé en principe la question de la création interne et externe de l'Etat lituanien. Aussi reste-t-elle réservée pour un accord particulier.

Ce sont là les questions principales à considérer pour la création de l'Etat lituanien. A côté se trouvent encore une *série d'autres questions* qui sont également d'une grande importance pour l'avenir de la Lituanie, mais qui, pourtant, seront d'une solution facile dès que les questions essentielles seront réglées.

Les questions concernant la création de l'Etat lituanien auxquelles il est ainsi fait allusion n'ont aucune influence sur les *conventions* à conclure avec l'Allemagne. Puisque la question des conventions traînera naturellement en longueur, nous considérons qu'il est préférable de régler d'abord les points qui ne se rapportent pas à ces conventions. Si je n'ai pas traité ces questions de façon plus approfondie c'est parce qu'il doit d'abord intervenir à leur sujet une décision de principe. Pour arriver à une pareille décision il est nécessaire d'en conférer avec le gouvernement impérial.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de me recevoir après mon retour de Suisse, espérant recevoir à ce propos une réponse favorable. »

SMETONA,
Président de la Taryba lituanienne.

Revue de la Presse.

I

La presse française. *(Le Temps.)*

Nous tenons à signaler et à reproduire les récents articles consacrés par le *Temps* à la question lituanienne. Il nous est infiniment agréable de leur donner place dans notre *Pro Lituania*, car les manifestations de sympathies qu'ils nous témoignent méritent de figurer dans cette publication, désireuse de signaler au jour le jour les progrès de notre cause.

Il semble aussi qu'en France l'opinion publique longtemps indifférente se soit maintenant pleinement rendu compte de la signification du problème lituanien. Certes, les événements de Russie ont beaucoup contribué à démontrer l'inconsistance intérieure de cet Etat dont le centre, pourtant essentiellement grand-russien, était incapable de résister à la veulerie émanant d'une décomposition complète; à la périphérie cependant naissaient de nouveaux organismes dont l'Entente et la France en particulier ont mis trop de temps à constater la vitalité. Il semblait, à premier abord, que la France, grande alliée de la Russie tzariste, deviendrait automatiquement la puissante alliée des petits Etats qui, à la faveur du réveil de leur conscience nationale, manifestaient leur désir de vivre indépendants et que, décuplant leurs jeunes forces en les amalgamant aux siennes, elle saurait en faire le rempart susceptible de s'opposer à l'invasion allemande, dangereuse pour leur développement.

A vrai dire, il n'y avait jamais eu de front russe mais la Révolution lui substituait à jamais, en tout cas, un front lituano-polonais-ukrainien et il *importait* de tirer les conséquences immédiates de cet état de choses en restaurant par le secours énergique la force militaire de ces organismes devant la Russie défaillante.

Les événements en ont décidé autrement ; nous avons été soumis à l'occupation allemande sans qu'intervienne une déclaration favorable à notre égard. Et l'on vit ainsi journellement les Empires centraux qui tiennent déjà sous le joug tant de petites nationalités accroître encore leur nombre par l'oppression dont

ils accablaient les anciens allogènes des confins, *nourrissant à leur égard tous les projets d'impérialisme économique, militaire et pangermaniste impossibles à réaliser ailleurs.* Car la force de l'Entente grandissait cependant qu'un mutisme officiel régnait interrompu seulement çà et là par les injures de la presse.

Aussi pensons-nous, à juste titre, que la sympathie dont nous honore le *Temps* est concomitante d'un revirement d'opinion se traduisant bientôt dans les sphères officielles par une politique fondée sur les nouvelles exigences du front oriental. On se rend compte qu'il est impossible de regrouper autour de la « Moscovie », masse amorphe qui s'annihile dans une honteuse abdication. Sur qui compter alors sinon sur ces « allogènes » que l'on a tant bafoués et qui attendent d'être à la peine pour montrer qu'ils ont droit d'être à l'honneur ? Notre simple revanche sera de prouver à l'Entente que les événements ont fait d'eux et en particulier de la Lituanie des facteurs importants de la politique orientale dont la méconnaissance systématique aurait les plus funestes conséquences.

Les Lituaniens pensent que leur destinée se joue sur les champs de bataille de l'Occident, mais, pour en être sûrs, ils demandent à lE'ntente la reconnaissance de leur droit à l'existence. Nous regrettons simplement que le *Temps* ait fait appel au Président Wilson pour nous dire d'espérer. C'est plus particulièrement au nom de la France qu'il aurait dû nous encourager et nous persistons à croire que la France, encore une fois « puissante alliée des allogènes » prendra l'initiative de leur soutien. L'Italie entière s'émeut du sort réservé aux nationalités sujettes des Habsbourg. On ne manquera pas non plus de penser en France que la persistance de la guerre dont elle a été le centre de résistance n'a fait que magnifier ses buts : il y a toujours des nationalités à libérer, mais elles se trouvent toutes maintenant d'un seul côté, sous le même oppresseur.

L'exemple de l'Italie ne sera donc pas isolé et les articles qu'on va lire nous autorisent à le croire.

Le sort de la Lituanie.

« La Lituanie enveloppe en arc de cercle la frontière de la Prusse Orientale, et elle est par conséquent le pays indiqué pour protéger la frontière de l'empire allemand à l'est. Le rattachement étroit de la Lituanie à l'Allemagne est imposé par les considérations de sécurité les

plus élémentaires. » Ainsi commence une étude sur l' « Etat lituanien » publiée le 17 mai par la *Gazette de Cologne*. On retrouve là, formulés avec un remarquable sans gêne, les deux principes qui ont servi à agrandir d'âge en âge les Etats des Hohenzollern. Premier principe : on a toujours avantage à s'emparer d'un pays limitrophe. Second principe : on a le droit de prendre tout pays qu'on a intérêt à posséder. Remercions la *Gazette de Cologne* d'avoir donné la parole à un collaborateur — sans doute militaire — qui sait si mal farder la vérité. Du coup, elle nous livre le secret de toute la politique allemande en Lituanie, et elle nous rappelle l'importance du problème lituanien.

Ce problème occupait déjà les autorités allemandes quand la majeure partie de la Lituanie était encore aux mains des Russes. C'est le 1er août 1915 que le prince d'Ysenburg, qui s'est acquis depuis lors une fâcheuse réputation, fut mis à la tête de l'administration lituanienne ; et, comme on n'avait à lui confier qu'un petit territoire tout encombré par les opérations militaires, il planta provisoirement sa tente à Tilsitt, en Prusse. Mais quand il se transporta à Kovno, le 30 avril 1916, ses pouvoirs s'étendaient sur plus de 39 000 kilomètres carrés. Plus tard, l'administration centrale a été transférée à Vilna, chef-lieu de la région dite « Vilna-Souvalki », qui comprend plus de 26 000 kilomètres carrés. Enfin, le 1er février 1918, on y a joint la région dite « Bialystok-Grodno », qui mesure 25 800 kilomètres carrés. La Lituanie découpée par les Allemands semblerait donc avoir une superficie d'environ 91 000 kilomètres carrés, avec une population de cinq à six millions d'âmes, ce qui ferait d'elle un Etat comparable au Portugal. Si l'on songe que des fonctionnaires prussiens travaillent depuis plusieurs années à constituer les cadres administratifs du pays, et que Guillaume II, le 23 mars dernier, a solennellement reconnu la Lituanie « comme un Etat libre et indépendant », on est tenté de croire que les Lituaniens sont à la veille de posséder un gouvernement national, muni des principaux attributs de la souveraineté. Cependant, il n'en est rien.

Le régime que les Allemands ont imposé à la Lituanie, depuis qu'ils l'ont conquise, n'était pas précisément fait pour préparer les Lituaniens à une vie indépendante. Dans une série de brochures où les documents abondent, M. Rivas a décrit quelques traits de ce régime. On y apprend par exemple, que les autorités allemandes ont supprimé tous les journaux publiés en langue lituanienne : « A leur place, raconte M. Rivas, paraissent des journaux allemands à Vilna, Kovno, Grodno, etc., et à Kovno, un seul journal officieux allemand en langue lituanienne, *Dabartis*, qui ne donne que des nouvelles dont la publication est autorisée par les Allemands». La population espérait-elle du moins qu'on lui permettrait de lire des livres ? Là aussi, l'Allemagne veille.

BIBLIOTEKA

Il y eut d'abord une censure qui examinait, avant de les laisser entrer en Lituanie, tous les ouvrages politiques, militaires ou scolaires qui avaient paru après le 31 décembre 1913. Puis la censure allemande a appliqué un système plus hermétique: depuis le 1er janvier 1917, toute personne désireuse de commander des livres destinés à la Lituanie doit en inscrire la liste sur un bon délivré par l'administration et faire viser ce bon par les autorités, après quoi la commande est transmise à un libraire allemand, dont l'envoi sera vérifié par un bureau officiel. Ce n'est certes pas une manière de faire circuler librement les idées. Mais la circulation des habitants n'est pas beaucoup plus libre. Tout civil qui prétend «se rendre au delà des limites de son lieu de résidence» doit se munir d'un certificat d'autorisation, que le commandant de cercle n'accorde qu'après justification du voyage. Ce certificat précise l'itinéraire à suivre et les moyens de transport qui seront employés: «Il est absolument interdit de s'écarter de l'itinéraire indiqué», ajoute l'ordonnance. Grâce à ces restrictions, explique M. Rivas, «les Lituaniens sont, pour ainsi dire, dans l'impossibilité de pouvoir communiquer de ville à ville et même de village à village».

Voilà comment l'Allemagne comprend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — ce qui ne l'empêche pas de notifier gravement aux bolchevistes que l'Estonie et la Livonie se séparent de la Russie en vertu de ce même droit.

Cependant, les autorités allemandes sentent bien qu'il faudra changer un jour ou l'autre la façade de leur Lituanie. On ne peut pas lui laisser indéfiniment l'aspect d'une prison. De là est venue, probablement, l'idée de l'«Etat libre et indépendant». Au surplus, Guillaume II, en reconnaissant cet Etat, a eu soin de déclarer qu'il sera «lié à l'empire allemand par des rapports d'alliance perpétuels et fermes, ainsi que par des conventions qui porteront notamment sur le domaine des questions militaires, des transports, des douanes et de la monnaie». Voilà une Lituanie qui ne gênerait évidemment pas les Allemands. Mais, pour lui bâtir une façade d'indépendance, encore faudrait-il lui donner des frontières, des institutions gouvernementales, et un chef d'Etat.

Or, l'Allemagne n'entend accorder aucune de ces satisfactions aux Lituaniens. Ils ne savent pas où sera leur frontière; les pangermanistes demandent, en ce moment, que Bialystok, Grodno et la province de Suvalki soient annexées à l'Allemagne. Ils ne possèdent ni gouvernement, ni Parlement. «Le pays, écrivait le 18 mai le correspondant berlinois de la *Gazette de Francfort*, n'a encore aucune administration à lui, ni aucune représentation nationale qui repose sur une large base.» Quant à un roi de Lituanie, les Allemands ne s'entendent pas pour en choisir un. Le gouvernement saxon voudrait une union personnelle

entre la Lituanie et la Saxe, mais l'état-major prussien repousse cette combinaison, et il la fait critiquer par tous les journaux qu'il inspire. Il voudrait, semble-t-il, transformer tous les territoires de l'est en Marches prussiennes, où des populations rurales entretiendraient silencieusement les gazons du glacis germanique.

Tel est le sort que les Allemands ont fait à la Lituanie. Tel est l'avenir qu'ils lui réservent. Tous les alliés sont d'accord avec le président Wilson pour dire aux Lituaniens : espérez !

Echantillons de paix allemande.

En Lituanie, l'Allemagne s'est mise au travail dès l'automne de 1915, mais un incident assez pittoresque vient de faire ressortir la résistance qu'elle rencontre et la mauvaise foi qu'elle déploie.

Rappelons encore quelques textes et quelques faits. Le 28 août 1917, le Reichstag invitait le chancelier de l'empire allemand à constituer en Lituanie une assemblée représentative. Cette assemblée devait exercer au nom des Lituaniens. et au profit de l'Allemagne, le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Elle devait invoquer la protection germanique et régulariser ainsi l'établissement du protectorat allemand. Le 16 septembre, les autorités allemandes faisaient élire cette assemblée au moyen d'un scrutin aussi restreint que surveillé. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* annonça dix jours plus tard que les nouveaux élus avaient rédigé une adresse qui, tout en émettant des vœux d'indépendance, recommandait la Lituanie à la bienveillance de l'Allemagne.

L'assemblée lituanienne — appelée Landesrat par les Allemands et Taryba par les Lituaniens — prit de l'importance quand le commandement allemand résolut de constituer une grande Lituanie. A partir du 1er février, les deux circonscriptions militaires de Lituanie proprement dite et de Bialystock-Grodno furent réunies, et le siège central de l'administration fut fixé à Vilna. On avait besoin, désormais, de faire figurer dans la politique allemande un chœur de députés lituaniens. Malgré les manifestations d'indépendance que s'était permises l'assemblée lituanienne, c'est sur elle qu'on comptait pour jouer ce rôle obéissant. Le 18 mars, le comte Hertling disait au Reichstag :

« En ce qui concerne la Lituanie, on a déjà, l'an dernier, arrêté une résolution qui prévoyait une étroite union économique et militaire avec l'empire allemand. J'attends ces jours prochains une délégation du Landesrat de ce pays. Elle doit faire connaître à nouveau cette résolution, ce qui aura pour conséquence la reconnaissance de la Lituanie comme Etat indépendant. »

La délégation de la Taryba lituanienne arriva en effet à Berlin, sous la conduite de M. Smetona, et fut reçue le 23 mars par le chancelier.

Le 26, l'agence Wolff publia les télégrammes échangés entre les délégués et Guillaume II. L'empereur, s'adressant au président Smetona et à ses collègues comme aux représentants légitimes du peuple lituanien, leur disait : « Je me suis réjoui que la marche victorieuse de mes troupes ait délivré la Lituanie du joug russe et m'ait permis de rétablir la Lituanie comme Etat libre et indépendant. »

Cependant, les Lituaniens ne se sentaient point libérés. Au début de juillet la Taryba protestait auprès du chancelier allemand contre les arrestations arbitraires, les enrôlements forcés de bataillons de travailleurs, les réquisitions irrégulières et les pillages que subissait le pays. Avant-hier encore, le service allemand de propagande a dû reconnaître lui-même que l'Allemagne n'a pas encore libérés tous les Lituaniens qu'elle a faits prisonniers lorsqu'ils combattaient dans l'armée russe, ni même tous ceux qu'elle a emmenés comme prisonniers civils. Fatiguée de n'obtenir aucune satisfaction, la Taryba a pris une nouvelle initiative : elle a choisi un roi. Son choix s'est porté sur un candidat que le gouvernement allemand ne peut vraiment pas considérer comme suspect : le duc d'Urach, petit-fils d'un duc du Wurtemberg, général wurtembergeois et père de quatre jeunes gens qui servent dans l'armée allemande.

Pourtant, le gouvernement allemand s'est montré profondément irrité. Le duc d'Urach, qui était tout prêt à accepter ce trône, a dû y renoncer précipitamment. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a déclaré que la Taryba n'avait pas le droit de s'ériger en Conseil d'Etat et de désigner un souverain : « D'autant plus, ajoute-t-elle, qu'on ne saurait voir, dans ce Conseil d'Etat formé, une représentation légitime de la Lituanie ».

Mais alors, quelle comédie jouaient Guillaume II et son chancelier quand ils traitaient gravement cette même Taryba comme la représentation du peuple lituanien ?

M. Pichon avait raison d'écrire la semaine dernière au délégué estonien Pusta : « Seule, j'en suis sûr comme vous, la victoire des armées alliées libérera les peuples opprimés par le militarisme féodal ».

Comment l'Allemagne travaille l'opinion.

Un cas plus récent s'est produit en Lituanie. Il a été exposé dans une communication que des Lituaniens de Berlin ont rédigée et que le *Vorwærts* a insérée le 13 août.

Le Conseil d'Etat lituanien ayant choisi le duc d'Urach comme roi dans sa séance du 11 juillet, il fut d'abord interdit aux journaux lituaniens de faire la moindre allusion à ce vote. Le 22 juillet, enfin, le commandement supérieur de l'est (en abrégé *Obost*) faisait parvenir à tous ces journaux la note publiée la veille par la *Gazette de l'Allemagne du*

Nord — note où il était dit que l'élection du duc d'Urach n'était pas valable, que le duc ne l'acceptait pas, etc... L'envoi était accompagné du message que voici :

« Ordre donné par *Obost !* L'information ci-jointe devra être publiée immédiatement par tous les journaux et périodiques de la région administrative d'*Obost*, en tête du numéro, ou en tout autre endroit qui sera le mieux placé de la première page, et sans aucune addition. »

Suivait un avis aux termes duquel tout journal qui ne publierait pas la note dès le lendemain serait saisi et ne pourrait plus paraître. Les rédacteurs lituaniens demandèrent au moins qu'on leur permît d'indiquer au public qu'ils inséraient la note par ordre. Voici la réponse qu'ils reçurent :

« Il est rappelé encore une fois, d'une manière expresse, que l'information contenue dans la feuille 2, n° 5, doit être publiée sans aucune addition, et par conséquent sans même qu'on y ajoute le titre : Ordre d'*Obost*. Dans le cas contraire, vous aurez à en supporter les conséquences. »

C'est ainsi que l'occupation allemande prépare les peuples à disposer librement d'eux-mêmes...

La Lituanie sous le joug allemand.

Si l'on connaît bien en effet le dur régime imposé par l'Allemagne à la Belgique, à la France du Nord et à la Serbie, on est généralement moins bien renseigné sur les procédés de l'Allemagne en Orient. En lisant un livre récent de M. Rivas, *La Lituanie sous le joug allemand*, on se rendra compte que les mêmes mesures sont appliquées en quelque lieu que le sort de la guerre pousse les conquérants germains, et, de cette lecture, sortira plus émotionnant le cri douloureux de la Lituanie opprimée. Comme le dit l'auteur : « On a beaucoup parlé du martyre infligé au peuple belge, des souffrances de la Pologne, mais, jusqu'à présent, le triste sort du peuple lituanien abandonné à la tyrannie des Teutons, très fiers de pouvoir prendre maintenant une revanche sur un petit peuple qui leur résista toujours si héroïquement au cours des siècles, a été trop peu connu. »

M. Rivas a dressé un réquisitoire implacable, où tout est décrit et détaillé avec une lumineuse précision. Et la détresse de ce peuple nous apparaît d'autant plus triste qu'un rapide exposé historique nous en fait connaître l'origine ancienne en même temps que les splendides pages de gloire. Rien ne manque, hélas ! à la nomenclature que l'on a pu lire ailleurs. « Le régime allemand appliqué en Lituanie est autrement plus rigoureux qu'en Pologne et en Belgique même. » Nous y voyons comment « dans l'intérêt de l'armée et pour décharger l'Alle-

magne, ce pays doit être exploité jusqu'à l'extrême ». Les conséquences de l'administration allemande sous toutes ses formes : monopoles, impôts, taxes, amendes, corvées, rédaction des pièces en allemand, étude obligatoire de cette langue dès le premier jour d'école, déboisement, réquisitions, déportations, nous montrent comment on a voulu détruire dans ce pays toute conscience nationale. Un aveu : « Pour hâter la germanisation de la Lituanie, il faudra disséminer des prêtres allemands parmi le clergé national lituanien ». Le gouvernement allemand refusa l'envoi de médecins et d'infirmiers de profession recrutés aux Etats-Unis pour soulager la misère du pays, comme il avait refusé l'envoi d'instituteurs lituaniens. » « On voit dans ce fait la preuve que la sauvegarde de la vie des habitants lui tenait peu à cœur et que, d'autre part, il voulait éviter à tout prix, que des neutres ou des Lituaniens d'Amérique fussent témoins de tous les méfaits du régime allemand en Lituanie. » Aussi bien, germanisa-t-on à outrance le nom des rues, des localités et des théâtres et, d'une façon générale, « tout le système administratif introduit actuellement en Lituanie tend vers ce but, de fournir à l'Allemagne le supplément de denrées nécessaires à l'existence du peuple allemand et de procurer, à sa porte, à l'industrie allemande un marché d'autant plus avantageux qu'il ne comporte pas de risque. »

Le plan économique destiné à utiliser toutes les ressources commerciales et industrielles du pays est ainsi stigmatisé. « Des officiers d'intendance dirigent un ensemble de propriétés plus ou moins étendues, surveillent les labours et la moisson sur les propriétés mêmes qui sont administrées par leurs propriétaires et surveillent aussi les paysans dans leur travail. » Le *Lokal Anzeiger* soutient que « tous les produits imaginables que possède le pays doivent en être enlevés complètement et aussi rapidement que possible. » « Un département des matières premières et du commerce s'occupe de l'utilisation des ressources du pays, tandis que tous les matériaux destinés à l'Allemagne, où ils sont vendus, sont acquis par voie de réquisition forcée et exportés, tout en assurant, d'autre part, l'entretien de l'armée. » Ce pays devait être exploité jusqu'à l'extrême ! S'étonnera-t-on, dès lors, que l'on édicte des ordonnances tendant à confisquer la moisson ?

On s'étonnera bien moins encore d'apprendre qu'un plan de colonisation prôné par l'annexionniste-pangermaniste Rohrbach, et soutenu par la presse de même tendance, couronne tout cet édifice. C'est le côté le plus touchant de ce livre révélateur à tant d'égards. Il est exposé en traits cinglants, car le peuple lituanien ne veut pas échanger une domination pour une autre. Ce peuple qui, par l'organisation des secours, les divers comités locaux, les efforts pour maintenir ses écoles, l'amélioration de l'hygiène municipale et tant d'autres faits que l'on trouvera dans ce livre, a prouvé sa volonté de vivre en adoucissant, autant qu'il lui fut possible, la dureté de l'invasion.

C'est également au nom de cette force et de cette opiniâtreté que l'auteur appelle l'attention des Alliés sur le sort de la Lituanie. Il leur en montre toute l'importance européenne qui découle de sa situation géographique, économique et politique. La Lituanie est devenue le point de départ du Drang nach Osten, la porte d'accès vers le centre et le sud de la Russie, vers l'Asie. Aussi les Alliés ne doivent-ils pas se désintéresser complètement de sa libération effective, car l'Allemagne saurait habilement exploiter la situation pour lui imposer de très dures conditions. Ils doivent établir un front solide contre ce Drang nach Osten si bien que c'est aujourd'hui une nécessité en même temps qu'un devoir pour les puissances occidentales de soutenir, contre l'Allemagne, les revendications nationales lituaniennes, tant en Lituanie qu'en Prusse orientale, et de réduire à néant l'œuvre de germanisation.

Puissent-ellés être persuadées par ce livre qu'elles doivent se préoccuper davantage des anciens peuples allogènes de la Russie, afin de créer en Orient des conditions telles que les espoirs de pénétration allemande politique et économique soient à jamais anéantis !

Les traités de l'Amiral Hintze.

Regardons plutôt la Lituanie, où tout semblait favoriser l'influence allemande. Les grands propriétaires y sont en général des Polonais, et en leur absence forcée, l'autorité allemande gère leurs biens comme elle l'entend. La population, qui est surtout rurale, vit complètement à l'écart du monde extérieur. Depuis trois ans, l'*Oberkommando Ost* soumet la Lituanie à un régime de dictature, d'inquisition et de séquestration que M. Rivas a décrit, avec pièces à l'appui, dans un ouvrage récemment analysé par le *Temps*. Même dans les îles du Pacifique, on ne pourrait pas faire sur des indigènes une pareille expérience de culture en serre. Quels sont les fruits ?

La *Gazette de Francfort* vient d'en donner un aperçu dans une étude rédigée par « un bon connaisseur des choses de l'est». Ce connaisseur, qui admire l'œuvre des autorités militaires, demande la continuation du régime actuel et n'est pas suspect, par conséquent, de pousser sa description au noir. Or il se demande comment les Allemands tireraient de la Lituanie les ressources dont ils ont besoin pour faire la guerre, s'ils laissaient les mains libres aux Lituaniens :

« Que deviendrait la Lituanie, en ce qui concerne l'exploitation économique de guerre, si l'on abandonnait l'Etat et l'exploitation économique au libre jeu des forces ? Ces forces ne tendent pas aujourd'hui à se rapprocher de nous au point de vue national ; au contraire, elles considèrent précisément que l'exploitation économique de guerre, menée par l'administration militaire, est l'obstacle qui les gêne le plus, et elles tâcheraient aussitôt de s'en délivrer. »

Certes, le connaisseur de la *Gazette de Francfort* se félicite que les

autorités allemandes essayent d'apprivoiser les Lituaniens les plus capables, en les associant au travail administratif. Mais qu'en résulte-t-il ? De nouvelles déconvenues :

« A part certaines exceptions, ces hommes auxquels on fait confiance regardent toujours comme leur devoir à peu près unique de réclamer, aussitôt, la suppression graduelle des obligations imposées par l'exploitation économique de guerre. »

Si l'Allemagne instituait en Lituanie la plus élémentaire des libertés, celle du commerce, elle s'exposerait aux pires mécomptes : « On ouvrirait la porte, la grande porte, à un vaste trafic illicite qui irait jusqu'en Russie ». Conclusion :

« Ce qui est vrai, c'est qu'à l'heure actuelle il n'est pas possible de faire en Lituanie une réorganisation rationnelle de l'économie rurale. L'obstacle, ce sont les réquisitions de chevaux et les livraisons de bétail de boucherie, exigences militaires de premier rang. »

Ainsi, même chez cette Lituanie paysanne qu'on tient enfermée depuis trois ans, la domination allemande ne subsiste qu'appuyée sur des baïonnettes. C'est une position bien peu stable, surtout si le général Ludendorff continue à ramener des divisions vers l'ouest.

II

La presse suisse.

Nos efforts de véritable indépendance n'ont pas échappé aux journalistes suisses qui depuis quatre ans sont témoins de notre activité. Voici quelques extraits d'un article récemment publié par le *Journal de Genève :*

Le royaume de Lituanie.

La décision prise par le Conseil d'Etat lituanien d'offrir la couronne de Lituanie au duc Guillaume d'Urach est un événement secondaire en apparence, mais non sans portée politique. Elle termine, ou jalonne une lutte d'influence très vive et constitue, à l'actif des Lituaniens, un geste de véritable indépendance.

Les militaires allemands n'ont jamais admis, au fond d'eux-mêmes, l'indépendance de la Lituanie et n'ont cessé de traiter ce pays en sol conquis. Dans le mémoire présenté par la *Militärverwaltung Ober-Ost* à l'épiscopat catholique, le but de la politique allemande s'étale en toutes lettres : éliminer d'abord les Polonais, en s'appuyant sur les Lituaniens, puis refouler les Lituaniens au profit de la colonisation allemande.

Cette idée n'était pas sans valeur ; mais il lui a manqué d'une part le loisir de s'exécuter lentement et prudemment, d'autre part l'unité de la conception et de la réalisation. La première partie du programme a

pu se réaliser sans à-coups et la méfiance des Lituaniens à l'égard des Polonais a été fomentée et nourrie de toutes manières. *Divide ut impe-res.* Mais pour la seconde partie, le temps a manqué. Dès le 22 mars, le gouvernement impérial, prenant de son côté une initiative politique, reconnut l'indépendance de la Lituanie et il en résulta entre les deux pouvoirs un conflit aigu.

Les militaires n'abandonnèrent pas leur idée ; ils cherchèrent même à devancer l'œuvre des politiques. Le maréchal Hindenburg, agissant on ne sait en vertu de quels pouvoirs discrétionnaires, organisa la colonisation de la Lituanie et de la Courlande au profit des vétérans allemands. Il ordonna que tout possesseur de plus de 360 hectares de terre en cédât un tiers, à titre onéreux, à une commission spéciale de colonisation allemande.

C'était méconnaître l'indépendance de la Lituanie, officiellement reconnue par l'Allemagne. Le conflit s'éleva sur ce point entre les autorités lituaniennes et le gouvernement militaire allemand. Celui-ci fit fermer les écoles lituaniennes sous prétexte qu'on n'y apprenait pas l'allemand, bâillonna la presse nationale, empêcha la célébration de la fête de l'indépendance lituanienne, et heurta de toutes façons les sentiments du peuple.

L'idéal des pangermanistes eût été le rattachement direct de la Lituanie à l'Empire. A défaut de cette solution, ils préconisaient l'union personnelle avec un Etat allemand, la Prusse ou la Saxe. En mars, le bruit courut que le gouvernement saxon avait posé la candidature du prince Frédéric-Christian ; en avril, le prince héritier de Saxe fit à Berlin un long séjour que l'on mit en relation avec les affaires de Lituanie ; la presse saxonne discutait publiquement la question, et cette solution du problème lituanien semblait la plus probable.

On avait compté sans les Lituaniens. Voyant Kühlmann s'en aller et Hintze venir, le quartier-général maître de tout en Allemagne, ceux-ci ont compris que le moment était venu d'agir. En faisant appel au duc d'Urach, ils ont voulu mettre les autoritées militaires devant un fait accompli et sauver ce qui peut l'être de leur indépendance.

Nous tenons enfin à remercier tout particulièrement la *Gazette de Lausanne* qui, sous la plume de J.-El. D., a fait de la question lituanienne le magistral exposé que l'on va lire. Il complétera les appréciations du *Temps* et nous ne saurions trop conseiller à l'Entente d'en adopter les conclusions tout à fait justes.

Inconséquences.

La Lituanie a connu et connaît encore cette situation précaire. L'Allemagne, qui se targue d'être sa bienfaitrice, sa voisine immédiate, forte par les armes, auréolée hier encore du prestige de ses victoires, est en même temps la tutrice de la Pologne, à laquelle la Lituanie fut

jadis associée pour former le vaste Etat qui s'étendait de la Baltique à la mer Noire. Les conjonctures ont fait de la Lituanie l'obligée de l'Allemagne : la Lituanie est débarrassée du *tchinovnik* indolent, tracassier et corrompu ; elle est protégée contre l'impérialisme polonais. Si l'Entente n'y veille, la Lituanie payera ces avantages très cher. L'Entente commettrait elle-même la plus grave des inconséquences en favorisant, uniquement pour prendre le contrepied de l'action allemande, le retour du tchinovnik ou l'impérialisme polonais.

Les Polonais sont en effet possédés d'un impérialisme intransigeant à l'égard de la Lituanie comme à celui de la Galicie orientale. De ce que l'Ukraine, conquise au XIVe siècle par les Lituaniens, leur a été apportée en dot par ceux-ci lors de l'Union qui a quadruplé l'étendue de la Pologne, les Polonais déduisent que tout ce qui fut Lituanie et conquêtes lituaniennes doit leur revenir. Autant l'irrédentisme polonais est légitime là où il poursuit la réunion de conationaux à la mère-patrie, autant il offusque quand il prétend sur des populations qui se refusent.

Il est vrai que les classes cultivées lituaniennes et ukrainiennes se sont spontanément polonisées et qu'il existe, au milieu des populations rurales de la Lituanie et de la Ruthénie, des îlots polonais qui ont été longtemps les éléments les plus avancés sous le rapport de ce qu'on entend aujourd'hui par culture. Mais il y a aussi des îlots lituaniens et ruthènes égarés au milieu de populations en majorité polonaises, en sorte qu'il y a compensation, du moins quant au chiffre des enclavés de part et d'autre. Mais il y a plus. La masse lituanienne qui encercle les îlots polonais a pris conscience de sa nationalité, se rattache avec passion à son passé historique, se veut désormais maîtresse de son avenir et se promet de jouer sa partie dans le concert des nations civilisées. Les Polonais ne sauraient donc plus arguer d'une supériorité qu'ils ne possèdent plus, ou qu'ils sont en train de perdre parce que la conscience nationale des Lituaniens s'élève au niveau de la leur.

* * *

En présence de cette situation — dont la politique allemande, en dépit de ses préjugés, a reconnu qu'il en fallait tenir compte — l'attitude de l'Entente apparaît contraire au principe pour le triomphe duquel elle verse son sang. Le droit de libre disposition, en effet, ne signifie rien s'il n'emporte pas les mêmes conséquences à l'est qu'à l'ouest, au nord qu'au sud de l'Europe. Que l'Entente revendique pour la Pologne les territoires habités par une population en majorité polonaise et désireuse d'appartenir à la Pologne ; qu'elle s'engage à procurer à celle-ci, dans le cas où un plébiscite n'y suffirait pas, un libre débouché sur la mer par le moyen d'une convention internationale qu'elle garantirait, rien n'est plus conforme aux intérêts de la paix et de l'harmonie qu'elle se propose d'assurer. Mais il serait injuste de sacrifier à la Pologne des nationalités, Lituaniens, Krivitches ou Ukrai-

niens, qui veulent présider elles-mêmes à leurs destinées. Les gouvernements qui prennent à leur compte les exigences impérialistes de la Pologne ne voient-ils pas qu'ils donnent prise au scepticisme des nationalités qui regardaient vers eux avec confiance, qu'ils rebutent et qu'ils détachent de leur cause pour les pousser dans les bras de l'Allemagne ? Nulle faute ne compromettrait davantage la solidité et la stabilité de l'Europe que les puissances de l'Entente déclarent vouloir rebâtir sur le fondement de la justice.

Il en est de même, soit dit en passant, de cette déclaration du sénateur américain Lewis, suivant laquelle doit figurer, au nombre des conditions à dicter à l'Allemagne, « le retour à la Russie de tout le territoire qui lui fut arraché par le traité de Brest-Litovsk ». Le traité de Brest-Litovsk est un instrument à bien des égards perfide. Il l'est par les imprécisions qui ont permis à celui qui l'a dicté de l'interpréter abusivement et d'intervenir dans le pays même auquel il prétend rendre la paix. Il est odieux par la restitution qu'il impose de l'Arménie russe à la Turquie. Mais par ses articles 3 et 6, qui soustraient à la dépendance de la Russie la Finlande, l'Esthonie, la Livonie, la Courlande, la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine, le traité de Brest-Litovsk — dans sa lettre, et réserve faite touchant l'usage qu'en a prétendu faire l'Allemagne — crée un état de choses qui répond incontestablement au vœu des populations. Qu'on aille plutôt demander à celles-ci leur avis ! Ce serait donc une faute de revenir sur ce qui est acquis de conforme au droit des nationalités par le traité de Brest. Le traité de paix qui mettra fin à la guerre veillera seulement à ce que cet acquis le soit effectivement aux nationalités intéressées.

* * *

On fait valoir, contre la reconnaissance de tous les petits Etats qui demandent à se constituer, l'émiettement qui en résulterait, en particulier pour l'Europe, et par suite la multiplication des frontières, des représentations diplomatiques, des conventions à intervenir, des langues dans lesquelles les moindres accords internationaux devront être rédigés. Conséquences fâcheuses, sans doute, mais que rachèteront de sérieux et durables avantages. A la paix mondiale importe, en effet, l'éducation politique, et l'éducation politique est le fruit, non de la contrainte, mais de la liberté. De plus, des groupes politiquement éduqués reconnaîtront les bienfaits de l'union sinon de l'unité, de la collaboration sinon de la subordination. L'union se fera et la collaboration s'établira. Seulement, ce sera par le libre choix des parties, et la solidité, la sécurité n'y perdront rien, car il en est des collectivités comme des individus : le don ne vaut que par la liberté de celui qui le consent. A la phase d'isolement des petits Etats, phase nécessaire à leur apprentissage de la vie publique, en suceédera donc une de rapprochement, où l'on verra triompher enfin ce principe fédératif que certains, si on les laissait faire, stériliseraient par la hâte qu'ils ont de l'imposer.

La Lituanie, qui fut l'occasion de ces lignes, n'est pas seule dans son cas. Il serait fastidieux d'énumérer les autres, mais tous méritent une égale attention. Le jour où ils dicteront leurs conditions aux Centraux en leur remontrant le long mépris où ces derniers ont tenu leurs nationalités opprimées et la violence qu'ils ont faite à ceux qu'ils ont voulu anéantir, les Alliés songent-ils que de derrière le fauteuil réservé au négociateur allemand, des voix pourraient s'élever qui plaideraient en faveur du vaincu et proclameraient lui devoir l'existence?

Les Alliés ne peuvent empêcher l'Allemagne d'user d'habileté à défaut de savoir être généreuse. Mais en étant généreux eux-mêmes, ils déjoueront la parade que prépare leur adversaire. Au contraire, toute inconséquence de leur part, tout accroc fait par eux au principe de libre disposition leur ferait perdre des sympathies qui bénéficieraient au coupable. J.-El. D.

Faits et Documents.

Les projets lituaniens.

Berlin, 30 août. (Télégramme particulier.) — La députation lituanienne, arrivée ici il y a quelques jours, va se rendre en Suisse pour quelques semaines afin d'y prendre contact avec les représentants des Lituaniens d'Amérique. Il s'agit de gagner à l'idée de l'établissement de la monarchie en Lituanie les Lituaniens vivant en Amérique, au nombre de 750,000.

A son retour, la délégation de la Taryba entamera les négociations relatives à l'Etat et au trône de Lituanie avec les autorités allemandes compétentes, pour tâcher d'obtenir de la part de l'Allemagne la reconnaissance du Conseil d'*Etat* lituanien, ainsi que celle de la validité juridique de l'élection du candidat de la Taryba comme roi de Lituanie. La future forme de l'Etat lituanien sera celle d'une monarchie constitutionnelle, avec le système des deux chambres. Les détails juridiques n'en sont pas encore fixés.

Le Conseil du pays lituanien auprès du Secrétaire d'Etat von Hintze.

(De notre représentant de Berlin.)

Berlin, 30 août. (Télégramme particulier.) — Le Secrétaire d'Etat von Hintze a reçu aujourd'hui à midi la délégation du Conseil du pays lituanien qui, comme précédemment annoncé, se rend en Suisse pour participer au Congrès lituanien devant se tenir à Berne et auquel prendront également part des représentants des Lituaniens vivant en Amérique.

Les questions concernant le futur ordre de choses lituanien n'ont pas fait l'objet de l'entretien au cours de la réception d'aujourd'hui ; par contre, il convient de souligner que de part et d'autre, du côté allemand comme du côté lituanien, on a manifesté sa satisfaction de la profonde confiance qui règne réciproquement et qui trouve son expression dans le fait que c'est avec l'entière approbation et le complet acquiescement du gouvernement allemand que la délégation du Conseil du pays lituanien peut entreprendre ce voyage.

Le sort des prisonniers lituaniens en Autriche-Hongrie.

En dépit des accords intervenus à Brest de Lituanie des milliers de prisonniers lituaniens sont encore maintenus en captivité par l'Autriche-Hongrie. Le régime auquel ils sont soumls est encore plus sévère que celui des prisonniers lituaniens se trouvant en Allemagne, puisque les autorités militaires austro-hongroises n'ont facilité d'aucune manière le travail des comités de secours, refusant même de leur communiquer les listes de prisonniers. La nourriture insuffisante et les travaux excessifs ont causé parmi eux de nombreux ravages, et la mortalité atteint dans certains camps le chiffre élevé de 50 %. Pareil traitement, contraire au droit des gens, est inadmissible de la part du gouvernement austro-hongrois.

Une importante conférence lituanienne.

(B. I. L.) Une importante conférence lituanienne se tient actuellement à Lausanne. Les délégués lituaniens de la « Taryba », ceux du Conseil national lituanien d'Amérique, ainsi que ceux du Conseil national de Suisse y prennent part.

D'importantes décisions concernant la reconstitution de l'Etat lituanien ont été prises. Les délégués de la Conférence rendront visite au président de la Confédération pour le remercier de l'hospitalité que la libre Helvétie accorde aux différentes organisations lituaniennes.

Le sénateur Lodge et les Lituaniens.

(B. I. L.) Le Bureau d'Information lituanien communique que le Conseil national lituanien a envoyé au sénateur Lodge, à Washington, à la suite de la récente déclaration faite par ce dernier devant la Commission sénatoriale des affaires étrangères, le télégramme suivant :

« Douloureusement surpris que vous méconnaissiez dans votre récente déclaration les droits de la Lituanie à une existence indépendante en désirant le retour à la Russie des territoires qui lui avaient été enlevés par le traité de Brest-Litovsk, le Conseil national lituanien affirme que les Lituaniens, s'appuyant sur la déclaration des Alliés concernant le droit de libre disposition des peuples, s'opposeront par

tous les moyens à pareil projet, et proteste contre l'injustice ainsi commise à leur égard. »

Alliance lituano-ukrainienne.

(B. I. L.) Une entrevue vient d'avoir lieu à Brest Litovsk entre les délégués de la « Taryba » et les représentants de l'hetman, qui ont élaboré le projet d'une étroite alliance offensive et défensive entre la Lituanie et l'Ukraine. Cette alliance serait dirigée en premier lieu contre l'impérialisme polonais, pour sauvegarder les intérêts mutuels de la Lituanie et de l'Ukraine, les Polonais adoptant une attitude intransigeante sur la question de Cholm, ainsi que sur celle de la Galicie orientale, et cherchant en outre à s'étendre à l'est au détriment de la Lituanie (Gouvernement de Gardinas).

Les deux Etats alliés formeront ainsi une barrière allant de la mer Baltique à la Mer Noire, comptant une population de 60 millions d'habitants, qui pourrait mettre, le cas échéant, 6 millions d'hommes sur pied.

Les travaux de la Conférence lituanienne.

La conférence lituanienne qui s'est tenue à Lausanne du 3 au 20 septembre et à laquelle ont pris part le président et les délégués de la Taryba, les délégués du Conseil national lituanien d'Amérique et les délégués du Conseil national lituanien de Suisse, vient de se séparer après avoir arrêté les décisions dont voici le résumé : Nécessité de l'établissement, le plus rapidement possible, d'un gouvernement purement lituanien. Suppression du gouvernement d'Ober-Ost, en Lituanie. Retour immédiat de tous les prisonniers lituaniens retenus tant en Allemagne qu'en Autriche-Hongrie et en Turquie. Organisation d'une armée lituanienne pour assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur, ainsi que la défense des frontières. Conclusion de conventions avec l'Allemagne, seulement après organisation complète du gouvernement lituanien, étant admis que ces conventions ne devront porter atteinte ni à la souveraineté, ni aux intérêts de la Lituanie.

Visite au Président Calonder.

La délégation de la Taryba a été reçue par le président de la Confédération qui l'a assurée de ses sympathies à l'égard de la Lituanie, renouvelant ses vœux pour le développement du pays.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS
par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

O, 20 Rb, Rm 37084

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 11.

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

La chute du comte Hertling et les Lituaniens 327
Les menées de l'Eglise polonaise en Lituanie 330
L'état économique de la Lituanie 336
L'union lituano-polonaise et ses conséquences 341
La Taryba en conflit avec l'Ober-Ost 345
La Lituanie aux Lituaniens 349
Le discours du panpoloniste Seyda et les Lituaniens 351
Les habitants du gouvernement de Gardinas veulent rester Lituaniens 353
Faits et documents. — Le président Wilson et l'indépendance de la Lituanie. — Note de la délégation lituanienne d'Amérique à la Taryba. — La question des frontières entre la Lituanie et la Pologne. — L'évasion du premier soldat américain. — Création d'un Conseil national suprême lituanien. — Constitution d'une armée lituanienne sur le front français. — Ce que la guerre coûte à la Lituanie. — La Taryba demande la libération de la Lituanie. — Le nouveau gouvernement russe et les Lituaniens. — La Taryba rompt avec l'administration d'Ober-Ost 355

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

IVe année. 1918. N° 11.

PRO LITUANIA

La chute du Comte Hertling et les Lituaniens.

Les hommes passent ; les peuples restent. Ainsi assistons-nous encore une fois, au changement du chancelier impérial, le troisième qui, dirigeant la politique allemande, eut à traiter des affaires de Lituanie. Nous n'éprouvons aucun regret à le voir disparaître. Hertling n'aura été qu'une insignifiante apparition dans le ciel lituanien comme dans la mêlée européenne et nous aurons hâte de l'oublier devant les résultats négatifs de sa politique à notre égard et devant l'absence de travail positif qui a caractérisé son passage au pouvoir. Les Lituaniens *restent* émerveillés du désarroi qui amène la chute de l'homme dont chaque déclaration se traduisit en fait par un mensonge.

Comme on l'a fait remarquer ailleurs, cet homme a crié pendant les mois d'espérance et de victoire les appétits de l'Allemagne ; alors qu'il connaissait, partageait et approuvait envers les peuples des confins tous les projets d'impérialisme politique, financier, économique et militaire contre lesquels nous nous sommes tant de fois élevés ici même, il couvrait d'explications humanitaires le traité de Brest-Litovsk, destiné à devenir entre ses mains un instrument de sujétion.

Ne le jugeant qu'à notre point de vue lituanien nous rappellerons ce qu'il disait dans son discours-programme du 20 novembre 1917 :

« Nous respectons le droit de la Lituanie à disposer d'elle-même. Nous attendons qu'elle se soit donné *elle-*

KAUNO APSKRITIES VIEŠOJI BIBLIOTEKA

même la forme d'Etat qui convient à sa situation, à ses tendances et à sa civilisation. »

A-t-il respecté ce droit pour la Lituanie ? Qu'en fut-il de ces promesses ? Un coup d'œil en arrière suffira pour nous convaincre, à notre tour, que cet homme n'a jamais su se mettre en règle avec la vérité. C'est en effet au cours de cette année qui paraissait, grâce à ces paroles, devoir s'ouvrir sous les plus heureux auspices, que les Lituaniens firent les plus grands efforts pour obtenir le respect de ce droit des peuples qu'on violait à chaque instant. C'est au Gouvernement qu'il présidait qu'ils s'adressèrent pour que fussent créées les bases essentielles du gouvernement lituanien sans lesquelles l'indépendance n'était qu'un vain nom. Il leur fut toujours répondu négativement et nous publions plus loin le document qui le prouve [1]. On aura beau objecter que les difficultés créées par les pangermanistes et la clique militaire rendaient sa situation difficile. Mais quelle est alors l'autorité et l'importance d'un homme qui se fait lui-même — et le gouvernement dont il est responsable — l'aveugle serviteur d'autocraties outrancières aux prétentions illimitées ? Il tremblait en réalité devant elles et nous le vîmes bien lorsque la Taryba chercha par deux fois, en avril et en août, à l'entretenir des méfaits qu'entraînait l'occupation allemande et de la nécessité de créer dans le pays un organisme gouvernemental. Par deux fois, il a ainsi refusé d'entendre la Taryba, craignant de devoir reconnaître avec la justice de ses doléances la légitimité de ses revendications et il a préféré se terrer plutôt que d'exposer à la Lituanie, catholique comme lui, la mauvaise foi qui l'animait tandis que ses lèvres prononçaient sans y croire les paroles d'indépendance dont les naïfs seuls pouvaient se targuer.

La Taryba ne s'y est pas laissé prendre et si, suivant le sentiment intime de Hertling, la Lituanie n'était pas mûre pour la complète indépendance, il est clair que ces procédés auront, en tout cas, donné à ses dirigeants l'expérience

[1] Voir intra « La Taryba en conflit avec l'Ober-Ost ».

suffisante pour les guider sûrement dans leurs rapports futurs avec l'Allemagne.

Hertling a perdu la partie et nous la gagnons. Il l'a perdue parce qu'il s'effondre avec sa politique sous le coup de ses fautes; nous la gagnons parce qu'au contraire nous nous élevons toujours âpres et incessants dans nos revendications[1] avec les armées de l'Entente qui libèrent tous les territoires. Bientôt 60 000 de nos frères vont combattre sous des couleurs lituaniennes dans les libres rangs des peuples vengeurs dont nous sommes et les innombrables commissions qu'il avait créées pour préparer l'asservissement de la Lituanie se dispersent devant les résultats acquis par les forces morales au détriment des forces brutales. C'est la contre-partie que nous opposons aux conventions militaires rêvées à l'ombre du grand quartier général pour donner aux bataillons défaillants de l'Allemagne l'appui de la jeune ardeur lituanienne. Elle ira dans d'autres camps servir sous ses propres drapeaux une cause plus juste et gagner d'abondants lauriers.

Car nous respectons la majesté de ces gouvernements solides, qui, dans l'Entente, justifient la confiance populaire. Wilson, Lloyd George, Clemenceau, Venizelos, meneurs de peuples avec qui le nôtre sympathise! Hertling n'a pas su conduire le sien et voici qu'il s'avisait d'apprivoiser la Lituanie dans les cadres de la Prusse. Banale figure de cire qu'a fait fondre le vent chaud de la défaite; sa disparition sonne le glas de cet Empire comparable à un têtard en voie d'évolution dont les pangermanistes étaient la véritable tête et dont il n'était, en réalité, que la queue à jamais enfouie désormais dans le marais où s'accumulent les détritus organiques des siècles précédents.

Le pic lituanien n'ira pas remettre à jour les restes de ce fossile et nous dirons sur lui, en manière d'épitaphe avec le poète :

« La Terre prend la cendre
L'oubli reprend le nom. »

[1] Voir infra « Faits et documents » « La Taryba demande l'évacuation de la Lituanie ».

Les menées de l'Eglise polonaise en Lituanie.

On s'étonne, en consultant les statistiques de la moitié du XIXe siècle, de voir combien le nombre des Lituaniens diminue, d'après elles, d'année en année dans le gouvernement de Vilnius. Lebedkin qui a particulièrement étudié les conditions ethnographiques de notre pays donnait en 1861 49,98 % de Lituaniens dans ce gouvernement, contre 18,42 % de Polonais, 20,17 % de Blanc-Russiens, 1,87 % de Grands et Petits russiens, 9,16 % de Juifs. A cette époque, les Lituaniens formaient donc, à l'avis de Lebedkin, la moitié de la population totale du gouvernement et, si l'on excepte les Juifs, sans attache directe au sol, les Lituaniens représentaient même le 55,02 % de la population du gouvernement de Vilnius. Comment plus tard la statistique officielle russe de 1897 donne-t-elle simplement 17,59 % de Lituaniens? et comment 11 années plus tard, en 1909, une statistique effectuée par les soins de la police russe accuse-t-elle le chiffre plus faible de 12,9 % de Lituaniens, tandis que le nombre total des Polonais et des Russes s'élève tout d'un coup à 72,5 %?

Bien plus, cette prétendue régression de la nationalité polonaise atteint son apogée pendant la guerre actuelle, car les statistiques faites par les Allemands montrent que le nombre de Polonais a doublé depuis.

Comment expliquer ce phénomène bizarre? Pour le comprendre il faut savoir que, depuis l'introduction du catholicisme en Lituanie (1386), l'Eglise polonaise a continuellement cherché à profiter de la religion catholique pour satisfaire ses tendances annexionnistes par les moyens les plus honteux et les plus injustes. Sans vouloir remonter plus haut dans l'histoire, signalons pourtant que déjà au XVIe siècle les Lituaniens se plaignirent auprès du Pape de la méconnaissance et même du dédain que témoignaient les prêtres polonais à l'égard de la langue lituanienne. Ces faits émurent le Saint Père au point qu'il envoya en 1587 le Légat Comuleus qui, apprenant sur place que les évêques et les prêtres polonais ignoraient la « lingua vernacula », ordonna que les jeunes étudiants ecclésiastiques

apprissent dans le Séminaire de Vilnius la langue lituanienne. Mais cette ordonnance qui gênait les visées panpolonaises déjà existantes à cette époque resta inappliquée pendant 310 ans. Singulière notion chez les Polonais de l'obéissance hiérarchique! Il fallut attendre jusqu'au XXe siècle pour que l'évêque Ropp la fît mettre en pratique à Vilnius.

Le chapitre de Vilnius qui avait été fondé en 1388 n'admit dans son sein jusqu'à l'époque des partages que des nobles polonisés; ce fait prouve la tendance constante du chapitre de Vilnius à délituaniser le pays en excluant l'élément lituanien et en soutenant de toute façon les visées panpolonaises. Cette interdiction de choisir les chanoines en dehors de la noblesse ne fut supprimée qu'à l'époque où la Lituanie et la Pologne passèrent sous la domination russe et, cependant, au cours du XXe siècle on n'entendit jamais la protestation sur ce chapitre lorsque l'administrateur du diocèse, l'abbé Michalkiewicz, «sede impedita», supprima l'autorisation de célébrer des offices en langue lituanienne accordée par l'évêque Ropp. A l'heure actuelle, les membres du chapitre paraissent ignorer qu'il existe des ordonnances répétées de différents papes relatives à l'usage de la langue locale dans la célébration des offices et l'enseignement religieux à donner aux fidèles. Ils ne protestent pas lorsque les prêtres font chanter des cantiques de tendances manifestement polonaises. L'un d'eux dit par exemple :

« Tu (la vierge) t'appelles reine de Pologne,
» Sois prête à nous défendre. »

On voit ainsi la trame des intrigues polonaises qui, à l'aide de l'Eglise, des prières et de toutes les cérémonies, avec la complicité du chapitre de Vilnius, persuadent le peuple de la nécessité de la langue polonaise pour le sauver de l'orthodoxie et pour défendre contre elle le catholicisme. De pareilles affirmations, nombreuses pendant toute la période de l'introduction du catholicisme, se répètent encore de nos jours et on peut lire un exposé symptomatique des faits dans le mémoire envoyé au Pape, en 1912, par les prêtres lituaniens.

Afin de ne pas ennuyer le lecteur de ces méfaits signalés encore à profusion dans le livre de Mgr Propolanis, intitulé «l'Eglise polonaise en Lituanie» nous ne citerons que quelques actes dus à l'évêque Michalkewicz, maintenant interné, tendant à poloniser le gouvernement de Vilnius.

Les évêques et le chapitre de Vilnius furent sous son administration un facile instrument de polonisation entre les mains du parti national-démocrate polonais ; les prélats, le chapitre et l'évêque lui-même étant membres de ce parti, les prêtres désireux de se montrer plus zélés en leur plaisant se faisaient les aveugles serviteurs de cette politique. Le programme d'un nationaliste démocrate, publié à Lemberg, dit, en effet, qu'il faut propager la culture polonaise dans les provinces d'autrefois (Lituanie et Ruthénie) et, il déclare que dans ce but, le chapitre de Vilnius doit être doté de grandes richesses. En fait, ce dernier s'en servit toujours, non pas dans un but religieux, mais pour poloniser la Lituanie. Le chapitre de Vilnius, ayant à sa tête l'administrateur du diocèse Michalkiewicz, se mit ainsi d'accord avec les grands propriétaires fonciers polonais ou polonisés pour faire une pareille propagande. Chaque propriétaire foncier du diocèsede Vilnius, dut verser 1,5 % de ses revenus, destiné à favoriser la cause polonaise dans ce gouvernement.

Il y avait, en outre, dans toute la Lituanie des Comités locaux et gouvernementaux obéissant à un Comité central qui siégeait au chapitre de Vilnius. Le parti national-démocrate recommande, du reste, depuis un temps immémorial d'user des méthodes les plus pernicieuses pour le lituanisme; c'est ainsi qu'on envoie des prêtres lituaniens et blancs-ruthéniens dans des paroisses polonisées, tandis que les paroisses lituaniennes ont à leur tête des prêtres polonais destinés à les poloniser définitivement. Lorsque les patriotes lituaniens du gouvernement de Vilnius se mirent à combattre ces méthodes injustes, auxquelles s'ajoutait l'usage obligatoire des paroissiens polonais après que Mouraview eut défendu l'impression de livres lituaniens en caractères latins, Michalkiewicz, désireux de détourner la fureur de ces patriotes, inventa une autre méthode tout aussi pernicieuse: contrairement au droit canon, il introduisit le plébiscite dans les paroisses. Son but était d'augmenter ainsi le nombre des Polonais dans les gouvernements de Vilnius et de Gardinas. Il inventa également la méthode qui consistait à compter les peuples selon leur nationalité ; il recommanda au Comité central du parti national-démocrate de Vilnius, d'envoyer des agitateurs dans les paroisses où ce parti était bien organisé, en leur donnant l'ordre d'expliquer par tous les moyens (terreur et épouvante) le danger de l'orthodoxie et de persuader les Lituaniens que le gouvernement

russe voulait convertir de force les non-polonais à l'orthodoxie. Pour éviter ce danger, tous les Lituaniens devaient se dire Polonais et ces envoyés devaient les inciter à souscrire à une pétition qui demandait des prières polonaises dans l'église ; bien plus, tous ceux qui ne se prononçaient pas dans ce sens étaient considérés comme de nationalité polonaise. Beaucoup de Lituaniens furent victimes de cette agitation. Il était interdit aux prêtres lituaniens de leur expliquer la vérité. Si l'un d'eux dont le sentiment national lituanien était suffisamment éveillé, osait s'opposer à ces actes, Michalkiewicz l'envoyait dans des paroisses blancs-ruthènes. Afin de mieux caractériser la propagande polonaise du parti national-démocrate, il suffit de signaler qu'on organisa dans les milieux à conscience lituanienne plus forts, des bandes destinées à les terrifier davantage par tous les moyens.

En 1912, dans la paroisse de Rodune, des Lituaniens qui avaient osé chanté en langue lituanienne dans l'église pendant les heures qui leur étaient réservées furent attaqués par ces bandes. Le Comité central de Vilnius s'était vu, en effet, forcé d'anéantir totalement la langue lituanienne dans cette paroisse, située dans l'arrondissement de Lida. Ailleurs dans les endroits de langue mixte, afin d'extirper le lituanien et d'introduire pour toujours le polonais, le Comité central imposa à ces bandes le procédé suivant :

1. Chanter des cantiques polonais dès que le prêtre commençait à prêcher en langue lituanienne ;

2. chanter ces mêmes cantiques pendant que les Lituaniens chantaient les leurs ;

3. s'approprier les livres lituaniens pour les détruire ;

4. frapper tous ceux qui osaient chanter dans l'église des cantiques lituaniens.

Ces procédés furent ainsi appliqués dans les paroisses de Rodune, Notcha, arrondissement de Lida, Joniśke, Rudziśkiai, Gedraićiai, arrondissement de Vilnius, et ailleurs. Cependant « l'équitable » administrateur de Vilnius, Michalkiewicz, n'a jamais osé punir ces vandales et cette attitude leur donnait le courage de répéter leurs forfaits pour propager en Lituanie *la foi* polonaise. Il y a eu même des cas où l'administrateur fut lui-même personnellement complice d'injustices à l'égard des lituaniens. Par exemple, en 1910 dans la paroisse de Joniśkiai,

arrondissement de Vilnius, le grand propriétaire foncier Zajontchkowski causa des troubles dans la paroisse, car il voulait chasser définitivement la langue lituanienne sous prétexte que cette langue payenne tendait à l'orthodoxie. Pour rétablir l'ordre il fit ensuite venir Mgr Michalkiewicz qui demanda aux partisans de la langue polonaise de se mettre à sa droite dans l'église et aux partisans de la langue lituanienne à sa gauche. Le peuple était terrorisé; aussi les plus audacieux osèrent-ils seuls se mettre à gauche et ces malheureux durent encore payer cher leur acte de patriotisme. Il fut la cause de la mort de Michel Klimas tandis que beaucoup d'autres furent blessés. La chemise de Michel Klimas est encore conservée dans le musée lituanien de Vilnius et depuis cette époque mémorable, suivant l'ordre de Mgr Michalkiewicz, la langue lituanienne a été définitivement chassée de cette paroisse.

A la suite de ces faits, les Lituaniens portèrent plainte contre Zajontchkowski, que le gouvernement russe condamna, en effet, à 6 mois de prison. Zajontchkowsky était membre du Comité central de Vilnius et le bras droit de Mgr Michalkiewicz.

Nous n'avons cité que quelques exemples pris entre mille parmi des faits qui se passaient avant la guerre dans tout le diocèse de Vilnius et il ne faut donc pas s'étonner que le sentiment national lituanien se soit défiguré sous la terreur et la pression de pareils agitateurs. L'exemple suivant montrera encore le point d'abrutissement où était poussé le peuple lituanien :

Le prêtre lituanien F. Kémeśis se présentant un jour dans la paroisse lituanienne de Sava, arrondissement de Lida, osa, dans une réunion parler au peuple en langue lituanienne. Le peuple lituanien, fanatisé par les agitateurs, ne cessa de protester prétendant qu'il ne connaissait pas la Lituanie, qu'il ne connaissait que la Pologne et que la paroisse de Sava serait toujours polonaise. Ce prêtre a pourtant constaté que le peuple parlait lituanien en quittant la séance. L'attitude des gens de Sava s'explique par le fait que cette paroisse complètement lituanienne, n'avait jamais entendu, depuis 1415, un sermon en lituanien, les prêtres ayant toujours prêché polonais. En 1906, une erreur des panpolonistes fit nommer l'abbé J. Staśys, curé de cette paroisse; apprenant qu'on n'y parle que le lituanien, il se mit donc à prêcher dans cette langue et ses fidèles en

étaient ravis cette fois, mais les Polonais s'en aperçurent et ils le destituèrent pour mettre à sa place sur l'ordre de Mgr Michalkiewicz, l'abbé Kochanski, qui était le plus acharné des Polonais. Ce dernier réussit à fanatiser le peuple et à le tromper au point qu'il le convoqua dans l'église pour lui faire jurer de n'admettre jamais la langue lituanienne et pour déclarer que Sava n'appartenait qu'à la Pologne. Le prêtre actuel de cette paroisse, J. Bourba, qui parle avec tous ses paroissiens la langue lituanienne, n'ose cependant pas encore prêcher dans cette langue.

Nous pourrions multiplier les faits jusqu'à l'infini, mais nous pensons avoir suffisamment montré que la propagande polonaise par l'Eglise fut et est encore très funeste pour la culture de la Lituanie. Le peuple ne comprenant pas le *cathéchisme* qui est enseigné en langue polonaise reçoit une instruction complètement faussée ; il n'apprend pas les vérités de sa foi et les endroits où le peuple les ignore sont précisément ceux qui sont les plus arriérés de la Lituanie, car cette ignorance entraîne aussi celle des autres matières. C'est, en effet, une vérité pédagogique qu'il faut instruire le peuple dans sa langue propre. Les Polonais continuent encore comme nous l'avons dit, en pleine guerre, attribuant à cette propagande néfaste les fonds dont ils disposent en vue d'œuvres bienfaitrices. Un Comité polonais de Vevey n'a pas craint d'employer, dans ce but, les énormes sommes dont il dispose ; aussi, depuis l'introduction du catholicisme, les Polonais ont-ils gagné à leur cause par ces moyens, plusieurs centaines de mille Lituaniens et Blancs-Ruthènes polonisés. En vérité, puisque, avant et après l'union de Lublin aucun Polonais ne pouvait pénétrer sans passeport en Lituanie, puisque le gouvernement russe interdit plus tard aux grands propriétaires de vendre leurs terres aux Polonais, puisque le gouvernement de Vilnius est depuis les temps préhistoriques, peuplé de Lituaniens, et que l'histoire ne connaît pas de colonisation en masse de ce gouvernement par les Polonais, les statistiques actuelles signalant le nombre considérable de Polonais dans ce gouvernement, sont fausses. Cela découle des faits que nous venons d'exposer. De plus, la tendance du chapitre de Vilnius à ne pas admettre de Lituaniens dans son sein, est un signe évident de la vitalité lituanienne de ce gouvernement. Aussi bien, tant que le chapitre ne sera pas changé et tant qu'un

évêque lituanien équitable ne sera pas nommé au siège de Vilnius, le panpolonisme dominera au détriment de la culture lituanienne et par là même, de la religion catholique.

Il est donc absolument nécessaire de nommer un Lituanien évêque de Vilnius, future capitale de la Lituanie indépendante.

L'état économique de la Lituanie.

(*Suite.*)

L'ÉLEVAGE DU BÉTAIL

L'élevage du bétail joue en Lituanie un rôle aussi important que l'agriculture. Dans ce domaine, la Lituanie dépasse la Russie européenne ainsi que le royaume de Pologne et elle se rapproche de la Prusse et de l'Autriche. Mais elle reste fortement en arrière si on la compare à d'autres pays de caractère agricole prononcé qui s'occupent surtout de l'élevage du bétail, tels que la Prusse orientale, la Hollande et d'autres. On élève surtout en Lituanie des chevaux, des bêtes à cornes et des moutons ; l'élevage du porc est par contre relativement plus faible. Durant les dix dernières années, on a constaté dans les gouvernements de Kaunas, de Vilnius et de Gardinas une augmentation constante, sinon très considérable, du nombre de chevaux et de bêtes à cornes tandis que l'élevage des moutons a quelque peu diminué, surtout à cause de la concurrence du coton américain. Dans le gouvernement de Suvalkai, l'élevage du bétail a quelque peu diminué dans sa totalité en faveur de l'agriculture. On élève surtout les chevaux dans le gouvernement de Kaunas qui possède beaucoup de prairies et de pâturages, dans certaines parties du gouvernement de Vilnius ainsi que dans le gouvernement de Suvalkai. A ce point de vue le gouvernement de Gardinas reste en arrière. L'élevage du cheval est l'occupation préférée des Lituaniens. Les « Dainos », qui sont les chansons populaires lituaniennes, nous montrent quel attachement profond existe entre l'homme et le cheval, et c'est exact. Ce que l'on a dit et qui est devenu célèbre au sujet de l'élevage des chevaux et de l'amour qu'ont les Lituaniens de Prusse orientale pour eux, est exact en grande partie en ce qui concerne les autres Lituaniens. Dans la basse Lituanie (Samogitie), on élève

surtout le *petit cheval samogitien* qui ressemble presque au poney ; il représente un type particulier, mais, à l'heure actuelle, on ne le trouve plus à l'état pur. Il est très sobre, dur au travail et il résiste même avec peu de nourriture, lorsqu'il travaille, beaucoup mieux que ne le laisserait prévoir tout son extérieur. Autrefois, il porta son cavalier, le guerrier conquérant lituanien, de la Baltique jusqu'à la Mer Noire et il a également montré toutes ses qualités durant les luttes que les Lituaniens soutinrent contre les Ordres chevaliers allemands. La race actuelle, qui est déjà très mélangée, suffit aux besoins de l'agriculture lituanienne bien mieux que les races améliorées et c'est pour cela que les paysans la préfèrent.

L'*élevage des bêtes à cornes* prend une importance de plus en plus grande et qui a surtout sa cause dans le fait que l'industrie du lait ne souffrait pas autant que la production de céréales de la concurrence intérieure russe. L'industrie laitière s'est grandement développée, surtout aux abords des villes, aux endroits où les produits du lait pouvaient atteindre le marché mondial par Riga et Libau. Les propriétaires fonciers principalement recueillaient autrefois les avantages de cette situation, mais les paysans cherchèrent aussi durant ces derniers temps par la formation de coopératives laitières à trouver un débouché productif dans ce domaine. La race de bétail indigène, le bétail de la campagne lituanienne, est fortement bâtie et de belle apparence. On juge de différentes façons son utilité. Après la guerre, il serait absolument nécessaire — et cela aurait de meilleurs résultats — de rajeunir la race comme a déjà tenté de le faire plusieurs fois.

L'*élevage des moutons* est beaucoup plus considérable en Lituanie qu'en Prusse orientale, même chez les paysans, et cela s'explique d'une part parce que les petits pâturages et les petits pacages qui conviennent à cette sorte d'élevage sont très nombreux en Lituanie ; cela s'explique encore par le fait que les produits des moutons indigènes trouvent dans le pays même un emploi beaucoup plus considérable que dans les pays de l'Europe occidentale. On travaille à la maison la laine, non seulement pour faire des bas, mais encore pour faire des habits. On sale ou on fume la viande d'agneau qu'on utilise ainsi dans les maisons et la peau du mouton joue encore un grand rôle

chez les paysans. Il y a, par contre, beaucoup moins de chèvres; ce sont principalement les Juifs habitant les petites villes et les possesseurs d'un lopin de terre ne se trouvant pas en état d'avoir une vache qui possèdent des chèvres.

L'élevage des porcs est en Lituanie beaucoup plus faible que celui des autres animaux. La viande de porc n'est notamment employée exclusivement que pour la consommation personnelle et elle n'est pas très grande. La frontière prussienne était pour ainsi dire fermée à l'exportation, l'intérieur de la Russie suffisait lui-même à sa production et le transport de la viande de porc vers les pays d'outre mer n'était pas assez développé. Il y a donc peu de profit à élever beaucoup de porcs. On s'en occupait également peu; en été, on les conduisait généralement dans les pâturages; en hiver, on les nourrissait avec les restes du ménage.

L'élevage des volailles occupait une grande place dans le commerce extérieur. On exportait notamment en Allemagne des œufs et des oies par wagons. Il y avait aussi beaucoup d'œufs qui étaient exportés en Angleterre. Le territoire de Suvalkai avec ses nombreux lacs qui se trouve sur la ligne de Kaunas-Virbalis-Königsberg produisait notamment beaucoup de volailles. Dans cette contrée, on élève surtout les petites oies polonaises ; dans le nord de la Lituanie, par contre, on se livre de préférence à l'élevage des oies lituaniennes plus grosses.

Il convient de remarquer qu'en Lituanie les petits propriétaires s'occupent de l'élevage du bétail beaucoup plus que les propriétaires fonciers. Les paysans possèdent trois à quatre fois plus de bétail que ces derniers. Nous donnons, grâce aux tableaux suivants, des informations plus précises à cet égard.

Têtes de bétail en 1914.

	Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons et chèvres	Porcs
Kaunas	346	699	512	349
Vilnius	314	664	446	351
Gardinas	255	565	501	280
Suvalkai	102	118	128	75
Lituanie 1914	1 018	2 047	1 557	1 055
1913	1 002	2 070	1 579	1 932
1912	984	1 959	1 546	1 031
1907	911	1 982	1 532	963
Prusse or. 1913	506	1 237	350	1 337

Pour 1000 habitants il y a :

	Chevaux		Bêtes à cornes		Moutons et chèvres		Porcs	
	1907	1911	1907	1911	1907	1911	1907	1911
Kaunas	196	1[illegible]9	432	334	294	263	205	217
Vilnius	143	1[illegible]6	324	279	210	204	106	157
Gardinas	113	125	2[illegible]3	2[illegible]3	271	304	126	222
Suvalkai	167	129	210	172	235	216	118	104
Prusse or.	231	237	581	589	253	187	567	593
Royaume de Pologne	112	8	217	182	127	77	66	48

Pour 100 ha de superficie :

	Chevaux		Bêtes à cornes		Moutons et chèvres		Porcs	
	1907	1911	1907	1911	1907	1911	1907	1911
Kaunas	8	8	18	15	12	11	9	10
Vilnius	6	6	14	13	9	10	7	7
Gardinas	5	6	14	15	13	16	6	11
Suvalkai	9	7	11	10	12	12	6	6
Royaume de Pologne	10	10	20	18	12	8	6	5

Têtes de bétail en 1900
possédées par les propriétaires fonciers et les paysans : (comptées en mille)

	Chevaux		Bêtes à cornes		Moutons et chèvres		Porcs	
	Propr. fonciers	Paysans	Propr. fonciers	Paysans	Propr. fonciers	Paysans	Propr. fonciers	Paysans
Gouv.								
Kaunas	74	231	197	503	114	499	64	296
Vilnius	79	179	237	463	128	515	99	316
Gardinas	45	154	131	411	114	490	34	232
Suvalkai 1907	13	21	25	105	23	123	9	64

LES JARDINS POTAGERS

Il y en a suffisamment en Lituanie. A part le jardin, parfois petit, qui entoure chaque maison lituanienne et où l'on cultive les arbres fruitiers à côté de quelques carrés de légumes, beaucoup de personnes s'adonnent exclusivement à la culture des arbres fruitiers et des légumes. C'est surtout vrai pour des nombreux propriétaires parcellaires des parties septentrionales du gouvernement de Kaunas. Les gros propriétaires fonciers possèdent souvent des jardins fruitiers de 5 à 10 ha et davantage, dans lesquels on cultive les espèces de fruits les plus fines. On les afferme souvent à des juifs, qui, par suite de leurs relations commerciales, en tirent un meilleur rendement que toute autre personne. Il y a surtout des fruits dans la vallée du Nemunas qui est protégée des vents froids par une série de collines et où, par suite, les fruits mûrissent plus rapidement que dans les autres régions de Lituanie. Ce n'est pas seulement dans les villes de Libau, Riga et Dunabourg que vont les fruits de Lituanie, mais aussi à Pétrograd qui est beaucoup plus éloigné.

Dans les bonnes années, le gouvernement de Kaunas seul envoyait à ces villes 170 000 quintaux de fruits. Il faut encore mentionner à côté des fruits les légumes qui étaient exportés en grande quantité de Lituanie, notamment les concombres et les oignons. C'étaient également les Juifs qui avaient affermé les plus grands terrains producteurs de légumes. Ils ravitaillaient ainsi non seulement les marchés lituaniens, mais encore ils faisaient avec les fruits confits et les concombres un commerce important de colportage dans les villes frontières de la Prusse. La culture des fruits et des légumes s'accrut ces derniers temps davantage par suite de la construction d'un réseau de voies ferrées. Elle a beaucoup souffert de la guerre, surtout parce que beaucoup de jardins ont été détruits, mais l'avenir pour cette branche n'est pas mauvais, car le climat, la qualité favorable du terrain ainsi que les dispositions personnelles et le plaisir que trouvent les Lituaniens à la culture des fruits et des jardins n'ont pas disparu de Lituanie.

L'union lituano-polonaise et ses conséquences.

Le mariage de Jagellon, Grand Prince de Lituanie, avec la princesse polonaise Edwige donna à la Pologne son premier roi. Il en résulta entre les deux Etats une union personnelle qui pourtant n'était pas perpétuelle et qui n'avait pas encore le caractère d'un traité de droit public. L'année 1386, date de ce mariage, ne marque donc pas la fin de l'autonomie lituanienne ; bien au contraire, puisque Vytautas, connu généralement sous le nom de Vitovt, fit la guerre à son cousin et se fit reconnaître par lui, à vie, Grand Prince indépendant de Lituanie. Afin de marquer à l'intérieur sa complète indépendance, Vitovt voulut se faire couronner roi de Lituanie, après avoir convoqué à Lutzk une grande assemblée de notables ainsi que les représentants du roi de Pologne Jagellon, de l'empereur d'Allemagne Sigismond et du Pape. Mais les Polonais retinrent à Cracovie les représentants de ce dernier qui devaient lui remettre un document officiel et une couronne royale consacrée par le Saint-Père ; le couronnement ne put avoir lieu. Aussi n'y a-t-il eu qu'un roi de Lituanie, Mindovt (Mindaugas), qui reçut, en 1252, le baptême et que Kojalowicza, désigné dans son « Historia Lituana » comme « primus et ultimus rex Lituaniae », car, sur l'ordre du Pape Innocent IV, l'évêque de Kulm, Henri Arma, l'avait couronné roi.

Le St-Siège se servit également plus tard de ce titre à l'égard des Grands Princes lituaniens et lorsque les Prussiens occupèrent notre pays en 1812-1813, ils firent paraître une publication officielle pour le « Royaume » de Lituanie.

Afin de traduire dans le domaine politique l'union personnelle créée par Jagellon en union réelle de la Pologne et de la Lituanie, il intervint une série de conventions que l'on désigne habituellement sous le nom d' « Union ». Par l'Union de Krewo la Lituanie devenait simplement une province polonaise. Mais cela ne s'accomplit pas, car, comme nous l'avons dit plus haut, Vitovt maintint l'indépendance de sa patrie et, plus tard, allié de la Pologne, il vainquit les Chevaliers teutoniques à Tannenberg. L'Union de Horodlo fut alors conclue en 1413. D'après ce

traité, la Lituanie aussi bien que la Pologne ne devaient choisir leurs souverains que d'accord avec le monarque allié et son sénat. Il en résulte que, le roi de Pologne et le Grand Prince de Lituanie ne devaient pas être absolument une seule et même personne ; l'indépendance de la Lituanie était même ainsi reconnue en fait (par la souveraineté de Vitovt) aussi bien qu'en droit (par l'Union de Horodlo).

L'Union de Horodlo amena, d'autre part, un rapprochement dans les affaires administratives des deux Etats ; on reconnut en outre à la noblesse catholique de Lituanie des privilèges égaux à ceux de la noblesse polonaise, donnant ainsi à ces deux classes la solidarité d'un intérêt commun.

Mais cette union ne fut, elle aussi, que de courte durée. Après la mort de Vitovt, les notables de Lituanie choisirent comme Grand Prince Swigellon sans avoir demandé auparavant le consentement de Jagellon et du Sénat polonais, suivant les clauses du traité de Horodlo. Les Polonais, cependant, continuèrent toujours à choisir leur roi parmi les Grands Princes lituaniens, afin de ne pas perdre leur influence et de pouvoir fonder finalement une union réelle entre les deux Etats. En fait, durant la deuxième moitié du XVIe siècle, la physionomie politique, sociale et administrative de la Lituanie commença à ressembler de plus en plus à celle de la Pologne. Comme la Pologne, elle avait un roi librement choisi par tous les nobles du pays ; comme la Pologne elle avait son Sénat qui se composait des évêques, des palatins, des châtelains et des ministres, qui appartenaient à la haute noblesse possessionnée. Comme la Pologne, elle avait encore un Parlement (Süma) composé des représentants de la petite noblesse (schlachta), une armée territoriale calquée sur le modèle polonais, et enfin des institutions urbaines, paysannes et agricoles qui se différenciaient peu des institutions polonaises. On peut en dire autant pour ce qui est de l'organisation juridique dont la base resta cependant ce que l'on appelle le « statut lituanien ». Cette codification du droit coutumier lituanien et des édits des Grands Princes existe en trois rédactions : 1530, 1566, 1588 ; elle fut confirmée par le Parlement de Vilnius et resta en vigueur jusqu'en 1840. L'adoption de ce statut lors du remaniement du système juridique lituanien est d'autant plus désirable que la population du pays est restée très attachée aux anciennes habitudes et aux anciens usages, ne voulant jamais reconnaître la

procédure que lui avait imposée la Russie. C'est ainsi qu'au XVIe siècle l'influence de la civilisation occidentale pénétra de plus en plus, sous la forme latino-polonaise, le peuple lituanien; à la Cour, auprès des tribunaux et dans la littérature, la langue polonaise chassa peu à peu la langue blanc-russienne qui était jusqu'alors la langue juridique. L'union réelle des deux Etats s'accomplit peu à peu sans violence et nous la trouvons réalisée au Traité de Lublin en 1569, bien qu'une partie de la haute et de la petite noblesse repoussât cette union sous prétexte qu'elle imposait des sacrifices importants à la Lituanie. Ce pays dut céder à la Pologne les provinces de Podlachie, de Wolhynie, de Podolie et de Kiew et il conserva, outre neuf provinces, le condominium avec la Pologne sur la Livonie ainsi que sur la Courlande. L'union avec la Pologne présentait les particularités suivantes : les deux Etats avaient dorénavant dans le roi un souverain commun et deux assemblées législatives leur servaient de représentation populaire commune. On diminua le nombre des sénateurs et des députés lituaniens au Parlement, de sorte que les Polonais disposèrent dès lors de la majorité dans les deux chambres.

Malgré ces restrictions, la Lituanie ne devint cependant pas une province polonaise par l'Union de Lublin ; elle conserva son gouvernement particulier et son administration indépendante, à laquelle ne pouvaient accéder que des indigènes lituaniens. Elle continua à se qualifier d'organisme politique particulier et conserva ses propres lois ainsi que ses propres institutions judiciaires et financières. Elle avait encore son armée particulière sous le commandement de généraux spéciaux.

Malgré tout, la Lituanie perdit par cette union sa physionomie politique, malgré l'appui qu'elle avait donné auparavant aux rois issus des Jagellons, opposés à la force croissante de la noblesse polonaise. Il en fut autrement après la mort de Sigismond-Auguste, qui était le dernier Jagellon et le véritable créateur de l'Union de Lublin. Le roi que l'on élut perdit cet appui et il ne put empêcher que l'Etat uni lituano-polonais ne devînt de plus en plus une république aristocratique, de même qu'il ne put empêcher le développement de l'esprit de classe et l'union de la noblesse lituanienne à la noblesse polonaise lorsqu'il s'agissait de restreindre les prérogatives royales ; on lui enleva même, en définitive, le commandement suprême de l'armée. Tandis que la

puissance des nobles augmentait et que les querelles des partis s'envenimaient, la résistance extérieure de l'état polono-lituanien diminuait de plus en plus jusqu'au moment où il fut la proie de ses voisins. Les conséquences économiques de l'Union de Lublin ont été également détestables.

A partir du moment où la noblesse eut tout le pouvoir entre ses mains, elle s'en servit pour améliorer sa situation économique, pour exploiter les paysans qui étaient dans le servage et pour diminuer les droits de la bourgeoisie urbaine. La vente et surtout l'exportation des céréales ainsi que le droit de propriété foncière devinrent des privilèges nobiliaires dont les bénéfices n'allaient qu'à la noblesse et aux intermédiaires juifs. Les paysans s'appauvrirent de plus en plus, tandis que crûrent la richesse et l'influence de la noblesse grâce au monopole qu'elle exerçait de toutes les denrées nécessaires à l'existence. La bourgeoisie urbaine se vit également toujours plus exploitée et dépouillée de ses droits ; en 1776, on supprima totalement les administrations municipales, la bourgeoisie n'avait pas de représentants au Parlement, ses membres ne pouvaient devenir ni officiers ni propriétaires fonciers. Comme l'agriculture paysanne, le commerce et l'industrie dépérirent aussi en Lituanie où une partie considérable de la noblesse, faisant bon marché des intérêts nationaux pour suivre cette politique de classe, se polonisa. La faiblesse économique de l'Etat uni et les luttes perpétuelles auxquelles se livraient entre eux les partis oligarchiques de la noblesse affaiblirent en définitive tellement sa force interne que ses puissants voisins purent procéder aux partages de la Pologne, qui attribuèrent la plus grande partie de la Lituanie à la Russie et la plus petite à la Prusse. L'Union de Lublin avait donc été le commencement de la fin.

La Taryba en conflit avec l'Ober-Ost.

Les deux documents que nous reproduisons plus bas illustrent d'une façon admirable la « manière allemande » à l'égard de la Lituanie à qui l'Allemagne semble avoir promis et concédé une ombre d'indépendance dont tous les détails de réalisation pratique restent cependant encore à préciser, après sept mois. L'examen de ces documents dévoile le côté le plus intéressant la politique orientale allemande qui, par la paix de Brest n'a enlevé les territoires limitrophes à la Russie que pour essayer de les soumettre à un nouveau joug tout aussi dur. L'exemple de la Lituanie vaut pour la Pologne, l'Ukraine et la Finlande, pays dont les Centraux scelleraient la sujétion définitive le jour où la victoire permettrait de faire cesser la situation volontairement imprécise dans laquelle elle les tient.

La Lituanie avait ainsi par déclaration de la Taryba du 11 décembre 1917 proclamé qu'elle se séparait de l'Etat russe. Cette déclaration, admise par l'Allemagne, aurait dû avoir pour conséquence de reconnaître à la Taryba, organe d'où émanait cette décision, la souveraineté des pouvoirs. Logique avec son principe, la Taryba en profita pour changer sa dénomination de Diète provinciale en celle de Conseil d'Etat qu'elle porte depuis, mais que l'Allemagne refuse de lui reconnaître. Où a donc passé le pouvoir souverain ? Et le fait de se proclamer indépendant n'indiquait-il pas suffisamment à qui revenaient les droits de l'Etat russe défaillant ?

Bien mieux, voici qu'au 23 mars l'Allemagne reconnaît l'indépendance de la Lituanie et la confirme par rescrit solennel du Kaiser remis à la Taryba. Juridiquement, la Taryba cherche des lors à organiser ses pouvoirs, à créer l'Etat lituanien ; mais elle se butte à d'insurmontables obstacles et elle apprend tout d'un coup que l'Allemagne prépare en secret un plan qui ne tend à rien moins qu'à annexer la Lituanie à la Prusse : Guillaume devient souverain de Lituanie, d'étroites conventions politiques, militaires et douanières sont envisagées qui tiendront le pays dans une stricte dépendance avec à peine une ombre d'autonomie. Ainsi inconséquente, parce que désireuse de donner à des acquisitions injustes l'apparence de la légitimité appuyée sur le prétendu droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Allemagne viole dans l'ombre la paix déjà si précaire de Brest, la déclaration du Reichstag du 19 juillet

Kaunas valstybinė bibliotika

et les promesses faites. N'y a-t-il par là de quoi justifier pleinement la toute récente déclaration de Ledebour au Reichstag : « Le droit de libre disposition des peuples a été violé de diverses manières dans le traitement dont on a usé à l'égard des Etats limitrophes » ?

C'est pour se soustraire à ce traitement que la Taryba procéda à la nomination d'un souverain en conséquence du droit qui — nous insistons sur ce point — lui avait été reconnu par l'Allemagne de proclamer la Lituanie indépendante et sa séparation de la Russie. Les projets d'annexion sont poussés si loin que l'accès de la Lituanie est défendu au duc d'Urach nommé souverain de Lituanie pour protéger ce pays contre les exactions et les injustices qu'on y commet. La Taryba doit informer l'administration militaire de ses sessions, lui soumettre l'ordre du jour, supporter la présence à ses séances du chef de cette administration ou de son représentant. Les chefs militaires de l'Allemagne auxquels est soumise « l'administration militaire d'Ober-Ost » considèrent en effet qu'il est dangereux de laisser les Lituaniens disposer librement d'eux-mêmes, de prendre des solutions définitives. La « Section politique de l'état-major » qui dirige en Lituanie, comme partout, la politique allemande, s'oppose à la création d'un gouvernement lituanien. Ceux de ses gens qui vivent dans le pays s'y trouvent bien ; la terre est bonne et ses produits sont savoureux. Il leur déplairait de quitter ces régions pour courir les champs de bataille où la partie n'est pas belle, tandis que les Lituaniens s'occuperaient eux-mêmes des affaires de leur pays. Et il sera impossible de leur faire rendre gorge tant que des armées victorieuses ne les y auront pas contraints, car la *rage teutonique* qui s'emparerait d'eux, semblable à celle qu'ils ont éprouvée lors de la nomination du souverain, ébranlerait le gouvernement fantôme du comte Hertling qui a donné les instructions suivantes :

Au Chef de l'Administration militaire de Lituanie,
Vilnius.

Grand quartier général, le 25 juillet 1918.

En réponse à la demande du 13 juillet 1918, n° 663 que vous m'avez transmise par votre lettre du 16 juillet 1918, n° 680, je vous prie de faire oralement, en mon nom, la communication suivante au *président* de la Diète provinciale lituanienne : J'ai bien reçu la demande de la Diète provinciale du 13 juillet 1918 n° 683. Dans le conseil de cabinet du 23 mars 1918 et dans la déclaration que j'ai faite ce même jour il a été clairement expliqué que la reconnaissance de l'Etat lituanien indépen-

dant est soumise à la condition que les conventions à conclure entre l'Empire allemand et la Lituanie tiennent compte de l'intérêt de l'Allemagne. En l'état des choses cette condition n'a pas encore pu être réalisée. En conséquence, le gouvernement allemand ne peut pas encore reconnaître des décisions d'une telle portée. Il est, de même, impossible de reconnaître la Diète provinciale comme Conseil d'Etat.

signé HERTLING.

Vilnius, le 20 août 1918.

Le Chef de l'administration militaire
auprès du gouvernement militaire de Lituanie.

Son Excellence le Gouverneur militaire m'a chargé, dans l'intérêt des travaux communs entre l'administration et la Diète provinciale, d'éclaircir les difficultés soulevées par certains événements récents au sujet de la position de la Diète provinciale.

J'ai donc l'honneur de faire à la Diète provinciale la communication suivante:

Tant qu'il n'interviendra pas un changement dans la situation motivée par la guerre, on devra s'en rapporter à l'ordonnance du Commandant en chef d'Orient concernant *l'institution* de la Diète provinciale en date du 23 septembre 1917, d'après laquelle la Diète provinciale conseille l'administration dans les affaires du pays et exprime les décisions de la population.

Il en résulte que la Diète provinciale ne possède pas de droits souverains et qu'elle n'est pas davantage un organe du gouvernement. L'acte d'indépendance du 23 mars 1918 n'a apporté aucun changement sur ce point.

En ce qui regarde le choix de nouveaux membres, l'ordonnance du Commandant en chef d'Orient du 23 septembre 1918 disant que l'accès de nouveaux membres à la Diète provinciale n'est pas possible sans le concours du chef de l'administration, est encore provisoirement en vigueur.

Je vous prie, en outre, de vouloir bien observer une série de conditions de forme qui ont trait à la marche des affaires. Parmi ces conditions le Président ne doit tout d'abord convoquer et ajourner la Diète provinciale que d'accord avec le chef de l'administration en lui donnant suffisamment à l'avance connaissance de la date de la convocation ou de l'ajournement. Le chef de l'administration doit également se réserver

le droit de convoquer et d'ajourner en cas de nécessité la Diète provinciale.

Il ne faut pas négliger non plus la régularité des rapports nécessaires entre l'administration et la Diète provinciale et elle ne peut s'opérer, dans la mesure désirable, que si le chef de l'administration est invité à temps aux séances avec communication de l'ordre du jour pour qu'il puisse l'approuver personnellement ou par ses commissaires et assister aux séances.

A ce sujet, l'administration réserve à ses représentants, conformément aux pratiques de l'ordre du jour, le droit de prendre en tout temps la parole.

A l'avenir, seront considérées comme décisions de la Diète provinciale seules celles qui satisferont à ces conditions.

En donnant connaissance de ce qui précède au Président de la Diète provinciale, je renouvelle mes déclarations orales d'après lesquelles en précisant les principes qui servent au travail commun de l'administration et de la Diète provinciale, je n'envisage aucune limitation des libres attributions de la Diète provinciale, mais je ne considère que la bonne marche de la reconstruction et l'établissement des bases nécessaires à l'administration future dans l'intérêt de la Lituanie.

signé TIESLER.

Nous dédions ces deux documents à ceux qui accusent la Taryba d'être une assemblée aux mains de l'Allemagne, alors qu'elle lutte de façon si énergique pour la reconnaissance de ses droits souverains et de sa pleine indépendance.

La Lituanie aux Lituaniens.

Monsieur Chabloz-Comte prétend dans un article de la *Tribune de Genève* du 19 septembre vouloir réserver «la Pologne aux Polonais». Nous n'avons rien à dire contre ce noble but et nous avons souvent indiqué notre satisfaction de voir la Pologne se constituer dans ses limites purement ethnographiques. Mais ce n'est pas ce qu'entend l'auteur, puisque, par peur de la vérité, il attaque l'article paru dans la *Gazette de Lausanne* du 31 août sous la plume de J.-El. D., prétendant que ce dernier a trop facilement accueilli les suggestions du Bureau lituanien de Lausanne, pour ne pas tarder à s'apercevoir qu'il s'est «fourvoyé», car taxer les Polonais d'impérialisme est une accusation gratuite et ridicule. Regardons la vérité en face.

La Pologne était-elle impérialiste dans son passé et l'est-elle restée au cours de cette guerre? Nous n'hésitons pas à répondre oui, en dépit des affirmations de l'auteur qui, s'appuyant sur l'histoire de M. Grappin, dit que Jagellon, grand-duc de Lituanie «entreprit des négociations en Pologne en vue de son mariage avec Hedwig, reine de Pologne, et de la réunion des deux couronnes». C'est plutôt la Pologne représentée par son chef politique Sbiegnew Olesnicki, cardinal de Cracovie, qui prit l'initiative de ces pourparlers et, après l'union qui en résulta, nous assistons, dans l'histoire, à tous les efforts de l'impérialisme polonais envers la Lituanie. Il suffit de se rappeler les unions successives de Horodlo et de Lublin pour voir qu'elles ne furent conclues qu'à la faveur des pressions exercées par la Pologne qui voulait profiter des luttes incessantes de la Lituanie contre les ordres teutoniques et les Russes afin de faire peser sur ce faible pays son joug séculaire; aussi les Lituaniens n'auront-ils jamais suffisamment de mots pour flétrir la conduite des Polonais qui donnèrent les premiers au monde l'exemple du partage d'un Etat. Suivant la justice immanente cet exemple s'est plus tard tourné contre eux en faveur des Russes, des Prussiens et des Autrichiens. En union avec la Pologne [1], la Lituanie vit réduire sa souveraineté interne et elle fut dépouillée de ses plus belles provinces au profit de la Pologne. L'Etat lituanien ne touchait plus désormais à la mer Noire, car on lui enlevait la Podlachie, la Volhynie, la Podolie, la

[1] Voir supra : « Les conséquences de l'Union lituano-polonaise ».

Kiovie. A trois reprises, dans la même année, les Polonais avaient osé dépecer la Lituanie, en lutte avec l'ennemi commun, le Moscovite. Le crime fut commis à Lublin en 1569, avec une remarquable cruauté, au mépris des droits lituaniens confirmés par des traités antérieurs, malgré les résistances de la population et des protestations de grands Seigneurs comme Radziwill. Les provinces annexées durent prêter le serment de fidélité à la Pologne, sous peine de destitution ou de confiscation de biens. Malgré ces menaces, plusieurs magnats lituaniens refusèrent. Parmi ceux-ci, citons le palatin de Podlachie Wassile Tyszkievicz qui préféra d'être destitué. Eustache Wolowicz, sous-chancelier de Lituanie, fut privé, pour la même raison, de ses biens viagers ainsi que Chodkievicz. Ce dernier exposa dans un long discours, devant les deux assemblées législatives polonaises, présidées par le roi lui-même, toute la douleur que causaient aux Lituaniens les méfaits des Polonais. Sa parole, s'élevant à des hauteurs prophétiques, prédit les plus grands malheurs à la Pologne, et il affirma que ce rapt serait vengé.

Ne désirant pas insister sur des événements dont le rappel nous est trop douloureux, nous indiquerons simplement que cette prophétie s'est réalisée. Et nous y trouverons encore une fois la preuve que toute injustice se paie, car ce sont les Polonais qui ont écrasé en 1700 le soulèvement des Lituaniens dirigé par le prince Sapieha contre le joug polonais.

Nous pourrions encore trouver des milliers d'exemples dans l'histoire démontrant les mérites et la valeur de l'union lituano-polonaise. Il n'y a d'ailleurs qu'à considérer les temps présents pour se rendre compte que ces exemples abondent encore. On connaît le mémoire des 44 traîtres polonais du gouvernement de Vilnius qui voulaient, contrairement à la volonté du peuple, rattacher la Lituanie à la Pologne et il nous serait pénible de revenir sur les luttes sanglantes qui se sont passées durant les dernières années du XXe siècle, alors que les Polonais n'hésitaient pas à faire couler le sang dans les églises où les Lituaniens défendaient leur langue.[1]

En opposition avec ces menées, nous pouvons nous vanter, quoi qu'en dise l'auteur, de ne pas nourrir d'impérialisme lituanien et le mot nous fait rire. Nous sommes plus modestes; dans l'empire lituanien tel qu'il existait au temps de Vytautas, nous nous contentons de la Lituanie ethnographique. Affaire aux Polonais de voir que nous ne réclamons

[1] Nous venons d'exposer leur méfaits tout au long dans l'article : « Les menées polonaises en Lituanie ».

que des territoires habités par des Lituaniens ou par des gens de descendance lituanienne tels que le gouvernement de Gardinas! Nous prions encore une fois M. Chabloz-Comte de regarder notre carte. Nous voudrions, en outre, savoir sur quelle statistique il s'appuie pour prétendre qu'il y a 30 millions de Polonais; s'il était plus consciencieux, il verrait qu'il n'en existe qu'une vingtaine dans tout le monde.

Quant à l'accusation consistant à prétendre que nous travaillons «pour le roi de Prusse», nous retournons le compliment à l'adresse des activistes polonais en Pologne même tels que Radziwill, Ronikier & Cie. Au demeurant, l'auteur admet-il, oui ou non, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Si, oui, qu'il veuille considérer qu'il existe une Lituanie et des Lituaniens dont la volonté d'indépendance s'est maintes fois affirmée en dépit du désir manifesté par certains de les unir, pour un nouvel assujettissement, avec la Pologne. Si non, M. Chabloz-Comte n'a que faire à s'occuper de ces questions où, loin de travailler pour le roi de Prusse, nous travaillons pour la libération de nos frères qu'il faut soustraire à tout joug quel qu'il soit. Aucune campagne tendancieuse ne saurait nous détourner de ce but aussi noble que celui des Polonais dont nous savons au moins respecter les justes revendications.

Le discours du panpoloniste Seyda et les Lituaniens.

Les journaux reproduisent quelques extraits du discours prononcé par M. Ladislas Seyda, président du Club polonais à la grande commission du Reichstag, dans lequel il prétend qu'on «a mis en pièces la Lituanie sans tenir aucun compte des conditions historiques, ethnographiques, économiques»; «des régions polonaises, continue-t-il, telles que les territoires de Grodno et de Vilna, ont été incorporées de force à l'Etat Lituanien.»

Il est bien vrai, en effet, que la Lituanie a été mise en pièces, mais on l'a fait sur l'avis des Lituaniens et d'ailleurs les Polonais ne donnèrent-ils pas les premiers l'exemple de ce partage lorsque à l'Union de Lublin (1569) ils obligèrent les Lituaniens à leur céder une grande partie des territoires qui constituaient la grande Lituanie et qui forment aujourd'hui l'Ukraine? C'est de la part des Lituaniens un exemple de sagesse dont devraient s'inspirer les Polonais que de savoir se maintenir dans

le domaine des strictes revendications ethniques, sans vouloir arguer comme le font les Polonais, de droits historiques à jamais défunts et impossibles à réaliser dans l'Europe nouvelle qui sortira du Congrès de la paix. Pour notre part, il n'est jamais entré dans nos visées de reconstituer la Grande Lituanie telle qu'elle était sous le règne de Vytautas, car nous ne voulons pas faire de notre pays une nouvelle Macédoine où domineraient les éléments allogènes. Aussi trouvons-nous qu'il est juste de borner nos desiderata à la formation d'une Lituanie comprenant les 4 gouvernements de Suvalkai, Kaunas, Gardinas et Vilnius, n'en déplaise aux Polonais que choque évidemment cette absence d'impérialisme.

Nous réclamons d'autant plus énergiquement ces 4 gouvernements qu'ils sont incontestablement lituaniens. M. Seyda ne l'admet pas pour les deux derniers. Le Dr J. Purickis a récemment publié une brochure, «l'Etat lituanien et le gouvernement de Gardinas», basée sur une observation impartiale qui prouve suffisamment le caractère indubitablement lituanien de ce gouvernement. Nous y renvoyons le lecteur. Il y verra que d'après les considérations historiques et ethnographiques, ce pays habité par les Yotvingues n'a jamais cessé d'être lituanien puisque le Russe Lebedkin y trouvait en 1861 201,897 purs Lituaniens ; les statistiques militaires russes désignaient en outre de 1876 à 1883 toutes les recrues de ce gouvernement sous le nom de Lituaniens, et elles ne faisaient que confirmer ainsi les dires des gens de ce gouvernement qui parlent une langue mi-slave, mi-lituanienne, mais non polonaise, et qui se déclarent Lituaniens.

Les mêmes remarques s'appliquent au gouvernement de Vilnius où ceux que les statistiques russes désignent sous le nom de Blancs-Russiens ne sont que des Lituaniens dont la langue se ressent d'infiltrations slaves. Le même Lebedkin y signalait en effet en 1861 55,4 % de Lituaniens purs. Korevva et d'Eckert en trouvaient respectivement 46 % et 49 % en 1857. D'après ces auteurs, les Polonais ne représentaient que que la proportion suivante : 18,42 % pour l'un, 12,13 % et 24,7 % pour les deux autres.

Ainsi nous appuyant sur de fortes considérations ethniques nous ne revendiquons que nos Lituaniens, désireux que nous sommes de les soustraire à la dénationalisation que poursuivent les gens de Varsovie.

Les habitants du gouvernement de Gardinas veulent rester Lituaniens.

Comme l'annonce « Lietuvos Aidas », organe de la Taryba, dans son numéro 82 du 3 octobre, la Taryba a reçu une députation des Lituaniens du gouvernement de Gardinas pour affirmer la volonté de la population de continuer à faire partie du royaume de Lituanie. Cette députation se composait du président et du secrétaire de l'Union des habitants évacués du gouvernement de Gardinas qui réunit 500 000 personnes (Komitet objedinionnych obščestvennych organizacji). Les membres de la députation étaient porteurs de pouvoirs authentifiés par acte notarié. Ils ont déclaré que le territoire et le peuple du gouvernement de Gardinas ont de tout temps fait partie de la Lituanie. Autrefois ils s'appelaient « Yotvingues » et maintenant ils s'appellent « Lituaniens » ou « Yatviagues » et non Russes, Blancs-Russiens ou Polonais, peuples avec qui ils n'ont absolument rien de commun. Ils font également partie de la Lituanie au point de vue économique. Quoique la majorité des habitants du gouvernement de Gardinas ne parle plus le pur lituanien et qu'elle soit orthodoxe, ils ne présentèrent aucune demande spéciale. Ils désireraient conserver dans les églises et dans les écoles, le dialecte local et jouir, en outre, d'une certaine autonomie. La langue lituanienne serait naturellement la langue d'État, mais à côté d'elle, le dialecte du pays serait employé par les institutions locales. Le problème russe leur apparaît comme trop compliqué. Ils ne veulent aller ni avec les Russes, ni avec les Polonais, ni avec l'Ukraine.

La députation fit ensuite une tournée dans son pays pour prendre contact avec les gens qui y étaient restés. Revenue à Vilnius, elle affirma encore que la volonté de tout le pays était de continuer à faire partie de la Lituanie. En outre, elle exprima le désir de voir le gouvernement de Gardinas représenté à la Taryba et elle autorisa cette dernière à protester contre toute tentative d'incorporation étrangère. Des représentants du gouvernement de Gardinas participeront également aux fêtes de l'indépendance lituanienne et y exprimeront aussi le désir de rester Lituaniens.

Le même journal rapporte encore que le Comité blanc-russien a décidé la création d'un État blanc-russien qui doit être uni à la Lituanie. La Taryba a fait ses réserves en ce qui concerne l'union des deux États car, comme aux siècles passés, une grande Russie-Blanche ne serait pour la Lituanie qu'un fardeau nuisible au caractère national lituanien du nouvel État.

Faits et Documents.

Le président Wilson et l'indépendance de la Lituanie.

On nous télégraphie de New-York que, le 24 octobre, le président Wilson a remis au président du Conseil lituanien à Washington, un document autographe garantissant l'existence de la Lituanie comme Etat indépendant. Dans ce document, il donne l'assurance que toutes les parties de la Lituanie seront réunies y compris la Prusse Orientale jusqu'à Königsberg et il accorde à l'Etat ainsi créé les ports de Libau et de Memel (Klaipeda). Le président affirme également que l'indépendance de la Lituanie sera proclamée avant que les pourparlers de paix ne soient entamés avec l'Allemagne et qu'il a communiqué sa décision aux gouvernements alliés.

Ce document concomitant de la troisième note du président à l'Allemagne prouve sa volonté de ne négliger les droits d'aucun peuple dans la future Europe et, par l'importance du territoire lituanien qu'il garantit, il annule les actes précédemment faits par l'Allemagne, donnant aux Lituaniens la véritable charte de leur indépendance, seule conforme à leurs désirs.

Note de la délégation lituanienne d'Amérique à la Taryba.

La délégation du Conseil national lituanien d'Amérique, représentant un million et demi de ressortissants lituaniens, communique au Bureau d'information lituanien qu'elle a adressé à la Taryba une note dans laquelle elle se prononce pour l'indépendance complète de la Lituanie.

Dans ce but, elle approuve tous les actes de la lutte de la Taryba contre le gouvernement d'occupation et contre tous les ennemis de l'indépendance lituanienne. Laissant pour l'avenir la décision de la forme gouvernementale à la Constituante, elle se prononce, au nom des Lituaniens d'Amérique, pour la forme républicaine et proteste contre l'élection du duc d'Urach, à laquelle la Taryba a procédé seule, outrepassant ainsi ses pouvoirs qui ne sauraient engager d'une manière définitive l'avenir du pays.

La question des frontières entre la Lituanie et la Pologne.

A la suite de l'entrevue des délégués du Conseil d'Etat Polonais, le prince Radziwill et le comte Ronikier, avec les représentants des gouvernements allemand et autrichien au grand quartier général, la presse a

répandu le bruit d'un prétendu règlement de la question des frontières entre la Pologne et la Lituanie. Cette frontière, suivant le désir des Polonais, doit passer à l'Est des fleuves Niemen, Bobr et Narew, englobant ainsi plusieurs districts lituaniens, en compensation des quatre districts du Gouvernement de Suvalkaï.

Le Conseil National Lituanien nous charge de déclarer qu'il ne peut être question de compensation d'aucune sorte au sujet du Gouvernement de Suvalkaï, qui dans sa totalité est essentiellement lituanien et qui à ce titre a appartenu de tout temps à l'Etat lituanien. La Lituanie ne renoncera sous aucun prétexte à l'ancienne frontière entre les Etats lituanien et polonais telle qu'elle existait avant leur partage par les Etats voisins.

L'évasion du premier soldat américain.

Un fantassin lituanien nommé Saviskis, originaire du gouvernement de Vilnius, naturalisé américain et appartenant actuellement à la paroisse de Schenandoach, Pensylvanie, capturé par les Allemands, s'est évadé en Suisse d'où il a pu regagner son régiment stationné en Alsace pour reprendre à nouveau les armes.

Création d'un Conseil national suprême lituanien.

Les délégués des Conseils nationaux lituaniens d'Europe et d'Amérique, réunis en Conférence à Lausanne, ont décidé de constituer un Conseil national suprême lituanien.

La mission de ce Conseil sera de coordonner tous les efforts lituaniens d'Europe et d'Amérique en vue de la constitution d'un Etat lituanien complètement indépendant et établi sur les bases démocratiques les plus larges.

Constitution d'une armée lituanienne sur le front français.

Nous apprenons de source autorisée que les 60 000 Lituaniens des Etats-Unis qui se sont enrôlés dans l'armée américaine vont être formes en un corps spécial qui combattra sous les enseignes lituaniennes et américaines.

Ce que la guerre coûte à la Lituanie.

Une Commission a été établie en Lituanie pour l'évaluation des pertes occasionnées à ce pays par la guerre, faits de guerre proprement dits, réquisitions, séquestres, transports de matières premières hors du pays, tant du fait des Russes au cours de leurs divers replis et de leur évacuation finale que du fait des Allemands, surtout ensuite d'une occupation qui dure depuis plus de trois ans. Ces différentes évalua-

lions totalisées donnent jusqu'à ce jour une perte globale de dix milliards de francs.

La Taryba demande la libération de la Lituanie.

Vilnius, le 11 octobre 1918.

La Taryba a adressé au prince Max de Bade, chancelier de l'Empire allemand, une demande formelle d'évacuation immédiate du territoire lituanien par les troupes allemandes ainsi que le rappel du gouvernement d'Ober-Ost et de constitution d'un gouvernement lituanien. Elle a réclamé en outre la création sans retard d'une armée et de forces de police lituaniennes en vue du maintien de l'ordre en Lituanie et de la défense des frontières du pays. Elle a décidé également l'élaboration immédiate d'un projet de loi électoral en vue de la convocation d'une Diète constituante dans le plus bref délai. Enfin, elle a formulé le désir de la libération sans tarder de tous les prisonniers lituaniens se trouvant tant en Allemagne qu'en Autriche-Hongrie et en Turquie.

La Taryba a exprimé sa conviction au prince-chancelier qu'il tiendra compte de tous ces désiderata et qu'il pourra être procédé à l'exécution de toutes ces décisions sans entraves aucune, eu égard aux engagements formels du chancelier et de la majorité représentant le peuple allemand dont il est l'interprète et qui l'appuie (article 4 des huit points du programme gouvernemental).

Le nouveau gouvernement russe et les Lituaniens.

Le Conseil national lituanien nous a fait la communication suivante :

« A l'occasion de la récente déclaration du gouvernement russe publiée par le journal « La voix de la Patrie » d'après laquelle le gouvernement provisoire vise entre autres buts la « réunion à la Russie des pays annexés, arrachés ou morcelés » le Conseil national lituanien proteste, en ce qui concerne la Lituanie, contre la volonté ainsi manifestée. S'appuyant sur les principes maintes fois proclamés par le Président Wilson et les chefs des gouvernements alliés, il affirme à l'heure où l'Autriche-Hongrie se morcelle sous les coups de ces mêmes gouvernements, que la Lituanie a suffisamment proclamé urbi et orbi sa volonté d'être indépendante par la conférence du 29 juin 1916 à Lausanne, par la conférence de Berne d'octobre 1917, par la Diète lituanienne de Pétrograd du 16 juin 1917, par la Diète lituanienne de New-York du 13 mars 1918, et par la déclaration d'indépendance de la Taryba à Vilnius (11 décembre 1917) élue unanimement par tous les partis.

Se basant également sur ces actes, la nation lituaniennne déclare

solennellement : 1° qu'elle ne consentira jamais, de sa propre volonté, a refaire partie de la Russie, Etat qui n'a jamais su ni se gouverner lui-même, ni gouverner les peuples allogènes ; 2° qu'elle défendra ses droits d'indépendance complète contre l'ingérence de ses voisins, car avec la même ardeur qu'elle s'est opposée aux projets allemands et polonais, elle empêchera, les armes à la main, le retour du régime russe.

La Taryba rompt avec l'administration d'Ober-Ost.

On nous télégraphie de Vilnius que la Taryba, après des luttes continuelles avec l'administration militaire d'Ober-Ost, devant l'intransigeance et la mauvaise volonté que montre le chef de cette administration, von Tiesler, a décidé de rompre avec le gouvernement d'occupation. Elle met tout son espoir dans la victoire des alliés, seuls capables, par leurs principes de justice, d'assurer le salut de la Lituanie au Congrès général de la paix.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS
par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

LO, 30 Rbj

Rm 3708

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

IVe année. 1918. No 12

PRO LITUANIA

BULLETIN DU BUREAU D'INFORMATIONS DE LITUANIE

SOMMAIRE

Pages

† Monsieur Asmiess.
Les fruits et les enseignements de la victoire 359
Le gouvernement provisoire de Lituanie. 363
La Lituanie prussienne 364
La Lituanie et les garanties contre l'Allemagne. 368
Les intrigues du gouvernement polonais 371
Un mensonge et une calomnie 374
L'état économique de la Lituanie 375
Revue de la presse 385
Faits et documents. — Haine lituanienne contre l'Allemagne. — Les Lituaniens en révolte contre l'Allemagne. — La révolte en Lituanie. — L'application des principes de Wilson et la Prusse orientale. — Le nouvel évêque de Vilnius. — Autres projets scolaires en Lituanie. — La Prusse Orientale veut s'unir à l'Etat Lituanien. — Les Allemands violent l'armistice en Lituanie. — Impérialisme polonais 388

PRIX DE L'ABONNEMENT : Suisse, 10 fr. — Etranger, 12 fr.
Le numéro, 1 fr.

RÉDACTION :
Villa Italia, Avenue du Léman
LAUSANNE

ADMINISTRATION :
Librairie Centrale des Nationalités
Rue Caroline — Ancienne Douane, 2

LIVRES PUBLIÉS

PAR

le bureau d'informations de Lituanie à PARIS

EN FRANÇAIS

Mémoire sur la Nation lituanienne, présenté par J. Gabrys, au Congrès des Races, à Londres, 26-29 juillet 1911. — Paris.

La Nation lituanienne, par J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituaniens et Polonais, par A. Jakštas. — Paris, 1913.

L'Eglise polonaise en Lituanie, par l'Abbé C. Propolanis. — Paris, 1914.

La situation de l'Eglise catholique en Lituanie, par J. Gabrys. — Paris, 1913.

La question polonaise en relation avec la question lituanienne, ruthène et juive, par J. Gabrys. — Paris 1915.

Les souffrances de la Lituanie, avec 7 illustrations. — Lausanne 1916.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième Conférence des Nationalités. — Lausanne 1916.

Bassanavicius, Père de la Renaissance lituanienne, Lausanne 1917.

Etat Lituanien et Mitteleuropa. — Lausanne 1917.

Carte de la Lituanie.

Haute trahison de 44 Polonais. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la domination russe, 1795-1915, par Kareivis. — Lausanne 1917.

L. P. K. Souffrances du peuple lituanien. — Lausanne 1917.

La Lituanie et la guerre européenne. Recueil de documents concernant la Lituanie, mémoires, discours.

Lituanus, Vérité polonaise sur les Lituaniens. — Lausanne 1917.

Ober-Ost, Plan annexionniste allemand en Lituanie, par Rivas. — Lausanne 1917.

La Lituanie sous la botte allemande, par Regana. — Lausanne 1917.

Situation de l'Eglise catholique en Lituanie. — Lausanne 1917.

Voir suite, page 3 de la couverture.

† Monsieur AŜMIESS

Nous sommes douloureusement frappés par la mort de l'un de nos collaborateurs de longue date, grand patriote lituanien originaire de Klaipéda (Memel), Prusse orientale, Monsieur Asmiess.

C'était un jeune savant de grand mérite et de grand avenir. Après avoir fait de fortes études juridiques à Königsberg, il avait collaboré à de nombreux journaux lituaniens de la Prusse orientale et pris une part active à la Renaissance nationale de son pays.

On lui doit plusieurs ouvrages remarquables sur la Lituanie édités tant à Vilnius qu'à Tilze (Tilsitt). Et dernièrement, il s'était fait connaître dans les cercles les plus étendus par son dictionnaire germano-lituanien qui avait eu un vif succès.

Nous nous réservons de revenir plus amplement sur sa remarquable activité. Pour aujourd'hui bornons-nous à dire hommage et merci à ce qu'il fut et honneur à sa mémoire !

Vilniaus Visuomenės BIBLIOTEKA

IVe année. 1918. N° 12.

PRO LITUANIA

Les fruits et les enseignements de la victoire.

La Lituanie a déjà commencé à retirer les avantages du bouleversement politique dans lequel les victoires alliées ont plongé l'Allemagne[1]. Notre dernier numéro réglait le compte passif du chancelier Hertling et nous ne profiterions pas de l'expérience que nous ont apportée ces quatre ans de guerre si, malgré les hommes nouveaux et la forme constitutionnelle modernisée de l'Allemagne, nous ne restions pleins de défiance devant les promesses que nous a encore faites le Prince Chancelier Max de Bade.

Recueillant le lourd héritage d'hommes à qui la folie pangermaniste avait dicté envers notre pays les pires attitudes, sa prétention de libérer, par des paroles, à la lueur de l'esprit nouveau, le passé néfaste de l'Allemagne risquerait de rester lettre morte le jour où l'effort militaire se ralentirait sur le front occidental permettant à ceux, dont l'apparition n'était qu'une ruse politique de guerre, de reprendre à leur compte, sans plus les renier, toutes les anciennes erreurs.

Notre expérience nous a, en effet, prouvé que nous n'avions rien de bon à attendre de l'Allemagne ; devant fonder sur ces exemples ainsi que sur les enseignements de cette guerre la future politique lituanienne, nous n'aurons garde d'oublier que l'Allemagne est aussi, comme la Pologne et la Russie, un voisin jaloux et ambitieux, contre lequel il faut nous protéger. Aussi savons-nous que, seule la défaite militaire de l'Allemagne pourra assurer d'une façon définitive notre pleine indépendance avec toutes les garanties que nous désirons.

[1] V. infra : Le gouvernement provisoire de Lituanie.

Nous avons su nous défaire des prétentions russes et polonaises dont nous avons fini par être victorieux; nous saurons aussi nous défaire, maintenant que l'heure est venue et que l'occupation se relâche, des prétentions allemandes à l'égard de *qui nous ferons valoir les nôtres* sur la Prusse Orientale; pour obtenir ce résultat, nous sommes persuadés qu'il ne suffit pas de compter sur un changement politique momentané, mais sur une situation stable amenée par des événements qui rendent l'Allemagne incapable de relever la tête pour donner suite à tous ses projets économiques, militaires et politiques dont nous avons failli être les victimes. Nous respirerons enfin librement le jour où nous saurons que toutes les garanties légitimes auront été prises de ce côté.

Néanmoins, la situation transitoire qui règne actuellement en Allemagne étant réglée par le discours-programme du Prince Max du 6 octobre 1918, il convient de tirer du provisoire qu'elle a établi pour la Lituanie toutes les conséquences. Ce n'est pas par pure bienveillance que le Prince Max de Bade a paru donner satisfaction aux vœux des Lituaniens. Ils avaient été maintes fois exposés dans des mémoires, dans des protestations et dans des réclamations émanant, soit du Conseil National lituanien, soit de la Taryba, et que nous avons reproduits ici même. Le Chancelier a eu pour se documenter toute une longue série de plaintes dont il lui était impossible de ne pas tenir compte. Au sortir de la lutte âpre qui a existé entre la Taryba et le gouvernement d'occupation il était renseigné sur l'état d'esprit de notre population dont les manifestations d'indépendance complète s'étaient toujours montrées, au cours de leur série, égales à ce qu'elles avaient été depuis le début de l'occupation. C'est donc poussé par la volonté lituanienne, enfin victorieuse de toutes les manigances, reluctante à la pression d'un gouvernement étranger, que le Prince Max de Bade a dû faire la déclaration suivante:

« Le programme aspire à ce qu'il se forme aussitôt en Lituanie des représentations populaires sur une large base. Nous voulons, sans retard, encourager la réalisation des

conditions nécessaires à cet effet pour l'établissement d'administrations civiles. Chaque territoire doit régler lui-même sa constitution ainsi que les rapports avec les peuples voisins. »

Le Chancelier ne faisait ainsi que suivre, d'ailleurs, le programme de la majorité du Reichstag qui, dans son article 4, énonçait les mêmes propositions. Cela prouve bien que tous nos efforts ne sont pas restés inconnus de la grande masse en Allemagne puisque, du jour où l'organe représentatif du pays peut se prononcer, il le fait d'une façon qui pourrait presque nous satisfaire. Il y a loin déjà depuis l'époque où toute la presse et tout le monde officiel s'en tenait au communiqué émané de la Wilhelmstrasse et au mot d'ordre officieux de la « Gazette de l'Allemagne du Nord ». Où sont les anciens projets d'union avec la Saxe et même la Prusse?

Voilà comment change tout un peuple et comment change lui-même un chancelier qui avait dit le 14 décembre 1917 devant la première chambre badoise:

« Le Président Wilson n'a aucun droit de combattre au nom des petites nations, car les peuples qui menaçaient de périr sous le joug russe, les Finlandais, les Polonais, les Ukrainiens, les Baltes, les Lituaniens, ont fait en vain appel à lui. »

Il est compréhensible que nous restions sceptiques devant un changement aussi subit. On a beau eu lire au Reichstag l'acte de naissance de l'Allemagne nouvelle et y parler des organismes représentatifs populaires qui doivent être créés en Lituanie, nous n'oublierons pas que toutes ces manifestations n'interviennent qu'après les demandes d'indépendance de la Taryba dont aucune manœuvre n'a pu étouffer le sentiment national. Tout évolue autour de l'Allemagne ; c'était hier par des phrases que la Taryba lituanienne se déclarait indépendante, c'est aujourd'hui par des actes dont l'Allemagne doit reconnaître le bien-fondé. L'Europe tout entière échappe à l'emprise de Berlin. Attendons quelques jours et à mesure que la victoire se parachèvera sur le front occidental, les germaniques qui seront forcés de lâcher leur

emprise sur l'Europe orientale verront se dresser contre eux tous les peuples qu'ils ont subjugués et qui n'attendaient que l'occasion de se libérer.

La politique des alliés est en effet plus substantielle que les promesses actuelles de l'Allemagne; le Président Wilson nous a invariablement donné depuis la guerre des assurances formelles. Nous venons de voir au contraire ce qu'affirmaient et proclamaient, il y a quelques mois à peine, les dirigeants et les hommes politiques de l'Allemagne. Dans ce gouvernement qui prétend parler au nom du peuple il y a encore von Payer qui disait, le 25 décembre, pensant à la conclusion définitive, qu'il annonçait prochaine, des conventions entre l'Allemagne et la Lituanie:

« Il va de soi que l'Empire devra considérer jusqu'à quel point ses intérêts lui permettent de répondre aux vœux de la population lituanienne. Ce pays retirera un grand avantage de son union avec nous. » C'est encore lui qui a dit au Reichstag: « Garde ce que tu as ».

Et l'on voudrait qu'il ait, lui aussi, subitement renié tous ses désirs les plus chers à l'égard de la Lituanie! En réalité, tandis que le Président Wilson demande l'évacuation de nos territoires ainsi que des conditions libres pour l'indépendance des nationalités, le discours du Chancelier (soutenu par le programme de la majorité) ne promet ni l'évacuation ni la collaboration de toutes les nations, mais il propose tout simplement de préparer les territoires occupés à la liberté et à la libre disposition d'eux-mêmes sous les auspices de l'Allemagne. Il faut faire hardiment remarquer que la différence est radicale. L'aide que propose le Prince Max pour l'établissement des conditions préalables nécessaires à la création d'une administration civile ne serait qu'une forme de la domination allemande et, pas plus que les alliés, nous n'admettrons aucune de ces combinaisons, nous en tenant, comme eux, au programme: Restitution, réparations, garanties. Nous sommes d'accord à ce sujet avec Mr. Balfour disant: « Si vous perpétuez l'état de choses qui existe actuellement dans l'Europe centrale, si vous rendez permanente, par exemple,

la domination allemande sur la Russie orientale, si vous ne laissez pas d'espoirs aux petits peuples situés le long de la Baltique, vous n'arriverez jamais à la société des nations et vous devez réparer ces maux avant de songer à l'instaurer. »

Que l'Allemagne *évacue* donc notre pays ! Alors seulement notre peuple sera libre de disposer de lui-même. « Evacuation ! » dit l'Entente pour la Belgique, la France, l'Alsace-Lorraine, la Serbie et la Roumanie. « Evacuation ! » dira-t-elle aussi pour la Lituanie. D'ailleurs, les événements se précipitent. Que sera demain l'Allemagne et quel gouvernement présidera à ses destinées? Durant quatre ans nous avons travaillé, ici, pour la liberté de notre peuple, comme les Alliés travaillaient pour le droit des peuples, cherchant à établir la « fiche » de notre peuple méconnu et souvent injustement calomnié. Puisse-t-il recevoir le fruit de ces efforts à l'heure proche des réalisations. A la fin de l'année nous allons pleins de confiance au-devant de ces temps nouveaux qui verront s'établir définitivement le règne de la justice internationale !

Le gouvernement provisoire de Lituanie.

L'Allemagne trouve maintenant tout naturel de concéder tardivement aux peuples qu'elle a opprimés les avantages qu'ils estimaient nécessaires pour arriver à leur complète indépendance. Un gouvernement provisoire a donc été créé en Lituanie qui saura y faire régner l'ordre et expédier les affaires courantes jusqu'à l'heure où la Constituante pourra être réunie pour se prononcer sur la forme définitive du gouvernement et sur l'avenir de l'Etat lituanien.

Nous apprenons ces événements avec toute la réserve que nous venons d'indiquer dans notre éditorial, mais nous sommes heureux de montrer que les Lituaniens ont fini par obtenir les garanties essentielles. La nouvelle, elle-même, que nous avons si longtemps attendue et qui vient trop tard, se résume en ceci :

Le chancelier de l'empire a reçu le comité de la Taryba

lituanienne, qui lui a exposé les vœux du peuple lituanien en ce qui concerne la nouvelle organisation de l'Etat lituanien. Le prince Max de Bade a communiqué à ces délégués que l'empire allemand laisserait au peuple lituanien le soin de se donner une constitution et de fixer ses relations avec les Etats voisins. Les autorités impériales n'ont pas l'intention de fixer elles-mêmes les frontières de la Lituanie et de la Pologne. On a l'intention de laisser toute latitude dans le domaine législatif au gouvernement lituanien. Ce sera la tâche de la Taryba de former ce gouvernement provisoire en y faisant entrer des représentants de toutes les classes et de toutes les nationalités de la population. Le transfert promis par le gouvernement allemand de l'administration des autorités militaires aux autorités civiles, a déjà commencé à s'effectuer. Quoique les autorités impériales désirent retirer le plus rapidement possible toutes les troupes allemandes de la Lituanie, elles sont cependant disposées, pour répondre aux vœux souvent exprimés dans ce pays, de laisser temporairement des troupes et des moyens de transport dans ce pays. Le gouvernement lituanien provisoire devra créer une troupe de police et de milice.

Nous souhaitons que le gouvernement parvienne à protéger le pays de l'invasion bolchéviste qui représente maintenant pour nous le plus grand danger.

La Lituanie prussienne

Enfin apparaît une nouvelle qui met nos cœurs en joie puisqu'elle nous assure que le Président Wilson a l'intention de réunir à la Grande Lituanie les Lituaniens de Prusse Orientale. C'est là le respect complet du droit des peuples à notre égard et nous remercions le Président Wilson de se montrer, non pas généreux, mais juste envers nous.

Le grand Vitautas au cours de ses luttes incessantes contre les Chevaliers de l'Ordre teutonique avait dû céder, en 1422, la Lituanie prussienne et la frontière de la Prusse Orientale est restée depuis telle qu'il l'avait fixée lui-même sauf pour Goldap et Stalupénai qu'il conserva mais qui, depuis, échurent à la Prusse. Sa politique géniale lui avait imposé cette renonciation

car, en conflit avec les Russes les Polonais et les Chevaliers teutoniques il cherchait, tour à tour, l'appui de l'un d'eux contre celui des autres qui se montrait momentanément le plus dangereux. En pleine victoire il put ainsi récupérer la Samogitie abandonnée quelques années auparavant aux Chevaliers, mais pour se conserver leur appui futur contre les Polonais, il dût abandonner à la germanisation ceux que nous réclamons maintenant et qui habitent les territoires dénommés Sudais, Nadrauis, et Schalais.

Les faits historiques sont donc précis. Vitautas règnait sur un grand empire qui allait de la Baltique à la mer Noire. La partie septentrionale de cet empire était de race parfaitement homogène habitée par de purs Lituaniens et comme la langue pas plus que l'esprit lituanien n'ont disparu des parties qui nous ont été arrachées, nous voulons les réunir à l'Etat lituanien. C'est une nouvelle question d'Alsace-Lorraine que nous faisons valoir à l'égard de la Prusse. Historiquement et juridiquement, par la cession forcée que Vitautas a dû en faire, les Lituaniens de Prusse Orientale nous appartiennent ; ils nous appartiennent encore linguistiquement.

C'est ce que nous voudrions démontrer en donnant quelques détails sur l'étendue de la langue lituanienne dans cette partie de la Prusse.

On comptait, selon Beheim, en 1735 172 000 habitants parlant le lituanien dans ces régions et l'on ne trouvait par contre que 28 à 29 000 étrangers [1]. Cependant, après trois siècles d'annexion, il est naturel que l'on constate déjà à cette époque une tendance à germaniser le pays ; c'est ainsi qu'on s'efforçait par tous les moyens de ne pas admettre les Lituaniens dans les administrations publiques; ce procédé était commun au roi et aux fonctionnaires qui ne nommaient jamais de maire lituanien ainsi qu'aux grands propriétaires qui n'admettaient nulle part la main-d'œuvre lituanienne.

Beheim nous dit encore que l'année suivante, en 1736, il y avait en Prusse Orientale 8365 fermiers lituaniens qui possédaient 259 529 arpents tandis que le nombre des fermiers allemands ou étrangers ne s'élevait qu'à 3724 ne possédant pas plus de 99535 arpents [2].

[1] Voir Fréderic Guillaume 1er (Colonisation) page 61.

[2] Pages 77 et 270.

Il est donc clair qu'à cette époque existait en Prusse Orientale une masse compacte de Lituaniens. Comment étaient-ils répartis ? Sur les 48 arrondissements qui formaient alors la Lituanie prussienne, il y en avait 7 à savoir ceux de Kukerneze, Klaipeda (Memel), Linkunai, Klemkiske, Rusné, Vingé, Silokarciama où l'on ne rencontrait aucun colon allemand ; dans les autres 41, sur un total de 924 villages, 153 seulement étaient habités par des Allemands [1].

Ces diverses considérations faisaient que le nombre des Lituaniens et des Allemands de Prusse Orientale était dans un rapport de 8 à 3 et l'on s'explique qu'à l'est d'une ligne partant de Königsberg jusqu'à Goldap on n'entendait nulle part, il y a trois cents ans, parler allemand. Dans le même ordre d'idées Tetzner remarque encore qu'en 1590 les voyageurs qui passaient dans les environs d'Insterburg (Insrutis) ne rencontraient que des Lituaniens [2]. Enfin, il y a encore deux cents ans on ne parlait que la langue lituanienne à Fychausen, Veliava, Gerdava, Darkiemis, Gumbine.

L'introduction de l'école obligatoire, celle du service militaire obligatoire ainsi que d'autres causes économiques et politiques firent que, vers le milieu du siècle dernier, en 1848 beaucoup de Lituaniens connaissaient les deux langues. C'est ce qu'affirment les statistiques officielles, mais elles sont manifestement fausses car elles ne signalent comme Lituaniens que ceux parlant la langue lituanienne. Ceux qui connaissent les deux langues figurent parmi les Allemands.

Grâce à ce procédé le nombre de ceux qui se disent Lituaniens a encore sensiblement décru depuis : Par exemple en 1910 96 967 Lituaniens se servaient exclusivement de la langue lituanienne dans les Eglises protestantes [3].

La statistique officielle de 1910, n'en signalait au contraire que 93 000, tandis qu'en 1848, d'après Völkel 150 580 personnes se servaient encore exclusivement du lituanien. Viehbahn en comptait 140 000 en 1858 et la statistique officielle de 1861 en signalait 136 990. La statistique de Rogge en donnait 139 450 en 1870 et Tetzner 120 693 en 1897.

On voit, malgré les variations de ces statistiques et peut-être

[1] Beheim page 271-312.
[2] Horn fait la même constatation (die Verwaltung Ostpruessens p. 248).
[3] Voir Almanach ecclésiastique.

même à cause d'elles, combien la masse compacte lituanienne que l'on signalait au milieu du siècle dernier n'a pu être qu'artificiellement diminuée pour donner le chiffre de 1910 dans les Eglises protestantes. Nous remarquons que les données de Völkel en 1848 et celles de Tetzner en 1891 ne varient pas aussi fortement; elles sont plus conformes à la vérité. Cependant, elles ne l'approchent que de très loin, car toutes les statistiques sont truquées par les maîtres d'écoles payés à cette intention pour germaniser, et par les grands propriétaires naturellement germanisateurs. Pour eux et pour la statistique qui résulte de leurs affirmations est Allemand tout Lituanien qui connaît la langue allemande et l'on comprendra que le nombre en soit considérable. Ce procédé amène le résultat suivant : des familles sont signalées comme divisées au point de vue linguistique alors qu'elles ne parlent que le lituanien. Suivant le hasard, des individus cultivés connaissant les deux langues sont tantôt classés comme Lituaniens tantôt comme Allemands. Seuls, ceux qui n'ont aucune connaissance de la langue allemande apparaissent comme Lituaniens.

Mais on n'arrive ainsi qu'à des chiffres inexacts surtout si l'on connaît le merveilleux mouvement littéraire qui s'est produit sous l'impulsion Vidunas en Prusse Orientale au siècle dernier et qui était l'œuvre des paysans aussi bien que des intellectuels qui tous se disaient Lituaniens. Aussi, sur une population de 400 000 habitants en Prusse Orientale, y a-t-il en réalité trois cent mille Lituaniens qui parlent ou comprennent le lituanien.

Ils n'oublient pas leur appartenance ethnique et brûlent du désir de prouver, malgré les Allemands, qu'ils sont bien de purs lituaniens.

Au moment de mettre sous presse, l'Agence Wolff publie :

Prétentions lituaniennes sur la Prusse.

La presse lituanienne de Tilsitt dit que la « Commission populaire lituanienne de Prusse orientale » publie un appel dans lequel elle réclame sa réunion à la grande Lituanie, avec les villes de Labiau, Wehlau, Insterburg (Insrutis) Darkemis, Goldape, qui doivent faire partie du territoire lituanien. Quatorze

radicaux lituaniens ont déjà formé pour la ville et le district de Tilże (Tilsitt) un conseil provencial lituanien. On s'occupe de la convocation d'un gouvernement provencial pour toute la Lituanie.

La Lituanie et les garanties contre l'Allemagne

La Ligue des nationalités opprimées

Nous savons que, lors du futur Congrès de paix, dans les changements essentiels qui seront apportés à la carte de l'Europe, une question importante se posera à notre sujet, car il fut clair que le droit des peuples sera établi, dans la mesure et en fonction de leur capacité de résistance au germanisme, ainsi qu'aux différentes tentatives par lesquelles il essaiera de réagir contre les conditions que lui auront imposées les puissances alliées justement défiantes après les expériences de ces dernières années. Nous savons que ces puissances tiendront, avant tout, à la constitution d'une solide barrière capable d'empêcher le germanisme de mettre ses plans à exécution et que les Etats sur lesquels portera la crainte de l'Europe seront précisément ceux qui, comme le nôtre, seront directement voisins de ceux dont les ambitions perpétuelles seront encore à redouter.

Voilà le mal. Quel est le remède ? Nous reconnaissons que cette crainte n'est pas vaine et nous pensons que les puissances alliées, dans leur désir de garanties, songent autant à notre propre sécurité qu'à la leur. Aussi pouvons-nous les assurer qu'elles ne seront pas seules à se défier du germanisme et que nous sommes les premiers intéressés à nous garantir contre les retours possibles d'hégémonie dans la Baltique et dans l'Europe Centrale.

Le passé de notre peuple qui, au cours de sa lutte séculaire contre le « Drang nach Osten », sut opposer, en dépit de tous les maux, une infranchissable barrière aux invasions teutonnes, n'est-il pas là pour illustrer ce que nous affirmons ! Qu'on se le rappelle au jour proche des négociations finales : *c'est le rôle historique de notre peuple de marquer, dans l'Europe nord-orientale, le point où le germanisme doit cesser de s'étendre.* Nous ne faillirons pas à ces destinées de notre race, en conflit

perpétuel avec ses terribles voisins occidentaux et s'ils nous y contraignent, ils trouveront encore une fois, à Tannenberg, les dignes descendants de ceux qui les y battirent cruellement en 1410. Ils ont exterminé nos frères, les Borusses, pour établir sur le pays qu'ils leur ont ravi leur effrayant état militaire. Tous les Lituaniens n'ont heureusement pas péri : il en reste encore 300 000 en Prusse Orientale qui désirent se réunir à nous et que nous *revendiquons d'ores et déjà* contribuant ainsi pour notre part ethnique à *l'amoindrissement de l'Allemagne* en même temps que nous formerons *une plus grande masse pour prévenir les retours offensifs du germanisme*[1].

Notre complète unité territoriale et ethnique assurera d'autant mieux le meilleur accomplissement de cette future mission européenne.

La constitution d'une solide puissance lituanienne entre donc historiquement et actuellement dans les vues de l'Entente qui verra, par elle, sa sécurité garantie dans l'Europe du Nord, qu'il s'agisse d'une « Alliance baltique » ou d'une « Alliance des peuples de l'Europe centrale ». C'est à ce dernier titre encore que nous signalons la récente conférence des nationalités opprimées de l'Europe centrale qui s'est tenue ces jours derniers à Washington, conférence à laquelle nous adhérons et qui, nous le faisons encore une fois remarquer, se propose de constituer de la Baltique à la mer Noire, une épaisse barrière au travers de laquelle les Allemands essaieront vainement de s'infiltrer. Rien ne saurait mieux répondre aux désirs des Lituaniens.

Cette conférence réunissant les représentants de 65 millions d'habitants de l'Europe centrale a eu lieu à l' « Independence Hall » de Philadelphie, mis à leur disposition par le maire de cette ville. Les fonctionnaires du département d'Etat et les représentants des Alliés y assistaient. Sous la présidence de M. Masaryk, premier ministre de la République tchéco-slovaque nouvellement reconnue, les représentants des nationalités opprimées de l'Europe centrale ont l'intention de rédiger une déclaration commune d'indépendance qui sera signée dans la chambre où a été signée la déclaration de l'Indépendance américaine, M. Masaryk s'est exprimé ainsi :

Nous considérons comme un honneur et un insigne privilège pour nos conférences, fondées comme elles le seront sur des principes d'in-

[1] Voir la Lituanie Prussienne.

dépendance d'esprit et de coopération de tous les groupements contre l'agression teutonne, d'être poursuivies dans les lieux mêmes où fut élaborée la déclaration d'indépendance américaine.

Cela nous incite à parfaire notre œuvre à l'ombre de cette grande tradition.

Une déclaration précise d'indépendance est le premier pas vers l'harmonie des aspirations nationales et sera une anticipation de la ligue des nations. Les représentants se réunissent à Philadelphie pour coordonner leurs efforts politiques et mettre en harmonie leurs programmes nationaux. Il y a des difficultés réelles, mais j'espère qu'elles seront surmontées. Toute organisation naissante a de telles difficultés. Les alliés le comprendront et nous aideront dans cette tâche nécessaire et indispensable.

Le Dr Jean Śliupas et M. Miliauckas représentaient les Lituaniens à cette conférence dont le résultat a été la fondation d'une ligue : « L'union démocratique de l'Europe centrale qui se propose de constituer une fédération d'Etats s'étendant entre la Baltique, la mer Noire et l'Adriatique qui séparera à jamais l'Allemagne de l'Orient. »

Pour atteindre ce but essentiel que nous approuvons totalement la « Ligue des peuples opprimés » a adopté les résolutions suivantes :

1. — La Ligue se plaçant sur le terrain du principe des nationalités, déclare que les nations ou les parties de nations doivent pouvoir exercer leur droit à disposer d'elles-mêmes. Comme sous l'influence des centraux, les mélanges de nationalités dans certaines villes rendent impossible une distinction précise entre les races, la Ligue demande à ce que les conditions actuelles économique, culturelles et géographiques soient prises en considération sans que les délimitations militaires et stratégiques soient pour cela perdues de vue.

2. — La Ligue repousse délibérément toutes les tentatives des gouvernements autocrates pour nationaliser de force ainsi que toutes les tentatives d'opprimer les énergies naturelles des différentes nationalités. Ce doit être le but de la conférence de la paix.

3. — La Ligue n'admet le plébiscite que dans le cas où la nationalité prise en considération pourra l'exercer sans pression.

4. — La Ligue proteste contre toutes les tentatives de transplanter des nations et s'oppose à tous les plans analogues pan-

germanistes, ainsi qu'aux crimes déjà commis par les puissances centrales à l'égard de plusieurs nationalités opprimées en déportant la population de districts entiers pour la remplacer par une autre.

Le programme que trace ainsi la Ligue qui se propose de constituer une « Union de l'Europe centrale » pour former un rempart de nations entre l'Allemagne et l'Orient rentre complètement dans nos buts. Nous en sommes persuadés : C'est grâce à semblable coopération de forces que nous obtiendrons l'écrasement définitif de cet empire de proie contre qui on doit se défendre par tous les moyens, *militaires, économiques et géographiques*.

Les intrigues du gouvernement polonais

Lettre ouverte à M. le Comte Ronikier
Ambassadeur Polonais à Berlin

C'est une pénible néeessité, pour nous, de devoir revenir sans cesse sur le tort que causent les Polonais aux affaires lituaniennos. Nous reproduisons plus bas, la lettre envoyée par M. Voldemar, membre de la Taryba au Comte Ronikier, ambassadeur de Pologne à Berlin, mais nous croyons nécessaire auparavant de démontrer par les déclarations d'un Polonais, combien nos plaintes sont justes et quel est le grand danger que la Pologne fait courir à la Lituanie.

Le député polonais Korfanty s'est, en effet, exprimé dernièrement au Reichstag de la façon suivante :

Le journal bolchéviste « Prawda » a publié un échange des télégrammes intervenu, le 19 septembre 1918, entre Hintze et Ludendorff. Hintze rend compte à Ludendorff de ses négociations avec le comte Ronikier d'après lesquelles la ville de Vilnius, ainsi que le territoire intermédiaire doivent être attribués à la Pologne. Hintze dit dans ses télegrammes qu'il voulait annexer la région carbonitère polonaise. Ludendorff demande de solides garanties pour une alliance durable entre la Pologne et l'Allemagne ; on pourrait se libérer de la promesse faite par le chancelier impérial de donner Vilnius aux Lituaniens à l'aide de la Diète provinciale. Ludendorff télégraphie encore : » Il serait préférable d'attribuer la Lituanie à l'Allemagne ou mieux encore à la

Prusse ; on pourrait alors peut-être s'attendre à un soulevement, mais on prendrait des mesures nécessaires militaires avant que la population ne s'aperçoive du changement. »

Les justes explications que demande M. Voldemar dans sa lettre sont ainsi confirmées par ce discours qui prouve l'exactitude.

Ce discours confirme pleinement l'éxactitude des faits au sujet desquels M. Voldemar demande des explications dans la lettre suivante :

Monsieur le Comte,

C'est dans la presse d'un pays libre et neutre où il est permis d'exprimer librement toute sa pensée que je viens vous demander des éclaircissements sur les intrigues que vous avez conduites à Berlin contre l'Etat lituanien. Ma demande n'est que trop justifiée après ce qui avait été convenu entre vous et les représentants de la Taryba au nom de nos Etats. Nous avions des ennemis communs l'annexionisme allemand et le bolchevisme russe.

Le premier, se croyant victorieux, considérait l'Etat lituanien comme une dépendance de la Prusse ou de la Saxe. L'union personnelle entre la Lituanie et la Prusse ou la Saxe n'était autre chose qu'une annexion sous une forme voilée.

La Pologne était, il est vrai, dans une situation meilleure puisqu'il n'y avait pour elle aucun danger d'être annexée tout simplement à l'un des empires centraux. Mais le péril n'en subsistait pas moins, grave, pour elle aussi, puisqu'on voulait la rendre vassale de l'Allemagne.

En vue du danger commun, vous aviez proposé au représentant du Conseil d'Etat lituanien, à Berlin, de conclure un traité d'assistance mutuelle afin de procéder d'un commun accord dans les négociations avec l'Allemagne. Vous reconnaissiez l'indépendance de l'Etat lituanien dans les limites les plus larges; vous demandiez seulemeut qu'une petite partie des gouvernements de Suvalkai et de Gardinas fût cédée à la Pologne.

Comme les Allemands projetaient d'établir une zone de colonisation allemande entre la Pologne et la Lituanie, nous étions tombés d'accord sur la nécessité d'une frontière commune entre nos deux Etats. Vous étiez même prêt à céder

les districts en question à la Lituanie pour qu'ils ne devinssent pas des pays de colonisation allemande. Vous promettiez aussi de faire cesser la propagande polonaise contre l'indépendance lituanienne. Tout ce que vous exigiez en retour pour les Polonais de Lituanie c'était de sauvegarder les droits de la langue polonaise, là où ils étaient légitimes, c'est-à-dire dans les églises, dans les écoles et dans les institutions municipales. Nous accédâmes à vos désirs car les Lituaniens n'ont jamais eu l'intention d'opprimer les minorités nationales.

Le traité fut donc conctu et approuvé par votre gouvernement qui, dans un mémoire que nous avons reçu de lui. se félicitait d'avoir noué des relations cordiales avec les Lituaniens. Aucune des deux parties contractantes n'ayant d'autre moyen d'assurer l'exécution de ce traité, nous avions engagé réciproquement notre parole d'honneur.

C'était au début de l'été ; voici qu'au début de l'automne, comme je viens de l'apprendre, vous avez brusquement changé votre politique. Sans nous en dire un seul mot, vous avez entamé des négociations secrètes avec les autorités militaires et civiles allemandes pour obtenir d'elles, sinon toute la Lituanie du moins sa capitale Vilnius avec le territoire adjacent. Du côté de l'autorité militaire allemande Ludendorff consentait à vos demandes à condition que la Pologne signe les conventions nécessaires avec l'Allemagne.

Le Conseil d'Etat lituanien a envoyé au Chancelier prince Max de Bade une note de protestation contre les procédés du gouvernement allemand qui voulait marchander avec les territoires lituaniens reconnus comme partie intégrante de la Lituanie par l'empereur dans l'acte d'indépendance, mais comment expliquer votre conduite, Monsieur le comte ? Nous attendons des éclaircissements et nous vous laissons la parole.

Agréez, etc.

Signé : A. VOLDEMAR
Membre du Conseil d'Etat lituanien.

Un mensonge et une calomnie.

Nous trouvons dans certains journaux l'affirmation d'après laquelle la Taryba aurait demandé au gouvernement allemand de continuer provisoirement l'occupation du territoire lituanien. Nous ne saurions trop protester contre la façon de présenter ces faits qui est absolument contraire à la vérité, car jamais la Taryba n'a pu songer à accomplir pareille démarche. Les Lituaniens sont trop heureux, dans leur unanimité, de voir cesser l'occupation allemande pour qu'il leur soit possible de chercher à la maintenir au delà du moment où les nécessités militaires imposeront à l'occupant d'évacuer ce pays qu'il garde depuis trois ans au mépris de tout droit, et cela, surtout depuis la paix de Brest-Litovsk. Ils savent, en outre, trop bien les dangers de cette occupation dont ils ont été les victimes pour qu'ils accèdent à légitimer, par leur demande, un régime de fait contre lequel ils n'ont cessé de protester du jour où ils ont pû nommer quelques représentants qui ont vainement cherché à faire figure de gouvernants.

Il faut chercher l'origine de cette nouvelle chez les éléments nationaux hostiles à la cause lituanienne et désireux de sauvegarder leurs propriétés, ainsi que leur sécurité, contre les justes revendications de ceux qui, bientôt, leur demanderont compte des intrigues qu'ils n'ont cessé de mener contre les droits impérissables de notre peuple. Nous voulons parler des grands propriétaires fonciers d'origine polonaise et allemande ou polonisés, qui ont effectivement proposé au gouvernement allemand le maintien de ses troupes en Lituanie. Mais nous affirmons, de la manière la plus formelle, que la représentation provisoire du pays lituanien est restée étrangère à ces manifestations de loyauté à l'égard d'un pouvoir dont elle sait depuis longtemps qu'elle n'a rien à attendre de bon.

Les agences polonaises n'ont été que trop heureuses de répandre à l'étranger ces faux bruits, pour insister sur leur caractère et en cacher la véritable origine. L'occasion était trop belle de représenter encore une fois les Lituaniens comme soumis avec complaisance au joug de fer qu'ils ont, en réalité, aussi durement supporté que l'occupation russe ; il faut reconnaître que deux siècles et demi de cette dernière n'ont pas causé au pays des maux aussi graves que trois ans d'occupation allemande.

D'ailleurs la lumière des faits fera justice de cette nouvelle calomnie et quel « fait » pourrait être plus éloquent en cette matière que la demande suivante adressée il y a déjà quelque temps aux chefs des gouvernements alliés ?

« Monsieur le Président,

» *Au cas où un armistice entre les belligérants serait conclu, nous vous prions respectueusement de prendre en considération le droit légitime du peuple lituanien à l'indépendance complète, droit qu'au cours de cette guerre, à laquelle il a pris une part active, d'abord sous les drapeaux russes et ensuite sous les enseignes américaines, il a unanimement et à maintes reprises manifesté vouloir exercer.*

» *Nous vous prions respectueusement, Monsieur le Président, de vouloir bien lui assurer une participation au Congrès de la Paix.*

» CONSEIL NATIONAL LITUANIEN. »

C'est à la lueur de ces actes que l'on doit juger la loyauté lituanienne et non sur la foi d'agences perfides trop intéressées à la ruine de notre cause.

Nous profitons de l'occasion pour déclarer, dans le même ordre d'idées, qu'il est faux de prétendre, comme l'ont fait le *Rappel* et le *Temps*, que des démarches auprès d'un gouvernement neutre avaient été provoquées par les Allemands eux-mêmes, désireux de pouvoir prolonger l'occupation du territoire lituanien en paraissant céder aux sollicitations de la population intéressée.

L'état économique de la Lituanie.

(*Suite.*)

LES FORÊTS

Les forêts forment en Lituanie une branche extrêmement importante. Elles ont une importance relativement plus grande que dans les autres pays car le bois y est le principal article d'exportation. Plusieurs centaines de millions de mètres cubes de bois partent de Lituanie dans le monde, mais précisément pour cela les forêts ont beaucoup souffert et il ne faut pas, à l'heure actuelle, exagérer à la légère sur ce sujet. Il y a longtemps, la Lituanie était un pays totalement recouvert de forêts ; au XVIIIe siècle encore les chroniques de Samogitie la représentent comme une région « impénétrable à cause de ses forêts ».

Mais le déboisement continu, qui n'a pas toujours été régu-

lièrement exécuté, a changé ce pays et aujourd'hui la richesse forestière de la Lituanie par rapport à la superficie totale n'est pas plus élevée qu'en Prusse orientale, par exemple, car dans les deux pays, un quart environ de cette superficie est boisé. Le gouvernement le plus riche en forêts était celui de Vilnius où, d'après les statistiques de 1887, les forêts couvrent 28 % du sol ; celui de Gardinas venait ensuite avec 23,7 %, puis celui de Kaunas avec 23 % et enfin celui de Suvalkai avec 22,8 %. Les statistiques de 1910 montrent que les forêts sont partout en décroissance considérable. Il existe pourtant entre la Lituanie et la Prusse orientale une sensible différence au point de vue de la répartition de la propriété forestière. En Lituanie, on trouve surtout les forêts domaniales, tandis qu'en Prusse orientale les forêts sont partagées entre plusieurs propriétaires. Les deux tiers de toutes les forêts lituaniennes appartiennent aux propriétaires fonciers, un tiers seulement est la propriété de l'Etat. Les communes et les paysans ne participent presque pas à la propriété des forêts.

Cette remarque est importante, car les forêts appartenant à l'Etat ou aux communes sont, en général, évidemment mieux administrées que les forêts privées. Aussi a-t-on déboisé à la légère en Lituanie tandis que, d'autre part, on négligeait trop le reboisement. On agissait d'une façon particulièrement inconsidérée aux abords des rivières où la facilité de transport poussait à un déboisement illimité. La guerre, avec son énorme consommation de bois a aussi contribué à l'abatage de ces forêts sur des espaces considérables. Malgré tout, il y a encore en Lituanie des forêts d'une grande valeur, notamment la forêt du prince Oginski sur sa propriété de Retava qui couvre plus de 20 000 hectares. Les grandes forêts dont on parle souvent et principalement l'inestimable forêt primitive de Bialovies, ainsi que les forêts d'Augustavas, se trouvent déjà à la bordure extérieure de la Lituanie. Les cônifères dominent. Le pin est l'arbre principal des terres lourdes ; celui des terres légères, à l'est, est le sapin. Il y a également des forêts de chênes dans le gouvernement de Vilnius. On trouve notamment de pures forêts de bouleaux dans les districts de Šauliai et de Telšiai ; d'ailleurs, on trouve la plupart du temps un mélange des différentes espèces d'arbres. Sous la domination russe, une grande partie du bois abattu était directement utilisée dans le pays, car les construc-

tions sont généralement en bois et en outre le bois est l'instrument de chauffage le plus répandu.

L'exportation des bois est encore et surtout dirigée vers l'Allemagne. En première ligne, il faut parler des transports de bois par le Nemunas, qui atteignent annuellement une valeur de 20 à 30 millions. En 1913, l'exportation totale de bois lituanien s'éleva à 2 212 323 mètres cubes ; elle comprenait surtout du bois destiné à faire de la cellulose et des travées. Depuis le traité de commerce de 1914, les rondins exempts de droits jouaient aussi un rôle considérable.

Durant les dernières années qui ont précédé la guerre, on expédiait beaucoup de bois vers Riga et Windau, par la Duna et par la Windau, où on le travaillait et d'où on l'expédiait en Angleterre.

Mais on doit considérer comme médiocre le revenu des forêts avant la guerre. Les nombreuses servitudes, tels les droits de gruerie, ont également contribué à la diminution du rapport des forêts. Le revenu brut des forêts de l'Etat dépassait rarement, jusqu'en 1914, de 9 à 10 marks par hectare et les profits s'arrêtaient en moyenne à 7,50-9 marks. Dans le gouvernement de Kaunas, le revenu brut des forêts de l'Etat en 1910 s'élevait à 3-4 millions de roubles (le revenu net à 600 000 roubles), dans le gouvernement de Vilnius à 1 million $^1/_2$ de roubles (le revenu net 1 million $^1/_4$), dans le gouvernement de Gardinas (sans les forêts apanagées) à 2 millions $^1/_2$ de roubles (revenu net 2 millions). Dans le gouvernement de Suvalkai, les revenus des forêts de l'Etat étaient relativement les plus élevés. Ils atteignaient, en 1910, 1 million $^1/_2$ de roubles (revenu net 1 million $^1/_4$). On aurait pu obtenir un meilleur rendement grâce à une administration plus ordonnée. D'année en année, les revenus ont bien augmenté, mais, c'est surtout à la suite du prix du bois sans cesse croissant.

Le commerce de bois qui était très productif se trouvait presque exclusivement entre les mains des Juifs, tandis que les forestiers et les bateliers étaient surtout lituaniens et blancs-russiens.

Le tableau suivant donne à ce sujet de plus amples détails :

Les forêts en Lituanie en 1910.

	Territoires boisés par 1000 ha.	Rapport avec la sup. tot. %	Pourcentage des différentes propriétés forestières			
			Couronnes	Domaines	Paysans	Autres
Kaunas	621	15	25,3	70,9	0,0	3,8
Vilnius	1007	24	28,2	69,8	1,9	0,1
Gardinas	822	21,3	52,5[1]	44,9	1,2	1,4
Suvalkai	201	16,2	80,5	15,8	0,7	2,0

Situation sociale et économique du paysan.

Cette question ainsi que la question agraire exigent la connaissance primordiale de la répartition des propriétés. Les statistiques russes ne fournissent à ce sujet que des données longues et imprécises. Tandis qu'en général on ne fait de différence qu'entre les propriétés privées et les propriétés de l'Etat, la statistique russe mentionne une troisième catégorie et elle comprend les *terres attribuées* (Nadjel) aux paysans sur les grands domaines par l'ukase de 1861, lors de l'abolition du servage. Le genre particulier de division et l'élaboration statistique des perceptions qui en résulte, rendent très difficile la comparaison avec les autres pays agricoles européens. De plus, il n'est pas toujours possible de comparer entre elles les diverses provinces lituaniennes ; c'est ainsi, par exemple, que la division des différents groupes de propriétaires, opérée dans le gouvernement de Suvalkai, a été pratiquée d'après d'autres points de vue dans les trois autres gouvernements lituaniens. Il faut donc vaincre ces difficultés pour obtenir des données qui, plus simples et plus claires, puissent également se comparer entre elles.

La propriété privée dans les gouvernements de Kaunas, Vilnius et Gardinas se compose d'une part de ce que l'on désigne au sens restreint de cette expression, et de l'autre des terres attribuées aux paysans ainsi que des terres que possèdent les églises, les monastères, les villes et les associations publiques. Les derniers renseignements concernant ces sortes de propriétaires datent de 1905. Ils sont à l'heure actuelle d'autant plus inexacts que depuis cette époque on a partagé entre les paysans de Lituanie une série de domaines.

[1] Sous ce nombre il y a 15,4 % de forêts apanagées en particulier la forêt de Bialovies.

Pourcentage de la surface totale occupée en 1905 par les diverses catégories de propriétaires.

	« propriété privée »	terres attribuées aux paysans (Nadjel)	autres propriétaires	Couronne
Kaunas	48,3	45,0	0,9	5,8
Vilnius	48,2	40,3	0,9	10,6
Gardinas	36,7	46,3	1,5	15,1

La « propriété privée » au sens restreint est personnelle et illimitée ; elle est en grande partie détenue (76 à 86 %) par les grands propriétaires nobles. Au cours des ans, les paysans en ont acquis environ 10 % tandis que le reste appartient à des propriétaires de classes différentes (commerçants, bourgeois privilégiés, etc.). Le Nadjel se trouve au contraire totalement entre les mains des paysans. L'examen de données précises peut indiquer combien de terres appartiennent en tout aux paysans, combien aux grands propriétaires fonciers, à la couronne et aux autres propriétaires.

Grâce à cette distinction, on peut effectuer une comparaison avec le gouvernement de Suvalkai.

Le tableau suivant donnera à ce sujet les éclaircissements nécessaires :

Répartition de la propriété foncière en 1905

	Superficie totale en 1000 desjat.	paysans en 1000 desjat.	%	Noblesse en 1000 desjat.	%	Couronne en 1000 desjat.	%	Autres %
Kaunas . . .	3,577	1,800	50,5	1,451	40,6	209	5,8	3,1
Vilnius . . .	3,178	1,463	46,1	1,245	39,2	338	10,6	4,1
Gardinas . . .	3,278	1,761	53,7	791	24,4	508	15,5	6,4
Suvalkai . . .	1,130	616	55,6	250	22,0	205	18,2	4,2
Lituanie . . .	11,165	5,640	50,1	3,737	33,4	1260	11,4	4,7

Il en résulte que les paysans possédaient en Lituanie la moitié environ des terres, la noblesse et notamment les grands propriétaires fonciers, le tiers, la couronne un peu plus d'un dizième et les autres propriétaires 5 %. Les propriétés de la noblesse sont les plus considérables dans les gouvernements de Kaunas et de Vilnius où elles représentent $^2/_5$ de la superficie totale contre un peu plus de $^1/_5$ dans les deux autres gouvernements. Les propriétés paysannes occupent environ la moitié de

la superficie totale dans tous les gouvernements. Si les grands domaines sont moins considérables dans les gouvernements de Gardinas et de Suvalkai, les propriétés de l'Etat y sont d'autant plus fortes.

Il faut regarder comme très grandes en Lituanie, et notamment dans les gouvernements de Kaunas et de Vilnius, les propriétés de la noblesse qu'on ne sépare pas des grands domaines fonciers ; mais il est impossible de les qualifier d'extraordinairement considérables car il existe une situation analogue en Roumanie, dans la Prusse orientale et ailleurs. Les propriétés de l'Etat sont par contre relativement peu élevées.

LES PROPRIÉTÉS DOMANIALES

Il est encore plus difficile en Lituanie que dans les autres pays de dire ce que l'on doit considérer comme propriété domaniale.

La différence entre la propriété paysanne et la propriété domaniale est généralement constituée par le fait que le propriétaire ne travaille plus avec ses ouvriers, qu'il ne met pas lui-même la main à l'ouvrage, tandis qu'il intervient par son travail intellectuel dans l'organisation et dans la direction de l'entreprise. On y joint en général une formation intellectuelle plus complète et un état d'aisance plus accentué. En Prusse, la propriété d'environ 100 ha. réalise ces conditions ; aussi, cette étendue sert-elle de norme pour séparer la grande exploitation de la petite. Mais, même en Prusse, ce n'est pas toujours exact et ce l'est encore moins pour les anciens pays russes où la culture intensive ainsi que les rendements sont beaucoup plus faibles qu'en Prusse Orientale. Le procédé le plus sûr est de ne considérer comme propriétés domaniales (grandes propriétés) que les exploitations s'étendant sur plus de 200 desjatines.

Les statistiques russes donnent, en général, comme propriété privée, les propriétés domaniales qui sont restées aux grands propriétaires après la cession de terrain qu'ils effectuèrent au profit du paysan libéré du servage. Mais ce n'est plus exact aujourd'hui et cette désignation est par conséquent trompeuse. Comme nous l'avons dit plus haut, au cours des différentes années, $^1/_5$ ou $^1/_4$ de cette « propriété privée » est passé entre d'autres mains, surtout entre celles des paysans, puis des com-

merçants, de la bourgeoisie rurale, des ecclésiastiques et d'autres. Ces derniers sont beaucoup plus nombreux que les grands propriétaires fonciers et même que la noblesse terrienne quoiqu'ils possèdent beaucoup moins de terres.

Si l'on considère, tout d'abord, les exploitations dépassant 200 desjatines (218 ha.), comme propriétés domaniales, on trouve qu'il y en avait 1447 en 1905 dans le gouvernement de Kaunas, 1256 dans celui de Vilnius, 1099 dans celui de Gardinas ; dans le gouvernement de Suvalkai qui compte par arpent polonais, on trouve 283 propriétés ayant plus de 300 arpents (plus de 168 ha.). Remarquons, à titre de comparaison, qu'en Prusse Orientale, région qui est environ aussi grande que les trois premiers gouvernements, on dénombra en 1907, 1664 exploitations dépassant 200 ha., c'est-à-dire un peu plus que dans chacun des trois gouvernements lituaniens. Mais les grandes propriétés sont plus abondamment pourvues de terres en Lituanie qu'en Prusse orientale. Les 1447 propriétés dépassant 200 desjatines du gouvernement de Kaunas couvrent plus d'un tiers de la superficie totale (36,3 %) ; celles du gouvernement de Vilnius en couvrent tout autant; seules celles des gouvernements de Gardinas et de Suvalkai qui n'en représentent que le quart (26,9 % - 23 %) sont moins bien pourvues, tandis que les exploitations dépassant 200 ha. couvrent en Prusse Orientale 28,2 % de la superficie totale. La Lituanie est surtout riche en latifundia dépassant 1000 desjatines. Alors que la Prusse Orientale n'en possédait que 69, il y en avait 254 dans le gouvernement de Kaunas, 256 dans celui de Vilnius (occupant 1/5 de la superficie totale) et 194 dans celui de Gardinas (occupant 1/6 de la superficie totale). Dans le gouvernement de Suvalkai où l'on emploie d'autres mesures, le nombre des grandes exploitations dépassant 3000 arpents (plus de 1680 ha.) était de 27 et elles occupaient en tout 9 % de la superficie totale. Suivant les données du Comité de statistique de Varsovie, le nombre de toutes les grandes propriétés indépendantes du gouvernement de Suvalkai était de 427 couvrant 172.000 hectares.

Le tableau suivant permettra de jeter un coup d'œil sur le nombre et l'importance des grandes propriétés dépassant 200 desjatines, classées par étendue et on y verra leur rapport avec la superficie totale :

Nombre des grandes propriétés:

	200 à 500 des. (218 à 545 ha.)	500 à 1000 des. (545 à 1090 ha.)	1000 à 5000 des. (1090 à 5450 ha.)	dépassant 5000 des. (dépassant 5450 ha.)	total
Kaunas	855	338	224	30	1447
Vilnius	703	297	228	28	1256
Gardinas	610	295	173	21	1099
Superficie en 1000 ha.					
Kaunas	290,8	258,8	486,9	376,4	1422,9
Vilnius	240,7	221,8	478,7	336,0	1277,2
Gardinas	213,6	217,7	370,2	161,3	962,8
Pourcentage par rapport à la superficie totale.					
Kaunas	7,4	6,7	12,5	9,6	36,3
Vilnius	6,9	6,4	13,8	9,7	36,9
Gardinas	5,9	4,1	10,3	4,5	29,9

Dans le gouvernement de Suvalkai, il y avait:

168	grandes propriétés de	300-1000	arpents	(168-560 ha.)	couvrant	54,749	ha.
88	» »	» 1000-3000	»	(560-1680 »)	»	77,829	»
27	» »	dépassant 3000	»	(plus de 1680 »)	»	83,696	»

Les grandes propriétés sont principalement entre les mains de la noblesse. Cependant, elle ne possède pas exclusivement les plus grandes propriétés, car elle possède au contraire beaucoup de petits terrains. C'est ainsi qu'il y avait en 1905, dans le gouvernement de Kaunas, 5224 propriétés dont les propriétaires étaient nobles tandis que, comme on l'a vu plus haut, ce gouvernement n'a que 1447 grandes propriétés dépassant 200 desjatines. La grande majorité des nobles (environ les $^3/_4$) a donc des propriétés inférieures à 200 desjatines. Il en est de même dans le gouvernement de Vilnius où il y avait 4503 propriétés nobilaires et dans celui de Gardinas où il y en avait 3017. Dans le gouvernement de Suvalkai, la petite noblesse possède 3746 exploitations couvrant 22 267 ha. L'étendue moyenne de chaque propriété n'était donc que de 6 ha. Cette petite noblesse conduit elle-même la charrue et se distingue peu des paysans.

Il convient de remarquer que les grands propriétaires fonciers lituaniens se considèrent, en général, comme Polonais et qu'ils sont également en partie Polonais.

Il n'existe à ce sujet de données statistiques que pour le gouvernement de Kaunas. Il y avait là en 1909 parmi les propriété-

taires fonciers nobles 60,7 % de « Polonais », contre 31,2 % de de Lituaniens, 5,7 % de Russes et 2,3 % d'Allemands. En général, les très grandes propriétés sont précisément entre les mains des « Polonais » et des Russes, tandis que les nobles lituaniens sont principalement de plus petits propriétaires fonciers. Dans le gouvernement de Kaunas, les Polonais détenaient 60,2 % de la superficie totale occupée par les propriétés foncières nobiliaires, les Russes 16,3 % et les Lituaniens (qui formaient le 31,2 % de la noblesse) n'en détenaient que 16 %. Le morcellement de la grande propriété foncière qui est en Lituanie un des plus importants devoirs du nouvel Etat, fera en même temps table rase de tous les éléments étrangers au pays, et hostiles à l'Etat lituanien. Les Russes ont acquis en Lituanie, surtout à la suite des confiscations qui furent la conséquence du malheureux soulèvement polono-lituanien de 1863, une série de grandes propriétés qui leur furent généralement attribuées à titre de cadeau. Les magnats polonais qui sont pour la plupart d'origine lituanienne, mais qui, au cours des siècles, se sont fortement polonisés au point d'être hostiles à l'idée d'un Etat lituanien et de désirer l'annexion ou tout au moins l'union de la Lituanie à la Pologne, n'habitent généralement pas le pays, à l'instar des grands propriétaires russes, et, comme eux, ils n'administrent pas en personne leurs possessions. Si on les vend ils ne perdront par conséquent pas leur « home ».

Lorsqu'on veut préciser la part de terres disponibles en vue d'une colonisation éventuelle, il ne faut pas oublier que toutes les terres appartenant aux grands propriétaires sont loin de pouvoir être prises, dans ce but, en considération. Sans se demander s'il sera utile de supprimer radicalement toute la grande propriété foncière, il faut se rappeler que les grands domaines possèdent beaucoup de forêts et de terrains incultes. Suivant la statistique de 1887 — aujourd'hui certainement vieille, mais il n'en existe malheureusement pas de plus récente — les forêts occupaient le tiers de la grande propriété foncière, tandis que les terres labourables n'en occupaient qu'un autre tiers. Le reste comprenait des prairies et du terrain inutilisable. Il n'y a que dans le gouvernement de Suvalkai où la proportion de terres labourables est plus élevée tandis que la proportion des forêts est considérablement plus faible. Pour ce gouvernement, les données ne datent que de 1909.

Pour 100 ha. de grande propriété il y avait en 1887 :

		Terres labourables	Prairies et pâturages	Autres terrains utilisables	Forêts	Terres infertiles
1909	Kaunas	27,5	25,0	2,3	34,4	10,8
	Vilnius	32,7	11,7	1,5	30,5	14,6
	Gardinas	33,6	16,1	3,7	30,7	15,9
	Suvalkai	47,1	19,5	—	25,2	8,1

En faisant exception des parties boisées et infertiles, des marais et des chemins, il devrait rester dans le gouvernement de Kaunas environ 800 000 desjatines de terres pouvant servir à l'agriculture sur les grandes propriétés dépassant 200 desjatines ; dans le gouvernement de Vilnius 600 000, dans le gouvernement de Gardinas 500 000, dans celui de Suvalkai environ 100 000. Cela ferait en tout environ 2 millions de desjatines. Un partage radical des grandes propriétés — auquel il ne faut pourtant pas songer pour le moment, et qui, sous cette forme, ne serait guère désirable au point de vue économique — on pourrait donc créer en Lituanie 40 000 propriétés paysannes ayant chacune une superficie de 50 desjatines, et ce chiffre serait encore doublé si leur étendue était en moyenne de 25 desjatines. Il est hors de doute de penser que le gouvernement lituanien ne pourra donner des terres de colonisation qu'aux citoyens lituaniens parmi lesquels beaucoup sont sans terres ou en ont trop peu, et parmi lesquels aussi beaucoup manquant de ressources dans leur propre pays, se sont expatriés en particulier aux Etats-Unis.

Le gouvernement russe a, de son côté, durant ces dernières années également, poussé à la colonisation paysanne. La « Banque des paysans » s'était chargée de cette tâche. Elle avait été fondée en 1882 dans le but de faciliter aux paysans, par des prêts, l'achat de terres ; elle avait aussi depuis 1905, le droit d'acquérir pour son propre compte et sans limitation des terres destinés à la colonisation paysanne.

La superficie des terrains qu'elle acheta ainsi s'éleva de 1883 à 1911 en tout à :

60,700	desjatines	dans	le	gouvernement	de	Kaunas
104,964	»	»	»	»	»	Vilnius
192,793	»	»	»	»	»	Gardinas
1,674	»	»	»	»	»	Suvalkai

Revue de la Presse.

Comme nous le signalons dans un communiqué que l'on trouvera plus loin aux faits et documents, il y a eu un véritable tollé général dans toute la presse allemande germanophile contre la volonté du président Wilson de réunir à l'Etat lituanien les territoires lituaniens de Prusse orientale. Le *Vorwärts* nous apporte la protestation de M. Batocki, ex-dictateur aux vivres, qui s'écrie : « Avec indignation nous repoussons le projet de soumettre à une domination étrangère la Prusse orientale et même un morceau de cette Prusse orientale qui a été libérée grâce au sang de tant de héros allemands... Celui qui cherche son propre profit au dépens de l'intérêt général est un coquin alors qu'on a sacrifié tant de sang et tant de richesses. »

Le sang dont parle M. Batocki ne peut être évidemment que le sang lituanien versé à profusion par les hordes germaines et par les chevaliers de l'ordre teutonique. L'histoire sait au prix de quels massacres sur nos frères lituaniens, les Borusses, a pû s'établir la domination prussienne. Les temps ont changé et la germanisation sanglante n'a tout de même pas pû empêcher que la vitalité lituanienne ne se maintienne dans une bonne partie, jusqu'aux environs de Königsberg, des territoires qui confinent à l'ancienne Lituanie russe. Peu nous importe si, dans la soif de conquêtes en vertu de l'ancien droit de la Prusse basé sur l'acquisition violente, cette domination a coûté la vie à de « nobles guerriers allemands » ; mais cette dernière guerre a aussi coûté la vie à beaucoup de conquérants germains qui ont également versé en vain leur sang dans les Flandres, en Belgique et dans la France du Nord. Et cependant, il ne s'agit plus de sceller définitivement les acquisitions hâtives de la guerre, mais bien d'évacuer ce que l'esprit de conquête outrancier a provisoirement mis entre les mains de vainqueurs insolents. Que l'occupation dure depuis 1914 ou depuis cinq siècles, qu'elle ait paru être légitimée par l'administration de guerre ou par l'administration d'un super-état trop bien organisé, il n'y a pas eu de prescription au droit des peuples qui ont toujours gardé intacte leur volonté de protester contre ces acquisitions

passées en faisant valoir leurs revendications présentes. La paix réparera toutes les injustices, les anciennes comme les nouvelles.

Le nouveau Statut n'admettra pas que des nationalités restent opprimées et la forme de l'Europe n'assurera une paix durable que dans la mesure où les nationalités, composantes des anciens Etats, en auront été détachées pour aller s'agglomérer avec des gens de même race et de même langue. Nos Lituaniens de Prusse orientale n'ont jamais cessé de manifester leur droit à leur autonomie linguistique et intellectuelle. Ils n'osaient pas, hélas! aborder le domaine des revendications politiques car, dans une Allemagne qui tenait sous son joug tant de nationalités désirant se réunir à des pays plus forts que notre Lituanie opprimée elle-même par la Russie, ils savaient que l'excès de leurs demandes amènerait la suppression des maigres avantages dont ils pouvaient encore jouir. Mais le temps est maintenant venu ; nous disons : Halte-là ! à la germanisation effrénée qu'on leur a fait subir. Nous ne permettrons pas que notre commun patrimoine intellectuel puisse être encore diminué; au nom de notre origine, de notre passé commun et de nos aspirations identiques, nous réunirons, dans le même Etat, les derniers descendants de ceux qui parlent la plus vieille langue européenne. La *Liberté* de Fribourg a beau prétendre, à cette occasion, que Wilson « se gère comme un empereur international » ; nous préférons cet empire à celui qui vient de s'écrouler, parce qu'il est basé sur la justice, tandis que l'autre ne l'était que sur la force. Elle est suivie par *La Feuille* dans ses ridicules plaisanteries. La *National Zeitung* de Bâle se livre, à ce propos, à une violente attaque contre les « nationalistes lituaniens d'Amérique qui font une politique totalement contraire aux intérêt mondiaux, parce qu'ils se trouvent éloignés du terrain des réalités et qu'ils peuvent présenter au Président leurs conceptions fabuleuses sur l'étendue du territoire peuplé par les Lituaniens ». Il assure que « le Président a suffisamment de conseillers ». C'est évidemment le cas et c'est la seule phrase juste de cet article. La commission lituanienne qu'il a fondée a englobé dans les limites du futur Etat lituanien la Lituanie de Prusse. Il a autorisé l'envoi en Europe d'une délégation lituanienne dont fait partie un avocat de grand talent, d'origine lituanienne, M. Mastauskas, et ce sont de pareils conseillers qui l'ont éclairé sur la « situation de la Prusse orientale ». Il continuera à leur témoigner toute sa confiance, et il ne parait pas vouloir accorder au germanisme

des satisfactions qu'il ne mérite, ni par son passé, ni par la tournure nouvelle du droit public européen.

Le *Tag* de Berlin prétend que « tous les peuples peuvent annexer aux frais des puissances centrales, sauf les Allemands ». Liant la question de la Prusse orientale à celle de Dantzig pour les Polonais, il dit qu'il suffit de « tailler un peu plus pour que tout soit remis en ordre ». Mais cette façon plaisante de traiter la question, ne la résoud pas ; elle reste ouverte et nous ne savons dans quel sens elle sera résolue.

Cette assimilation accidentelle du problème polonais au problème lituanien dans leurs revendications communes à l'égard de l'Allemagne nous amène à parler, encore une fois, des tentatives faites par les Polonais pour unir notre pays au leur. M. Muret, de la *Gazette de Lausanne*, et M. Bienaimé, de la *Victoire*, paraissent y tenir ardemment. Ce dernier, vraisemblablement reposé de ses fatigues intellectuelles par ses voyages à la campagne au cours de l'été dernier, écrivait à cette époque : « Quand le tsarisme sera restauré, que ce soit chez les Moscovites si bon leur semble ; mais que, de la Finlande à la Bessarabie, en passant par la Lituanie et la Pologne, il n'en soit plus question. » Au mois de septembre, repris sans doute par ses absorbantes affaires, il citait, à propos de l'interview donné à M. Muret par la panpoloniste Seyda, ces phrases qu'il approuvait : « Nous souhaitons que les territoires lituaniens faisant autrefois partie de la Pologne, accrus des districts lituaniens de la Prusse orientale, forment un Etat lituanien indépendant. Faible, sous le rapport de l'étendue et de la population, placé dans une situation géographique dangereuse, cet Etat aura tout intérêt à unir ses forces à celles de la Pologne. »

Nous prierons tout simplement M. Bienaimé, s'il recommence, de s'en tenir à la lettre ouverte que nous lui avons adressée il y a quelque temps et qui a au moins produit le résultat de calmer sa haine à l'égard de la Lituanie, car il la reconnaît maintenant comme un pays. S'il persiste dans son idée d'union, nous lui enfoncerons une autre fois notre point de vue dans la tête à coups de lettres. C'est évidemment la seule façon d'y faire pénétrer les quelques idées claires et simples que lui cache son obnubilation naturelle. Nous lui conseillons de les apprendre par la lecture de la *Revue Baltique*, rédigée à Paris par notre distingué confrère M. Arthur Toupine. Les vues qu'il défend nous sont chères et nous les approuvons de tout cœur.

Faits et Documents.

Haine lituanienne contre l'Allemagne.

L'Allemagne vient de commencer à libérer les prisonniers de guerre lituaniens. Nombre d'entre eux sont restés des années en Allemagne. Certains journaux tudesques veulent tirer argument de ce fait pour prétendre que ces prisonniers de guerre retournent dans leur pays imprégnés de la culture allemande. Il n'en est rien. Les souffrances de toutes sortes endurées pendant leur captivité ont exaspéré les Lituaniens qui, retournés dans leur pays, tiennent pour leur devoir de propager la haine contre les sujets de Guillaume II. A remarquer que, en Lituanie, les soldats allemands, et pour cause, ne circulent qu'en groupes. *(Le Journal.)*

Les Lituaniens en révolte contre l'Allemagne.

On mande d'Amsterdam qu'une révolte de paysans a éclaté en Lituanie. Des milliers de ceux-ci se joignent aux bandes de révoltés qui se cachent dans les forêts et marécages, Dans plusieurs combats, les troupes allemandes ont été mises en déroute. Le gouverneur général Harbou a été obligé de demander des renforts pour pouvoir résister aux soulèvements qui se manifestent dans tout le pays. *(Le Temps.)*

La révolte en Lituanie.

Il nous parvient des informations plus complètes sur la nouvelle donnée par le *Temps*, le 28 octobre, d'une révolte en Lituanie contre l'Allemagne. Elle a été motivée par le retrait subit des troupes occupant le gouvernement de Vitebsk ; les officiers allemands, suivant leur pratique, voulurent alors dépouiller le pays avant de le quitter et le produit de leurs vols fut chargé sur des trains à destination de l'Allemagne, mais la population du gouvernement de Suvalkaï, impatiente de voir cesser le joug allemand, jugea l'occasion favorable pour former des bandes de partisans qui, réfugiés dans les immenses forêts de Kozlova-Ruda, harcelèrent sans répit les trains chargés de butin pour en arrêter la marche. Des nombreux conflits qui sont nés entre ces bandes armées et les convois d'escorte, la victoire est toujours restée aux Lituaniens qui ont tué 15 officiers et 135 hommes. Les marchandises du train capturé sont immédiatement partagées entre les populations pour soulager la misère que se plaît à entretenir le gouvernement d'occupation. Les arrière-gardes allemandes deviennent de moins en moins sûres et le mouvement croît en importance chaque jour.

L'application des principes de Wilson et la Prusse Orientale.

Aussitôt après la publication du communiqué annonçant la volonté du président Wilson de réunir la Lituanie prussienne au futur Etat lituanien, la presse allemande, le *Tag*, la *Frankfurter Zeitung*, la *Feuille de Genève*, ainsi que l'ancien dictateur des vivres, Batotski, ont poussé des cris de détresse qui ont été immédiatement suivis en Prusse Orientale de sévères représailles. La langue lituanienne a été bannie des écoles, les intellectuels nationalistes ont été emprisonnés et transportés à l'intérieur de l'Allemagne, des agents se sont répandus dans le pays qui ont fait signer de force des protestations de loyalisme à l'occasion de réunions, comme le cas s'est produit à Gumbinen et à Tilzitt. La censure préventive a été introduite pour les journaux et elle s'applique aussi d'une manière rigoureuse à toute la correspondance.

Malgré ces efforts, si contraires aux buts de paix wilsoniens, l'heure s'approche où nos frères de Prusse Orientale qui, depuis leur annexion forcée, en 1442, ont été soumis au joug le plus atroce, vont refaire partie de l'Etat lituanien lui apportant le port de Mémel, débouché de son artère vitale le Niemen.

Le nouvel évêque de Vilnius.

La Curie a élu évêque de Vilnius l'Abbé Dr Jurgis Matulait s, ancien professeur à l'Université ecclésiastique de Petrograd. Le Dr Matulaitis est Lituanien. Il est très connu en Suisse et particulièrement à Fribourg.

Ouverture d'une école administrative à Vilnius.

Le Conseil d'Etat lituanien a ouvert une école administrative à Vilnius, afin de doter le pays de fonctionnaires lituaniens lors de la prise prochaine des affaires par le gouvernement.

Autres projets scolaires en Lituanie.

La commission d'éducation du Conseil d'Etat lituanien a approuvé les projets scolaires suivants : ouverture d'une école moyenne d'agriculture à Dotnava, d'une école privée de monteurs électriciens à Vilnius, d'une école privée des ponts et chaussées et d'architectes à Vilnius, d'une école privée des beaux-arts à Vilnius et de plusieurs écoles d'agriculture ; parmi ces dernières, huit seront ouvertes en différents endroits cet automne.

La Prusse Orientale veut s'unir à l'Etat lituanien.

De nombreuses manifestations ont eu lieu dans la Prusse Orientale en faveur de la réunion de la Prusse à la Grande Lituanie. Les villes

de Memel, Tilsitt, Insterbourg, Velau, Darkiemen, se prononcent dans ce sens.

Dans vingt-quatre districts les chefs allemands ont été déposés et des chefs lituaniens ont été élus à leur place.

La Prusse Orientale veut participer aux élections de la Constituante lituanienne qui doit se réunir au mois de juillet 1919 à Vilnius.

Les Allemands violent l'armistice en Lituanie.

Le Conseil National Lituanien nous prie de communiquer le télégramme suivant qu'il vient d'adresser à Berlin au Chancelier Ebert :

« Prière de faire cesser toute réquisition, séquestre, dévastation des forêts qui continuent en Lituanie malgré la signature de la convention de l'armistice, interdisant de tels faits par la clause 14 de ce traité.

» Prière de faire arrêter l'exportation en Allemagne du matériel de chemins de fer, appareils télégraphiques et téléphoniques.

» Prière d'empêcher le démantèlement des forteresses lituaniennes de Kaunas, Gardinas, Olita et Dinabourg. »

Les soldats allemands, en se retirant de la Lituanie occupée, ont procédé de même qu'en Belgique et dans le nord de la France. Les gouvernements de l'Entente, signataires de l'armistice, sont appelés à le faire respecter dans toutes ses clauses par les Allemands.

Impérialisme polonais.

Nous recevons de source autorisée la nouvelle d'après laquelle des légionnaires polonais ont fait irruption dans le gouvernement de Gardinas (Grodno). Ils y causent de véritables ravages par les pillages auxquels ils se livrent dans cette région et ils se sont même vainement efforcé d'occuper Bialystock.

Le gouvernement de Gardinas appartenant de tout temps à l'Etat lituanien, l'affaire de Bialystock prouve encore une fois l'existence de l'impérialisme polonais. Le Conseil National lituanien et la Délégation lituanienne d'Amérique signalent au monde civilisé l'attitude injustifiée des Polonais et protestent encore une fois contre les menées qui font courir de sérieux dangers à la paix européenne.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LIVRES PUBLIÉS

par le bureau d'informations de Lituanie

(*Suite.*)

Les Lituaniens d'Amérique, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

L'Etat Lituanien et le Gouvernement de Suvalkai, par Dr V. Bartuška, Lausanne, 1918.

EN ANGLAIS

A Memorandum upon the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1911.

A Sketch of the Lituanian Nation, by J. Gabrys. — Paris, 1912.

Lituania and the Autonomy of Poland, by J. Gabrys. — 1915.

The Polish Question, by J. Gabrys. — London 1915.

The Misery of the Lituanian Refugees in Russia, with 7 illustrations. — Lausanne 1915.

EN LITUANIEN

Kokia autonomija Lietuvai reikalinga ? — Chicago, Ill, 1914.

EN ALLEMAND

L. P. K. Die Leiden des litauischen Volkes.

Litauen und 44 polnische Verräter Litauens. — Lausanne 1917.

[9, 20 Rb]
Rm 37090

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.